



**HAL**  
open science

# Mobilité et expériences spatiales de migrants marocains : Éléments d'une anthropologie de l'espace contemporain

Myriame Ali-Oualla

► **To cite this version:**

Myriame Ali-Oualla. Mobilité et expériences spatiales de migrants marocains : Éléments d'une anthropologie de l'espace contemporain. Sociologie. Université de Bordeaux, 2021. Français. NNT : 2021BORD0083 . tel-03331651

**HAL Id: tel-03331651**

**<https://theses.hal.science/tel-03331651v1>**

Submitted on 2 Sep 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE  
POUR OBTENIR LE GRADE DE

**DOCTEURE DE**  
**L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX**

École Doctorale « Sociétés, Politique, Santé Publique »  
Spécialité : Sociologie

Par Myriame Ali-oualla

**Mobilité et expériences spatiales de migrants marocains**  
**Éléments d'une anthropologie de l'espace contemporain**

Sous la direction de : Guy TAPIE

Soutenue le 23 mars 2021

Membres du jury :

|                             |  |                    |
|-----------------------------|--|--------------------|
| M. PINSON, Daniel           | Professeur émérite<br>Aix-Marseille Université             | Président          |
| Mme. MIRANDA, Adelina       | Professeure<br>MIGRINTER - Université de Poitiers          | Rapporteure        |
| M. BERNARDOT, Marc          | Professeur<br>LAMES - Aix-Marseille Université             | Rapporteur         |
| Mme. RIGONI, Isabelle       | Maîtresse de conférences<br>CED - INSHEA                   | Examinatrice       |
| Mme. LECLERC-OLIVE, Michèle | Chargée de recherche<br>IRIS - EHES                        | Invitée            |
| M. TAPIE, Guy               | Professeur<br>PAVE/CED – ENSAPBX<br>Université de Bordeaux | Directeur de thèse |



## Résumé

La migration est une expérience « totale ». Elle conditionne le développement des réseaux de sociabilité, le franchissement de diverses formes de frontières, la construction de territorialités, et l'évolution continue de référentiels social, culturel et spatial. En tant que processus *de* mouvement et *en* mouvement, les individus s'y engagent dans une négociation avec les environnements qu'ils investissent, temporairement ou durablement.

A partir d'une perspective spatiale, j'investigue les mutations de l'expérience quotidienne des lieux de la migration et ce qu'elle révèle d'un nouvel usage des espaces contemporains, dans un contexte de déplacements facilités, et de dématérialisation des modes de coprésence.

J'articule ma démonstration sur l'analyse d'expériences spatiales de trois groupes migrants marocains, dans différents rapports à la mobilité : des femmes issues de la migration rurale, en immobilité dans les bidonvilles urbains au Maroc, à Salé ; des anciens combattants marocains bordelais en sur-mobilité entre la France et le Maroc ; des commerçants et entrepreneurs marocains transnationaux bordelais, utilisant la mobilité comme ressource entre la France, le Maroc et ailleurs.

Je privilégie les méthodes de récolte et d'analyse qualitatives, afin de mieux traduire l'épaisseur de l'expérience spatiale en migration. Je reconstitue, d'une part, le récit de vie des migrants, qui offre une riche vision diachronique de leurs pratiques et de leurs représentations, au travers d'entretiens semi-directifs et de discussions plus informelles. J'observe, d'autre part, l'appropriation spatiale retranscrite sous forme de visuels, réalisés in situ : cartographie, scène visio-narrative, relevé habité, carnet de notes. La lecture de l'appropriation spatiale amène des éléments d'objectivation du récit biographique et une confrontation directe aux « terrains ».

Plusieurs résultats sont à souligner. Des logiques d'adaptation et d'appropriation spatiales similaires apparaissent, attestant de l'universalité de l'habiter en étranger. Garantir l'équilibre de capitaux à l'aide de stratégies spatiales, tirer profit de mobilités matérielle et immatérielle pour maintenir des ponts d'appartenance transterritoriaux, et user de la force du nombre et de la mobilisation collective pour influencer les stratégies urbaines de prise en charge des populations migrantes, font partie des schémas communs aux trois groupes, indépendamment de leur rapport à la mobilité.

Je mets aussi en lumière un changement de paradigme quant à la consécration de l'espace domestique comme lieu de reproduction des marqueurs d'origine et d'"autel de la nostalgie". Que ce soit les femmes immobiles dans les baraques de bidonville, les anciens combattants en pérégrination entre la maison familiale et la solitude des résidences sociales, et les entrepreneurs transnationaux nourris par l'itinérance et les ancrages multiples, l'expression des appartenances culturelles ne passent pas obligatoirement par les appropriations spatiales « matérielles ». Parallèlement, la gestion territoriale et l'organisation des villes changent avec la coexistence de modes d'habiter locaux et étrangers. Face aux stratégies habitantes, les réactions des Etats varient de l'invisibilisation de groupes migrants en marge de la ville, à l'encouragement de leurs investissements immobiliers, en passant par l'adaptation progressive d'offres de relogement et de recasement.

La démonstration s'organise en trois parties. La première discute des concepts socio-spatiaux qui structurent ma vision de l'expérience spatiale en migration, en mobilisant une pluralité de champs

disciplinaires. La deuxième est consacrée à l'étude ethnographique des dynamiques sociales et spatiales en jeu dans les trois cas. La troisième est une mise en perspective des trois expériences spatiales migrantes, et revient sur les apports méthodologiques des outils narratifs et visuels, ainsi que sur les apprentissages à l'épreuve protéiforme du terrain.

**Mots-clés :** *migration, appropriation spatiale, territorialité, récit, méthodes visuelles, Maroc, France*

## Abstract

Migration is a total social fact. It conditions the development of social networks, the crossing of various forms of borders, the construction of territorialities, and the continuous evolution of social, cultural and spatial references. As a process *of* movement and *in* movement, it engages migrants in a negotiation with the environments they inhabit, temporarily or permanently.

Using a spatial perspective, I investigate the mutations of migrants' daily experience of places, and what it reveals of a new use of contemporary spaces, in a context of facilitated movement and dematerialized modes of copresence.

I base my demonstration on the analysis of spatial experiences of three Moroccan migrant groups, in different relationships to mobility: women from rural migration, in immobility in urban slums in Salé, Morocco; Moroccan veterans from Bordeaux in over-mobility between France and Morocco; Moroccan transnational small business-owners and entrepreneurs from Bordeaux, using mobility as a resource between France, Morocco, and other countries.

I use qualitative methods in order to better translate the complexity of the spatial experience in migration. On the one hand, I collect the migrants' life stories through semi-directive interviews and more informal discussions, which offers a rich diachronic vision of their practices and representations. On the other hand, I observe their appropriation of space and translate it using visual tools, such as cartography, visio-narrative scenes, sketches, inhabited surveys and field notebook excerpts. The investigation of spatial appropriation brings elements of objectification to the biographical narrative, and a direct confrontation with the field.

As a result, similar logics of spatial adaptation and appropriation appear, attesting to the universality of living as a stranger to a given sociospatial environment. Ensuring the balance of capitals using spatial strategies, taking advantage of material and immaterial mobility to maintain transterritorial bridges of belonging, and using the strength of collective mobilization to influence urban strategies regarding migrant populations, are common strategies and patterns to all three groups, regardless of their relationship to mobility.

I also highlight a paradigm shift in the consecration of domestic space as an “altar of nostalgia”, a place where migrants reproduce spatial practices related to their city or country of origin. Whether it is the women in immobility in their slum housing units, veterans peregrinating between the family home and the social residences, or transnational entrepreneurs benefiting from their roaming and multiple anchoring, the expression of cultural belonging does not necessarily manifest through “material” spatial appropriations. In parallel, territorial development and the organization of cities are changing with the coexistence of local and foreign ways of living. States' reactions to the strategies used by residents vary from the invisibilization of migrant groups on the city margins, to the encouragement of their real estate investments, and the gradual adaptation of rehousing and resettlement alternatives.

The demonstration is organized in three parts. The first one discusses the socio-spatial concepts that structure my approach to the spatial experience of migration, mobilizing a plurality of disciplinary fields. The second is devoted to the ethnographic study of the social and spatial dynamics at play in the three study cases. The third is a perspective on the three migrant spatial

experiences, and a feedback on the methodological contributions of narrative and visual tools, as well as to the multifaceted teachings in the field work experience.

**Keywords:** *migration, spatial appropriation, territoriality, narratives, visual methods, Morocco, France*

**Centre Émile Durkheim,**  
UMR 5116 CNRS, Université de Bordeaux  
3 ter Place de la Victoire  
33076 Bordeaux Cedex

**Profession, Architecture, Ville, Environnement (PAVE),**  
École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux  
740 cours de la Libération  
33405 Talence

## Remerciements

Je remercie mon directeur de thèse, Guy Tapie, pour l'accompagnement de ces cinq dernières années. Son apport réflexif et ses retours constructifs ont été des guides stables et nécessaires dans les moments d'incertitude. Je remercie les membres du jury, pour la patience et le temps qu'ils ont accordés à lecture de ce projet de longue haleine.

Je dédie ce travail aux femmes et aux hommes qui m'ont fait don de leurs histoires et de leurs vécus. Je remercie les femmes de *Sidi Moussa* qui m'ont ouvert leur porte et partagé leurs joies et leurs chagrins ; les anciens combattants de l'association *Hom'âge*, des résidences *Adoma* et *Mechti*, qui incarnent la résilience et portent en eux une histoire qui mériterait davantage de reconnaissance ; les commerçants et entrepreneurs du quartier *Saint Michel*, qui m'ont montré les nuances de la réalité migrante, et la force de la détermination en dépit de tout. Autour de ces gens, gestionnaires locatifs, accompagnateurs associatifs, intermédiaires de tout genre ont participé à rendre ce travail possible, et je les en remercie.

Dans les moments de doute et de démotivation (qui n'ont pas manqué), j'ai trouvé du réconfort auprès de mes collègues (seniors et juniors) du laboratoire PAVE. Merci, à Caroline, Julie, Laura, Louise, Maël et Manon pour la bonne compagnie, l'aide et le soutien, et pour une amitié qui je l'espère prospérera encore. A Fanny, qui n'a jamais failli à me venir en aide dans les moments de difficulté. A Fabien, pour la confiance et l'opportunité qu'il m'a accordées, me permettant de contribuer à son beau projet de revue. Je remercie mes collègues du CED, Isabelle Rigoni et Christine Larrazet, auprès desquelles j'ai eu le plaisir d'apprendre et d'animer l'Atelier MMV.

Pendant ces cinq années, j'ai eu le privilège de faire deux hiatus à la fois formateurs et dépaysants. Le premier, en tant que chercheuse en visite à *DAAP*, à l'Université de Cincinnati, une opportunité que je dois à Rebecca Williamson, et à tous ceux qui m'ont accompagnée avant et pendant mon séjour. Le deuxième, en intégrant l'équipe *Baitykool* au *Solar Decathlon Middle East*, avec le soutien continu de Philippe Lagière et de Denis Bruneau. Je les remercie pour leur appui, et je suis sûre que nous aurons encore de belles opportunités de collaboration devant nous.

Pour l'accompagnement informel, mais fort et constant, je remercie mes parents. Ma mère, pour son enthousiasme toujours vif lors de nos discussions autour de ce travail, pour son rôle essentiel dans mon enquête de terrain à Salé, et pour sa capacité à me faire sentir entendue et écoutée, toujours. Mon père, pour sa mobilisation par procuration à la course interminable aux autorisations administratives et pour son soutien tout aussi inconditionnel.

Mes remerciements vont aussi à mes deux grands frères, qui ont participé tout autant à forger qui je suis aujourd'hui, par leur humour et leur bienveillance, et en restant fidèles à ce qu'ils sont. A mes nièces et neveux pour lesquels je porte un amour sans fin. Leur simple existence est une source intarissable de gratitude. A Kaïs, son accompagnement et son soutien ont été un refuge. Merci de m'avoir appris à abandonner ma nature parfois stoïque pour célébrer les grandes comme les petites réussites. A mes ami.e.s, Sara A., Sara B., Emma, Ana, Momo, Hind et j'en oublie sans doute d'autres, merci d'être exactement comme vous êtes. Pour nos échanges toujours stimulants, réconfortants, amusants ; l'amitié prend tout son sens avec vous.

## Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| Résumé   | 3         |
| Abstract   | 5         |
| Remerciements  | 7         |
| Sommaire   | 8         |
| Introduction générale  | 13        |
| <b>Partie I. Mobilités, territoires et spatialités mis en récit</b>        | <b>34</b> |
| Chapitre 1. Les prismes de la mobilité migrante                            | 36        |
| 1.1. De l'épistémologie sédentaire à une lecture par la mobilité           | 37        |
| a. <i>Le mouvement perturbateur</i>  |           |
| b. <i>L'espace mobile et le "Mobility Turn"</i>                            |           |
| c. <i>Le mythe du nomadisme contemporain</i>                               |           |
| 1.2. Le savoir-migrer, un apprentissage continu                            | 49        |
| a. <i>Le réseau social, l'apprentissage et la transmission</i>             |           |
| b. <i>Maîtrise de mobilité et jeu de frontières</i>                        |           |
| 1.3. La mobilité migrante, créatrice de territorialités                    | 61        |
| a. <i>Que devient le territoire ?</i>                                      |           |
| b. <i>La territorialité et les attachements au lieu</i>                    |           |
| Chapitre 2. Immigré, migrant et transmigrant marocains                     | 73        |
| 2.1. Stranger in the city  | 74        |
| 2.2. Un (im)migrant dans le bidonville                                     | 76        |
| a. <i>La ville européenne, une centralité attractive</i>                   |           |
| b. <i>Le déséquilibre socioéconomique, une mise à mal de l'intégration</i> |           |
| c. <i>Le bidonville, une marge dans la ville</i>                           |           |
| 2.3. L'immigrant-émigré, une rupture transfrontalière                      | 86        |
| a. <i>L'institutionnalisation de l'identité migrante</i>                   |           |
| b. <i>Aux origines d'une figure de subordination</i>                       |           |
| c. <i>Habiter les foyers, les cités et les quartiers populaires...</i>     |           |
| 2.4. Le transmigrant, une organisation en réseau socioprofessionnel        | 95        |
| a. <i>L'ouverture scientifique à l'approche transnationale</i>             |           |
| b. <i>Vivre des réseaux sociaux matériels et virtuels</i>                  |           |
| c. <i>Les spatialités des transmigrants marocains</i>                      |           |
| Chapitre 3. Habiter en migration   | 104       |
| 3.1. L'habiter en migration, définitions liminaires                        | 108       |
| a. <i>L'habiter, un composé épistémologique</i>                            |           |
| b. <i>Habiter ou Cheminer Vs. Habiter et Cheminer</i>                      |           |

|   |   |     |
|---|---|-----|
| 3.2.  | Des mécanismes de l'appropriation spatiale                                      | 120 |
|   | <i>a. L'appropriation pour un capital spatial</i>                               |     |
|   | <i>b. Le matériel et l'immatériel de l'appropriation spatiale</i>               |     |
| 3.3.  | Ces lieux de la migration...  | 134 |
|   | <i>a. Le lieu, une unité de temps et d'espace</i>                               |     |
|   | <i>b. Un habiter interstitiel</i>   |     |
|   | <i>c. Chez soi, à la maison et dans le quartier</i>                             |     |
| Chapitre 4. Raconter l'expérience migrante                      |   | 146 |
| 4.1.  | Récit(s) et construction d'identités migrantes                                  | 148 |
|   | <i>a. Le récit au service de la cohérence de soi en migration</i>               |     |
|   | <i>b. Expériences collectives, singularités individuelles</i>                   |     |
| 4.2.  | Récolter et restituer, l'approche méthodologique du récit                       | 157 |
|   | <i>a. Le récit de vie et l'expérience spatiale en migration</i>                 |     |
|   | <i>b. Photographier, dessiner, relever et cartographier les récits visuels</i>  |     |
| <b>Partie II. Trois grands récits de l'habiter en migration</b> |   | 181 |
| Chapitre 5. Les immobiles du bidonville                         |   | 183 |
| 5.1.  | Salé, bassin régional de l'immigration rurale                                   | 185 |
|   | <i>a. Le quartier populaire de Sidi Moussa</i>                                  |     |
|   | <i>b. "D'har Laqraâ", "Nouayel", "El Borj"</i>                                  |     |
|   | <i>c. L'accès conditionné aux bidonvilles</i>                                   |     |
|   | <i>d. La parole des femmes et la vertu du don</i>                               |     |
| 5.2.  | "Arrêt au bidonville", ou comment habiter une frontière                         | 207 |
|   | <i>a. La centralité du réseau social, de la migration à</i>                     |     |
|   | <i>b. Le bidonville, l'épaisseur d'une frontière sociospatiale</i>              |     |
| 5.3.  | Du cheminement à l'immobilité, réalités migratoire et quotidienne               | 224 |
|   | <i>a. Les espaces domestiques au centre de la territorialité</i>                |     |
|   | <i>b. L'immobilité quotidienne, un enjeu transversal</i>                        |     |
| 5.4.  | Habiter le bidonville, des pratiques astucieuses face aux défis des lieux       | 248 |
|   | <i>a. Des appropriations originales pour des pratiques ordinaires</i>           |     |
|   | <i>b. Les enjeux de l'intimité, de l'espace familial à l'unité de voisinage</i> |     |
|   | <i>c. L'appropriation "collective" et l'art de la présence</i>                  |     |
| Chapitre 6. Les sur-mobiles du Troisième Âge                    |   | 296 |
| 6.1.  | Bordeaux, centralité administrative et historique des anciens combattants       | 298 |
|   | <i>a. Tout commence dans les années 1990...</i>                                 |     |
|   | <i>b. Un combat d'un autre genre</i>  |     |
|   | <i>c. De SDF à figure de la migration, un enjeu d'hébergement</i>               |     |
|   | <i>d. De Sonacotra à Adoma, un changement d'identité spatiale</i>               |     |
|   | <i>e. Le récit des anciens combattants, un travail de mémoire</i>               |     |

|  |  |     |
|--|--|-----|
| 6.2.   | Les épreuves pluridimensionnelles de la migration du troisième âge                               | 311 |
|  | <i>a. L'accompagnement associatif comme complément au réseau social migrant</i>                  |     |
|  | <i>b. La vulnérabilité multidimensionnelle comme frontière</i>                                   |     |
| 6.3.   | La migration pendulaire et la fragmentation des territorialités                                  | 329 |
|  | <i>a. L'ancrage socioculturel, un déterminant du réseau de lieux référentiels</i>                |     |
|  | <i>b. Deux pratiques de l'urbain pour deux quotidiens</i>  |     |
| 6.4.   | Loin de chez soi, l'habiter des anciens combattants isolés                                       | 353 |
|  | <i>a. L'appropriation de l'espace public et le « marquage présence »</i>                         |     |
|  | <i>b. Du foyer à la résidence sociale, lorsque loger mieux « ne suffit pas »</i>                 |     |
|  | <i>c. Les limites de l'habiter en résidence sociale et le détachement de l'espace domestique</i> |     |
| Chapitre 7. La mobilité comme ressource des agents de la transmigration                                |  | 388 |
| 7.1.   | Le quartier “ethnique”, épice de l'économie marocaine transmigrante                              | 390 |
|  | <i>a. La représentation du quartier “interculturel” au service du commerce transmigrant</i>      |     |
|  | <i>b. A quel moment peut-on parler de « transmigrants » ?</i>                                    |     |
|  | <i>c. Le commerce d'artisanat, l'épicerie, l'agence de transport...</i>                          |     |
| 7.2.   | La richesse des réseaux transmigrants et l'appropriation de la mobilité                          | 400 |
|  | <i>a. Le réseau socio-professionnel, clé de réussite de l'entreprise migratoire</i>              |     |
|  | <i>b. Détourner et s'adapter aux frontières</i>  |     |
| 7.3.   | Des territorialités transmigrantes versatiles  | 421 |
|  | <i>a. Lieux-ressources et repères mobilitaires pour une territorialité transnationale</i>        |     |
|  | <i>b. Un quotidien dans l'entre-deux</i>   |     |
| 7.4.   | L'habiter transnational, ancrages professionnels et domestiques dynamiques                       | 444 |
|  | <i>a. Codes visuels et mise en scène des enseignes marchandes</i>                                |     |
|  | <i>b. L'appropriation de l'espace domestique, une pratique « déséthnécisée »</i>                 |     |
|  | <i>c. La « remittance houe », remise au goût de la transmigration</i>                            |     |
| <b>Partie III. Mutations habitantes, spatiales et méthodologiques autour de l'habiter en migration</b> |  | 472 |
| Chapitre 8. Expérience spatiale et capitaux individuels  |  | 474 |
| 8.1.   | Fuir la dépossession matérielle et symbolique du bidonville                                      | 476 |
|  | <i>a. Autour du capital résidentiel</i>  |     |
|  | <i>b. Habiter = Posséder</i>   |     |
| 8.2.   | Sortir de l'isolement social en migration pendulaire   | 484 |
|  | <i>a. Autour du capital social</i>   |     |
|  | <i>b. Habiter = Appartenir/ Sociabiliser</i>   |     |
| 8.3.   | Garantir des ressources alternatives pour un projet transnational durable                        | 490 |
|  | <i>a. Autour du capital économique</i>   |     |
|  | <i>b. Habiter = S'adapter</i>  |     |

|  |     |
|--|-----|
| Chapitre 9. Expérience spatiale et dynamique des territoires de vie                                | 497 |
| 9.1. “Autel de la nostalgie”, mutation de l’habitat migrant contemporain                           | 498 |
| <i>a. La culture matérielle du chez-soi et l’expression de l’appartenance ethnoculturelle</i>      |     |
| <i>b. Mobilité et téléprésence, une culture « immatérielle »</i>                                   |     |
| 9.2. Initiatives habitantes, réactions de l’État   | 510 |
| <i>a. L’urbanisme subalterne et l’adaptation de la gouvernance urbaine</i>                         |     |
| <i>b. Une ville plus inclusive des migrants</i>  |     |
| <i>c. Investissements “étrangers” et transformation des paysages locaux</i>                        |     |
| Chapitre 10. Décortiquer l’expérience spatiale   | 532 |
| 10.1. Un récit de vie, une superposition de lectures   | 533 |
| <i>a. L’analyse lexicale pour lire les nuances de l’expérience spatiale</i>                        |     |
| <i>b. L’analyse thématique pour une transversalité entre cas d’exception</i>                       |     |
| 10.2. Les récits visuels et l’adaptation au imprévu empiriques                                     | 540 |
| <i>a. Incarner la réflexion sociologique, une mobilisation de médiums et de sens</i>               |     |
| <i>b. L’absence des « corps » de l’image, entre choix méthodologiques et impératifs empiriques</i> |     |
| Conclusion   | 555 |
| Bibliographie  | 568 |
| Entretiens cités   | 591 |
| Table des figures  | 592 |
| Table des images   | 597 |
| Table des matières   | 603 |

يا هذا البدوي

*Toi, Bedouin*

الممغن بالهجرات

*Migrateur perpetuel*

تزود

*Munis-toi*

قبل دخولك الربع الخالي

*Avant d'entamer le Grand Désert*

بقطرة ماء

*D'une goutte d'eau*

مظفر النوّاب

*Muzaffar Al-Nawab*

## Introduction générale

La migration occupe de nombreux discours sociaux et politiques et concentre les intérêts scientifiques pour une bonne raison : aujourd'hui, plus que jamais, la cohabitation de populations issues de nombreux univers culturels, sociaux, et moraux dans un même environnement sociospatial, crée des tensions et engage un effort collectif de négociation et d'adaptation. Seulement, les perspectives alarmistes dominent les représentations de la spatialisation de la migration quand il est question de regroupement dans les camps, de relégation dans les marges, et de confinement dans les enclaves urbaines. Pourtant ces populations vivent aussi, parfois depuis plusieurs générations, dans des quartiers qui ne sont pas *étrangers* aux locaux, fréquentent les mêmes rues, les mêmes commerces, les mêmes activités. Parallèlement, la lecture de trajectoires migratoires linéaires laisse place à un autre au prisme de l'« expérience », en considérant dans un continuum des mouvements plus complexes et l'ensemble des mutations sociétales qui les accompagnent. Les migrants contemporains composent leurs parcours à partir d'un référentiel de lieux multisitués dans l'espace et dans le temps, conjuguent leurs déplacements avec la gestion de frontières territoriales, administratives, urbaines et sociales, et tentent de s'approprier l'espace et de créer un chez-soi au milieu des tumultes de l'entre-deux, voire de l'*entre-plusieurs*.

Partant d'une posture épistémologique qui considère la condition de mobilité comme un fait social total et non comme une perturbation à l'ordre sédentaire, il est possible de lire dans l'habiter migrant une évolution des rapports aux lieux et des formes d'appartenance. Se pose ainsi la question de comment se manifeste l'expérience spatiale en migration, dans des conditions variées de mobilité ? Pour répondre à cette interrogation, je m'appuie sur l'analyse de l'habiter de groupes migrants marocains.

L'évolution des traditions migratoires marocaines, au sein du pays et en France, montre un changement des motifs de migration. La migration de subsistance du rural vers la ville, s'enrichit d'ambitions de "modernité" et d'accès à l'éducation. A l'immigration des travailleurs saisonniers, se rajoutent le projet d'établissement familial, d'études supérieures internationales ou de commerce transnational. Chaque variation implique un rapport différencié à la mobilité, qui implique à son tour l'adoption d'un certain mode d'habiter, fait d'équilibres entre fixité et itinérance, entre *ici* et *là-bas*, entre passé, présent et futur. Des parcours migratoires s'inscrivent dans des traditions historiques, sur les vestiges de l'entreprise coloniale. D'autres émergent du contexte néolibéral global, qui a ouvert les portes sur de nouvelles opportunités marchandes. Plusieurs naissent

d'initiatives personnelles, portés par des réseaux de solidarité, et contraints par les réglementations frontalières et étatiques. Et la plupart croise un peu tous ces conditionnements à la fois, invoquant un rapport différencié à la mobilité. Dans cette recherche, j'ai exploré trois situations qui donnent sens à ce mouvement :

- L'immobilité de femmes issues de la migration rurale, habitant des bidonvilles urbains au Maroc ;
- La sur-mobilité d'anciens combattants marocains, en migration pendulaire entre le Maroc et la France ;
- La mobilité comme ressource pour des commerçants et entrepreneurs transnationaux marocains.

Les situations d'immobilité, de sur-mobilité et de mobilité comme ressource en migration, s'organisent en grande partie autour de l'accès à de meilleures conditions de travail, de santé et d'éducation. Les trois populations sont toutes motivées par un effet de manque patent sur l'un ou l'ensemble de ces aspects, qui les met en mouvement et change leur rapport aux lieux investis.

Une entrée par le prisme spatial, privilégié ici, met non seulement en évidence l'évolution des pratiques d'appropriation à l'échelle individuelle, mais aussi les effets des rapports de domination entre cultures et classes qui se jouent à travers l'espace, de l'espace domestique aux espaces publics. L'inégalité d'accès aux ressources urbaines et territoriales, la précarité économique, et les schémas de rapports de genre se lisent frontalement ou en filigrane, par la réinvention de l'habiter au quotidien. Une entrée spatiale a l'avantage d'adjoindre à la compréhension de la réalité sociale des trois situations migratoires, la manifestation matérielle liée à la variation des conditions mobilitaires, et la transformation des formes urbaines contemporaines.

L'éventail limité des mobilités retenues ne nie pas les autres variables qui distinguent un groupe de l'autre, mais vise à intégrer les effets d'évolutions contemporaines de formes de coprésence de populations, sur les pratiques et les représentations habitantes. Les allers-retours facilités (mouvement physique) et la dématérialisation des échanges (mouvement virtuel), permettent aux migrants marocains actuels d'élaborer des systèmes résidentiels multisitués et évolutifs, et de nourrir leurs pratiques spatiales de référentiels croisés, participant ainsi à des mutations lentes – mais durables – des cadres de vie et des territoires partagés.

## Habiter en migration, au croisement des disciplines

L'expérience spatiale en migration articule dans le temps une pluralité d'espaces géographiques, de champs culturels et sociaux. Elle s'exprime par des liens d'appartenance aux territoires, par des modes d'habiter singuliers et par des cadres spatiaux et matériels pluriels. Pour en comprendre la dynamique multidimensionnelle, je croise savoirs sociologique, géographique, anthropologique et architectural.

En sociologie, l'étude des dynamiques sociales en migration, qui se jouent dans et en relation avec l'espace, constitue un corpus scientifique prolifique depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, avec les travaux de l'Ecole de Chicago sur la fragmentation socioculturelle de la ville, ou encore l'analyse de la figure de l'« étranger » de Georg Simmel ([1908], 2013). Dans l'explication sociologique, l'espace entre en jeu dans sa capacité à générer des possibilités de rencontre par l'appropriation, et à renforcer une identité collective par des lieux ou des signes de représentation, essentiels à la continuité de l'habiter en migration. Il est « une ressource permettant aux individus et aux groupes de communiquer en tenant compte de leur autonomie » (Dassetto et Rémy 2017).

Les disparités de capital spatial, dont les populations migrantes sont souvent inégalement dotées (Ripoll et Veschambre 2005), peuvent aboutir à des rapports conflictuels entre groupes qui cohabitent. L'espace devient un enjeu de mobilisation collective, pour prétendre au droit à l'usage et à l'occupation, droit à la ville (Lefebvre 1967), qui devient droit à la citoyenneté et à la cidadinité, en vue d'accomplir une élévation collective dans la hiérarchie sociale. Ainsi, comme l'affirme Jean Rémy (2015), « penser l'espace est équivalent à penser le social dans sa matérialité. Comme mode de coexistence, l'espace ne se réduit pas à des flux et à des lieux, même s'il les intègre ».

En géographie, l'habiter en migration se lit en termes de flux et de mouvement, aux échelles d'une multiplicité de territoires et d'Etats-nations. La discipline est, comme le défend le géographe Russell King (2012), un des champs disciplinaires transversaux les plus aptes à traiter de la pluridimensionnalité du phénomène migratoire, toutes échelles territoriales confondues. Les géographies sociale et humaine sont les sous-disciplines qui circonscrivent le cadre théorique de ma recherche, dans l'intérêt que je porte à l'espace, non seulement comme outil de gestion des rapports sociaux, mais comme étant lui-même produit et transformé par ces derniers. La géographie sociale définit des « interactions entre rapports sociaux et spatiaux » (Frémont et al. 1984). Elle analyse l'organisation des territoires (systèmes de gouvernance) et des territorialités (réseaux de lieux créés par l'individu), profondément ancrée dans « les tensions, créatrices de

formes géographiques, nées de la lutte des positions sociales sur l'échiquier spatial » (Di Méo 2016). La géographie humaine s'appuie sur la compréhension des territorialités individuelles, à travers l'analyse des motivations personnelles derrière la fabrication des parcours entre territoires, de leur optimisation, et « de [la] satisfaction d'objectifs sous des contraintes à la fois nombreuses et variées (y compris physiques) » (Bailly, Beguin, et Scariati 2016). Les principes des géographies sociale et humaine guident l'analyse des réseaux de lieux référentiels et des territorialités de pratiques quotidiennes, pour arriver à une vue d'ensemble en dépit des fragmentations propres aux parcours migrants.

En anthropologie, l'intérêt pour la question migratoire est contemporain de la réflexion simmélienne. Les premières contributions notables sont celles de l'École de Chicago, mettant en œuvre une démarche ethnographique compréhensive des « phénomènes sociaux et culturels induits par l'immigration étrangère aux États-Unis » (Cuche *et al.*, 2009). Pour interpréter l'habiter contemporain en migration, et la délocalisation des repères traditionnels, l'anthropologie offre un champ d'investigation qui intègre à la pratique spatiale, le cadre référentiel culturel.

La migration des populations étudiées dans cette recherche présente, à des échelles variées, une évolution de représentations culturelles et de modes de vie. L'anthropologie aide à visualiser ces expériences migratoires non pas à un instant isolé, mais à travers le prisme du récit migrant dans son intégralité, sur fond de conditionnement culturel.

Ma recherche ne s'inscrit pas dans une démarche de particularisme, où l'entrée par les origines culturelle et nationale primerait sur les ouvertures universelles que permettent les concepts que je mobilise. C'est d'ailleurs là tout l'intérêt de l'anthropologie dans l'étude des terrains que j'ai choisis : la comparaison avec la culture de la société d'accueil est lue en filigrane, et permet de "sortir la tête" des seules spécificités de la culture des enquêtés.

En architecture, la concordance entre espace conçu et pratiques habitantes est synonyme de réussite de la mission des concepteurs. Au côté d'autres acteurs et experts de la ville (urbanistes, paysagistes, programmistes, assistants à maîtrise d'ouvrage), les architectes sont responsables de la création de cadres de conditionnement matériel, dont l'aptitude à accompagner ou non les besoins des habitants, a des répercussions sur la capacité d'appropriation des lieux, les amenant ainsi à s'y projeter et à s'y reconnaître.

L'habiter met explicitement en avant le rôle de l'architecture dans l'expression des relations sociales et des cultures spatiales. En migration, la transition d'un référentiel spatio-architectural à un autre

appelle à des efforts d'adaptation habitante et d'apprentissage de nouveaux codes pratiques. Elle est l'opportunité de ruser avec la matérialité de l'espace et de détourner les fonctions normalisées, pour refléter plus fidèlement les pratiques et les aspirations du moment ou futures. Dans des contextes de disqualification, l'architecture dépasse sa fonction de cadre matériel pour signifier des identités habitantes, dans un rapport essentialisant. Habiter une baraque de bidonville, une tour ou une barre de logements, renvoie simultanément à une forme architecturale et à une condition socioéconomique et culturelle, bornées dans un imaginaire collectif stigmatisant.

Croiser des perspectives disciplinaires autour de l'habiter en migration, est indispensable à la compréhension des diverses formes de mutation subies ou menées en situations de transition. L'organisation sociale à travers l'espace, la gestion des territoires et des réseaux de lieux, l'inscription de l'habiter sur un fond de continuité culturelle, et la composition avec le cadre matériel, sont indissociables et forment ensemble les tenants d'un seul objet d'étude, l'expérience spatiale en migration.

## Pratiquer l'espace, s'ancrer, se mouvoir et raconter

Mobiliser l'espace dans une recherche en sciences sociales est déterminant dans la compréhension des rapports sociaux contemporains car, comme le proclame Henri Lefebvre à juste titre, *produire* l'espace n'est pas incident de parcours, mais une question de vie ou de mort (Lefebvre 1974, 479). C'est bien souvent la géographie qui s'empare de la question spatiale dans l'étude des structures des sociétés (Dassetto et Rémy 2017), au point où le sociologue John Urry qualifie cette domination de « colonisation du spatial par la géographie »<sup>1</sup> (2004, p. 3). Depuis les années 1970, l'espace a acquis progressivement le statut d'objet théorique, plus particulièrement avec des études traitant des effets du capitalisme. Les nouvelles ouvertures permises par ce système de production et de gestion des ressources, ont totalement changé le rapport des individus, des groupes et des sociétés, aux différentes échelles spatiales. Les villes, espaces critiques de ces nouveaux réseaux d'échange et de flux, deviennent, en plus d'être des centres de production, des centres de consommation (Castells 1977). Elles agrègent les individus, autant qu'elles les dispersent.

S'annonce une nouvelle ère pour des notions jusque-là marquées d'une empreinte sédentaire : comme le "lieu", ou le "local". David Harvey (1989) parle de la « compression spatio-temporelle » de la condition post-moderne, qui brouille les lectures classiques de l'espace-temps, déterminées jusque-là par les limites des distances physiques et des vitesses de déplacement. Les nouveaux systèmes de production provoquent une mutation de la société, définie par de plus grandes mobilités. La distance est réduite par la durée qui rapproche des territoires physiquement éloignés, et en créent de nouveaux, dématérialisés.

Cette configuration spatio-temporelle modifie les rapports des individus en migration aux lieux qu'ils pratiquent. Ils ne s'inscrivent pas dans un schéma d'immigration linéaire et irréversible, mais plutôt dans un réseau d'espaces interdépendants. La démultiplication des territoires investis ne nie cependant pas le besoin d'appartenance :

« [...] ces manières dramatiques de compresser le temps et l'espace ne signifient pas que les lieux perdent nécessairement de l'importance. [...] Il y a un besoin pressant de chercher des racines. »<sup>2</sup> (Urry 2004, 8)

---

<sup>1</sup> Citation originale : « geography's colonization of the spatial. »

<sup>2</sup> Citation originale : « these dramatic ways in which time and space are compressed does not mean that places necessarily decrease in importance. [...] There is an insistent urge to seek for roots. »

Les pratiques d'appropriation spatiale représentent une des manières de *créer des racines* dans *différents sols* à la fois.

### Une entrée par la mobilité pour étudier l'habiter

La migration regroupe diverses manifestations de mobilité spatiale. On y retrouve aussi bien les longs itinéraires que les parcours plus courts, inter et intra-urbains. Devant l'importance des mouvements de population et des déplacements dans les sociétés contemporaines, s'est développé en sciences sociales ce qui est connu aujourd'hui sous le nom de *Mobility Turn* (tournant de mobilité) tel que théorisé par Büscher et Urry (2009). Cette approche apporte des clés épistémologiques pour appréhender la pluralité des formes et des parcours mobilitaires, qu'ils soient circulatoires, migratoires, résidentiels ou urbains. Il n'y est pas question d'asseoir le mouvement comme norme dominante, qui évincerait le besoin des populations de s'établir. Le « tournant » s'intéresse aussi bien aux contextes dans lesquels la mobilité prend le dessus, que ceux dans lesquels elle fait défaut (Sheller, 2014).

La mobilité est source de continuités de trajectoires, d'interruptions, ou des deux à la fois, selon la marge de manœuvre de l'individu, et le poids des facteurs macro-structurels qui la conditionnent (Burawoy 1976; Lee 1966; Mabogunje 1970). La géographe Doreen Massey en explicite les nuances :

*« Certaines personnes en sont plus responsables [mobilité] que d'autres ; certaines initient des flux et des mouvements, d'autres non ; certaines en sont plus réceptrices que d'autres ; certaines sont effectivement emprisonnées par elle. »<sup>3</sup> (Doreen Massey 1991, 26)*

Dans ses dimensions physique et virtuelle, la mobilité est créatrice de réseau de lieux interdépendants, dont le sens est construit progressivement avec l'évolution du projet migratoire. Une territorialité et un maillage de lieux familiers naissent des déplacements et des pérégrinations, grâce au cumul d'un capital de mobilité (Delaunay et Fournier 2014; Murphy-Lejeune 2000), et au développement du savoir-migrer (Diminescu 2009; Prunier 2014; Séhili et Zúñiga 2014). Ces mécanismes sous-entendent, en plus de la capacité à garantir le mouvement et à franchir des frontières, la capacité à développer une qualité d'ubiquité (Stock 2006) : savoir vivre *ici* et *ailleurs* en même temps, même en moment d'immobilité.

---

<sup>3</sup> Citation originale : « Some people are more in charge of it [mobility] than others; some initiate flows and movement, others don't; some are more on the receiving-end of it than others; some are effectively imprisoned by it. »

Dans cette recherche, je démontre à partir de l'analyse des trois grands récits migrants étudiés, que les espaces vécus ne font pas sens indépendamment du mouvement qui les met en lien. La valeur que le migrant attribue à un lieu de sa migration dépend de son rôle au sein du réseau dans son ensemble, dont le migrant assure la gestion et la recomposition, selon ses modes et conditions de mobilité.

La mobilité migrante crée des frictions entre les codes socio-spatiaux *d'ici* et les usages et pratiques *d'ailleurs*. Dans la ville, se créent des lieux juxtaposés, des hétérotopies (Foucault 1984) qui se côtoient, et des lieux superposés (Tarrius 1993), où s'empilent et se croisent, par synchronie ou par alternance, des usages conventionnels et des usages *autres*. Ainsi, « rythmes, flux, séquences et successions généalogiques » (Tarrius 2007, 146) subvertissent le désir de permanence des cadres architecturaux et urbains conçus, en un provisoire redéfini par la multiplicité d'usages qui y cohabitent.

Les mobilités physiques et virtuelles qui définissent les parcours migrants sont aussi déterminantes que les lieux qui y sont mis relation. Il n'y a pas de raison d'habiter le lieu, de le posséder, et de ne pas habiter le mouvement, de se l'approprier.

### **Habiter en mouvement**

L'habiter est traditionnellement associé à un repère fixe mesuré par des coordonnées géographiques précises. C'est habiter la maison, cette *première* coquille du Moi (Moles et Rohmer 1998) et de l'individu, à partir de laquelle se déploient de nombreuses couches concentriques qui définissent un rapport à l'immensité du monde. Une telle définition statique ne rend pas assez justice aux modes d'habiter contemporains, empreints d'impermanence. Les nombreuses formes de mobilité qui caractérisent les structures sociales actuelles, poussent à considérer le mouvement, non pas comme un mode d'habiter à part entière, un "nomadisme contemporain", mais comme un des versants de l'habiter. Car aucun mouvement n'est parfaitement fluide, sans obstacles ou temps d'immobilité, et aucune fixité n'est épargnée de moments d'instabilité ou de mouvements. La notion d'habiter rompt ainsi avec la binarité du tout mobile ou du tout figé, la réalité n'étant jamais aussi radicale que les catégories.

L'habiter est conditionné par la capacité de l'individu à s'approprier un espace. Que l'appropriation s'aligne avec la norme ou qu'elle aille à son encontre, qu'elle altère matériellement ou

symboliquement le lieu, qu'elle soit pérenne ou éphémère : elle se négocie (Bourdieu 1972). La notion d'appropriation spatiale revêt un ton revendicateur et une prise de position politique face aux structures dominantes. En s'appropriant, l'individu fait sien l'espace. C'est un rappel que l'espace est un objet de lutte (Lefebvre 1974). Elle est alors une entrée propice à la mise en avant des « inégalités sociales et [des] rapports force ou de pouvoir qui traversent toute société » (Ripoll et Veschambre 2005, 2).

En migration, s'approprier invoque un apprentissage des modalités de déplacement et une maîtrise d'un système spatial multisitué. A travers les trois populations étudiées, se distinguant par leurs rapports différenciés à la mobilité, je démontre que le capital spatial et « mobilitaire » (Ceriani-Sebregondi 2003), détermine le choix d'usage de certains lieux plutôt que d'autres. Son accumulation avec les capitaux social et économique, permet d'établir une valeur des lieux pour l'individu et leur importance pour le projet migratoire dans le temps.

La compression de l'espace par le temps (Harvey 1989; Doreen Massey 1991), la territorialité migrante fluctuante, et l'habiter *ici* et *ailleurs*, renversent l'ordre géographique des échelles de distance et de proximité. Mathis Stock propose l'habiter « polytopique » (Stock 2006, 2011) pour comprendre ces modes de présence, de pratique et d'appropriation spatiales qui transcendent les cadres géographiques traditionnels. La plus grande accessibilité à la mobilité et la dématérialisation des échanges et des modes de coprésence, créent des espaces qui s'approprient matériellement et virtuellement. Les espaces d'appropriation des plus mobiles et des migrants s'affranchissent ainsi des divisions d'échelles pour mêler, dans une même territorialité de lieux, nations, domiciles, villes, coins de rue et quartiers.

### **Raconter avec l'espace**

En migration, tout comme le récit de vie permet de préserver l'identité des individus et sa continuité, en la replaçant dans son contexte spatiotemporel, l'appropriation de l'espace agit de concert pour établir cette même continuité, d'un lieu à un autre. A travers l'analyse de l'habiter des trois populations étudiées, je démontre que les migrants construisent des ponts biographiques à travers la préservation, la traduction ou l'adaptation de pratiques spatiales, dans les divers environnements qu'ils investissent. Habiter devient synonyme de raconter.

La mise en récit suppose l'exposition des faits dans « une totalité hautement organisée, de façon à construire une histoire jugée cohérente et convaincante », racontée dans un ordre et une succession chronologique souvent arbitraires (de Ryckel et Delvigne 2010, 235). Le récit arrange, dans une

linéarité subjective, la fragmentation de l'expérience individuelle afin d'en recouvrer la cohérence. Il n'est donc pas simple restitution de faits, il est fabrication de sens.

Alors que l'espace *conçu* traduit le récit et les intentions des concepteurs et des experts de l'espace, l'espace *vécu* (aménagement, modifié, adapté) traduit le récit habitant, porteur de marques du collectif (référentiel culturel, normes sociales) et de l'individuel (goûts personnels et choix liés à la génération, à l'âge, au genre). La friction entre les deux récits est génératrice de micro-productions de l'espace (Deboulet et Jolé 2013).

Les pratiques spatiales sont « un lien central entre *faire* et *dire* »<sup>4</sup> (Schatzki 2002). Dans ma recherche, l'observation et le retour sur les différentes manifestations des pratiques d'appropriation spatiale (matérielles et immatérielles, individuelles et collectives) rendent compte de l'intérêt de ces dernières dans le maintien d'une constance. Habiter s'inscrit ainsi dans une définition large du récit, comprenant tout acte consistant à raconter et à exposer sa propre expérience subjective aux autres<sup>5</sup> (Gomez-Estern 2013, 351). Comme le récit, la pratique spatiale migrante n'est pas "simple restitution" – et donc transposition d'habitus, elle est une interprétation spatialisée de son propre parcours de vie et de son récit migratoire, selon le cadre spatial dans lequel elle s'exprime.

---

<sup>4</sup> Citation originale : « a nexus of doings and sayings. »

<sup>5</sup> Citation originale : « a broad definition of narrative, including any act of telling and exposing one's own subjective experience to others. »

## **L'urbain, un manifeste de l'habiter en mouvement**

L'urbain a toujours évolué au rythme du développement des systèmes de production : du village agricole à la ville industrielle, devenue aujourd'hui la ville de convergence des flux matériels et immatériels. Malgré ses innombrables mutations, « la ville, de manière intrinsèque est, sans aucun doute, plus durable que toute autre structure socio-territoriale » (Moreno 2017). Si les premières révolutions techniques ont sorti les femmes et les hommes des campagnes vers les villes, l'évolution exponentielle des réseaux leur a fait traverser de plus larges et lointaines frontières.

Là où les ressources se concentrent, la population s'agrège et se déploie. En 2019, la population urbaine mondiale est estimée à plus de 55%, avec 80% de population urbaine en France, et 65% au Maroc, selon un récent rapport de la Banque Mondiale. Ces statistiques font automatiquement écho aux mouvements qui concernent aujourd'hui un milliard d'individus dans le monde (Wihtol de Wenden 2010). Migrations internes et internationales s'entremêlent et les lieux de départ, d'accueil et de transit se confondent dans des villes qui portent toutes ces identités à la fois. Les villes de ce début de millénaire seraient-elles toutes devenues des Villes-Mondes ?

### **Étudier l'urbain, comprendre le monde**

La globalisation de la condition humaine est une source inépuisable de spéculation, et la ville en est le terrain de prédilection, tant les manifestations du phénomène y sont variées : patrimonialisation des centres-villes, uniformisation de la production spatiale, étalement urbain croissant, stratification et démultiplication des inégalités spatiales (Yuval-Davis 2015), et dépendance à la mobilité. La ville accueille des identités nouvelles et témoigne de différents mécanismes de renouvellement de population par la migration : « le passage du retour définitif au retour alternatif, le développement des diasporas et des réseaux communautaires et une circulation accrue des individus » (Doraï et Hily 2005, 19).

La réciprocité de ces manifestations doubles, à la fois de normalisation et de singularisation des réalités spatiales (Bacqué et al. 2005, 6), produit des villes qui reflètent des problématiques conjointes, tout en renforçant la particularité de chacune.

C'est ainsi que dans la ville du flux et du mouvement, se traduisent des enjeux nationaux et internationaux : les disparités et les tensions ethniques, culturelles et de classes (Fassin 2010), liées

à cet *autre* venu *d'ailleurs*, vivre l'espace *ici*, « sont souvent révélées de la manière la plus vive aux niveaux urbains »<sup>6</sup> (Yiftachel et Yacobi 2003, 675) :

*« Les villes sont de plus en plus considérées comme une sphère de vraie politique, une arène de coopération internationale et de politiques publiques efficaces, contrairement aux nations de plus en plus dysfonctionnelles. »*<sup>7</sup> (Szymanowski 2016)

Analyser l'urbain c'est, quelque part, analyser l'unique et comprendre le monde tout à la fois.

### La ville des spatialités négociées

L'espace urbain contemporain vit des flux qui le traversent. Ce sont les mouvements d'échanges, de déambulations et de circulations qui rythment les usages des espaces publics, les pôles commerciaux, administratifs et résidentiels. Plus que l'habitant ordinaire dont les habitudes citadines s'opèrent entre travail, domicile et loisirs, le migrant doit s'armer d'astuces pour déployer ses activités et ses réseaux dans la trame d'une ville avec laquelle il se familiarise.

Dans le maillage des échanges migrants, elle représente un chaînon, un point de traversée parmi d'autres. Elle « n'est déjà plus qu'un quartier, un arrondissement parmi d'autres de l'invisible "métacité mondiale" dont "le centre est partout et la circonférence nulle part" » (Virilio 1997, 17). Habiter la ville des flux, des trajectoires et des itinéraires, c'est habiter le mouvement. Elle est à la fois nœud de convergence, et maillon d'une vaste chaîne. Que ce soit un pôle de transactions marchandes, ou un espace de migrations interne ou internationale, la ville est une manifestation de l'habiter pluriel : il ne s'agit plus ici de résider, « mais —virtuellement ou actuellement— (de) communiquer (dont le « circuler » est l'aspect le mieux connu) » (de Radowski 2002, 145).

Les espaces de la ville, comme les trajectoires qui l'animent, ne sont pas simples supports à la société, ils sont *dans* la société. Leurs limites, règles et essence mutent avec le changement des populations qui les habitent. Si la ville est à l'image de ses trajectoires, elle est aussi à l'image de leur gestion. Comme le décrit Max Weber, c'est le lieu propice à la gestation de nouvelles formes de pouvoir (Rémy 2015, 100). La politique urbaine locale et nationale pèse sur la distribution spatiale

---

<sup>6</sup> Citation originale : « A firmer inclusion of 'the urban' (and especially the 'globalizing urban') in the analysis of 'the national' would focus attention on the disparities and tensions between ethnic collectivities, which are often revealed in their sharpest at the urban levels. »

<sup>7</sup> Citation originale : « Cities are increasingly seen as a sphere of real politics, an arena of international cooperation and effective public policies, in contrast to more and more dysfunctional nations. »

des migrants et sur l'organisation des flux. Que la réaction des pouvoirs publics à la visibilité et à l'habiter migrants soit conservatrice, défendue sous la bannière d'une identité territoriale mise à mal, ou stigmatisante, surtout à l'égard de formes urbaines alternatives estimées hors normes (i.e. les bidonvilles), elle contribue à l'évolution des morphologies des villes et des territoires urbains. A partir de l'analyse des productions spatiales des trois groupes étudiés, je démontre qu'il existe deux dynamiques en œuvre dans la ville : d'une part, des initiatives à échelle habitante des migrants, faites de stratégies d'appropriations individuelles et de mobilisations collectives ; d'autre part, les réactions des systèmes de gouvernance, faites tantôt d'invisibilisation de populations migrantes, tantôt d'amélioration de l'offre et de la prise en charge résidentielles.

### Trois grands récits migrants

L'expérience marocaine se place au cœur de ma recherche, à la fois en termes de territoire et de populations. Les histoires coloniales puis dé-coloniales contemporaines du Maroc, font du pays un territoire dynamique, rythmé de mouvements internes et externes, et un grand foyer d'exportation de main d'œuvre depuis la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Les trois groupes migrants sont suivis, observés et écoutés dans leur lieu de résidence principale actuelle : les femmes issues du rural habitant les bidonvilles urbains au Maroc dans le quartier populaire *Sidi Moussa*, à Salé ; les anciens combattants et les commerçants et entrepreneurs transnationaux à Bordeaux.

#### L'immobilité des femmes rurales au bidonville

L'industrialisation naissante et les expériences urbaines hygiénistes, mises en place par les pouvoirs du Protectorat français dès les années 1920 au Maroc, ont donné naissance à de nouvelles formes d'urbanité, inédites jusqu'alors. Le départ massif des campagnes vers les nouveaux foyers de la modernité, a modifié le cours de l'évolution démographique des villes et des campagnes, et a redéfini la distribution des populations dans le territoire national. L'arrivée soudaine d'une main d'œuvre dans la ville a généré la création quasi-organique de regroupements résidentiels informels, nommés pour la première fois "bidonvilles", dans les pourtours de Casablanca.

Depuis les trois dernières décennies, ce ne sont plus uniquement les arrivées de migrants ruraux qui repoussent les limites des bidonvilles et les densifient, mais aussi des générations *nées* dans ces quartiers, et qui ont développé des pratiques spatiales propres, dans l'attente – devenue très longue – de l'accomplissement du projet migratoire ; un accès total et légitime à la citoyenneté.

Les habitants, primo arrivants ruraux et natifs du bidonville, entretiennent un rapport mitigé à leur lieu de vie. Le bidonville, perçu initialement comme sas, une entrée dans la ville et une zone tampon, change de signification en devenant un lieu de longue attente. D'un côté, les habitants gardent l'espoir d'une relance du projet migratoire initial (vivre légalement dans la ville) et, de l'autre, ils sont dans la peur de se retrouver totalement dépossédés par les autorités, qui décident désormais de la suite de l'aventure par l'éventuelle résorption du bidonville.

L'immobilité concerne particulièrement les femmes qui vivent dans le bidonville. Au-delà de l'impossibilité d'avancer dans leur projet migratoire, l'immobilité se traduit dans leurs territorialités quotidiennes captives et dans leur inertie sociale et économique. Les cercles d'informatrices

auxquels j'ai eu accès sont exclusivement féminin, ce qui a conditionné mon échantillon d'enquête et a révélé progressivement des enjeux supplémentaires, donnant une centralité aux rapports de genre dans la compréhension de l'expérience spatiale.

### **La sur-mobilité des anciens combattants**

Une des figures phares, nées des rapports de domination entre Etats, est celle de l'ancien combattant marocain. A partir des années 1920 jusqu'aux années 1950, de jeunes soldats marocains ont été mobilisés par les autorités françaises, pour combattre au nom de la France, dans les grandes guerres, puis dans le maintien d'ordre dans d'autres colonies, en Algérie et en Indochine. Peu avant l'indépendance du Maroc en 1956, la majorité des soldats marocains a pris le chemin du retour vers le pays.

Après un combat qui a duré des longues années pour le dégel des pensions de retraite des anciens de l'armée française, ce n'est que près de 40 ans plus tard que certains anciens ont remis les pieds en France.

Logés dans des foyers ou des résidences sociales à Bordeaux, les anciens combattants finissent leur vie entre la terre de leurs ancêtres et le pays de résidence temporaire. Pour accéder à leurs droits, ils doivent vivre six mois sur douze en France, et peuvent retrouver, le reste de l'année, leurs maisons au Maroc, et leurs habitudes.

Les anciens combattants représentent aujourd'hui une population migrante "en voie de disparition", ayant développé malgré elle, une culture migratoire et un savoir vivre et habiter entre deux demeures, deux espaces et deux pays dont ils ont fait l'histoire. Pour la majorité d'entre eux, au vu de leur âge avancé et de leur incapacité croissante à faire les allers-retours pour accéder à leurs pensions, ces déplacements sont vécus comme une sur-mobilité subie, à l'origine de pratiques spatiales qui s'inscrivent sur un fond de double vulnérabilité : celle de seniors étrangers.

### **La mobilité comme ressource des transmigrants**

L'approche transnationale prend comme objet la fluidité qui s'opère dans la création de territorialités plurielles chez des migrants contemporains (American Academy of Political and Social Science 1986; Silva Paranhos 2014; Tarrus 2010), avec la figure du "transmigrant". Cet idéal-type représente une catégorie de migrant dont le quotidien dépend « d'interconnexions multiples et constantes à travers les frontières internationales, et dont les identités publiques sont configurées

à partir de leur relation à plus d'un État-Nation »<sup>8</sup> (Glick Schiller, Basch, et Szanton Blanc 1995, 48). Dans la mise en lien des territoires, le transmigrant met en relation des lieux géographiquement distincts par des déplacements, des échanges matériels et virtuels et des transferts de fond.

La migration marocaine en France s'inscrit dans cette tradition transnationale, liée aux vestiges de l'histoire coloniale des deux pays, et aux défis postcoloniaux qui en résultent. Les liens renforcés entre les deux nations ont créé des canaux de passage et une redéfinition progressive des identités migrantes.

L'inscription dans les circuits d'échanges transnationaux est facilitée par l'efficacité d'un transport de plus en plus rapide et par l'instantanéité du lien dématérialisé, permettant la création de réseaux sociaux et professionnels multisitués.

De nombreux migrants marocains commencent, dès les années 1980, à s'orienter vers des activités qui se basent sur la mobilité, comme principale condition de vie et comme une ressource de la migration. Stratégie qui est la conséquence de la difficulté d'accès aux opportunités professionnelles traditionnelles pour différentes raisons, comme la discrimination à l'embauche ou le manque de qualifications. Avec une forte connaissance des contextes nationaux, certains Marocains développent des réseaux marchands et dans des niches commerciales répondant aux besoins des communautés locales et d'origine.

Le recours à la mobilité est avant tout une stratégie économique, mais elle se déploie sur d'autres aspects : le renforcement des réseaux de solidarité, la démultiplication de formes de coprésence transterritoriale (notamment virtuelles), et l'investissement dans des points d'ancrage qui occupent tous des rôles déterminants dans le système spatial des migrants.

L'analyse de l'expérience spatiale en migration des trois populations révèle les défis communs liés à l'*étrangeté*, les motivations collectives de la migration, les rapports au mouvement et à l'immobilité, et les formes d'appropriation spatiale comme processus d'affirmation de soi et de ses appartenances. Les contrastes montrent aussi la singularité de l'expérience migratoire, sur un fond de traditions collectives.

---

<sup>8</sup> Citation originale : « [...] on multiple and constant interconnections across international borders whose public identities are configured in relationship to more than one nation-state. »

## Des outils ethnographiques au service du récit habitant

La complexité de l'expérience spatiale en migration appelle une méthode qualitative compréhensive, pour une restitution au plus près des réalités habitantes. L'objectivation est nourrie par le croisement du cadre conceptuel, défini en amont du travail empirique, par les récits de vie des enquêtés, et par des observations, descriptions et relevés détaillés. Si ma posture de chercheur-architecte a orienté l'entrée par l'analyse du spatial et de l'habiter, elle guide également des choix méthodologiques.

L'approche ethnographique permet le mieux de croiser contexte socioculturel et condition migrante, et d'en rendre compte par des manifestations observables : les pratiques et les appropriations spatiales. Si les premières ethnographies racontaient un quotidien et des rituels ancrés dans des aires géographiques et culturelles éloignées, opposées au monde occidental (Dumont, 2014 ; Lévi-Strauss, 1955 ; Malinowski, 1922), l'École de Chicago applique la démarche à la compréhension des cadres urbains contemporains.

L'ethnographie suppose une immersion – objectivée – dans le terrain de recherche et une observation détaillée des routines et des pratiques (spatiales dans le cas de cette recherche). Les aléas du quotidien et des rythmes sociaux obligent à des adaptations méthodologiques et à des changements en cours de route (Dumont 2014) qui peuvent générer des résultats originaux. À l'épreuve du terrain, une sorte de vigilance s'impose :

« [la vigilance ethnographique] *processus réflexif qui conduit le chercheur à prendre des décisions affectant le cours de sa démarche, et un levier pour objectiver sa pratique d'enquête. Dans sa dimension théorique, la vigilance ethnographique tient lieu de porte d'entrée qui permet de s'interroger aussi bien sur l'objet de l'enquête que sur les concepts qui balisent sa pratique.* »  
(Morrissette, Demazière, et Pepin 2014)

Le récit de vie, issu des entretiens semi-directifs, est une source riche en informations et un cadre contextuel important dans l'analyse des faits spatiaux. Les individus y racontent leur parcours migratoire et les événements charnières qui l'organisent (le moment de départ, l'insertion professionnelle dans le lieu de résidence, les déplacements annuels vers le lieu d'origine). C'est un récit intimement personnel<sup>9</sup>, qui contraste avec la tendance à réduire la compréhension des parcours individuels en un mouvement de masse migrante, aux contours flous et indéfinis.

---

<sup>9</sup> L'accès de terrain a représenté un des défis qui ont conditionné la temporalité de la recherche. Certains individus ont exprimé leur refus de se prêter à l'entretien, et plus particulièrement ceux qui font partie des Marocains arrivés dans le

L'entretien semi-directif aide à appréhender les itinéraires dans leur globalité, à sonder leur temporalité et leurs étapes et à mettre en lien des lieux, des processus d'identification aux territoires, et l'évolution des pratiques spatiales, tout au long du parcours. Lorsqu'elle n'est pas abordée explicitement par le locuteur, une part de ce qui détermine l'expérience des enquêtés est lue en filigrane du récit de vie au travers d'une spatialisation des parcours. Les souvenirs de moments de sociabilité ou les obstacles trouvent ainsi une traduction dans l'appropriation.

Partant de ce que disent les récits de vie du parcours migrant, des lieux charnières de départ, de transit ou d'établissement, des lieux du passé, quittés avec le corps mais toujours actifs dans la mémoire, je mobilise la cartographie pour une mise en forme et une mise en sens des territorialités. A la convergence de la carte géographique et de la carte mentale, elle compose une image d'ensemble des lieux référentiels de l'individu et de ses lieux de pratique quotidienne. Les deux niveaux me permettent d'accéder au système d'identification spatiale, aux capitaux sollicités dans la pratique urbaine et à l'élaboration des parcours journaliers. Ce qui peut se confondre avec une représentation bidimensionnelle en carte, est en fait une représentation tridimensionnelle, qui intègre le temps et le mouvement dans l'élaboration de ces réseaux de lieux.

En croisant les cartes des enquêtés, bien qu'elles retracent initialement des parcours aux motivations personnelles variées, des convergences transparaissent au sein des situations mobilitaires, rendant compte du poids de conditionnements historique, culturel, socioéconomique et de genre sur la construction des territorialités.

A plus petite échelle, l'appropriation spatiale, l'adaptation et la transformation des lieux par l'usage, se donnent à voir et se prêtent à un recueil de données sous diverses formes écrites et visuelles.

Dans la continuité de l'approche ethnographique, le carnet de terrain intervient dès les visites exploratoires, à la fois support descriptif et narratif, et mode d'interprétation réflexif en acte. « Il se décline comme un outil polymorphe : reflet personnel de la pensée en mouvement, matériel de la recherche en construction et reportage *in situ* » (Argod 2018).

---

territoire français au plus tôt dix ans auparavant. La « jeune » génération de la migration qui ne s'inscrit pas dans une migration d'études ou de cadres, mais plutôt dans une migration économique *classique*, s'est montrée pour la plupart réticente à l'idée de partager les conditions d'entrée sur le territoire français. Selon des échanges informels avec certains d'entre eux, l'une des issues les plus empruntées consiste à venir France avec un visa touristique, puis rester au-delà des délais accordés par le consulat jusqu'à ce que l'individu puisse trouver un motif de résidence. D'autres parlent vaguement de l'arrivée illégale par d'autres chemins, plusieurs par le biais d'autres pays européens. Raconter cet épisode, souvent encore irrésolu de la présence vulnérable sur le territoire présente une épreuve que peu choisissent de partager.

Les extraits de terrain sélectionnés, couplés aux photographies qui amènent un autre niveau d'intelligibilité, constituent des scènes visio-narratives, permettant de s'immerger dans les conditions d'observation. Les scènes sont mobilisées au fur et à mesure dans le corpus d'analyse, pour démontrer avec des mots et des images, les logiques d'appropriation spatiales et temporelles. Faisant l'épreuve d'un processus sélectif, guidé par le cadre conceptuel défini en amont, les scènes visio-narratives préservent leurs portées scientifique et réflexive, sans renoncer à l'authenticité de l'expérience et de la rencontre.

Autre procédé technique d'investigation mis en œuvre, le croquis *in situ*. Contrairement à l'instantanéité de la photographie, le croquis demande du temps et de la concentration lors de sa production, renforçant ainsi le lien avec le terrain. Comme l'explique Tim Ingold (2011, p. 225), c'est « la trace d'un geste d'observation qui suit ce qui se passe ». Grâce au regard attentif qu'il mobilise dans sa fabrication, le croquis *in situ* permet de renouveler le rapport à l'espace observé pendant le processus, et de relever des éléments qui peuvent passer inaperçus dans la rapidité des prises photographiques. L'acte même du dessin provoque de nouvelles interactions avec les enquêtés, qui participent et renseignent au fur et à mesure la restitution graphique.

Le plan architectural, utilisé communément dans la pratique de conception comme outil de production, devient un outil analytique sous forme d'un « relevé habité ». Restituant les appropriations matérielles des espaces de vie des enquêtés, notamment l'espace domestique, le relevé habité donne à voir les tensions entre espaces *vécus* et espaces *conçus*. Cet outil porte un discours riche de la réalité de l'appropriation du chez-soi, comble les omissions<sup>10</sup> des récits des enquêtés, et révèle des stratégies d'aménagement spatial en continuité, en rupture ou à la convergence de référents spatiaux différents. Le relevé habité s'attache à rendre compte aussi bien des pratiques habitantes (à travers les fonctions) et de la disposition des objets dans l'espace que d'en comprendre l'inscription dans le récit individuel des enquêtés.

Ensemble, les récits de vie et les récits visuels incarnent les logiques et les mécanismes d'appropriation spatiales en mots et en images, et dessinent l'expérience spatiale en migration.

---

<sup>10</sup> Il arrive que les enquêtés omettent inconsciemment dans leurs récits de pratiques des rapports nuancés à l'espace, rapports tellement prégnants, qu'en tant qu'usagers, nous avons tendance à ne pas les voir.

## Plan de la thèse

Dans la première partie, j'établis un état de l'art de quatre concepts principaux qui cadrent la grille d'analyse de la recherche.

Premièrement, la mobilité, que je mobilise comme entrée épistémologique, comme cadre d'apprentissage et de transmission du savoir-migrer, et comme transformatrice des rapports aux territoires. Deuxièmement, l'évolution des figures de la migration marocaine, que je présente sous forme de cadrage historique de la naissance et des modes de spatialisation de ses traditions migratoires, et des mutations systémiques à l'origine des figures contemporaines. Troisièmement, je déconstruis l'habiter en migration, partant de définitions liminaires des théories de l'habiter, pour exposer les mécanismes de l'appropriation spatiale, et la transformation de l'*espace* en *lieu*. Quatrièmement, je mets en avant le récit comme impératif à la continuité de l'identité migrante, individuelle et collective, et comme entrée méthodologique, narrative et visuelle.

Dans la deuxième partie, je présente l'analyse de l'expérience spatiale des trois grands récits migrants. J'y détaille le développement des réseaux de sociabilité, le franchissement de diverses formes de frontières, la construction de territorialités et les manifestations de l'appropriation spatiale. L'usage d'outils narratifs et visuels, sondant les pratiques et les représentations spatiales dans les trois rapports à la mobilité, permet de croiser les récits et révéler les convergences de leurs logiques d'habiter.

Dans la troisième partie, je mets en perspective, d'un côté, les trois modes d'habiter migrants, révélant les effets des stratégies spatiales sur la gestion de capitaux et la mutation des espaces domestiques migrants et des formes urbaines, de l'autre, les apports méthodologiques des outils d'enquête mobilisés, mis à l'épreuve du terrain.



## **Partie I. Mobilités, territoires et spatialités mis en récit**

La première partie compile l'ensemble des concepts socio-spatiaux qui structurent la grille d'analyse de l'expérience de la migration, sur le principe de la transversalité disciplinaire que je maintiens tout au long de la thèse.

A la croisée de savoirs sociologiques et géographiques, j'expose dans *Chapitre 1* trois approches théoriques de la mobilité : (1) la mobilité comme angle scientifique pour remettre en question l'ordre sédentaire dominant dans la lecture des mouvements migratoires ; (2) la mobilité comme savoir-faire cumulatif et transmissible durant l'expérience migratoire ; (3) la mobilité comme créatrice de territorialités évolutives se superposant aux cadres normatifs des territoires conventionnels. Le rapport au déplacement étant la variable centrale selon laquelle j'ai sélectionné les échantillons d'enquête (immobilité, sur-mobilité, mobilité comme ressource), il est impératif de sonder son influence autant sur l'articulation de la réflexion scientifique que, plus concrètement, sur l'évolution de l'expérience migrante de chaque groupe étudié.

Le *Chapitre 2* est une rétrospective sur l'émergence de trois figures de la migration marocaine qui marquent les traditions migratoires depuis la moitié du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 2020. Les contours de la figure de « l'étranger » se sont progressivement définis pour laisser place à des profils variés de migrants, selon leurs trajectoires, les territoires qu'ils mettent en lien et les motifs de migration. Parmi les populations migrantes marocaines, je reviens dans ce chapitre sur l'histoire des migrants des campagnes marocaines qui s'installent dans les bidonvilles urbains, sur l'institutionnalisation de la figure de l'immigré-émigrant marocain en France, et sur l'évolution transnationale des projets migratoires de transmigrants marocains.

Après la contextualisation sociale, culturelle et historique des trois figures de cas étudiées, je cadre dans le *Chapitre 3* les logiques spatiales de l'habiter en migration. Sondant l'objet d'observation principal de la thèse, à savoir l'expérience spatiale, j'y présente dans un premier temps les définitions liminaires de l'habiter, de la philosophie jusqu'aux approches pragmatiques des sociologues et anthropologues de terrain. Ensuite, j'examine les tenants de l'appropriation spatiale pour mettre en avant les mécanismes mobilisés dans le marquage et l'occupation de l'espace. Je termine par l'étude des rapports de l'individu aux lieux de la migration, avec un intérêt particulier porté au système

résidentiel, aux espaces domestiques et à leurs configurations dans les différents rapports à la mobilité.

Dans le *Chapitre 4*, je détaille l'apport épistémologique de la notion de récit, et son usage comme méthode de récolte et de restitution des données. Non seulement l'approche biographique va de pair avec l'étude qualitative des expériences de la migration, mais elle permet aux individus engagés dans l'aventure migratoire à faire sens de cette expérience-là et à retrouver une continuité de soi malgré la fragmentation de leur parcours. Le récit est également structurant de l'approche méthodologique du terrain, dans laquelle je mobilise des outils traditionnels des sciences sociales (l'entretien semi-directif, le récit de vie) et des outils plus expérimentaux (méthodologie visuelle) à la croisée de la sociologie, de l'anthropologie et de l'architecture.

## Chapitre 1. Les prismes de la mobilité migrante

L'angle scientifique, le savoir-faire et le rapport au territoire

*« Qu'il y ait ancrage, c'est une proclamation liée à un mode d'organisation des sociétés autour de l'idée clé de l'appropriation par l'habitant. Que se passe-t-il lorsque l'« habitant » est dominé par le passant ? »*

Denis Retaillé, « De l'horizon borné à l'horizon ouvert », dans *Bulletin la société de géographie de Liège*, 62(1), 2014, p.12

Il n'y a pas besoin de prouver que la mobilité des personnes, des biens et des informations est plus que jamais au centre des préoccupations scientifiques, toutes disciplines humaines et sociales confondues. Mais c'est parce qu'elle renvoie à des enjeux de répartition inégalitaire des ressources qu'elle suscite le plus d'intérêt, et pose la question de *qui* a accès à ce qui semble être la clé du salut face aux défis de nos sociétés postmodernes. La mobilité rencontre tellement de succès qu'elle a depuis longtemps dépassé sa définition initiale de « caractère de ce qui se déplace dans l'espace physique » pour signifier, par extension, le passage d'un statut social à un autre ou d'une échelle professionnelle à une autre.

Appliquée à la condition migratoire, la mobilité prend un sens multiscalair et demande un engagement non seulement dans l'observation des parcours (géographique, biographique) des personnes enquêtées, mais aussi l'adoption du concept comme grille de lecture des nombreuses dimensions de l'expérience migratoire. Ainsi, dans ce chapitre, je développe trois perspectives de la mobilité :

- Comme angle scientifique : les paradigmes de dualité qui suggèrent la sédentarité comme état de progrès d'un mode de vie mobile laissent place à des concepts alternatifs, invitant à dépasser la lecture linéaire du rapport de l'individu à l'espace-temps.
- Comme savoir-faire : L'expérience de mobilité des migrants ne se limite pas à l'acte de se mouvoir, mais à une capitalisation de savoirs acquis dans l'adversité et par une transmission collective pérenne.
- Comme mutation des rapports au territoire : Les déplacements liés au parcours des migrants et les rapports différenciés à la mobilité agissent sur la construction de territorialités, dont les centralités ne croisent pas toujours celle des formes territoriales établies.

## 1.1. De l'épistémologie sédentaire à une lecture par la mobilité

Avec la facilité que l'on a d'accéder à l'actualité mondiale et à l'histoire, qui renseignent sur l'évolution de la condition humaine, il est difficile de s'arrêter aux catégorisations imperméables et aux dualités réductrices. La migration n'est pas une stratégie d'invasion élaborée par les plus pauvres pour s'installer, épuiser les ressources et troubler les assises identitaires des pays les mieux nantis. Elle n'est pas non plus l'apanage des vagabonds, ou des « nomades contemporains » - comme on s'amuse à appeler dans un élan de romantisme ceux qui sillonnent le monde sans attaches ni contraintes pour les entraver.

La migration est, à plus d'un égard, l'expérience de tous. C'est la condition de « l'inter » (Wismann 2012) qui marque les parcours individuels : le déménagement, la mutation professionnelle, l'*évasion* prolongée. En cela, elle est une « expérience-limite » et non une altérité, comme l'explique la sociologue Michèle Leclerc-Olive (2015), qui critique l'épistémologie sédentaire dominante dans la description, l'analyse et la gestion du fait migratoire. Elle met en avant le paradoxe de la volonté omniprésente de lisser les irrégularités de parcours et d'établir une continuité « nécessaire ».

Nos expériences sont par essence fragmentaires, ponctuées de pertes et de gains, de mutations et d'événements, qui se manifestent socialement et spatialement. La mobilité constitue un des catalyseurs qui transforment, dans un jeu d'espace et de temps, cette lecture linéaire des fragments biographiques.

Après une brève introduction de l'effet perturbateur de la mobilité dans un système dominant qui tend à la fixer, il s'agit de comprendre l'approche épistémologique de la notion et du tournant scientifique qui en change la lecture. Je questionne par la suite l'appropriation du concept de « nomadisme » et son application à l'analyse des formes de mobilité contemporaines.

### Le mouvement perturbateur

En dehors de la sphère scientifique, qui ne s'inscrit généralement pas dans les binarités simplistes, les institutions politiques empruntent encore certains raccourcis concernant la mobilité migratoire, avec une contradiction presque assumée dans les modes d'application du contrôle de la mobilité. Au même moment où on assiste à l'ultra-libéralisation économique des flux de capitaux, « les “flux humains”, ou, du moins, certains d'entre eux, sont devenus l'objet d'un contrôle féroce accru » (Vollaire 2014, 277), avec « l'assignation à résidence appliquée aux habitants des pays pauvres de la planète » (G. Simon 2006). La double mesure dans l'application des lois d'une sédentarité normative *mais* sélective crée de nombreuses inégalités. Bien que la mobilité soit célébrée auprès d'une

minorité privilégiée, elle reste, dans les discours dominants, une anomalie à laquelle des politiques migratoires de gestion des *crises* doivent répondre. Pour gérer le mouvement, le *contrôler*, il suffit alors de le fixer. « Dans la géographie royale qui est de nature sédentaire, des ancrages assortis de fictions institutionnelles l'ont permis (la fixation). » (Retailé 2009)

Pour asseoir davantage l'idée de la mobilité comme trouble à l'ordre établi de la sédentarité, il est nécessaire d'ériger des frontières renforcées par des fictions nationales, ethniques, idéologiques ou religieuses qui font de l'arrivée de tout corps étranger une transgression. C'est d'ailleurs avec cette même logique que de nombreux peuples nomades ont été forcés à se sédentariser. Au Maroc, les tribus prêtaient allégeance au sultan tout en restant libres de se mouvoir dans les circuits sahélo-sahariens. L'arrivée des autorités coloniales françaises a marqué le ralentissement de ces mouvements lorsqu'elles ont imposé aux nomades de nouvelles taxes sur leur circulation. Afin de renforcer davantage le contrôle, les autorités coloniales ont dessiné au trait épais de nouvelles frontières entre le Maroc et l'Algérie – y compris sur la zone saharienne, ouverte jusqu'alors – et ont mis en place des découpages territoriaux de régions, de provinces, de communes et de villes.

Les institutions qui gouvernent ne sont pas les seules qui s'autorisent à fixer les mouvements. Les cartes géographiques *fixent* les "flux" migratoires en disques, en points et en flèches, avec des tentatives diverses de précision par l'épaisseur du trait ou par la couleur. Les études démographiques *fixent* aussi les figures migrantes : "immigré.e" ou "réfugié.e", par exemple, se transforment de catégories statistiques en identités permanentes (voir *Chapitre 2*). Ces classifications sont souvent à l'origine de tensions intercommunautaires. D'un côté, naissent des frustrations chez les minorités migrantes qui s'estiment mal représentées et, de l'autre, des mécanismes d'"autodéfense", de repli et – dans les cas extrêmes – de chauvinisme identitaire, sous la bannière d'une identité territoriale mise à mal.

La lecture de la migration par le prisme sédentaire rend difficile la possibilité d'une présence dans plusieurs lieux à la fois, considérant le temps et l'espace comme étant absolus. Alors qu'aujourd'hui, les migrants sont munis de nombreux outils qui leur permettent de garantir des connexions multiples avec les différents lieux. La mise en cohérence du récit de vie chez les migrants prend une autre forme que la continuité linéaire pour devenir une continuité pluridimensionnelle, conjuguée au présent. Rester en contact avec ses proches dans différents lieux, créer des réseaux sociaux multisitués ou intégrer des domaines professionnels déployés territorialement... tous ces

engagements impliquent une relativité du temps et de l'espace et des formes alternatives de présence qui ne sont pas uniquement physiques.

### L'espace mobile et le "Mobility Turn"

Face à l'exacerbation du fait migratoire par sa représentation incomplète, un mouvement contraire s'est développé dans la littérature scientifique pour ouvrir la porte à de nouveaux paradigmes de la mobilité, remplaçant ce "*motion blur*"<sup>11</sup> par une lecture en *parcours* et en  *récits*.

En géographie, Denis Retaillé parle de l'"espace mobile", l'espace qui « n'émerge que par le mouvement, avec les situations » (Retaillé 2011). Le géographe soutient que le lieu est la conséquence de l'établissement des liens entre les individus, et qu'il se déplace avec eux. Il questionne ainsi la raison d'être des frontières qui tracent les contours d'une *fiction* du lieu immobile – "l'isolat utopique" – et défendent l'hégémonie de l'espace sur tout autre dimension :

*« Cette écriture au sens propre, représente le fond de la sédentarité dans laquelle l'humanité s'est installée comme dans un progrès. La terre se trouve ainsi maillée par la propriété collective, les hommes divisés en peuples attachés à un sol. L'identité se construit par force à l'intérieur de cette limite qui écarte les étrangers, quitte à leur reconnaître une identité et un sol. »* (Retaillé 2009)

Avec la notion de l'espace mobile, le géographe enclenche une réflexion sur le déterminisme identitaire qui simplifie le lien pourtant fluctuant entre le(s) territoire(s) et l'individu. La société est selon lui à considérer *avec l'espace* et non *dans l'espace*, ce dernier devenant « une dimension de l'intérieur de la société et non cette surface d'enregistrement » (Retaillé 2008). Il émerge par saillance de la convergence des mouvements qui représentent, plutôt qu'un déséquilibre, la condition même de la survie, depuis les sociétés nomades traditionnelles jusqu'aux différentes figures des migrants actuels.

Cette approche fait écho à de nombreuses autres contributions qui se sont développées dans le cadre du "*Mobility Turn*" (Büscher & Urry, 2009 ; Hannam, Sheller, & Urry, 2006 ; Sheller, 2014). Ce qui est considéré par certains chercheurs comme "tournant" viendrait en suite logique à l'exploitation quasi exhaustive de la mondialisation en sciences sociales, « *Zeitgeist* » des années 1990 (Szymanowski 2016, 184). Si on pouvait résumer l'apport de la mondialisation dans la compréhension des faits sociaux au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, ce serait que les réalités culturelle,

---

<sup>11</sup> Le flou de mouvement.

économique et sociale soient devenues les conséquences de la fluidité du matériel (les individus, les biens) et de l'immatériel (l'information), avec toutes les inégalités qui en résultent (Nord-Sud, urbain-rural, centre-périphérie). C'est ce qui est défendu dans le travail de Margaret Grieco et John Urry qui invitent à une meilleure intégration du "social" dans l'analyse des déplacements (Grieco et Urry 2011, 1). Dans une autre contribution, les auteurs utilisent les mobilités comme point de départ à l'analyse des "manières d'être dans le monde" :

*« Le terme "mobilités" fait référence à ce vaste projet d'établissement d'une science sociale "axée sur le mouvement" dans laquelle le mouvement, le mouvement potentiel et le mouvement bloqué, ainsi que les immobilités volontaires/temporaires, les pratiques d'habitation et la création de lieux "nomades" sont tous conceptualisés comme étant constitutifs des relations économiques, sociales et politiques. »<sup>12</sup> (Büscher et Urry 2009, 100)*

Tout comme Retaillé, les sociologues soutiennent que même les lieux "réels" ne sont pas aussi fixes que cela, et qu'ils se déplacent à mesure que les zones géographiques sont étendues (Büscher et Urry 2009, 108). De cette collaboration, naissent les prémisses des "mobile methods" pour l'étude empirique des états de mobilité. Les enquêtes immersives, l'accompagnement des enquêtés dans le rythme de leur mouvement, la traduction de ces évolutions par l'image et la vidéographie et la retranscription de l'expérience des sujets et par eux, en mouvement, dans des "time-space diaries" se présentent comme autant de ressources à la compréhension des complexités sociales qui résultent du déplacement.

Les études sur la mobilité et ses effets sociaux ne sont pas sans rappeler des recherches antérieures liées à la popularité croissante des nouveaux moyens de transport individuel au début du XX<sup>e</sup> siècle et à leur impact sur l'évolution des relations sociales et le rapport à l'espace-temps. La théorie sociale classique et les disciplines contemporaines explorent depuis longtemps la manière dont différentes sociétés perçoivent et produisent l'espace et le temps (Rosenberg 2011). Que le mouvement global des individus, des biens et des informations se soit renforcé n'implique pas automatiquement qu'il soit la cause du changement sociétal auquel on assiste. Ce serait contrairement plus probable que le mouvement ascendant soit en effet le *résultat* du changement sociétal : « les phénomènes spatio-temporels indéniablement dramatiques des années 1990 ont été

---

<sup>12</sup> Citation originale : « The term 'mobilities' refers to this broad project of establishing a 'movement-driven' social science in which movement, potential movement and blocked movement, as well as voluntary/temporary immobilities, practices of dwelling and 'nomadic' place-making are all conceptualized as constitutive of economic, social and political relations. »

produits en très grande majorité par un processus de changement social - et non l'inverse »<sup>13</sup> (Rosenberg 2011, 10).

Dans ma thèse, il est question de lire le rapport à la mobilité comme déterminant principal – *mais* non exclusif – des manifestations spatiales de l'expérience migratoire. Il s'agit d'une étude intersectionnelle plutôt qu'une inscription dans un paradigme dominant de la mobilité, car il est difficile d'offrir une image inclusive du changement social en le renvoyant uniquement à une de ses dimensions. La mobilité est ici à la fois résultat d'une combinaison de circonstances individuelles et collectives, et moteur de changements sociaux et spatiaux. Chacune des populations choisies entretient ainsi un rapport différencié à la mobilité qui participe – entre autres paramètres – à sa définition en tant que catégorie socio-spatiale à part entière : Les habitantes des bidonvilles marocains en immobilité, les anciens combattants marocains en sur-mobilité et les commerçants et entrepreneurs transmigrants marocains qui utilisent la mobilité comme ressource. L'immobilité des migrantes rurales dans le bidonville résulte principalement de la précarité de leur condition de départ et de la pénurie d'alternatives résidentielles et professionnelles viables, produisant des modes d'appropriation spatiale instables et conditionnés par le risque de la résorption. La sur-mobilité des anciens combattants résulte de conjonctures socioéconomiques et historiques, produisant des formes d'habiter contrastées entre les deux lieux de résidences dans leur mobilité pendulaire. Enfin, le recours à la mobilité comme ressource des commerçants et entrepreneurs transmigrants résulte du besoin de créer des opportunités professionnelles durables, inexistantes dans le pays de résidence, et produit une forme d'occupation spatiale aux dimensions plurielles, multi-localisées.

Les études menées dans le cadre du paradigme de la mobilité ont le grand mérite de déplacer la focale d'une étude par les territoires et les États-Nations vers une analyse des mouvements, des flux, des interférences et des interdépendances entre territoires et échelles (Szymanowski 2016, 190).

### **Le mythe du nomadisme contemporain**

La mobilité nomade traditionnelle n'est pas définie uniquement par sa sujétion à la disponibilité des ressources, mais aussi par sa qualité de contrôle des rapports sociaux entre individus et entre tribus. Elle permet la résolution des conflits, la gestion de l'information et les liens d'indépendance

---

<sup>13</sup> Citation originale : « [...] the undeniably dramatic spatio-temporal phenomena of the 1990s were overwhelmingly produced by a process of social change — and not vice versa. »

et d'interdépendance avec les autres (Rapoport 1978, 230). Le nomadisme, dans son sens traditionnel, représente un mode d'organisation de groupe, une communauté dans laquelle l'attache sociale prime sur l'attache spatiale, avec la capacité de recréer continuellement son chez-soi sur des circuits, ceci dit, bien définis. Entre le nomade et le sédentaire, ce sont des unités d'évaluation qui changent : pour l'un c'est la qualité de l'itinéraire, pour l'autre la possession totale ou relative de la surface (Retaillé 1996b).

Le nomadisme historique est aujourd'hui en voie d'extinction, mais le terme a évolué pour trouver un usage contemporain qui est parfois controversé. Le développement de la pensée par le mouvement a ouvert la porte à des emprunts où l'analogie du nomadisme est employée pour qualifier l'expérience croissante de la mobilité, même quand il s'agit de déplacements quotidiens ou répétés dans la ville.

Si la pensée scientifique a pris du temps pour dépasser l'opposition binaire entre les nomades et les sédentaires, c'est parce qu'elle s'articulait autour d'ethnographies de peuples considérés "primitifs" et traitaient les phénomènes sous l'angle de l'exception culturelle. Depuis, le nomadisme s'est graduellement transformé d'identité socioculturelle, qualifiant un type de pastoralisme tribal, à un mode d'être – ou plutôt de *devenir*, comme le définissent Gilles Deleuze et Félix Guattari (1980). C'est une métaphore de l'acte de transition continue contre un ordre *fixé* et *fixateur* des systèmes d'organisation dominants (politiques, culturels, économiques, etc.), que ce soit par l'espace ou par la pensée. Deleuze et Guattari estiment que les nomades sont en mouvement libre et inconditionné, ce qui les positionne systématiquement contre toute tentative de capture ou d'organisation, telle une « machine de guerre » (Sutherland 2014, 937).

Avec une acception aussi large et vague de la notion, les ponts entre le nomadisme et la migration se multiplient. Les jeunes autoentrepreneurs 2.0 qui font du voyage leur mode de vie sont confondus avec les transporteurs de marchandises qui passent les deux tiers de leur temps sur les autoroutes ; les migrants du Sahel qui arpentent les sentiers transafricains pour la traversée de la Méditerranée sont confondus avec les cadres supérieurs qui font le lien entre les pôles délocalisés de leur entreprise. Cette définition polysémique, ou du moins aux manifestations multiples, peut facilement créer des confusions et lisser une réalité plus complexe :

*« Le problème avec les termes universels "abstraites" comme hybridité et subjectivité nomade est qu'ils ont tendance à aplanir, à rendre invisible, l'antagonisme qui traverse leur contenu : lorsque l'hybridité couvre l'universitaire globe-trotter ainsi que le réfugié d'un pays déchiré par*

*la guerre, elle fait quelque chose de similaire à l'obscurcissement du fossé qui sépare la famine du régime. »<sup>14</sup> (Žižek 2006, 390)*

La confusion est entretenue par une lecture romantisée et presque fétichisée de la mobilité *libre* du nomade, surtout quand elle est choisie. L'exemple des ultra-mobiles explose sur internet. De plus en plus de gens choisissent et promeuvent la “*van life*” ou la vie en *vadrouille* dans les “*tiny houses*”, avec des revenus à portée de clic, facilités par le télétravail. D'autres se saisissent des réseaux sociaux pour vendre une vie de globetrotteur rentabilisée par les nombreux sponsorings, et enviée par des milliers de “*followers*”. Qualifier ces mouvements de nomadisme, sans définir davantage les implications des versions contemporaines, semble réduire la notion à sa simple mobilité et la dépouiller de la complexité de ses autres manifestations sociale, spatiale et culturelle.

Toujours dans cette approche poétisée, souvent née du regard orientaliste biaisé sur la condition des peuples nomades, le risque est de considérer la mobilité uniquement comme atout, alors que notre monde offre de nombreux contre-exemples (Augé 2009, 8). Bien que les mobilités actuelles permettent de dépasser des défis économiques et structurels autrefois infranchissables, elle résulte plus souvent de l'accroissement des inégalités que de la démultiplication des opportunités :

*« La mobilité peut certainement être une capacité extrêmement libératrice, mais il est très risqué de l'idéaliser comme un impératif politique et éthique dans une société où la mobilité est souvent quelque chose qui est imposé plutôt que choisi, et où les principes de flexibilité et d'adaptabilité sont des mots-codes pour la précarité croissante du travail. »<sup>15</sup> (Sutherland 2014, 946)*

Dans ces conditions, on peut imaginer que les déplacés de notre époque ne peuvent alors que désirer le confort d'une identité relativement stable et la paix d'une terre qui les protège.

Il n'est pas impossible d'établir des liens entre la migration et le nomadisme, sans pour autant confondre l'un pour l'autre. En effet, dans certaines configurations migrantes actuelles, et plus particulièrement l'exemple des commerçants transmigrants, la mobilité est instrumentalisée comme moyen de gestion des rapports sociaux et d'accès aux ressources. Comme chez les nomades, les

---

<sup>14</sup> Citation originale : « the problem with 'abstract' universal terms like hybridity and nomadic subjectivity is that they tend to iron out, to render invisible, the antagonism that cuts across their content: when hybridity covers the globetrotting academic as well as the refugee from a war-torn country, it does something similar to obfuscating the gap that separates starving from dieting. »

<sup>15</sup> Citation originale : « Mobility can certainly be an enormously liberating capacity, but there is significant risk in idealizing it as a political and ethical imperative in a society where mobility is often something that is imposed rather than chosen, and the principles of flexibility and adaptability are codewords for the increasing precariousness of labour. »

transmigrants sont amenés à développer un savoir-migrer qui implique la maîtrise du cheminement, du franchissement des frontières, des lieux où s'effectuent les échanges sociaux et professionnels et du réseau d'individus qui facilite le bon fonctionnement des dynamiques. Mais l'instrumentalisation de la mobilité ne signifie pas l'abandon de toute idée de possession, d'accession à la propriété, ou de définition d'échelle de valeurs entre les divers lieux habités. Il y a toujours un lieu d'origine, des lieux de transit et d'accueil dont les identités et les caractéristiques évoluent dans le temps.

La pensée nomade est aussi l'opportunité de questionner la fabrication des cadres physiques qui matérialisent ces modes d'habiter où la mobilité a le rôle de vecteur de changements sociétaux. Chez certains penseurs de l'Internationale Situationniste, critiques envers l'urbanisme fonctionnaliste de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les composantes architecturales et urbaines sont remises en question par les théories du mouvement et de la dérive, par l'appropriation du temps réel et l'affranchissement des contraintes de l'histoire.

L'architecture étant l'une des expressions sociétales qui aspirent le plus à la pérennité, artistes, architectes et penseurs de l'avant-garde se sont alliés dès les années 1960 pour proposer des alternatives spatiales. Constant Nieuwenhuys, artiste néerlandais éminent de l'époque, propose "*New Babylon*" (*Figure 1 & Figure 2*), qui est sans doute un des travaux les plus remarquables de l'urbanisme insurrectionnel. Le concept développé entre 1956 et 1974 est un modèle de ville artificielle, dépendant uniquement du désir social et de la récréation ludique et continue des cadres matériels par l'évolution des flux, des mouvements et de tous types de réseaux. Il suggère avec Guy Debord entre autres, une approche de l'espace et des déplacements basée sur les ambiances. En cela, il emprunte au nomadisme la qualité de l'itinéraire et la possibilité de recréer son habiter continuellement.

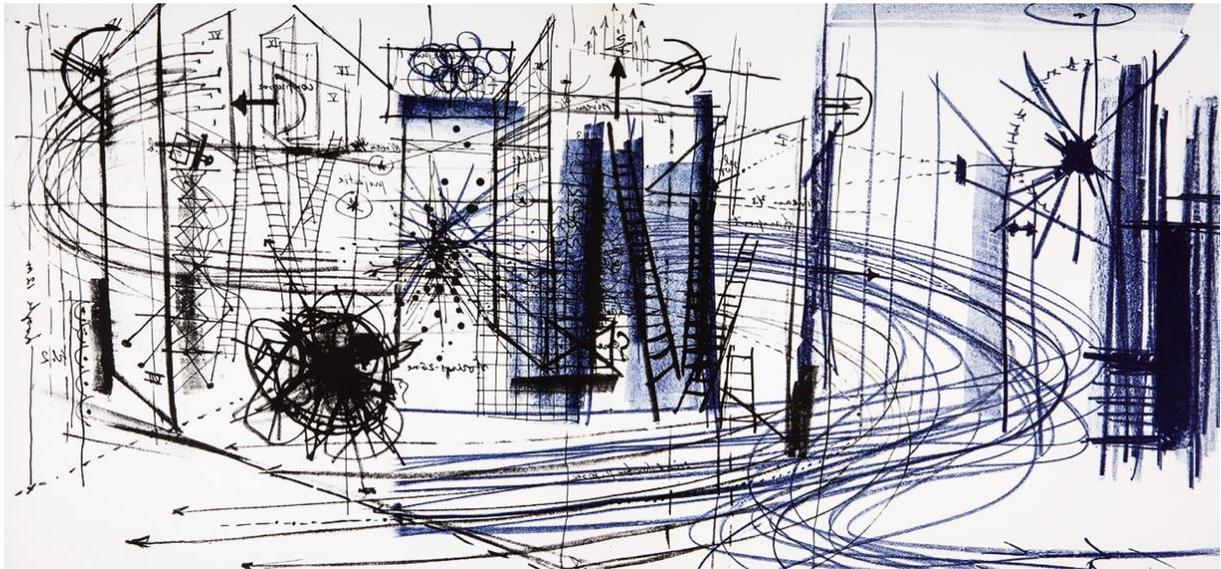


Figure 1 New Babylon, 1963 © Constant Nieuwenhuis /Le mouvement comme élément structurel de la ville



Figure 2 Maquette montrant les trois différents niveaux de la ville : Les circulations rapides au sol, la ville sociale faite de parterres et de terrasses et la ville bâtie. "New Babylon", 1958 © Constant Nieuwenhuis

D'autres tentatives datant de la même époque associent le nomadisme au contre-pouvoir et à la rébellion en réponse à l'architecture ultrafonctionnaliste d'après-guerre. En Angleterre, par exemple, Peter Cook de *Archigram* propose en 1964 "*Plug-in City*" (Figure 3), ville composée de modules d'habitations amovibles avec des grues intégrées à la structure urbaine. La même année, et du même collectif, Ron Herron développe "*Walking City*" (Figure 4), une ville nomade aux « structures reptiliennes dotée de pattes lui permettant de se mouvoir et s'installer là où ses habitants le décident » (Thomann 2004). En Italie, Andrea Branzi de *Archizoom Associati* conceptualise "*No-*

*Stop City*” en 1969 (Figure 5), ville dont les habitants « reviennent à un état de nomadisme que les nouvelles technologies invisibles rendent possibles » (Gargiani 2012, 855).

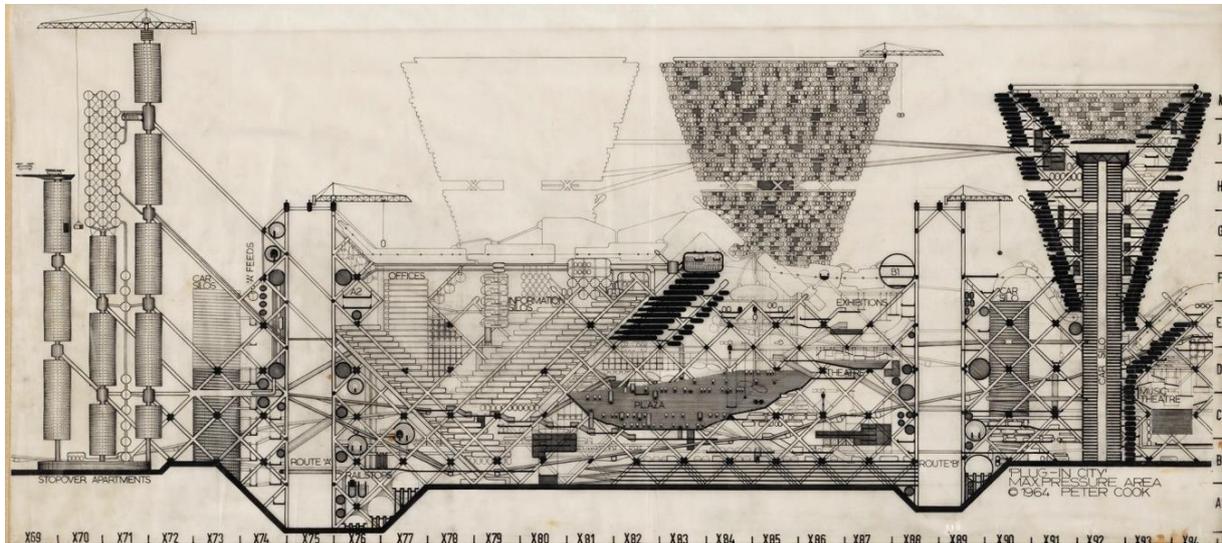


Figure 3 Plug-in City: Maximum Pressure Area, project (Section), 1964. © Peter Cook (Archigram)



Figure 4 Walking City in New York, Ron Herron, Archigram, 1964. © Archigram Archives



Figure 5 Maquette No-Stop City, Andrea Branzi & Archizoom, 1969. © [www.flickr.com/photos/jsebmaur](http://www.flickr.com/photos/jsebmaur)

Plus récemment, l'architecte Kari Jormakka (2004) critique la sacralité de l'ancrage géographique et de *l'esprit du lieu*, le "Genius Loci" tel que défini par Christian Norgberg-Schulz, pour proposer le "Genius Locomotionis", qui rend le rapport à l'espace plus subjectif et relatif, car « l'architecture en tant qu'art de l'espace est indissociable des actions et il n'y a pas d'espace architectural sans mouvement »<sup>16</sup> (2004, 192).

Le nomadisme revient donc comme thème omniprésent dans les projets d'utopies socio-urbaines dès qu'il s'agit d'apporter un contrepoint radical à tout ce qui touche à la société du XX<sup>e</sup> siècle, animée par la consommation et la propriété individuelle, célébrant dans l'inertie les monuments matériels et moraux de l'histoire, poussée au fonctionnalisme exacerbé et dénuée de sensibilité et d'humanisme. Si les propositions n'ont jamais concrètement vu le jour, elles ont quand même anticipé en partie des changements futurs qui ont marqué durablement le XXI<sup>e</sup> siècle : le siècle des réseaux.

*« Les cités sur le point de mourir se renouvellent dans une nouvelle mutation de l'espace. L'espace-réseau, dans lequel habiter ne veut plus dire résider, mais circuler. »* (de Radowski 2002, 139)

\*\*\*

La critique des épistémologies sédentaires est pluridisciplinaire : sociologique, géographique, urbaine et architecturale. En considérant l'espace non pas comme support à la société mais comme une de ses manifestations, il devient impératif de le considérer comme une entité changeante avec les fluctuations de la société. Des concepts (espace mobile) aux méthodes (*Mobile Methods*), les mobilités ouvrent la porte à d'autres visions du monde, celles des sujets en migration entre autres. D'élément perturbateur, force est de constater que le déplacement est considéré aujourd'hui comme condition au bon fonctionnement des systèmes mondiaux et sociaux. La migration généralisée démontre que les tentatives de fixation sont vaines et produisent l'effet contraire : une grande partie du monde bouge, et les motivations sont infinies. Le recours à des registres de mobilités particuliers, comme celui du nomadisme, prouvent à quel point les approches scientifiques classiques ont longtemps eu du mal à trouver les mots justes pour faire des mouvements contemporains et des modes de déplacements actuels, un phénomène social majeur. Si certaines approches de la mobilité sont plus utopiques que d'autres, en particulier les réflexions avant-gardistes des philosophes des années 1960 et les expérimentations architecturales et spatiales

---

<sup>16</sup> Citation originale : « [...] architecture as the art of space is indissociable from actions and there is no architectural space without motion. »

de la même époque, elles questionnent toutes la rigidité de la fabrication des cadres spatiaux et invitent à l'inclusion du fait migratoire – expérience de la mobilité – non pas comme anomalie mais comme un mode d'habiter équivalent à d'autres où la mobilité entre en jeu.

Les trois figures de mobilités au cœur de cette recherche (la sur-mobilité, l'immobilité et la mobilité comme ressource) sont alors une entrée légitime, alternative aux catégories classiques, par les territoires ou par les trajectoires migratoires.

## 1.2. Le savoir-migrer, un apprentissage continu

Les migrants engagent des ressources de toutes natures pour l'accomplissement de leur projet migratoire et son maintien en activité. Si la mobilité est le principal attribut qui qualifie ce phénomène, il nécessite plus qu'un savoir-circuler, d'autres formes de savoir-faire.

On part du principe que toutes les migrations sont sujettes à différentes échelles de conditionnement au-delà de l'initiative *purement* individuelle. Cela va des rapports de forces géopolitiques entre les États jusqu'à la précarité professionnelle et les contraintes socio-familiales des individus en déplacement. Face aux nombreux impératifs, migrer devient vite une entreprise coûteuse (Séhili et Zúñiga 2014) qui requiert plusieurs types de capitaux dont la valeur et l'efficacité dépendent d'une bonne gestion. En d'autres termes, les migrants sont tenus de développer des savoirs qui correspondent à leur présence désormais multi-localisée. Ces nouveaux apprentissages s'inscrivent dans le cadre du "savoir-migrer", une série de compétences acquises par transmission générationnelles, culturelles, familiales, et par l'expérience. L'individu, quel que soit son mode migratoire, établit ainsi de la stabilité dans son parcours marqué par les incertitudes de l'itinérance. Dans ce qui suit, j'explore les compétences requises pour construire un savoir-migrer, les dialectiques de cet apprentissage et la manière dont l'espace est mobilisé en continu.

### Le réseau social, l'apprentissage et la transmission

Selon Norbert Elias ([1988] 1996), « la mobilité spatiale [...] tisse ensemble au moins cinq dimensions fondamentales des sociétés humaines : individuelle, sociale, temporelle, spatiale, symbolique » (Stock 2006). L'expérience migrante, comme exemple de rapport à une mobilité spatiale composée, est vécue dans la plupart des cas comme une épreuve sur tous ces fronts-là.

Le changement d'environnements économique, social et culturel crée un déséquilibre aux multiples dimensions qui affecte en premier lieu la capacité de l'individu à faire face à l'instabilité. C'est d'abord seuls que les migrants font face aux innombrables paliers à franchir pour arriver à la destination tant rêvée. D'un point de vue légal et politique, le renforcement des frontières et le durcissement des lois en vigueur entraînent certains candidats dans des spirales kafkaïennes où le moindre justificatif de séjour nécessite une dizaine d'autres. Et pour ceux qui choisissent des voies clandestines, les enjeux sont d'autant plus critiques qu'ils mettent en danger non seulement le projet migratoire mais la vie même des candidats. L'investissement financier, souvent considérable dans l'aventure migratoire, contribue aux violences subies par les migrants dès les prémices de leur projet.

Le bouleversement social, étant sans doute le plus considérable, génère un obstacle supplémentaire au bon vécu de l'expérience du passage. Aujourd'hui, la notion de rupture dans la migration est tempérée par la possibilité d'entretenir les relations sociales, facilitée par la dématérialisation des échanges à distance et l'expansion de réseaux communautaires sur de nombreux territoires. Il n'empêche que les communautés de migrants ont un accès inégal aux passerelles technologiques et communautaires – tout au moins au début de *l'expérience* migratoire. Elle entraîne indéniablement le relâchement de liens affectifs, et le changement des repères sociaux traditionnels. La transformation des dynamiques d'appartenance crée un décalage et éprouve la disposition émotionnelle et intimement subjective de l'individu en migration. Si dans le meilleur des cas ce ne sont ni la langue ni la "culture" qui changent, ce sont certainement les codes sociaux<sup>17</sup>. Loin du "Nous" qui, initialement, ancrerait dans une culture et un espace, les individus en migration tentent de retrouver un "Nous" qui réunit autour de la condition migrante, faite dans le mouvement. L'identité de l'individu évolue alors dans l'itinéraire et ne s'attache plus à la *sécurité* – somme toute relative – du lieu de provenance :

*« Cette idée de culture fondée sur le déplacement correspond à la notion d'identité vue également dans une optique de mobilité. Pour Clifford<sup>18</sup>, l'identité ne se réfère pas seulement à un lieu fixe, elle est nécessairement liée au déplacement et à la relocalisation. »* (Palmero Gonzalez 2014, 148)

Le sentiment d'appartenance, bien que « construit à travers des dimensions à la fois symboliques et émotionnelles fortes » (Guilbert 2005, 11), s'avère incertain. Il n'établit plus un rapport d'exclusivité entre l'individu et son appartenance à une communauté nationale ou culturelle. Les réseaux migrants offrent des cadres d'appartenance en plus. Les individus en migration s'identifient ainsi non seulement à une culture nationale et sociale, mais aussi à leur condition en tant que migrant qui est porteuse d'une culture propre.

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, le capital social de la migration est encore tout aussi important – sinon plus – que la connaissance des codes de la société de destination. La socialisation en amont grâce à l'appartenance à un réseau communautaire préétabli est une ressource qui se révèle parfois plus

---

<sup>17</sup> « À certains égards, les migrants se ressemblent tous : Michael Piore le constatait il y a des années, ce qui importe n'est pas la couleur du passeport, mais plutôt le fait que les migrants sont des étrangers sociaux, évaluant les conditions d'ici à la lumière des normes de là-bas » (Waldinger 2006).

<sup>18</sup> Clifford, James. 1996. *Malaise dans la culture. L'ethnographie, la littérature et l'art au XX<sup>e</sup>*. École Supérieure des Beaux-Arts. Paris.

précieuse que le capital financier investi dans le projet migratoire. « Les réseaux sociaux lubrifient les migrations de tous types, qu'elles traversent les frontières ou qu'elles relient régions et villes d'un même État » (Waldinger 2006). On y retrouve des rôles majeurs comme celui de facilitateur d'insertion professionnelle, d'hébergeur dans un premier pied-à-terre ou encore d'intégrateur dans les réseaux migrants de solidarité (Boulahbel et El Saadi 2011).

Quelle que soit la force motrice derrière l'initiative de chaque individu, l'histoire montre que la plupart des récits migrants s'inscrivent sur les sentiers existants de traditions migratoires. Si on prend l'exemple de la présence des Marocains en France, même si elle a débuté par le déplacement de la main-d'œuvre, ce ne sont pas les accords bilatéraux entre les deux pays qui l'ont pérennisé. En effet, bien après la fermeture des frontières et l'abolition de l'immigration de travail dans les années 1970, l'arrivée des Marocains en territoire Français est restée active et a évolué d'un côté par le regroupement familial, et de l'autre par le renforcement local de communautés migrantes. Aujourd'hui, c'est une communauté tentaculaire qui s'élargit au-delà des limites physiques pour investir le monde virtuel, cadre dans lequel l'expérience migrante prend de la valeur.

Douglas Massey (1990) porte un intérêt particulier à la notion de capital social et à son rôle dans la migration. Il s'inspire de Pierre Bourdieu (1980) qui, lui, l'appliquait à une analyse des élites sociales, sélectives et fermées, et à leur reproduction, plutôt qu'aux filières migratoires. Selon le sociologue américain, la stratégie de groupe et le réseau migratoire, permettent d'alimenter et de perpétuer à frais réduits la migration. Le système recouvre « l'ensemble des liens interpersonnels qui relient les migrants, les futurs migrants et les non-migrants dans les espaces d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée »<sup>19</sup> (Douglas Massey 1988, 396). Le fait d'avoir un parrain/parent ou un sponsor sur place non seulement facilite, mais encourage les migrations. Le capital social du migrant dépasse le capital humain individuel (niveau d'instruction, connaissance de la langue, expérience professionnelle) et appartient au groupe et à la communauté (Coleman 1988).

La migration n'est pas un phénomène défini par le déplacement et les mouvements d'une population vers un système social complexe basé sur la confiance et la réciprocité. Les migrants ne sont pas simples bénéficiaires de liens qui facilitent leurs expériences individuelles, mais ils contribuent activement à leur tour à une capitalisation partagée des « savoirs-migrer » :

---

<sup>19</sup> Citation originale : « sets of interpersonal ties that link migrants, former migrants and nonmigrants in origin and destination areas through the bonds of kinship, friendship and shared community origin. »

« [...] la débrouillardise et la ruse étant des valeurs sociales positives au sein du groupe migratoire, elles font partie du bagage à acquérir au cours de l'existence de chaque migrant et deviennent un moyen de valoriser sa position parmi les « fourmis ». » (Ceriani-Sebregondi 2003, 70)

Ce qui fait en grande partie l'efficacité du capital social migrant, est la dynamique double d'apprentissage individuel et de transmission collective. L'expérience migrante est loin d'être lisse ou univoque, et le partage de parcours hétérogènes crée une "banque sociale" où chaque cas peut trouver son écho dans le savoir collectif capitalisé avec le temps.

L'apprentissage est inhérent à l'expérience migratoire. Même les voyages les plus douloureux sont à l'origine de leçons précieuses et d'expériences extraordinaires d'adaptation face à l'adversité. En faisant preuve de résilience, les migrants transforment leur différence culturelle en compétences professionnelles (ex : commerce ethnique), apportent des réponses culturelles originales aux nouvelles situations de la vie quotidienne, font preuve de compétences narratives, établissent des réseaux et cherchent efficacement l'information (Guilbert 2005, 15). Toutes les formes de développement personnel et d'adaptation sont rendues possibles par l'accompagnement relatif du réseau social des migrants. Plus il inclut des figures contrastées et diversifiées (réfugiés, migrants légaux et illégaux, immigrés, transmigrants), plus le récit collectif est enrichi. Encore plus importante, est la dimension intergénérationnelle. Le retour d'expérience des prédécesseurs, et le devoir tacite de mettre à disposition leurs savoirs et connaissances migratoires au service du réseau, représentent autant de ressources aux aspirants à l'aventure migratoire. La construction d'une connaissance approfondie des défis qui les attendent permet aux migrants d'alléger l'épreuve difficile du déplacement pour éviter les échecs et les situations de vulnérabilité.

De tels apprentissages s'appuient aussi sur des organisations qui ouvrent leurs portes aux migrants en créant des "safe spaces"<sup>20</sup> pour l'expression et l'échange d'expériences. Mis à part les stages concentrés d'intégration, il y a une démultiplication d'associations qui se spécialisent selon les caractéristiques du public auxquelles elles s'adressent : le genre, l'âge, la condition (réfugiés, mineurs non accompagnés, seniors et anciens combattants, etc.), ou selon le besoin (apprentissage de

---

<sup>20</sup> Les "safe spaces", littéralement "espaces sûrs", désignent les endroits où retrouvent des communautés généralement minoritaires et/ou marginalisées pour échanger autour de l'adversité qu'elles rencontrent dans un cadre sans jugement ou retour négatifs. Plusieurs associations pour migrants offrent des zones neutres pour ceux qui sont arrivés dans des conditions illégales par exemple.

langue, accompagnement juridique et administratif). La fréquentation de telles organisations offre aux migrants des outils auxquels ils ne peuvent pas accéder informellement dans leur réseau de connaissance et l'élargit. Ces sont des modalités d'entrée dans la société d'accueil hors du du cercle communautaire et représentent une manière proactive de prendre son destin en main en participant à d'autres supports de socialisation.

Enfin, il est nécessaire d'inclure le poids de l'entreprise familiale dans la gestion du projet migratoire pour mieux comprendre la ramification du capital social des migrants et l'interdépendance de ses composantes. « La migration est une affaire “avec” la famille et “en fonction” d'elle, où la prise en compte des conditions familiales de sa réalisation devient une ressource déterminante » (Séhili et Zúñiga 2014, 91). Les initiatives d'investissement commerciaux et immobiliers des migrants pour le compte familial, les retours réguliers au lieu d'origine et les transferts d'argent montrent que le projet migratoire peut très bien être un projet collectif, qui détermine les conditions de son accomplissement et de sa réussite et désigne, en quelque sorte, le membre de la famille capable de le mener à bien. La famille est une source de soutien qui intervient à plusieurs niveaux et à différents moments de la migration. Dans certaines situations, ce sont tous les membres de la famille qui mobilisent leurs ressources et envoient un.e pionnier.e qui ouvre la porte aux autres, restés à l'arrière dans l'attente (ex : stratégie de regroupement familial).

Dans tous les cas, la famille conditionne considérablement la prise de décision individuelle. Elle est un système social loyal et fiable à toutes les étapes et, en cas d'échec, une “*safety net*”<sup>21</sup> pour en amortir le choc.

Le capital social dépend de la superposition et de la complémentarité de réseaux sociaux spécialisés. Chacun contribue à sa manière à l'évolution du projet migratoire et conditionne sa réussite. Composante essentielle du savoir-migrer, le capital social n'est pas une ressource figée. Sa richesse et sa stabilité s'alimentent par la variété des récits migrants qui y contribuent. Il est une ressource collective durable.

### **Maîtrise de mobilité et jeu de frontières**

Dans sa définition la plus courante, la migration consiste à se déplacer physiquement d'un endroit à un autre. La succession de franchissements oblige à une gestion minutieuse des espaces de la

---

<sup>21</sup> « Safety Net » : filet de sécurité. Ce qui offre une sécurité contre le malheur ou la difficulté. (Source : [www.merriam-webster.com](http://www.merriam-webster.com))

migration dans le temps, à un contrôle de la vitesse de déplacement et à un apprentissage des codes spatiaux relatifs à chaque étape. Le passage de frontières est unanimement reconnu comme représentatif du projet migratoire et des processus de mobilité qu'il impose. Les frontières sont géographiques, administratives, spatiales et sociales. Il ne s'agit d'ailleurs pas uniquement de l'acte de franchir des obstacles mais de les appréhender comme des lieux et des moments de socialisation, d'échange, et souvent de confrontation et de violence :

*« Les frontières s'imposent aux regards et aux corps des hommes et des femmes qui tentent de les traverser, en quête d'un ailleurs meilleur... C'est un instrument de contrôle et de domination. C'est aussi une production sociale, historique, évolutive selon les rapports de force. La frontière constitue un espace de contacts et de frottements. La forme et la nature des relations varient selon le contexte géographique, historique, politique, économique, culturel... C'est un concept central dans les discours idéologiques en vogue, tantôt avec leur effacement et leur ouverture, tantôt au contraire avec leur renforcement dans le cadre de l'idéologie du « territoire » et de « l'identitaire ». » (Guillot 2009)*

Face à ce que la frontière impose comme cadre restrictif, les migrants sont dans l'obligation de s'armer de ressources pour la franchir et acquérir de nombreuses compétences. La géographe Giorgia Ceriani-Sebregondi (2003) qualifie ces compétences de « mobilitaires », dans la mesure où leurs apprentissage et acquisition permettent aux migrants de maîtriser les contraintes limitatives de leur mobilité.

En amont de l'acte même du passage de la frontière, il faut apprendre la complexité du langage administratif auquel sont confrontés des pans entiers de migrants, surtout ceux qui s'inscrivent dans les itinéraires Sud-Nord. Cela exige de se munir de divers permis qui justifient suffisamment les raisons de séjour dans les pays de transit et de destination. Ainsi, les migrants rencontrent « la frontière virtuellement avant de la passer physiquement » (Guild et Bigo 2003). Le visa touristique est le minimum requis pour avoir une chance de la passer. Ce n'est généralement qu'une des innombrables portes à franchir pour ceux qui espèrent profiter de leur présence temporaire pour trouver du travail ou un motif pour prolonger leur séjour. Pour faire face à la première épreuve, des candidats à la migration n'hésitent pas à solliciter leur réseau social implanté sur place pour les accompagner dans les démarches, ou même pour leur fournir des lettres d'engagement et des attestations d'hébergement comme justificatifs supplémentaires.

Selon la voie migratoire, les migrants ont accès à des modalités de déplacement et de transports dont il est nécessaire, encore une fois, d'apprendre les codes. Le moyen de transport choisi doit se conformer généralement à plusieurs conditions : l'accessibilité financière, la rapidité de liaison et la sécurité relative d'arriver à destination. Cela implique de prendre en compte le "timing" des déplacements, que ce soit pour s'assurer des opportunités les plus rentables, des périodes les moins denses ou, pour ceux qui empruntent des voies illégales, le moment où le passage peut s'effectuer dans les conditions optimales de sécurité et de discrétion. L'intervention du réseau de connaissances se révèle particulièrement décisive à cette étape du projet migratoire. Les migrants puisent dans l'expérience collective des contacts de facilitateurs ou d'intermédiaires. À ce titre, les commerçants et les transporteurs habitués à la circulation transfrontalière par exemple possèdent une expérience aiguisée qui leur permet de hiérarchiser les bons itinéraires :

« [...] *les espaces frontaliers se révèlent des zones d'échanges et de passage intenses, à la faveur de collectifs d'appartenance (re)mobilisés, ou dans la continuité de pratiques et de savoir-circuler anciens.* » (Bennafla et Peraldi 2008)

Dans des contextes de migration illégale, les passeurs monnayent le rôle d'intermédiaire, ce qui nécessite davantage de méfiance de la part des migrants qui, à ce moment-là, risquent leurs ressources et leur vie. Payer la traversée ou distribuer les *bakchichs*, "monnaie courante" dans ce milieu, ne garantit pas le succès de l'opération.

Les compétences "mobilitaires" pour opérer le passage de la frontière et les va-et-vient, intègrent la gestion des rapports aux autorités publiques ou traditionnelles des pays concernés. La frontière est plus qu'une formalité ; elle traduit un dispositif phare de « mise en scène identitaire » (Andreas 2000), qui exprime une volonté de marquage et de séparation entre ceux du dedans et ceux du dehors. Les autorités nationales et locales interviennent continuellement dans le parcours migrant, jusqu'à l'épreuve de la naturalisation pour ceux qui y aspirent. Que ce soit au niveau des douanes à l'entrée dans les territoires nationaux ou dans les préfectures au moment du renouvellement de permis de séjour, la présence des migrants en territoire étranger est constamment mise à l'épreuve et contrôlée. La maîtrise des codes administratifs et juridiques est primordiale dans la réussite du projet migratoire et conditionne la circulation entre territoires.

Passer la frontière implique également le changement de codes culturels et sociaux. Cela signifie généralement la confrontation à la barrière culturelle de la langue. Les échanges avec les

administrations et les autorités de douane au pays de destination oblige à une maîtrise relative, non seulement pour la compréhension mutuelle, mais aussi pour atténuer l'effet de méfiance. La maîtrise de la langue du pays est un gage d'intégration – bien que relative – à la culture d'accueil. Elle est un facteur favorable pour créer des ponts supplémentaires qui fluidifient la circulation migrante autant littéralement que symboliquement.

Le savoir-communiquer est inhérent à l'acte de migrer. Si la mobilité migrante dépend primordialement de « la maîtrise des supports physiques de la mobilité, à la fois les transports et leurs lieux », elle est aujourd'hui tout aussi dépendante de « la maîtrise des supports virtuels » (Ceriani-Sebregondi 2003, 69). Le recours aux outils de communication n'est cependant pas natif de l'invention récente des nouveaux médias et technologies d'échange. Les correspondances postales rythmaient déjà les longues routes transatlantiques, par exemple, tout le siècle dernier déjà. Le fax a réduit plus tard les distances qui semblaient interminables et la révolution des échanges téléphoniques internationaux a libéré, au fur et à mesure de l'évolution technologique, le mouvement migratoire :

*« [...] si les canaux de la révolution communicationnelle apportent leur contribution dans l'élaboration du désir d'ailleurs (Abeles 2008; Appadurai 2005), ceux-ci fournissent également un appui concret dans l'organisation de la migration. Aide à la prise de décision, diffusion des informations nécessaires au voyage, maintien du lien social qui garantit de l'entraide entre les membres d'un réseau, autant d'éléments qui profitent aux migrants dans la construction de leur parcours. » (Duvivier 2010)*

Grâce à une omniprésence universelle, les mesures du temps et de l'espace changent et s'adaptent au récit de chaque individu et au déploiement de son réseau et de ses activités. Le savoir-communiquer devient un « moyen de remodeler l'espace » (Charef 2009, 1599) et modifie le rapport à la circulation entre territoires.

Si « la proximité sociale abolit caractéristiquement la distance spatiale » (Tarrus 1993, 54), les migrants, en tant qu'étrangers sociaux par excellence, font face à des frontières invisibles une fois entrés dans la ville, en œuvre dans le découpage territorial des villes et des métropoles sous forme de ségrégations socio-spatiales. Les rapports de force culturels, traduits à partir d'un jeu de domination historique et géopolitique, séparent tacitement dominants et dominés, majorité et minorités, les étrangers – les plus vulnérables socialement – des autres. Le savoir construit par la relation aux territoires et la négociation constante des migrants avec les locaux pour justifier la légitimité de leurs droits, sont matière à apprentissage. Il s'éprouve dans la pratique des espaces

urbains où les limites entre ceux du « dedans » et ceux du « dehors » ne sont pas matérialisées par des frontières physiques ou des points de contrôle. La découverte progressive des différents quartiers de la ville permet aux migrants de développer une grande sensibilité aux variations des territoires urbains :

*« Cette étrangeté même les place en position de proximité : ils connaissent mieux que les résidents les limites de la ville et négocient ou révèlent, voire imposent, chacun selon des modalités et des « pré-acquis » différents évidemment, leur entrée ici sans pour autant aujourd’hui, - est-ce là un trait majeur de la mondialisation ? - renoncer à leur place là-bas, d’où ils viennent, et à l’« entre-deux » où, parfois, ils demeurent longtemps. » (Tarrus 2007, 152)*

« L’entrée dans la ville » (Missaoui et Tarrus 2006) marque pour les migrants une autre étape. En considérant que les personnes migrent majoritairement pour améliorer leurs conditions et niveau de vie, l’espace urbain, dense et cosmopolite, est un pôle foisonnant d’opportunités et concentre une infinité de moyens de subsistance. La ville est devenue petit à petit l’emblème du libéralisme, et rayonne aujourd’hui par ce qu’elle offre à ses usagers comme moyens pour se déplacer et communiquer. D’espace de toutes les cristallisations (résidentielle, industrielle, commerciale), la ville prend aujourd’hui la forme d’un carrefour connecté, aux territorialités qui se superposent. Le centre-ville, haut lieu de convergence des pratiques, est un exemple d’hétérotopie urbaine (Foucault 1984) où des communautés – y compris étrangères – s’investissent dans des espaces établis (quartiers, zones), parfois dans les interstices d’une urbanisation mal contrôlée (*no-man’s land*, terrains abandonnés). Dans tous les cas, ce sont des lieux d’identification et de ressources qui se rajoutent à la territorialité des arrivants.

L’espace résidentiel, bien qu’étant un maillon central du réseau spatial migrant, n’a pas toujours le sens univoque d’*implantation* pérenne mais évolue au fur et à mesure du récit. Il est avant tout un repère parmi de nombreux autres (Belmessous et Roche 2018), entre les lieux de ressources, de socialisation, d’éducation, d’investissement et d’échange. Dans un travail sur l’insertion et de l’intégration sociale des réfugiés dans une ville allemande en décroissance, Marguerite Brault, Hélène Daccord et Julie Lenouvel (2018) explorent les lieux d’appropriation qui relèvent de l’insertion<sup>22</sup> ou de l’intégration<sup>23</sup>. Selon les chercheurs, la forte appropriation d’un lieu n’est pas un

---

<sup>22</sup> L’insertion est entendue par les auteures comme processus unidirectionnel « permettant à un individu isolé de développer des échanges satisfaisants avec son environnement ».

<sup>23</sup> L’intégration est considérée par les auteures comme processus bidirectionnel, « résultat d’une réflexion publique » qui « participe de l’adaptation d’une société à l’Autre ».

gage d'intégration. L'accès des réfugiés au logement, par exemple, ne signifie pas tant une acceptation par la société d'accueil qu'une insertion, pendant que de nombreux espaces publics de circulation « se trouvent finalement être les lieux d'imperméabilité entre les différents groupes » (Brault, Daccord, et Lenouvel 2018), et une possibilité d'intégration. D'autres lieux, associatifs ou de cultes, contribuent plus efficacement à l'entrée effective du réfugié dans la ville.

L'habitat joue aussi un rôle d'importance fluctuante selon que l'on soit au début ou à un stade plus avancé dans le parcours migratoire. Dans leur savoir-circuler, les migrants adoptent une stratégie de gestion spatiale qui nécessite une prise en compte permanente de la temporalité. L'arrivée à destination ne signifie pas l'aboutissement de l'aventure résidentielle. La flexibilité dans le rapport à l'espace est une compétence que les migrants se doivent de forger dans leurs parcours de mobilité. L'exemple de la migration marocaine montre que les traditions migratoires ont sollicité de tout temps des formes d'habitat temporaire dont certaines se transforment en modes d'établissement durable. Cela peut aller des hébergements *dédiés* comme les foyers pour travailleurs immigrés (*Figure 6*), les résidences pour anciens combattants, et les hôtels meublés et appartements en location pour les courts séjours des transporteurs ou des commerçants transnationaux, jusqu'aux logements et aux résidences secondaires et de passage pour migrants pluri-résidents.

Tous les migrants n'ont pas accès aux mêmes ressources mobilitaires entre les lieux du réseau migratoire, qu'elles soient urbaines ou à une échelle territoriale plus large. L'inégalité peut être derrière l'immobilité subie de communautés étrangères et migrantes. On peut citer ici le cas des habitantes de bidonville qui élisent domicile sous un mode temporaire mais qui, à défaut d'alternatives résidentielles et de revenus suffisants deviennent immobiles alors que le bidonville est censé être une "entrée dans la ville". Le bidonville, bien qu'il soit intégré spatialement aux ressources de la ville, se transforme en lieu d'inertie sociale, d'exclusion et de marginalité.



Figure 6 Carte postale du foyer de l'Avenue du Parc d'Argenteuil, série produite par la Sonacotra dans les années 1970 © Musée national de l'histoire et des cultures de l'immigration, CNHI

\*\*\*

Le savoir-migrer est un savoir composé, capitalisé par la mise à profit du réseau social des migrants et leur connaissance évolutive des modalités de circulation et de mobilité. D'une part, ce savoir est conditionné par les expériences individuelles, les confrontations du migrant aux défis structurels, sociaux, familiaux et personnels qui commencent bien avant l'acte physique du déplacement. Depuis l'initiation du projet migratoire jusqu'à son lancement, les entraves sont multiples : la sécurisation d'un capital financier en amont ; la complexité des démarches et des formalités administratives ; la confrontation avec les autorités et la violence du passage des frontières ; la garantie d'un toit et d'un moyen de subsistance à l'arrivée.

D'autre part, le savoir-migrer s'inscrit dans un savoir collectif plus profond, intergénérationnel et nourri continuellement. Les réseaux sociaux ont prouvé de tout temps leur valeur dans l'accompagnement et la facilitation d'insertion d'arrivants en terre étrangère. Si je parle de traditions migratoires, c'est qu'elles participent à pérenniser des sentiers empruntés par de nombreux migrants à travers le temps. Les associations spécialisées sont aussi des ressources supplémentaires

d'accompagnement et d'apprentissage. Le réseau institutionnalisé se couple aux réseaux sociaux informels pour accompagner les migrants sur des questions juridiques et administratives, et pour aider les plus isolés d'entre eux à retrouver des moments de socialisation.

Le savoir-migrer, bien que fondamentalement social, requiert aussi un savoir-naviguer dans l'espace et ses échelles, chacune marquée par sa propre forme de frontière (administrative, sociale, économique, culturelle). Dans la circulation territoriale, les espaces sont marqués de check-points matériels et immatériels dont il faut apprendre les codes d'usage. Avec l'accès au savoir-circuler, la notion d'ancrage – et surtout la sédentarisation résidentielle – n'a pas la même place selon l'étape atteinte de la migration. Les opportunités professionnelles ou les possibilités de socialisation peuvent prendre le dessus sur l'accès au logement.

L'accumulation d'un capital social et la maîtrise du savoir-circuler sont interdépendants et conditionnent l'échec ou la réussite du projet migratoire. L'appartenance ethnique ou le genre, le statut légal ou illégal pèsent aussi (Da Cruz et Nizzoli 2014). Le projet migratoire reste un projet intersectionnel dont les seuls savoir-migrer, appris par l'expérience individuelle ou transmis par le collectif, ne sont pas une garantie de succès.

### 1.3. La mobilité migrante, créatrice de territorialités

Ces dernières décennies sont marquées par des débats scientifiques qui questionnent l'établissement d'un nouvel ordre mondial, où la mobilité prendrait le dessus sur les systèmes sédentaires. Elle serait un capital capable de changer le rapport des individus à l'espace, ce dernier ne représentant plus uniquement un objet de possession, mais aussi une source d'opportunités. Ceci s'applique aux quartiers, aux villes, aux pays et aux territoires. Pour les migrants, à travers la mise en lien facilitée par la mobilité, les lieux de la migration contribuent activement à la construction des récits, individuels et collectifs.

La mobilité des migrants invoque en ce sens des lieux qui, ensemble, et dans leur fragmentation, constituent un tout. De traversées transnationales aux cheminements urbains du quotidien, les migrants sortent et entrent, bougent et repèrent une multiplicité de territoires. Dans la mobilité migratoire – figure de cas exemplaire –, l'individu fait face au passage d'un territoire (nationale, régional, culturel) à un autre, vécu comme autant de moments d'apprentissage. Les savoirs accumulés sont ainsi mobilisés pour recomposer la fragmentation qui résulte de la transition entre les territoires pour arriver à une continuité biographique. C'est ainsi que l'on passe du territoire où l'espace hégémonique domine relativement l'individu, à la *territorialité*, où l'individu manipule les territoires, les hiérarchise et les divise en morceaux pour recréer sa propre constellation de lieux. La mobilité *entre* et *dans* les territoires – affaire de tous – change les mesures du proche et du lointain, puisque les frontières ne sont plus seules souveraines, et le sentiment d'appartenance n'est plus unique.

« Le territorial, c'est ce qui n'est pas mondial », dit le philosophe Christian Godin (2014, 155), au moment même où la mobilité devient *le* phénomène mondial par excellence. Travaillant dans ma recherche sur trois figures de migrants marocains, aux rapports divergents à la mobilité, il est intéressant de sonder à quel point les territoires traditionnels des uns et des autres sont encore pertinents dans la création des référentiels socio-spatiaux des migrants, dans un monde où la mobilité semble s'être "généralisée"<sup>24</sup>. Le savoir-migrer implique une création de réseaux de lieux propres à l'itinéraire de l'individu en migration, peut-on alors parler du passage de la "contrainte" du territoire, à la "liberté" de la territorialité ?

---

<sup>24</sup> La mobilité généralisée ne signifie hélas pas qu'elle soit à la portée du tous, ni d'ailleurs qu'elle soit du ressort de tous. Les exemples de sédentarisation forcée ou, au contraire, d'exil et de déplacement de masse, ne manquent pas et font partie intégrante de l'actualité mondiale.

### Que devient le territoire ?

La tentation est grande de décréter qu'avec l'expansion des mouvements migratoires et la dématérialisation des échanges (de l'information, de l'économie), le territoire traditionnel – national en particulier – n'a plus l'autorité qui lui a toujours été reconnue sur les flux mondiaux actuels. Même si l'idée pourrait séduire, parce qu'elle permettrait de fantasmer un phénomène "nouveau" d'autorité, il est impossible de nier le territoire "traditionnel" et de l'opposer à un système de réseaux, *déterritorialisé*.

Je considère ici le territoire comme une portion délimitée par des frontières physiques et symboliques, soumise à une autorité qu'elle soit politique, culturelle ou sociale. « Le terme le plus proche de "territoire" est celui de "domaine", qui vient du latin *dominium* et qui signifie pouvoir, autorité » (Godin 2014, 149).

En éthologie où la notion trouve en grande partie son origine, c'est l'espace d'appropriation, de subsistance et de reproduction d'une espèce. Mais, contrairement au milieu animal, le territoire est élu et choisi dans les sociétés humaines. Il se transforme, comme une créature qui aurait acquis une conscience propre, en un espace identitaire, de vie et de référence qui conditionne à son tour les choix de ceux qui y vivent. Les frontières séparent dès lors non seulement une entité d'une autre, mais aussi les individus qui en sont originaires de ceux en provenance d'ailleurs, dans une dualité d'intériorité et d'extranéité. « À la familiarité s'ajoute, en opposition, l'altérité construite en correspondance, terme à terme » (Retailé 1996). C'est ainsi que la figure omniprésente du migrant est un défi à cette logique, ne permettant plus de se séparer de l'Autre. La migration inquiète dans ce contexte parce qu'elle invite l'extérieur à l'intérieur, pourtant différenciés par des frontières géographiques, visibles sur des cartes. A en croire l'actualité courante des trois dernières décennies, la migration serait un des dangers majeurs d'aliénation identitaire, se classant juste derrière celui de l'intégrité territoriale, grande source de tensions géopolitiques et de conflits coloniaux et postcoloniaux. La situation marocaine est représentative de ce contexte de conflits qui persistent encore depuis l'indépendance en 1956. À la suite du protectorat Français et de la présence des autorités espagnoles au sud du pays, les frontières entre le Maroc, l'Algérie et le territoire saharien ont été redessinées et redéfinies selon les diktats coloniaux. Depuis la fin de l'occupation, le territoire saharien, aux contours flous pour certains, met en jeu l'intégrité du "territoire national" marocain tout en étant un objet de convoitise pour les autorités internes (les sahraouis) et voisines (l'Algérie).

Avant d'être une entité spatiale matérielle, le territoire existe d'abord sous une forme *dématérialisée* : la société avec ses traditions et ses valeurs adapte et s'adapte à un milieu préexistant, fait territoire. Avec le temps et l'histoire, les frontières se définissent et les traits initialement hésitants et discontinus s'affirment. À partir du moment où le territoire gagne une notoriété sur la durée, comme c'est le cas des Etats Nations pour lesquels l'histoire est une source de pérennité, le paradigme initial du territoire « choisi, approprié, conquis » s'inverse. C'est le territoire qui définit, délimite et produit des normes sociétales spatialisées.

Dans un travail sur la création de lieux et l'établissement des jeunes réfugiés récemment arrivés en Australie, Robyn Sampson et Sandra Gifford questionnent les cadres essentialistes qui figent l'identité des réfugiés déplacés dans le passé, et la considèrent indissociable du territoire quitté :

*« De telles identités unifiantes ne font qu'effacer la capacité humaine créative pour une refonte positive du présent et de l'avenir et renforcent la marginalisation des réfugiés en tant que natifs en dehors de leur lieu naturel. »*<sup>25</sup> (Sampson et Gifford 2010, 117)

En explorant la « reterritorialisation » des enfants et des adolescents, les chercheuses arrivent au constat que certains lieux charnières, comme l'école, permettent aux déplacés de se recréer une familiarité et d'articuler une territorialité nouvelle à partir de lieux centraux d'éducation, d'apprentissage et de socialisation. L'identité des individus en mobilité n'est plus prisonnière du territoire originel, mais se matérialise par une série d'attachements et d'identifications spatiales et temporelles.

Bien que la société contemporaine soit marquée par de plus en plus de mouvement, cela ne remet pas en cause le territoire qui semble tirer sa légitimité d'autorités sociétales qui le dépassent. Sous son apparence intemporelle, le territoire est en réalité temporaire. Tel qu'il a été conquis un jour, il peut l'être de multiples autres fois, et tel qu'il a été délimité, il peut voir ses frontières bouger, muter ou disparaître. En effet, la pérennité résulte du besoin d'accompagner une organisation durable des sociétés, ce qui souvent est source de violence à l'encontre de ce et ceux qui dérogent aux règles de son existence et de sa gouvernance. Les référentiel idéologique et culturel dominant – mais rarement unanime – du territoire n'évolue pas toujours à la même vitesse que la population qui doit s'y conformer, surtout face à un mouvement protéiforme de transformation. Les frontières “objectives” ignorent celles des individus et des communautés dans leurs singularités et la pluralité

---

<sup>25</sup> Citation originale : « Such unifying identities all but erase the creative human capacity for a positive remaking of the present and the future and reinforce the marginalization of refugees as natives outside of their natural place. »

de leurs parcours. À ce propos, à partir d'une réflexion sur la dialectique territoire-appartenance-identification dans le contexte tunisien, le géographe Amor Belhedi démontre une corrélation entre la mobilité des individus et les appartenances identitaires en référence à d'autres échelles territoriales. Contrairement aux habitants des hameaux et des villages, par exemple, qui « s'inscrivent dans un maillage spatial très fin et se réfèrent à un horizon temporel proche » (Belhedi 2006), les Tunisiens plus mobiles s'inscrivent dans des mailles territoriales plus étendues :

*« Certaines communautés se situent ainsi au niveau régional même si des identités secondaires s'y sont, entretemps, développées, tout en conservant des liens forts avec la communauté mère et le territoire de référence. Tout se passe comme si, lorsque les limites d'une assise territoriale deviennent floues, la communauté crée de nouvelles instances territoriales plus proches, plus claires et plus palpables. C'est ce que l'on a pu constater tant dans les campagnes que dans les villes, comme si la communauté produisait et reproduisait ses propres territoires en (s')adaptant (à) sa territorialité. »* (Belhedi 2006)

En contrepoint du seul territoire dominant, surgissent alors d'autres concepts pour faire état des subjectivités individuelles et collectives qui ne sont pas prises en compte lors de la définition des délimitations "objectives" ou qui n'ont pas d'effet substantiel sur l'évolution de ces délimitations. Ceci ne signifie pas que les territoires sont des entités spatiales immuables. La preuve ; les découvertes des *terrae incognitae*, les conquêtes religieuses, les conflits géopolitiques et les colonisations ont de tout temps redéfini les limites des groupes et les frontières des nations. Mais ces redéfinitions sont du ressort des rapports de force entre idéologies (politiques, religieuses) ou entre puissances (économiques, militaires) qui brouillent les limites entre les souverainetés, plus que celui des populations et des individus. Le territoire est dominé par l'histoire des structures politiques et sociales dominantes, et la pérennité de ces dernières dépend d'un certain niveau de fixité spatiale.

Bertrand Badie (1995) prend l'initiative courageuse d'annoncer « la fin des territoires », affirmation qu'il développe dans un ouvrage éponyme. Selon le politiste, le territoire n'est pas une donnée naturelle qui existe indépendamment des sociétés, c'est bien une manifestation spatiale de leur organisation, de leur singularisation et, de ce fait, une séparation des Autres qui ne se conforment pas aux mêmes codes. L'hégémonie du territoire est devenue celle du politique, par la colonisation, la décolonisation et la résistance. Mais selon Badie, l'unicité du territoire – national en particulier –, comme système structurant, est en train de s'éprouver tout autant que sa durabilité. Le territoire contemporain est partagé entre le besoin de se désenclaver et de s'ouvrir sur le monde, et l'envie

de préserver l'identité du groupe dominant. Dans le confort d'un référentiel identitaire, il devient aussi un outil subversif qui, au lieu de rassembler dans leurs différences les nombreuses populations aux sens multiples d'attachement au "territoire", impose une identité irréductible et souvent homogénéisante. Même dans les contextes régionaux qui ne sont en proie à aucun conflit particulièrement déstabilisant, le mouvement des populations, les entrées, les passages et les sorties jouent sur la souveraineté du territoire. Ceci dit, non seulement le mouvement n'affaiblit pas la violence et l'autorité des frontières, mais il pousse en plus à leur renforcement désespéré, n'affectant que sensiblement les départs et les arrivées sur le territoire. Pour citer un exemple, entre 2017 et 2018, les tentatives d'émigration clandestine des Marocains vers l'Europe ont augmenté de 20,3% et le nombre de candidats qui ont réussi le passage a plus que doublé (hausse de 123%)<sup>26</sup>.

Le territoire national qui est au centre des propos de Bertrand Badie, n'est pas mort, comme le prouvent les dispositifs concurrents en performance pour le protéger et les stratégies nationalistes pour le conforter. Mais sa souveraineté n'est plus dominante. Les relations *dans* et *aux* territoires se complexifient, et les individus qui les animent s'organisent avec plus de diversité grâce aux moyens de circulation et de communication qui sont aujourd'hui à leur portée. L'influence de l'Europe et des organisations internationales vont aussi peser sur le rôle des Etats Nations.

Le géographe Alain Tarrus (1993, 2010) parle de « territoires circulatoires », scènes vivement animées de déplacements transnationaux et de circulation migrante. Il « constate une certaine socialisation des espaces supports aux déplacements. Les individus se reconnaissent à l'intérieur des espaces qu'ils investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la mobilité, initiatrice d'un lien social original » (2005). Ce concept est né de la circulation de la figure post-moderne et postfordiste du transmigrant, agent de la mondialisation "par le bas". Dans des espaces articulés autour d'une stratégie de mise en lien de lieux, la mobilité dépasse la fonction de déplacement pour signifier un franchissement de hiérarchies sociales et une décentralisation de l'identité. Les territoires circulatoires permettent au migrant de jouer différents rôles sociaux en même temps : s'il est une figure d'altérité pour certains, il est un meneur de projets collectifs et familiaux pour d'autres, un contact dans une chaîne professionnelle multi-localisée, un propriétaire terrien dans la commune d'origine, un inconnu dans certains quartiers, un notable ailleurs, dans d'autres villes. Le territoire circulatoire dépasse les binarités et fait de l'expérience migratoire une expérience intégrale, entre « mobilités et sédentarités, informalité et officialité, solitude et

---

<sup>26</sup> Chiffres révélés par le porte-parole du gouvernement marocain, Moustapha El Khalfi, à l'issu du Conseil du Gouvernement, en septembre 2018.

communautarisation, étrangers et autochtones, élites et apprentis » (Tarrus 2005). Une telle vision échappe au joug de la catégorisation et montre les multiples centralités et réseaux de référence du migrant, transcendant ainsi les communautés nationales et urbaines plus anciennes.

Alain Tarrus expose ainsi le décalage entre territoires politiques et territorialités transmigrantes, comme le réseau commercial « à l'initiative des Maghrébins sur l'arc euro-méditerranéen occidental, connectant étapes et parcours d'Algésiras à Gênes, avec une forte centralité marseillaise » (Tarrus 2012).

Le migrant et son réseau construisent leurs propres délimitations territoriales et créent de la transversalité, des mélanges socio-spatiaux originaux et des entre-deux qui ne sont pas seulement le résultat d'une combinaison duale, entre territoire d'origine et société d'accueil, mais un autre type de gestion des territoires et des réseaux :

*« [...] c'est substituer à l'impersonnalité des traités officiels, la chaleur des rapports interpersonnels étendus de nations en nations, autour de liens de confiance, d'engagements de parole, c'est contourner les traités internationaux, c'est atteindre des populations que les accords de richesse laissent dans la déshérence ; c'est aussi ne plus dépendre des volontés des peuples et des nations traversés, mais demeurer dans la complémentarité de ses lieux d'origine, des siens, restés proches puisque uniques centralités. » (Missaoui et Tarrus 2006, 145)*

Si Tarrus associe essentiellement le territoire circulatoire aux déplacements transmigrants, il n'est pas exclusif à cette forme migratoire. Que l'on fasse de la migration une carrière professionnelle (transporteurs, commerçants transmigrants, etc.), ou que l'on migre pour d'autres raisons, la socialisation multi-localisée lubrifie les rouages du réseau migratoire.

Dans la même approche de pluralité spatiale et identitaire, Geneviève Cortes et Denis Pesche (2013) qualifient de « territoire multisitué » l'ensemble de « lieux discontinus » qui constituent un espace fonctionnel et vécu de pratiques, de représentations et d'organisation, soumis à des processus d'action, d'échanges et de gestion. Ils ouvrent ainsi les principes des réseaux spatiaux transmigrants, les territoires circulatoires d'Alain Tarrus, à d'autres champs d'application et à d'autres expériences migratoires. L'idée de territoire multisitué donne la lisibilité à l'articulation de certains espaces, sans l'impératif d'une liaison géographique, mais rendus complémentaires à travers la mobilité. La dispersion des individus et des lieux devient une ressource sans qu'il n'y ait

forcément un déni de la structure aréolaire du territoire ; bien au contraire. Le territoire multisitué fait dialoguer les fractures.

Frédéric Giraut (2013) se joint à la discussion pour inviter à dépasser la relation antagonique entre le territoire et le réseau, afin de mieux comprendre les réalités spatiale et “mobilitaire” actuelles. Le géographe explique le recours nécessaire à plusieurs concepts pour comprendre les mutations contemporaines du rapport au territoire. Selon lui, le territoire multisitué est « une mutation des formes » qui puise son sens dans la « mutation des principes ». En d’autres termes, sa morphologie et ses limites sont reconfigurées à partir de l’évolution des découpages administratifs, de la création de nouvelles centralités socio-spatiales ou encore de la transformation des modes de gouvernance.

Ainsi, l’usage d’une structure territoriale préexistante basée sur la fixité et l’exclusivité n’est pas contradictoire avec les territorialités réticulaires. Le territoire multisitué analyse des contextes territoriaux et politiques segmentés qui se structurent – volontairement ou pas – sur la ségrégation socio-spatiale et sur la fragmentation urbaine. Ces logiques participent de la dispersion des lieux, sans pour autant compromettre la cohérence des réseaux individuels et collectifs qui les articulent. C’est ce que Giraut (2013) démontre à travers l’étude des réalités spatiales post-apartheid en Afrique du Sud. Selon le chercheur, l’ingénierie territoriale de l’apartheid se base sur la ségrégation résidentielle, l’exploitation inégale des ressources et le contrôle de la mobilité avec l’aide de procédés spatiaux particuliers, comme la systématisation des zones tampons (*buffer zones*). Malgré la fragmentation volontaire, les scènes hétérotopiques sont courantes, comme l’explique le chercheur dans l’exemple du *Central Business District* :

*« Le Central Business District est ici assimilé à la centralité fréquentée par les possédants et donc associé aux aires résidentielles des automobilistes cossus. Il l’est effectivement dans sa dimension verticale : parking souterrain et tours de bureaux associées communiquent. Mais ce Central Business District est également fréquenté horizontalement. Tout un petit monde – celui des townships et des migrants des quartiers centraux – y anime les espaces publics de surface entre activités informelles et marchandes populaires. Une autre territorialité cohabite ainsi dans une même position centrale que celle du monde des affaires, mais en association avec d’autres lieux. » (Giraut 2013, 298-99)*

La superposition des territorialités informelles et du découpage administratif et urbain officiel fait émerger le territoire multisitué comme mise en récit de la fragmentation spatiale par les pratiques et les représentations habitantes. Dans le contexte migratoire, elle se traduit par l’imbrication des

échelles et des configurations spatiales, et l'émancipation – quoique partielle – de la fixité des territoires politique et géographique traditionnels.

### **La territorialité et les attachements au lieu**

La pérégrination migratoire à plusieurs échelles est à la source d'organisations spatiales originales chez les mobiles. On peut imaginer qu'un mouvement migratoire particulièrement animé puisse inverser le paradigme de la mobilité et de l'attachement à l'espace, mais l'identité des migrants, leurs parcours et leurs référentiels sont intimement spatiaux : « tous les individus intériorisent les conditionnements implicites des collectivités auxquelles ils appartiennent, y compris par le territoire » (Aldhuy 2008).

Ainsi, si le mouvement des individus et des groupes, leurs chemins croisés ou divergents, changent la forme des territoires (en territoires circulatoires ou multisitués), ils amorcent aussi la création renouvelée d'une territorialité migrante. A travers ce processus, les migrants réorganisent à leur échelle les hiérarchies spatiales, en s'affranchissant relativement des échelles territoriales et de l'espace-temps linéaire. La territorialité individuelle aide à définir – sans figer – une échelle de valorisation des lieux et permet au migrant d'établir un équilibre entre la sédentarité et le cheminement – entre les “*roots*” et les “*routes*” (Gustafson 2001) –, équilibre nécessaire à la continuité du parcours migrant.

La notion de territorialité offre une compréhension progressive du lien entre l'individu et l'espace dans le temps. Il se traduit en termes de représentations socio-spatiales, de stratégies et de pratiques de l'espace. La territorialité se construit à partir d'un ensemble d'appropriations spécifiques de lieux qui répondent aux besoins affectifs, symboliques ou fonctionnels de l'individu. Elle est le produit de tensions entre les cadres structurels des territoires investis et les envies, les imaginaires et les contraintes personnelles. Dans un moment historique où la mobilité est un vecteur de changement social et biographique conséquent, comme c'est le cas pour la migration, la territorialité devient une sorte de carte dynamique qui guide l'individu et le groupe, dans des parcours sociaux, culturels et spatiaux discontinus. C'est là où les individus « trouvent des ressources providentielles pour maintenir leur propre cohérence identitaire et fabriquer de la continuité par-delà les séparations spatio-temporelles que leur impose le déroulement de la vie sociale et ses mobilités » (Di Méo 2008, 11).

Dans le contexte migratoire, la construction de la territorialité invoque une dématérialisation de l'objet géographique. En prenant du recul sur les ruptures et les frontières territoriales préexistantes, le migrant reconstruit sa propre zone de familiarité, émancipée partiellement d'un attachement totalisant au lieu, celui d'origine généralement.

La territorialité permet de comprendre, en plus de ce que le mouvement fait à l'organisation du réseau spatial, ce qu'il fait à l'individu. Un processus de construction narrative change son rapport aux dynamiques de mobilité et d'attachement au lieu, ce que Per Gustafson (2001) développe dans son analyse des "*routes*" (cheminement) et des "*roots*" (racines, attachement). Il choisit un échantillon de population hétéroclite pour décrire une palette diversifiée de rapports à la mobilité et au cheminement, concepts qui s'avèrent loin d'être univoques.

Il effectue des entretiens semi-directifs avec 14 habitants de l'ouest de la Suède. Il demande dans un premier temps de donner une liste des lieux où ils ont habité et/ou qu'ils considèrent importants pour eux, et ce qu'ils signifient pour leur parcours ; puis dans un deuxième temps, s'ils ressentent un attachement à leur communauté, à leur ville, à leur pays ou à l'Europe et enfin de nommer l'échelle spatiale qui comptait le plus pour eux. A partir des récits individuels, l'analyse préliminaire repose sur la manière avec laquelle les enquêtés parlent des notions de lieu et d'attachement au lieu (*roots*). Plus tard, Gustafson intègre dans son analyse le cheminement (*routes*) lorsqu'il s'avère indissociable du rapport au lieu dans les propos recueillis.

Gustafson démontre que le lien entre l'attachement au lieu et la mobilité varie avec l'expérience individuelle et ne peut être le simple résultat d'un cumul de capitaux comme peut l'être le savoir-migrer. D'autres paramètres entrent en jeu lorsqu'il s'agit d'évaluer ce lien qui peut aussi bien renvoyer à la dualité attachement/mobilité qu'à une complémentarité entre les deux. Un exemple des paramètres de conditionnement des attitudes les plus populaires après ceux des ressources, déterminants dans les recherches sur le lieu et la mobilité, est celui du genre.

L'enracinement peut être considéré comme contradictoire à la mobilité, surtout dans des cadres de contrainte : quand le mouvement est bloqué, ou quand la stabilité sédentaire est dérangée. Mais les points de fixité pluriels sont indispensables à la condition de mobilité migratoire. La mobilité, aussi bien que l'attachement au lieu, donnent à l'individu un sens de "*agency*", à la fois dans le contrôle de ses itinéraires et dans la possession relative d'un point d'aller et/ou de retour. Car si la mobilité ouvre l'accès à des ressources autrement difficile à atteindre (le travail, les loisirs, la survie), l'attachement par l'appropriation, la possession ou l'appartenance à un lieu offre la sécurité et un

sens plus développé de la communauté. La création d'une territorialité migrante se base sur une combinaison des deux, rendant interdépendantes leurs réussites. La territorialité « se situe sur un gradient qui va de la territorialité sédentaire (dont l'ancrage est souvent subi et attaché à un référentiel territorial unique, commun et continu) à la territorialité *nomade* (pouvant se libérer des contraintes du déplacement et multiplier les référentiels territoriaux au sein d'un système réticulaire qui permet de les associer) » (Arnauld de Sartre et Gagnol 2012).

La territorialité, un composé de points d'ancrage et de réseau de liens, dépend de valeurs de confiance et d'interdépendance qui lient l'individu à son réseau migratoire, éprouvé au fur et à mesure des étapes du parcours. Ce qui renvoie à un des savoirs du projet migrant, celui de la négociation. Il s'agit de « négocier des lieux dans lesquels ils sont physiquement présents, tout en négociant des relations sociales, économiques et affectives en cours avec des lieux d'où ils sont physiquement absents »<sup>27</sup> (Sampson et Gifford 2010, 117).

L'idée de territorialité est mise à l'épreuve et révèle parfois ses limites dans un système global de pensée encore guidé par l'impératif territorial. La territorialité est certes un référentiel pertinent aussi bien pour l'individu que pour le groupe, mais elle ne permet pas, autant que le permet le territoire, de légitimer les revendications communes d'une cause minoritaire. Le pouvoir des frontières et des délimitations politiques reste, si ce n'est une contrainte, une condition avec laquelle il faut conjuguer. La territorialité est caractérisée par l'hétéroclisme et parfois la divergence des constructions individuelles alors que le territoire traditionnel a la force des assises administratives et politiques unifiantes. Selon la condition de chaque migrant, la territorialité peut reposer sur des référents culturels par exemple, plus que sur des référents sociaux, politiques ou économiques. La mobilité migrante complexifie l'équation de la territorialité tant les parcours et les motivations sont multiples. Elle disperse l'énergie des revendications collectives que le territoire, par son attribut de fixité et de durabilité et par son autorité, réussit plus facilement à accomplir.

\*\*\*

L'analyse du rapport entre les individus et la constellation spatiale de leur expérience migratoire pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, compte tenu des nombreuses relations possibles entre les individus et les lieux de leurs pratiques et de leurs représentations. Ceci dit, il

---

<sup>27</sup> Citation originale : « [...] negotiating places in which they are physically present, while also negotiating ongoing social, economic and emotional relationships with places from which they are physically absent. »

s'agit ici de reconnaître que le processus de territorialité offre une lecture globale de l'expérience spatiale de l'individu en migration. Elle permet de dissoudre la dualité entre le territoire, espace balisé, défini et soumis à une autorité, et le réseau, maillage de liens socio-spatiaux entretenus entre acteurs de la migration (migrants, proches, collaborateurs). La territorialité incite les migrants à créer, à partir de l'interaction entre le territoire et le réseau, une cartographie qui se détache de la hiérarchisation verticale du plus grand territoire au plus petit. C'est un processus horizontal de construction *socio-spatio-temporelle*, multiscalaire de surcroît, qui combine les effets croisés de plusieurs échelles : la nation, la ville, le quartier, la maison, le global, le local.

Dans cette thèse, bien qu'il ne s'agisse pas de figer sémantiquement ce que les migrants produisent en mettant en lien des lieux, la notion de « territoire multisitué » est celle qui encadre le mieux le bricolage territorial des individus mobiles et les superpositions de pratiques savantes et profanes du lieu. Dans les trois figures de cas de cette recherche, de la sur-mobilité à l'immobilité, en passant par la mobilité comme ressource, il est question d'états de réticularité divers dans lesquels je choisis de m'attarder sur ce que cela engendre comme construction de territorialité individuelle et, à moindre mesure, collective. L'intérêt n'est pas tant accordé à l'itinéraire, mais à l'expérience spatiale migrante dans des rapports variables à la mobilité. Ainsi, « la territorialité permet de dépasser la seule question de l'organisation de l'espace des sociétés pour s'engager vers la compréhension de la condition spatiale des individus vivant en société » (Aldhuy 2008). La territorialité accompagne la diversification, voire l'instabilité des statuts des migrants dans l'espace et dans le temps.

Si la notion offre de plus grandes ouverture et adaptabilité aux expériences migratoires étudiées, elle est cependant accompagnée d'un flou conceptuel inévitable, ici assumé, car elle ne fait que représenter la multiplicité et les nuances dans le rapport à la mobilité et à la fixité au sein des études de cas que je mobilise dans cette thèse.

Avec le processus de construction de la territorialité, les migrants changent leur rapport à la fixité et à l'itinérance. La liberté somme toute relative, ouverte par la territorialité, ne signifie pas se libérer du territoire. Que ce soit dans le mouvement ou dans l'immobilité, ils doivent négocier leur place et leur liberté de cheminement dans les structures territoriales préexistantes, pour maintenir une continuité sur un fond socio-spatial fragmenté. Les migrants se transforment en « passeurs culturels » (de Villanova 2007, 82), non par transposition littérale des pratiques, mais par traduction et tissage. Le recours à la notion de territorialité permet non seulement d'expliquer le type d'attachement aux lieux du réseau du migrant, mais aussi, à l'échelle de l'individu, d'avoir une grille de lecture des usages de l'espace ; usages physiques ou virtuels.



## Chapitre 2. Immigré, migrant et transmigrant marocains

D'un profil de rupture à une figure de mobilité

*« Étranges étrangers*

*Vous êtes de la ville*

*Vous êtes de sa vie*

*Même si mal en vivez*

*Même si vous en mourez. »*

Jacques Prévert, « Étranges étrangers », dans *La pluie et le beau temps*, Éditions Gallimard, 1955

Parler d'immigré, de migrant et de transmigrant, c'est s'adresser implicitement à l'identité spatiale de l'individu (Galitzine-Loumpet 2014, 189). Ces catégories définissent les manières d'être *dans* et *avec* un territoire donné, tout en venant originellement d'un autre. Elles renvoient à la fois au rapport aux environnements de la migration et au cadre structurel qui conditionne la place de l'individu dans les sociétés qu'il met en lien.

La mobilité popularisée de notre époque ne sous-entend pas une déterritorialisation de la condition humaine, au contraire. Les migrants entretiennent un rapport, peut-être différent, mais tout aussi étroit avec les lieux et les territoires. Pour certains, la migration est synonyme de déracinement de la terre natale, d'assimilation, d'intégration ou de rejet de la terre d'accueil. Elle peut signifier aussi bien n'être ni de la terre nouvelle ni de la terre ancienne, ou d'être de plusieurs terres à la fois. L'important, c'est que les expériences individuelles ne sont jamais dans l'exclusivité de telles identités normatives. Si la différence est vite faite entre l'expatrié et le migrant, entre le réfugié et le demandeur d'asile, c'est grâce aux (ou à cause des ?) dispositifs politiques et administratifs et à l'instrumentalisation des outils démographiques. Avant qu'il n'y ait eu de figures du migrant, quel que soit les préfixes qu'on y accole, c'est d'abord d'étranger qu'on a longtemps qualifié l'autre venu d'ailleurs.

Dans ce second chapitre, je définie l'évolution du symbole de l'étranger vers les catégories plus institutionnalisées des migrants, marocains en particulier, afin de comprendre les contextes d'émergence de ces identités migrantes.

## 2.1. Stranger in the city <sup>28</sup>

Dans les légendes populaires et les préceptes de croyances religieuses<sup>29</sup>, l'étranger peut aussi bien être le symbole de la bonne fortune auquel il faut assurer accueil et hospitalité, qu'être de mauvais augure et devenir une menace et un danger. Dans les deux cas, l'étranger est considéré dans les sociétés d'accueil comme un symbole d'altérité, "*extraneus*"<sup>30</sup>, « éloigné(s) des évidences culturelles qui font normes » (Hily et Missaoui 2002). Ainsi, il porte le poids de la différence, non seulement en tant qu'individu, mais en tant que porteur d'une autre culture. Contrairement à la figure de l'"immigré", l'étranger, avec sa prédisposition à la mobilité, rassure sur l'impermanence de sa présence et reconforte ainsi la société temporairement perturbée. Perturbée parce que face à la quête de la stabilité de ses valeurs, elle est renvoyée, devant l'étranger, à ses propres inégalités et irrégularités (Paquot 2012). Aussi l'étranger interrompt-il momentanément l'histoire de la communauté d'accueil : les étrangers « arrivent, passent, s'installent dans des territoires où ils ne sont pas "référencés" par ces "autochtones" qui ont négocié depuis longtemps leur place dans la hiérarchie des légitimités locales. » (Tarrus 2007, 154).

Georg Simmel sollicite *L'étranger* comme manifeste de « l'être-frontière » (Simmel 1988). En déplaçant la limite, l'étranger rend le lointain proche et amène l'inconnu au seuil de la porte. Il engendre toute sorte de spéculation autour de la figure obscure qu'il représente et peut, dans certains cas, exacerber des réactions négatives. Méfiance, violence et ségrégation naissent de la peur de l'inconnu. D'ailleurs, c'est bien dans *L'étranger* que Camus dit « [qu']on se fait toujours des idées exagérées de ce qu'on ne connaît pas » (A. Camus 1942). Les distances symbolique et culturelle de l'étranger finissent par prendre le dessus sur sa proximité physique (Raphaël 2008, 83) et provoquent des mécanismes de repli réciproques. La reconnaissance par opposition – ou du moins par différence, va de pair avec la volonté de sa mise à distance spatiale.

---

<sup>28</sup> "*Stranger in the City*" (étranger dans la ville) fait référence à une chanson du chanteur britannique Jonh Miles, sortie avec l'album éponyme en 1977.

<sup>29</sup> L'accueil de l'étranger est une pratique des croyances religieuses populaires. Depuis les canons bouddhiques, jusqu'aux trois religions abrahamiques, en passant par la morale hindoue, tous appellent à la compassion vis-à-vis des étrangers.

<sup>30</sup> *Extraneus* vient de l'adverbe latin *extra* qui signifie « dehors ». Le mot a plus tard évolué pour passer de "*estrangè*" à "*étrange*". Ce dernier était utilisé couramment pendant le Moyen Âge pour signifier "*étranger*". Avec l'évolution du sens de mot "*étrangè*" vers le "*singulier*" et l'"*extraordinaire*", le suffixe "*er*" a été rajouté pour différencier entre les deux sens.

De symbole, l'étranger devient identifiable en tant qu'immigrant ou migrant et son empreinte spatiale a désormais un nom : *China Town*, ou *Little Odessa* par exemple aux États-Unis ; cités, banlieues, bidonville et *douar*<sup>31</sup> ailleurs. Autant de lieux qui ne sont pas une transposition à l'identique de la vie passée. La condition de *l'étrangèreté*, oblige à une intégration minimale des codes locaux de la société d'accueil qui deviennent des filtres additionnels dans la traduction des modes de vie des étrangers dans l'espace. Ainsi faits, ces lieux sont des tentatives de réconciliation des codes socioculturels d'origine avec les codes locaux.

\*\*\*

Le XX<sup>e</sup> siècle a été marqué par la création de quartiers populaires, de ghettos et d'enclaves qui, à la fois, matérialisent des conditions d'altérité et créent un support communautaire indispensable à l'installation et à la survie des étrangers. Ces spatialisations ne sont pas univoques et évoluent avec l'identité des figures de l'étranger. Ce ne sont pas uniquement ceux qui proviennent d'autres horizons géographiques et culturels qui se retrouvent dans un entre-soi paradoxalement subi et choisi. Il est plus fréquent qu'on ne le pense que de tels lieux de relégation (Donzelot 2004) rassemblent des individus originaires de la société d'accueil, vivant dans « la fragilité sociale, la "condition d'incertitude", l'accès limité aux ressources locales » (Leclerc-Olive 2013), en somme des qualificatifs que l'on pourrait également appliquer aux conditions de vie de l'étranger. Au-delà des différences culturelles, l'étranger symbolise la différence sociale.

Que ce soit les habitants du bidonville, les anciens combattants ou les commerçants et transporteurs transnationaux, les *étrangers* marocains sont en position minoritaire dans les sociétés de résidence. Le contexte postcolonial conditionne considérablement la fluctuation de leur statut d'étranger et leurs rapports à la mobilité. L'étranger figé dans la catégorie de migrant est un processus institutionnel historique. L'expérience individuelle du migrant marocain est alors à resituer dans les traditions migratoires, toiles de fond commune aux multiples parcours.

---

<sup>31</sup> Certains bidonvilles au Maroc sont appelés "douar", qui veut dire littéralement "village", ce qui renvoie à l'identité des migrants ruraux et à leur organisation spatiale implantée désormais dans la ville.

## 2.2. Un (im)migrant dans le bidonville

Le XIX<sup>e</sup> siècle a marqué le début de l'urbanisation de la migration, avec une révolution industrielle qui s'amorce loin des champs et des cultures pastorales. Le passage à un mode de production nouveau, rapide et ne dépendant plus des rythmes des saisons, crée un vaste marché grâce aux avancées techniques. L'industrie dépend cependant du rythme des hommes et, des hommes, il en a fallu pour le fonctionnement et la maintenance des technologies de production. Bien que les deux secteurs soient devenus progressivement interdépendants, pour la production des aliments transformés par exemple, le rythme de l'industrie est marqué par la vitesse et la quantité, dont la force de travail assure le bon fonctionnement.

Le besoin ascendant en main-d'œuvre a engendré une migration des populations du rural agricole vers l'urbain industriel, dans lequel l'accès à l'éducation, aux services de santé et aux opportunités professionnels est plus aisé. La migration rurale s'inscrit dans un mouvement global de recomposition des activités, interne au pays, plus intense que les flux internationaux de la migration. Elle fédère en effet près de 740 millions d'individus (PNUD 2009), soit trois fois plus que le nombre de migrants qui tentent leur chance à l'étranger. La migration interne continue à perpétuer des mouvements qui participent aux mutations régionales, et touchent entre autres à l'équilibre urbain/rural de plusieurs pays du Sud (Harris et Todaro 1970).

Bien que la notion de migration soit associée davantage aux trajectoires internationales, relativement surreprésentées dans les médias et les recherches scientifiques actuelles (Amelina et Horvath 2017; Mazzella 2016; Piché 2013), la migration interne engage les individus qui l'entreprennent dans des transitions à la fois culturelle (évolution des modes de vie, confrontation à l'anonymat des grandes villes et à la diversité de la culture urbaine) et spatiale (évolution du rapport entre les usages et les espaces habités).

Au Maroc, la campagne et la ville sont des territoires historiquement antagoniques, dont les rythmes de développement sont contrastants. La migration rurale inévitable engendre non seulement un changement du paysage démographique, mais aussi une mutation des formes urbaines.

### La ville européenne, une centralité attractive

Au Maroc, on assiste à une révolution industrielle tardive au moment de l'installation du Protectorat français dès la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle. Les autorités coloniales instaurent un régime qui met en péril l'équilibre ville-campagne en divisant le pays en deux. D'une part, le Maroc "utile", comme le qualifie le Maréchal Lyautey, premier résident général du protectorat, concentre toute l'énergie et la croissance et devient vite un foyer d'investissement de notables locaux et de Français établis dans les grandes villes impériales. L'autre part, qualifiée de Maroc "inutile"<sup>32</sup>, réunit les régions du Sud et de l'arrière-pays, et globalement les zones les moins fertiles. La division territoriale et la concentration des efforts nationaux dans les centres urbains ont perturbé l'ordre établi, ce qui a entraîné une altération « des rapports traditionnels que les ruraux ont longtemps entretenus avec la terre » (Haut-Commissariat au Plan 1999a, 4) au profit de l'émergence d'un modèle de croissance rapide et dynamique qui a pris place ailleurs, dans la ville.

La ville dite européenne édiflée en opposition au mode de vie indigène, sur une terre vierge, longe le littoral pour répondre à des intérêts économiques et stratégiques. Ces nouvelles entités urbaines réorientent l'attention des pouvoirs décisionnaires qui y déploient tous les moyens financiers et techniques pour en faire un environnement de vie idéal. Administrations, établissements publics, voiries et réseaux ; tout a été mis en place pour attirer le Marocain de la classe moyenne, ainsi que l'intelligentsia locale, vers un mode de vie inspiré par celui des "occidentaux". Les villes deviennent dès lors « de véritables boulets qui freinent le développement du reste du Royaume : elles [les villes] drainent la majorité des investissements et des forces vives de la nation au détriment du reste du pays » (El Ansari 2009, 5). Ce développement n'a donc été profitable que pour une portion limitée du territoire, tournant le dos à une majorité enclavée qui passe à côté d'un essor économique. La campagne marocaine fait les frais d'un abandon "délibéré". « Le sous-équipement en matière d'infrastructure témoigne à lui seul des contraintes dans lesquelles se débattent des pans entiers de la [cette] population. » (Samouelian 2005, 25). L'opposition ville-campagne se cristallise de plus en plus jusqu'à marquer l'imaginaire collectif au fer rouge : d'un côté la ville, symbole ultime d'urbanité et de civilité, et de l'autre, la campagne, foyer de la paupérisation et du statut quo.

Après l'indépendance du Maroc en 1956, les autorités coloniales laissent derrière des centres urbains équipés initialement pour les Européens qui ont dû faire leurs adieux à un Maroc désormais

---

<sup>32</sup> Le Maroc "inutile" est une expression utilisée d'abord par des géographes français (Jean Célerier, Georges Hardy), et qui a été reprise plus tard par le général Lyautey, premier résident général de France au Maroc (Bennafla et Emperador Badimon 2010).

indépendant. Ils se juxtaposent aux quartiers *indigènes* dans les villes impériales et continuent d'être des points de convergence attractifs face au déclin des zones rurales. La ville entretient dans l'imaginaire collectif de ceux qui y aspirent à y aller « la vision mythique d'un univers envié, parce qu'il dispense la prospérité » (Zouiten 1995, 157). La culture de la ville et son effervescence séduisent et prouvent qu'une ascension socioéconomique est possible.

Plusieurs enquêtes effectuées sur le territoire marocain ont identifié l'impact social de l'image de la ville sur les flux migratoires inter-régionaux<sup>33</sup> (Haut-Commissariat au Plan 1999b). Elle est désirée pour son dynamisme et l'effervescence de ses activités et a une image idéalisée auprès des jeunes. « *L-mdīna* (la ville) "bouge", produit, emploie, consomme et c'est pour avoir accès à cette agitation créatrice et fructueuse et améliorer leurs conditions de vie que de très nombreux ruraux ont choisi l'exode vers les agglomérations » (Boumaza 2006, 121).

La dualité entre urbain et rural – et plus largement entre métropoles et petites ou moyennes villes – impose à de nombreux individus la migration pour la survie ou pour une meilleure vie. Mais parfois, entre le désir et la réalité se creuse un abîme de dissonance. Sans un réseau social de connaissances actif en ville ou de fonds d'épargne permettant un certain degré de stabilité à l'arrivée, la réussite attendue n'est pas toujours au rendez-vous. Les ruraux se confrontent à plusieurs niveaux de décalage, correspondant à la fois aux attentes professionnelles et à la culture urbaine.

### **Le déséquilibre socioéconomique, une mise à mal de l'intégration**

Les migrants ruraux se déplacent vers la ville pour plusieurs raisons : l'amélioration globale des conditions de vie par l'intégration d'un bassin d'emploi accessible, et par l'accès à la scolarisation et aux services de santé. Les aléas climatiques et leurs conséquences sur les activités agricoles, l'attractivité de la ville, ou encore la précarité de l'habitat rural, ne sont pas les premiers motifs de départ. « Les facteurs de migration sont à rechercher dans les inégalités socio-économiques » (Berrada 1998, 24). Loin de la vision néoclassique qui balise les migrations dans des logiques *push-pull* (Lee 1966), ce n'est pas que le manque d'opportunités qui motive le départ, c'est aussi la valorisation plus grande de la scolarisation, et son inscription dans une tradition migratoire.

---

<sup>33</sup> L'étude réalisée par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), qui situe la perception de la ville par les habitants de la campagne, démontre qu'elle reste à l'unanimité perçue comme « un espace ordonné, aménagé, disposant d'une architecture agréable et comportant tous les services nécessaires au mode de vie qu'implique pour eux la vie en ville ».

Un premier décalage s'observe entre les compétences des arrivants en ville et la demande du marché de l'emploi. Les chefs de ménages, leaders majoritaires<sup>34</sup> du projet migratoire, font souvent face à plusieurs handicaps qui les disqualifient vis-à-vis d'un emploi stable et rentable sur le long terme. Selon une étude récente du HCP (Haut-Commissariat au Plan) autour de l'indice composite du niveau de vie au Maroc, l'indice de pauvreté monétaire dans le rural s'élève à 14.4 pour 4.8 dans l'urbain, avec un taux de 47% de ruraux qui ne savent ni lire ni écrire, et dont la majorité s'inscrit dans la tranche des 45 ans et plus (chef.fe.s de famille).

En plus de l'écart entre les savoir-faire et les demandes du marché, les migrants arrivent dans des conditions de hausse de chômage urbain<sup>35</sup> (Boulahbel et El Saadi 2011), qu'ils subissent et auquel, en même temps, ils participent. La réalité urbaine contribue à une désillusion et les ambitions d'ascension sociale et économique ne trouvent pas d'écho. À cet effet, « le secteur informel occupe une position charnière entre l'agriculture et le secteur moderne, comme les bidonvilles sont à la charnière entre le village et les quartiers aisés... Le secteur informel absorbe une bonne partie du surplus de main-d'œuvre que le secteur moderne ne parvient pas à éponger » (Granotier 1980).

La place importante de l'activité professionnelle informelle<sup>36</sup>, l'absence de contraintes administratives et la diversité d'emplois font de l'informel un secteur refuge pour les migrants ruraux.

Le deuxième décalage se manifeste par un déséquilibre social. Le passage du rural à l'urbain est plus souvent qu'autrement accompagné par une mutation des paradigmes d'interaction sociale. On passe d'un modèle de vie communautaire traditionnel à un modèle de vie hétéroclite composé d'une multitude de valeurs.

Le contexte rural se base sur une structure sociale où le groupe et le collectif conditionnent le rôle des individus, leurs interactions et la hiérarchie qui les organise. Basé sur un modèle tribal qui a longtemps été le référent social dominant, le rural est régi par la prépondérance des réseaux de

---

<sup>34</sup> Bien que les hommes soient généralement à l'origine de la migration, qu'elle soit interne ou internationale, elle devient de plus en plus un projet familial ou même un projet d'initiative féminine.

<sup>35</sup> Le postulat de l'offre et de la demande de main-d'œuvre entre le rural et l'urbain tel que théorisée par l'économiste Sir Arthur Lewis dans un article en 1954 (W. A. Lewis 1954) est remis en cause dès les années 1970, où le taux de chômage urbain augmentaient dans les pays en voie de développement, comme c'est le cas au Maroc (Boulahbel et El Saadi 2011).

<sup>36</sup> En 2018, un rapport édité par le cabinet de conseil Roland Berger pour la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (Cabinet Roland Berger 2018) estime le poids du secteur informel à 170 milliards de dirhams (presque 15 milliards d'euros) pour 2,4 millions d'emploi, allant du BTP au commerce, en passant par toutes sortes d'activités artisanales non recensées. Cette offre large, s'ancrant plus particulièrement dans la ville, rassure les migrants internes et leur garantit une place dans le monde professionnel urbain, mais peu de durabilité et beaucoup de risques liés à l'absence d'un revenu régulier et aux conditions de travail souvent précaires.

solidarité, l'importance de la structure familiale et la dominance des règles religieuses comme lois de gouvernance du groupe<sup>37</sup>.

Le migrant rural sort de cette configuration sociétale pour s'immerger dans sa *version* urbaine, administrée par des lois civiques, et où la structure administrative domine la gestion du territoire et des habitants. La ville marocaine n'est certes pas dépourvue de valeurs traditionnelles qui sont davantage à l'initiative des individus que des institutions, mais elle est un environnement nouveau où l'anonymat domine le schéma social. Cette "attitude" s'accorde avec une population de plus en plus cosmopolite dans les villes contemporaines, fondées sur un système néolibéral. Le mélange d'*inconnus* dont les systèmes de valeurs ne se croisent pas unanimement induit une atmosphère de méfiance et de peur renforcée par une ascension de l'insécurité.

La ville est un espace dominé par l'anonymat, où l'entraide traditionnelle laisse place à l'incertitude. On peut trouver en cet attribut urbain un gage de liberté, mais il arrive que les non-initiés se perdent dans une « densité mouvante » (Pétonnet 1987, 4).

Dans le contexte de la migration rurale, l'anonymat se manifeste dans le rapport entre les individus migrants et les populations locales. L'étude du HCP montre que la perception des ruraux par les citadins se fait sous une lumière globalement disqualifiante. « La représentation du rural dépasse les cadres de l'espace et de l'économie et prend des dimensions psychosociales. [...] les hommes reflètent le niveau d'évolution de leur environnement. "Les gens du rural" sont alors à l'image de leur espace et de l'activité économique dominante, *bida'iyin* (primitifs) » (Haut-Commissariat au Plan 1999a, 251). Les préjugés sont à l'origine de nombreuses formes d'exclusion à l'égard des migrants ruraux déjà en fragilité économique, et désormais sociale.

### **Le bidonville, une marge dans la ville**

Le troisième décalage est spatial et renvoie aux conditions matérielles de vie. La pauvreté au Maroc est un phénomène essentiellement rural (Oxfam 2019), même si elle tend s'installer en ville avec le déplacement des populations. La vulnérabilité des migrants ruraux à l'arrivée en ville se manifeste par des modes d'habiter souvent marginalisés. Les grandes étendues de la campagne sont troquées contre des espaces exigus, perdus dans la densité bâtie urbaine. Si au départ les grandes villes ont

---

<sup>37</sup> En Islam, la solidarité et la cohésion sociale ne sont pas de l'ordre du choix mais du devoir. C'est ainsi que, dans les campagnes marocaines, que ce soit au sein des membres d'une même tribu ou village ou envers les étrangers et les voyageurs, la solidarité et l'entraide sont de vigueur en dépit de l'origine de la personne assistée.

été la première destination des migrants ruraux, aujourd'hui ils s'orientent tout autant sinon davantage vers les villes moyennes, les premières n'étant plus apte à réguler l'explosion démographique. Des villes comme Salé, contiguë à Rabat, sur le front atlantique, restent un foyer de migration interne important, compte tenu de la diversité des classes sociales qu'elle accueille et de l'offre professionnelle variée qu'elle propose.

Habiter l'urbain pour les migrants ruraux est conditionné par l'accessibilité à l'emploi et aux services de première nécessité. Les quartiers populaires et les quartiers paupérisés sont des destinations de prédilection pour ceux qui aspirent à un premier pied-à-terre urbain.

À Salé, les premiers migrants ruraux s'orientaient vers les anciens caravansérails (*Image 1*), les *foundouks*, qui initialement sont des espaces de passage pour les commerçants en itinérance et les voyageurs. Avec le temps, ils se sont transformés en lieu de convergence pour les ruraux venant s'installer en ville, et sont devenus des espaces habités précaires et denses où s'entassent des familles migrantes venant des campagnes avoisinantes.

Chaque famille occupait l'hébergement d'un seul commerçant ou voyageur : le *foundouk* traditionnel est devenu un logement collectif d'un tout autre genre.



*Image 1 Caravansérail (foundouk) transformé en ateliers de teinture, dans la médina de Marrakech. Des foundouks existent encore dans différentes villes au Maroc comme espaces commerciaux ou logements précaires © 3semaine.info*

La présence limitée de ces lieux d'habitation, l'industrialisation croissante et l'étalement urbain amorcé ont fait émerger de nouvelles formes de cristallisation :

« Les migrants sont, dans des contextes urbains de pénurie de logements décents et accessibles aux masses, condamnés à une fatalité de la destinée. Ils sont voués, comme groupe social à faible capacité économique et dans un contexte où la production immobilière se limite à des segments bien particuliers de la population, à des types particuliers de logement et subissent un traitement à part qui les entraîne vers des types spécifiques d'insertion et de formes urbaines. »  
(Zouiten 1995, 73)



Image 2 La façade atlantique du bidonville historique de Nouayel à Salé. Selon les habitants, sa création remonte aux années 1950-60 ce qui explique sa fortification remarquable. Le bidonville se situe stratégiquement au milieu d'un bassin d'activités informelles, entre le marché de fruits et légumes, le marché aux puces et la "joutia"<sup>38</sup> d'artisanat. 2018 © Myriame Alioualla

Le bidonville devient un lieu du salut et un espace habité censé être temporaire. L'histoire montre qu'il tend à perdurer et à se stabiliser jusqu'à devenir un tissu urbain à part entière (Image 2), évoluant sans cesse. Les migrants ruraux les plus vulnérables y élisent domicile, comme une « entrée dans la

---

<sup>38</sup> La "joutia" est un marché de la ferraille organisé tous les jours ou toutes les semaines dans les villes du Maroc, sur les trottoirs le long des routes ou à l'air libre, où les objets anciens ou usagés sont vendus par un commissaire-priseur ou un courtier, comme c'était le cas par le passé.

C'est un espace distinct dans la société marocaine. Celle de *Sidi Moussa* représente plus particulièrement un marché d'artisanat (menuisiers, ferronniers, tapissiers) où se réunissent brocanteurs et artisans pour la confection de meubles et d'objets d'usage quotidien, dont les prix sont accessibles généralement aux habitants du quartier.

ville » (Missaoui et Tarrus 2006), un sas vers une vie urbaine prospère. « Territoires de pauvreté, ces espaces urbains sont également des lieux d'innovations et de frugalité contraintes » (Damon 2016, 7). Des pratiques y naissent issues de la conjugaison entre culture rurale et spécificités socio-économiques et spatiales de l'environnement urbain.

Dans le domaine de l'architecture, le bidonville a très tôt suscité la curiosité des architectes et des urbanistes. Le terme est né pendant les années 1920 pour décrire la prolifération de logements de fortune dans la couronne du grand Casablanca. Ce système d'habitat croise le bricolage vernaculaire et la concentration du capital dans les grands centres urbains. Dès le début des années 1950, l'architecte et urbaniste français assigné par le protectorat, Michel Ecochard, fait construire un ensemble de maisons à patio, inspiré directement du mode de vie des habitants des Carrières Centrales<sup>39</sup> (*Image 3*), le bidonville historique de *Hay Mohammadi*. L'imbrications de modules, à la base individuels et horizontaux, subissent, à travers le temps, des appropriations informelles et des transformations propres aux savoir-habiter du bidonville (*Image 4*).



*Image 3* Juxtaposition de la trame 8×8 m d'Ecochard et le bidonville des Carrières Centrales, Casablanca © Photothèque du ministère de l'habitat marocain / [www.thefunambulist.net](http://www.thefunambulist.net)



*Image 4* Immeuble Nid d'Abeilles de George Candillis, Alexis Josic et Woods Schadrac, Casablanca. En haut, état initial, en bas, en 2016 © Léopold Lambert / [www.thefunambulist.net](http://www.thefunambulist.net)

<sup>39</sup> Derrière la tentative louable de faciliter la transition des populations indigènes vers un mode d'habiter intermédiaire, entre la morphologie du bidonville et le logement collectif européen, se cachait la volonté de l'autorité coloniale d'atténuer mes mouvements anticoloniaux de l'époque (Lambert 2017).

Plus récemment, l'architecte chilien Alejandro Aravena, lauréat du prix Pritzker<sup>40</sup> de l'édition 2016, invite les architectes à puiser dans les ruses des morphologies urbaines informelles pour faire face à l'épuisement des ressources spatiales, à la croissance démographique mondiale et à l'étalement urbain incontrôlé. Il met la communauté au centre de ses interventions, et s'inspire des bidonvilles et favelas sud-américaines pour créer des espaces qui font sens (Ponsford 2016). De nombreux critiques ne tardent pas à reprocher ce qu'ils qualifient de fétichisation des bidonvilles et de l'architecture de la pauvreté (Hancox 2014). En habitant le bidonville, le migrant rural vit avant tout dans une situation socio-spatiale doublement contraignante : c'est à la fois l'éphémère lié à un destin incertain et l'immobilité structurelle<sup>41</sup> qui freinent les ambitions migratoires initiales d'un accès légitime aux services de la ville moderne. La condition du migrant rural se transforme en celle de *bidonvillois*, une « figure de manque »<sup>42</sup> (Leclerc-Olive 2015, 26) et une identité connotée de disqualifications.

Le programme « Villes sans bidonvilles » lancé au Maroc en 2004 pour une résorption totale des bidonvilles du pays à l'horizon de 2012, n'a pas su répondre avec l'efficacité attendue aux ambitions du programme dont les délais ont été reportés à 2021. Le fait de lier l'éradication du bidonville à l'éradication de la pauvreté de ses habitants a été la source d'un décalage entre les attentes des habitants (accéder à une vie digne, un logement décent et à un emploi durable) et les actions menées par le gouvernement. Cela a entraîné la stagnation de la situation des *bidonvillois* qui se retrouvent immobilisés dans ce qui était censé être une mobilité pour l'amélioration des conditions de vie.

\*\*\*

L'accentuation de l'émigration rurale marocaine vers les pôles urbains dès les débuts du XX<sup>e</sup> siècle est indissociable des efforts de structuration urbaine, initiés par les autorités coloniales françaises. La concentration des ressources dans les villes impériales, centralités européennes sur le littoral, sont quasiment une invitation ouverte aux populations des territoires dévitalisés, essentiellement ruraux. L'arrivée massive d'une main-d'œuvre peu qualifiée, aux capitaux culturels, sociaux et économiques en décalage avec des modes de vie urbains et occidentalisés, ne trouve pas forcément de solution d'accueil suffisamment efficace et laisse la population fraîchement arrivée responsable

---

<sup>40</sup> Le prix Pritzker est un prix annuel d'architecture, créé par Jay Pritzker, homme d'affaires américain, et sa femme Cindy Pritzker, depuis 1979. Décerné par un jury indépendant, le prix est considéré comme étant le « Prix Nobel de l'Architecture », avec une dotation de 100 000\$ pour le(s) gagnant(s) de chaque année.

<sup>41</sup>

<sup>42</sup> S'étant généralement installés dans la ville de manière informelle, plusieurs *bidonvillois* n'ont pas de statut de propriété, un autre élément de déséquilibre par rapport aux citoyens qui y voit un manque de légitimité.

de sa destinée. Les premiers bidonvilles naissent à Casablanca mais ne tardent pas à devenir une alternative de logement naturelle face à l'incapacité des autorités locales à absorber les masses d'arrivants. De concours de circonstances, habiter en bidonville finit par être la destination finale du projet migratoire, en dépit des ambitions initiales. Les migrants deviennent habités par les lieux : des *bidonvillois*.

En 2020, certains bidonvilles au Maroc accueillent des générations nées de la migration rurale. Elles y vivent avec, d'un côté, la contestation d'une immobilité subie et le regret de l'impossibilité de mener à terme le projet migratoire initial ; et, de l'autre, la revendication du droit à la ville et à l'autonomie pour les habitants de ces territoires marginalisés. Même si plusieurs ne se considèrent pas migrants à proprement parler, y compris certains primo-arrivants, leurs trajectoires territoriales, les contraintes qui conditionnent leur vie citadine et leurs ambitions s'inscrivent dans les ressorts migratoires du déracinement, de l'assimilation, de la vulnérabilité, du rejet ou de l'intégration. Ils sont encore, quelque part, étrangers.

### 2.3. L'immigrant-émigré, une rupture transfrontalière

L'émigration et l'immigration illustrent la dynamique double de sortie et d'entrée, et représentent les deux faces d'une même pièce. La différence entre les deux est une différence de perspectives. La catégorie d'immigrant-émigré est née de l'institutionnalisation de la figure de l'étranger, trop floue pour être recensée, trop abstraite pour être quantifiée, dont la présence est censée être limitée dans le temps. Quand le provisoire se transforme en permanent, les politiques publiques, soutenues par un pan de la recherche scientifique (Alexis Spire 1999), ont commencé par établir les paramètres pour mesurer objectivement l'ampleur du phénomène, afin d'aboutir à un plan de gestion des populations étrangères, décidées à s'installer durablement.

La figure de l'immigré en France, fait l'objet de nombreuses lois, depuis l'installation du Haut Conseil à l'intégration (HCI) en 1989 jusqu'à la création polémique<sup>43</sup> plus récente du Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire en 2007, supprimé moins de deux ans après. Mais la structuration de l'État-Nation explique pour beaucoup l'imposition de l'identité nationale comme unité d'évaluation d'appartenance des populations ; ce qui identifie le *nous* des *autres*. La nationalité devient un critère d'appartenances sociale et culturelle ainsi qu'un « paramètre structurant de la segmentation du marché du travail et de l'accès aux assurances sociales naissantes » (Rosental 2010, 77), avec l'évolution graduelle vers l'État-Providence. La définition de l'immigré naît d'une vision prédominante de la nationalité sur l'identité : « Est immigrée toute personne née étrangère, dans un pays étranger, qui vit en France »<sup>44</sup>. Les démographes, maillons décisifs dans l'élaboration d'une nouvelle catégorie de classement des individus et des groupes, assurent que cette caractéristique « invariable » permet d'éviter la confusion liée à la figure de l'étranger (Tribalat 1989, 2). La définition catégorielle fait acte de normalisation d'une population plurielle, d'autant plus que son usage dépasse le dénombrement statistique pour devenir l'objet de controverses dans les discours politiques et médiatiques. En limitant la définition de l'immigration au pays de naissance de l'individu, l'administration française

---

<sup>43</sup> Dès sa création, Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire a fait l'objet de plusieurs critiques comme l'instrumentalisation politique de la question migratoire pour répondre à des stratégies électorales, les budgets colossaux mobilisés pour les actions du ministère, les contrôles policiers renforcés et arbitraires et, surtout, l'instauration d'un climat de xénophobie. Certains chercheurs n'ont pas hésité à se mobiliser pour reprocher l'association-même des mots « immigration » et « identité nationale » qui ne ferait qu'alimenter davantage les tensions préexistantes (Association française des anthropologues 2007).

<sup>44</sup> Définition élaborée par le Haut Conseil à l'intégration (HCI) au début des années 1990, pour établir un critère d'évaluation et de recensement statistique de l'installation *étrangère* en France.

accorde des attributs qui sont « parfois non représentatifs de la complexité des trajectoires et du rapport que construit l'individu avec les différents lieux de son parcours » (Guérin-Pace 2006, 112). La tradition de l'immigration marocaine en France est le berceau d'une histoire fluctuante et tourmentée qui fait désormais partie de l'identité de toute une diaspora. Premier pays d'immigration, la France occupe une place significative dans l'imaginaire collectif marocain ainsi que dans la culture locale, ne serait-ce que par une appartenance commune à la francophonie. Ancienne autorité coloniale, son héritage est à la fois contesté par ceux qui dénoncent une colonisation encore omniprésente des esprits<sup>45</sup>, et célébré par ceux qui reconnaissent à cet ancien empire une contribution considérable au développement infrastructurel du pays, encore viable de nos jours. Quoiqu'il en soit, la France a été une destination prisée d'immigration dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans des modalités de mobilité qui ont évolué au fur et à mesure sous le même emblème de l'"immigré".

### L'institutionnalisation de l'identité migrante

Parler de l'immigration c'est parler en métaphores ; « métaphore marine des vagues, des flux, des courants, métaphore agricole de la transplantation, de la greffe, de l'enracinement, métaphore biologique de l'assimilation et de l'absorption » (Streiff-Fénart 2013, 65). En France, l'immigration va de pair avec une stratégie nationale d'intégration, parce que l'immigré, contrairement à l'étranger, *est là pour rester*. D'ailleurs, « immigré » plutôt que « migrant » parce qu'il est vu dans les définitions officielles comme acte achevé, cristallisé sur le long terme et nécessitant dès lors un réel plan de gestion. C'est aussi une *identité* achevée. En effet, un immigré peut ne plus être *étranger* et devenir *Français* par acquisition, mais il restera toujours "immigré", à tel point que l'identité est transmise à ses descendants. Que ce soit dans les discours politiques ou dans les médias, il n'est pas rare d'entendre parler de « générations issues de l'immigration », population qui, selon Gérard Noiriel (1989), n'existe pas. Et pourtant, "immigré", d'abord catégorie statistique, s'est progressivement transformé pour devenir un signe identitaire à part entière qui « peut être étendu(e) sur plusieurs générations comme un stigmate essentialisant, une impossibilité à appartenir pleinement au territoire de résidence, au sol » (Galitzine-Loumpet 2014, 189). Le stigmate ne marque pas tous les *immigrés* de la même manière. Les Italiens, les Suisses ou les Belges, venus dans le cadre de

---

<sup>45</sup> La société marocaine est rongée par un complexe d'infériorité à l'égard des pays étrangers, et plus particulièrement à l'égard de la France. Depuis le début des années 2010, certains mouvements de revendications ont invité à la transition d'un système français (que ce soit d'éducation, de langue, ou même de certaines lois qui sont calquées sur le modèle français) à un système international en échangeant le français comme seconde langue officielle par l'anglais par exemple.

« l'immigration de peuplement », semblent moins mis au ban de la société. Les plus stigmatisés sont plutôt les Maghrébins, les Levantins et les Asiatiques, le plus souvent en provenance des anciennes colonies, *convoqués* pour une « immigration de travail ayant vocation à repartir » (Streiff-Fénart 2013, 68).

La lecture postcoloniale est utile à la compréhension de plusieurs traditions migratoires puisqu'une « grande partie de la migration mondiale contemporaine, en particulier celle entreprise par les moins favorisés, les démunis et les dépossédés, a lieu chez les sujets postcoloniaux. »<sup>46</sup> (Nair 2013). Dans le contexte de l'*immigration* marocaine en France, elle s'est longtemps effectuée sur un fond de domination liée à l'entreprise coloniale établie au Maroc sous forme de protectorat. La domination accompagne en filigrane les rapports de pouvoir entre les autorités nationales en France, et leurs travailleurs *immigrés* importés des anciennes colonies, comme on importerait de l'énergie fossile, pour faire fonctionner les machineries et qui disparaîtrait une fois la tâche accomplie. C'est d'ailleurs quand la migration ouvrière temporaire s'est transformée en migration de peuplement, avec l'apparition de nouvelles voies d'entrée vers la France comme celle du regroupement familial, que le pays a mis fin à sa politique d'immigration officielle. La fermeture des frontières a, à son tour, généré d'autres voies de passage, y compris par des portes illégales.

Malgré la grande diversité de la population immigrée, son identité en France est surplombée par une incompatibilité ethnique et culturelle irréductible qui éclipse les autres vrais débats et enjeux que demandent la gestion des communautés. Là où certains crient à l'invasion et revendiquent l'impératif d'une sauvegarde des symboles nationaux, culturels et religieux, d'autres voient les défis sociaux et de classes qu'engendre la présence des étrangers, travailleurs restés là où ils n'étaient plus désirés.

### **Aux origines d'une figure de subordination**

Tout a donc commencé dans les années 1960. Suite aux dégâts de deux décennies de conflits mondiaux, la France a décidé de puiser dans son expérience désormais confirmée en territoire Nord-africain pour signer traités et conventions avec ses anciennes colonies. Grâce à des accords bilatéraux, le Maroc est devenu en 1963 pourvoyeur officiel de main-d'œuvre en France (Belbah et Veglia 2003, 23). Les frontières grandes ouvertes et la libre circulation de mise entre les deux pays, certains jeunes Marocains, en majorité des hommes, décident de rejoindre la force travailleuse des

---

<sup>46</sup> Citation originale : « much contemporary global migration, especially that which is undertaken by the less advantaged, the disempowered, and the dispossessed, takes place among postcolonial subjects. »

migrants saisonniers (Lamchichi 1999, 148), essentiellement dans le domaine agricole. Les migrations sont souvent un prolongement d'itinéraires internes poussés par la prolétarianisation et la précarité (Chattou 2000) que vivait le Royaume à l'issue de son indépendance. Encore une fois, le contexte postcolonial et la difficulté d'instaurer une bonne gouvernance au Maroc ont été tous les deux déterminants dans la création de routes migratoires entre les deux pays.

Dix ans plus tard, fermeture des frontières. La décision de l'État français n'a pourtant pas affecté l'évolution démographique des Marocains en France qui a continué à augmenter assidument, et qui s'est féminisé<sup>47</sup> graduellement avec le regroupement familial, et plus tard par des initiatives individuelles (Miranda 2012). La population immigrante aura tendance à rajeunir et à relever la courbe de vieillissement de la population immigrée déjà installée sur le territoire français. Les hommes ouvriers immigrés ne dominent plus la représentation des Marocains en France et la focale se réoriente vers un public plus jeune (Chamkhi et Ibourk 2017, 9).

La catégorisation des Marocains en tant qu'immigrés cristallise un rapport de subordination (Sayad 1981) déjà là dans le discours colonial, et toujours d'actualité. Longtemps cette population s'est limitée à la figure du travailleur, venu remplir des tâches physiquement exigeantes dans l'agriculture ou le bâtiment, créant un déséquilibre entre nationaux et non-nationaux ayant migré dans le cadre du travail. La hiérarchie d'abord professionnelle (recruteurs et travailleurs) s'est transformée en hiérarchie sociale, résultat indissociable de la pensée de l'État selon Abdelmalek Sayad (1999). Elle reflète le statut et la condition des immigrés tels que décidés à l'échelle de la politique nationale française. Elle traduit aussi la relation inégale et « le rapport de forces entre les deux pays, les deux sociétés, les deux cultures » (1991, p. 270). L'identité de l'immigré est conditionnée plus par le discours du pays d'accueil que par le récit migratoire individuel.

Dès les années 1990, ce n'est plus le marché du travail qui fait l'immigré, bien qu'il continue à s'y inscrire majoritairement<sup>48</sup>. Le débat national s'intéresse plutôt aux questions d'*identité*, de *culture*, de *religion*, aux comportements "assimilable" ou "non-assimilable", signes d'inquiétude de l'opinion publique locale :

---

<sup>47</sup> D'après le fichier des recensements historiques de l'INSEE, la présence des Marocaines par rapport au total des Marocains en France est passée de 21,8% en 1968 à 48,9% en 2013.

<sup>48</sup> « En dépit d'une hausse tendancielle des autres catégories socioprofessionnelles, l'emploi ouvrier reste largement plus dominant parmi les hommes en 2013. Chez les femmes c'est surtout l'inactivité qui reste la plus répandue (près de la moitié des femmes âgées de 15 à 64 ans en 2013 sont inactives) » (Chamkhi et Ibourk 2017, 18). Ces conditions sont dues aux limites sociales, à la ségrégation et au déséquilibre des opportunités.

« Pour se différencier de l'étranger devenu un "ethnique", le Français doit être nommé d'un terme également ethnique. C'est la fonction que remplit l'adjonction de la qualification "de souche" qui indique la réduction de "Français" au niveau, infranational, de l'ethnicité. » (Streiff-Fénart 2013, 75)

D'autre part, l'effet des discours politiques de plus en plus concentrés sur le décalage entre les valeurs immigrées et les valeurs de la République dépasse les frontières nationales pour affecter l'image des individus dans leur propre pays d'origine (Schiff 2015). Au Maroc, les jeunes<sup>49</sup> émigrés, plus que leurs prédécesseurs, sont considérés pour la majorité comme des touristes. Ils sont appréciés pour l'argent européen qu'ils viennent dépenser et peut-être partager avec la famille élargie, mais ils restent tout de même des "zmagria"<sup>50</sup>, des Marocains partis pour l'eldorado occidental occuper les fonctions subordonnées, et venir exposer les miettes de l'étranger pour en faire des richesses au pays. Ce sont des Marocains "dénaturés" (Schiff 2010, 74) qui n'ont pas plus leur place au pays que ceux qui y sont vraiment étrangers.

L'intégration prend beaucoup plus d'ampleur maintenant qu'il est question de "culture", en mettant en jeu les grands équilibres identitaires, la cohésion entre les groupes, l'identité nationale et en définitive une représentation de l'État-Nation. (Laacher et Sayad 1999, 167). Si l'étranger était le symbole de l'altérité, l'immigré est devenu celui de l'antagonisme, renvoyé à ce qui lui fait défaut (Leclerc-Olive 2015, 26). L'usage macrostructural de l'intégration comme enjeu contraste avec le sens réel que les immigrés lui confèrent par le bas. En effet, « ce qui frappe dans le point de vue immigré, c'est qu'il met fortement l'accent sur la dimension locale de l'intégration » : nouer un lien étroit « avec son environnement social immédiat » et « être reconnu par lui comme un acteur de la vie locale, telle qu'elle se déroule au quotidien » (Barou 1999; Lamchichi 1999, 150-51).

Il s'agit alors d'une échelle urbaine et locale moins normative, s'insérant dans le registre de la communauté plutôt que celui de la nation. Les immigrés, et parmi eux les Marocains, cherchent à être considérés comme acteurs locaux qui peuvent eux aussi « renouveler et changer les pratiques

---

<sup>49</sup> Ces émigrés sont relativement jeunes par rapport aux premières générations qui se sont installées dans le cadre de l'immigration officielle initiée par l'État français. Elle concerne aussi ceux qui sont né ou sont arrivés à un très jeune âge en France et qui y ont grandi.

<sup>50</sup> "Zmagria" veut dire *immigré* en dialecte marocain. Ce qualificatif est souvent employé de manière péjorative pour décrire les Marocains qui quittent le pays à des fins économiques pour s'installer en Europe, ainsi que leurs enfants y ayant grandi. Les "blédards", primo-arrivants et Marocains restés au pays, reprochent aux "zmagria", « d'avoir un comportement irrespectueux et ostentatoire vis-à-vis des personnes résidant dans le pays d'origine et de chercher à les tromper sur la réalité de leurs conditions de vie en France en tirant avantage du décalage de richesse entre les deux pays » (Schiff 2010, 74).

culturelles dans une ville donnée et, ce faisant, élargir souvent les frontières culturelles de la ville elle-même. »<sup>51</sup> (Iskander 2013, 1909).

### Habiter les foyers, les cités et les quartiers populaires...

La réflexion autour de la spatialisation de l'immigration dans les villes et ailleurs s'est construite graduellement jusqu'à générer un débat pressant sur la cohésion sociale au travers de l'identité des quartiers populaires, des enclaves ethniques et de la nature de la ségrégation socio-spatiale. Au départ, l'arrivée des migrants – futurs *immigrés* – n'étant pas entendue comme une installation durable sur le territoire français, la question du logement est reléguée aux initiatives privées des employeurs et des travailleurs.

L'hébergement en hôtels meublés ou en abris de fortune n'est pas rare et ne préoccupe pas les autorités locales et nationales. Du point de vue de l'habitat, la précarité caractérise globalement leurs conditions de vie (*Image 5*).



En 1956, les foyers Sonacotra<sup>52</sup> sont créés, initiative privée encouragée et financée par les pouvoirs publics afin de répondre à la demande pressante de logement des travailleurs désormais *immigrés*. Ce sont des immeubles neufs ou réhabilités qui rassemblent des chambres collectives et individuelles de

*Image 5 Bindonville de Bizis, 1956. Exemple de logements de fortune de travailleurs immigrés. © Henri Salesse / MEDDE-MLETR*

5 à 9 m<sup>2</sup> (*Image 6 & Image 7*), « séparées entre elles que par des contreplaqués qui interdisaient toute intimité » (Mangeot, Patouillard, et Saint-Saëns 2001). La configuration des foyers, l'isolation et le règlement quasi militaire imposé aux occupants n'ont pas manqué de susciter la colère et l'indignation de plusieurs acteurs, à commencer par les résidents eux-mêmes qui organisent un

---

<sup>51</sup> Citation originale: « renew and change the cultural practices in a given city and, in so doing, often expand the cultural boundaries of the city itself. »

<sup>52</sup> La Sonacotra fut d'abord Sonacotral (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs algériens) avant d'être ouverte à tous les travailleurs étrangers en 1963.

mouvement de lutte et des grèves. Pourtant, la construction des foyers continue jusqu'aux années 1970, moment où le regroupement familial va imposer d'autres solutions.



Image 6 La largeur d'une chambre, foyer Karl Marx Sonacotra à Argenteuil, années 1970 © Coll. Génériques/Fonds Saïd Bouziri / [www.generiques.org](http://www.generiques.org) Image 7 Construction d'un foyer à Nanterre, 1967 © DR/Adoma / [www.generiques.org](http://www.generiques.org)

À l'image de l'immigré ouvrier, célibataire, isolé, qui exécute la tâche requise dans des conditions précaires, se substitue l'image de la famille immigrée dont la vulnérabilité et la visibilité nécessitent des mesures exceptionnelles. L'accès aux grands ensembles et aux HLM leur est ouvert comme un premier pas vers la résolution du mal logement. Rapidement, ces quartiers qui cherchaient à valoriser la mixité entre classes moyennes et populaires, se transforment en zones de relégation jusqu'à produire l'image stéréotypée largement véhiculée de la *banlieue ethnique*. La baisse des emplois industriels entraîne une vague de chômage qui touche les travailleurs immigrés, main-d'œuvre majoritaire du secteur. Le logement en grands ensembles étant plus accessible aux populations vulnérables<sup>53</sup>, aujourd'hui encore, sa représentation dans l'opinion publique est assimilée à celle du quartier « sensible » où se concentrent les populations étrangères. Une telle réputation encourage davantage encore l'évasion des classes moyennes (Donzelot 2004), refusant d'être associées à l'habitat disqualifié sous la pression d'une ethnicisation réelle ou fantasmée :

*« Une des conséquences de cette assignation identitaire tient dans le clivage au sein des catégories populaires entre « Français » et « immigrés », que l'on retrouve sur le plan social et spatial dans l'opposition de plus en plus racialisée entre habitants des « banlieues » et des zones pavillonnaires. » (Landais 2011, 59)*

<sup>53</sup> Selon, l'étude Trajectoires et origines (Beauchemin, Hamel, et Simon 2016), 42 % des immigrés en provenance d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et de Turquie se concentrent dans les 10 % des quartiers les plus précarisés.

L'enclave ethnique se superpose à l'enclave paupérisée pour en faire des lieux laissés à l'abandon et des « zones de non-droit » (Damon 2010). L'immigration devient le marqueur de la marge, de la déviance et de l'exclusion, si bien que « par extension, les quartiers exclus sont souvent définis par la proportion d'immigrés » (Alexis Spire 1999, 52) qui y habite.

La vulnérabilité de l'habiter en *immigration* n'est pas uniquement lié aux ressources financières qui permettent ou pas l'accès à des conditions de vie favorables. La ségrégation, le délit de faciès et le racisme institutionnel (P. Simon 2006) conditionnent en arrière-plan la répartition des populations immigrées sur le territoire urbain. « Ils sont concentrés dans les parties les plus anciennes et les plus excentrées du parc de logement social, et le délai d'attente après le dépôt de la demande est en moyenne double par rapport à l'ensemble des ménages. » (Lévy-Vroelant 2006, 10). Le rejet reflète, au-delà des actions volontaristes de la politique nationale, la résistance d'un pan de la population française qui refuse de voir construire des logements sociaux à proximité de chez eux. Le phénomène NIMBY<sup>54</sup> est nourri par la peur du « risque sociologique » (Lévy-Vroelant 2006, 10) qui mènerait, à terme, à la dévalorisation économique et symbolique du quartier.

La dimension spatialisée de l'immigration ne se limite pas uniquement à l'enclavement des minorités étrangères. La visibilité ascendante des immigrés dans l'espace public participe d'une mutation profonde du paysage urbain français. La lutte sociale des années 1970 est renforcée par la lutte identitaire des années 1990 qui rend publiques les revendications d'un traitement égalitaire face à la différence culturelle. Le but est de reconnaître la légitimité historique des immigrés maghrébins, dont les marocains, dans l'espace public français.

La croissance démographique de la population immigrée appelle à la création de réseaux *ethniques* qui servent globalement d'environnement palliatif<sup>55</sup> d'intégration (Lamchichi 1999, 150). Dans les grandes métropoles aussi bien que dans les petites villes françaises, plusieurs lieux de socialisations propres aux immigrés s'articulent autour d'enseignes commerciales qui répondent aux habitudes culturelles des immigrés<sup>56</sup>. Leur rôle dépasse le simple service commercial pour devenir des nœuds de sociabilité pour les immigrés d'une même communauté. La popularité de telles enseignes et leur

---

<sup>54</sup> « Not in my backyard ».

<sup>55</sup> L'environnement « palliatif » d'intégration ne renvoie pas ici au même sens des quartiers *d'acclimatation* tel que théorisé dans l'École de Chicago. Ces réseaux et espaces communautaires ne sont pas un sas d'entrée vers l'intégration, ni une étape. Ils sont la manifestation même d'une forme d'intégration qui ne les empêche pas d'intégrer d'autres réseaux locaux de sociabilité. Cet entre-soi n'est pas toujours subi.

<sup>56</sup> Cela fait référence plus particulièrement aux restrictions alimentaires des immigrés, la création du modèle d'"épicerie arabes".

démultiplication dans les villes transforment cette “ambiance” (Goudichaud 2006) en une identité nouvelle qui se superpose à celle des quartiers préexistants. Il n’est pas rare de parler de “quartier arabe” quand on parle d’un quartier historique de la ville où boucheries, commerces *halal* et épiceries se sont installées. Les agrégations autour de ces repères urbains montrent davantage « l’immigration dans sa dimension communautaire » (Battegay 1992, 83).

\*\*\*

Le profil de l’immigré se construit sur un fond de ruptures. Une rupture avec le pays de résidence où la différence culturelle est créatrice de distances, que ce soit par le mécanisme repli de l’immigré face au rejet, ou par les injonctions structurelles qui immobilisent l’immigré socialement et spatialement dans l’altérité. Et une rupture avec le pays d’origine, où l’immigré est considéré comme “dénaturé” dans un territoire qui lui est pourtant familier.

Le passage d’une définition institutionnelle de l’étranger en immigré est à l’origine de dynamiques sociales qui limitent le rôle des arrivants dans des positions de subordonnés dont il est difficile de sortir. Le double éloignement social et culturel est renforcé par un éloignement spatial. Le clivage Nord-Sud se traduit par le clivage centre-périphérie avec la relégation en banlieue. Cela partait pourtant d’une bonne intention. Les cités actuelles ont rencontré un franc succès à leur création dans les années 1950, prônant la mixité sociale et l’égalité entre tous, avant la fuite de la classe moyenne vers le pavillonnaire pour accomplir le rêve de la maison individuelle. Pourtant, les lieux de l’immigration ne se limitent pas à l’image figée de la banlieue sans issue. L’ascension sociale des populations immigrées reste possible, mais elle se fait souvent par un effet de fuite (Villechaise-Dupont 2000). La trajectoire spatiale en est un indicateur.

La vie urbaine des immigrés fluctue entre visibilisation et invisibilisation. Les réseaux ethniques et les espaces de sociabilité créés (Chattou 2000, 95) pansent le déni et les ruptures à travers le développement de voies d’échanges sociales et commerciales transnationales plus élargies. A l’aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les migrations sont de moins en moins linéaires, et rarement irréversibles. Si l’identité institutionnelle de l’immigré est “achevée”, les mouvements XXI<sup>e</sup> siècle l’ont remise en marche.

## 2.4. Le transmigrant, une organisation en réseau socioprofessionnel

Si le XXI<sup>e</sup> siècle devait se pourvoir d'un indicateur, ce serait celui de la mobilité ; mobilité des informations, des biens et des personnes. La transmigration est l'apanage d'un système d'itinérance accrue où les repères ne se trouvent plus uniquement dans les territoires et les nations, mais dans les maillages réticulaires. Elle engage l'individu dans plusieurs espaces transnationaux de ressource, de transit, d'échange et de fixité qui impliquent deux pays ou plus. Certains chercheurs associent le phénomène à un nomadisme contemporain (Tarrus 2015), à une « installation dans le cheminement » (Citton et Walentowitz 2012, 14) dans laquelle l'itinérance n'est pas un état d'exception mais un mode d'occupation spatiale à part entière, inhérent à la manière d'habiter. En effet, le migrant met en lien, dans des contextes parfois peu poreux, des espaces de différentes fonctions pour un réseau spatial transnational, dont les composantes sont interdépendantes.

La transmigration est aussi transgression (Palmero Gonzalez 2014, 149). Elle est désobéissance à un ordre dominant d'État-Nations et de frontières qui sont, paradoxalement, la condition même de son existence. Elle est transgression parce qu'elle est plus difficilement quantifiable. Le transmigrant peut en effet être citoyen du pays d'origine uniquement et emprunter les chemins commerciaux avec un permis de touriste ; il peut avoir une double nationalité ou même plusieurs qui facilitent le franchissement des frontières, mais aussi à s'établir partiellement entre ces dernières. « Le transmigrant brouille les catégories auxquelles on veut l'assigner car il a des caractéristiques et des désirs communs avec l'homme libre de circuler qui le poussent à vouloir changer sa condition » (Escoffier 2006, 255). Dans un contexte de mouvement, le récit national laisse place au récit du réseau et des circuits.

Conséquence globale d'un système capitaliste décloisonné, la transmigration est avant tout liée aux modes de travail fluides et multilocalisés. Dès les années 1960, la notion est largement utilisée dans les études économiques « en référence à la mise en place de structures d'entreprise dotées de bases organisationnelles établies dans plusieurs pays »<sup>57</sup> (Glick Schiller, Basch, et Szanton Blanc 1995, 49). La transmigration dont je traite ici n'est pas celle des multinationales ou celle issue des accords bilatéraux entre États. C'est une transmigration à l'initiative des individus.

Aux échelles individuelle et communautaire, elle est une forme actualisée des grandes traditions migratoires qui résultent du besoin d'améliorer le cadre de vie par le travail. Ce n'est donc pas un

---

<sup>57</sup> Citation originale : « to refer to the establishment of corporate structures with established organizational bases in more than one state. »

phénomène émancipé de modèles classiques de l'immigration. La transmigration répond généralement au besoin de survivre à la vulnérabilité socioéconomique des étrangers dans les pays de résidence, souvent victimes de l'inégalité d'accès à des opportunités professionnelles. Ce que Vertovec (2004, 5) qualifie de « transnationalisme réactif ».

### **L'ouverture scientifique à l'approche transnationale**

Si la transmigration et le transnationalisme gagnent de plus en plus en popularité, c'est davantage pour ce que les deux notions offrent comme cadre épistémologique à l'étude de phénomènes sociaux contemporains, et pour leur potentiel de critique du nationalisme méthodologique.

La troisième révolution industrielle avec les technologies de l'information et de la communication participe à la notoriété de ces concepts de *trans*-formation, dans la mesure où elle a bouleversé à jamais les « catégories sociologiques de temps, d'espace, de lieu, de proximité et de place » (Beck 2002, 31).

L'échange transnational dans la migration n'est pas un phénomène « nouveau » pour autant. La « double loyauté » (Waldinger 2006) aux territoires culturels et nationaux d'ancrage est inhérente à de nombreuses formes d'expérience migratoire. Elle s'est toujours traduite matériellement et/ou symboliquement par les correspondances, l'intégration des arrivants dans des réseaux sociaux communautaires, l'investissement des émigrés dans le pays d'origine et les aller-retour occasionnels ou réguliers. Seulement, « ces liens ont été négligés et obscurcis par les récits de nation qui prévalaient jusqu'à la période actuelle de mondialisation »<sup>58</sup> (Glick Schiller, Basch, et Szanton Blanc 1995, 50).

Ce qui a changé depuis la fin des années 1980, c'est que la mobilité a progressivement dominé le mode de vie de certains migrants, dont le mouvement ne s'est pas limité au passage d'un état sédentaire dans le pays d'origine à un autre dans le pays de résidence. Ils créent des réseaux commerciaux transnationaux sur les chemins battus de la libéralisation grandissante du marché. Ils ne vivent pas dans la rupture, la dualité du « ni d'ici ni de là-bas ». Ils sont plutôt d'ici et de là-bas à la fois, « étrangers connectés circulants » (Missaoui et Tarrius 2006, 60).

Mais tous les migrants actuels ne font pas partie de la catégorie exceptionnelle des transmigrants (Da Cruz et Nizzoli 2014; Portes 1999; Tarrius 2012), dont nombreux subissent encore l'identité

---

<sup>58</sup> Citation originale : « these ties were discounted and obscured by the narratives of nation that were prevalent until the current period of globalization. »

de « subalterne », terme que les locaux utilisent pour qualifier leurs prédécesseurs dans les contextes coloniaux, puis postcoloniaux.

### **Vivre des réseaux sociaux matériels et virtuels**

C'est dans les mêmes cadres d'hybridités postcoloniales que la transmigration « par le bas » transparait en tant que porteuse de « différence et de traduction culturelles, de multiculturalisme [et] de transnationalisme »<sup>59</sup> (Nair 2013). La *trans-formation* et la *trans-lation* ont donné naissance à des migrants d'un autre type, ayant la maîtrise des différents lieux du réseau et un savoir-migrer qui en facilite la gestion.

Dans la transmigration, l'individu crée un lien entre plusieurs lieux transnationaux en intégrant des réseaux sociaux de proches, de facilitateurs, de correspondants, de clients et de fournisseurs pour obtenir « une formation sociale qui traverse les frontières » (Nedelcu 2010, 36). L'échelle de cercle social, interethnique et transverse, permet de comprendre des déterminants d'ancrage et de mobilité autres que ceux, macro, des structures migratoires politiques et historiques et, micro, des décisions individuelles. La création des filières migratoires, « facteur d'organisation d'un espace relationnel » (Doraï et Hily 2005, 21), garantit une présence du migrant par substitution dans les lieux de son réseau.

Ce sont des membres de la famille restés au pays, qui aident à la gestion des affaires à distance. Ce sont des groupes de collaborateurs, venus de plusieurs horizons nationaux, qui facilitent les transactions depuis les lieux de départ, de transit ou d'arrivée. Et ce sont surtout les réseaux ethniques d'immigrés, préétablis dans le pays « ressource », qui à la fois intègrent ces *électrons libres* dans la société étrangère, et en représentent une clientèle dont la demande de produits ou services concerne une grande part du marché. Ainsi :

*« [...] les transmigrants et les migrants historiques, devenus peu à peu des “étrangers de l'intérieur”, fusionnent dans l'espace de nos villes et partagent rejets et stigmatisations, mais encore et surtout agissent, transgressent les codes formels des dépendances, bousculent ordres et hiérarchies par le travail au noir, par l'expansion des économies souterraines de produits d'usage licite ou illicite, bref par toutes sortes d'initiatives peu acceptées, car perturbant la hiérarchie des valeurs attachées aux places légitimement acquises. » (Missaoui 2014)*

Avec l'évolution rapide des moyens de transport et la démocratisation de l'accès aux technologies de l'information et de la communication, les réseaux n'ont fait que se renforcer, proliférer et se

---

<sup>59</sup> Citation originale : « cultural difference and cultural translation, multiculturalism, transnationalism. »

diversifier. Les réseaux satellitaires, les téléphones portables, puis internet ouvrent la porte vers d'autres imaginaires migratoires, et permettent aujourd'hui une coprésence qui n'était pas envisageable il y a encore vingt ans. Les migrants agissent sur plusieurs fronts à la fois, même dans les moments d'immobilité « physique ».

D'un côté, les TIC servent à répondre au besoin d'instantanéité des échanges dans les contextes commerciaux. Lamia Missaoui (2014) associe les réseaux marchands de micro-entrepreneuriat migrant au « *poor to poor* »<sup>60</sup>, en référence aux réseaux « *peer to peer* » d'échanges de services. Les transmigrants prospèrent dans la commercialisation de produits bas et moyens de gamme aussi bien auprès des réseaux ethniques de communautés *immigrées* qu'auprès de la population d'origine. Internet et la communication mobile sont des outils de prédilection dans le succès d'un tel marché pour le choix des produits et pour la coordination du réseau commercial, depuis le fournisseur jusqu'au consommateur.

D'un autre côté, les technologies de l'information et de la communication sont aussi un vecteur de construction identitaire. Le contact permanent par le biais de divers médias – satellite, communautés virtuelles et réseaux sociaux – donne aux migrants et à leurs réseaux communautaires des sphères d'appartenance. Ils construisent collectivement « des connaissances et des représentations communes permettant de nourrir leur imaginaire communautaire » et « participent à la (re)naissance d'une conscience collective ainsi qu'à l'entretien d'une mémoire collective » (Rigoni 2010, 46).

### **Les spatialités des transmigrants marocains**

La réduction de la distance par le temps, autant par les moyens de plus en plus rapides de transport et que par les réseaux dématérialisés, transforme l'espace migrant et, plus généralement, le monde et les conditions de vie urbaine. Bien que cela n'affecte pas tangiblement les grandes constructions territoriales, comme celle de l'État-Nation et de certaines régions administratives cloisonnées, l'espace « transnational » et l'espace du réseau ont transformé les modes d'habiter. On passe d'un attachement unique à la ville d'origine et au pays natal – lieux ultimes d'identification – à la création de spatialités, au gré des opportunités. Les liaisons transfrontalières et la relation interculturelle marquent les interactions sociales des migrants et leurs espaces. Le transmigrant « construit de

---

<sup>60</sup> Traduit par Lamia Missaoui (2014) par « l'entre pauvres ».

l'entre-deux » et assume naturellement le rôle de « passeur culturel » (de Villanova 2007, 82) dans les différents lieux de son réseau spatial.

Les transmigrants en France, et les marocains en particulier, sont en mobilité transnationale considérable, compte tenu de la proximité géographique entre les deux pays et l'histoire riche qui les relie. Sans même quitter le Maroc, la culture et l'héritage français sont omniprésents dans la fabrication de l'identité locale. Le dialecte marocain en est la preuve, par exemple. Un mélange d'amazigh, d'arabe – langues originelles du pays – et, depuis près d'un siècle, de français, génère une langue métissée qui crée déjà un pont invisible entre les deux territoires nationaux.

Les pérégrinations *maroco-françaises* ne datent pas d'hier. La tradition de l'immigration marocaine en France n'est pas la seule base à la mobilité transmigrante de ces dernières décennies. En effet, plus récemment, la crise financière de 2008 a été un événement charnière qui a rajouté aux récits migrants préexistants de nouveaux, en provenance d'autres territoires. Parmi les Marocains vivant en Espagne et en Italie, plusieurs arrivent en France au lendemain de la récession économique, préférant tenter leur chance dans un autre pays européen plutôt que de rentrer au pays et de s'avouer vaincus. Ces groupes migrants ont une culture *maroco-européenne* distincte de celle des Marocains de/en France. Ils passent par les grands centres urbains, agissent en réseau pour s'implanter là où l'opportunité le permet dans l'espoir de relancer le projet migratoire.

Malgré la grande mobilité et la fluidité des parcours transmigrants, le choix des espaces de la transmigration n'est pas aléatoire. Le long du circuit d'itinérance existent des villes et des quartiers plus propices que d'autres à l'épanouissement de services pour les transnationaux. Encore une fois, le succès du réseau transmigrant dépend crucialement de la communauté qui l'anime. Les quartiers populaires et les endroits où les commerces et les services « ethniques » se multiplient sont des points de départ importants pour tisser les premiers liens à la fois sociaux et professionnels.

À Bordeaux par exemple, le quartier Saint Michel joue un rôle d'articulation socio-spatiale qu'on peut qualifier de « trans-territoire », « un espace qui associe aux caractéristiques propres du lieu lui-même les spécificités des liens qui le relie avec l'extérieur » (Cattan 2012, 69). C'est aussi un quartier où certains Marocains décident de s'installer temporairement à leur arrivée à Bordeaux, pour rester à l'affût des opportunités qui auraient peu de chances de se présenter ailleurs, dans les quartiers résidentiels traditionnels. De plus, parmi les transmigrants marocains, nombreux n'ont pas de permis long séjour en France. C'est un avantage pour certains qui, ne faisant pas partie des circuits commerciaux traditionnels, n'ont ni à subir une réglementation aussi stricte que celle

imposée aux commerçants français, ni à faire leur preuve et à arpenter les couloirs administratifs pour obtenir la carte de résident ou la citoyenneté.

Dans sa dynamique, le transmigrant non seulement profite des opportunités existantes, mais en crée. Plusieurs transmigrants tissent des liens avec les immigrés établis et les intègrent en tant que maillon dans leur activités professionnelles. Ils les sortent ainsi de la précarité de leur condition économique et créent pas la même occasion un pôle actif stable. Dans un des exemples étudiés par Alain Tarrus, des transmigrants vont jusqu'à localiser leurs activités dans les « “appartements sociaux” des enclaves urbaines » (Tarrus 2012, 51), profitant ainsi de la sédentarisation d'une part de leur réseau pour le consolider.

Les lieux habités dans la transmigration ne font donc pas sens sans le réseau qui les met en lien. La territorialité transnationale s'organise sur la trame du réseau professionnel que les individus développent, et sur le maintien de liens sociaux multisitués. Elle est renforcée par le développement du savoir-migrer à travers l'expérience renouvelée du déplacement, par la construction pluridimensionnelle d'une identité hors cadre national et par les liens sociaux tissés au sein et en dehors de la communauté ethnique d'origine et de la *diaspora*.

La territorialité du réseau transmigrant est non seulement spécifique à chaque individu, mais elle est par essence changeante. Il n'existe pas d'itinéraire propre aux transmigrants marocains en France, comme il est difficile d'identifier un espace urbain ou un fragment de ville exclusifs à leur usage. Leur capital de mobilité leur permet de détourner les espaces d'opportunités, quels qu'il soient, en se les appropriant et en y superposant un sens spatial sans le substituer au sens préexistant. Ceci dit, il est nécessaire d'insister sur l'importance de l'échelle urbaine comme plaque tournante du duo mobilité-fixité pour les populations transmigrantes. Si la sphère domestique ne tient pas le rôle privilégié de repère principal du réseau transmigrant, la ville a le potentiel de répondre au besoin du chez-soi. Les géographes anglaises Alison Blunt et Olivia Sheringham (2018) explorent la domestication de l'espace urbain dans les contextes de mobilité et de migration. Les chercheuses prennent l'exemple de la rue pour investiguer l'habiter des migrants, autre que dans son sens domestique, et son importance dans le sentiment de chez-soi quand on est en mobilité.

*« L'interaction entre la maison, la rue et les espaces de voisinage sous-tend notre approche de la géographie de la ville du chez-soi. Une rue urbaine, par exemple, offre un espace qui « à la fois situe et relie, en concentrant et en élargissant les possibilités de contact entre différents individus et groupes » (S. Hall 2012, 6), ce qui permet d'explorer les espaces domestiques en*

*relation avec la rue et ses divers modes d'établissement, les histoires de migration et les ménages.* »<sup>61</sup> (Blunt et Sheringham 2018, 14)

En sortant le « domestique » et l'« urbain » de leur confinement dans des sphères discursives et imaginatives distinctes (Blunt et Sheringham 2018, 3), elles défendent le potentiel compréhensif d'une notion du « chez-soi » migrant qui dépasse le cadre domestique pour englober les échelles locales du quartier et de la ville.

Ce qui est local pour les faiseurs des villes et des territoires ne l'est pas nécessairement pour les usagers, encore moins pour ceux qui mesurent la localité non pas par la proximité physique immédiate, mais par la coprésence symbolique dans les lieux « connectés »<sup>62</sup>. « Les liens du lieu avec l'extérieur, le lointain, l'absent, joue un rôle privilégié » (Cattan 2012, 68). Dans la transmigration, l'individu n'est pas dépourvu d'attache spatiale. Au contraire, il joue avec la spatialité, intègre des lieux avec une échelle variable de valeurs, arrange ceux qui lui sont les plus utiles selon ses besoins sociaux et professionnels, et délaisse ceux qui ne servent plus ses logiques migratoires.

\*\*\*

Les transmigrants s'affranchissent de la binarité sédentaire-nomade pour tirer profit des avantages des deux modes d'habiter. Face à la mutation des pratiques spatiales des migrants, se produit un changement de paradigme. Il n'est plus évident d'imposer « l'intégration » ou « l'assimilation » comme suites logiques à leur venue ou à leur passage, comme cela a pu être le cas depuis la seconde moitié du siècle dernier. La mobilité des transmigrants, leur insertion dans des circuits commerciaux changeants plutôt que dans des structures professionnelles durables ou inertes, leur usage versatile des espaces publics et l'impermanence de certains de leurs ancrages, imposent une refonte des dispositifs de gestion de cette population. Contrairement à la figure de l'immigré, le transmigrant n'est pas dans le passage d'un état de fixité à un autre, mais dans l'installation dans le réseau du « champ migratoire » (Doraï et Hily 2005; Tarrius 2010).

La figure du transmigrant brouille la lecture des catégories préexistantes sans réellement s'y substituer. Dans la pratique de l'espace et le rapport aux lieux de la migration, la flexibilité liée à la

---

<sup>61</sup> Citation originale : « The interplay between home, street and neighbourhood spaces underpins our approach to home-city geographies. An urban street, for example, offers a space that 'both situates and connects, both focusing and expanding the possibilities for contact between different individuals and groups' (S. Hall 2012, 6), allowing for an exploration of domestic spaces in relation to the street and its diverse dwellings, migration histories and households. »

<sup>62</sup> Les lieux connectés font référence aux divers espaces

plus grande mobilité de cette population ne résout pas les problèmes structurels de relégation socio-spatiale (difficulté d'accès au logement, formalités administratives concurrentes en complexité pour sécuriser sa présence), mais elle permet aux migrants de puiser dans une palette plus large de référents spatiaux et de pratiques dans leur rapport à l'espace, dans l'ancrage et dans la mobilité.



### Chapitre 3. Habiter en migration

Quelles appropriations pour quels lieux ?



*Image 8 Place Meynard, dans le quartier Saint Michel de Bordeaux. 2018 © Myriame Ali-oualla*

En longeant la rue des Faures dans le quartier Saint Michel de Bordeaux, j'entends parler plusieurs langues. Dans ce brouhaha de fin d'après-midi, je discerne des phrases en dialecte marocain, s'échanger entre un homme qui – en toute apparence – fait ses courses, et le commerçant qui lui tend sa sélection de la journée. Un peu plus loin, c'est la place Meynard. En bas de la flèche de Saint Michel qui projette son ombre gigantesque sur les pavés, j'aperçois trois hommes marocains, âgés, assis sur un des bancs en bois. Ils discutent de la pluie et du beau temps, de la famille et de leurs proches, dans cet espace public qui se donne en spectacle. Ce n'est pas la première fois que des seniors maghrébins occupent les bancs de la place, seuls ou en petits groupes. Dans la rue des Menuts, une des petites artères qui se cachent derrière la place, se trouve une résidence sociale intergénérationnelle, inaugurée en 2017, pour accueillir un certain nombre d'anciens combattants africains ainsi que des jeunes en formation et en mobilité professionnelle. La résidence porte le nom de *Mohamed Mechti*, un des anciens combattants qui, des décennies après son engagement dans les rangs français, a dû reprendre un combat d'un tout autre genre : celui pour le dégel des droits des anciens combattants marocains et africains.

Au second plan, juste derrière la jeune femme qui passe, un septuagénaire est assis sur une bordure qui clôture un des arbres de la place, perdu dans ses pensées, pendant que derrière, les trois hommes sont rejoints par un de leurs camarades.

Les anciens combattants font partie de la scénographie quotidienne du quartier Saint-Michel, depuis bientôt vingt ans. Leur présence relativement concentrée dans le quartier, et l'usage presque rituel de fragments d'espace et d'objets urbains, poussent le passant, à commencer par moi-même, à sonder la raison derrière cette présence curieuse, car remarquable par rapport aux autres quartiers de la ville. Ces seniors semblent se côtoyer uniquement entre eux, renforçant ainsi leur visibilité. S'ils sont là pendant la journée, certains faisant leurs courses, d'autres errant ou s'installant sur les bancs comme dans l'attente, où se trouvent-ils le reste du temps ?

J'accoste l'un d'entre eux. Après quelques échanges de courtoisie, je lui demande où il habite :

« *On est dans le foyer, là dans la rue derrière... Mais moi je viens de Fqih Ben Salah* », me répond M., 74 ans. De fil en aiguille, il me raconte les lieux de son parcours militaire, puis ceux de son parcours d'ancien combattant, entre Bordeaux et sa terre natale.

Devant la multiplicité des lieux qui rythme le parcours de ces migrants, la question « *Où habites-tu ?* » laisse place à « *Qu'habites-tu ?* », substituant à la définition par la localisation fixe du lieu habité, une variété de lieux. Ils sont le théâtre de pratiques spatiales et l'objet de représentations qui définissent les fonctions des espaces et leur importance dans la territorialité des individus en migration.

L'expérience migratoire n'est pas sans effet sur l'évolution du rapport au lieu. Le long des itinéraires, il devient *des* rapports à *des* lieux, dans lesquels l'"habiter en mouvement" est, à chaque moment, synonyme de *négociation*. *Négocier* sa marge de contrôle sur les nombreux espaces de la migration, pour *négoier* sa place parmi les autres. Une entrée par l'habiter et – par extension – par l'appropriation spatiale, « invite à ne jamais perdre de vue les inégalités sociales et rapports de force ou de pouvoir qui traversent toute société » (Ripoll et Veschambre 2005).

Dans leurs rapports variés à la mobilité, les migrants construisent un référentiel spatial, qui se base sur une disposition individuelle aux multiples colorations (culturelle, sociale, économique, etc.), tout en étant soumis aux règles et aux normes collectives. Les mécanismes d'appropriation spatiale, de possession, de détournement et de *ruse* du quotidien, sont des moyens dont s'arment les migrants pour gérer leur rapport avec le lieu et avec ce qui en conditionne l'usage.

Philosophes et chercheur.e.s (Bachelard 1961; Heidegger 1979; Paquot 2007; Ségaud 2010) voient dans l'habiter et dans les gestes de tous les jours, des actes de démonstration et de préservation de l'identité. Bachelard parle de poétique de l'espace, en célébrant l'habiter du "chez-soi" sans lequel

« l'homme serait un être dispersé » (Bachelard 1961, 35). Quant à Heidegger, il considère que l'habiter est un trait fondamental de l'individu. Selon lui, au-delà du rapport de *soi* à un espace défini, c'est « être-présent-au-monde-et-à-autrui » (Paquot 2019).

*Habiter, le propre de l'humain*, ouvrage édité en 2007 sous la direction de Chris Younès, Michel Lussault et Thierry Paquot, introduit un riche dialogue pluridisciplinaire autour de l'habiter, qui croise les regards de plus d'une vingtaine de contributrices et contributeurs en philosophie, géographie, sociologie, anthropologie, urbanisme et architecture. C'est dire à quel point la notion intrigue et révèle le besoin pressant de nos sociétés contemporaines de définir notre modalité d'être dans le monde, *avec* l'espace. Les géographes Mathis Stock et de Michel Lussault questionnent, dans leurs contributions, l'organisation traditionnelle des rapports sédentaires à l'espace, dans la condition généralisée de mouvement. Cette entrée en matière – et pas des moindres – assoie les bases d'une analyse de l'habiter hors de l'habitation ; habiter l'urbain, les territorialités mouvantes et le réseau.

Sur le terrain, dans un contexte de mobilité, il est utile de s'interroger sur la capacité des individus en migration à créer des liens durables et signifiants avec les lieux de leurs réseaux, et de comprendre les mécanismes matériels et immatériels mobilisés. Dans ce chapitre, j'explore en quoi habiter et s'appropriier l'espace offrent une matière riche à investiguer, pour la compréhension des mutations socio-spatiales en migration, et comment les pratiques participent de la cohésion de l'expérience migratoire.

### 3.1. L'habiter en migration, définitions liminaires

Si la question « où habites-tu ? » sous-entend couramment le lieu de résidence domestique, le lieu des pratiques intimes et de l'appropriation ultime, de la reconnaissance, de la singularité et de la présence parmi les autres ; si elle fait littéralement référence au « chez-soi », c'est bien parce que l'habiter est la manifestation de tous ces attributs à la fois. C'est « enjoindre à la spatialité de l'être la multidimensionnalité de son vécu, de son expérience : c'est-à-dire à la fois son identité spatiale et sociale » (Bailleul et Feildel 2011).

Le contexte migratoire semble troubler la lecture paisible du rapport viscéral à l'idée de l'habiter, liée à la résidence principale, centralité spatiale et sociale de l'expérience de l'individu en société. Mais tout comme l'ancrage, la mobilité n'est pas vide de sens. Elle est un fait socio-spatial, qui relève à la fois du contexte social (selon la position au sein du groupe et l'inscription dans les réseaux sociaux), du contexte spatial (selon les repères, la situation résidentielle et les pratiques de l'espace) et du contexte cognitif (selon le système de représentations individuel) (Carpentier 2007).

La mobilité n'est pas *un autre mode* d'habiter, elle *fait partie* de l'habiter. Car, *être-présent-au-monde-et-à-autrui* signifie aussi gérer les relations sociales et spatiales par un jeu de proximité, de distance, de rapprochement et d'éloignement, qui ne peut se mettre en place autrement que par le mouvement. Pourtant, c'est la sédentarité dans l'espace qui semble signifier avec le plus d'évidence l'habiter, avec ses mécanismes d'appropriation spatiale et de rapports de pouvoir. Cette posture épistémologique fait de l'habiter en migration « un quasi oxymore, tant le sentiment de déracinement ou la précarité matérielle semblent contredire les notions de permanence et de sûreté attachées aux représentations et à la pratique d'un chez-soi » (Amar 2018).

Dans ce sous-chapitre, je reviens sur des dimensions structurantes du concept de l'habiter, afin de poser les jalons d'une réflexion cohérente sur les pratiques et les représentations de l'espace, plus tard observées et récoltées sur le terrain. La déconstruction de la dualité théorique entre l'ancrage et la mobilité est également impérative, pour s'éloigner des catégorisations hâtives et déconnectées de la réalité fortement nuancée. Les villes actuelles, à la fois lieux d'immigration, d'émigration et de circulation, font face à une transition sous l'effet des usages visibles et discrets, durables et éphémères des agents mobiles. Leurs empreintes ne se mesurent pas uniquement à l'ampleur des mutations matérielles de l'espace, mais aussi par les usages symboliques et intangibles, et par le sens qu'ils attribuent aux lieux.

### L'habiter, un composé épistémologique

L'enthousiasme scientifique qui entoure l'habiter, va de pair avec l'intérêt porté aux effets des mobilités contemporaines sur la reconfiguration des sociétés. Si les autorités spatiales et territoriales peuvent être remises en question, par la fluidité des structures sociétales et par le mouvement des populations, que deviennent alors les rapports à l'espace ? Les valeurs liées à la possession, à l'appropriation, à l'enracinement, à l'appartenance et à l'identification ?

En s'intéressant à l'habiter, les chercheurs en sciences sociales ont depuis longtemps dépassé la définition d'un espace cartésien, objectif, pour le placer dans son contexte et, donc, *dans* la société. Le rapport à l'espace est soumis aux conditionnements et aux aléas de l'expérience humaine. Même si je privilégie dans cette recherche une approche pragmatique de l'habiter, une brève rétrospective, d'un concept aussi large et parfois "nébuleux", s'impose.

Beaucoup d'auteurs situent la renaissance contemporaine du concept dans la pensée de Heidegger, vers la fin des années 1950 (Bailleul et Feidel 2011; Bergeon 2011; Berque 2000; Urry 2005). En postulant que l'habiter n'est pas une activité indépendante, comme le serait aller au travail ou s'allonger dans un parc, mais que la notion réunirait l'ensemble des activités humaines (Stock 2007), Heidegger ouvre un champ large à l'observation et à l'investigation du rapport à l'espace. En vacant à ses occupations, l'individu *habite*.

Le philosophe s'inscrit tout de même dans la tradition conceptuelle d'un rapport "contenu-contenant", entre l'individu et l'espace de ses pratiques. Mathis Stock, théoricien d'un « habiter polytopique » caractéristique des sociétés contemporaines (Stock 2006, 2011), revient sur les lacunes d'une telle réflexion – « être *dans* l'espace » – à appréhender la complexité de ce rapport. Il joint, à la position de Heidegger, la psychosociologie de l'espace conceptualisée par Abraham Moles (Moles et Rohmer 1998), et définit le modèle « Heidegger-Moles ». Ce dernier estimerait la valeur de l'habiter par le niveau de proximité, d'enracinement, d'immobilité et de fixité dans l'espace (Stock 2007). Moles est célèbre pour une conception du rapport individu-espace en « coquilles du *moi* ». Il organiserait les degrés de familiarité aux lieux selon leur distance ou leur proximité de l'espace d'ancrage principal : la sphère domestique. La théorie, basée sur des lois physiques de perception, limitées au rapport immédiat et physique de l'individu au monde, ignore les autres éléments de conditionnement de notre *être-au-monde* : l'éducation, la médiatisation sociale, la mémoire symbolique et expérientielle, le capital culturel et la capacité à se projeter dans le temps et dans l'espace.

Dans une approche à la fois pragmatiste et interactionniste, Mathis Stock propose de reformuler la définition de l'habiter en modalité d'être *avec* l'espace, ce dernier à la fois « ressource et condition de l'action » (Stock 2011, 115). L'individu n'entretient pas de rapport absolu avec un espace *pur*. C'est toujours avec un espace de « situations » – sociale, économique, culturelle, politique – qu'il interagit dans le temps.

En géographie, la transition conceptuelle de l'habiter évolue avec Jacques Lévy et Michel Lussault (2003), qui considèrent que l'habiter « place l'espace et les acteurs à égal niveau ontologique, sur le même plan de légitimité épistémologique ». Puis, progressivement, par des spécialisations disciplinaires, comme la géographie sociale, les limites avec la sociologie se brouillent<sup>63</sup>. On parle désormais d'"espace vécu" (Di Méo 2008; Frémont 1976; George 1966) et d'"espace social" (Di Méo et Buléon 2005; Lefebvre 1974).

De leur côté, les sociologues se préoccupent des rapports sociaux et des interactions *dans* l'espace pour signifier l'habiter, en s'intéressant moins à sa dimension matérielle. Dans *Sociologie des mobilités*, John Urry (2005) explique qu'en sociologie, l'habiter est associé à la notion de « communauté »<sup>64</sup>, dans la mesure où il engage des dynamiques de coprésence et de négociation. Dans un contexte épistémologique similaire, Marc Breviglieri (2006) démontre dans un travail sur l'attachement et la nostalgie relative au pays d'origine et à la maison natale de personnes en exil, que les sentiments de l'habiter dépendent des institutions sociales et des "communautés". Dans la migration, les individus transposent le sentiment d'appartenance, forgé dans les *lieux* d'origine, à la communauté. Elle devient imprégnée par des caractéristiques du "chez-soi", « fondées sur l'opposition dedans/dehors et faisant prévaloir les idées de convivialité donnée au « même » (celui qui « nous » ressemble) et,

---

<sup>63</sup> La perméabilité entre la géographie et la sociologie autour de l'habiter datent du milieu du XX<sup>e</sup> siècle déjà, mais les tendances se sont réellement concrétisées avec la création de branches dans les deux disciplines, comme la géographie sociale, la sociologie de l'espace ou encore la sociologie urbaine.

<sup>64</sup> John Urry reproche l'association entre l'habiter et la « communauté », ce dernier terme trop polysémique. En se basant sur le travail de Colin Bell et Howard Newby, (1976), il met en avant trois définitions de la communauté :

- La communauté au sens topographique, qui représente « des peuplements de co-présence où rien ne préjuge de la qualité des rapports sociaux » ;
- La communauté en tant que système social local, où « existe un ensemble relativement délimité d'interrelations entre groupes sociaux et institutions locales » ;
- La "communion", qui se matérialise en « association humaine caractérisée par des liens personnels étroits, par un sens d'appartenance et de chaleur entre les membres. »

John Urry estime que c'est bien la dernière définition que l'on utilise communément pour définir la « communauté », alors que chacune manifeste son habiter d'une manière différente.

inversement, d'insécurité face à la dimension inquiétante de l'étranger et du différent » (Breviglieri 2006, 13).

L'habiter est déterminé ainsi par le potentiel social de l'espace. C'est en se sentant appartenir à une ou plusieurs communautés, et en cernant les limites de leur déploiement spatial, que l'individu définit les frontières de son habiter et sa valeur, conditionnée par la familiarité<sup>65</sup> avec l'Autre.

En s'intéressant à l'habiter comme un fait social de l'espace, les sociologues peuvent difficilement faire l'impasse sur les enjeux politiques structurants des rapports socio-spatiaux entre groupes et individus. L'habiter a une portée politique intrinsèque. Cette dimension émerge en force dès les années 1960 dans les débats sociologiques. Un mouvement d'indignation et d'engagement s'organise à ce moment-là, contre la crise de logement dans une France en pleine reconstruction. La standardisation de la production spatiale, le fonctionnalisme et l'urbanisme hygiéniste, semblent *usurper* l'individu de sa capacité à "habiter en poète", comme Heidegger avait repris de Hölderlin, et comme d'autres l'ont fait après lui (Paquot 2019). Parmi ceux qui s'inscrivent dans un militantisme scientifique, le philosophe et sociologue Henri Lefebvre est une figure de proue. Sa proclamation d'un « droit à la ville » n'a pas laissé indifférents acteurs, concepteurs et experts, avec la large diffusion de sa littérature sur le droit à la ville, à l'international, dès la fin des années 1970 (Paquot 2019).

Dans le chapitre *Perspective ou prospective ?*, il défend « la participation à la vie de la cité comme condition nécessaire à l'acte d'habiter » (Bergeon, 2011) et, en mobilisant le concept de « droit », il en affirme toute la valeur politique :

*« Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville. »* (Lefebvre 1968)

L'habiter en sociologie est ainsi révélateur de mutations sociales et de rapports de pouvoir. L'espace devient un enjeu identitaire, une ressource disputée et un outil d'autorité.

En anthropologie, pour parler de l'habiter, l'habitat concentre l'essentiel des préoccupations, en tant que témoin de la culture des sociétés humaines et de leur rapport avec le milieu naturel.

---

<sup>65</sup> La familiarité n'induit pas nécessairement la similitude, elle fait plutôt référence à la connaissance plus ou moins approfondie de l'Autre par un processus d'apprentissage.

Certains scientifiques, comme Amos Rapoport, l'architecte devenu anthropologue, consacrent leurs travaux à l'analyse des formes architecturales et spatiales de la "maison". Dans *Pour une anthropologie de la maison*, Rapoport (1972) considère l'habiter à partir de la combinaison complexe de facteurs objectifs (climat, matériaux vernaculaires, niveau de technologie), et subjectifs (religion, rituels, économie) (Stahl 1974). Au travers d'une analyse multifactorielle, il cherche « à prouver la primauté des forces socio-culturelles, non leur action exclusive » (Rapoport 1972, 83).

Dans le même courant, l'habiter se prête tôt aux analyses ethnographiques. Le travail pionnier de Marcel Mauss ([1904-1905] 2013) sur l'évolution saisonnière des formes d'habitat chez les Inuits, atteste de l'intérêt d'étudier le substrat matériel des sociétés, qu'il définit comme étant « la forme qu'elles [les sociétés] affectent en s'établissant sur le sol, le volume et la densité de la population, la manière dont elle est distribuée ainsi que l'ensemble des choses qui servent de siège à la vie collective » (Mauss, [1904-1905] 2013, p. 387).

La littérature ethnologique se base sur la description de tout ce qui fait l'habitat, depuis les modes de construction jusqu'à la distribution des espaces de vie, en passant par les usages et les interactions qui naissent des modalités d'installation humaine. Les travaux se concentrent majoritairement sur l'habitat comme unité d'observation. Ils racontent plus fondamentalement comment « l'homme et l'espace se produisent l'un l'autre » (Ségaud 2010), un constat qui démontre la complexité de l'habiter.

L'habiter est aussi un acte de l'imaginaire. En habitant, l'individu rêve, anticipe, se projette dans le temps et dans l'espace. Il replonge dans le passé, et invente et *habite* l'avenir. Il navigue virtuellement entre les lieux qu'il *habite*, sans y être physiquement présent. L'imaginaire et la capacité de projection sont soutenus par le potentiel social de l'espace, ou, pour reprendre Bourdieu, par le « capital social » du lieu (Bourdieu 1980). Si on prend l'exemple de la maison natale, un référentiel majeur associé à l'habiter, elle n'est pas sublimée uniquement pour ce qu'elle est dans ses usages et sa matérialité, mais pour ce qu'elle signifie socialement. Elle est le foyer des premières sociabilités, et l'un des premiers espaces d'affirmation de soi au sein du groupe. En tant qu'espace partagé, elle est un lieu de cohabitation, de négociation et de hiérarchisation des rôles.

Les dimensions sociales et psychosociales de l'habiter ne sont cependant pas les seuls déterminants. Entretenir un rapport avec l'espace, lui donner un sens et l'utiliser c'est aussi dialoguer avec sa dimension matérielle. Si les géographes s'intéressent aux échelles de l'habiter, les anthropologues

et les architectes s'intéressent aux composantes matérielles de l'espace, ainsi qu'au rôle qu'elles tiennent dans l'organisation des pratiques et des référentiels spatiaux. Les aménagements, les détournements et leurs traductions matérielles, sont des épreuves continues qui différencient *habiter* l'espace, de *consommer* l'espace (Besse 2013). Autant les liens sociaux et les référents culturels articulent l'expérience de l'habiter au sein d'une société, autant les productions spatiales elles-mêmes, allant des monuments emblématiques, jusqu'au mobilier urbain du quartier ou l'aménagement de la chambre à coucher, ont la capacité de conditionner cette expérience, de l'influencer et de l'enrichir :

« [...] *les souvenirs s'organisent souvent autour d'objets ou d'espace particuliers, un bâtiment, un fragment de paysage, une chambre, une machine, un mur, une odeur, un meuble, une photo, un goût, un son, un arbre, le sommet d'une colline, etc. Ces différents objets et environnements peuvent stimuler et structurer les capacités des gens à raconter leurs souvenirs du passé, à rêver de ce qui aurait pu advenir, ou à se souvenir de la façon dont leur propre vie a croisé celle d'autres personnes.* » (Urry 2005)

Bien que les philosophes aient assis les bases d'un habiter décloisonné et polysémique – habiter comme “imaginer” et “rêver” pour Bachelard, et habiter comme “être” pour Heidegger –, il faut puiser dans les travaux des sociologues et des anthropologues de terrain pour une compréhension pragmatique des réalités spatiales. Les *Material Culture Studies*, approches pluridisciplinaires popularisées par l'archéologie et l'histoire, s'invitent dans les sciences humaines et sociales et offrent une entrée originale au versant matériel des phénomènes sociaux.

Elles reconnaissent le potentiel des objets et de toutes les créations physiques de l'homme (maisons, mobilier, routes, villes) à affecter l'expérience de l'habiter. En atteste l'exemple emblématique des architectures panoptiques, artefacts spatiaux investigués par Michel Foucault dans *Surveiller et Punir* (1975), qui reflètent « le pouvoir et l'autorité des organisations, où l'impuissant pouvait être vu mais ne pouvait pas voir le puissant en retour »<sup>66</sup> (O'Toole et Were 2008, 624). Ou encore le « mobilier urbain anti-sdf », exemple plus récent et visible dans l'espace public actuel, qui fait partie d'une stratégie intentionnelle d'architecture hostile, et vise à limiter les usages de populations ciblées, dans le but d'un contrôle implicite des comportements.

---

<sup>66</sup> Citation originale : « a reflection of power and authority in organizations, where the powerless could be seen but could not see the powerful in return. »

Dans une étude conduite au sein d'une entreprise de technologie, pour comprendre le rapport des employés à la matérialité de leur lieu de travail, Paddy O'Toole (2008) explique que « les objets peuvent servir non seulement à marquer un espace personnel, mais aussi à relier un individu à sa vie en dehors du lieu de travail, et à maintenir une identité précieuse sur le lieu »<sup>67</sup> (O'Toole et Were 2008, 631). La surface occupée, la visibilité et l'intimité des occupants, la possible personnalisation ou pas, et la dénomination des espaces, sont autant d'indices de pouvoir et de hiérarchie au sein de l'entreprise, comme le démontre la chercheuse à travers l'exemple de Jenny, la réceptionniste :

*« La situation de Jenny était une histoire de pouvoir, ou plutôt de manque de pouvoir. Le rôle de la réceptionniste est relativement peu important. En tant que visage de l'entreprise, elle était constamment sollicitée lorsqu'elle était à son bureau. Et le rôle de la réceptionniste nécessitait que Jenny reste à son bureau. [...] Elle ne pouvait pas quitter la réception ; celle-ci était périodiquement "envahie" par d'autres personnes. [...] Le bureau de Jenny était appelé le bureau de "réception" plutôt que le "bureau de la réceptionniste", bien que les gens se réfèrent au "bureau de Jenny". La terminologie utilisée dans l'entreprise indiquait que, bien que Jenny elle-même ait acquis une identité et une reconnaissance de son espace personnel, son rôle était un rôle sans espace alloué ; seule la fonction importait. »<sup>68</sup> (O'Toole et Were 2008, 632)*

L'espace et les objets qui y trouvent place sont des indicateurs des divers habiter(s) qui se juxtaposent ou se superposent. Analyser la "culture matérielle" d'une population complète les récits des enquêtés. L'entrée épistémologique par la matérialité palie les discours hégémoniques des experts et des concepteurs de l'espace pour explorer, par les objets et les traces d'usage, « des voix multiples et conflictuelles, des interprétations différentes et interactives »<sup>69</sup> (Hodder 2012, 174).

---

<sup>67</sup> Citation originale : « objects can serve not only to mark a personal space, but to connect an individual to their life outside the workplace and to maintain a treasured identity while within the workplace. »

<sup>68</sup> Citation originale : « Jenny's situation was a story of power, or rather, lack of power. The role of the receptionist is comparatively low-status. As the face of the company, she was constantly on view while at her desk. And the role of receptionist necessitated that Jenny stayed at her desk. [...] she could not leave the reception desk; the reception desk was periodically 'invaded' by others. [...] Jenny's desk was called the 'reception' desk rather than the 'receptionist's desk', although people did refer to 'Jenny's desk'. The terminology used in the company indicated that although Jenny herself had gained an identity and recognition of her personal space, her role was one without any allocated space; only the function mattered. »

<sup>69</sup> Citation originale : « The study of material culture is thus of importance for qualitative researchers who wish to explore multiple and conflicting voices, differing and interacting interpretations. »

## Habiter ou Cheminer Vs. Habiter et Cheminer

Dans des contextes de mobilité, il est naturel de s'interroger sur la capacité des individus à créer des liens durables et signifiants avec les lieux de leur réseau spatial. Y a-t-il un choix à faire entre habiter et cheminer, ou existe-t-il un mode autre d'être *avec* l'espace ?

Le quotidien est rythmé par des déplacements irréguliers ou pendulaires, qui conditionnent les activités routinières, et participent à l'organisation et à la gestion des lieux. A une autre échelle, les déménagements résidentiels font partie de stratégies socio-spatiales d'adaptation aux besoins changeants de ceux qui se déplacent, et aux conjonctures du contexte de déplacement. A un autre niveau encore, les migrations engagent une transition entre environnements culturels, sociaux et économiques dissemblables, où les individus font l'épreuve de frontières et d'espaces singuliers. Les trois niveaux de mobilité (le quotidien, la trajectoire résidentielle et la migration) s'enchevêtrent, et participent de façons variées au même dessein de l'habiter : gérer le rapport et l'engagement de l'individu avec son système spatial.

Le contexte de mobilité migratoire est protéiforme, et démontre qu'une échelle de mobilité peut en contenir d'autres. Au lieu de les appréhender de manière distincte, il est plus pertinent de les approcher comme un continuum, surtout qu'en pratique, la coupure entre les échelles de mobilité n'est jamais aussi nette :

*« La réalité est qu'il y a un flou considérable dans la polarisation du permanent/temporaire. On pourrait dire que la mobilité est mieux conceptualisée dans un continuum. À une extrémité du continuum, se trouve le mouvement circulaire à court terme autour du lieu de résidence, comme le déplacement vers un lieu de travail ou un établissement d'enseignement. À l'autre extrémité se trouve un déplacement permanent du lieu d'origine, autour duquel s'effectue une circulation à court terme. »<sup>70</sup> (Graeme 2015, 296)*

Ainsi, les individus en migration sont aussi en mobilités résidentielle et quotidienne. La somme de ces mouvements est créatrice de lieux *dans* les lieux et de lieux *sur* les lieux ; de la cospatialité (Morel-Brochet 2008). Les actes de déplacement font du lieu (*Figure 7*), d'un côté (1), un nœud de communication, dans lequel se superposent les spatialités des uns et des autres et, de l'autre (2),

---

<sup>70</sup> Citation originale : « The reality is that there is considerable blurring in the permanent/temporary polarization. It could be argued that mobility is more appropriately conceptualized along a continuum. At one end of the continuum is short-term circular movement around the home place such as commuting to a workplace or educational institution. At the other end is a permanent shift in the home place around which short-term circulation takes place. »

une unité spatiale, dont les synapses s'étendent et bifurquent pour se raccrocher à d'autres lieux, dans divers réseaux individuels et collectifs.

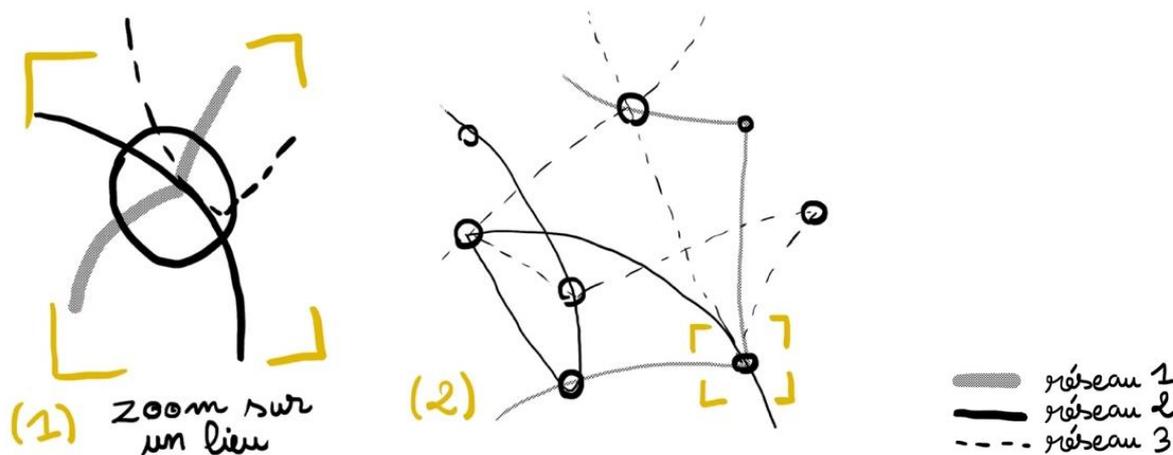


Figure 7 Schéma explicatif de la cospatialité (1) et de la mise en lien du lieu par le réseau de mobilité (2), 2019  
© Myriame Ali-oualla

Ce constat questionne le rapport essentialiste entre le lieu et les individus qui le pratiquent. Cela sous-entend qu'il n'y a pas de contexte socio-spatial synonyme de pratiques et d'identités uniques, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'analyser des contextes disqualifiés. Les cités, les quartiers "ethniques" ou encore les bidonvilles sont loin d'être exclusifs à l'usage d'une seule population. Ils deviennent, selon les temporalités, le théâtre de passages, d'ancrages temporaires et d'usages variés de groupes hétéroclites, aboutissant à un habiter à géométrie variable. Par conséquent, la mobilité fait que le sens et l'identité du lieu soient rarement univoques.

A l'échelle individuelle, la mobilité affecte les identités habitantes et les enrichit. Dans un travail sur les grandes mobilités liées au travail et à la vie de famille, Stéphanie Vincent-Geslin, Emmanuel Ravalet et Vincent Kaufmann (2016) interrogent l'articulation entre mobilités et ancrages, en se basant sur les récits de vie de « grands mobiles » pour des raisons professionnelles. En se basant sur les concepts de "système résidentiel" (Dureau 2002) et d'"habiter polytopique" (Stock 2006), les auteurs identifient des profils d'utilisateurs, correspondant à trois dynamiques de mobilité.

Le premier groupe est celui des "familiers". Tout en étant en mobilité, ils recréent des ambiances familières dans tous les lieux qu'ils pratiquent. En prenant l'exemple des internes en médecine, les auteurs montrent que dans l'espace "secondaire", celui de l'activité professionnelle, la présence répétée dans le lieu et sa fixité en fait un prolongement de l'espace domestique.

Le deuxième groupe est celui des “consommateurs”. Se déplaçant à travers plusieurs lieux, ils recréent la familiarité par le recours à l’espace dématérialisé (outils de communication, systèmes de localisation), et par le choix de lieux similaires d’ancrage temporaire (les chaînes d’hôtel, par exemple), pour maintenir un semblant de constance. Les “consommateurs” font de l’habitude du déplacement un gage en soi de familiarité, limitent le contact avec les autres, et ont une appropriation “fonctionnelle” des lieux de secondarité.

Le troisième groupe est celui des “explorateurs”. Ils cherchent l’unicité, l’altérité et l’échange. Ils profitent de leurs déplacements professionnels pour élargir et diversifier leurs sociabilités, découvrir d’autres coutumes, et « investir les espaces de secondarité » (Vincent-Geslin, Ravalet, et Kaufmann 2016).

Dans les trois cas, pourtant, les enquêtés manifestent un attachement fort au lieu de “primarité” (Sansot 1978), dont la résidence familiale est le centre qui articule les mobilités.

Ainsi, la mobilité, quand bien même interviendrait-elle comme acte structurant du mode de vie individuel, n’invalide pas le besoin de cristallisation spatiale. L’exemple démontre qu’au contraire, quand les conditions le permettent, l’individu en mobilité a la capacité de reconstruire la familiarité ou de la rompre, de conserver un repère spatial d’identification ou de le démultiplier. Les diverses dialectiques entre ancrage et mobilité rendent « manifeste que l’habiter peut être une forme délibérée de maîtrise de l’incertain » (Mouchard 2017), condition exacerbée dans l’expérience migrante.

Mis à part les cas de migrations circulatoires, l’acte de la migration n’est pas toujours synonyme de flux accentués de déplacement géographique. Il s’agit même, dans de nombreux cas, du transfert d’un mode de fixité spatiale à un autre, comme pour l’immigration internationale de travail ou la migration rurale. Néanmoins, qu’il s’agisse de l’articulation spatiotemporelle du proche et du lointain, de la création de lieux de familiarité, ou de la démultiplication des repères socio-spatiaux, le savoir-migrer de l’individu s’organise autour d’un équilibre entre mouvement et fixité. L’habiter est façonné par le déplacement, qui en devient même une condition. Il n’y a alors pas de choix à faire entre cheminer ou habiter, car cheminer est aussi habiter.

Par ailleurs, la mobilité migratoire n’est pas sans effet sur les “structures de sentiment”, « fragments de significations et d’affects, par lesquels se construit le rapport au monde » (Bastide 2013). Dans un travail sur les émotions et les expériences spatiales de travailleurs indonésiens transmigrants,

Loïs Bastide (2013) explique qu'en *s'installant* dans le mouvement, ces travailleurs utilisent leur circulation continue comme refuge, face à *l'étrangeté* ressentie à la fois dans les lieux d'accueil et dans le lieu d'origine. La mobilité affecte leur structure de sentiment dans l'*en-cours* de l'expérience, et leur permet de l'équilibrer et de la recomposer (Bastide 2013, 14), pour un habiter adapté à toutes les circonstances :

*« Se dessinent alors des routes et des lieux multiples, balisés d'affects et ancrés dans des expériences individuelles et collectives, qui produisent de l'espace et structurent des subjectivités. Ces espaces vécus, comme le fait remarquer Michel Agier (2009) structurent les rythmes et les géométries des pratiques spatiales – les espaces-temps de la migration – : les circulations sont aussi un moyen de réguler ces « structures de sentiment » dissonantes pour des migrants désormais partout étrangers, soumis au provisoire, relégués en bordure du lieu, toujours en partance. »* (Bastide 2013, 17)

L'expérience de l'habiter, conventionnellement associée à un enracinement spatial, assimile le mouvement comme élément structurant du rapport au lieu. À travers la mobilité, l'individu joue le rôle de traducteur de pratiques spatiales, d'un endroit à un autre. Il établit une continuité de soi dans le lieu, tout en s'adaptant à ses attributs objectifs, pour ainsi l'habiter.

\*\*\*

L'habiter concentre une manière d'être dans le monde et avec l'espace. Il est signification du lieu, identification et appartenance. Il est gestion des itinéraires, des distances et des proximités. Et il est pratique, appropriation, bricolage, détournement et ruse avec les conditions matérielles. En cela, l'habiter « n'est pas une activité comme les autres. Il les imprègne toutes, en tant que condition indispensable à une existence accomplie » (Cazal 2014), et intègre l'espace comme *objet et condition*.

La pratique des mobilités n'est pas réductible à des actes de déplacement. Elle permet au contraire d'enrichir les lieux habités et traversés, et d'élaborer un système que les individus s'approprient et intègrent à leurs pratiques et à leurs représentations (Dubucs et Imbert 2014). En cheminant, il s'agit de composer avec la réalité spatiale et ses différents éléments de conditionnement, pour établir une familiarité rassurante au milieu des agitations. En étant en mobilité, l'individu est toujours dans une reconstruction de son chez-soi, qui ne se limite pas uniquement à la centralité

résidentielle de l'habitat, mais s'étend sur tous ses lieux de familiarité (quartier de loisirs, siège professionnel, maison familiale, lieux de promenades occasionnelles, ville natale).

Une fois sur le terrain, il est plus complexe de prétendre à un recensement de toutes les facettes de l'habiter. Comment illustrer, par des données, *l'être-présent-au-monde-et-à-autrui* de l'habiter en migration ? Quelle méthodologie, pour quel objet d'observation et d'analyse ?

### 3.2. Des mécanismes de l'appropriation spatiale

Les plus importants conflits, issus de la problématique migratoire, sont généralement d'ordre symbolique. L'arrivée de l'étranger invite des éléments d'extranéité, qui troublent l'ordre sociétal établi, et impose un ajustement parfois difficile. Le migrant avec son bagage culturel, son savoir-vivre *étranger*, ses codes sociaux, ses pratiques spatiales et sa visibilité dans la sphère publique, sont autant de paramètres avec lesquels une part de la population locale peine à dialoguer. Ce qui les touche le plus, ce sont les négociations qu'oblige la coprésence de manières *autres* d'habiter et d'être.

Le migrant, tout comme n'importe quel individu confronté à l'étrangeté d'un lieu qu'il veut ou doit habiter, mobilise une série de mécanismes conscients et inconscients, pour y apposer une marque d'identification. Qu'elle soit matérielle, symbolique ou même juridique, l'appropriation spatiale engage l'individu dans une quête de contrôle d'une ou de plusieurs composantes du lieu. Sa maîtrise, partielle est un gage de légitimité *au sein* du groupe, qui peut être contestée surtout lorsqu'elle est minoritaire.

L'appropriation de l'espace est plurielle dans ses manifestations et dans son organisation. Le migrant, étranger culturel, et souvent économique et social, voit sa marge d'*habiter* soumise aux restrictions imposées par les rapports de pouvoir en vigueur.

Hormis dans des situations d'extrême domination d'un groupe social sur un autre, les appropriations spatiales coexistent là où se superposent et se négocient les marqueurs spatiaux de chaque groupe, aussi modestes soient-ils. C'est ce que rappellent Anabelle Morel-Brochet (2008) et Marion Ségau (2010) : le douloureux paradoxe de l'habiter humain pousse à habiter l'espace et « à faire » avec l'espace même lorsqu'il est inhabitable (Morel-Brochet 2008), comme c'est le cas des sans-domicile :

« [...] *pour certains ce sont des parcours a-résidentiels qui font figure d'habiter quotidiennement en retraçant en quelque sorte les qualités d'un système domestique, se répartissant en différents lieux investis différemment selon l'usage qui en est fait : chambre à coucher, salle de séjour, espaces de travail.* » (Serfaty-Garzon 2003)

Dans ce qui suit, je mets en avant les tenants de l'appropriation spatiale, comme un des versants de l'habiter, qui répond directement et indirectement aux impératifs de l'*être-présent-au-monde-et-à-autrui*. En déconstruisant la notion, l'idée est d'identifier les mécanismes qui forment les réalités

socio-spatiales de l'*habiter* et du *cohabiter*, et ce qu'ils induisent comme évolutions dans le rapport de l'individu à l'espace et à la communauté.

### L'appropriation pour un capital spatial

L'appropriation spatiale s'effectue selon des modalités qui permettent à l'individu de transformer l'*espace* en *lieu*. Il en définit des délimitations matérielle et immatérielle, plus ou moins poreuses à autrui, pour répondre au besoin d'appriivoiser son environnement, qui devient parallèlement cadre de conditionnement à ses pratiques.

D'après la psychosociologue Perla Serfaty-Garzon (2003), l'usage sociologique de la notion d'appropriation trouve son origine dans l'anthropologie de Marx, pour signifier le travail, la praxis et l'action sur le monde des individus et des groupes, dans le but d'établir de nouveaux équilibres sociaux.

L'appropriation relève d'un acte intentionnel. Elle est à la fois *temporelle*, conditionnée par la fréquence, la durée et la durabilité de l'usage, et *a-temporelle*, faisant émerger des lieux référentiels, indépendamment de l'intensité d'usage.

Plusieurs notions y sont liées : la territorialité, le privé (*privacy*), l'espace défendable (Serfaty-Garzon 2003) et la possession. L'appropriation repose aussi sur l'*habitus*, système de dispositions collectives qui génère et organise les principes des pratiques et des représentations dans la durée (Sala Llopart 2000), et mobilise des éléments essentiels du passé dans les pratiques et les représentations du présent. Le poids de l'*habitus* n'exclue pas, cependant, ce que Michel de Certeau qualifie d'*inventions du quotidien* (1990) :

« [...] (l'homme ordinaire) *invente le quotidien grâce aux arts de faire, ruses subtiles, tactiques de résistance par lesquelles il détourne les objets et les codes, se réapproprie l'espace et l'usage à sa façon [...] dans une liberté buissonnière par laquelle chacun tâche de vivre au mieux l'ordre social et la violence des choses.* » (Certeau 1990, 295)

Le processus d'appropriation spatiale émerge le plus remarquablement dans les situations de contraste. Face aux divers conflits entre l'espace *conçu* et l'espace *vécu*, l'individu mobilise des mécanismes d'appropriation pour établir un équilibre. Il cherche toujours à transcender les limites imposées par la conception, en agissant sur la "forme", l'"usage" et le "sens", pour fabriquer de nouvelles réalités traduisant sa subjectivité et son parcours individuel.

La production architecturale, plus particulièrement celle qui s'inscrit dans le Mouvement Moderne, a souvent fait l'objet de sévères critiques quant à sa rigidité et sa tendance à offrir peu d'alternatives d'usages à ceux qui souhaitent l'*habiter*. La "machine à habiter" de Le Corbusier, par exemple, est critiquée pour la déshumanisation de l'acte d'habiter. Il y serait réduit à sa dimension fonctionnaliste, et conçu pour « l'homme moderne » au *singulier*. En concevant la *Cité Radiense*<sup>71</sup>, à Marseille, Le Corbusier porte non seulement un projet spatial et architectural, mais aussi un projet social et politique :

*« L'urbanisme est un levier politique considérable. Personne ne peut se soustraire à l'architecture. Les réalisations architecturales et urbanistiques sont porteuses de symboles et deviennent aisément l'illustration d'une idéologie, chargées d'incarner la toute-puissance du pouvoir en place. »* (Zuppinger 2009)

Face à l'opposition parfois hâtive qui met en conflit concepteurs et usagers, il faut pourtant admettre que de nombreux architectes, urbanistes et experts de l'espace reconnaissent le pouvoir transformateur de la créativité habitante, et lui laissent une marge d'expression spatiale<sup>72</sup> et de « performance » :

*« Mettre des fleurs à son balcon implique des pratiques d'entretien (arrosage) mais signifie aussi que cette action esthétique (de décoration) qualifie un lieu montré "aux gens qui passent". »* (Ségaud 2010)

La « performance », comme appropriation spatiale qui « se donne à voir », peut être du ressort de l'individu, comme elle peut s'organiser collectivement pour traduire les dynamiques de groupe. Henri Lefebvre et Paul-Henry Chombart de Lauwe, précurseurs de la sociologie urbaine, considèrent l'appropriation spatiale comme socle du droit collectif à la ville, et témoignage des rapports de domination entre groupes dans l'espace urbain (Veschambre 2005).

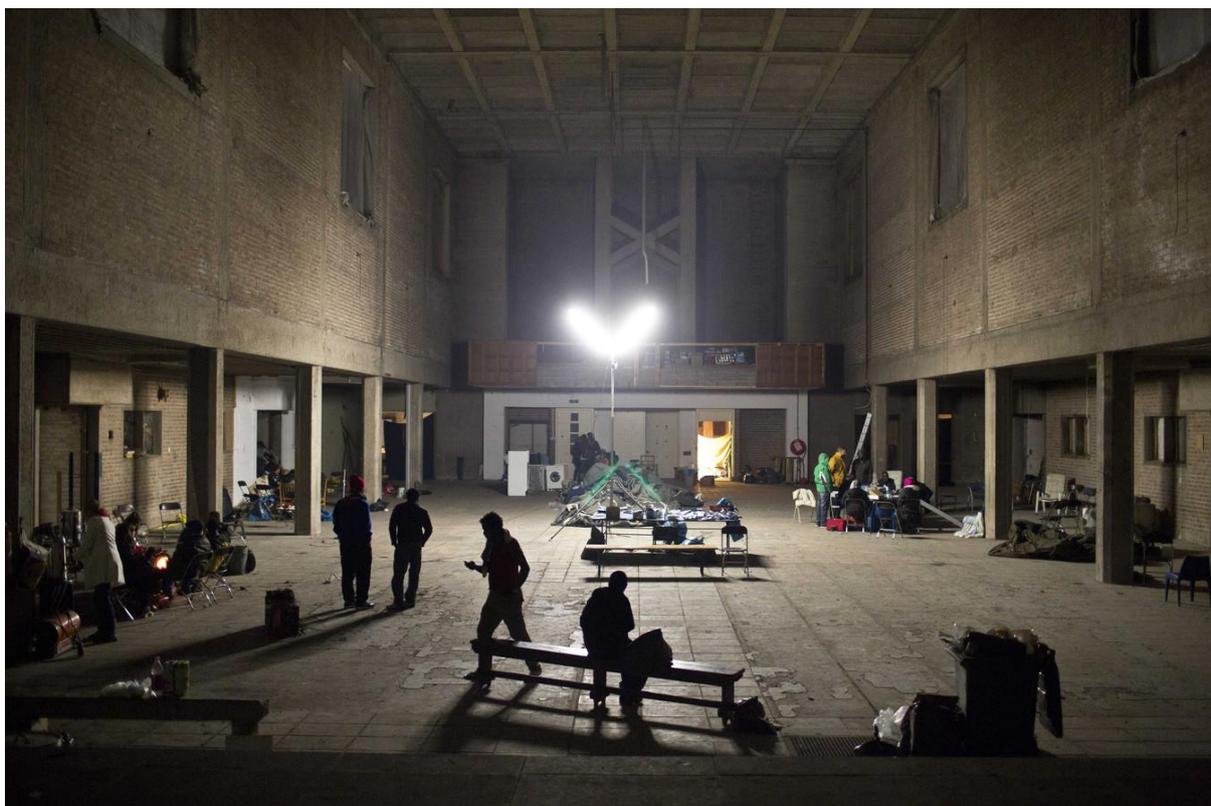
Elle est un instrument de négociation entre acteurs, décideurs et experts, comme le démontre l'exemple de l'occupation illégale de réfugiés d'une Eglise abandonnée à Amsterdam, en 2012. Cette

---

<sup>71</sup> Les réalisations architecturales et urbaines de Le Corbusier sont aujourd'hui adulées et célébrées dans le milieu de l'architecture car elles sont des emblèmes de l'architecture moderne, un tournant dans la manière de faire les projets architecturaux et urbains.

<sup>72</sup> Je prends ici l'exemple de l'agence parisienne l'Atelier d'Architecture Autogérée (AAA) qui mène des actions urbaines et architecturales destinées à une gestion indépendante par les usagers, qui ont la liberté de transformer l'espace *conçu* avec le temps, selon leurs besoins et leurs pratiques des lieux.

appropriation fait très vite le tour des médias sous le nom de « *Vluchtkerk* », « l'église de la fuite » (Boer 2013). Les demandeurs d'asile (*Image 9*) transforment en refuge humain l'intérieur de béton brut d'une église des années 1950. L'image qui en circule rajoute du poids à la cause commune des réfugiés, et à l'enjeu d'une meilleure gestion des arrivées continues de rescapés de guerre et de crises humanitaires. L'exemple illustre non seulement comment l'occupation d'un espace peut être l'outil d'une cause sociale, mais révèle le conflit entre la fonction initiale de l'église comme lieu de culte, et l'usage qu'en font ses occupants de fortune.



*Image 9 « Les demandeurs d'asile qui ont épuisé toutes les voies de recours sont réunis dans l'église Saint-Joseph vacante et squattée, rebaptisée De Vluchtkerk pour l'occasion », 2012-2016 © ANP / nmm.ad.nl*

A travers l'appropriation spatiale, s'exposent des enjeux de domination sociale. Les populations vulnérables, qui se fondent habituellement dans le *décor du quotidien* (séniors, migrants, sans abris, jeunes), sont souvent limitées dans leur capacité à marquer l'espace et à se l'approprier, ce qui crée des inégalités sociales et symboliques. L'utilisateur-habitant fait face ainsi à un sentiment de "désappropriation" (Chombart de Lauwe 1982), qu'il éprouve lorsqu'il constate que l'espace, et plus largement la ville, ne lui appartient pas.

L'appropriation spatiale restitue à l'habitant un rôle actif à travers lequel il affirme une autonomie socio-spatiale, dans des interstices parfois très réduits (Pinson 1993), afin de cumuler un "capital spatial". Le terme, popularisé par la géographie sociale (Lévy et Lussault 2003), signifie « l'ensemble des ressources spatiales matérielles (habitat, mobilités), immatérielles (télécommunications) et idéelles (le stock de compétences, d'appétences et d'imaginaires spatiaux) que doit nécessairement mobiliser l'individu dans sa vie quotidienne pour poursuivre ses actes, développer des stratégies et accéder à d'autres biens sociaux (capital économique, culturel ou social) » (Cailly 2007).

La sociologue Stéphanie Garneau (2006) identifie deux dimensions qui composent le "capital spatial". En premier lieu (1), un patrimoine de lieux, composé d'espaces familiers et d'espaces ressources, vis-à-vis desquels l'individu acquiert des droits d'usage et d'identification. Il y développe des relations sociales et en assimile les codes culturels. En deuxième lieu (2), il s'agit de compétences spatiales, de savoir-faire, tel que le savoir-circuler, et d'aptitudes à agencer des espaces en un système d'interactions profitable.

Le capital spatial n'est pas uniquement le résultat de hiérarchies socioéconomiques, facteur traditionnellement mobilisé dans les approches légitimistes<sup>73</sup> (Bourdieu 1993; Cailly 2007). Il influence et transforme à son tour les autres types de capitaux, processus que l'on observe dans le contexte migratoire où le déplacement, la connaissance des lieux et leur marquage matériel et symbolique influencent les autres projets : familial, professionnel et social.

### **Le matériel et l'immatériel de l'appropriation spatiale**

S'approprier l'espace, c'est apprivoiser l'environnement physique, social et symbolique, en mobilisant des procédés d'*être* et de *faire avec* l'espace. Cela implique plusieurs interventions individuelles et collectives qui visent à rendre l'étranger familier.

L'aspect le plus manifeste à l'observateur est l'appropriation physique. Elle rend compte d'interventions matérielles et d'altérations palpables de l'espace, dans le but de l'adapter aux pratiques et aux représentations. C'est dans la sphère domestique que l'utilisateur a généralement le plus de liberté à moduler l'espace à ses besoins, allant de l'ajout ou de la suppression de cloisons

---

<sup>73</sup> Cette approche définit le positionnement *dans* l'espace et l'accès à ses ressources à partir de conduites collectives socialement situées. Le capital spatial dans ce sens-là est considéré comme résultant de choix conditionnés par les représentations collectives et les conjonctures sociétales. Ainsi, il n'est pas envisagé pour sa capacité de catalyseur et de facteur d'influence sur ces éléments de conditionnement, qui représentent au final d'autres formes de capitaux ouverts à l'évolution dans le temps.

intérieures, aux réaménagements d'espaces et de leurs fonctions. La disposition du canapé et de la table à manger, la décoration des murs de la chambre, ou encore la transformation du séjour en espace de travail selon la temporalité, sont des traces et des marquages physiques qui signifient pour l'usager un certain niveau de maîtrise. Cette marge d'action est beaucoup plus contrainte dans des situations de location, par exemple, où chaque altération peut potentiellement engendrer des frais de réparation, ou de remise à l'état à la charge de l'occupant. Les habitants des HLM, ou les jeunes qui occupent les résidences étudiantes, se retrouvent dans l'incapacité à prendre possession totale de leur lieu de vie, de peur de devoir rendre des comptes *a posteriori*, et sont rappelés en permanence à leur situation d'habiter transitoire et incomplet.

Cependant, l'accession à la propriété (l'appropriation juridique de l'espace) n'est pas toujours gage d'une entière appropriation "physique". Que ce soit par l'inaccessibilité aux frais de travaux de réaménagement, par les réglementations intransigeantes aux modifications à l'initiative de l'habitant<sup>74</sup>, ou par les limites physiques<sup>75</sup> du lieu, l'appropriation de l'espace ne va pas toujours de soi.

Le désir de contrôle de l'espace déborde de la sphère domestique, pour s'inviter dans l'espace public. Les actes d'appropriation de lieux collectifs sont souvent porteurs de messages et d'intentions, qui suggèrent des rapports de force au sein des groupes. S'approprier l'espace public c'est se donner à voir dans un lieu de partage, et les artefacts spatiaux (objets et aménagements) jouent un rôle dans l'articulation d'une échelle collective (résidents d'une rue, habitants du quartier, citoyens d'une ville). Dans le numéro *Object Politics* de la revue *The Funambulist*, Manar Moursi et David Puig (2016) s'intéressent aux récits sur les objets des trottoirs du Caire, « le plus grand musée de chaises en plein air du monde ». Ils expliquent que les chaises servent plusieurs fonctions, surtout dans les quartiers populaires et les zones d'activité professionnelle informelle :

« [...] *l'occupation des trottoirs avec des chaises peut également être considérée comme une sorte de stratégie de guérilla de la part des vendeurs de rue. Comme un jeu du chat et de la souris, cela peut être soit toléré, soit freiné par les autorités. De plus, les trottoirs offrent un répit dans la chaleur des appartements humides. Dans les quartiers informels et les vieux quartiers, les*

---

<sup>74</sup> L'espace sur lequel l'usager-habitant doit sans doute faire le plus de concessions est la façade. La ville, et le collectif en général, ont généralement l'autorité et le pouvoir qui va avec pour exiger aux individus de céder une partie de leur liberté pour le bien commun, qu'il fasse ou pas l'unanimité auprès des usagers.

<sup>75</sup> Dans les études de *Material Culture*, on définit les limites d'usage de l'objet (espace, mobilier, artefact architectural, etc.) comme son "affordance", ou sa "potentialité". Il s'agit de toutes les possibilités d'action sur un objet et la capacité de ce dernier à suggérer sa propre utilisation et, de là, les limites de cette utilisation.

*pauvres et les classes moyennes se retrouvent devant leurs immeubles comme si les trottoirs étaient le prolongement naturel des appartements, remplaçant les balcons et vérandas inexistantes, devenant des versions plus larges et plus confortables des petits salons encombrés.* »<sup>76</sup> (Moursi et Puig 2016, 21)

A travers les instrumentalisation multiples de la chaise, les usagers explorent son « affordance » selon les contextes. Elle peut être une invitation amicale à occuper l'espace, ou un « épouvantail » qui fait figure d'autorité en bas d'un immeuble résidentiel. En instrumentalisant l'objet et l'espace dans lequel il prend place, à l'abri ou exposé aux regards, l'utilisateur se positionne dans la hiérarchie socio-spatiale, selon sa marge d'appropriation.

L'appropriation se manifeste aussi dans les gestes automatiques du quotidien, comme le nettoyage et la mise en ordre. Loin d'être anodins, ils relèvent de formes essentielles d'appropriation qui préparent le terrain à d'autres, plus complexes. Dans un travail sur la réhabilitation des logements sociaux et les pratiques d'initiative habitante, Isabelle Mesnard (2003) démontre que l'acte du nettoyage s'inscrit dans un imaginaire commun qui encourage le bon entretien, et exclut ainsi le désordre comme un acte marginal. Le nettoyage et la mise en ordre permettent à l'utilisateur, même à l'abri du regard, et dans l'intimité de son espace domestique, de se sentir appartenir au groupe en conformité normative.

Devant l'incapacité à habiter un espace, l'utilisateur succombe au contraire à des pratiques de dégradation, volontaires ou involontaires. Cela peut aller de l'abandon d'entretien des espaces privés et communs d'un immeuble, aux tags et aux graffitis.

Toujours dans le cadre de son étude de l'appropriation spatiale en HLM, Garneau (2006) assimile la dégradation au bricolage « anormal » et à la détérioration de l'espace par le laisser-aller excessif. Elle prend comme exemple un article de journal, qui fait l'inventaire des frais mobilisés pour réparer les dégradations d'un appartement de location, après le départ de ses occupants de sept ans. Les nouveaux locataires expriment leur consternation face à l'ampleur des dégâts qui, selon eux, sont le résultat d'un abandon *délibéré* :

---

<sup>76</sup> Citation originale : « [...] the occupation of the sidewalks with chairs can also be seen as a kind of guerrilla strategy by street vendors. Like a game of cat and mouse, this can be either tolerated or curbed by the authorities. Further, sidewalks offer respite from the heat of clammy apartments. In informal settlements and in older urban quarters, poor and middle-class Cairenes meet in front of their buildings as if the sidewalks were the natural extensions of apartments, replacing nonexistent balconies and verandas, becoming wider and more comfortable versions of small and congested salons. »

« *c'est dingue, c'est honteux, comment ont-ils pu vivre dans un intérieur pareil ?* », s'écrie Hécia, tandis que son mari en déduit : « *des gens doivent se dire, nous ne sommes pas chez nous, on s'en fout* ». » (Garneau 2006, 112)

La sociologue conclut à partir de l'analyse des photographies commentées, jointes à l'article, que les anciens locataires semblent avoir effectué des aménagements dans l'appartement pour *améliorer* leur confort. Mais ces actes d'amélioration, n'entrant pas dans les normes de propreté, de professionnalisme ou d'hygiène imposées, ont été considérés par les gestionnaires et par les nouveaux occupants comme un acte de dégradation. Pour les anciens, il était adaptation de l'espace.

Des mécanismes similaires de stigmatisation de formes d'appropriation spatiales existent également dans l'espace public. Mis à part, par exemple, l'acte frontal du vandalisme, d'autres actions « indésirables » sont prohibées par les autorités et l'opinion publiques, à commencer par l'appropriation *scripturale*. Cette pratique ancestrale transforme les murs de la ville en tribunes d'expression artistiques ou revendicatrices, anonymes ou reconnaissables uniquement par les initiés. Les murs deviennent une scène pour ceux dont les discours ne sont considérés que lorsqu'ils s'imposent de force. Pour les autorités il s'agit d'un acte d'incivisme et de vandalisme, qui peut, par saturation, créer une pollution visuelle et spatiale pour les autres usagers.

Dans la ville de São Paulo, les *pixadores* écrivent sur les façades de la ville des messages denses et monochromes, dans un alphabet obscur. Inspiré du « *pichação* », des inscriptions au goudron utilisées pour militer contre la dictature brésilienne de 1964 à 1985 (Engasser 2016), ces messages (*Image 10*) induisent un sentiment d'oppression au sein de la population citadine.

Le recours à une expression *scriptée* est en soi une rupture avec le langage conventionnel, et une réponse subversive à la violence exercée par la politique locale. Selon Timothée Engasser, la plupart des *pixadores* sont des jeunes en provenance de quartiers périphériques de la ville de São Paulo, laissés pour compte, ayant un accès limité à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Ce que les autres populations perçoivent comme transgression, est vécue par les *transgresseurs* comme un regain d'initiative, et une visibilité à leur condition dans l'espace public.



Image 10 « Saturation. Centre de São Paulo 2015. » © Timothée Engasser / Les Cahiers de Framespa

Tous les marquages scripturaux ne sont pas entendus comme des actes de subversion ou de dégradation. En attestent les enseignes en langue étrangère qui couronnent les magasins et les épiceries *ethniques*. Elles participent à recréer visuellement et spatialement des éléments d'identification pour le groupe. C'est le cas du quartier de la Chapelle à Paris (Dequierez 2010), foyer du *Little Jaffna*, un repère urbain pour la population tamoule de Paris et d'Europe. Le hasard et les conjonctures économiques avantageuses, qui ont coïncidé avec l'arrivée des réfugiés sri lankais à Paris, leur ont permis d'obtenir des fonds de commerce à prix abordable. En offrant des sommes de plus en plus élevées pour l'achat de locaux, les marchands tamouls ont fini par conquérir le paysage commercial du quartier (Image 11), dominant par la même occasion l'ambiance des rues. Aux vitrines qui exposent des produits exotiques, étiquetés en langue étrangère incompréhensible aux parisiens et aux touristes, se rajoute un autre élément de différenciation de la population tamoule : l'appropriation spatiale par la visibilité dans l'espace public, ce que Veschambre (2004) qualifie de « marquage présence » (Image 12). Dans le contexte migratoire, les signes d'extranéité de la population migrante sont parfois plus manifestes, étant porteurs de manières d'être, de s'habiller, de communiquer et de s'organiser en public plus reconnaissables.



Image 11 Scène de la rue du Faubourg Saint-Denis à la Chapelle. Les rez-de-chaussée commerciaux, avec une majorité tamoule, contrastent avec les étages haussmanniens qui les surplombent. 2011 © Des Coulam / [soundlandscapes.wordpress.com](http://soundlandscapes.wordpress.com)



Image 12 Des enseignes de la rue sont écrites en anglais, ciblant davantage la population concernée, et les éléments de reconnaissance débordent sur le trottoir. 2011 © Des Coulam / [soundlandscapes.wordpress.com](http://soundlandscapes.wordpress.com)

Les habits traditionnels, les déambulations et les formations de groupe, les discussions vives en langue étrangère, ou les interpellations d'un trottoir à l'autre (Dequierez 2010), conditionnent les interactions sensorielles avec l'espace et la réalité que l'on s'en fait. La visibilité, la fréquence d'usage d'un lieu et son occupation répétée, sont des marqueurs spatiaux qui finissent, avec le temps, par devenir des indicateurs identitaires. Il y a ainsi une volonté de s'identifier pour être immédiatement identifiable par le reste de la communauté. Cela engage des négociations avec les autres populations qui cohabitent le même espace.

Dans une étude sur les rapports à l'espace et les modalités d'appropriation de travailleurs népalais en Inde, Tristan Bruslé (2010) explique que leur occupation des espaces publics est une conséquence de la dévalorisation sociale, et de l'évitement de ces espaces par les locaux :

*« Situés au ras du sol, au débouché de rues encombrées ou à proximité des aires polluées de stationnement de bus, les coins et recoins « népalais » ne sont attirants que pour les portefaix. Ils sont népalais, car occupés par les Népalais. En effet, ils ne sont d'aucun usage pour les Indiens, qu'ils soient citadins ou touristes de passage et deviennent invisibles aux yeux des non-Népalais. Enfin, la marginalité de leur situation reflète la position sociale des portefaix : basse et peu considérée. » (Bruslé 2010)*

L'appropriation différenciée d'espaces distincts, entre ouvriers népalais et locaux indiens, se fait quasi naturellement. Le fait que les Népalais soient à la fois dans une position de "subalterne", et dans une situation de migration temporaire, instaure un ordre socio-spatial inégalitaire, mesuré par la qualité des surfaces habitées et par les distances aux ressources et à la centralité. (Ripoll et Veschambre 2005).

L'appropriation matérielle, qu'elle s'inscrive dans une initiative individuelle<sup>77</sup> ou dans un schéma collectif d'usages, œuvre à contrôler l'espace et le sens qu'il incarne. Elle n'a de réelle utilité que quand elle concourt au maintien d'une continuité spatiale signifiante pour l'individu ou la communauté. Les appropriations « sont inséparables d'intentions, de perceptions et représentations, et même de constructions imaginaires ou idéologiques » (Ripoll et Veschambre

---

<sup>77</sup> Les initiatives individuelles quant au choix des lieux investis et l'appropriation spatiale qui en est faite sont relatives. Elles s'opèrent à l'intérieur de champs multiples de contraintes qui sont intériorisées (Cailly 2007), et c'est la composition individuelle de fragments de référentiels collectifs qui détermine les usages et les représentations d'un lieu donné.

2005). Elles ne doivent pas être analysées isolément dans le temps, mais dans une continuité entre modèles passés de pratiques et d'identification, et modèles futurs d'anticipation, réels ou idéalisés. L'étude des mots utilisés par les usagers, pour qualifier l'espace, offre une perspective riche dans la prospection des continuités de l'expérience spatiale, démontrant que « les réalités urbaines sont plus complexes que la représentation lexicale qui en est donnée » (Genèses 2003) :

*« Les mots qualifient l'espace. Le nommer, comme nous le faisons quotidiennement en puisant dans le lexique disponible ou en nous risquant à détourner ou inventer un terme (un « petit nom »), c'est non seulement reconnaître un lieu, mais se l'approprier, lui donner consistance en le faisant sien, lui prêter un sens, le produire en quelque sorte. C'est réactiver une signification, en réitérant celle, largement partagée, que la société a fixée, ou s'en écarter pour une nouvelle, voire pour une plus ancienne maintenue à contre-courant de l'évolution des usages. » (Depaule 2002, 235)*

La qualification de l'espace, tout comme son usage conscient, lui donne la consistance du "lieu". Les experts de l'espace et les acteurs politiques attribuent une fonction au lieu, à travers les dénominations et les usages qui y sont programmés, tentant parfois même de les y figer, souvent vainement. Les pratiques habitantes et les représentations, créent un lexique socio-spatial qui ne se superpose pas toujours aux terminologies savantes des experts. Dire « mon quartier » pour un habitant, peut à la fois repousser ou rapprocher les limites administratives, dans l'espace et le temps ; un autre habitant « du quartier » en aura une définition différente. Les décalages dans l'identification des territoires, sont le reflet d'appropriations spatiales physiques et symboliques que les mots renforcent. Si les labellisations spatiales officielles contribuent à la cristallisation d'ordres et de hiérarchies sociales, les mots des usagers recréent de nouvelles trames de sens, et jouent avec les assignations officielles. Pour reprendre Michel de Certeau, « une ville transhumante, ou métaphorique, s'insinue ainsi dans le texte clair de la ville planifiée et lisible » (Certeau 1990).

En plus de ces détournements d'appellations, les usagers ont recours à des jugements de valeur conditionnés par la subjectivité individuelle et la propriété des lieux. Bernard Bensoussan (2009) explique que le choix des mots mobilise, au-delà du rapport physique de l'individu à l'espace, d'autres paramètres sociétaux et culturels : l'âge, la durée d'occupation, le genre, le moment dans la vie :

« [...] *présenter son logement revient aussi à présenter une facette de sa personne ou de son ménage. Le logement a plusieurs valeurs. Il est aujourd'hui à la fois un lieu privé, un emblème du statut social, un bien marchand. En prononçant tel évaluatif que tel autre, à leur insu ou consciemment, les enquêtés arbitrent en faveur d'une des valeurs.* » (Bensoussan 2009)

Face à l'enquêteur, les mots qui décrivent et dénomment l'espace, font partie d'une stratégie de valorisation ou, au contraire, de disqualification.

\*\*\*

L'appropriation spatiale engage les individus et leur identité dans un rapport "signifiant" et "signifié" au lieu habité. Elle relève d'un acte intentionnel de marquage et de contrôle de l'espace, qui aide l'individu à comprendre la réalité matérielle et sociétale qui l'entoure. L'appropriation joue avec les limites matérielles de l'espace, les assignations socio-spatiales et les rapports de pouvoir dans lesquels l'espace tient à la fois les rôles d'arme et d'arène<sup>78</sup>. La capacité à agir sur l'environnement et le savoir-faire *avec* l'espace permettent à l'utilisateur de constituer un capital, fait d'ancrages et de mobilités multiscalaires.

Face à la codification de l'espace conçu, régie par la réglementation et la vision des experts, les pratiques d'appropriation relèvent d'une marge de liberté que les individus retrouvent ou, à défaut, se créent au travers de modes d'occupation reflétant leurs identités habitantes. Par l'action individuelle ou par l'intervention collective, l'appropriation identitaire de l'espace est « l'objet de luttes symboliques, pour lesquelles les groupes sociaux sont inégalement armés » (Veschambre 2004). L'appropriation spatiale touche ainsi à des enjeux sociopolitiques, qui définissent les hiérarchies sociales au sein d'institutions et d'organisations collectives : la famille, le quartier, la ville, la nation.

L'appropriation spatiale se manifeste par le réaménagement de l'espace, par l'agencement des objets et du mobilier, par le marquage matériel, et par l'interaction entre le corps et l'environnement. Révélatrice d'un système spatial, et inscrite dans un réseau référentiel, l'appropriation est médiatrice du rapport des migrants aux lieux : la résidence principale, le lieu de travail, l'espace de loisirs et de socialisation. Elle est aussi repère mémoriel, témoin identitaire et signe de leurs aspirations.

---

<sup>78</sup> L'espace est comme une arme, car il sert d'outil de mobilisation sociale, de marqueur physique et symbolique de différenciation entre soi et autrui, et comme une arène car il agit comme contexte de contraintes et de conditionnement, aux jeux de pouvoir exposés aux regards des autres et à leur jugement.

Habiter en migration, en fonction de facteurs de perturbation intensifiés par le mouvement (Mouchard 2017) et par la « polytopie » (Stock 2011), met particulièrement à l'épreuve la capacité des individus à s'approprier l'espace. En tant que minorités, les migrants font face à des enjeux de domination socio-spatiale, qui conditionnent leur marge d'appropriation et la limitent. De plus, la dialectique absence/présence que certains migrants vivent à travers leur mobilité répétée entre les lieux de leur réseau, ne facilite pas l'établissement d'une constance d'usage physique de l'espace, forme d'appropriation la plus *légitime*. Ainsi, les mécanismes de l'habiter se manifestent dans la subtilité des pratiques quotidiennes, qui se déploient sur un fond de référentiel socioculturel multi-localisé, pour générer des modes d'habiter composés.

### 3.3. Ces lieux de la migration...

L'appropriation de l'espace est rarement celle d'un endroit vierge de toute activité sociale. Elle oblige à une négociation avec des identités préexistantes, que l'individu ou le groupe détournent ou intègrent avec le temps. Parler de lieux de la migration, c'est parler de "se faire une place" au travers de compromis, de bricolages et de recompositions spatiales et référentielles (Niang-Ndiaye 2019). Les questions qui se posent sont de savoir comment s'opère le choix d'un lieu plutôt que d'un autre chez les migrants, de saisir les liens qui se nouent entre eux et le lieu occupé, et leurs effets sur la fabrique des territorialités individuelles des migrants.

Il est difficile de séparer la pratique du lieu de sa représentation. Les deux sont le reflet de stratégies et de schémas de pensée, que l'individu déploie à travers les espaces qu'il occupe. Il mobilise des idéologies et des valeurs qui déterminent ses choix (Cailly 2002).

Il existe toujours un besoin du lieu, au point qu'il devienne une condition à l'incarnation d'une identité et d'un parcours. "On *est* ainsi, et on *agit* de telle manière, avec tel *lieu*" :

*« Les métaphores spatiales qui hantent nos discours [...] ne sont pas nécessairement le signe de la débécance ou de l'impuissance de notre pensée [...] mais le témoignage qu'elle a besoin du support de l'espace pour s'exprimer et se déployer. »* (Collot, 2008, p. 322 dans Brochot & de La Soudière, 2010)

À partir de l'investigation des lieux de la migration, il s'agit de révéler les principes qui guident l'élaboration de l'*espace vécu* des migrants, à l'entrecroisement de l'identité du lieu et de l'identité de l'individu. Par la suite, j'analyse en quoi la maison, centralité spatiale et référentielle à plusieurs égards, reste un *haut lieu* structurant qui conditionne la construction du réseau socio-spatial des individus, même dans des conditions de grande mobilité.

#### **Le lieu, une unité de temps et d'espace**

Avant de s'aventurer dans la définition des lieux mobilisés par les individus pour configurer leur zone de familiarité, il est important de saisir les contours de la notion. Tout comme l'espace, le territoire ou encore d'autres notions plurivoques, le lieu concentre un grand intérêt dans les études socio-spatiales, et suit de près la pertinence d'autres concepts complexes, comme l'"habiter", la "mobilité", la "modernité" et les "phénomènes de mondialisation" (Brochot et de La Soudière 2010).

D'un côté, le lieu a des attributs objectifs, ce que Armand Frémont (2010), théoricien de l'« espace vécu »<sup>79</sup>, qualifie de « raison du lieu ». Il a une fonction sociale et répond à des usages sous les effets d'une combinaison de conditionnements divers (environnemental, social, économique). D'un autre côté, il a des attributs subjectifs, puisque par essence humanisé. Même lorsqu'il est très peu ou à peine fréquenté, il doit beaucoup de son sens à la perception et aux projections subjectives :

*« La sensibilité du corps et de l'esprit, les cinq sens, l'affect, la mémoire, le sens esthétique, l'émotion, la révolte ou le rêve, sans que cette énumération soit exhaustive, y comptent au moins autant que l'exercice de la raison. »* (Frémont 2010, 165)

Dans leur propos introductif d'« *Autour du lieu* »<sup>80</sup>, la géographe Aline Brochot et l'ethnologue Martin De la Soudière (2010) définissent trois dimensions relatives au lieu. La première est celle du « temps ». Porteur de mémoire, il est déterminé par ce qui s'y produit ou ce qui s'y est produit. Il renvoie à une chronologie, au moment et à l'événement. Il n'est en effet pas rare de mobiliser le terme pour situer un acte dans le temps : « le rendez-vous a lieu tout à l'heure ». Il n'a pas de sens sans l'activité humaine. La géographe sociale Deirdre McKay propose de considérer le lieu comme support de changement constant, « toujours lié[s] par des personnes à d'autres lieux, reproduit[s] continuellement à travers la différence et la similitude, et produisant des subjectivités distinctives »<sup>81</sup> (McKay 2004).

La deuxième dimension est celle de la « centralité ». « Le lieu est le point qui, dans l'espace, impose sa différence avec son entour », selon André Micoud (2007 in Brochot & de La Soudière, 2010). Il est défini par son aptitude à croiser des chemins et des zones, agissant ainsi comme un point de suture de l'espace. Le lieu réunit les *uns* (individus, valeurs, référentiels, fonctions, pratiques) tout en les séparant des *autres*. Il peut même transparaître dans les entre-deux, et au croisement de différents mondes sociaux, culturels et économiques.

La troisième et dernière dimension est celle des « échelles ». Selon les chercheurs, on peut très bien lire dans le rapport du lieu à l'étendue ou au territoire celui de la partie au tout, mais les échelles en question ne sont pas que celles qui ont des dimensions mesurables. Les lieux de nos sociétés

---

<sup>79</sup> On considère ici l'espace vécu comme un réseau de lieux qui sont, comme l'explique Tim Creswell (2008) dans son introduction du « lieu », une combinaison d'une localisation (le lieu répond au « où ? »), d'un cadre matériel et d'un « sens du lieu », qui signifie l'attachement et le lien subjectif au lieu.

<sup>80</sup> Aline Brochot et Martin De la Soudière introduisent le numéro 87 de la revue *Communication*, intitulé *Autour du lieu*, dans lequel plusieurs chercheurs reviennent sur leurs travaux référentiels qui mettent la notion du lieu au cœur de leurs préoccupations. Comme Armand Frémont sur l'« espace vécu » ou encore Marc Augé sur le « non-lieu ».

<sup>81</sup> Citation originale : « always linked by people to other places, continually reproduced across difference and similarity and producing distinctive subjectivities. »

contemporaines sont les témoins d'un emboîtement d'échelles, qui crée une porosité entre le local et le global. Les espaces de mobilité, de motilité, de migration ou encore de communication – donc presque tout ce qui peut faire office de lieu aujourd'hui – sont à l'intersection d'échelles socio-spatiales variées.

Ces dimensions démontrent la complexité inhérente à la définition du concept, laissant à chaque discipline le loisir de se l'approprier à sa manière<sup>82</sup>. En partant d'un point de vue sociologique, c'est-à-dire de l'individu, du groupe et de leurs subjectivités respectives, le lieu cache un monde de liens (Burret 2017, 31). En tant que cadre de rencontre et de performance, il est un intermédiaire de relations et de liens sociaux, qu'il facilite, limite ou met en tension. Il spatialise et définit un temps pour les interactions sociales. La promenade dans le parc du quartier, la rencontre du voisin dans le hall de l'immeuble ou encore l'installation autour d'un dîner, partagé avec un proche dans la salle à manger, sont des *moments* et des *lieux* catalyseurs de liens.

Il n'est pas toujours impératif d'être en coprésence physique pour que les relations sociales puissent *prendre place*. La dispersion des individus, quels qu'en soient les motifs, est créatrice de nouveaux types de lieux, supports et médiateurs de relations sociales. La révolution des communications a contribué à l'émergence de lieux *sans espaces*, « lorsque, présent ici par le corps, l'esprit se développe ailleurs. » (Frémont 2010, 168). Lieux virtuels et conventionnels ne s'opposent pas, et sont des foyers d'information produits à partir, contre et en relation avec des contextes *extra-locaux* (McKay 2004). Le lieu prend sens par son inscription dans « un continuum de lieux signifiants, signifiés, reliés et articulés », et non pas dans une succession linéaire qui isolerait une étape socio-spatiale d'une autre. Cela est remarquable dans le contexte migratoire, où « les pratiques et les liens que les migrants établissent avec les lieux de vie d'*ici* et de *maintenant* (lieux de travail, de sociabilité, de consommation, d'échange, etc.) et ceux d'*ailleurs* et d'*hier* (lieux d'origine, lieux de migrations antérieures), constituent la trame spatio-temporelle de l'habiter » (Niang-Ndiaye 2019).

Le lieu est un espace vécu à l'aide d'un alphabet socio-spatial qui donne du sens à l'expérience de l'habiter, par-delà les séparations spatio-temporelles qu'impose aux individus le déroulement de la vie sociale et ses mobilités (Di Méo 2008).

---

<sup>82</sup> En architecture, par exemple, on parle d'"esprit du lieu", ou le *Genius Loci*, théorisé par l'architecte norvégien Christian Norberg-Schulz, pour définir le rapport phénoménologique entre l'individu et son environnement.

## Un habiter interstitiel

Le mouvement des populations, manifestement croissant, n'abolit pas les effets du lieu sur l'élaboration des référentiels socio-spatiaux, et des configurations identitaires. La mobilité *dans* et *au travers* des lieux en fait des supports au mouvement, des repères sur les chemins de la migration, et des symboles de dynamiques d'hétérogénéisation du monde (Bruslé et Varrel 2012). Certains géographes, sociologues et anthropologues, parlent de phénomènes de « translocalité », lieux et liens sociaux dynamiques, qui émergent des pratiques quotidiennes de migrants faisant leur *place* entre plusieurs contextes territoriaux (Appadurai 1995; Datta et Brickell 2011; J. Friedman 1990), qu'ils soient nationaux ou internationaux :

« [À propos des géographies translocales] *une situation simultanée dans différents lieux qui permet de comprendre le chevauchement entre le lieu et le temps dans la vie quotidienne des migrants.* »<sup>83</sup> (Datta & Brickell, 2011 *in* Bruslé & Varrel, 2012)

Dans le contexte migratoire, le type de lieux investis est, pour beaucoup, conditionné par les identités des migrants. Le niveau d'acculturation, le rapport au pays d'origine, la pré-émigration, les effets de « migration »<sup>84</sup>, le projet et les « horizons d'attente », les interactions entre les cultures en contact, le type de modèle d'intégration du pays d'accueil, et l'insertion sociale et économiques (Mata Barreiro 2004), préfigurent le mode de gestion des réseaux et des lieux. On part du principe qu'une situation optimale de migration, exigerait de réussir un niveau d'intégration de l'individu qui assurerait son inclusion et son acceptation par l'Autre dans la société de résidence, tout en ayant le droit de conserver et de retrouver des éléments de cohésion identitaire dans son environnement matériel et/ou symbolique. On peut dès lors supposer que les lieux de la territorialité migrante sont ceux de l'inclusion et ceux de l'affirmation identitaire et/ou communautaire.

À une époque où le capitalisme et le statut économique définissent les rapports de forces au sein de la société, la reconnaissance et l'inclusion de l'individu, migrant ou pas, passe par son insertion professionnelle et l'évolution de son statut socioéconomique. Le lieu de travail est un nœud déterminant dans l'organisation du réseau socio-spatial, car conditionnant l'accès à de nombreux

---

<sup>83</sup> Citation originale : « (About translocal geographies) a simultaneous situatedness across different locales which provide ways of understanding the overlapping place-time(s) in migrants' everyday lives ». Le mot anglais « *situatedness* » renvoie plus particulièrement à « la dépendance du sens (et / ou de l'identité) aux spécificités socio-historiques, géographiques et culturelles particulières » (Chandler et Munday 2011).

<sup>84</sup> La migration est le processus de décentrement référentiel en train de se réaliser, et insiste sur le processus en ce qu'il est constant et inachevé/inachevable (Nouss 2017; Orihuela 2018).

autres. Être perçu comme collègue, membre d'un collectif, œuvrant pour une mission commune, permet au migrant de faire sa place parmi les autres, son rôle professionnel l'emportant sur les spécificités culturelles, indices de sa différence. Telle que l'explique l'anthropologue Irène Dos Santos dans son travail ethnographique sur les migrants portugais en France et leurs descendants, le lieu de travail ouvre « l'opportunité et la légitimité nécessaires pour dénoncer les stéréotypes relatifs à leur culture d'origine, existant en France, et pour la valoriser » (Strijdhorst dos Santos 2003).

Il n'est pas rare que l'exclusion se substitue à l'inclusion dans des cadres où l'origine socioculturelle prédéfinit des positions d'infériorité et de subordination, positions appuyées par un marché du travail discriminatoire (Martini et Rygiel 2009). La relégation de populations migrantes à des fonctions subalternes, perpétue des traditions de ségrégation qui font du lieu de travail un espace purement marchand, jouant dans le réseau de lieux du migrant le rôle de source de subsistance uniquement.

L'espace professionnel peut aussi être un lieu d'entre-deux, où l'intégration n'est pas synonyme d'effacement de soi, comme dans les réseaux professionnels communautaires. Travailler dans le commerce *ethnique*<sup>85</sup>, par exemple, enseigner sa langue maternelle, ou s'occuper du transport des marchandises entre le lieu de résidence et le lieu d'origine, sont autant de moyens qui situent le migrant dans un circuit d'insertion locale, tout en lui permettant d'entretenir des composantes identitaires et de les exprimer dans l'espace public. Cela va des modes de sociabilité spécifiques à la culture d'origine, aux cooptations professionnelles entre membres d'une même communauté. Les pratiques socio-langagières introduisent également dans le lieu de travail des *brèches* de liberté. Les langues peuvent en effet être considérées comme outils de partage, d'appropriation et d'inscription sociale, professionnelle, spatiale et identitaire (Alvir 2016, 89). Les travaux de Thierry Bulot en sociolinguistique urbaine (Bulot 2013; Bulot et Veschambre 2006), démontrent que le sens des lieux est défini par un amalgame d'enjeux identitaires, linguistiques et spatiaux. Que ce soit par la dénomination ou la flexibilité des aller-retours entre langues, il se crée des "tiers-espaces" (H. K. Bhabha et Rutherford 2006), ou ce que Nadine Cattan qualifie de "trans-territoires" :

---

<sup>85</sup> Peuvent être considérés comme commerces ethniques les enseignes qui proposent des produits étrangers ou "exotiques", ou bien tenues par une population migrante, et qui participent de la visibilité multiethnique dans l'espace urbain (Odden 2010).

*« Un trans-territoire est un espace qui associe aux caractéristiques propres du lieu lui-même les spécificités des liens qui le relient avec l'extérieur et cela décliné à toutes les échelles. Un trans-territoire peut s'appréhender dans tous les espaces-temps, celui du domicile, de la rue, du quartier, de la ville dans son ensemble, voire du pays. Un trans-territoire n'est pas nécessairement durable inscrit dans un espace-temps matérialisé, il peut être éphémère recréé continuellement par les potentialités de rencontres. Un trans-territoire souligne la nécessité de prendre en compte la non-fixité des lieux et leur dilution ou fluidification. » (Cattan 2012, 69)*

D'autres lieux jouent un rôle de pont culturel et spatiotemporel pour les migrants. Dans son travail sur les territorialités des femmes sri-lankaises employées de maison à Beyrouth, Nadine Cattan (2012) définit des lieux de centralité de proximité, de centralité locale et de centralité métropolitaine. La géographe explique que même lors des mobilités professionnelles quotidiennes de proximité (1) (promenade du chien, achat des denrées alimentaires pour l'employeur), les employées sri-lankaises détournent leurs tâches de déplacement en sortie de loisir et, éventuellement, d'interactions sociales avec leurs pairs :

*« En effet, les territoires de proximité deviennent avec chaque déplacement un espace de rencontres potentielles avec d'autres employées de maison. Chaque déplacement est ainsi une occasion potentielle de renforcer le réseau social. Les halls et les bas d'immeubles, les coins de rues se transforment tout au long de la journée et le temps d'une rencontre en espace de visibilité et de sociabilité. » (Cattan 2012, 62)*

Un second lieu (2) qui incarne la translocalité des pratiques des migrantes est celui de la communication et des transferts d'argent, qualifié par Cattan de « centralité locale ». Les employées de maison sri-lankaises contribuent au changement du paysage urbain beyrouthin, en internationalisant les rues autour des cyberboutiques qu'elles fréquentent pour les appels internationaux et les transferts d'argent. Selon la chercheuse, la demande de ces services transnationaux (téléphonique, par internet), encourage la prolifération des cyberboutiques dans les quartiers résidentiels de la capitale, et participent de la transmutation du paysage urbain.

La création d'un paysage nouveau de lieux, par les pratiques des migrantes, ne se limite pas à la capitale libanaise. A l'autre bout du fil, dans leur ville ou leur village d'origine au Sri Lanka, le panorama socio-spatial évolue par l'apparition de figures architecturales et urbaines, avec les

« *remittance houses* » (Lopez 2010). « Maisons de retour », elles sont financées à partir des transferts monétaires vers le pays. Lieux d'« hybridité », elles combinent des techniques de construction et des styles architecturaux locaux et importés, faisant des phénomènes de migration et de transferts de fonds « des composantes clés des pratiques de construction transnationales contemporaines à travers le monde »<sup>86</sup> (Lopez 2010, 33).

Un troisième lieu (3) de visibilité des employées de maison sri-lankaises est la « centralité métropolitaine », pratiquée lors du jour de repos hebdomadaire, dans le cadre des mobilités privées. Le grand marché du dimanche, espace commercial populaire proposant des produits abordables, s'est adapté avec le temps à la population d'employées de maison étrangères, et leur propose des produits spécifiques (denrées alimentaires importées, articles à bas prix à envoyer aux proches). Si leur fréquentation est encouragée par les offres attractives, c'est aussi une opportunité pour les employées de sociabiliser avec leurs homologues. Le marché est un repère communautaire qui désigne un *lieu* et un *moment* dans la routine de ces femmes, faisant partie de leur réseau des transterritoires.

Le lieu de culte est un autre exemple d'espace fédérateur des communautés étrangères. Il recentre les migrants et réactive leur appartenance au groupe d'identification (Bruslé et Varrel 2012). Les églises, les temples ou les mosquées font partie des « hauts lieux » qui prennent sens par leur symbolique et leur usage collectifs. Ils concentrent un espace de rencontre et de mémoire, qui garantit une continuité du *système de valeurs* (Debarbieux 2003) entre la vie d'*ailleurs* et d'*avant*, et la vie d'*ici* et de *maintenant*. Symbole ultime d'altérité, ces lieux font l'objet de nombreux et fervents débats contemporains et de politiques sur la migration, l'inclusion ou l'ethnicisation de quartiers (Trouillet 2012).

La matérialisation des pratiques de culte et de sociabilité religieuse n'est pas toujours aussi pérenne ou visible, comme pourraient l'être les enseignes de commerces ethniques ou de restauration. Mareme Niang-Ndiyaye (2019) montre dans son étude des territorialités migrantes de membres de la communauté sénégalaise à Barcelone, que la majorité des associations religieuses et communautaires n'a pas de siège officiel. Elles sont donc relativement invisibles dans le paysage urbain de la métropole voire « silencieuses » et « éphémères » :

---

<sup>86</sup> Citation originale : « (About remittance houses) More broadly, I use this term to emphasize remitting and migration as key components of contemporary transnational building practices across the globe. »

« *L'organisation de fêtes religieuses à l'image de l'Aïd al-Kabîr et de l'Aïd el-Fitr, de manifestations artistiques ou d'événements religieux, surtout organisés par les dahiras, notamment le Grand Magal de Touba et le Gamou, constituent des temps forts qui cristallisent, ne serait-ce que le temps des festivités, des formes d'investissement de lieux souvent interstitiels de l'espace métropolitain.* » (Niang-Ndiaye 2019, 71)

Les lieux du culte et du religieux sont des espaces-temps de convergence et de ressourcement, palliant les distances sociales qui accompagnent la mutation et la perte de repères en migration. Sans prétendre à une recension exhaustive des lieux habités en migration, il ne reste pas vain d'esquisser les systèmes qui organisent la trame spatiotemporelle des pratiques et des représentations, qui motivent les choix des migrants, en particulier dans la sphère de cohabitation au contact de l'*Autre*.

### **Chez soi, à la maison et dans le quartier**

Les lieux publics sont ceux qui exposent le plus au regard les dynamiques de "*placemaking*" (fabrication du lieu), où se confrontent les multiples pratiques et représentations, leurs emblèmes matériels et immatériels. Pour les migrants, la maîtrise d'une visibilité collective participe aux sentiments d'appartenance et de reconnaissance. Cependant, la stratégie spatiale en migration repose considérablement sur le lieu de résidence (l'habitat,) et son rapport à l'urbain et au quotidien. L'individu n'est rien sans la sécurisation d'un périmètre d'intimité, et la garantie d'une "forteresse" – humble ou glorieuse – pour son intégrité physique et sa protection. C'est pourquoi « les épreuves de l'habiter qui sont l'exil, le cambriolage, le déménagement, comme le manque de toit sont autant d'atteinte à l'identité de l'habitant » (Ségaud 2010).

L'anthropologie et l'ethnologie réservent un statut privilégié à la maison (Bourdieu 1972b; Carsten et Hugh-Jones 1995; Rapoport 1972). Elle a longtemps été considérée comme un observatoire de l'expression la plus intime de la culture habitante. L'habitat évoque là où on est le plus fidèle à "soi", et où on déploie ses *habitus*, contrairement à l'espace public où s'activent des réflexes de contrôle et d'autocensure. À l'échelle du noyau familial, l'habitation peut être un espace de capitalisation de mémoire, où les objets et l'évolution des usages incarnent des strates de l'histoire collective. La distinction entre le dedans et le dehors, autant que la maîtrise du caché et du visible, contribuent à la préservation de la maison, qui représente un « *apparat* » et un « *prolongement de soi* » (Leroux 2008).

Dans le réseau migrant, il y a un éclatement du système résidentiel associé à l'habiter polytopique (Stock 2006). Dans ce dispersement, se distinguent le lieu de départ ou natal, puis la résidence – temporaire ou permanente – dans la société d'accueil.

Il est particulièrement important de prendre en considération le facteur du temps et de l'événement, pour saisir le rôle de chaque habitation dans l'articulation des réseaux et des référentiels spatiaux. La maison natale occupe une place privilégiée, presque mythifiée, dans la représentation et l'imaginaire individuels. Lieu de l'enfance, il « le plus familier, le plus familial, le plus influent dans la construction de ses repères spatiaux et affectifs » (Le Run 2006). Si ce n'est pas la maison natale, ce sera la maison qui vu grandir l'individu, ou celle où il a lié des liens profonds de familiarité, et enraciné une part substantielle de son identité.

L'habitation ne peut être comprise sans être appréhendée dans son rapport au voisinage immédiat et à l'environnement urbain. Le sociologue Jean Rémy (1990) parle ainsi de « quartier fondateur » pour qualifier celui du premier ancrage dans l'environnement du migrant :

*« C'est un lieu d'installation mais également de « pèlerinage ». Ce concept implique que « dans toutes les étapes de l'évolution sociale, les liens se maintiennent avec le quartier fondateur », permettant une mise en visibilité de la « communauté » et de tracer les frontières internes et externes au groupe ethnique. » (Manai 2015)*

L'intégration des populations migrantes par “quartiers-étapes” dans les tissus urbain d'arrivée a fait, très tôt, l'objet de nombreux travaux de l'École de Chicago (Park 1925; Park et Burgess 1921). Les « quartiers fondateurs », que les chercheurs américains ont abordé comme « enclaves ethniques », seraient une étape nécessaire à l'ascension socio-spatiale graduelle qui aboutirait, à terme, à la sortie des quartiers ségrégués (McAvay 2018). De telles théories concourent à lisser l'expérience urbaine-migratoire, en signifiant un effet mécanique d'assimilation de toutes les populations étrangères par l'habitat. Des processus plus complexes déterminent l'évolution des migrants dans l'espace urbain d'accueil.

Si les tendances de premières – ou uniques – installations des populations migrantes, démontrent une prédisposition à se diriger vers des quartiers en marge, dans les cités et banlieues de logements sociaux, c'est par effet de « stratification des lieux ». Dans sa thèse sur les modèles et les déterminants de l'incorporation spatiale des immigrants en France, par le quartier et le logement, la sociologue Haley McAvay explique que la perspective de stratification des lieux « fusionne les

processus de stratification ethnoraciale, avec les processus de segmentation des lieux, pour se concentrer sur la façon dont la race et l'ethnicité structurent les inégalités urbaines »<sup>87</sup> (McAvay 2016, 38). Ainsi, le choix du quartier et du logement d'installation dépend de déterminants composés. Premièrement, le capital socioéconomique des migrants les oblige à occuper des logements du parc locatif social, peu onéreux. Mais cela peut aussi faire partie d'une stratégie résidentielle plus volontaire, dans la mesure où s'acquitter de loyers à faible montant augmente leur capacité d'épargne, pour accéder à la propriété dans le pays de résidence ou dans le pays d'origine (McAvay 2018, 354). Deuxièmement, le « racisme systémique » qui empreint certaines institutions, quant à la répartition de populations étrangères jugées « problématiques », participe à leur assignation dans des quartiers moins cotés. Elle provoque une concentration qui, au final, va à l'encontre des valeurs sociales et politiques publiques promues. Cet effet est renforcé par le choix des migrants, qui privilégient l'installation auprès de leur réseau sociocommunautaire, une des voies d'assistance, de soutien et d'insertion par le logement. La concentration spatiale n'est plus vue comme frein à l'intégration et à l'idée du « vivre ensemble »<sup>88</sup>, mais comme un moyen de maintenir des traditions et des réseaux sociaux (Manai 2015).

Le lieu d'habitation est inséparable des dynamiques urbaines et dépend considérablement de la vie de quartier pour les habitants, qui font face à une mobilité limitée. La vie domestique puise alors les ressources économiques, sociales et culturelles des lieux de proximité, qui établissent et sécurisent les relations de voisinage (Nessi 2015). Le fort enracinement socioculturel de migrants, fait de la maison un conservatoire de la culture et des idéaux. Cela ne signifie pas une imperméabilité aux influences endogènes. Elle est un lieu de métissage par excellence. « Il n'est en effet plus envisageable aujourd'hui de saisir un habiter « pur » dès lors qu'elles [les cultures d'origine] se trouvent confrontées à l'urbain » (Ségaud 2010). Parmi les agents de l'interpénétration socioculturelle, la socialisation scolaire des jeunes générations (Bekkar 1999) donne un cadre

---

<sup>87</sup> Citation originale : « the place stratification perspective fuses processes of ethnoracial stratification with processes of place segmentation to focus on how race and ethnicity structure urban inequalities. »

<sup>88</sup> Selon Edmond Préteceille (2009), d'après son étude de l'évolution de la ségrégation ethno-raciale dans la métropole parisienne, la ségrégation subie par les populations immigrées/migrantes n'est pas forcément liée au niveau de concentration communautaire. La difficulté du « vivre ensemble » se manifeste davantage dans les situations de « mixité », où la minorité migrante est discriminée par rapport à la majorité locale dominante : « C'est cette ségrégation modérée mais réelle, sensiblement plus intense que la ségrégation urbaine socioéconomique dont on s'accorde à reconnaître, dans les débats politiques, qu'elle est excessive, qui est le phénomène prédominant et pourtant masqué par le regard quasi exclusif sur les cas extrêmes » (Préteceille 2009, 515).

structuré d'activités qui s'applique à la transmission de valeurs et d'enseignements des sociétés locales. Les élèves étrangers deviennent ainsi des médiateurs d'hybridation intergénérationnelle.

\*\*\*

Le rapport au lieu prend sens par des pratiques et des représentations de l'espace. En tant qu'unité spatiotemporelle, il s'inscrit dans un continuum d'autres espaces-temps, passés et futurs.

Dans le cadre de la migration, la caractéristique objective de l'ancrage territorial du lieu est remise en question par le rôle interconnecté qu'il joue dans des réseaux migrants transterritoriaux. La mobilité des individus, en particulier dans le contexte migratoire, fait émerger des lieux d'entre-deux, où se jouent à la fois l'affirmation identitaire, et l'intégration des modèles socioculturels de la société de résidence. La construction de la territorialité migrante suit ainsi le besoin d'établir un équilibre entre la préservation d'une continuité socioculturelle et l'assimilation de nouvelles pratiques socio-spatiales de son nouvel environnement.

Le parcours spatial du migrant s'invite jusqu'aux confins de l'intimité et du chez-soi, lieu d'identification profonde et de recompositions. Le système résidentiel, le passage d'une habitation à une autre ou la démultiplication simultanée des lieux de résidence, forme « une carrière résidentielle » (Ségaud 2010), qui traduit pleinement l'identité évolutive des migrants.

Si l'étude des lieux non-résidentiels permet de saisir plus concrètement les négociations socio-spatiales entre individus et communautés d'accueil, celle des espaces domestiques permet de comprendre « comment les lieux sont reconstruits, et comment les souvenirs et le sens de la maison sont établis afin de créer une atmosphère hybride entre *ici* et *là-bas* »<sup>89</sup> (Bruslé et Varrel 2012).

La résidence joue un rôle crucial dans l'habiter dans la mesure où, au-delà de sa capacité à abriter et à protéger l'habitant, et de sa plus grande facilité à s'adapter aux usages et aux représentations, elle participe à la définition de la place socio-spatiale de son occupant parmi les *autres*. Dans un système pluri-résidentiel, cela peut se traduire par une démultiplication des identités habitantes. Le migrant, habitant d'une cité de logements sociaux à l'étranger, objet de nombreux processus de disqualification, n'est pas considéré de la même manière lorsqu'il est à un autre moment de l'année, dans sa résidence secondaire au pays d'origine où, au contraire, il occupe un statut social, économique et spatial privilégié. La valeur du lieu dépend ainsi de ce que les individus arrivent à y accomplir, et de si les individus arrivent à s'y accomplir.

---

<sup>89</sup> Citation originale : « [...] understand how places are rebuilt, how memories and homeward orientation are established in order to create a hybrid atmosphere between here and there. »



## Chapitre 4. Raconter l'expérience migrante

Des mots et des espaces

*« La parole et l'action révèlent cette spécificité unique. À travers elles, les hommes se distinguent au lieu d'être simplement distincts ; ce sont les modes dans lesquels les êtres humains se présentent les uns aux autres, non pas en tant qu'objets physiques, mais en tant qu'hommes. »<sup>90</sup>*

Hannah Arendt, *The Human Condition*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 1998 [1958], p.176

Quand j'ai fait mes premiers pas dans le terrain, en allant à la rencontre des personnes qui ont eu l'amabilité de se prêter au rôle de narrateurs et narratrices d'une histoire pleine d'intrigue, le fil de questions que j'ai préparé selon un ordre qui m'a semblé d'une logique implacable, se tordait, créait des nœuds inattendus, faisait des boucles acrobatiques avant d'arriver au point initial prévu. Progressivement, de rencontre en rencontre, j'ai commencé à me soumettre aux chronologies personnelles et aux détails que je n'aurais jamais demandés, mais qui se sont avérés cruciaux aux réponses que j'attendais, quitte à perdre ce fameux *fil* pour plonger dans une *nébuleuse* d'informations. Cette expérience d'entretiens a fini par questionner mes propres intentions. Si je parlais au début de *trajectoire* migratoire, je voyais désormais tout le potentiel de l'*expérience* migratoire. La restitution "clinique" de l'histoire de vie a laissé place au récit, au biographique construit et au vécu interprété. Parce qu'au final, l'objet spatial qui est au centre de mon analyse et de mes observations, est en soi un récit qui raconte l'expérience du migrant à travers l'usage de l'espace. Chaque pratique spatiale encapsule ce que l'on est, comment on se perçoit et comment on veut être perçu ; triptyque essentiel aux constructions et de l'identité et du récit. Cette approche accepte « une définition plus large du récit qui s'étend à tout ce qui participe à exposer l'expérience subjective de soi aux autres »<sup>91</sup> (Gomez-Estern 2013, 351).

---

<sup>90</sup> Citation originale : « Speech and action reveal this unique distinctness. Through them, men distinguish themselves instead of being merely distinct; they are the modes in which human beings appear to each other, not indeed as physical objects, but qua men. »

<sup>91</sup> Citation originale : « a broad definition of narrative, including any act of telling and exposing one's own subjective experience to others. »

Il s'agit dans ce chapitre de « raconter » l'expérience spatiale des migrants et leurs rapports à la mobilité par deux manifestations du récit :

- Le récit de vie comme impératif identitaire : Moment privilégié au cours duquel le migrant élabore son histoire, selon ce qu'elle garantit comme cohérence identitaire sur le fond fragmentaire de l'expérience migrante ; entre attachements multiples, lieux de référence épars et mobilité limitée, subie ou exploitée.
- Le récit comme méthodologie d'investigation, de récolte et de restitution : Afin de préserver une cohérence entre les récits et leurs traductions et analyses, j'ai choisi des outils narratifs et visuels pour raconter les scènes de pratiques spatiales, faire parler les objets qui accompagnent les gestes quotidiens, et signifier les territorialités qui accompagnent le récit migratoire.

Utiliser la notion de récit dans une étude essentiellement spatiale permet de comprendre en partie ce que les gens ont fait de l'espace et avec l'espace jusqu'au moment où je leur parle et ce qu'ils envisagent de faire avec par la suite. C'est d'ailleurs une question que des chercheurs de l'UMR CITERES de l'Université de Tours ont déjà tenté d'élucider à travers le projet de recherche « Espaces habités, Espace anticipés » en 2008 (Collectif 2008)<sup>92</sup>. Le travail d'élucidation de la relation entre la pratique spatiale et le récit migratoire a besoin de plusieurs formes de récits pour construire une image plus riche de l'habiter en migration.

---

<sup>92</sup> « Mais qu'est-ce que vous faites là ? » est la question posée par les chercheurs de CITERES aux personnes enquêtées pour investiguer l'habiter. Ils expliquent dans leur rapport que le « mais » a pour rôle d'établir une rupture avec l'évidence et de pousser à une exploration du pourquoi derrière le « faites », qui sous-entend aussi bien « faire » que « être », « rester », « habiter ». Et enfin, l'adverbe de lieu « là » est consciemment indéfini pour laisser aux enquêtés la liberté de définir leurs différents rapports à la ville, au quartier, au logement et même au territoire plus largement, et à la nation (Collectif 2008, 4-5).

#### 4.1. Récit(s) et construction d'identités migrantes

Rechercher une cohérence dans son identité, sa mémoire et son parcours de vie est inhérent à l'identification d'un soi<sup>93</sup> dans lequel la permanence ne signifie pas tant résister aux changements, mais plutôt arriver à se reconnaître *malgré* les changements. Cette quête de sens est accentuée par les conjonctures de la postmodernité, et de tout ce qui l'accompagne comme désagrégation des repères idéologiques traditionnels et déception face à un humanisme universel, remplacé par les conflits et les crises de métarécits totalisants (Lyotard 1979).

Dans son histoire récente, la notion d'identité a connu une popularité fulgurante en psychologie et en sociologie. Dès les années 1950, elle a été au centre des investigations dans les pays où la culture nationale unique a été remise en question par l'arrivée de nouvelles populations et les mouvements de contre-culture et de droits civiques, notamment aux États-Unis (Baudry et Juchs 2007). Partout dans le monde, en particulier dans les pays du Nord, la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle a été synonyme de déconstruction des dogmes (Balutet 2014), comme révolution contre les inégalités structurelles à l'égard des identités marginalisées<sup>94</sup>, y compris celle des étrangers et des sujets postcoloniaux.

La reprise de contrôle sur son identité, qui n'est plus soumise exclusivement aux systèmes nationaux, ethniques, religieux et culturels univoques, nécessite une réappropriation des récits individuels et collectifs des minorités. Beaucoup ont eu recours à la littérature et aux arts pour ne plus se laisser raconter leurs propres histoires. Raconter, comme habiter, est une question de vie ou de mort (Lefebvre 2000, 479). Si ce n'est pas toujours un geste de revendication politique ou de révolution culturelle, il est tout au moins un impératif à la définition de soi et au maintien de sa propre continuité.

Le récit est à la fois un mode discursif (une façon de parler de l'expérience) et une manière d'organiser l'expérience (une façon de penser) (Bruner 1986). Ce n'est donc pas un simple fait de restitution, mais plutôt une construction nouvelle. Elle se trouve « à l'intersection de ce que l'on vit

---

<sup>93</sup> L'usage du « Soi » au lieu du « Moi », comme l'explique Paul Ricœur dans son entretien avec Gwendoline Jarczyk (1991), fait référence au caractère réfléchi du terme qui est à la fois exploré et déployé dans le récit : « [...] ce que j'appelle le "Soi" en définitive, la qualité humaine, le fait de pouvoir se considérer comme l'auteur de ses propres actes, comme étant capable d'actions intentionnelles, d'initiatives qui changent réellement le cours des choses, comme pouvant se situer dans un récit de vie, comme étant à la fois narrateur et le personnage de sa propre histoire. » (p.229)

<sup>94</sup> Il s'agit en particulier de la propension des mouvements féministes et de la culture LGBTQI+ qui ont forcé un questionnement global des assignations de genre et d'orientation sexuelle aussi bien aux niveaux professionnel, administratif et politique qu'aux niveaux social, culturel et sociétal dans leur globalité.

et de ce que l'on en dit » (Gadras 2016), où le narrateur tente de faire sens de son expérience. Les expériences migrantes, parmi d'autres situations où la fixité identitaire est mise au défi par le mouvement, sont marquées par la fragmentation spatiotemporelle et les appartenances multiples. Dans ce premier segment, je m'intéresse au rôle de la mise en récit du parcours multiscalaire du migrant dans la construction de son identité, et à l'effet de l'expérience collective de la communauté migrante sur la singularité des récits individuels.

### **Le récit au service de la cohérence de soi en migration**

La migration renvoie à une expérience plus universelle qu'on ne le croit. Elle va au-delà des particularismes culturels et sociaux de chaque cas de figure ; c'est l'expérience de « l'inter » (Wismann 2012). Il n'y a pas besoin d'entreprendre de longs voyages, de se cristalliser loin de ses repères traditionnels et de faire face à l'adversité de l'exil national ou régional pour vivre des transitions aussi bien sociales que culturelles et spatiales. Sur un fond de fragmentations multiples, la quête d'une continuité identitaire est inséparable à la condition humaine. Elle se manifeste davantage dans des situations d'entre-deux ou d'"entre-plusieurs" qui caractérisent les parcours de vie migrants.

« L'identité semble s'exprimer dans l'urgence et dans le doute », explique Tariq Ragi dans son ouvrage *Les territoires de l'identité* (Ragi 1999, 153). Cela s'applique autant aux migrants qui sont face au défi continu de la constance de ce qu'ils représentent, qu'aux sociétés d'*accueil* inquiètes face au danger que représente la présence des migrants pour leur intégrité identitaire.

En sociologie, les manifestations de l'identité sont multiples. Il y a les identités de l'individu et du groupe, « pour soi » et « pour autrui » (Dubar 2000), et même collective et sociétaire<sup>95</sup> (Castra 2010). Elle sous-entend tout à la fois le similaire et l'unique. Mais au lieu de la voir comme un substrat figé qui définit ce que l'on est, dans un déterminisme qui conditionnerait une *nature* essentialiste de l'individu, elle est plutôt « un processus actif, affectif et cognitif de représentation de soi dans son entourage » (Baraud 2016). En ceci, elle symbolise plus une trajectoire, avec des "étapes de vie", qu'un point achevé et abouti. L'identité est donc surtout manifestée dans l'action. Elle s'incarne

---

<sup>95</sup> « Les identités collectives trouvent leur origine dans les formes identitaires communautaires où les sentiments d'appartenance sont particulièrement forts (culture, nation, ethnies...) et les formes identitaires sociétaires qui renvoient à des collectifs plus éphémères, à des liens sociaux provisoires (famille, groupe de pairs, travail, religion...) » (Castra 2010).

dans le rapport des individus aux autres et au monde, par l'évolution des statuts et des différents rôles tenus en société (membre de la famille, collègue au travail, leader d'une communauté, migrant ou étranger), ainsi que par la relation changeante aux réalités matérielles, dont l'occupation spatiale :

« [...] *l'identité est ainsi une construction de sens à partir de laquelle nous pouvons postuler que la représentation de soi ne peut être sans la représentation d'un soi « situé », dans un environnement social et spatial, et dans un temps donné.* » (Collectif 2008, 100)

Dans le processus de construction de l'identité migrante, les pieds baignant dans les traditions collectives et la tête émergeant d'entre l'ensemble, la capacité de raconter et de se raconter est primordiale (Bruner 2010). Chez les migrants, la quête de sens (de soi et de son parcours) à travers le récit permet de répondre à deux impératifs :

(1) D'une part, il s'agit de rendre intelligibles les aléas de l'expérience migratoire, les événements critiques et les imprévus en en faisant une partie intégrante du récit personnel et les rendant nécessaires à la cohérence globale du parcours et de la représentation de soi (Baraud 2016, 4). Qu'ils relèvent de l'opportunité, de la contrainte, du projet ou d'un simple concours de circonstances, tous les événements retrouvent une place dans le récit.

(2) D'autre part, les récits représentent des « dispositifs générateurs de sens imbriquant les dimensions culturelles et personnelles dans la construction de l'identité »<sup>96</sup> (Gomez-Estern 2013, 348), bien que les limites établies entre identité culturelle et identité personnelle soient parfois artificielles. La donnée culturelle semble se manifester plus dans des situations de déplacement et de démultiplication des référentiels (migrant, réfugié, exilé, expatrié) que dans des parcours de vie qui ne sont pas soumis aux mêmes changements de repères spatiaux et socioculturels. Il y a dans les expériences migrantes une dialectique de tensions et de négociations entre *l'ici* et *l'ailleurs* que l'on retrouve au cœur des récits (Amandine Spire 2014, 103).

L'usage des notions d'"hybridité culturelle" (H. Bhabha 2007) ou d'"identités hybrides" résonne en toute légitimité avec la réinvention continue de l'identité du migrant. Le récit permet, par extension, de remettre en question les assignations identitaires des faibles par les plus forts ; des dominés par les dominants :

---

<sup>96</sup> Citation originale : « [...] narratives as sense-giving devices that interweave cultural and personal dimensions in identity construction. »

« Les études postcoloniales utilisent beaucoup ce concept [hybridité] pour dénoncer le discours colonial qui se représente le monde comme deux pôles antagonistes et fixes : d'un côté, le centre correspondant à la métropole située en Occident qui s'auto-qualifie de civilisé ; de l'autre, la périphérie, dans le « Tiers Monde », définie comme primitive et sauvage. » (Balutet 2014)

Le récit va au-delà du déroulement fidèle des péripéties pour figurer comme une manifestation de l'identité et de soi dans toute leur complexité. C'est un mécanisme à travers lequel l'individu regagne sa faculté d'être et de faire. Il y répond à la question de « Qui suis-je ? » dans laquelle il lui appartient de définir son « qui » pluridimensionnel, aux attributs polymorphes, plutôt qu'à la question de « Que suis-je ? », qui suppose plutôt une identification objective, subie et unidimensionnelle de l'individu (Ricœur et Jarczyk 1991).

Cette mise en récit de soi dépasse le vécu objectif pour faire part d'une expérience *biographiée*, dans laquelle « le factuel est transformé selon un prisme identitaire » (Trifanescu 2013, 242-43), qui peut bien des fois servir comme plaidoyer implicite. Le récit figure comme outil subversif de révolte et d'autodéfense contre les assignations identitaires disqualifiantes. Erving Goffman (1975) parle en terme de « stigmaté » pour qualifier ces attributs sociaux, culturels, ethniques et physiques dégradants que définit le regard d'autrui. Ces désignations essentialisantes figent les identités marginalisées dans ce qui leur fait défaut ou ce qui les démarque « négativement » par rapport à une majorité homogène. Le cas du migrant, « à la fois agi et agissant, jouet de forces qui le dépassent et acteurs des luttes dont il est partie prenante » (G. Simon 2006, 8), fait l'objet de définitions totalisantes qui réduisent la complexité du parcours de vie individuel à des raccourcis discriminants<sup>97</sup> : sans-papiers<sup>98</sup>, délinquant, *incivilisé*, éternel étranger. Figures paradigmatiques d'une *mondialisation* considérée négative (Leclerc-Olive 2013), les migrants font face à une opinion publique pesante qui finit par induire l'intériorisation des stigmates et peuvent modifier leur propre perception de soi. Cela génère des mécanismes de révolte, de distanciation, de désolidarisation ou, au contraire, des mécanismes d'inversement de la rhétorique en s'appropriant le stigmaté comme

---

<sup>97</sup> Les biais de discrimination sont renforcés par d'autres plus spécifiques, liés au genre par exemple. La condition des migrantes arabes et maghrébines renvoie, en plus de l'attribut d'extranéité lié à leur situation d'étrangères, à la « soumission », à l'« oppression » ou au « traditionalisme », « des femmes incapables d'être des sujets actifs de leurs propres expériences » (Lorenzoni 2009, 225).

<sup>98</sup> La figure du sans-papiers prend souvent une dimension plus large pour se transformer en celle de l'« homme-sans », décrit par Catherine Coquio comme « privé de quelque chose de *déterminant*. Cette figure abstraite n'existe qu'à travers des produits culturels historiquement déterminés » (Coquio 1999, 384).

dispositif protecteur. Le récit de la migration – ou le récit de vie du migrant plus globalement – est guidé par ce fil d’Ariane qui pousse le narrateur à contrôler « l’information à l’égard de son stigmaté (le cacher, le dire à certains, le révéler) » (Rostaing 2015) afin que ses actions ne soient pas exclusivement comprises à travers un biais réducteur<sup>99</sup>.

Enfin, dans les parcours migrants dans lesquels les référentiels spatiotemporels sont multiples, le récit répond, à travers son appropriation par le narrateur, à l’ubiquité de l’identité dans le temps. En effet, le récit se moque de la chronologie d’enchaînement linéaire et effectue des allers-retours permanent entre les événements passés, les projections futures et le présent pour parler de soi. D’ailleurs, ce ne sont pas uniquement les représentations actuelle et future de soi qui sont explorées à travers le passé, mais ce dernier est lui-même revisité chaque fois qu’il est raconté :

*« A chaque fois, la mise en intrigue des événements racontés se transforme : les portes d’entrée de l’histoire sont différentes ; comme la fin et le milieu d’ailleurs. Les relations entre les événements se modifient également. »* (de Ryckel et Delvigne 2010, 238)

Revenir à différents moments de sa vie sur les événements passés, les raconter – et donc les interpréter avec un regard évolué, permet aux narrateurs de retrouver de nouvelles données pertinentes à la compréhension de leur situation actuelle, de repérer de nouveaux indices et de tracer des liaisons inédites dans l’odyssée personnelle inachevée.

Le récit accompagne le sujet, à la fois *narrateur* et *protagoniste*, dans les nombreuses postures de soi au fil de son histoire. Il y raconte comment il s’est transformé d’instant en instant, imprégnant ainsi les événements de sa propre *subjectivité*. Ainsi, le récit migratoire n’est jamais *que* migratoire. Le fait de se déplacer, de choisir ou subir un changement de lieu, est toujours le *résultat* d’événements collatéraux qui transforment le récit migratoire en un récit de vie.

### **Expériences collectives, singularités individuelles**

Le conditionnement socioculturel est intrinsèque à la fabrication identitaire, au point qu’il soit inimaginable d’isoler cette fabrication de sa consistance sociale (Di Méo 2016). L’individu, en tant qu’être grégaire, trouve toujours des points d’accroche au sein du groupe ou, tout au moins, se positionne d’une manière ou d’une autre par rapport à ce dernier. L’impact de l’expérience du *groupe* diffère selon le type d’affiliation de l’individu et le rôle du groupe à différentes étapes de son parcours.

---

<sup>99</sup> On peut renvoyer ce biais entre autres à l’épistémologie sédentaire dominante, développée dans le Chapitre 1.

Avec à la fois la complexification des conditions de la migration (renforcement des différentes formes de frontières) et l'attrait grandissant d'un *ailleurs* meilleur, les trajectoires individuelles se doivent de s'inscrire un minimum dans les traditions migratoires existantes pour se lancer. Les formes actuelles de la migration marocaine ont beaucoup évolué depuis les premières vagues d'importation de main-d'œuvre ouvrière, devenue par la suite une population immigrée. Elles ont également changé depuis les premières agrégations des ruraux dans les centres urbains coloniaux villes marocaines. Le résultat de ces mouvements concentrés de population ne se limite pas au changement des paysages démographique et urbain des sociétés d'accueil. Il s'est créé des réseaux de transmission de savoirs migratoires qui se développent au fur et à mesure pour accompagner aussi bien le migrant interne, que les étudiants qui aspirent à effectuer leurs études à l'étranger, ou les transmigrants s'activant dans différents territoires à la fois. Des identités migrantes collectives se consolident, et nourrissent la représentation individuelle de soi. C'est ce que Charlotte Linde, spécialiste du *knowledge management*, définit comme "*narrative induction*", « le processus par lequel les nouveaux venus dans le groupe apprennent à assumer l'histoire [collective] comme la leur »<sup>100</sup> (Linde 2001) et « s'associent à un ensemble d'histoires existantes comme étant pertinentes pour la formation de leur propre histoire »<sup>101</sup> (Linde 2000).

Suivant les conditions de migration en question, l'intégration du récit collectif dans le récit individuel fluctue et les postures identitaires changent. L'importance du groupe dans la migration précaire n'est pas la même que dans les migrations d'élites. Dans les deux cas, elle structure jusqu'à une certaine mesure le récit individuel du migrant qui s'inscrit généralement dans les grandes narrations, de la famille (narration filiale), de la nation, du lieu ou de la culture d'origine (narration communautaire ou culturelle), ou encore de la condition migrante (narration expérientielle) (Leroy et Spire 2014; Rémy 2015).

Selon une étude menée sur l'appartenance identitaire en migration de Marocaines en France et en Italie, Eva Lorenzoni (2009) définit trois variables qui jouent dans les stratégies d'identification à l'expérience et au récit collectifs : le capital culturel, la génération et les réseaux sociaux. Chez certaines Marocaines (1) qui s'inscrivent principalement dans les mouvements de regroupement familial, ayant un faible bagage culturel et donc une insécurité à socialiser dans l'entourage d'accueil,

---

<sup>100</sup> Citation originale : « narrative induction is the process by which newcomers to the group learns to take on the story as their own. »

<sup>101</sup> Citation originale : « a process by which people take on an existing set of stories as relevant to the shaping of their own story. »

leurs identités se centre en grande partie sur l'environnement familial, qui sert à pallier l'isolement subi loin des siens. L'identification au groupe filial devient un refuge et un support à l'identité individuelle. Pour d'autres Marocaines (2), elles maintiennent une appartenance à la culture d'origine comme valeur ajoutée à leur récit individuel sans que cela ne les enferme dans l'identification communautaire ou "ethnique" à sens unique. Elles défendent ce qu'il y a de positif dans leur appartenance culturelle en l'opposant ouvertement à l'imaginaire collectif réducteur de la société d'accueil. « Les identités recomposées » (Lorenzoni 2009, 233), quant à elles (3), sont le résultat d'une insertion réussie dans les réseaux sociaux et, surtout, professionnels de la société d'accueil où des femmes marocaines ont transformé les ressources subjectives et individuelles en « capital d'expérience biographique » (p. 233). L'intégration de cercles sociaux variés leur offre l'occasion de restructurer leurs identités en mobilisant des référents multiples dans une logique dialogique. L'expérience des différents collectifs (filial, expérientiel et communautaire) et leur récit ne prédéfinit pas automatiquement leurs identités individuelles.

Enfin, Lorenzoni présente « les identités revendiquées » (4) qui se manifestent plus particulièrement chez les femmes marocaines issues de familles immigrées. Leur récit prend la forme de *plaidoyer*, pour se défendre contre les assignations superficielles, ciblant spécifiquement dans ce cas les appartenances et les identifications religieuses. Ce groupe générationnel exprime, à travers un récit contestataire, une demande de reconnaissance et d'acceptation de ce que la société de résidence considère comme stigmaté, mais qui est en fait un choix d'appartenance assumé. Dans d'autres cas, comme ce qu'explore l'étude effectuée par Évelyne Barthou sur les liens complexes entretenus par les jeunes d'origine marocaine avec leurs pays de référence (Maroc et France), « l'absence de reconnaissance sociale semble accentuer le mécanisme de revendication ostentatoire et de rejet du sentiment d'être français » (Barthou 2013). Dans leur récit individuel, ils convoquent à ce moment-là « l'expérience des autres pour raconter leur propre histoire et appuyer leur cause. Les récits adoptent alors une dimension collective, participative » (Trifanescu 2013, 246), où la voie du narrateur porte en elle celle du groupe, faisant face à des défis sociétaux similaires.

Cependant, le stigmaté lié à l'identité migrante plurielle génère un autre type de posture identitaire ; celui de la désolidarisation du groupe auquel on est identifié malgré soi. Si pour certains le récit individuel est un moment privilégié pour décrier les ségrégations subies par le groupe à cause de préjugés arbitraires sur les migrants, les arabes, les sujets coloniaux, ou les musulmans pour ne citer que ceux-là, d'autres choisissent de s'éloigner au mieux des attaches collectives et d'insister sur leur qualité d'individu affranchi, posture narrative de plus en plus assumée :

« « Une des caractéristiques de la structure des sociétés contemporaines les plus développées est que l'on assigne à ce par quoi les hommes se différencient les uns des autres, leur identité-Je, une valeur supérieure à ce qu'ils partagent les uns avec les autres, leur identité-Nous. La première prend le pas sur la seconde. » (Elias 1994, 210). » (Stock 2011, 57)

Le choix de distanciation de certains migrants peut être justifié par le poids parfois insoutenable du regard d'autrui sur leur condition de « marginalité » ; regard qui, à force, pousse à l'intériorisation du stigmatisme en tant qu'attribut. Il crée un complexe d'infériorité et engendre le besoin d'acceptation par le groupe dominant.

Ce serait simplifier le processus d'identification et réduire la capacité à agir de chaque individu que de considérer cet éloignement de l'identification du groupe comme résultat de la seule pression sociale de la société d'accueil. Au contraire, plusieurs migrants font de leur parcours une voie vers l'émancipation des conditionnements du lieu d'origine avec lequel, en tant qu'individus, ils ne partagent plus certaines valeurs :

« [...] la mobilité du migrant lui offre non seulement la possibilité de changer de cap, de modifier ses points de vue ou d'ouvrir des perspectives inédites, mais (qu')elle peut aussi avoir partie liée avec la rupture des engagements le tenant lié à sa communauté d'origine. » (Breviglieri 2010, 67)

Différentes circonstances motivent le migrant à emprunter les sentiers les plus périlleux pour échapper aux pressions du lieu d'origine, source de menaces à sa propre cohérence identitaire. Il peut s'agir de la fuite d'un projet matrimonial non désiré, ou d'un contexte politique répressif, ou encore d'un cadre sociétal policé portant préjudices aux libertés individuelles, comme le choix de confession ou l'orientation sexuelle.

L'attachement aux lieux<sup>102</sup> d'origine ne prime pas inconditionnellement sur tous les autres référentiels construits par le migrant tout au long de son parcours. Ceci dit, la référence à l'identité et au récit collectifs de la communauté d'origine est omniprésente dans la construction de sa propre identité, ne serait-ce que pour argumenter sa propre différence par rapport à l'ensemble. Les récits collectifs sont alors mobilisés de manière stratégique et réactive, différentes selon les circonstances de la narration et selon l'apport effectif de l'identification au groupe à sa propre cohérence.

---

<sup>102</sup> En parlant des « lieux d'origine », je fais implicitement référence aux différentes échelles du cadre sociétal, allant du noyau familial, jusqu'au contexte culturel ou national, en passant par les réseaux sociaux en tous genres.

\*\*\*

Les expériences migratoires sont des « lieux de production toujours renouvelés, de représentations, de mythes, de cultures et d'identités nouvelles impensées, source d'imaginaires de toutes sortes, matrices densément chargées d'affects » (G. Simon 2006). Dans l'étude des récits migrants des trois groupes sélectionnés pour cette recherche, il s'agit de reconnaître que, malgré la convergence des parcours, le croisement de certains points de la trajectoire et les histoires communes, les déterminants identitaires sont loin d'être exclusifs au conditionnement du groupe ou par le groupe. « Le moi s'éveille par la grâce du toi » (Bachelard 1969, 8), certes, mais s'éveille dans la négociation constante entre reconnaître son appartenance collective, et se distancer consciemment ou inconsciemment par rapport à la force englobante du groupe – qui peut être “refuge” pour certains, mais est “enclave” pour d'autres.

## 4.2. Récolter et restituer, l'approche méthodologique du récit

En tant qu'enquêtrice intéressée par les manifestations spatiales des expériences migratoires, il m'a été difficile de confronter les enquêtés aux questions d'itinéraire, de départ ou de passage sans recueillir le rapport complexe qui existe entre ces actes de la migration et les circonstances qui les affectent. La connaissance *scientifique* des problématiques qui sont au cœur de cette recherche n'intègre pas en amont les nombreuses nuances des réalités migratoires, tout comme l'observation directe ou indirecte ne suffit pas à saisir les représentations que les acteurs sociaux se font de leur propre situation. Le recueil de diverses formes de récit participe à composer, à partir de fragments biographiques, une image d'ensemble, non pas avec la prétention d'une objectivité absolue, mais plutôt dans l'optique d'une compréhension plus informée de l'expérience spatiale en migration. Car l'accès au réel n'est jamais une tâche neutre « puisqu'elle répond souvent aux exigences même de la problématique de recherche et de l'orientation définie par le chercheur » (Sanséau 2005).

Les sciences humaines et sociales offrent des outils performants à l'étude des faits sociétaux dont la migration fait l'objet des plus grandes intrigues. Les effets de ses nombreuses formes sur la structure de la société font de la migration un phénomène protéiforme, qui intègre de plus en plus de variables. La richesse qui accompagne le contexte migratoire sert de terrain fertile aux méthodes qualitatives dont beaucoup ont connu une grande effervescence à travers l'étude même du phénomène. A ce titre, la méthode du récit de vie a très tôt été un outil de prédilection pour les chercheurs de l'École de Chicago. C'était le moyen de recueillir des histoires de vie de figures d'altérité telles que celles des vagabonds, des délinquants, des immigrants ou des minorités ethniques.

Le récit de vie est un corpus de données dont la production est déclenchée par le chercheur et est, par conséquent, une réponse narrative à une demande plus ou moins ciblée, mais qui ne laisse pas moins de place au choix de l'enquêté d'évoquer faits et détails qui lui semblent nécessaires à la cohérence de son récit. Pour accompagner le récit de vie, dont le biais narratif peut être à l'origine de distorsions de la réalité ou, du moins, en faire une restitution incomplète, j'ai recours à des outils visuels comme moyen complémentaire de récolte et de production de données. La photographie commentée, le relevé habité, le croquis in situ et la cartographie interviennent à différentes étapes de la recherche, du recueil à l'analyse, en passant par la restitution. Ces outils permettent d'arriver à une lecture plus approfondie des faits spatiaux en incarnant l'indicible par la production de récits visuels.

### Le récit de vie et l'expérience spatiale en migration

Que ce soit dans les sciences sociales avec les travaux de Florian Znaniecki, William Thomas ou Abdelmalek Sayad, ou dans la « littérature d'exil » dans les récits de James Baldwin et de Milan Kundera, la question de la migration et de l'*étrangeté* s'est très tôt prêtée à l'approche biographique. Le récit de vie figure parmi les méthodes qualitatives qui mettent à l'honneur le rapport complexe entre l'individu et son expérience. Le récit de vie consiste à reconstruire, rétrospectivement, le déroulement d'un épisode plus ou moins long d'expériences vécues, sous forme narrative. Cette restitution "*after the fact*" fait l'objet d'un processus de sélection de données et de faits qui met en scène « une multiplicité de sphères, dont certaines ont parfois permis une bifurcation ou un changement, d'autres ayant été touchées ensuite par ces changements » (Chaxel, Fiorelli, et Moity-Maïzi 2014).

La popularité du récit de vie comme méthodologie qualitative a connu deux périodes d'effervescence. La première, datant du début du XX<sup>e</sup> siècle (de 1920, jusqu'aux années 1940), est associée aux travaux pionniers de l'École de Chicago. L'analyse de la figure de l'immigré dans *Le paysan polonais* de Thomas et Znaniecki (1918) se déploie sur plusieurs volumes dont le troisième est consacré exclusivement à l'autobiographie commentée d'un immigrant polonais (Vincent-Ponroy et Chevalier 2018). L'approche biographique s'avère idéale à la lecture de figures sociales nouvelles et/ou marginales dans le paysage sociodémographique des villes américaines. Mais ce succès méthodologique laisse place, dès les années 1940, au triomphe du fonctionnalisme et du structuralisme qui ont empreint la recherche dans la période de l'après-guerre. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que l'on assiste à une renaissance du récit de vie et à un regain d'intérêt pour des sciences humaines et sociales plus compréhensives, avec comme méthode de prédilection le récit de vie qui recouvre son potentiel heuristique. Les questionnaires et les autres méthodes de quantification ne suffisaient visiblement plus à « rendre compte de la complexité, et encore moins de la subjectivité des phénomènes sociaux en perpétuelle évolution » (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015).

Dans la même période en France, c'est le sociologue Daniel Bertaux qui réintroduit l'approche biographique pour une sociologie compréhensive qui ne considère plus l'individu comme « unité statistique » (Passeron 1990) et marque ainsi un « retour du sujet et de l'acteur » (Dortier 1996) :

*« Il y a du récit de vie dès lors qu'un sujet raconte à quelqu'un d'autre, chercheur ou pas, un épisode quelconque de son expérience vécue. Le verbe "raconter" (faire le récit de) est ici*

*essentiel : il signifie que la production discursive du sujet a pris la forme narrative. »* (Bertaux 2010, 35)

Les trois fonctions que Bertaux (1997) attribue à la recherche par le récit de vie sont mobilisées dans cette recherche. En effet, il est d'abord "exploratoire" (1). Les premiers entretiens avec les enquêtés des bidonvilles, dans le cadre d'un premier travail de recherche en 2014, m'ont servi à introduire les enjeux sociologiques liés à une configuration urbaine à laquelle l'approche initiale était essentiellement spatiale. J'emploie également le récit de vie pour sa fonction "analytique" (2). La connaissance de plus en plus approfondie du terrain alimente la formulation des hypothèses, affine la problématique et permet ainsi d'orienter les récits de vie ultérieurs vers les aspects qui articulent cette recherche. Si au départ ma thèse s'articulait autour des trajectoires résidentielles des migrants marocains, une meilleure compréhension du terrain et du récit des enquêtés m'a permis d'élargir la problématique au champ de l'expérience spatiale en migration ; plus complexe, moins linéaire. Enfin, le récit de vie intervient dans ce que Bertaux appelle "la phase expressive" (3) où le récit sert d'appui à la théorie en illustrant les concepts par des extraits d'entretien. Ainsi, l'enquêté est considéré comme « véritable observatoire du social » (Le Breton 2004) dont le vécu et, donc, le récit, sont des témoins de la place de l'individu dans la société et de ses interactions avec cette dernière.

Sur le terrain, j'obtiens le récit de vie à travers des entretiens semi-directifs. C'est une manière d'enclencher la narration tout en aiguillant le narrateur vers les thématiques centrales de la recherche. L'expérience migratoire est, à plusieurs égards, liée à des événements sociaux, économiques et culturels connexes dans lesquels le changement du rapport à l'espace est souvent lu en filigrane. Le guide d'entretien permet de recadrer le récit de vie migratoire davantage sur les enjeux spatiaux au cœur de la problématique (mobilité, territorialité, frontières, appropriation spatiale). Ainsi, même en guidant relativement le récit de vie, l'idée est d'aider « le narrateur à se situer et à évoluer le plus naturellement possible dans son rôle » (Sanséau 2005).

Le récit de vie est provoqué. A la requête du chercheur, le narrateur peut être amené à explorer des pans jusque-là peu revisités de son parcours ou de son identité, ce qui le pousse à sonder son expérience vécue tout en la racontant. Le récit de vie n'est pas préfabriqué ; il se construit au moment de l'énoncé dans une démarche réflexive. La remise en contexte des événements dans leur dimension diachronique, avec leur *avant* et leur *après*, s'accompagne d'une prise de recul pour le narrateur qui interprète et porte un jugement sur son vécu (Rouleau 2003) au moment même où il l'expose. La structure et parfois même le contenu du récit d'un même épisode de vie peuvent

différer selon plusieurs facteurs. Le rapport enquêté-chercheur est une variable cruciale dans la nature, la sélectivité et la fiabilité des données récoltées. Le récit de vie, étant « le produit d'une situation d'interaction entre le sujet et le chercheur » (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015), est à la fois du ressort du narrateur (enquêté) et de l'interlocuteur (enquêteur).

Dans mon travail de terrain, l'accès au récit est considérablement défini par un rapport de culture et de genre. Le fait que je partage la même appartenance ethnoculturelle que mes enquêtés, ainsi que le fait que je sois une femme, ont selon les cas différents effets autant sur l'accès au récit que sur son contenu.

Lorsque j'ai commencé à travailler avec les habitants des bidonvilles dans la ville de Salé, au Maroc, c'est d'abord mon genre qui a servi comme premier filtre de sélection des individus enquêtés. Je me suis retrouvée exclusivement au contact de femmes, compte tenu du contexte relativement conservateur de ce tissu socio-spatial, et également du réseau social majoritairement féminin à travers lequel j'ai eu accès au terrain. Ce qui me semble au départ être une contrainte s'avère être un avantage. Lors du déroulement des entretiens, en tant que chercheuse l'identifiant comme femme moi-même, les enquêtées se sentaient assez à l'aise pour s'ouvrir à propos d'épisodes personnels et intimes de leur expérience migratoire.

Parler le même dialecte et démontrer une familiarité avec les contextes social, économique, culturel et de genre ont également été à l'origine d'une affinité chercheuse-enquêtée supplémentaire qui ont permis de "délier les langues". Un tel rapport rapproché au terrain réclame en contrepartie une posture d'objectivation tout au long du processus de narration jusqu'à sa restitution.

Les mêmes variables de genre et de culture provoquent un effet différent face à d'autres échantillons. Le travail auprès des commerçants transmigrants marocains en France, ceux qui utilisent la mobilité comme ressource, a nécessité un nombre de tentatives d'entretien et de mise en confiance des enquêtés avant d'accéder à un échange consistant. Bochra Manaï, urbaniste et chercheuse franco-tunisienne ayant consacré son travail doctoral à la « mise en scène » de l'ethnicité maghrébine à Montréal, évoque dans un article l'intersectionnalité de sa posture en tant que chercheuse femme et maghrébine et son impact sur la récolte des récits de ses enquêtés. « Comment observer lorsque la chercheuse est elle-même le genre « absent » de ces lieux ? », se demande Manaï (2019) face un terrain qui, de prime abord, lui semble majoritairement masculin. Travaillant sur

l'expression dans l'espace public d'une identité migratoire relativement récente à Montréal<sup>103</sup>, Manai expose l'ambivalence de son statut de chercheure qui laisserait supposer un accès plus aisé au terrain compte tenu de ses origines. Mais l'affinité ethnoculturelle et l'histoire migratoire qu'elle a en commun avec ses enquêtés est surplombée par le facteur du genre. Elle compile dans cet article ses retours d'expérience de terrain avec réflexivité, où elle considère plus particulièrement son statut de chercheure « co-ethnique », une position pouvant biaiser le récit et son interprétation, comme une ressource à cadrer par l'éthique de la chercheure. Manai cite à ce titre les préconisations de Daniel Cefai et Valérie Amiraux :

*« Plutôt que de se laisser prendre par surprise, mieux vaut travailler sur soi et s'engager dans une interrogation socio-analytique, comme Jean-Claude Passeron et, sur le tard, Pierre Bourdieu, nous y invitent. Ce qui risque de prendre le tour d'une interrogation obsessionnelle, d'une phobie méthodologique ou d'une répétition névrotique, une fois analysé, se transforme en atout de compréhension. »* (Cefai et Amiraux 2002, 4)

La chercheure co-ethnique apporte donc un point de vue unique qui facilite la compréhension de certains codes sociaux ancrés en arrière-plan du récit de vie, où « le contrat narratif à la base de l'échange s'appuie sur un savoir (supposé) partagé » (Adam 1996).

Par ailleurs, le récit de vie dépend aussi d'autres variables que le seul rapport enquêté-chercheur. L'orientation de l'enquête, le stade de vie de l'enquêté, les circonstances de l'échange et de la narration et – davantage dans le contexte migratoire – le statut légal et administratif, l'étape du parcours, l'état de stabilité ou, au contraire, d'instabilité de l'enquêté sont autant de paramètres qui conditionnent le dit et le non-dit du récit de vie. Ce qui est sûr, c'est que le narrateur estime les fragments narratifs livrés, ainsi que l'insistance sur certains événements, comme déterminants dans la compréhension du récit.

En répondant à la question de « comment êtes-vous arrivé là ? », le récit de vie sert aussi d'argumentaire qui justifie autant les bonnes que les mauvaises décisions :

*« Un récit de vie met donc en lumière les différents "ingrédients" mobilisés pour prendre une décision, inscrits dans des temporalités hétérogènes : le temps long de l'histoire des cadres sociétaux, le temps générationnel de la famille et des héritages, le temps plus court de l'individu*

---

<sup>103</sup> La présence des populations maghrébines au Québec devient conséquente et s'accélère dès la fin des années 1980 qui prend de l'ampleur une décennie plus tard. Les trois principaux pays de provenance des immigrés maghrébins étant d'anciennes colonies françaises (Maroc, Algérie, Tunisie), le Québec représentait une alternative idéale à l'immigration européenne, basant sa politique d'immigration sur la langue et la culture française, auxquels s'ajoutent l'âge, la qualification, la compétence, etc. (Ferhi 2013).

*dans ses interactions quotidiennes et dans divers réseaux.* » (Chaxel, Fiorelli, et Moity-Maïzi 2014)

Dans la recherche en sciences sociales, la méthode du récit de vie permet d'accéder aux terrains du personnel et de l'intime, généralement marqués par la confidentialité (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015b). La migration est souvent accompagnée d'épisodes éprouvants ou de dommages collatéraux difficiles à mettre en mots. Le récit de vie établit un cheminement narratif dans lequel, en tant que narrateur, le migrant s'appuie sur différents événements pour préparer l'information relative à des souvenirs qui peuvent être douloureux. Et, en tant que chercheur, la patience que nécessite le processus de mise en récit doit être soutenue par une empathie inhérente à l'écoute de ses enquêtés. Cela leur permet de se préparer au fur et à mesure avant de déployer des fragments sensibles de leur histoire. Ainsi, le fait de pouvoir choisir sa propre ligne narrative donne aux récits de vie « un fort pouvoir d'intelligibilité car ils permettent de faire émerger le sens que les acteurs accordent à leurs actions en stimulant notamment leur capacité réflexive » (Chaxel, Fiorelli, et Moity-Maïzi 2014). La souplesse de la méthode permet de la combiner avec d'autres outils d'objectivation des faits, dont l'observation directe, l'appui sur un corpus théorique et les expérimentations d'autres chercheurs sur d'autres terrains.

Bien que le récit de vie soit de l'ordre des échelles micro-individuelles, il n'en dit pas moins des logiques plus grandes du monde social car, comme l'explique Pierre-Yves Sanséau (2005), les logiques macrostructurelles du monde social se manifestent aussi dans les microcosmes qui le composent. En étudiant le récit de vie des migrants, le chercheur décrypte des phénomènes récurrents au sein même de la subjectivité individuelle. Le fait de s'intéresser au mode de vie et à l'expérience spatiale des migrants de différents points de vue (lieux d'origine, d'arrivée, de transit et de circulation), permet de sortir le chercheur d'une vision stéréotypée, basée sur les préjugés et les représentations collectives dominantes d'une société ou d'une autre, sans pour autant nier leur pouvoir déterministe :

*« Le point de vue du chercheur devient moins ethnocentré du simple fait qu'il ne s'intéresse pas seulement aux migrations sous l'angle des pays d'arrivée, mais aussi des pays de départ. Analyser le parcours de vie implique de prendre en compte la circulation des personnes, des capitaux, des ressources et des savoirs entre les différents espaces ainsi que l'internationalisation des familles et des réseaux. »* (Collet et Veith 2013)

Ceci étant, il faut rester conscient des limites d'un tel outil d'investigation, et de nombreux chercheurs s'accordent sur l'incapacité du récit de vie à contenir une réalité sociale assez objective (Bidart 2006; Passeron 1990). Il est parfois difficile de discerner ce qui est le produit des représentations individuelles ou des déterminismes sociaux de ce qui est "vrai", de ce qui transcende les particularismes culturels et personnels et peut être applicable à d'autres cas de figure. Bourdieu parle de « l'illusion biographique » pour qualifier cette tentative de "faire sens" qui transforme le narrateur en « idéologue de sa propre vie » (Bourdieu 1986, 69). Il se retrouve à créer un semblant de cohérence sous l'impératif de faire de sa vie une *histoire*, avec un début, un milieu et une fin. Le chercheur court dans ce cas le risque de méprendre le trivial pour du pertinent dans le récit biographique auquel le sociologue et épistémologue Jean-Claude Passeron reproche un « excès de sens et de cohérence » (Passeron 1990, 4).

Par ailleurs, non seulement le récit ne suffit pas à contenir *toute* la réalité, mais, comme le dit Ricœur lui-même, « l'identité narrative [...] n'épuise pas l'*ipséité* du sujet » (Ricœur 1985, 358). Il est illusoire de prétendre à une connaissance totale du narrateur à travers l'identité qu'il construit de lui-même dans un récit. Toute narration a besoin de critique (Porée 2013), de contextualisation, et d'objectivation par le recours à d'autres sources et méthodes d'investigations.

### **Photographier, dessiner, relever et cartographier les récits visuels**

L'étude de l'expérience spatiale appelle à l'usage de différents sens de la perception, auxquels peu de prouesses sémantiques peuvent totalement se substituer. Les limites du récit de vie font que le registre interprétatif de ce dernier lui permet de dévoiler une partie seulement des nombreux versants de la réalité. Dans l'observation et l'analyse de l'habiter des migrants, le regard est particulièrement sollicité pour rendre compte de subtilités, de détails et de non-dits des récits de vie qui peuvent être restitués plus fidèlement par un compte rendu visuel, et générer ainsi « un degré (plus) élevé de compréhension » (La Rocca 2007). *Observer* les représentations visuelles d'un phénomène permet d'établir un lien et des ponts cognitifs supplémentaires qui ouvrent le chemin vers de nouvelles pistes d'analyse :

*« La pensée visuelle, loin d'être l'enregistrement passif d'un stimulus, est bel et bien une opération active de l'esprit. Le sens de la vue procède de manière sélective. La perception de la forme consiste à mettre en œuvre des catégories formelles que l'on peut appeler concepts visuels en raison de leur simplicité et de leur généralité. Percevoir, c'est aussi résoudre des problèmes. »*

(Arnheim 1976, 45)

La “sociologie visuelle” – ou les “sociologies visuelles”, comme ce que Pierre-Marie Chauvin et Fabien Reix (2015) suggèrent de qualifier les usages diversifiés de l’*image* en sciences sociales, sont principalement d’ordres photographique et vidéographique. Ces outils doivent leur popularité aux traditions des anthropologues<sup>104</sup> qui, dès les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, s’emparent les premiers de la photographie et de la filmographie pour développer deux formes de connaissance : d’une part, la communication de pratiques culturelles étudiées à travers les travaux ethnographiques<sup>105</sup>, de l’autre, l’étude des représentations visuelles (peinture, tatouage, danse) et leur importance dans la fondation de différentes sociétés et civilisations. La première forme, s’inscrivant dans une démarche ethnographique, n’a pas manqué d’inspirer les autres domaines de sciences sociales pour trouver, un peu plus tard, des usages en sociologie. L’*American Journal of Sociology* publiait déjà dans les années 1890, « des photographies comme éléments de preuve ou d’illustration empiriques, notamment pour témoigner des conditions de vie de populations paupérisées » (Chauvin & Reix, 2015).

Lewis Hine (1874-1940), sociologue, photographe et figure notable de la *Visual Sociology* nord-américaine, aborde par le biais de son travail photographique les enjeux sensibles du début du XX<sup>e</sup> siècle. En 1907, il intègre la *Russell Sage Foundation*<sup>106</sup> pour rendre compte des conditions de vie des habitants et des travailleurs dans les districts sidérurgiques de Pittsburgh, en



Image 13 *Climbing into America (Ellis Island group)*, 1908 © Lewis Hine. <http://www.theguardian.com>

Pennsylvanie, dans le cadre de *The Pittsburgh Survey*, l’une des premières études sociologiques d’envergure aux États-Unis. L’usage de l’image comme matériau sociologique a amené Lewis Hine

<sup>104</sup> Les premiers travaux photographiques qui ont influencé l’usage de l’image dans l’anthropologie ne sont pas tous attribués à des anthropologues, à proprement parler. Jacob Riis (1849-1914), auteur du livre *How the Other Half Lives* (1890) qui expose et dénonce les conditions de vie misérables dans les “*tenements*” (taudis) de New York, était photographe et journaliste, ce qui n’a pas empêché son travail de devenir plus tard une référence dans le domaine de l’anthropologie visuelle.

<sup>105</sup> On peut citer dans ce registre deux travaux célèbres de l’anthropologie visuelle : le film *Nanook of the North* (1922) de Robert Flaherty et l’ouvrage *Balinese Character: a Photographic Analysis* (1942) de Margaret Mead et Gregory Bateson.

<sup>106</sup> La *Russell Sage Foundation* a été créée par Margaret Olivia Sage en 1907 et se consacre à améliorer les conditions sociales aux États-Unis. La fondation a recours au travail de terrain et aux méthodes des sciences sociales pour des réponses informées et renforcées aux problématiques sociétales de l’époque.

à s'imposer sur de nombreux fronts, mobilisant ce médium pour la documentation du travail des enfants à partir de 1908, ou encore des conditions d'arrivée des immigrants à Ellis Island, dans le port de New York (*Image 13*).

Malgré l'effervescence de l'usage des matériaux visuels en sociologie américaine, avec les travaux de Howard Becker et Douglas Harper à partir des années 1960, leur statut est longtemps resté instable dans une discipline dominée par les chiffres et les lettres. L'absence de cadrage méthodologique clair et structuré a relégué l'usage de l'image à l'illustration accessoire, se retrouvant souvent en annexe. Contrairement aux méthodes d'entretiens ou aux études statistiques qui s'inscrivent dans des traditions sociologiques bien établies, la méthode visuelle reste ouverte aux interprétations et aux expérimentations qui n'ont pas toutes réussi à assurer leur légitimité.

En France, ce n'est qu'à partir des années 1960-1970 que l'image fait son entrée dans le registre académique, comme dans le travail documentaire de Jean Rouch ou de Pierre Naville. Ce dernier a même fondé la revue *Epistémologie sociologique*, qui « consacre une place importante de ses articles à l'instrumentation audiovisuelle » (Giglio-Jacquemot et Gehin 2012). Chauvin et Reix (2015) justifient le retard du recours aux outils de recherche visuelle par la vocation à prédominance pédagogique de la méthode dans le monde académique français, et sa difficulté à s'imposer face aux traditions méthodologiques qualitatives et quantitatives dans la production scientifique. Pourtant, les sciences sociales ont tout à gagner en exploitant le potentiel sémantique de l'image, afin de rendre compte davantage de réalités matérielles et symboliques.

### **Photographier**

Les études migratoires sollicitent depuis plus d'un siècle les supports visuels comme matériau d'appui. Ce ne sont plus que les portraits<sup>107</sup> d'arrivée d'immigrants qui font leur apparition dans les cadres photographiques, mais aussi la spatialisation de leur mode de vie qui suscite l'intérêt des sociologues qui assoient les bases d'une sociologie urbaine prometteuse. Dans l'essai du *Passant considérable*, le sociologue français Isaac Joseph (1984) présente *les villages urbains* comme des « entités sociales juxtaposées, dont les frontières sont toujours négociées, qui sont constamment traversées par l'autre, exposées au regard du voisin, à découvert ». La ville se donne à voir et offre « le spectacle

---

<sup>107</sup> Les photographies d'arrivée des immigrants représentent un code visuel à part entière. Elles illustrent, comme l'explique Marianne Amar (2008), un moment de balancement identitaire, d'émigrant et immigrant et, de là, l'apparition d'une nouvelle figure dans le paysage visuel de la société d'accueil. Ces photographies ont un pouvoir subversif, dans le sens où « ces images d'arrivée se ressemblent et empruntent, à nouveau, à l'univers de l'eau : une prise de vue souvent frontale du groupe qui arrive, l'impression d'une masse compacte, comme une vague qui déferle » (Amar 2008, 16).

d'une cacophonie de commémorations par lesquelles chaque "milieu de vie" se refait une mémoire par génération, comme on se refait la façade et, par ailleurs, d'un enchevêtrement de styles, d'un lent métissage des modes de vie » (Joseph 1984). La réalité matérielle de l'urbain est alors considérée comme témoignage de phénomènes sociaux qui se manifestent physiquement dans les villes et dans l'espace, terrains propices au *regard* sociologique<sup>108</sup>.

En France, la relégation spatiale des communautés étrangères et immigrées à partir des années 1970 dans les zones paupérisées, les bidonvilles, puis plus tard dans les banlieues et les franges urbaines, a permis de localiser la migration spatialement et visuellement dans les paysages urbains des sociétés de résidence :

*« Parce qu'ils occupent, plus souvent qu'hier, des espaces et des emplois différents de ceux des Français, les immigrés deviennent plus faciles à repérer et donc, plus visibles pour le photographe. »* (Amar 2008)

Au Maroc, le matériau visuel étant presque absent comme outil à part entière de la pratique sociologique<sup>109</sup>, les seules représentations de la spatialisation de la migration sont produites par le biais de la photographie à des fins médiatiques. On y illustre des faits divers ou des altercations avec les autorités, que ce soit dans les abris de fortune des migrants subsahariens ou dans les bidonvilles, une des formes spatiales les plus représentatives de la migration rurale et les plus problématiques du paysage urbain marocain.

Dans tous les cas, l'image photographique, prédominant le champ de la sociologie visuelle, prend la parole et raconte les espaces de la migration mais, comme le rappellent les spécialistes de la méthode visuelle (Cardi 2016; Conord 2007; La Rocca 2007), elle ne se suffit pas à elle-même. Laisseée au dépourvu, fragment flottant d'un instant de réalité, la photographie est proie aux interprétations multiples et peut fausser la lecture du propos sociologique exposé. Il est impératif de cadrer l'image par la contextualisation historique, sociale et culturelle qui « vise essentiellement à réduire la polysémie de l'image en objectivant, par l'analyse rationnelle, un ensemble de données visuelles » (Cardi 2016). La description de l'image dans son contexte spatiotemporel, guidée par le

---

<sup>108</sup> May Du et Michaël Meyer (2008) réaffirment « la ville comme laboratoire pour l'étude du regard, en tant que ce dernier est la première forme d'usage de l'environnement urbain ».

<sup>109</sup> L'usage de l'image comme outil de recherche et de restitution dans la recherche sociale au Maroc est limité. On peut ceci dit citer le travail très récent réalisée par Soraya El Kahlaoui, docteure en sociologie de l'EHESS, qui a produit le documentaire *Landless Moroccans* (2016) pour accompagner son manuscrit de thèse. Elle y traite l'expulsion des habitants d'un *donar* (village urbain) situé au cœur d'un quartier huppé de Rabat. Elle y investigate « les pratiques de conquêtes de l'espace et de résistances menées par des habitants en lutte pour le droit au logement » (description de Soraya El Kahlaoui dans son profil professionnel : <http://www.landlessmoroccans.com>).

cadre conceptuel de la recherche, est le moyen d'exploiter tout le potentiel réflexif du matériau visuel (Du et Meyer 2008).

Dans un article à ce sujet, le sociologue Pierre-Marie Chauvin (2017) revient sur une expérience pédagogique de sociologie visuelle qu'il a menée aux côtés d'étudiants dans la petite ville industrielle de *Mussafab*, aux Émirats Arabes Unis. L'objectif de ce travail est de « rendre compte d'un territoire urbain contrasté, cosmopolite et masculin dans une zone méconnue du Golfe Persique, tout en proposant une réflexion sur la nature visuelle de cette connaissance à partir d'images photographiques et de textes descriptifs et analytiques » (Chauvin 2017). Le sociologue défend, tout au long de son travail, la nécessité de combiner la photographie avec d'autres modes d'investigations (observations, entretiens) et d'explicitier son contexte de production. La photographie commentée (*Figure 8*), tirée de l'article en question, est un exemple de mise en perspective de l'image afin d'en « rétablir la valeur sociologique ».



*Image 9 - Petites barrières, petites mobilités © Amal Adel*

*Cette photographie, prise à proximité de l'ICAD, montre des ouvriers traversant la route, escaladant une barrière métallique et se dirigeant vers un centre commercial « discount ». Contrairement aux hautes barrières et aux murs d'enceinte de la résidence, ces petites barrières métalliques sont allègrement franchies par les travailleurs, qui ont équipé et routinisé leur passage avec cette pierre posée verticalement en guise d'appui. La proximité des corps, leurs regards complices et amusés, signalent les petites libertés individuelles et solidarités collectives que ces ouvriers déploient au quotidien dans une vie très cadrée.*

*Figure 8 Photographie accompagnée d'un commentaire décrivant des aspects de l'usage urbain et de la dynamique de groupe au sein de la communauté de travailleurs migrants de la ville de Mussafab, 2017 © Pierre-Marie Chauvin*

Dans ma recherche, les textes qui accompagnent les clichés photographiques représentent des mises en récit que j'ai choisi de structurer sous forme de fragment narratif-descriptif, faisant ainsi du duo "image photographique-récit" une scène. Dans le jargon cinématographique, la scène représente une « unité d'action, d'espace et de temps » qui « relève du discours, d'un développement narratif, propose une succession de faits chronologiques, et met en avant un ou plusieurs événements sans les alterner » (Barnier et Fontanel 2012). En empruntant cette notion au septième art, il s'agit d'injecter le mouvement et le temps en se basant à la fois sur ce qui est dans le cadre et en dehors, ce qui est synchronique et diachronique, ce qui est présent et ce qui est absent. Ainsi, l'image recouvre son potentiel non seulement narratif, mais aussi sociologique.

Parallèlement à l'importance des cadrages multiples des images mobilisées, Pierre-Marie Chauvin insiste sur le rôle de ces dernières comme « traces ouvertes », leur valeur sociologique n'étant en aucun cas une limite à leur large champ d'interprétations possibles dans d'autres contextes conceptuels. La lecture par l'espace, par exemple, n'est pas la seule lecture possible d'une image. Elle est capable de témoigner de nombreux autres aspects sociétaux en même temps, à partir du moment où l'on s'arme d'un outillage théorique et contextuel pour les investiguer.

Travailler sur l'expérience spatiale de migrants dans différentes situations de mobilité fait appel à la notion de trace et invite à une démarche « indiciaire », telle que la développe le géographe William Berthomière. Dans son travail sur les mutations du paysage urbain dans les quartiers de l'immigration à Tel Aviv, Berthomière s'attelle à « une réflexion sur une sémiotique de l'espace dont la photographie permet de révéler des systèmes de signes et des processus signifiants ». Il les présente comme « autant d'indices nous permettant de donner de l'épaisseur à l'analyse du quotidien de résidents, de passants, pratiquant ces espaces urbains changeant au gré de dynamiques socio-économiques aux origines autant locales que transnationales » (Raulin et al. 2016).

Dans son matériau photographique, le géographe cherche à révéler la matérialisation d'une présence, d'une existence ou d'une action dans l'espace, en relevant sa *trace*, ce qui subsiste du passé, et la marque, qui s'inscrit plutôt dans le présent (Raulin et al. 2016; Veschambre 2008). Ainsi, la présence des migrants se manifeste même en leur absence, en s'intéressant aux objets qu'ils laissent derrière eux et aux lieux qu'ils occupent ou désertent (*Figure 9*).

« Comme le montrent les photos 37 et 38, la perception des changements qu'a pu connaître le bâti à Neve Sha'anani vient enrichir le registre des marques. Même en l'absence d'interactions directes avec les migrants, le passant peut donner du contenu au mot mondialisation par l'expérience de l'œil qui peut lire sur une façade (comme celle sur la photo 37), le présent d'une présence qui voit les rideaux de fer des remises des commerces de gros être remplacés par des portes d'entrée et de petites fenêtres d'habitation, qui laisseraient voir à tout regard curieux, l'aménagement de logements pour les nouveaux résidents du quartier. »

Photos 37 et 38 : L'émergence des marques. Tel Aviv, 2007 © W. Berthomière



Figure 9 Photos des mutations architecturales et spatiales dans les quartiers de migrants, à Tel Aviv. William Berthomière introduit les images en amont avec un texte analytique où il met en avant la démonstration des traces de et dans les façades d'un changement démographique et d'une apparition de modes d'appropriations spatiaux nouveaux. 2017 © William Berthomière

Les usages de l'espace, les pratiques urbaines, l'itinérance entre les lieux du réseau, les présences, les passages mais aussi les absences dans l'espace ne sont pas des actes statiques ; tous se font dans le mouvement. Se pencher sur les "traces" spatiales, l'observation des objets liés aux usages et de l'empreinte sur la matérialité des lieux, c'est rendre compte des appropriations spatiales tout en palliant leur volatilité. Dans son essai *Placing and tracing absence, a material culture of the immaterial*, le sociologue Morgan Meyer explore la matérialité de l'immatériel par le concept polysémique de trace :

« La nature polysémique du mot "trace" est séduisante pour notre objectif ici. En effet, il désigne avant tout un acte actif et spatial consistant à dessiner ou à cartographier quelque chose. Deuxièmement, cela signifie trouver, localiser, suivre, tracer, etc. Troisièmement, le nom "trace" représente un signe, un résidu, un vestige. [...] Ces traces nous mènent toujours vers d'autres

*lieux, d'autres directions, d'autres temps ; elles sont toujours incomplètes, insaisissables, glissantes et gênantes. »<sup>110</sup> (Morgan Meyer 2012)*

Les définitions de la notion de *trace*, telles que théorisées par Meyer, s'appliquent à deux pans de ma recherche : d'une part, la méthodologie dans laquelle *tracer* signifie l'acte de dessiner et d'illustrer par des outils visuels le rapport de l'individu aux lieux de sa migration. Et d'autre part, l'objet étudié, la *trace* comptant parmi les manifestations des appropriations spatiales observées sur le terrain et relevées dans les récits de vie. Si Morgan Meyer estime que l'absence *fait des choses* et qu'elle est "performative", il insiste tout de même sur le fait qu'elle n'existe pas en soi, mais qu'elle est « faite pour exister par le biais de relations qui donnent de l'importance à l'absence »<sup>111</sup> (Morgan Meyer 2012). Ainsi, en relevant la *trace* de l'absent dans l'espace, il est nécessaire de la replacer dans des contextes historique, théorique et narratif afin d'aboutir à un cadre plus affiné d'interprétation.

### Dessiner

Les croquis *in situ* sont des médiums qui combinent à la fois des éléments du langage photographique et ceux du plan aménagé. Tout d'abord, il est nécessaire de rappeler que, même en systématisant la méthodologie de recherche, les circonstances fluctuantes de la conduite du travail empirique forcent les enquêteurs à un recours différencié aux outils mobilisés, en particulier ceux qui concernent les méthodes visuelles. Pour rendre compte de la réalité matérielle du lieu de vie, le croquis peut être un substitut original à la photographie, cette dernière étant souvent considérée comme plus intrusive dans l'intimité des maîtresses et maîtres des lieux<sup>112</sup>. Au-delà de son rôle de medium ludique et non intimidant, et derrière son incapacité à faire un inventaire exhaustif de tous les éléments de la scène, il permet de mobiliser l'œil sélectif de la chercheuse-dessinatrice qui, à partir du cadrage conceptuel intériorisé, de la connaissance nouvelle du récit de vie des enquêtés et, dans mon cas, de mon affinité de conceptrice avec l'espace, génère une restitution des éléments essentiels qui résonnent avec les discours des enquêtés (*Figure 10*).

---

<sup>110</sup> Citation originale : « The polysemic nature of the word 'trace' is appealing for our purpose here. For it denotes, first of all, an active and spatial act of drawing or mapping out something. Second, it means to find, locate, follow, trail, etc. Third, the noun 'trace' stands for a sign, a residue, a vestige. [...] These traces always lead us into other places, other directions, other times; they are always incomplete, elusive, slippery and awkward. »

<sup>111</sup> Citation originale : « to see absence not as an existing 'thing' in itself but as something that is made to exist through relations that give absence matter. »

<sup>112</sup> Cela concerne plus particulièrement la sphère domestique. La précarité de certains lieux de vie, ainsi que la pudeur de certains contextes socioculturels, font du réalisme de la photographie un moyen d'exposer les vulnérabilités. Cela explique aussi l'absence des enquêtés des clichés utilisés dans cette recherche.



Figure 10 Croquis intérieur, chez Fatima. Cette pièce a accueilli pendant 18 ans toute la vie domestique de la famille de Fatima. Aujourd'hui, elle représente un espace commun en journée, et la nuit, la pièce se transforme en chambre à coucher pour les trois filles. Elles reconquière chaque soir un "moment" d'intimité. 2018 © Myriame Ali-oualla

Le croquis *in situ*, tel que je le mobilise dans cette recherche, facilite les allers-retours entre récit de vie et manifestations spatiales. L'outil permet de mettre en parallèle les concordances entre les témoignages des enquêtés sur leur rapport à la migration et à la mobilité, et les aménagements, voire la présence de certains objets dans l'espace qui attestent de liens de corrélation et d'usages pleins de sens.

### Relever

Dans le cadre de l'expérimentation et de l'innovation dans la méthode visuelle, des chercheurs ont exploré ces trois dernières décennies des outils d'observation, de dialogue et d'investigation *de et avec* l'espace, en recourant aux dispositifs d'autres disciplines. Mis à part la photographie et la vidéographie, devenues aujourd'hui des classiques des outils visuels dans la recherche sociale, le "relevé habité" s'impose comme une nouvelle manière de rendre compte du vécu spatial et témoigner de l'originalité des rencontres entre l'habiter et le concevoir. Daniel Pinson, architecte et sociologue de l'urbain, est considéré comme un des pionniers de la méthode, s'y initiant dès la

fin des années 1980. Contrairement au *relevé d'architecture*<sup>113</sup>, popularisé par les étudiants des Beaux-Arts et par certains architectes comme Albert Laprade<sup>114</sup>, le *relevé habité* est « au croisement de la connaissance architecturale et de la connaissance ethnographique » (Pinson 2016). Dans son travail sur les modèles d'habitat et les contre-types domestiques au Maroc, Daniel Pinson s'intéresse aux conflits d'espaces et aux *ruses* de l'habiter dans le modèle d'habitat économique (Pinson 1989). Afin de construire son matériau ethno-architectural, Pinson a recours à l'observation et au relevé d'appropriations spatiales de cadres architecturaux prédéfinis (Figure 11).

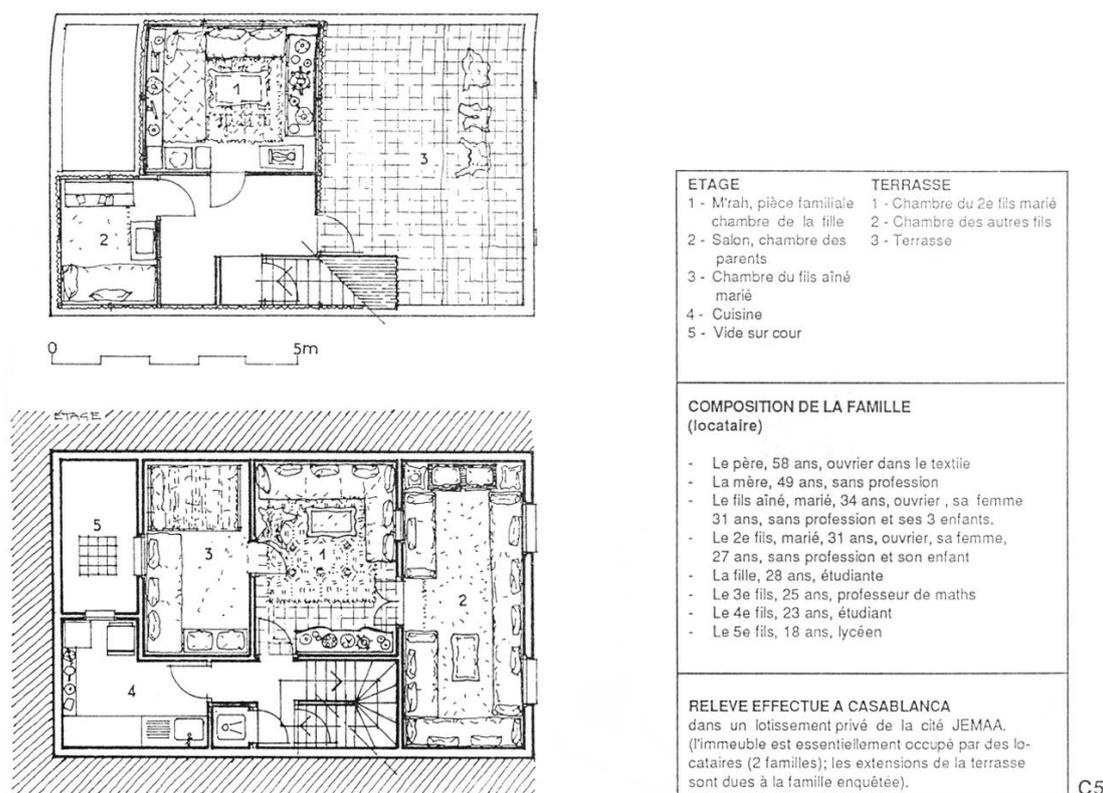


Figure 11 Portrait habité d'une des 25 maisons recensées, 1989 © Daniel Pinson, « Modèles d'habitat et contre-types domestiques au Maroc ».

Il y met en exergue les négociations entre l'habitant et son espace habité. Son travail se matérialise aussi bien par un corpus photographique commenté que par des modes d'expression propres à l'architecte, des outils de dessins d'"experts" pour tracer le rapport "profane" à l'espace ; celui des usagers :

<sup>113</sup> Le relevé d'architecture est utilisé comme médium d'apprentissage de la pratique architecturale et de la construction. La restitution fidèle du bâti (ou de ses vestiges), par des techniques de relevés spatiale et archéologique, permet aux étudiants-architectes et aux professionnels de maîtriser les normes spatiales et les techniques de construction.

<sup>114</sup> Albert Laprade (1883-1978), architecte français, est connu par la publication de nombreux volumes de croquis et relevés architecturaux.

« Ce sont des prises instantanées dans le temps qui mesurent et enregistrent les détails jusqu'à l'emplacement des sets de table, des prises de courant, des napperons, des tapis et des sacs mis au rebut. Ils ont été réalisés afin d'apprendre et de célébrer les géométries d'habitation. »<sup>115</sup>  
(Sharr 2009)

Afin de réduire le biais du chercheur-architecte dans le relevé habité, et de compléter ainsi la lecture du matériau ethno-architectural, Pinson s'appuie sur les entretiens non-directifs car, même si le chercheur témoigne d'une capacité à repérer les éléments importants à l'observation et au dessin, son « intuition ne trouve pas de réponse interprétative pertinente, souvent, si l'habitant n'est pas interrogé sur l'origine, l'utilité et la valeur, surtout symbolique, de [cet] ces objet(s) » (Pinson 2016). Tout comme le matériau photographique, le relevé recouvre son sens une fois inscrit et dans un cadre conceptuel et dans le récit des usagers.

La sociologue Françoise Navez-Bouchanine (1990, 1991, 2002), connue pour ses travaux approfondis sur les modes d'habiter dans les villes marocaines, a recours à une formalisation des observations spatiales, similaire à celle du relevé habité de Pinson. Son investigation de types d'habitats lui a permis de lire, au-delà des formes, des *modes* d'habiter qu'elle qualifie de « modèles socioculturels » (Navez-Bouchanine 2002). A travers l'usage des plans architecturaux et des relevés habités, comme compléments aux données d'entretien et aux photos, elle identifie des « *patterns* », des schémas sociaux et culturels qui se manifestent dans l'appropriation spatiale, que ce soit dans une villa, dans un logement économique ou dans de l'habitat *clandestin*.

Dans l'étude des manifestations de l'habiter en migration dans les trois rapports différenciés à la mobilité, le relevé habité vient appuyer l'importance d'observer les lieux du quotidien qui sont les *hauts-lieux* de la confrontation et de la subversion. L'architecte et chercheur Adam Sharr (2009) évoque dans ce sens-là la conception de la vie quotidienne de Henri Lefebvre (1958, 1961, 1981). Ce dernier trouve dans l'expérience de tous les jours, dans la corvée de la routine aussi bien que dans des moments d'évasion et de célébration, une révélation de l'extraordinaire dans l'ordinaire. En représentant sur un même support le cadre matériel conçu (plan architectural) et les aménagements, les assignations de sens et de fonctions par les habitants et les objets qui leur

---

<sup>115</sup> Citation originale : « They are snapshots in time which measure and record detail down to the location of placemats, plug sockets, doilies, rugs and discarded bags. They were made in order to learn from, and celebrate, geometries of inhabitation. »

permettent de matérialiser le marquage spatial, il est possible de repérer des moments de friction, de transgression ou au contraire de sujétion entre l'individu et le lieu de ses pratiques.

De nombreux travaux qui s'inscrivent dans le "Material Turn" et les "Material Culture Studies" en sciences sociales insistent sur l'intérêt de réfléchir de manière critique au potentiel de la matérialité et des artefacts à affecter la réalité sociale et les échanges entre soi et l'autre (Woodward 2015). Un groupe de chercheurs anglo-saxons (C. Lewis et al. 2018) s'est penché sur le processus du "home-making" dans des logements sociaux d'après-guerre à Édimbourg. Tout comme Pinson, parallèlement aux méthodes traditionnelles d'entretiens qui explorent les récits et les expériences des résidents, les chercheurs mettent au point une série de méthodes visuelles inspirées de la discipline architecturale (les archives de plans d'origine, les relevés habités et la cartographie visuelle des logements et des parties communes) et de l'anthropologie (« walk-along interviews » où il s'agit de conduire un entretien tout en accompagnant l'enquêté dans son parcours et son expérience individuelle de lieux du quotidien).

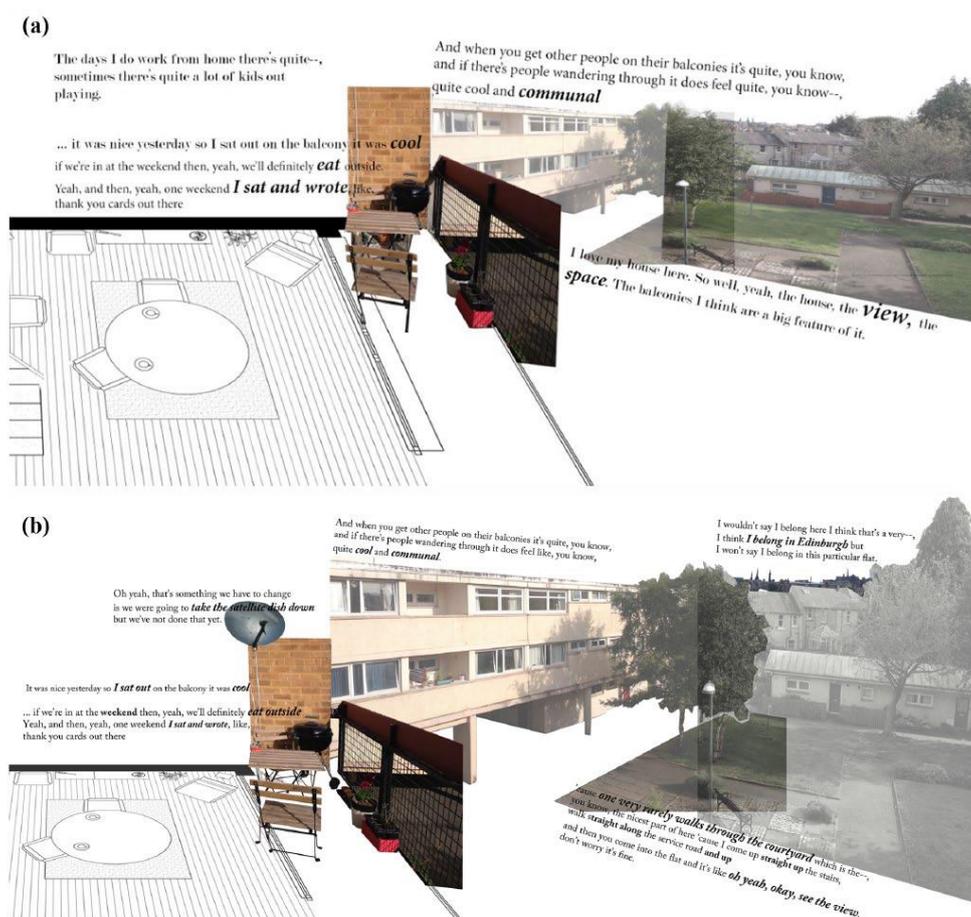


Figure 12 « (a) Visual narrative: Nicola and David's downstairs balcony and (b) Revised visual narrative: Nicola and David's downstairs balcony. », collage combinant des extraits d'entretien et des visuels afin de mettre des mots sur le regard, et un regard sur les mots. 2018 © Lewis et al.

En mobilisant une variété de méthodes, les chercheurs élaborent un « *visual narrative* » (C. Lewis et al. 2018) (*Figure 12*) de ce que veut dire fabriquer et raconter son chez-soi en interprétant les facettes sociologique et architecturale enchevêtrées, et représentées comme telles dans le matériau visuel.

### **Cartographier**

Dans les contextes de migration, le rapport à l'espace ne se limite pas aux usages domestiques ni à l'appropriation des micro-espaces. Les liens aux échelles méso (centres urbains, villes) et macro (territoires, nations, régions), traditionnellement traités en géographie et en sociologie urbaine, font appel à d'autres modes de représentation qui permettent de faire sens de la fragmentation et de lire les parcours migratoires dans leur globalité. Les questions de migration et de mobilité étant intrinsèquement liées à la création de territorialités renouvelées, il est difficile d'en aboutir à une représentation visuelle sans les fixer et les réduire à leurs seuls versants géographique ou spatial. La cartographie, outil de prédilection dans la représentation d'itinéraires et de flux, est pourtant une démarche de synthèse pertinente dans l'investigation des réseaux de lieux référentiels et de lieux de la pratique quotidienne, les deux se superposant par moments et se distinguant par d'autres.

La carte est un instrument de discours, mais aussi de récit. Elle permet de rendre compte d'une réalité parmi d'autres et se soumet à de nombreux impératifs (politiques, économiques, linguistiques). Tout comme le récit verbal, la carte a un pouvoir subversif. Ce que raconte la carte, dans certains contextes géopolitiques par exemple, est capable de mobiliser la sensibilité identitaire des habitants d'un pays ou d'une région pour biaiser leur rapport à l'altérité et à l'étranger. Elle devient un élément fédérateur, un prétexte de repli face à des flux migratoires représentés comme uniquement convergents et envahissants des frontières *sacrées* ou *inviolables*.

Mais la carte est aussi – dans son sens le plus large, qu'elle soit mentale ou physique – la compagne du voyageur, du nomade et du migrant. Elle est le support de récits individuels, fonctionnant comme une matrice souple dans laquelle la notion de territoire et de frontières, telle que peuvent l'entendre les conventions géographiques et politiques, est remise en cause. Plusieurs tentatives, à mi-chemin entre l'art et les sciences sociales, mettent à l'épreuve des processus cartographiques alternatifs pour déconstruire les récits dominants de la carte géographique (voir collectifs *Ne Rougissez Pas !*, *antiAtlas*). La géographe Sarah Mekdjian (Mekdjian et Amilhat Szay 2018) choisit, dans son travail avec des réfugiés et des demandeurs d'asile, d'en faire un médium participatif afin de « rendre compte du mouvement dans ses dimensions qualitatives et sensibles, notamment

depuis le point de vue de celles et ceux qui se déplacent » (Bacon et al. 2016). Le produit est un récit visuel du voyage où chaque *étape* de la migration est marquée d'un code couleur renvoyant aux moments et aux lieux de danger, de confrontation avec les autorités, de stress, de peur, mais aussi d'hospitalité, de chance et de rencontre (Figure 14 & Figure 13).

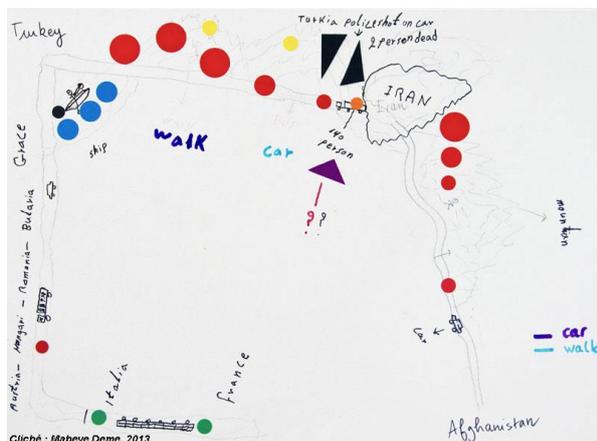


Figure 13 Carte réalisée par S.H. Ateliers de cartographie, Grenoble, 2013 © « Carte à la une : les frontières vues du sol et du ciel, navigation dans un itinéraire migratoire » <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>

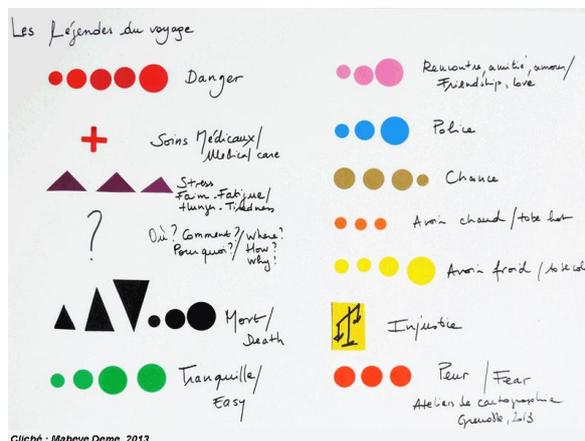


Figure 14 Travail collectif. Ateliers de cartographie, Grenoble, 2013 © © « Carte à la une : les frontières vues du sol et du ciel, navigation dans un itinéraire migratoire » <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>

Dans ma recherche, à partir des récits de vie des enquêtés, j'alimente la carte par d'autres données qualitatives que le simple renseignement de lieux et de vecteurs de mouvement pour parler des expériences et des parcours migrants. En reliant le sociologique au spatial et au géographique, je confronte l'idée de la carte classique, où l'échelle offre une lecture objective des distances, aux cartes informées et nourries par les récits d'ancrage et de mobilité des enquêtés qui, selon le rapport au lieu, définissent leur propre notion de proximité dans l'espace et dans le temps. Les cartes dessinées renseignent respectivement sur le système d'identification spatiale et sa logique d'élaboration, ainsi que sur les éléments catalyseurs de la pratique urbaine et le choix des points qui composent les parcours et mobilités du quotidien. Ce qui peut se confondre avec une représentation bidimensionnelle est en fait pluridimensionnelle, intégrant le temps, le mouvement et les divers capitaux mobilisés dans l'élaboration des cartographies individuelles (social, spatial, économique). Le but est de comprendre ce qui organise les représentations spatiales, au-delà de l'objet géographique.

La démarche que j'adopte s'inspire partiellement de la cartographie cognitive (Dias et Ramadier 2017) pour illustrer des lieux et des liens, des temporalités transverses et des échelles d'appréciation socio-spatiale qui organisent à la fois la représentation et le réseau de repères spatiaux des enquêtés.

En combinant les lectures d'une carte revenant sur les lieux de la pratique quotidienne (Figure 16), et d'une autre sur les lieux et repères symboliques renseignés par le récit de vie des enquêtés (Figure 15), il s'agit de mettre en place une grille de lecture du référentiel socio-spatial à partir du réseau de lieux pratiqués à la fois virtuellement et physiquement. C'est aussi, dans le sens inverse, le moyen de comprendre en quoi un rapport différencié à la mobilité (sur-mobilité, immobilité, mobilité comme ressource) crée un rapport singulier aux lieux des pratiques et des représentations. Les territorialités qui résultent de la mise en forme de ces constellations de lieux territorialisent – sans figer – le mouvement ni les chemins de mobilité empruntés. Le but est de conserver la subjectivité propre à chaque enquêtés tout en mettant en avant des catégories de lieux communes aux différentes figures de cas (lieux de promenade, de socialisation, d'attache symbolique et émotionnelle, d'ancrage).

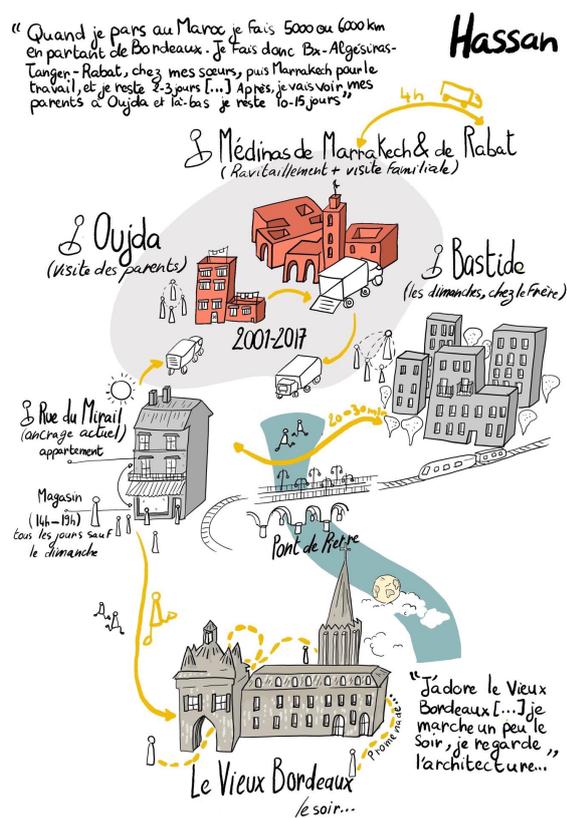


Figure 15 Carte de lieux du quotidien de Hassan, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla



Figure 16 Carte de lieux référentiels de Hassan. 2020 © Myriame Ali-oualla

\*\*\*

L'expérience migratoire est faite de fragments qui se manifestent sous diverses formes. L'accès à leur manifestation spatiale, ne peut se faire qu'en ayant recours à des ressources méthodologiques multiples pour assurer une meilleure lecture de la réalité spatiale de la migration.

L'habiter est à la fois matériel et immatériel. Les gestes et les usages de l'espace sont intrinsèquement éphémères, situés dans des espace-temps définis. L'*absence* des individus de leurs lieux de pratiques spatiales est rendue présente « à travers des discours et des textes, à travers des pensées et des choses »<sup>116</sup> (Morgan Meyer 2012).

Le récit de vie est une première entrée méthodologique propice à l'approche des faits migratoires. D'un côté, le récit de vie aide à dépasser les préjugés liés à une figure totalisante du migrant, étranger social et spatial. D'un autre, l'approche biographique démontre que la condition de l'individu migrant n'est pas déterminée uniquement par ses attributs culturels qui ne sont que des particularités de plus, se combinant avec de nombreuses autres dimensions (Collet et Veith 2013), d'ordres social ou économique, par exemple, et permet de « dépasser cette stricte dimension individuelle, pour réintroduire dans l'observation un contexte spatial partagé, un contexte social commun, bref un temps collectif » (Bailleul et Feidel 2011). Une montée en généralité est alors possible en appréhendant l'expérience spatiale en migration avec des variables applicables à de nombreuses autres conditions socio-spatiales, indépendamment des particularismes culturels.

Enfin, en ayant recours au récit de vie, l'enquête n'est pas réduit à son parcours migratoire. Il est considéré pour la complexité de son vécu qui, non seulement instaure une affinité supplémentaire entre l'enquête et la chercheuse, mais permet aussi d'élargir l'angle contextuel pour une interprétation mieux informée du récit et du rapport à l'espace.

Le biais inhérent au processus narratif est pallié par le recours à d'autres méthodes de recueil de récits. Les vertus autant que les limites des outils visuels en font des instruments d'expérimentation originaux qui nécessitent, ceci dit, des cadrages théoriques et contextuels fondés. Après tout, « la culture sociologique occupe une place prépondérante : c'est elle qui décide *in fine* du sens des détails, de celui de la composition » (Cardi 2016) et comment le matériau recueilli participe au développement d'une connaissance autour du sujet investigué. Accompagné d'un carnet de terrain

---

<sup>116</sup> Citation originale : « the absent is made present through talk and texts, through thoughts and things. »

conservant les conditions du travail empiriques, et couplé avec le récit biographique des enquêtés, le matériau visuel devient à son tour un élément de récit.

Premièrement, la mise en œuvre d'un travail photographique permet de capturer des scènes de la vie de tous les jours, où la quotidienneté retrouve toute sa place et son importance parmi les événements de tournants de vie migratoires. Des scènes descriptives et narratives accompagnent l'image et racontent aussi bien l'acte que le contexte dans lequel il se déploie, pour une compréhension plus aboutie du matériau récolté.

Deuxièmement, le croquis *in situ* permet de faire de la récolte de données visuelles un processus réflexif, demandant temps, concentration et regard sélectif, et provoquant des échanges significatifs avec les enquêtés, qui renseignent le matériau. Il est aussi un substitut à la photographie lorsque cette dernière devient intrusive dans certaines situations.

Troisièmement, le relevé habité, celui des espaces domestiques en particulier, permet d'accéder à un domaine indicible du *faire* des individus. Les espaces aménagés, les objets mais aussi les empreintes de l'habiter, relevées puis analysées par le croisement des regards architectural et sociologique, racontent le quotidien, les habitudes et les savoir-faire spatiaux des migrants. « L'intérêt du relevé est aussi, par-delà les cas particuliers, de permettre la construction d'une typologie, soit, à partir d'une collecte et d'une collection nombreuse de relevés, de procéder à une opération de classement des types » (Pinson 2016).

Quatrièmement, la cartographie des lieux *repères* et des lieux du *quotidien* établit une image d'ensemble qui contextualise le rapport à l'espace dans un système réticulaire. La carte aide à visualiser la territorialité de l'individu comme un ensemble, contrairement à la linéarité des récits textuels traditionnels. Cette forme de récit visuel reconstruit un lien entre les multiples espaces-temps de mobilité (Amandine Spire 2014) et d'ancrage, et permet de redéfinir les notions de *frontières* et de *distances* au-delà des définitions scientifiques qu'on leur connaît. Les référents spatiaux des enquêtés informent leurs matrices de représentations, et conditionnent ainsi leurs usages et appropriations de l'espace.



## Partie II. Trois grands récits de l'habiter en migration

La grille théorique, articulant une lecture globale de la mobilité, de la territorialité, des mécanismes d'appropriation et de la mise en récit de l'expérience spatiale en migration, pose des jalons conceptuels à travers lesquels peuvent être analysées de nombreuses formes de migration. Dans cette recherche, je me concentre sur trois grands récits migrants, en me basant sur une constante et une variable principale : une seule origine nationale (marocaine), et des rapports différenciés à la mobilité (immobilité, sur-mobilité, la mobilité comme ressource).

La constante de « l'origine » assoie un référentiel culturel commun, pour une compréhension générale des conventions sociales et des traditions migratoires. En partant de repères identitaires et d'appartenance ethnique similaires, ils s'agit de réduire des variables difficiles à comparer d'un contexte culturel à un autre (les rapports de genre, le rapport à l'intérieur (domestique) et à l'extérieur (espace public), etc.).

Quant au rapport différencié à la mobilité, il introduit des nuances à la vision binaire d'une mobilité soit perturbatrice, soit libératrice. En réalité, comme je démontre à travers les trois « cas d'exception » mobilisés, que la mobilité soit exacerbée ou restreinte, ses effets ne sont pas linéaires ou univoques.

Je consacre le *Chapitre 5* au cas de femmes issues de la migration rurale, vivant dans des bidonvilles urbains au Maroc. Immobiles socialement et spatialement, elles ont une expérience spatiale singulière de leur migration, habitant un informel « qui dure », dans l'attente d'une ascension socio-spatiale qui tarde à s'accomplir. La construction de la territorialité de ces femmes est à l'image de l'inertie qui caractérise leur condition, et de la résistance habitante collective aux politiques publiques de résorption et de relogement.

J'articule le *Chapitre 6* autour de l'expérience des anciens combattants marocains, en migration pendulaire entre le Maroc et la France. Voyageurs du *Troisième âge*, leur récente migration circulatoire, depuis la moitié des années 1990, les confronte aux défis d'un habiter partagé entre deux contextes sociospatiaux différents. Entre la vie en famille et la vie en résidence sociale accompagnée, l'entourage social et les configurations spatiales changent, et demandent aux anciens combattants des efforts d'appropriation et d'adaptation.

Enfin, dans le *Chapitre 7*, je mets en perspective les deux premiers cas, aux extrémités opposées du lien à la mobilité, pour illustrer l'expérience de commerçants et entrepreneurs marocains transnationaux qui utilisent la mobilité comme ressource. S'établissant entre différents territoires nationaux (essentiellement le Maroc et la France), ils utilisent les appartenances multiples et les points d'ancrage multisitués, au profit de la fructification de leurs activités et du développement de leurs réseaux socioprofessionnels. Le savoir-migrer acquis à travers leur condition d'entre-deux – ou d'*entre-plusieurs* – se traduit dans leur mode d'habiter, dans lequel ils font preuve d'une grande adaptabilité. L'appartenance identitaire des transmigrants trouve des formes de matérialisation autres que par le marquage spatial, pour se perpétuer dans leur capacité à tirer profit de leur mobilité.

## Chapitre 5. Les immobiles du bidonville

L'expérience spatiale des femmes dans les bidonvilles de Salé

La migration rurale est un vecteur majeur du changement des structures et paysages urbains contemporains. Au Maroc, l'afflux des populations rurales vers la ville annonce depuis les débuts du XX<sup>e</sup> siècle une mutation radicale non seulement des modes de productions – jusqu'alors dominés par l'agriculture – mais aussi des valeurs sociales, culturelles et spatiales. L'aspiration à l'éducation et à une hygiène de vie différente alimentent le départ continu des campagnes marocaines. A l'arrivée, le bidonville représente l'une des alternatives d'habitat les plus viables, permettant un accès devenu presque conventionnel à l'effervescence citadine. Des traditions migratoires se sont établies avec l'installation en bidonville comme étape nécessaire et comme tremplin pour un établissement graduel dans la ville.

Salé fait partie des villes marocaines qui concentrent les plus grands foyers d'habitats informels depuis les années 1950. Séparée de Rabat de la largeur d'un fleuve, la ville attire très tôt les populations rurales et devient un vrai centre d'immigration. Dans le quartier populaire de *Sidi Moussa*, trois bidonvilles concentrent l'essentiel de mon enquête dans laquelle j'investigue la situation d'immobilité des femmes rurales, devenues *bidonvilloises*.

Dans un premier temps, je reviens sur les conditions d'accès au terrain pour comprendre la raison derrière l'investigation d'un échantillon d'enquêtés entièrement féminin. Le cadre genré du travail empirique résultant de l'accès conditionné au terrain est une introduction au contexte socioculturel de l'enquête.

Deuxièmement, j'analyse le rôle des réseaux familiaux et villageois dans l'accompagnement de l'acte migratoire, depuis les motivations de départ jusqu'à l'intégration du réseau sociospatial bidonvillois. L'état d'inertie dans l'environnement d'installation en fait une frontière singulière dans la structure urbaine, mais une frontière pleinement investie, qui entretient selon le cas un rapport différent au reste du quartier et de la ville.

Troisièmement, à travers l'analyse des récits de vie, je mets en avant la singularité des territorialités multiscalaires des femmes rencontrée, où la mobilité est limitée au quotidien et sur les temps de la migration, par des facteurs économiques et socioculturels qui trouvent leur origine dans les rapports de genre et les assignations spatiales.

Quatrièmement, grâce à l'investigation des espaces habités, hauts-lieux d'appropriation féminine, je démontre l'ordinaire du quotidien bidonvillois dans un cadre urbain atypique qui ne manque pas d'appropriations originales. Les aménagements à l'initiative des habitantes œuvrent essentiellement à la préservation des formes d'intimité, et gardent des traces lisibles sur la matérialité de ce tissu urbain. Sans la "surinterprétation" d'une mobilisation consciente du groupe, le bidonville porte tout de même l'histoire et la mémoire collectives des habitants, ces dernières devenant un moyen de résistance pour accès légitime au droit à la ville.

## 5.1. Salé, bassin régional de l'immigration rurale

La ville de Salé fait partie de la région de la capitale Rabat-Salé-Kénitra (*Figure 17*). Elle se situe sur le littoral atlantique et occupe près de 78 km<sup>2</sup> sur la rive droite de l'embouchure du fleuve Bouregreg qui la sépare de la ville de Rabat (*Figure 18*). Salé fait partie d'une région densément peuplée et compte près d'un million d'habitants selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 (RGPH 2014). La ville accueille 21% du total de la population de la région, devant la capitale Rabat qui n'en accueille que 13% (577 827 d'habitants). La ville a une histoire tumultueuse et riche, marquée de nombreuses successions dynastiques, et sa situation stratégique de pôle de contrôle du Bouregreg en a fait une plaque tournante des échanges atlantiques, méditerranéens et africains. Cette ouverture au monde a contribué à sa fortification précoce et à son urbanisation<sup>117</sup> qui n'ont eu de cesse d'attirer les populations voisines, et particulièrement les rurales. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec le transfert de la capitale de la ville de Fès à la ville de Rabat pour l'éloigner des agitations révolutionnaires menaçant l'autorité du protectorat français, Salé a connu le début d'une croissance démographique, dans l'ombre de la nouvelle capitale.

Si pendant le protectorat, et encore quelques années après l'indépendance, Salé tenait le rôle de « ville-dortoir » et d'exutoire à sa *fausse* jumelle Rabat (Belfquih 1978), les années 1970 marquent davantage son explosion démographique avec une arrivée massive de populations rurales de la région. Cette évolution sera accompagnée d'un étalement urbain incontrôlé à tous les égards. Une réglementation encore lâche à cette époque, couplée à une demande ascendante d'accès au logement, façonne un paysage urbain hétéroclite.

On y trouve (*Tableau 1*) à la fois un tissu urbain de « maisons marocaines » pour la classe moyenne et les fonctionnaires, une médina anciennement occupée par l'aristocratie locale qui se vide et à se paupérise, et des banlieues informelles faites de logements irréguliers, d'habitat sommaires et de bidonvilles. Même si ces derniers représentent le *faible pourcentage* de 4.2% du total des formes d'habitat de la ville, la classant ainsi

| Type d'habitat          | Pourcentage |
|-------------------------|-------------|
| Maison marocaine        | 65.3        |
| Appartement             | 24.5        |
| <b>Habitat sommaire</b> | <b>4.2</b>  |
| Villa                   | 3.0         |
| Logement de type rural  | 2.4         |
| Autre                   | 0.6         |

Tableau 1 Conditions d'habitat – Province : Salé 2014 © [www.rgphentableaux.bcp.ma](http://www.rgphentableaux.bcp.ma)

<sup>117</sup> « Salé s'est hissée au rang de cité *Hadaria* [ville à peuplement urbain], fait remarqué jadis par les visiteurs étrangers et caractérisé par le raffinement de sa population, son remarquable esprit de citoyenneté et son goût prononcé pour la culture ; caractéristiques auxquelles, seules quelques rares villes marocaines pouvaient prétendre » (Casanovas 2012).



Figure 17 La région Rabat-Salé-Kénitra. 2020 © Myriame Ali-oualla

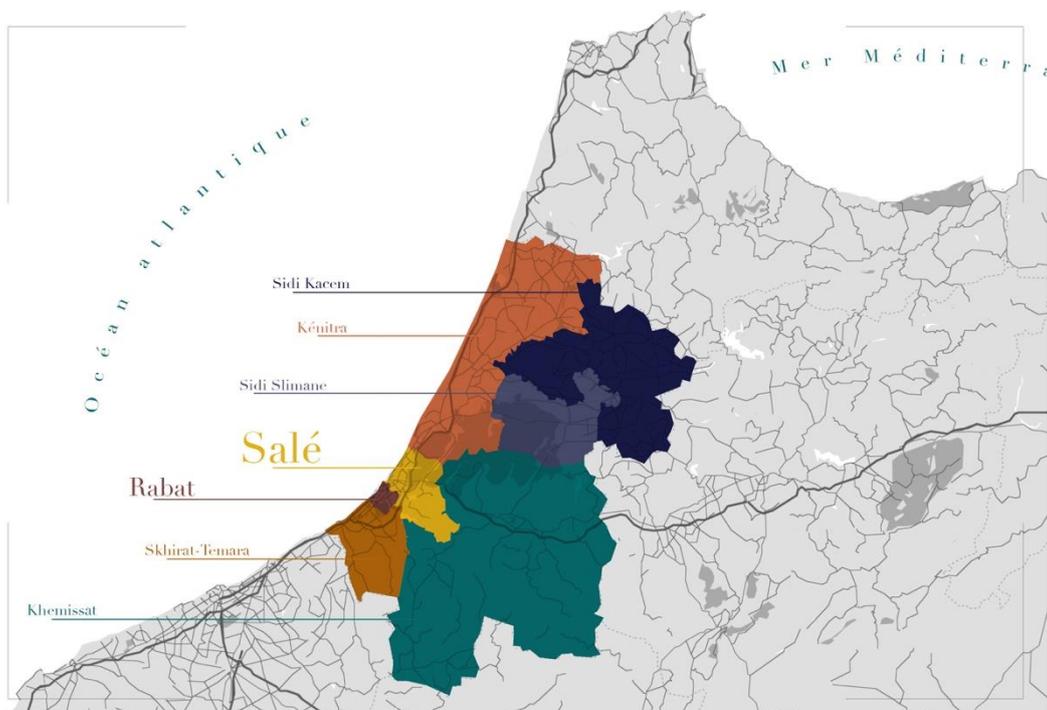


Figure 18 La ville de Salé. 2020 © Myriame Ali-oualla

parmi celles ayant les plus faibles proportions, cela ne représente pas moins de 22 347 habitants. Par ailleurs, les bidonvilles d'une grande ville, telle que Salé, font preuve de beaucoup de résilience dans la mesure où, malgré la précarité des conditions d'habiter, les habitants renforcent leur cristallisation dans ce territoire informel par l'amélioration progressive du cadre de vie et la création commune d'une mémoire des lieux. Cela met au défi les nombreuses tentatives de résorption, surtout celles initiées depuis le début des années 1980, et plus tard, à partir de 2004, dans le cadre du programme national « Villes Sans Bidonvilles » (VSB). Le fait est que la densification de la population locale, avec l'arrivée d'individus et de familles des provinces rurales de la région, signifie une affluence de main-d'œuvre souvent peu qualifiée pour les nouveaux métiers de la ville, une immobilité sociale, économique et professionnelle et une difficulté à trouver des alternatives à l'habiter en bidonville. Car, contrairement à ce que les tendances à l'émigration rurale peuvent porter à croire<sup>118</sup>, il existe plus de chômage en milieu urbain qu'en milieu rural, comme c'est le cas de la région de Rabat-Salé-Kénitra, où Salé se retrouve en tête cumulant 12,6% du taux de chômage de la région, avec 19,2% du total de ses habitants qui sont inactifs.

Ces chiffres contradictoires avec la migration qui continue vers la ville s'expliquent par la mutation des motivations. La scolarisation<sup>119</sup>, l'accès aux infrastructures urbaines ainsi que les ambitions en évolution chez les plus jeunes complexifient les besoins traditionnellement limités à la recherche du travail. Cela n'exclue pas le fait que les zones les plus frappées par la pauvreté sont les provinces rurales, dont certaines font partie de l'ex-région du Gharb-Chrarda-Beni Hssen<sup>120</sup> d'où sont originaires un nombre d'enquêtées. Si les premières vagues d'arrivée à la ville au début du XX<sup>e</sup> siècle représentaient une réserve de travailleurs importante et une main-d'œuvre bon marché, les décalages socioprofessionnels et l'inadéquation des offres du marché de l'emploi avec les compétences des arrivants participent à grossir les chiffres de chômage urbain et, parallèlement, à l'expansion du secteur d'activités informelles :

*« La sphère informelle s'avère, dès lors, comme le milieu adéquat des activités d'urbaine profitant à la demande de consommation et de services d'une société traditionnelle en transition »*

---

<sup>118</sup> Le HCP prévoit une baisse dans la population rurale à l'horizon de 2050, passant de 13.4 millions selon le RGPH de 2014 à 11.5 millions. Cela est dû à la fois à une migration rurale fluctuante mais continue, et aussi à l'étalement urbain qui absorbe de larges périmètres ruraux.

<sup>119</sup> Selon le Recueil des statistiques de 2013-2014 du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, seul un quart des élèves des 1<sup>er</sup> cycle continuent leur éducation au 2<sup>ème</sup> cycle dans les zones rurales de la région.

<sup>120</sup> Selon la Direction Générale des Collectivités Locales, 2015.

*et de la précarité de l'offre et de la qualité de la main-d'œuvre sur le marché du travail. »*

(Haut-Commissariat au Plan 2014, 28)

L'établissement durable du bidonville est renforcé par la pérennisation de ce secteur et sa capacité à accompagner l'évolution du marché économique et des besoins de différentes populations. C'est d'ailleurs aussi une ressource précieuse pour les habitants du bidonville qui en font à la fois le lieu de travail et le lieu d'approvisionnement.

### **Le quartier populaire de Sidi Moussa**

L'époque du protectorat a laissé derrière elle des villes fragmentées, ou ce que Daniel Rivet qualifie de « villes-archipels »<sup>121</sup> (Rivet 1999). La spatialisation d'un tel héritage, conséquence d'une politique coloniale de construction de villes nouvelles en rupture avec la « ville indigène » (la médina et ses remparts), a persisté après l'indépendance pour aboutir à des quartiers spécialisés dans des catégories sociales spécifiques (M'hammedi 2016). Le quartier *Sidi Moussa*<sup>122</sup> est un exemple représentatif du quartier populaire marocain. Il est presque entièrement constitué d'"habitat non-réglementaire"<sup>123</sup> (HNR) qui se déploie densément autour de ruelles sinueuses, parfois non pavées, difficilement accessibles aux voitures et encore plus aux véhicules d'intervention et de secours. Se situant au Nord des remparts de la médina de Salé (*Figure 19*), le quartier était originellement constitué de *saniyat*. Ce sont des terrains d'agriculture et de maraîchage urbains qui, jusqu'à la fin des années 1970, se mêlaient encore aux maisons en bande qui longent du côté droit l'avenue principale du quartier, séparées d'une double voie de l'Océan atlantique. Les *saniyat* marquent profondément l'identité du quartier, si bien que, même après l'édification des îlots et des lotissements, certaines parties du quartier restent connues sous le nom de la *saniya* qui les occupait initialement. Aujourd'hui, les maisons en béton qui se serrent les unes aux autres laissent place à des terrain vagues ocres et orangés (*Image 14*) et marquent le paysage urbain d'un quartier qui foisonne de vie et d'activité (*Image 15* & *Image 16*).

---

<sup>121</sup> Le modèle de ville-archipel désigne une configuration urbaine morcelée où se côtoient de quartiers aux populations et aux fonctions divergentes et délimitées dans leur territoires, avec peu de continuité.

<sup>122</sup> Le quartier tient son nom du saint de la région, *Sidi* (saint) *Moussa*, dont le mausolée trône encore en bordure de l'océan depuis le XII<sup>ème</sup> siècle. D'autres édifices religieux et mausolées, telle que *Zaouïa Sidi Ben Achir*, sont emblématiques d'un quartier dont certains habitants sont très attachés aux rituels religieux ancestraux.

<sup>123</sup> L'"habitat non réglementaire" (HNR), connu aussi sous le nom d'"habitat clandestin", est un habitat construit en dur sans l'autorisation de lotir et de construire. L'HNR n'a pas nécessairement de titre foncier et ne respecte généralement pas les normes d'urbanisme imposées (El Maoula El Iraki 2009). Les quartiers d'HNR souffrent d'une faiblesse d'équipement et plus particulièrement des infrastructures de voiries et d'assainissement, laissés au bon vouloir des autorités locales qui se trouvent dans l'obligation de « structurer » le quartier a posteriori.



Figure 19 Plan de situation. Le quartier Sidi Moussa est délimité au Nord par le quartier Saïd Hajji, à l'Est par Jnane Jbilou et le quartier Meknassiya, au Sud par la Médina de Salé et à l'Ouest par l'Océan atlantique. Si les limites administratives du quartier sont définies au Nord par le carrefour du Mausolée Sidi Moussa et au Sud par les remparts, les habitants de Sidi Moussa estiment que le quartier s'étend au-delà de la muraille en bas, vers la Zaouïa de Sidi Ben Achir, et en haut avec une partie du quartier de Saïd Hajji. 2020 © Myriame Ali-oualla



Image 14 Depuis la voie principale qui longe la côte atlantique, des rues orthogonales rythment le passage des voitures et des taxis. Les unités d'habitat non réglementaire définissent l'identité architecturale du quartier. Des cafés populaires, des garages ou encore des commerces de proximité occupent les rez-de-chaussée et animent les rues. 2014 © Myriame Ali-oualla



*Image 15 L'avenue Sidi Moussa offre au regard l'histoire urbaine du quartier. La taille des ouvertures de cette façade et leur emplacement racontent l'usage et le fourmillement qui organisent la vie des habitants. 2014 © Myriame Ali-oualla*



*Image 16 L'intervention sur la façade urbaine de Sidi Moussa s'inscrit dans le projet de revalorisation de l'embouchure du fleuve Bouregreg. De nouveaux aménagements paysagers bordent la côte sur le bord de la falaise, et depuis 2015, l'avenue fait l'objet d'interventions urbaines visant à améliorer l'aspect délabré des unités de logement, essentiellement en rafraichissant la peinture mais sans réelle action de restructuration sur les unités d'habitations loin d'être aux normes. 2015 © Myriame Ali-oualla*

Le quartier *Sidi Moussa* accueille une population relativement jeune (RGPH, 2014) et diversifiée, allant des couches paupérisées à la classe moyenne des artisans et des fonctionnaires. Si l'on se fie aux données du recensement général, le taux d'analphabétisme tourne autour de 27%, et presque 25% de la population s'est arrêtée à l'enseignement primaire. Cela signifie que la moitié de la population à peu près ne peut pas prétendre à des métiers de grande qualification, et explique ainsi le taux de chômage qui avoisine les 20%. Ces conditions socioprofessionnelles font du quartier *Sidi Moussa* un lieu où la débrouillardise est la voie du salut et de la survie. L'irrégularité des activités professionnelles – pour la plupart informelles – et l'absence de garantie alimente un *statut quo* d'où il est difficile d'émerger :

« C'est là tout le dilemme de ce niveau de villes au Maroc et dans l'ensemble des pays du tiers-monde : activité économique atone, faiblesse des possibilités d'emploi et pauvreté s'alimentent mutuellement dans un même environnement urbain. » (Iraki 2006, 69)

Cependant, l'attribut de quartier populaire, le niveau de vie peu élevé et la prédominance de l'HNR font de *Sidi Moussa* une destination plus accueillante et moins stigmatisante à l'égard de l'habitat sommaire et informel que dans d'autres quartiers de la ville. Des bidonvilles de tout *état*, certains durement fortifiés, d'autres à moitié résorbés, dessinent des lignes irrégulières du panorama urbain du quartier. Attractif aux yeux des migrants ruraux depuis les années 1950 jusqu'à nos jours, les poches de bidonvilles du quartier sont les foyers d'une population ambitieuse d'ascension socioéconomique.

### **“D'har Laqraâ”, “Nouayel”, “El Borj”**

Le travail de terrain s'est effectué principalement dans trois bidonvilles du quartier qui se situent tous dans un rayon d'un kilomètre : *D'har Laqraâ* (DL), *Nouayel* (NL) et *El Borj* (BO) (*Figure 20*). Tous ont commencé à se développer dès le début des années 1950 dans un quartier encore partiellement rural, pour s'intensifier à partir des années 1970. D'après les plus anciens occupants des lieux, les premiers baraquements installés se comptaient sur les bouts des doigts et accueillaienent essentiellement des populations rurales de l'ancienne région du *Grand Gharb* et des environs de *Sidi Kacem* et de *Ouezzane*, les trois subsistant de l'agriculture et de quelques spécialités artisanales (le tissage de laine, les métiers du bois, la production d'huile d'olive, etc.). Ces zones-là représentent encore aujourd'hui les principales régions d'origine des habitants qui vivent dans ces bidonvilles, avec quelques nouvelles populations minoritaires en provenance du Sud du Maroc (*Ouarzazate*)<sup>124</sup>.

---

<sup>124</sup> Informations récoltées auprès d'un auxiliaire d'autorité chargé de l'arrondissement.

Avec le temps, l'absence d'alternatives de logement à bas prix et l'augmentation générale du coût de la vie ont amené des familles citadines, en provenance de petites villes environnantes, à s'installer également dans ces poches urbaines qui se sont fortifiées graduellement.



Figure 20 Le bidonville D'har Laqraâ se situe à la limite Nord du quartier Sidi Moussa, selon le découpage administratif. Ceci dit, les habitants du bidonville se considèrent comme faisant partie de Sidi Moussa, leur vie se déroulant au quotidien dans ce quartier. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla

### L'accès conditionné aux bidonvilles

Le bidonville ne se résume pas à une forme urbaine spontanée qui occupe des brèches dans le maillage normé de la ville. C'est un écosystème à part entière, qui naît des décalages spatiaux, économiques, politiques et surtout sociaux, créant dans de nombreux cas des environnements de friction. Au Maroc, les actions menées auprès des populations bidonvilloises se sont longtemps centrées autour du maintien de la paix sociale. Le bidonville, considéré comme "anomie sociospatiale" aux yeux des autorités, est au mieux toléré mais n'est jamais officiellement reconnu (Zaki 2005a). Entre les promesses de conditions de vie meilleures difficilement tenues, les menaces d'expropriation et les laisser-faire qui apaisent en moment de tension, ce territoire est de fait jugé instable, nécessitant constamment le contrôle des autorités. Cela signifie que toute intervention

d'acteur extérieur (journaliste, chercheur, organisme social ou humanitaire) doit impérativement faire l'objet d'une investigation avant de se voir octroyer une autorisation.

À Salé, l'accès au terrain du bidonville s'avère plus complexe que prévu. Pour un travail sécurisé et réglementaire, il faut absolument l'autorisation et, par la suite, le suivi et l'accompagnement des autorités locales. À la préfecture de la ville de Salé, mon dossier fait plusieurs aller-retours entre différents services et divisions avant d'être envoyé au Ministère de l'Intérieur pour étude. Étant inscrite dans une université étrangère, ma nationalité ne suffit pas à m'accorder une permission par défaut. Le travail de terrain ainsi que mes guides d'entretien sont passés au peigne fin pour que les autorités locales s'assurent de la transparence de mes intentions d'enquête. Très vite, la fatigue administrative commence à gagner du "terrain" alors que les procédures s'éternisent.

Entre temps, j'emprunte des sentiers plus *informels* pour établir les premiers contacts avec des enquêtés potentiels. Au final, c'est à travers mon propre réseau de connaissances que je réussis mon entrée sur le terrain. Ma mère, à ce moment-là enseignante des arts plastiques dans un des collèges du quartier, a introduit certains de ses élèves au concept de la recherche, qu'ils ont ensuite transmis à leurs parents ou à leurs tuteurs. Plusieurs clarifications autour des portées exclusivement académique et scientifique de l'enquête se sont avérées nécessaires pour dissiper les inquiétudes et les appréhensions des enquêtées. En tant qu'intervenante extérieure, mon rôle n'est pas dispensé d'intrigue et fait l'objet de spéculations auprès des habitants. L'établissement d'un rapport de confiance est primordial pour troubler au minimum le quotidien des enquêtées :

*« [...] l'enquêteur, tout en se défendant d'être l'un des acteurs pris dans les enjeux qui parcourent son terrain, intervient dans le déroulement des choses, non seulement à travers la position qu'on lui assigne et la représentation que l'on se fait de son rôle, de son identité et de l'objet même de sa présence, mais aussi à travers sa propre pratique d'enquête – entretiens, photos, relevés, transcriptions, enregistrements, etc. – qui peut susciter appréhension et malentendus et requiert dans tous les cas un rapport de confiance. » (Arrif 2001)*

Cette approche se révèle fructueuse puisqu'elle me permet d'aller à la rencontre des familles de deux élèves qui ont répondu positivement à la requête. C'est la confiance nourrie mutuellement avec les premières enquêtées qui a facilité petit à petit l'élargissement du périmètre d'enquête, de *D'har Laqraâ* à *Nouayel* et *El Borj* ainsi qu'à deux opérations de relogement, la *Cité Nour* et la cité de *Saïd Hajji*.

De nombreuses conditions devaient être respectées afin de mener à bien le travail d'investigation. Tout d'abord, étant *étrangère* à des zones dont les frontières – visibles et invisibles – ne sont ouvertes qu'aux initiés, l'accompagnement par des gens de l'*intérieur* est une nécessité, à la fois pour la sécurité et pour l'orientation au sein du bidonville. L'établissement d'un contact référent devient très vite utile pour atténuer la méfiance inhérente à la mise en place du rapport chercheure-enquêtée. Les habitants du bidonville ont l'habitude de répondre aux agents de recensement, aux acteurs de relogement et aux autorités locales, qui leur demandent de rendre des comptes ou de fournir des informations d'ordre essentiellement quantitatif. Ce sont des informations qui peuvent potentiellement avoir des conséquences sur leur situation de logement et leurs conditions de vie. Le contact référent, ayant fait auparavant l'épreuve de l'entretien, agit à ce moment-là comme intermédiaire et facilitateur de l'échange, expliquant et rassurant quant à la portée et aux limites d'une telle recherche.

Les entretiens avec les femmes habitant le bidonville sont enregistrés avec leur accord. Ce mode de recueil, bien que facilitant la retranscription et le traitement des données, peut par moments brider la parole. La question de l'enregistrement audio nécessite à chaque fois de mobiliser des arguments rassurants, afin que les personnes interrogées ne se sentent pas limitées par le processus, et qu'elles ne s'inquiètent pas pour la diffusion de leurs propos. L'appréhension devant l'immortalisation du discours s'explique par un rapport complexe aux autorités, qui s'établit sur un fond permanent de crainte et de négociation. Les habitants sont généralement maintenus dans le brouillard pendant les enquêtes institutionnelles, dont on ne leur explique pas toujours l'usage ni les conséquences. Dans un environnement sociopolitique où chaque propos a potentiellement des répercussions, et où « indic » est *littéralement* un métier, le recours au politiquement correct risque conditionner les discours. Passer par un circuit de réseau familial, contrairement aux voies administratives conventionnelles<sup>125</sup>, m'a aidé à réduire les filtres qui ont tendance à conditionner les récits des informatrices.

En plus des entretiens avec les habitantes des bidonvilles, six autres ont été menés auprès d'acteurs officiels du gouvernement, du Ministère de l'Habitat et des autorités locales de la ville de Salé et du quartier de *Sidi Moussa*. Contrairement aux récits des habitantes, ceux-là ont fait l'objet de prises de notes détaillées. Les fonctionnaires ne sont pas autorisés à laisser des traces tangibles de leurs

---

<sup>125</sup> Jusqu'au bout de l'enquête, je n'ai jamais eu de retour sur mon autorisation administrative.

discussions autour des affaires de gouvernance, en particulier quand cela concerne un sujet aussi sensible que celui des bidonvilles. Les enregistrements ont été hors de question. Diversifier les points de vue sur la situation des habitantes du bidonville, migrantes rurales dans la ville, m'a aidé à prendre du recul sur les représentations propres à chaque parti concerné. Les autorités et les décideurs de la ville, tout autant que les habitantes du bidonville, vivent autour des mêmes enjeux des réalités contrastées.

Tous les entretiens sont menés en Arabe dialectal, et plus tard traduits en Français pour les besoins de la recherche.

### La parole des femmes et la vertu du don

*« Au bout de cette première journée, et après avoir effectué quatre entretiens, la première remarque est que je n'ai eu affaire qu'à des femmes. Sans vouloir avancer de jugement si tôt dans le travail de terrain, je ne peux pas m'empêcher de me poser des questions... »*

(Extrait du carnet de terrain, 26 mai 2018)

L'élaboration de l'échantillon d'enquête s'est faite au gré des contacts et des rencontres facilitées par le réseau de connaissance des premières personnes interrogées. C'est d'ailleurs la démarche relativement spontanée de cette construction qui a permis d'atténuer la formalité du rapport chercheure-enquêtée et d'être orientée vers les personnes les plus ouvertes à partager leur récit. L'échantillon s'est vite révélé exclusivement féminin, pour différentes raisons. Premièrement, j'effectuais mes visites principalement pendant la journée. L'insécurité qui sévit dans le quartier *Sidi Moussa* à la tombée de la nuit et la prudence sans cesse recommandée à la fois par les autorités locales et par les habitants ont fait que les visites en soirée étaient difficiles à envisager. Étant donné que les hommes sont généralement absents pendant la journée, les bidonvilles se transforment en forteresse, dans l'ensemble, féminine. Les baraques sont étroites, et les femmes s'occupent de l'essentiel des affaires domestiques. La plupart des hommes de la famille vont au travail ou, du moins, sortent des baraques pour libérer un espace qui, vu les circonstances, est très précieux. La "vadrouille" dans les rues de *Sidi Moussa*, sur la corniche, ou encore à la plage de Salé, reste toujours mieux que les regards critiques des habitants sur l'oisiveté de leurs voisins.

Deuxièmement, les quartiers bidonvillois représentent des environnements relativement conservateurs. Les femmes sociabilisent entre elles au quotidien, la majorité étant des mères au

foyer. Au-delà des échanges limités à la courtoisie entre les hommes et les femmes du quartier, la distinction genrée des sphères d'interactions et de liens de familiarisation rapprochée est très forte dans la structure sociale du bidonville. En tant que chercheuse identifiée comme femme, l'accès aux enquêtées est en quelque sorte déterminé par mon genre et ce que ce paramètre permet comme accès plus ou moins facilité à la parole.

Un environnement conservateur signifie aussi un sens développé de la fierté. Si les femmes ont plus de facilité à montrer, à une des leurs, la vulnérabilité et les inquiétudes qu'elles vivent à travers leurs récits de vie, les hommes ont plus de réserve. Dans une société profondément patriarcale, les pressions sociales subies par les hommes pour assurer une vie digne à leur foyer sont omniprésentes jusqu'à devenir des injonctions. La pauvreté et le chômage étant des phénomènes présents et pesants dans le bidonville, les hommes vivent ces conditions comme une défaite, dure à exposer à une oreille étrangère. En plus de la précarité économique, « habiter le bidonville est perçu comme le signe d'un échec social, ou en tout cas comme manifestation tangible d'une inaptitude à accéder à un modèle valorisé d'intégration urbaine » (Zaki 2006). Le peu de fois où je croise un chef de famille pendant un entretien, il participe rarement à la discussion, et s'empresse généralement de quitter les lieux après quelques échanges de courtoisie. Cela est également considéré comme une marque de respect à l'égard des femmes en présence et de leur intimité.

Par ailleurs, un autre enjeu, qui n'est pas particulièrement lié à mon statut de chercheuse, mais plus globalement au contexte socioculturel local, s'impose naturellement dans les interactions avec les enquêtées. Dans la culture marocaine, peu importe le milieu social concerné, la tradition du don est encore omniprésente et définit certaines conventions sociétales. Sans que cela ne soit formellement écrit ou exprimé, les dynamiques de dons et de contre-dons, telles que les définit Marcel Mauss (1923), font partie des codes sociaux locaux. « Sur le terrain, l'activité de recherche scientifique s'inscrit dans le cadre de la communication ordinaire et de ses multiples interactions et rituels (hospitalité, sociabilité, rapports statutaires de type générationnels, par exemple). [...] l'entretien est un rapport social particulier, non coupé des relations sociales qui prévalent dans la société globale où il s'inscrit. » (Arrif, 2001). Ainsi, ne pas rentrer chez quelqu'un les mains vides est presque un impératif. Cela signifie la valorisation de l'accueil. Et accepter de partager un repas offert par son hôte est un signe d'acceptation mutuelle. Si ces dons favorisent les échanges sur le moment en faveur de l'entretien, ils créent aussi une forme d'interdépendance sur le temps et

pérennisent le lien social<sup>126</sup>. Avec des gestes somme toute modestes, chercheuse et enquêtée participent à conforter le non-dit du donnant-donnant et à mettre tous les partis dans un esprit d'échange symboliquement équivalent.

---

<sup>126</sup> Bien après la fin des entretiens, les liens sociaux créés avec les femmes enquêtées ont perduré. Une obligation morale s'installe naturellement et pousse à garder le contact, d'un côté comme de l'autre.

## D'har Laqraâ



*Image 17 Images satellites de l'évolution de D'har Laqraâ depuis 2004, année de lancement du programme national VSB, jusqu'à fin 2019. Le bidonville a très peu changé en 15 ans, mais son voisinage se densifie et les « saniyat » disparaissent pour laisser place à des espaces publics non structurés. 2019 © Google Earth / Myriame Ali-oualla*



*Image 18 L'entrée de D'har Laqraâ depuis l'avenue Mohamed Taib El Alaoui. 2018 © Myriame Ali-oualla*

La première rencontre se déroule le 26 mai 2018, en début d'après-midi. Ahlam, la première élève qui a accepté de nous accueillir ma mère et moi, vient à notre rencontre aux “portes” du bidonville de *D'har Laqraâ*, accompagnée de sa maman, Rahma. Nous nous retrouvons en bas des marches, devant cette entrée monumentalisée par l'imposante tour de transformation qui, paraît-il, ne sert plus aujourd'hui que de repère visuel à côté de la fontaine publique. Sortie des murs de l'enceinte qui semble faire le tour du bidonville, c'est une jeune femme dynamique qui nous embrasse et nous souhaite la bienvenue dans son quartier. En tout humilité et avec un grand sourire, Rahma nous invite à la suivre :

*« Bienvenue à vous. J'espère que vous accepterez notre accueil ! »*

Avant même d'entrer dans le bidonville, nous pouvons voir la vie qui déborde sur les murs, au-dessus des toits et sur le seuil des maisons. Nous marchons dans des ruelles irrégulières qui s'entrecroisent, créant des angles aléatoires. Les sentiers de terre sont pavés par morceaux. Je prends le temps, quelques pas derrière, pour observer notre parcours, les baraques et les habitants qui vaquent à leurs occupations, en laissant le soin à ma mère et Rahma d'échanger quelques formules de politesse qui faciliteront plus tard le déroulement de notre entretien.



Image 19 Dans les rues de D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla

Les ruelles s'enchaînent et ne se ressemblent pas. Il semblerait que chaque maison se soit faite au rythme de ses occupants, à leurs goûts et à leurs moyens surtout. L'aspect délabré auquel on s'attend en amont, les planches en bois, les portes bricolées, laissent place à une sorte de *néo-médina*, et les murs en pierre et en terre aux briques et aux blocs de béton aggloméré, enduits de chaux ou peints en bleu, jaune, rose et blanc. Du linge tendu fait la course du soleil et couvre les façades des baraques et les murets. Des câbles électriques lient les lampadaires de rues aux maisons qui s'en alimentent et les branchent au champ de paraboles qui pousse sur les toits coulés et tôleés. Des voisines de Rahma nous saluent avec un air à la fois accueillant et interrogateur. Tout le monde connaît tout le monde à *D'har Laqraâ*, et les étrangers sont très vite repérés. Rahma s'empresse de nous présenter comme des amies de la famille.

C'est le Ramadan et, à 14h déjà, on peut entendre le bruit des cocottes minute qui se mêle à celui de la télé et aux récitations de coran très fréquentes à l'occasion de ce mois sacré. Les circulations ne sont pas très fréquentes à cette heure de la journée, selon notre guide. À part les enfants qui jouent au ballon ou à courir dans les ruelles, les jeunes et les adultes du "quartier" évitent de rester trop longtemps au soleil pendant la période du jeûne. Rahma nous explique que, autant les rues sont désertes à l'appel de la prière de rupture de jeûne, autant pullulent-elles de mouvement la nuit, les gens profitant de la fraîcheur et de l'énergie regagnée le soir, après manger. Qui aurait imaginé que toute cette agitation animait le cœur de cette enceinte en béton ?

## Nouayel



*Image 20 Images satellites de l'évolution de Nouayel depuis 2004, année de lancement du programme national VSB jusqu'à fin 2019. L'image de 2010 montre un début de résorption sur la façade urbaine de la corniche. L'opération stagne jusqu'en 2018-19 où l'on remarque une nette évolution sur le premier quart. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla*



Image 21 Vue sur la première tranche de résorption du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-onalla

Grâce à Khadija, la belle-sœur de Rahma qui occupe la baraque attenante à *D'har Laqraâ*, nous partons quelques jours plus tard au bidonville *Nouayel*. À moins de 10 minutes à pieds de *D'har Laqraâ*, nous allons à la rencontre d'une de ses proches qui habite là-bas depuis plusieurs années. Contrairement au premier bidonville, il n'y a pas d'entrée marquée ni d'enceinte qui voilerait le regroupement de baraquement. Des ruelles orthogonales structurent la parcelle, imitant celles qui débouchent sur la corniche tout au long de l'avenue *Sidi Moussa*. Sans doute cette structure est-elle originaire du morcellement initial du terrain, étant donné que le bidonville *Nouayel* fut déplacé par les autorités des remparts de la médina vers ce terrain, dans les années 1980. Au vu de quelques débris de parpaings et de morceaux de tôle ondulée qui s'accumulent dans certains coins, on comprend que le bidonville est en cours de résorption. Trois rangées entières sur quelques seize autres laissent derrière elles les vestiges de dallage des baraques qui ne sont plus. Les restes de parois intérieures marquent les murs de celles qui tiennent encore debout, dévoilant les couleurs et les carreaux de cuisine des baraques démolies.



*Image 22 Vue latérale sur le bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-onalla*

Nous continuons à suivre Khadija sous le même soleil de plomb de l'après-midi. En longeant le côté droit du bidonville, d'un côté nous voyons s'ouvrir sur la voie de circulation des baraques, semblables à des maisons en bande. Encore une fois, le linge s'étale sur le trottoir délimitant des frontières, ni tout à fait privées, ni totalement publiques. Faisant face à cette façade de l'autre côté de la voie, la *Cité Nour* de relogement surplombe le paysage du haut de ses R+3. Traverser la route d'un côté à l'autre c'est aller du présent au futur, du bidonville à la cité, ou du présent au passé, de la cité au bidonville.

Arrivées à la rue N°3, nous attendons Khadija qui entre chez sa cousine sans s'annoncer, lui explique en quelques phrases qui nous étions et ce que nous espérions apprendre de son expérience. Entre temps, autour de nous, voltigent des voiles qui couvrent les portes d'entrée des baraques voisines. Des femmes sortent quelques épices sécher au soleil avant de les réduire en poudre, entonnent un « Salam A'leikoum » et un « Mabrouk laâouacher », pour nous souhaiter un joyeux ramadan et de joyeuses fêtes, avant de disparaître chez elles.

## El Borj



*Image 23 Images satellites de l'évolution d'El Borj depuis 2004, année de lancement du programme national VSB jusqu'à fin 2019. Bien qu'il ne représente qu'un petit regroupement de baraques, le bidonville ne semble pas subir de changement en 15 ans (intervention des autorités), si ce n'est davantage de densification. Le remplacement de « saniya » au coin droit par un îlot d'habitation montre la valeur en hausse du foncier du quartier. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla*



*Image 24 L'atelier du tailleur de pierre. Depuis la cour intérieure densément végétalisée, on aperçoit s'élever l'étage supérieur de l'atelier, semblable aux autres constructions du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Des trois bidonvilles, *El Borj* est celui qui berce le plus le mythe du « bidonville hybride », à la fois rural et urbain. Installé dans un carrefour central emprunté chaque jour par des centaines de voitures, de taxis et de motos, ce regroupement de baraques se protège de la route par une petite barrière végétale qui laisse entrevoir par sections la vie du bidonville.

Avant d'entrer dans les lieux pour essayer d'accoster les habitants, je remarque une baraque plus fortifiée que les autres, au coin gauche, en bas du bidonville. Elle est également plus grande et on aperçoit de l'extérieur un arbre gigantesque se frayer un chemin dans sa toiture, sans doute s'enracine-t-il dans une cour intérieure ensoleillée. En m'avançant, je me rends compte que c'est un atelier de tailleur de pierres. Après avoir expliqué à l'artisan la raison de ma présence, il se fait une joie de m'accompagner à la rencontre d'une jeune femme qui habite avec son mari et ses deux enfants dans une baraque derrière son atelier. Il me raconte en marchant qu'il n'habite pas ici, et qu'il a hérité et du lieu et du savoir-faire de son père, artisan lui aussi.



*Image 25 Vue sur le bidonville El Borj, dont les limites réelles du bidonville sont difficiles à définir. 2018 © Myriame Alioualla*

Latifa descendait de chez elle quand nous l'avons croisée. Arrivée en bas de l'échelle, nous nous empressons de la saluer et de lui expliquer l'objet de notre visite. Latifa s'excuse de ne pas pouvoir m'accorder du temps à ce moment-là et de m'inviter chez elle pour un entretien. Mais avant de me quitter, elle se propose de me faire faire un tour du bidonville pour découvrir les lieux. La taille réduite d'*El Borj* pousse les habitants à élever leurs baraques en hauteur, contribuant la surdensification le bidonville. De nombreuses échelles en bois rythment les quelques rues exigües qui structurent ce bout de quartier. Nous continuons notre marche et nous retrouvons devant un terrain vague où des palettes recouvertes de nattes font office de petits bancs sous les arbres. Quelques volailles courent à l'approche de nos pas et vont rejoindre leur cage.

Les usages des habitants s'emparent de fragments du terrain vague mitoyen. Des palettes, des cordes à linge, des cages de volailles ou tout simplement du débarras enjambent des frontières invisibles.

Devant l'arrêt des grands taxis qui empruntent la corniche vers la *Kasbah de Gnaoua*, Latifa me propose de noter son numéro de téléphone et de la rappeler le lendemain pour fixer un rendez-vous.

## 5.2. “Arrêt au bidonville”, ou comment habiter une frontière

Le bidonville, en tant qu’entité socio-urbaine ancrée dans le paysage des villes marocaines, ne renvoie pas automatiquement à la migration dans l’imaginaire collectif ou, du moins, plus autant qu’à ses débuts. Apparu dès la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, c’est devenu une configuration spatiale à part entière, accueillant une population, certes, initialement rurale, mais devenue de plus en plus urbaine avec le temps. Cependant, cela n’empêche pas – encore aujourd’hui – l’arrivée continue de populations rurales en ville, accablées par la sécheresse, le sous-emploi et le manque d’infrastructures ; attirées par une vie moderne médiatisée jusqu’aux fins fonds des campagnes les plus reculées.

Au Maroc, la concentration inéquitable des ressources entre la ville et la campagne a longtemps participé à la cristallisation de l’identité de cette dernière dans l’“l’archaïsme” devant l’effervescence de l’espace urbain, où tous les efforts ont été canalisés au détriment d’une campagne de plus en plus dévitalisée. La pauvreté au Maroc demeure essentiellement un phénomène rural, une tendance réaffirmée en continu par les rapports officiels les plus récents (Fonds International de Développement Agricole 2017; Oxfam 2019). « Au niveau national, un.e Marocain.e sur huit est en situation de vulnérabilité, tandis que près d’un.e sur cinq l’est en milieu rural » (Oxfam 2019, 8).

Étant intimement liée aux conditions climatiques qui, en plus d’être aléatoires, sont désormais redoutablement critiques, l’économie des zones rurales est difficile à contrôler ou à fructifier.

La crise climatique frappe sans pitié un pays dont plus de la moitié n’est que désert ; larges étendues de dunes et vastes terres arides. Suivant une étude qui porte sur le développement de la sécheresse au Maroc durant ces dernières décennies, le pays est en train de vivre « l’épisode sec le plus long de son histoire contemporaine » (Stour et Agoumi 2008), au grand dam des populations villageoises. Les régions rurales subsistent essentiellement des activités agricoles, auxquelles très peu d’alternatives professionnelles s’offrent aux habitants. Les récits des enquêtées confirment la persistance des enjeux qui encouragent la migration, à savoir le chômage, avec une évolution des préoccupations vers la nécessité de scolariser les enfants et d’accéder aux infrastructures essentielles aux besoins contemporains.

La migration rurale, même s’il s’agit d’une forme de migration interne qui n’impose pas des défis de la même nature ni de la même ampleur que ceux de la migration inter ou transnationale, exige tout autant la mobilisation de ressources aussi bien économiques que sociales. Le réseau de connaissances et de facilitateurs de mobilité migratoire de la campagne vers la ville prend la forme

de chaînes de solidarité et d'appui sur les cercles villageois et de filiation, et dépendent en parallèle de la négociation avec les nombreux acteurs urbains, en particulier avec les autorités locales.

L'absence de frontières géographiques au sens traditionnel du terme ne signifie pas l'absence d'autres échelles et types de frontières. Habiter le bidonville, en tant que migrant rural, canalise un nombre d'enjeux de franchissement ou au contraire de blocage aux frontières, qui conditionnent les différentes formes de mobilité de l'individu et du groupe.



*Image 26 En haut des marches, se trouvent du côté gauche, les chambres des enfants de Fatima, et du côté droit, la terrasse de Kenza. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Après avoir terminé le premier entretien à *D'har Laqraâ* avec Rahma, en présence de sa belle-sœur Khadija, cette dernière me propose de l'accompagner à la rencontre d'autres proches et voisines, qui, me rassure-t-elle, seront contentes de me recevoir même sans prévenir. Je me sens vite embarrassée à l'idée de m'inviter dans l'intimité d'hôtes inconnues sans prendre le temps de les prévenir en amont. Mais je ne pouvais pas passer à côté de l'occasion de rencontrer de nouvelles personnes dans le quartier. Dès que nous dépassons les deux premières rues, je perds tout sens d'orientation tellement le maillage du bidonville est singulier. Nous arrivons devant une porte entrouverte sur une cour intérieure, le *mrah*. Au bout de cette cour exiguë, habillée de part et d'autre d'un cortège de linge à sécher, se trouvent deux portes d'entrée, toutes les deux ouvertes en cet après-midi ensoleillé. Nous nous avançons vers la porte gauche à la rencontre de Fatima et de sa belle-sœur et sa voisine, Kenza qui nous rejoint quelques minutes après notre arrivée. Je finis par m'entretenir avec les deux. Elles me font faire le tour de leurs maisons. En haut des escaliers, on accède à l'étage des enfants de Fatima et, si on choisit de continuer notre ascension en prenant les quelques marches restantes à droite, on se retrouve nez-à-nez avec la terrasse de Kenza, cachée derrière une porte en tôle, couleur crème. La vie des deux femmes s'enchevêtre aussi bien familialement que spatialement. Kenza est apparemment revenue s'installer à *D'har Laqraâ* quelques années après avoir quitté le bidonville, mais cette fois-ci, en étant mariée. Avec son mari, ils achètent la baraque attenante à celle de Fatima, pour rester en famille.

### La centralité du réseau social, de la migration à l'établissement

Que ce soit au bidonville *D'har Laqraâ*, à *Nouayel* ou à *El Borj*, il n'est pas rare de tomber sur différentes générations d'une même famille, dans une seule ou dans plusieurs unités d'habitation. Certaines voisines sont originaires du même *douar* (village), des régions de Ouezzane, de Sidi Kacem ou encore des campagnes de Casablanca et de Settat. Il est parfois même difficile de distinguer les rapports familiaux des rapports communautaires ou de voisinage. Derrière la solidarité qui caractérise les milieux sociaux paupérisés – la détresse étant fédératrice, il y a surtout des réseaux sociaux qui participent à l'établissement des migrants ruraux, et parfois même les conditionnent.

Au bidonville *Nouayel*, je rencontre Fatima chez elle. Elle a 42 ans au moment de l'entretien, et habite depuis 16 ans la rue n°3, au coin Nord-Est du bidonville. Elle est née à Ouezzane, où elle a grandi jusqu'à ses 15 ans avant de quitter la maison de campagne avec sa famille pour venir s'installer à Salé, en 1993. Si ce sont les hommes qui initient traditionnellement les projets migratoires, c'est au contraire la mère de Fatima qui a été derrière le départ de sa famille, dans un mélange d'initiative et de hasard :

*« Depuis que mon grand frère est sorti de la maison pour aller faire ses études à Chaouen, puis lorsqu'il s'est installé à Casablanca à 17 ans pour travailler, ma mère ne voulait pas rester éloignée de lui, surtout que les conditions devenaient difficiles à la campagne. Elle disait qu'elle ne s'habitait pas à avoir ses enfants éparpillés. Elle est allée le voir une première fois à Casablanca, puis la deuxième fois elle est venue à Salé, ici, juste pour visiter son frère et d'autres membres de la famille. Elle avait sa tante aussi qui habitait à Nouayel et elle lui a dit qu'il y avait une maison vide qui appartenait à une de leurs connaissances au bled, qui vivait avant dans le douar voisin. Elle lui a conseillé de réunir ses enfants et de ramener son fils de Casablanca pour qu'il apprenne l'artisanat avec son oncle. Ma mère a prévenu mon père qui était d'accord parce que de toute façon, c'était compliqué de vivre au "bled". C'était une pure coïncidence, parce que ma mère cherchait à venir en ville, et c'était par hasard qu'elle a trouvé une baraque ici, qu'elle occupe encore aujourd'hui avec mon père et un de mes frères. Elle s'est alors mise d'accord avec le propriétaire, et est revenue deux ou trois fois pour nettoyer la baraque, l'enduire de chaux et la préparer avant notre arrivée. Peu de temps après, mon frère est venu nous voir pour l'Aïd et il n'est plus reparti à Casablanca. » (Fatima, Nouayel, 2018)*

Les conditions d'arrivée de la famille de Fatima témoignent de l'importance d'avoir, en amont, un ancrage social ou familial dans le lieu d'installation. Les contraintes liées aux ressources économiques de cette famille ne leur offrent certes pas de meilleures alternatives d'habitat et les poussent presque à élire domicile dans le bidonville. En même temps, l'installation dans ce bidonville n'aurait pu être envisagée comme alternative sans l'assurance et la présence d'un réseau social prêt à accueillir et accompagner les arrivants. La communauté joue un rôle essentiel dans la transition du rural à l'urbain, comme pour traduire, sous une forme revisitée, les dynamiques socioculturelles du *donar*<sup>127</sup> rural.

Après s'être mariée à l'âge de 18 ans à un jeune du quartier, originaire de la campagne de Sidi Bennour, Fatima quitte le bidonville pour louer une maison avec son mari dans le quartier *Sidi Moussa*, pas loin du bidonville. Le couple se bat pour s'acquitter du loyer pendant huit ans. Les déplacements professionnels récurrents du mari et son absence du foyer poussent Fatima à quitter la maison et à occuper une baraque près de chez ses parents, dans le même bidonville. De retour à *Nouayel*, cette fois-ci en tant propriétaire, Fatima arrive avec son nouveau-né et son mari près du foyer familial, dans l'attente de bénéficier d'une action de relogement ou de recasement<sup>128</sup> de la part de l'État.

La migration vers la ville peut aussi faire partie d'un projet matrimonial, généralement entre membres d'une même famille élargie ou d'un même *donar* d'origine. C'est le cas de Izza, 33 ans, qui est arrivée à Salé, directement au bidonville *El Borj* en 2003. Elle est née et a grandi dans la campagne d'El Jadida, dans la région de Casablanca-Settat, avant de la quitter à l'âge de 18 ans après s'être mariée à son cousin. Izza n'a jamais été à l'école et, comme de nombreuses autres filles des campagnes marocaines, le mariage était son billet de sortie. Sa mobilité migratoire a été plus un produit de l'évolution de sa trajectoire personnelle et de la décision collective qu'un projet en soi :

---

<sup>127</sup> De nombreux bidonvilles dans les grandes villes, dont la capitale, portent le nom de "*donar*" (village) au lieu de "*brarek*" (baraques), ou encore de "*karian*" qui signifie initialement « carrière » en référence au plus grand bidonville du royaume, celui des Carrières Centrales à Casablanca. Le mot "*donar*" est généralement attribué aux plus anciens bidonvilles, avant même qu'ils ne soient reconnus comme tels, comme "*Donar El Garaa*" dont l'histoire remonterait à 1918 (Yousfi 2019). Cela démontre que ces établissements urbains sont fortement liés à la culture rurale telle qu'elle est communément identifiée, autant au niveau des configurations spatiales qu'au niveau des dynamiques sociales.

<sup>128</sup> Le recasement est un concept utilisé par le Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace pour signifier une « opération qui a pour objet de faciliter l'accès des ménages, en provenance de quartiers d'habitat insalubre, à un lot de terrain dans le cadre d'un lotissement totalement équipé ou à équipement progressif et dont les conditions de valeur immobilière total (vit) et de superficie sont définies par voie réglementaire » (Secrétariat Général du Conseil National de l'Habitat 2010).

*« J'ai grandi avec mes parents, mes deux sœurs et mes trois frères. Nous nous sommes tous mariés jeunes et trois d'entre nous sont restés dans la maison familiale, à la campagne, avec les parents. Le reste s'est dispersé dans la ville, à Had Soualem, à El Jadida, et moi à Salé. [...] Mes parents sont toujours au bled, à la campagne. » (Izza, El Borj, 2018)*

L'ancrage des parents dans la campagne, dans la même maison familiale où elle a grandi, engendre une nouvelle mobilité pour Izza dès son départ vers Salé. Non seulement a-t-elle été introduite dans le réseau citadin de sa belle-famille, dans un voisinage qui lui est devenu familier, mais elle représente elle-même, désormais, un point nouveau dans l'espace et une ressource pour sa famille restée dans la campagne. En visitant deux à trois fois par an le foyer familial, pour des séjours de trois semaines à un mois à la fois, Izza est médiatrice de la culture urbaine, qui devient de plus en plus sienne, et conservatrice de sa culture rurale. D'un point de vue plus pragmatique, ses déplacements sont aussi l'occasion d'introduire des produits de consommation au village et d'offrir des cadeaux à sa famille, tout en représentant un pied-à-terre pour ses proches aux portes de la capitale :

*« Cela fait à peine six mois que j'habite avec mon mari dans une baraque à part. Avant j'étais avec ma belle-mère, en bas. J'avais une chambre (bît) encore plus petite que celle-là, pour mon mari et moi. [...] En m'installant toute seule avec mon mari je me sens un peu mieux... On ne cherche que la tranquillité. [...] J'ai pu accueillir ma sœur d'El Jadida, et bientôt ce sera mes parents quand je vais accoucher de mon premier enfant, si Dieu le veut. [...] C'est aussi important parce qu'il y a beaucoup d'hôpitaux ici, et les administrations pour les papiers. Ma famille peut venir ici pour se soigner, ou effectuer des démarches quand ils en ont besoin. » (Izza, El Borj, 2018)*

À D'har Laqraâ, Kenza, une jeune maman de 32 ans, raconte un parcours migratoire ponctué d'étapes résidentielles intimement liées à l'évolution des dynamiques familiales. C'est vers ses sept ans que la jeune femme quitte la campagne de Ouezzane pour venir à Salé avec sa famille. « Mon père était agriculteur. On ne produisait plus beaucoup, et on n'avait pas d'autres choix », explique Kenza à propos de ce qui les a poussés à quitter la campagne. À son arrivée à la ville, la famille s'est installée pendant cinq années dans une maison qui appartenait à leur grand-père, jusqu'à ce que ce dernier se décide, à son tour, de rejoindre la ville :

« Une fois qu'il a quitté le "bled" pour venir y habiter (la maison de Salé), nous nous sommes installés ici (D'har Laqraa). Nous avons acheté une baraque, car on ne pouvait pas se permettre autre chose. [...] On a habité dans le bidonville avant que je me marie, puis ma mère a bénéficié du relogement. J'ai vécu quelques années dans l'appartement de Hay Charaf. On était neuf. Après quand je me suis mariée, je suis revenue ici, acheter à mon tour ma propre baraque. » (Kenza, D'har Laqrâa, 2018)

En retournant au bidonville, Kenza était déjà familiarisée avec la communauté locale. Ce sont les voisins et les voisines de son adolescence qu'elle retrouve cette fois-ci en tant qu'adulte, s'engageant dans un autre niveau de socialisation dans le bidonville. À *D'har Laqraâ*, elle s'installe dans la baraque attenante à celle de sa belle-sœur. Elle mène à son tour une vie de famille ordinaire avec, toujours nichée quelque part dans son esprit, la résignation devant l'impossibilité d'habiter ailleurs par manque de moyens et d'alternatives, et l'impératif de l'attente dans l'espoir d'une opération de relogement.

Enfin, la migration rurale peut être le fruit d'une mutation des rapports sociaux au sein de la famille. C'est le cas de Zahra, une habitante de *Nouayel*, qui attribue de prime abord son arrivée à Salé au hasard. « Je suis venue à Salé parce que je n'avais pas grand-chose à faire à la campagne. C'était une bonne coïncidence. Je venais la visiter (sa tante) et j'ai décidé de rester », me confie-t-elle. Sa tante était à *Saniya Bouchnikha*, à quelques centaines de mètres du bidonville.

Zahra est née et a grandi dans la campagne de Sidi Slimane, dans la région de Rabat-Salé-Kenitra, jusqu'à ses 20 ans. En 1993, elle habite avec sa tante dans une petite maison économique avant son mariage arrangé deux ans plus tard. En 1995, elle déménage avec son mari au bidonville *Nouayel* :

« La maison était à ma belle-mère. C'est comme ça que ça se passe généralement... Quand un des fils veut se marier et qu'il n'a pas les moyens, il s'installe avec sa femme chez ses parents. »  
(Zahra, *Nouayel*, 2018)

Le reste de sa famille vit encore à Sidi Slimane, mais cela ne l'encourage pas pour autant à leur rendre visite fréquemment, comme c'est le cas de Izza par exemple. Elle m'avoue être reconnaissante de la présence de sa tante à Salé, car cela lui a permis de quitter un milieu qui ne répondait plus ni à ses attentes professionnelles (en arrivant à Salé, elle suit une formation de broderie traditionnelle) ni à ses attentes socio-familiales. Ce que Zahra attribue au hasard, elle le doit aussi à la rupture des attaches familiales et à l'opportunité d'en renforcer d'autres. Le départ

de sa grand-mère, ainsi que la présence de sa tante dans la ville comme ancrage spatial et social, la poussent à quitter la campagne, devenue de plus en plus étrangère.

Dans les quatre cas, la mobilisation de réseaux sociaux, principalement familiaux, est essentielle à la fois à l'acte de la migration, qu'il soit un projet ou le résultat d'un concours de circonstances, et à l'établissement dans la ville, et éventuellement dans le bidonville. Comme le rappelle le sociologue Roger Waldinger, les réseaux sociaux « fournissent la base à partir de laquelle de nouvelles formes de communauté sont construites après que le mouvement ait eu lieu. Ces relations se développent de façon similaire dans presque n'importe quel contexte migratoire » (Waldinger 2006).

La convergence de membres d'une même famille élargie, d'un même village d'origine ou d'une même région dans un bidonville, participe petit à petit à la mise en place d'une tradition migratoire. En effet, « une fois que le nombre de connexions réseau dans une zone d'origine atteint un niveau critique, la migration devient auto-entretenu car la migration elle-même crée la structure sociale pour la soutenir »<sup>129</sup> (Douglas Massey 1990, 8). La migration rurale est, dans la majorité des cas, une entreprise collective qui engage la famille émigrante ainsi que son réseau. Elle devient à son tour un chaînon facilitateur pour les candidats futurs à la migration. Un entre-soi hybride naît de l'agrégation d'anciens villageois dans un milieu profondément urbain, créant une frontière poreuse et un espace d'entre-deux qui dialogue avec son environnement citadin.

### **Le bidonville, l'épaisseur d'une frontière sociospatiale**

Bien que la migration rurale se distingue des migrations inter et transnationales par l'absence de frontières géographiques et étatiques à franchir, cela ne signifie pas que l'enjeu des limites soit inexistant. Des formes plus subtiles et insidieuses rythment le parcours migratoire de la campagne à la ville, immobilisant dans certains cas les individus dans une marge sociospatiale (Erdi Lelandais et Florin 2016), qui n'appartient totalement ni au monde rural ni au monde urbain.

En me racontant son récit migratoire, Fatima, qui habite *D'har Laqraâ* depuis 29 ans au moment de l'entretien, m'explique que l'installation de sa famille dans le bidonville, dès leur arrivée à Salé, était due à l'impossibilité de se permettre d'autres formes d'habitat. Accéder à toutes les aménités de la ville a un prix dont bon nombre de migrants ruraux ne peuvent s'acquitter.

---

<sup>129</sup> Citation originale : « Once the number of network connections in an origin area reaches a critical level, migration becomes self-perpetuating because migration itself creates the social structure to sustain it. »

« Avec ma famille, on n'avait pas assez de moyens pour s'installer dans une maison normale. Quand on est arrivés, on avait le choix. Soit on louait une chambre avec les voisins<sup>130</sup>, soit on venait au bidonville qui était plus abordable et nous permettait de posséder notre propre chez-nous. [...] Au début, dans le quartier (le bidonville) où j'habitais avec mes parents quand j'étais jeune, certaines familles avaient encore un peu de bétail. C'était un bout de campagne au bord de la ville, parce que Sidi Moussa n'était pas aussi dense que maintenant... en plus il y avait encore des "saniyat". Les parents ont choisi de s'installer là-bas parce que de nombreux habitants venaient du bled... Il y avait peu de baraques, mais le nombre a très vite augmenté en quelques années. [...] C'était encore d'autres personnes comme nous qui ne pouvaient pas se payer une maison dans la ville. » (Fatima, D'har Laqraâ, 2018)

Le fait même de se résoudre à habiter le bidonville signifie qu'il y a bel et bien un obstacle socioéconomique qui freine l'accès réglementaire à la ville. Le bidonville donne de l'épaisseur à ce qui semble être une frontière difficilement franchissable vers le droit à la citoyenneté. Ce n'est pas une limite de démarcation entre le rural et l'urbain. Le bidonville est une frontière habitée et appropriée, un espace perméable à deux mondes.

Le succès de l'arrivée de migrants ruraux aux bidonvilles de *Sidi Moussa* n'est pas systématiquement synonyme de la réussite de l'entreprise migratoire. Si à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle il n'existait pas encore de réglementation assez rigoureuse qui puisse systématiser la gestion de l'habitat informel naissant, depuis ces deux dernières décennies, la prise en main de fragments entiers de quartiers irréguliers par les pouvoirs publics et le renforcement de la gouvernance urbaine compliquent l'installation des nouveaux arrivants. La plupart s'arrange pour succéder à d'anciens occupants, étant donné l'impossibilité de construire et d'habiter de nouvelles unités dans le bidonville. Avec l'urgence du programme national de VSB, initié en 2004 pour venir à bout de l'habitat sommaire urbain à l'horizon de 2012, les autorités locales sont tenues de freiner toute tentative d'expansion des bidonvilles sous peine d'être pénalisées, voire limogées. Ainsi, de nombreux fonctionnaires, agents et auxiliaires d'autorité, comme les "m'qaddem" des quartiers, sont déployés pour s'assurer qu'aucune frontière, spatiale ou administrative, ne soit transgressée.

---

<sup>130</sup> Dans les quartiers populaires, de nombreuses familles défavorisées louent une chambre chez l'habitant. Ce mode d'habiter est très populaire et est connu sous l'expression : « *kari bît mâu jirane* » ce qui signifie littéralement « il loue une chambre avec les voisins ».

Selon les circonstances et le climat politique ambiant, ces directives sont plus ou moins tempérées dans le but d'apaiser ou d'éviter l'apparition de tensions sociales. Là encore, les "m'qaddem" et les chefs de cercles ("caïds") sont présents à toutes les étapes et sont au courant de toutes les évolutions qui ont lieu dans le bidonville, que ce soit l'arrivée d'habitants, l'extension d'une baraque ou les travaux individuels d'assainissement par exemple. Zahra, qui habite au bidonville *Nouayel* depuis 23 ans, explique que le moyen le plus simple pour dépasser les limites et les contraintes administratives reste les pots de vin, pratique courante dans les rapports des habitants du bidonville aux autorités locales :

*« Quand tu vois que ne tu bouges pas et que tu continues à attendre le jour où tu vas être relogé, et qu'ils promettent la même chose depuis des années sans qu'ils ne fassent quoi que ce soit, entre temps, tu dois pouvoir vivre et habiter dignement. [...] Le jour où j'ai voulu construire une dalle pour sécuriser le toit qui remplace la tôle, le "m'qaddem" a demandé sa part. [...] Même pour avoir l'attestation de logement il faut donner quelque chose. Il faut un minimum pour que le fonctionnaire ou l'auxiliaire d'autorité puisse gagner quelque chose, même si c'est son travail. Ils ne sont même plus subtils aujourd'hui, c'est devenu une condition pour obtenir ce qui te revient de droit. » (Zahra, *Nouayel*, 2018)*

L'accès dans le bidonville à certains droits questionne la catégorisation institutionnelle et légale dans la ville ainsi que « les critères habituellement retenus dans la distribution des places dans la ville comme la légalité, l'utilité ou l'esthétique et remettent en cause les usages et les droits associés » (Véniat 2018). Sans être entièrement reconnus par les autorités, ou encore par les habitants des tissus urbains formels, les migrants ruraux et les autres habitants du bidonville se font une place flottante entre légitimité et illégitimité.

Par ailleurs, l'installation de migrants ruraux dans le bidonville peut aussi faire partie d'une stratégie d'ascension sociospatiale progressive. Au lieu d'être vécu comme frontière, le bidonville est vu par les migrants ruraux comme une concession nécessaire pour accéder au bassin d'emploi et aux infrastructures urbaines. Habiter le bidonville sert alors de tremplin vers la citoyenneté.

Que ce soit *D'har Laqraâ*, *Nouayel* ou *El Borj*, les trois bidonvilles bénéficient d'une centralité. Ils se trouvent dans un quartier effervescent d'activités professionnelles accessibles à une main-d'œuvre peu qualifiée, et se situent à la fois aux portes de la Médina et le long du front atlantique. Ceci dit, l'intégration urbaine des bidonvilles ne se traduit pas pour autant par leur acceptation ou leur normalisation dans l'ordonnement du tissu urbain de la ville. Dans l'imaginaire collectif citadin,

le bidonville est vu comme une anomalie, et ses habitants marqués par le discrédit de leur lieu de résidence :

*« Un lieu perçu comme territoire de marginalité matériellement et symboliquement dévalorisé dans la ville, comme si l'espace physique « retraduisait » directement l'espace social, par un « effet de naturalisation ». Le territoire devient directement producteur d'une identité sociale spécifique, dévouée, la résidence au bidonville étant à la fois « indice et cause de la disqualification sociale par l'espace urbain ». L'identité sociale est sur-déterminée par le fait d'habiter – comme tant d'autres – une baraque. Ceci suffit à neutraliser tous les autres éléments constitutifs de l'identité sociale (travail, ressources, propriétés matérielles à fonction ostentatoires, etc.). » (Zaki 2006, 117)*

Les tentatives et la médiatisation continues des actions de résorption ne font que cristalliser davantage l'inadéquation des quartiers bidonvillois avec les valeurs de la ville, alimentant un imaginaire collectif fondé sur un nombre de préjugés. Ces derniers trouvent leur source dans la relation dichotomique qui oppose le rural “archaïque” à l'urbain “moderne”. « Les bidonvillois, directement issus de l'exode rural, auraient « transporté » avec eux des « arts de faire » campagnards incompatibles avec le mode de vie citadin, arts de faire qui s'altéreraient au contact de l'habitus urbain, lui-même dénaturé dans le processus » (Zaki 2006, 114).

En discutant avec Zahra à propos des gens qui venaient lui rendre visite dans le bidonville *Nouayel*, elle m'explique que ses relations sociales se limitaient à sa famille et aux gens de son entourage immédiat dans le quartier :

*« Qu'est-ce que tu veux que je te dise ? Ici on n'invite pas toujours les gens, à part ma tante et les proches qui nous rendent visite de temps en temps. Même mes filles n'invitent pas leurs copines, parce que ce n'est pas toujours évident... Déjà que moi-même je ne laisse pas sortir mes filles sans compagnie, parce que c'est dangereux pour elles quand elles sont seules... Alors généralement on reste entre nous, on va parfois chez les voisines et quelques connaissances de Sidi Moussa. [...] À Nouayel on ne se mélange pas trop, parce qu'il y a que les habitants et les voisins, ceux qui connaissent bien notre quartier (Nouayel). » (Zahra, *Nouayel*, 2018)*

Ainsi, les habitants et leur lieu de vie entrent dans un rapport essentialisant. Les deux composent une « marge dans la ville », une frontière sociale et un écosystème singulier dont peu de citadins franchissent le seuil. Le malaise qui plane au-dessus de l'habiter de cette frontière est entretenu par

les politiques des pouvoirs publics qui, en lui refusant un statut officiel dans la ville et en lui déniaient toute valeur d'urbanité, en assurent le contrôle et la subordination (Arrif 2001).

Le décalage du bidonville avec les conventions et les dictats urbains se manifeste également visuellement. Le *quartier* transparait sans effort dans le paysage urbain comme une curiosité architecturale qui s'adapte mal au tissu dominant. Sa singularité en fait sa frontière.

*Nouayel* est le seul des trois bidonvilles à être dans un état relativement avancé de résorption. Sa position stratégique sur la corniche fraîchement aménagée de l'Avenue *Sidi Moussa* en fait l'objet de toutes les convoitises foncières. Les opérations de déplacement de population et les premières interventions sur le bidonville datent du début des années 2010, en priorité sur la façade urbaine qui longe l'océan (*Image 27*). Très vite, le bidonville commence à avoir un aspect de ruines vivantes, avec les débris qui jonchent les bordures de baraques encore habitées. La démolition amorcée et laissée en suspens crée une "architecture de la destruction" dans laquelle sont immobilisés de nombreux occupants depuis une dizaine d'années.



*Image 27* Nouayel, vu depuis la corniche. 2018 © Myriame Ali-oualla

À D'har Laqraâ, ce sont des frontières beaucoup plus nettes qui isolent le bidonville, ou du moins le dissimilent à l'œil du passant. Emmurées derrière l'enceinte qui s'élève sur une voie significativement passante, les baraques brouillent l'horizontalité du voile en agglomérés en la ponctuant par les antennes paraboliques et les toitures qui dépassent (*Image 28*). Rahma, qui est arrivée au bidonville de la campagne de Ouezzane avec ses parents il y a 41 ans, se souvient à peine de la période à laquelle la clôture a été érigée :

*« Mon père a loué une maison pendant un temps dans la rue de Oujada, mais par la suite nous nous sommes installés ici. J'étais encore très jeune... je devais avoir deux ans ou trois ans. [...] C'est très ancien ici, les murs ont été fortifiés petit à petit jusqu'à devenir comme une médina. [...] Au début, il y avait à peu près 150 baraques, et puis dès que ça a commencé à se multiplier vers l'avenue Taïb El Alaoui, ils ont construit le mur tout autour de D'har Laqraâ. Je pense que c'était pour limiter que d'autres baraques ne se rajoutent, mais ça n'a rien changé. [...] Quand tu passes en voiture ou en taxi, tu ne réalises pas directement qu'il y a des baraques, parce qu'en plus tout est en dur maintenant. »* (Rahma, D'har Laqraâ, 2018)

Les autres faces du bidonville sont soit cachées par les immeubles et les maisons économiques attenantes, soit nichées derrière des fragments de barrière végétale sauvage.

En voilant ce qui représente la façade la plus visible du bidonville avec une limite franche, les autorités expriment leur volonté de le soustraire aux regards des visiteurs (Essahel 2011, 74). Cette technique d'invisibilisation, à défaut d'une résolution de fond, est une pratique fréquente dans les zones d'habitat sommaire. Les autorités de nombreux pays du Sud recourent à ces procédés de dissimulation, comme l'explique Caroline Chabot (2018) dans son travail sur l'évolution des favelas brésiliennes à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux. En effet, au vu des arrivées massives d'étrangers et de supporters dans le cadre de la Coupe du Monde de Football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016, l'emplacement stratégique de certaines favelas ont amené les autorités locales à user de différentes méthodes<sup>131</sup> de négation des lieux, y compris la dissimulation :

---

<sup>131</sup> L'auteure cite parmi ces méthodes l'effacement promotionnel et l'euphémisation des favelas (par l'embellissement et l'édulcoration sémantique).

« L'utilisation du mur est pourtant hautement controversée en raison de sa forte charge idéologique et de ses connotations négatives, liées à des notions de séparation, d'isolement et d'exclusion. Il remet en cause le droit d'aller et venir des habitants, il accentue la séparation entre le bidonville et la ville, questionne son intégration et laisse entendre que l'un est une menace pour les autres. » (Chabot 2018, 399)

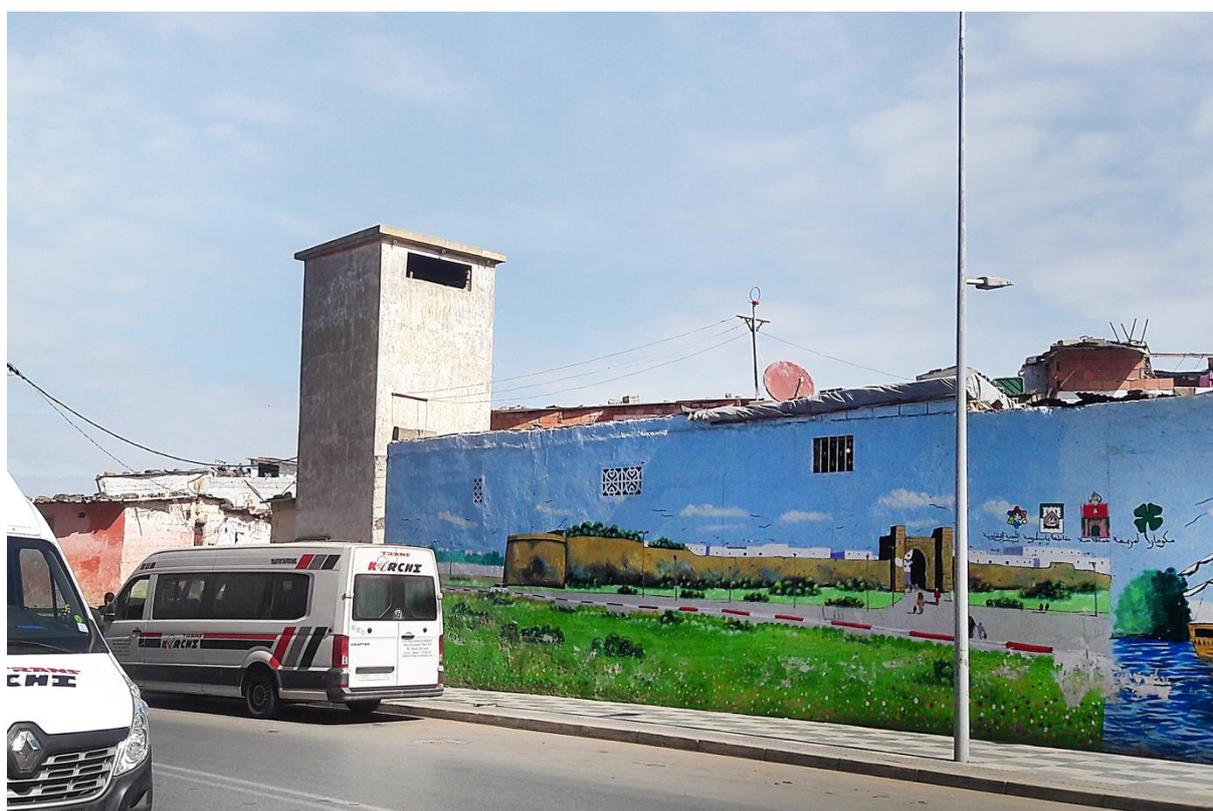


Image 28 D'har Laqraâ, vu depuis l'avenue Mohamed Taïb El Alaoui. On peut remarquer, qu'en plus de cacher le bidonville par un mur, les autorités semble avoir effectué des travaux "d'embellissement", en habillant la clôture par une fresque murale qui dépeint les monuments et les centralités de la ville de Salé. 2020 © Myriame Ali-oualla

Enfin, le bidonville *El Borj* se démarque quant à lui par son aspect relativement rural dans un tissu dominant de maisons urbaines économiques (Image 29). Même s'il date de la même époque que *Nouayel* et *D'har Laqraâ*, le tissu bâti d'*El Borj* ne renvoie pas au même stade de fortification. La plupart des baraques sont couvertes par des toitures légères. Des nattes viennent cacher l'espace limitrophe aux regards indiscrets et des éléments de végétation s'infiltrer dans les interstices, les cours et les ruelles. Le décalage de la matérialité du bidonville par rapport à son environnement, ainsi que son confinement au bout d'un terrain vague sans fonction clairement identifiée, créent un effet de distanciation sociospatiale avec ceux qui ignorent les codes du quartier.

Même si *Sidi Moussa* a été jusqu'à très récemment un quartier où cohabitent habitats non réglementaires et terrains de maraîchage urbain – les *saniyat*, le bidonville *El Borj* semble être resté figé dans un paysage transitionnel qui a évolué sans pour autant accompagner totalement la forte urbanisation et la structuration progressive du quartier.



*Image 29 Le bidonville El Borj depuis l'avenue Sidi Moussa. Paradoxalement, cet endroit est l'un des plus végétalisés du quartier. Des palmiers, des arbres et des buissons denses tiennent compagnie aux habitants du bidonville, créant une zone tampon presque déconnectée du reste du quartier. 2018 © Myriame Ali-oualla*

*El Borj* est une enclave « rurbaïne » dans la ville, tout en restant ouverte à son activité et à son effervescence. Les contrastes spatial et architectural du bidonville avec son environnement urbain renforcent davantage l'imaginaire collectif disqualifiant, dans lequel les habitants des lieux sont considérés comme des ruraux venant imposer une manière de vivre dépassée dans un cadre citadin qui s'y prête peu. Une frontière symbolique s'impose dès lors entre deux milieux aux valeurs divergentes.

\*\*\*

La migration des femmes issues du rural s'articule sur l'efficacité des réseaux familial et filial. Ils conditionnent en même temps qu'ils participent au bon déroulement du projet migratoire, depuis ses prémices, jusqu'à l'établissement dans la ville et dans le bidonville.

Il existe plusieurs motifs de départ et autant de manières de mobiliser les cercles familial et filial pour accompagner l'expérience du déplacement. Parmi les femmes interrogées, la majorité considère l'insuffisance des ressources de survie et des opportunités de travail comme la cause principale de la migration. Les besoins des habitants des campagnes évoluent avec le temps, sans que les moyens pour y répondre ne suivent la même tendance. Cela revient en partie aux conditions climatiques qui ne permettent plus d'entretenir une activité agricole durable et rentable. S'ajoute à cela la volonté des parents de scolariser leurs enfants, une ambition qui rencontre bien des obstacles dans les zones rurales les plus pauvrement équipées. Ce ne sont alors pas tant les mauvaises conditions d'habiter qui motivent les femmes à quitter leurs campagnes, mais plutôt la dégradation des conditions de vie, et la difficulté de subvenir à leurs besoins croissants.

Le capital socioéconomique de migrantes rurales les place en situation de vulnérabilité à l'arrivée en ville, dictant leurs choix d'ancrage. Étant donné que le départ est guidé par la volonté d'obtenir une source de revenu plus stable, l'installation en bidonville reste aux yeux de nombreux arrivants un premier accès – quoique précaire – aux opportunités économiques et professionnelles de la ville. Cet établissement découle d'un effet de « stratification des lieux » (McAvay 2016). S'installer dans une marge urbaine est à la fois le résultat d'inégalités socioéconomiques et le fruit d'un choix conscient, une stratégie résidentielle motivée par le soutien des réseaux social et familial présents sur les lieux.

Ce qui est d'abord vu comme un établissement temporaire et un tremplin vers une ascension sociospatiale, se transforme en un arrêt imposé dans les trajectoires migratoire, résidentielle et sociale. Les migrantes rurales sont confrontées à la gestion de nombreuses formes de frontières. Tout d'abord, c'est une frontière économique qui entrave l'accès réglementaire à la ville et oriente les migrantes vers les bidonvilles. À partir de cet établissement contraire à la loi, femmes rurales, devenues "bidonvilloises", se trouvent immobilisées à la frontière de deux mondes ; ni tout à fait rurales, ni totalement urbaines. Le bidonville incarne ainsi une *frontière* à la frontière. Entre menaces d'expulsion pour cause d'occupation illégale, et promesses flottantes d'un relogement qui tarde, les autorités locales maintiennent ces femmes et leurs familles dans l'incertitude et l'inertie. Elles se retrouvent ainsi dans un espace de la limite.

Le bidonville est également une frontière spatiale. Avant d'être un lieu de concentration identitaire, un *bors-lieu* symbolique où se rassemblent des "savoir-vivre ruraux", contradictoires avec les valeurs de la ville, il faut appréhender le lieu sous sa logique urbaine de refuge, répondant à l'urgence et à

la fragilité des individus en migration. La difficulté d'une ascension socioéconomique des migrantes rurales, la saturation urbaine, et la politique d'abandon et d'inactivité à l'égard de ce lieu-frontière, participe à sa sédimentation et à sa fixation en « ghetto » (Agier 2013), une marge spatiale urbaine. Selon le bidonville, – *Nouayel*, en état de ruine et de résorption qui s'éternise, *D'har Laqrâa*, isolé et invisibilisé par un mur d'enceinte et *El Borj*, figé dans un état de fragilité matérielle et d'inadéquation avec le vocabulaire dominant du paysage urbain –, les bidonvilles exposent aux regards un tissu spatial et architectural, qui rompt avec les normes en usage dans la ville. Cette dissension renforce l'hostilité et la stigmatisation des habitants du bidonville, faisant de celui-ci une frontière sociale. Accusés de tous les maux de la ville – dégradation du paysage urbain, dévalorisation foncière, source d'insécurité et d'incivisme –, les bidonvilles sont considérés comme une anomalie mettant en cause les pratiques et les identités habitantes. Toujours par le prisme disqualifiant qui oppose les valeurs urbaines “évoluées” aux valeurs rurales “dépassées”, le bidonville et ses habitants composent un écosystème sociospatial contesté, alors même que la quasi intégralité des résidents se considère foncièrement urbains.

### 5.3. Du cheminement à l'immobilité, réalités migratoire et quotidienne

Le rural est traditionnellement lié à des valeurs de fixité. Le passage de la chasse et de la cueillette à l'agriculture et au travail de la terre a aussi marqué la transition vers de nouveaux modes d'établissement. L'émergence de l'agriculteur « donne à voir la prégnance d'une représentation singulière des ruraux », « où les hommes semblent faire corps avec la terre au point qu'est devenue inconcevable l'idée d'une mobilité spatiale des ruraux, tant ils sont censés être attachés au sol » (Franques 2004). Alors même que le pastoralisme nomade est emblématique de la culture locale en Afrique du Nord, la sédentarisation forcée de nombreuses tribus sous les régimes coloniaux du XX<sup>e</sup> siècle a participé à la fixation des territoires d'itinérance et, par la même occasion, à l'immobilisation des identités.

Le mythe du rapport viscéral entre l'individu et sa terre est à l'origine de l'image de conservatisme associée au mode de vie rural qui serait fait d'attachements aux biens et aux traditions. Toutes mobilités, sorties et départs du rural, sont vues comme un arrachement et, dans de grands pans de la littérature scientifique du XX<sup>e</sup> siècle, comme un « exode ». Mais les récits de vie des enquêtées suffisent à questionner ce mythe et à révéler les nuances d'une réalité composée. La métaphore du « déracinement » y laisse place à l'innovation dans la familiarisation avec les lieux et aux attachements multiples et évolutifs. Une continuité persiste avec les lieux du passé, ceux du rural, sans pour autant entraver la capacité d'adaptation des femmes qui habitent le bidonville à leurs conditions urbaines actuelles, qui sont également évaluées par le prisme de leurs aspirations à des lieux futurs. La territorialité des migrantes rurales se construit à partir de repères spatiotemporels qui ponctuent leurs cheminements et leur permettent de naviguer et de s'orienter entre et à travers des « lieux discontinus ».

Si la territorialité s'organise à partir de lieux repères fondateurs de l'expérience biographique et de la représentation socio-spatiale des individus, elle est aussi nourrie par les lieux de la pratique quotidienne. Au bidonville, les territorialités des femmes convergent vers un état d'inertie, conditionné par plusieurs facteurs. L'*arrêt* dans la trajectoire migratoire est renforcé par la limitation des pratiques routinières et des territoires de mobilité, qui ne varie que sensiblement d'une informatrice à une autre.

### Les espaces domestiques au centre de la territorialité

Vers les bidonvilles de *Sidi Moussa* convergent nombreux migrants ruraux en provenance des campagnes des régions avoisinantes. Zahra (*Figure 21*) ne fait pas l'exception. Habitant actuellement *Nouayel*, elle a quitté la campagne de Sidi Slimane à l'âge de vingt ans. Lorsque je l'interroge sur son vécu avant de migrer vers la ville, Zahra éprouve de l'indifférence à l'égard de son passé. En répondant à la nature du rapport qu'elle entretenait avec les lieux de son enfance, elle s'exprime sur les dynamiques sociales qui y prenaient place plutôt que sur sa pratique des lieux :

*« Vraiment, ce n'est rien de spécial. Je n'ai pas grandi avec mes parents. On était très nombreux avec les frères et les sœurs, les oncles et les tantes... C'est ma grand-mère maternelle qui m'a élevée. Elle est décédée depuis longtemps... Je n'ai plus de lien affectif avec la maison ou la campagne parce qu'il n'y a pas quelqu'un en particulier qui me pousserait à y aller. [...] Ici j'ai été accueillie et c'est grâce à ma tante que j'ai rencontré mon mari, qui est originaire lui aussi du "bled", de Sidi Slimane. » (Zahra, Nouayel, 2018)*

Elle grandit dans une famille élargie. Ses relations avec le noyau familial nucléaire étaient diffuses et fragmentées. Après le départ de sa grand-mère, la personne qui l'a élevée et avec laquelle elle a tissé de réels liens d'intimité et de complicité, Zahra ne voyait visiblement plus de raison de continuer à cohabiter avec des personnes qui, elle le réalise plus tard, ne lui sont pas si familières que cela. Si au début de son départ vers la ville, Zahra visitait encore ses proches habitant la campagne de Sidi Slimane, les attaches familiales se sont affaiblies avec le temps. Pour Zahra, la campagne a changé ; ses gens ont changé. *« On n'est plus aussi heureux de t'accueillir et de te voir venir. Même si c'est ta propre famille, la mentalité n'est plus la même »,* explique-t-elle.

La dégradation des liens que Zahra entretient avec sa famille se traduit par son détachement du lieu et sa volonté de retrouver un ancrage socio-spatial ailleurs, afin de reconstruire de nouvelles attaches. L'arrivée chez sa tante, première immersion dans la ville et dans une zone aussi populaire et animée que *Saniya Bouchnikha* à *Sidi Moussa*, lui permet de compenser l'affaiblissement des rapports sociaux avec la petite famille. Le maillage dense du quartier et la compacité de la trame d'habitat non réglementaire forcent les interactions avec le voisinage et la familiarisation avec la population locale, en particulier celle avec qui elle partage la même rue :

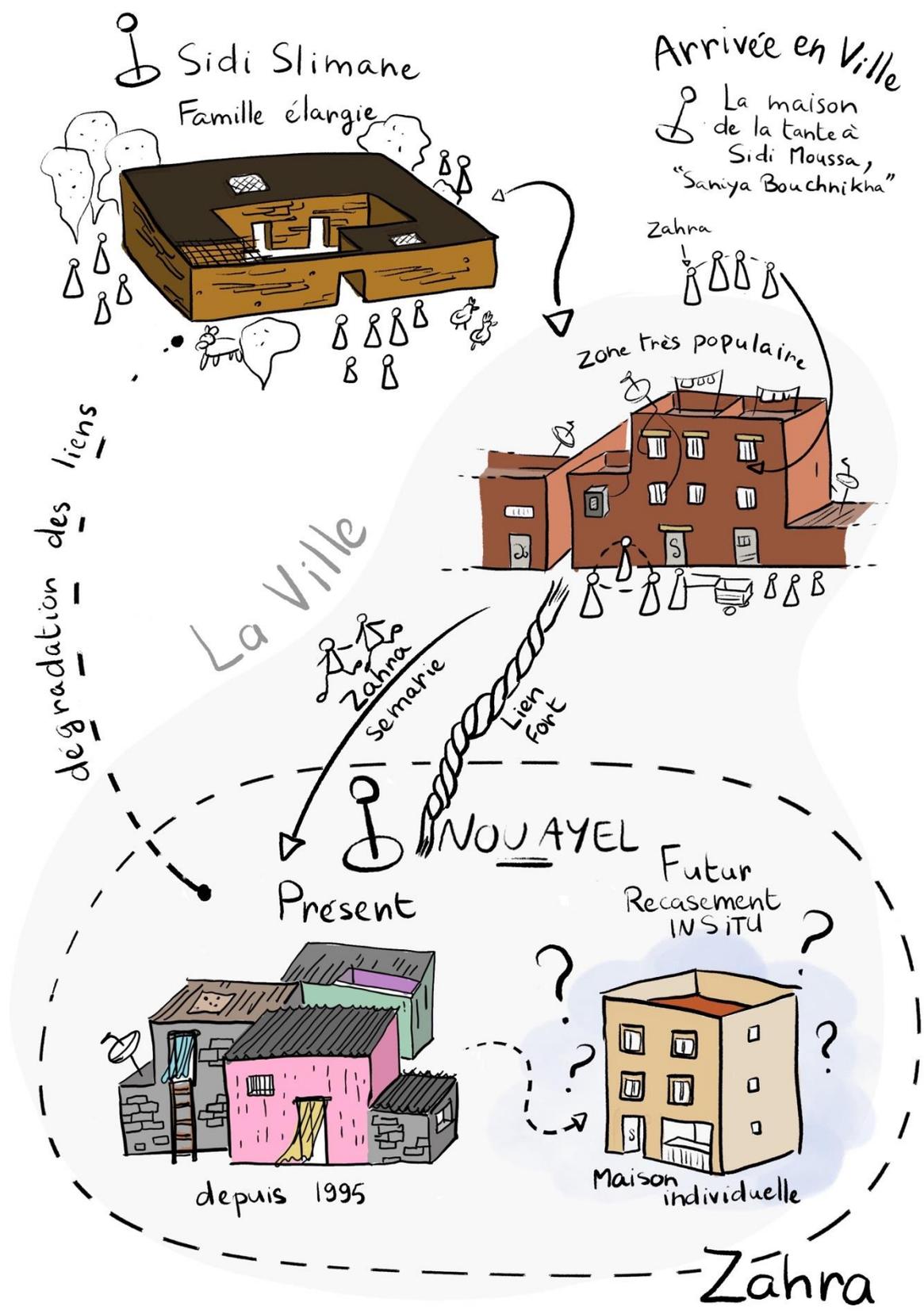


Figure 21 Carte de lieux référentiels de Zahra, habitant actuellement à D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla

« *Au bled, il n'y avait pas vraiment de voisins. Le peu de maisons qui étaient à côté appartiennent à d'autres membres de la famille. Autrement, les distances avec le reste du village sont tellement grandes. [...] Il y a de larges terres agricoles qui les séparent. On n'avait pas d'étrangers, on restait toujours entre nous. [...] Dans la rue de ma tante à Bouchnikha, tout le monde connaît tout le monde. Je n'ai habité avec elle que pendant deux ans, mais j'y retourne encore régulièrement la voir. Tout le monde me connaît même si je suis quelqu'un de discret (rires).* » (Zahra, *Nouayel*, 2018)

Les dynamiques de sociabilités retrouvées puis cultivées au quartier populaire de *Sidi Moussa* deviennent une base au référentiel socio-spatial de Zahra, et lui permettent de se projeter durablement dans cette centralité urbaine. Une fois mariée, elle s'installe avec son époux chez sa belle-famille, au bidonville *Nouayel*, où elle aura trois filles. Selon Zahra, les dynamiques de sociabilité et de voisinage de son lieu d'ancrage actuel restent similaires à plus d'un égard à celles du reste du quartier de *Sidi Moussa*. « *Nouayel est un hay châabi (quartier populaire) comme un autre... ça n'a pas beaucoup changé de Bouchnikha, il fallait juste s'habituer à la belle-famille avec le temps* », développe-t-elle. Avec l'évolution de sa situation familiale et le déploiement d'attaches sociales supplémentaires, Zahra considère le bidonville comme un lieu de continuité qui renforce sa cristallisation dans le quartier *Sidi Moussa*.

Le statut historique de certains bidonvilles au Maroc s'accompagne d'une meilleure structuration, qu'elle soit administrative (accès aux attestations de logement, adresse) ou infrastructurelle (raccordement aux réseaux publics), qui marque un état de progrès vers la "normalité" telle que définie par l'ordre urbain. C'est le cas de *Nouayel* où un bon nombre d'habitants, dont Zahra, a droit à une reconnaissance administrative partielle et s'acquitte légalement et régulièrement des frais d'eau et d'électricité :

« [...] *Il y a des mahâl<sup>132</sup> sur le bord de la route qui tirent des câbles des poteaux électriques, mais nous on a préféré suivre la loi et demander qu'on nous "rentre" l'eau et l'électricité. [...] J'avais le droit d'avoir l'attestation de logement depuis que je me suis installée ici il y a 23 ans. Tu sais, c'est un vieux quartier, donc les gens se sentent chez eux et ne se sentent plus temporaires... J'ai même mon adresse sur ma carte d'identité nationale. La plupart ont les papiers qu'il faut pour justifier qu'on a le droit d'être ici.* » (Zahra, *Nouayel*, 2018)

---

<sup>132</sup> Mahâl en arabe signifie lieu, local, mais dans ce contexte il désigne l'habitation, la baraque.

Même si les habitants du bidonville occupent le sol de leur baraque illégalement, ils en possèdent les murs, endurcis avec le temps.

En 2017, les autorités locales et les agents de recensement des futurs bénéficiaires du relogement ont décrété le recasement *in situ* d'une partie des occupants de *Nouayel*, sur la logique d'une unité sur deux. « *Ma voisine fait partie des gens recensés dans l'opération de relogement en immeubles, et moi je vais récupérer le terrain attendant pour y faire construire ma maison sur deux ou trois étages. Mais l'opération traîne à cause de certaines familles qui résistent parce qu'elles n'ont pas été tirées au sort pour rester et construire à Nouayel* », explique Zahra. Les perspectives d'une restructuration ultime du bidonville et sa transition vers une forme légale, reconnue par les autorités et par le reste des habitants du quartier, voire le reste de la ville, donnent à Zahra la capacité de matérialiser ses ambitions à travers le lieu :

*« Ils (les responsables de l'opération de recasement) te donnent un plan fait par la ville auquel il faut se conformer. [...] C'est une très bonne chose pour nous, même si ça tarde. On veut y croire parce que ça fait 23 ans qu'on habite ici, et on n'a pas envie de sortir de ce quartier pour se retrouver à plusieurs kilomètres d'ici... loin du travail, dans une ville où on ne connaît personne... loin de tout. » (Zahra, Nouayel, 2018)*

Les promesses de recasement sur le même terrain et dans le même quartier renforcent son attachement au quartier *Sidi Moussa* et davantage au bidonville *Nouayel*. Son vécu de la maison rurale n'est plus qu'un lointain souvenir, et son adaptation proactive à son quartier, avec à l'horizon une accession possible à la propriété, fait de *Nouayel* un territoire central qui articule son réseau de lieux.

À *D'bar Laqraâ*, Kenza (*Figure 22*), la jeune femme et maman de 32 ans qui habite dans la baraque attenante à celle de sa belle-sœur Fatima, m'explique qu'elle a quitté la campagne de Ouezzane encore enfant. « *J'avais l'âge d'aller à l'école... à peu près six, ou sept ans* », précise-t-elle. Avec ses parents et ses sept frères et sœurs, ils occupent d'abord la maison de leur grand-père à *Sidi Moussa*, avant d'installer toute la famille dans une baraque, au bidonville.

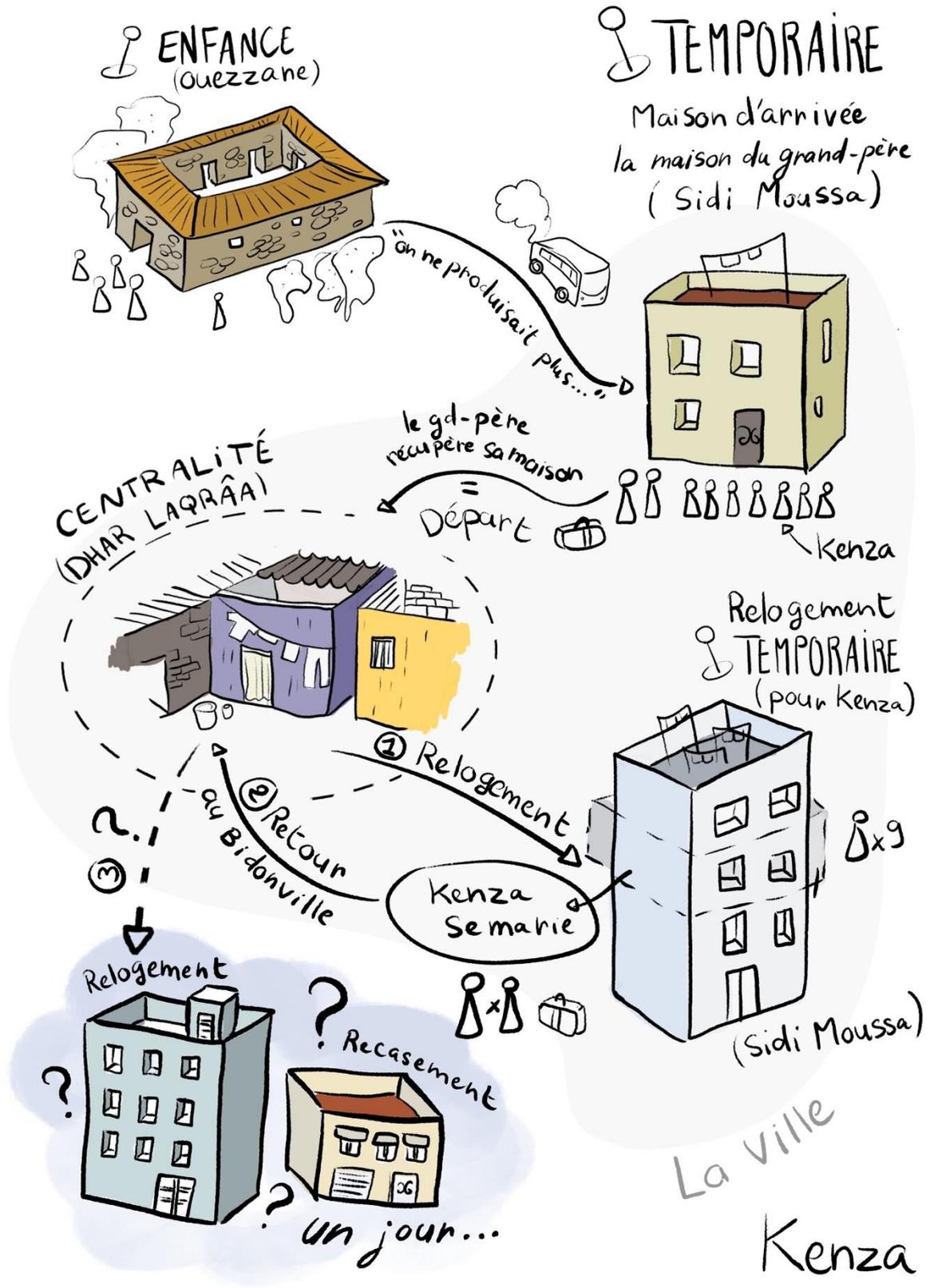


Figure 22 Carte de lieux référentiels de Kenza, habitant actuellement à D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla

« M : *Que gardes-tu comme souvenirs de tes premières années passées à la campagne ?*

K : *Je me rappelle seulement de quelques flashs, où on jouait entre nous, les enfants, quelques images de la maison... Mais très peu. Je n'ai pas vécu au "bled" autant que mes grands frères et sœurs. On est très vite venu à la maison de mon grand-père qui avait une petite saniya. Mais là aussi nous ne sommes restés que quelques années avant de venir ici... » (Kenza, *D'har Laqraâ*, 2018)*

Tout comme Zahra, bien que pour différentes raisons, Kenza n'a pas cultivé d'attaches avec le lieu d'origine et de la petite enfance. Elle n'y a pas assez vécu pour construire des liens durables. C'est à *D'har Laqraâ* qu'elle passe le reste de son enfance et de son adolescence. La baraque qu'ils habitaient en famille étant au nom de sa mère, et c'est cette dernière qui a bénéficié d'un nouvel appartement lors d'une campagne de relogement. Kenza et le reste sa famille quittent le bidonville pour Hay Charaf, un quartier tout aussi *châabi* que *Sidi Moussa*. Les frères et les sœurs ont commencé petit à petit à quitter la maison parentale, trop étroite pour accueillir les enfants devenus adultes. Il aura fallu peu de temps à Kenza avant qu'elle ne se marie et retourne à *D'har Laqraâ* pour y vivre et y fonder sa propre famille.

« *Ça fait plus de dix ans que j'habite ici. C'était normal que je vienne ici avec mon mari. Non seulement j'ai moi-même vécu dans le quartier quand j'étais plus jeune, mais sa famille à lui habite là. [...] Nous nous sommes installés à côté de ma belle-sœur parce que ce n'est pas évident de trouver de nouvelles baraques, et c'est plus simple en famille. [...] D'har Laqraâ est un vieux quartier, c'est saturé et les gens bougent peu. » (Kenza, *D'har Laqraâ*, 2018)*

Kenza et son mari ont acheté la baraque qu'ils occupent maintenant avec leurs deux enfants. « *C'était un peu cher, ça fait dix ans déjà. Mais là c'est incroyable. C'est devenu très cher d'acheter une baraque. Ça a même doublé* », m'affirme-t-elle. Autant cette hausse de prix handicape-t-elle l'accès à la ville à de nombreux arrivants, autant valorise-t-elle l'ancrage de ceux qui ont réussi à y trouver une place, y compris dans le bidonville. Revenue à *D'har Laqraâ*, Kenza retrouve son ancien voisinage et déploie son réseau de connaissance en intégrant celui de sa belle-famille. « *Tout le monde connaît tout le monde ici...* » ajoute-t-elle, comme la plupart des femmes que j'ai rencontrées dans les trois bidonvilles. Et, comme elles, si elle reste à *D'har Laqraâ*, cela ne l'empêche pas d'être dans la même attente que ses pairs : plus elle résiste à quitter les lieux – une résistance souvent renforcée par le manque de moyens financiers –, plus elle aura de chance de figurer parmi les bénéficiaires des opérations de relogement ou de recasement, la seule voie d'accès à un logement réglementaire.

A côté de *Nouayel*, s'élève un ensemble résidentiel de relogement adressé aux habitants du bidonville qui remplissent les conditions d'accès au logement.

J'ai rencontré Tamou (*Figure 23*) dans son appartement dans la *Cité Nour*, après m'être entretenue avec sa voisine de palier. La sexagénaire m'accueille sans gêne alors que notre rencontre n'était pas du tout programmée. « *J'étais juste en train d'étendre le linge, je n'ai rien d'important à faire* », me rassure-t-elle.

Tamou est originaire de Mechra Bel Ksiri, une petite province rurale de la vallée du Gharb où sa famille et sa belle-famille habitent encore. Cela fait plus de vingt ans qu'elle a quitté la campagne pour venir directement à *Sidi Moussa*, afin d'assurer la scolarisation de ses enfants :

*« A la campagne, l'école est loin de la maison. Lorsque les enfants arrivent en 6ème, l'école la plus proches se trouve à des kilomètres et n'est pas facile d'accès tous les jours. [...] On a envoyé notre aîné en premier à Salé, avant de venir. C'est un homme de nos connaissances, que Dieu ait son âme, qui nous a aidé à l'inscrire et qui s'occupait de lui. [...] A chaque fois, on venait lui rendre visite et on ramenait de quoi manger et ce qu'on produisait à la campagne. Mais mon fils a refusé d'étudier si on n'était pas là à côté de lui. Il a arrêté... et après nous étions obligés de venir pour les autres enfants. »* (Tamou, *Cité Nour*, 2018)

Avant de venir à Salé, Tamou avait deux de ses belles-sœurs qui habitaient et habitent toujours au bidonville *Nouayel*. Avec son mari et ses enfants, ils ont tout de même décidé de s'installer dans une maison économique à *Sidi Moussa*, sur l'avenue de Oujada. « *Lorsqu'on est venu, on a habité avec personne, c'était directement la location. Parce qu'en ce temps-là, c'était encore accessible. [...] Nous avons essayé de tenir la location jusqu'à ce que ce ne soit plus possible. Aujourd'hui tu dois payer le loyer, tu dois te nourrir et tout coûte cher... Il faut presque faire un choix entre les deux !* », s'exclame Tamou.

L'arrivée dans le bidonville est un impératif certes mais qui fait partie d'une stratégie résidentielle plus large. Pour Tamou, le loyer était un fardeau de plus en plus pesant et un investissement infructueux de fonds qui pourraient servir à financer l'achat d'une propriété. « *On est passé de la location à Nouayel parce qu'on voulait "habiter", on était fatigués de payer les loyers. On a réuni un peu d'argent, emprunté un peu à la famille et aux bonnes âmes et on a acheté (la baraque)* » explique-t-elle. Pour Tamou, habiter est synonyme de posséder, et c'est ce à quoi elle aspire en s'installant au bidonville *Nouayel*. Cela représente une opportunité vers l'accès a posteriori à la propriété, ayant connaissance des

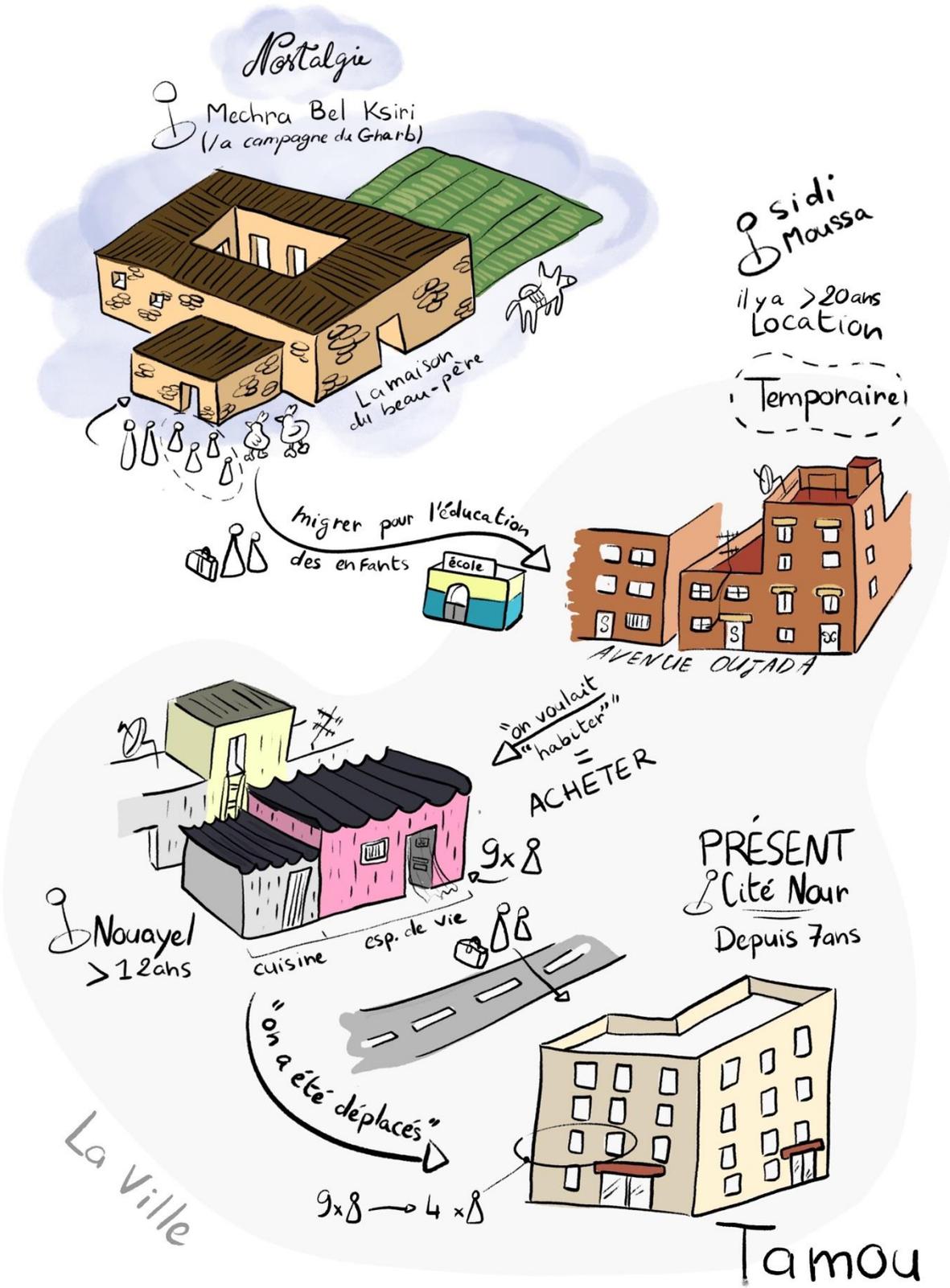


Figure 23 Carte de lieux référentiels de Tamou, habitant actuellement la Cité Nour. 2020 © Myriame Ali-oualla

opérations de relogement et de recasement menées par l'État dans le cadre du programme national Villes sans Bidonvilles.

Tamou fait l'acquisition d'une baraque et d'un abri qui lui servira de cuisine, et habitera *Nouayel* avec son mari, ses trois enfants, sa belle-fille et ses trois petits enfants. Elle attendra plus d'une douzaine d'années avant que la famille ne soit relogée. Tout en revenant sur son expérience du bidonville, elle la compare spontanément à sa vie passée dans la campagne de *Mechra Bel Ksir* :

« [...] *ce n'est pas comme à Bel Ksiri. La maison de la campagne était magnifique, magnifique, ma fille. Elle était grande et construite avec de la pierre, couverte de paille [...] On est venu ici parce que les enfants étaient en âge d'aller à l'école. On n'avait pas quelqu'un pour les surveiller ou pour nous les éduquer quand on travaillait les champs, c'est pour ça que nous sommes venus. On n'avait besoin de rien d'autre à la campagne [...] on avait tout ce qu'il nous fallait pour bien vivre. Mais il fallait éduquer les enfants... Et puis quand nous sommes venus ici, Dieu merci... la vie est moyenne, une fois ça va, des fois un peu moins, mais Dieu merci pour tout. Comme le dit une femme : "une fois affamés et une fois rassasiés"... Avant c'était un temps et maintenant c'en est un autre.* » (Tamou, *Cité Nour*, 2018)

La maison familiale qu'elle a dû quitter afin de s'installer en ville est un lieu charnière pour Tamou, à la fois socialement, culturellement et spatialement. Y ayant vécu, habité, travaillé, noué des liens forts et prospéré, elle a vécu sa migration comme un sacrifice qui n'a malheureusement pas porté tous ses fruits. Au spectre du village d'origine et de la prospérité de sa vie passée, Tamou ne peut répondre qu'avec résignation face à sa *condition urbaine*. Les louanges à Dieu qui ponctuent son monologue ici et là ne suffisent pas à cacher son insatisfaction à l'égard de sa situation actuelle. Passer du confinement à neuf personnes dans la baraque à une situation similaire dans l'appartement n'a que très sensiblement changé les contraintes du lieu. Comme plusieurs autres habitants, Tamou aurait préféré l'option du recasement *in situ* dans le bidonville, même si elle habite aujourd'hui aux abords de ce dernier. Bien qu'elle soit devenue propriétaire d'un appartement, il lui reste près de cinq ans avant d'éponger la totalité de ses dettes, qu'elle paye depuis son installation à la *Cité Nour* il y a sept ans. « *C'est très lourd à porter* » explique-t-elle en parlant du crédit, « *c'est comme si on louait encore. Alors que là-bas (Nouayel), on aurait pu construire à notre rythme, à côté de nos voisins* ». Tamou a vécu près d'une quinzaine d'années au bidonville, assez pour s'ancrer dans la fabrique sociale du quartier. L'entre-soi subi se transforme en catalyseur de solidarités au quotidien ainsi que pour les événements décisifs de la vie de famille. Si elle n'a pas pu rester à *Nouayel* comme certains de ses voisins et bénéficier d'un lot de terrain pour un éventuel recasement, c'est parce que la

baraque qu'elle occupait se situait sur l'avenue *Sidi Moussa*, la voie côtière qui structure le projet de réaménagement de la vallée du Bouregreg. Ainsi, Tamou estime que sa famille a « été déplacée ». Elle n'a en aucun cas *bénéficié*, ayant été forcée de libérer les lieux.

Cette transition vers l'habitat en immeuble a changé certaines dynamiques de cohabitation :

*« [...] J'ai des voisins qui ont été déplacées aussi, mais pas dans cet immeuble. On ne se voit plus parce que chacun s'enferme derrière sa porte dans son appartement, à part si on se croise au marché... [...] On n'a pas vraiment de grands problèmes, on arrive à régler nos soucis en se gardant les uns à l'écart des autres. Mais il y a souvent des problèmes de bruits avec les voisins du dessus... On n'est pas habitué au début. » (Tamou, Cité Nour, 2018)*

Tamou expose son expérience socio-spatiale par le prisme d'une trajectoire faite d'immobilité économique et de résignations face à des conjonctures hors de son contrôle.

### L'immobilité quotidienne, un enjeu transversal

Suite à mon premier entretien à *D'har Laqraâ* avec Rahma, c'est spontanément que sa belle-sœur Khadija me propose d'aller voir une ou deux de leurs voisines, sans qu'elle n'ait besoin de les prévenir à l'avance ou de les appeler pour vérifier si elles étaient chez elles ; elle n'en avait aucun doute. Que ce soit en matinée ou en milieu d'après-midi, et au fur et à mesure des rencontres, je n'ai plus eu de problème à savoir *où* aller à la rencontre d'enquêtées. Un panier à la main, accompagnée d'une des voisines qui joue le rôle d'intermédiaire, j'arpente les sentiers de *D'har Laqraâ*, de *Nouayel* ou d'*El Borj* pour retrouver mes enquêtées chez elles et leur demander humblement un peu de leur temps.

« *Les jours se suivent et se ressemblent* », me répond Izza en souriant lorsque je lui demande ce qu'elle fait de ses journées. Elle a passé autant d'années à la campagne d'El Jadida qu'à Salé, et habite au bidonville *El Borj* depuis son arrivée en ville. Ses mobilités occasionnelles et quotidiennes sont peu nombreuses et se centrent sur les besoins et les devoirs familiaux.

Pendant la journée (*Figure 24*), Izza s'occupe des tâches ménagères dans son *mahal* (local) pendant que son mari va au travail ou en cherche un pour la journée<sup>133</sup>. Et, lorsqu'elle sort, ce n'est jamais pour s'éloigner des abords de son lieu de vie :

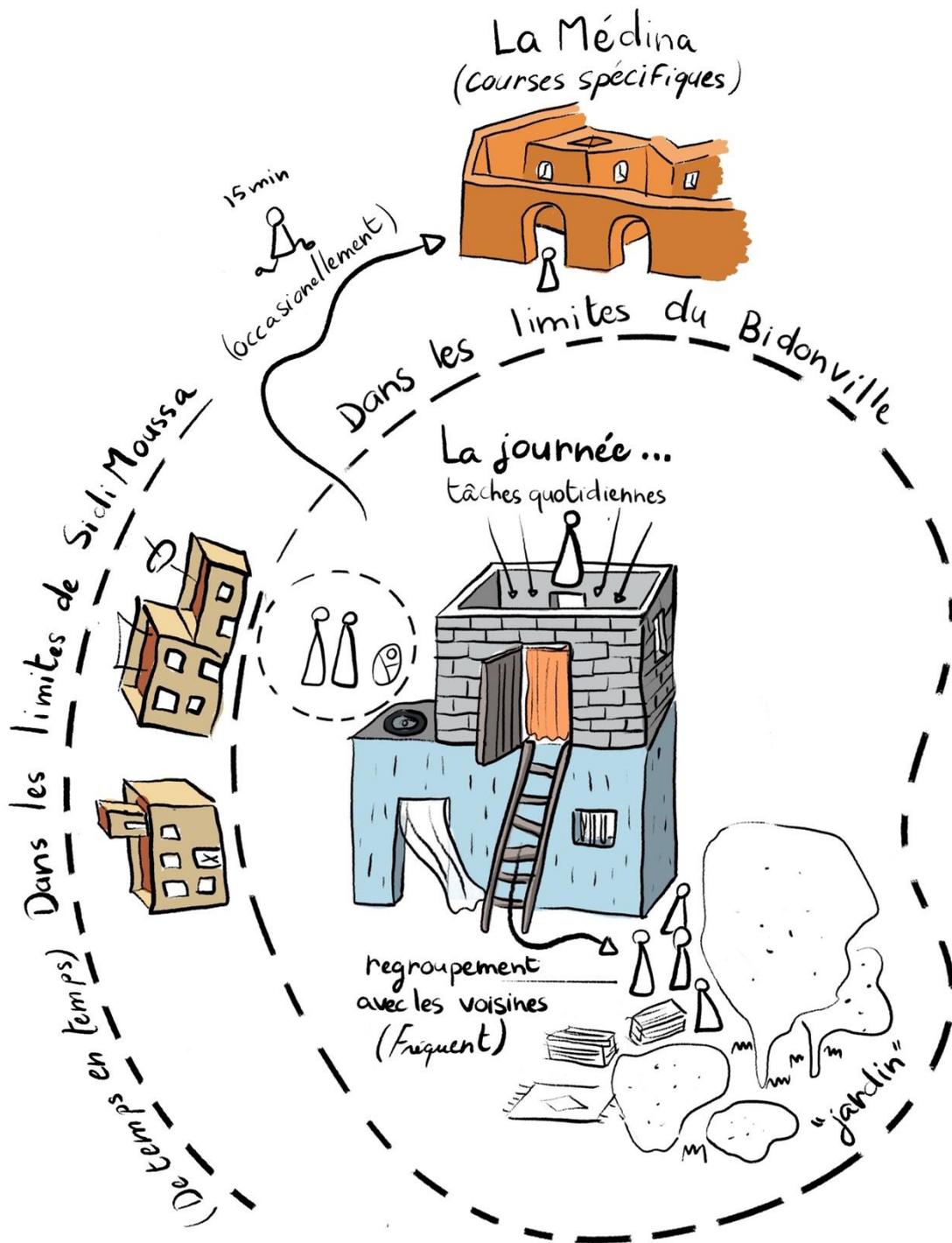
*« Je prépare à manger le matin et fais ce qu'il y a à faire comme tâches ménagères. Quand je sors c'est généralement pour aller à la médina<sup>134</sup>, et de temps en temps pour marcher sur la corniche ou entrer dans le quartier Sidi Moussa... Mais c'est rare, je ne m'éloigne pas de chez moi »* (Izza, *El Borj*, 2018)

L'inertie qui marque le quotidien d'Izza peut être lue comme un reflet de son parcours migratoire. Dans la culture locale traditionnelle, « *les femmes quittent la maison du père pour aller à la maison du mari* », ce qui identifie l'essentiel du parcours migratoire de Izza (*Figure 25*). Son lien fort avec la campagne et la place centrale de la famille l'inscrivent davantage dans un schéma socioculturel qui limite la nécessité de sa mobilité aux obligations familiales.

---

<sup>133</sup> La dépendance du secteur d'activité informel est inséparable de l'irrégularité des sources de revenu et leur multiplicité. Les habitants du bidonville sont amenés à renouveler leur recherche d'emploi régulièrement, souvent dans le travail à la tâche.

<sup>134</sup> Le bidonville *El Borj* se situe aux abords des remparts, devant *Bab Châufa*, à l'extrémité Sud du quartier *Sidi Moussa*.



Izza

Figure 24 Carte de lieux du quotidien de Izza, habitant El Borj. 2020 © Myriame Ali-onalla

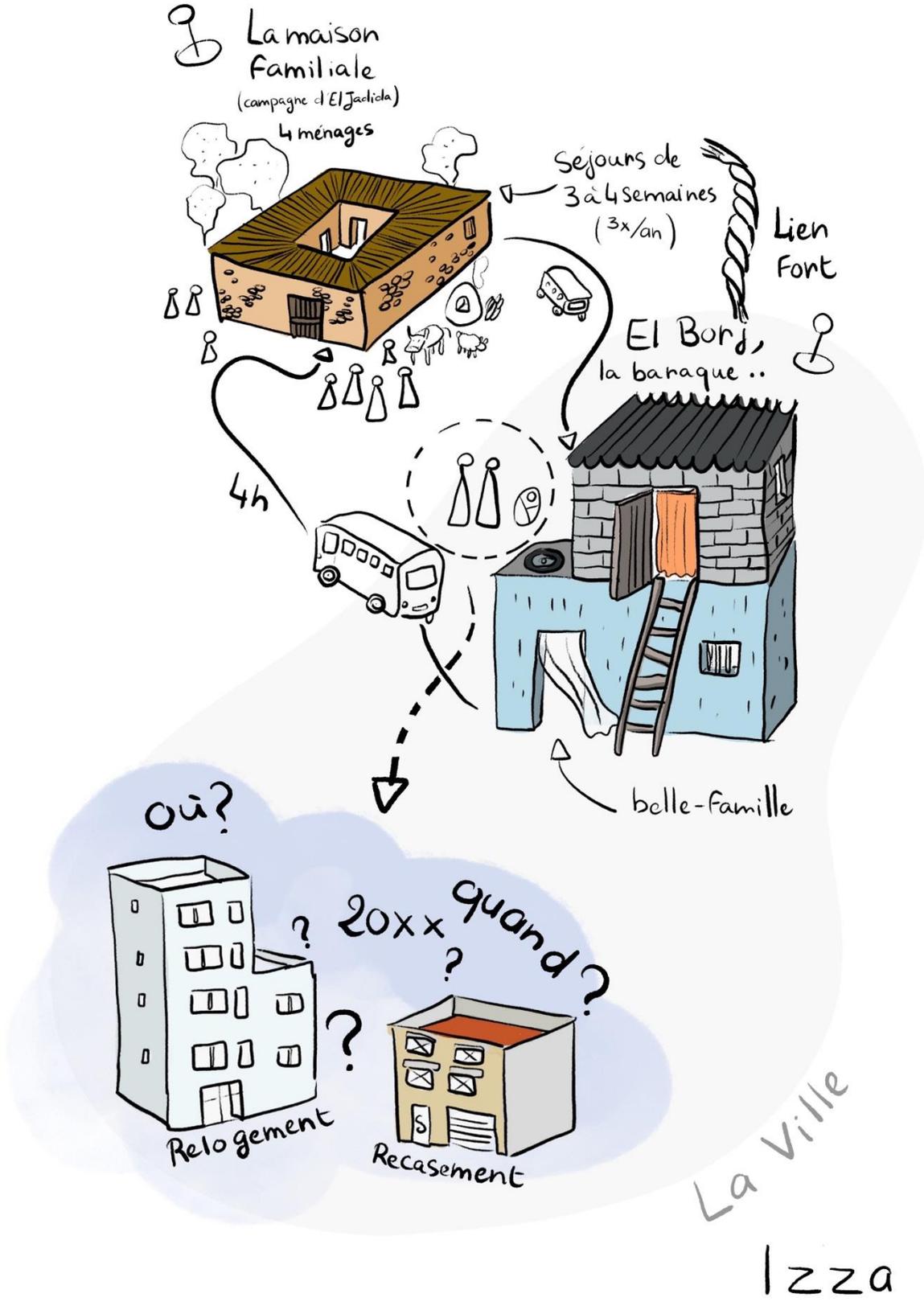


Figure 25 Carte de lieux référentiels de Izza, habitant actuellement El Borj. 2020 © Myriame Ali-oualla

Les lieux du quotidien d'Izza ne diffèrent que sensiblement de ceux de ses voisines et des femmes rencontrées à *Nouayel*, *El Borj* et même dans la *Cité Nour* de relogement. Kenza, qui habite *D'har Laqraâ* depuis une dizaine d'années, n'a jamais été à l'école et a arrêté de travailler à la naissance de son premier enfant :

*« Tu crois que nous avons fait des études ? Nous avons travaillé dès que nous avons été en âge de le faire. Ce sont les petits qui sont venus après qui ont eu la chance d'aller à l'école. On allait tisser des tapis, et tout ce qu'on gagnait on le donnait aux parents. Mais Dieu merci, on ne regrette rien. [...] Je ne vais plus à l'usine pour travailler les tapis, surtout depuis que j'ai eu mon fils. Et puis on s'en sort comme on peut avec le travail de mon mari, il faut bien que quelqu'un s'occupe de l'éducation des enfants. »* (Kenza, *D'har Laqraâ*, 2018)

En dehors du lieu de travail qu'elle ne fréquente plus depuis qu'elle est devenue mère, Kenza limite ses déplacements réguliers à l'école de ses enfants et à la maison de ses parents qui *habitent Hay Charaf*, à quelques centaines de mètres de *D'har Laqraâ* (Figure 26).

Comme ses voisines, Kenza ne sort pas beaucoup et ne s'éloigne que rarement de son quartier. Lorsqu'il commence à faire chaud derrière les murs du bidonville, elle emmène ses enfants sur la falaise, devant l'océan. Mais bien souvent, ses déplacements se réduisent à l'espace limitrophe de la baraque, sur les seuils des portes avec ses voisines, à boire du thé et à discuter pour éviter le poids de l'ennui. Son voisinage immédiat lui offre un environnement de sociabilité et un sens de la communauté :

*« Où que tu veuilles aller, il faut avoir de l'argent à dépenser. On sort alors à côté de la maison, on discute, on passe du temps. On s'entraide pour tout avec les voisines. Dernièrement j'ai fêté le baptême de ma fille, on n'a pas touché à une assiette ou à un verre de ma vaisselle ! La maison de ma voisine était pleine et a accueilli tout le monde, et ce sont les femmes qui se sont occupées de tous les préparatifs. »* (Kenza, *D'har Laqraâ*, 2018)

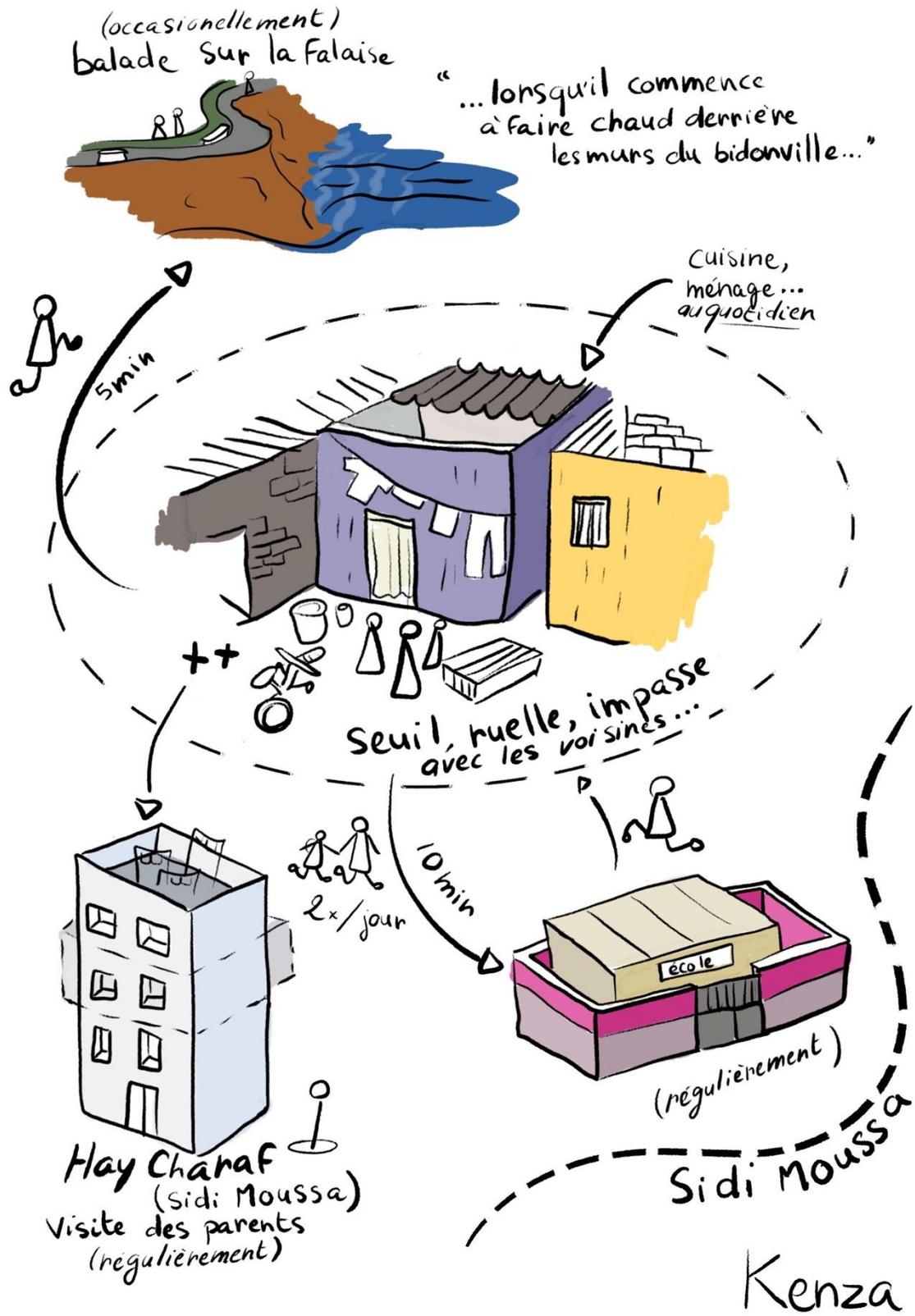


Figure 26 Carte de lieux du quotidien de Kenza, habitant actuellement D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla

A Nouayel, Zahra (Figure 27) fait partie du peu de femmes et mères de famille que j'ai rencontrées qui ont un emploi. Depuis quelques années, elle a décidé avec son mari d'ouvrir un commerce de petits électroniques. Ils créent un espace supplémentaire en ouvrant un des murs de leur baraque. Si, comme les autres femmes, Zahra a une mobilité limitée, le brouillage de limites entre son espace de vie et son lieu de travail donne une dimension supplémentaire à sa vie domestique tout en l'y cristallisant :

*« Je ne sors pas vraiment. J'emmène ma fille au collège, puis je rentre, prépare à manger et m'installe dans le petit magasin où je vends des "pièces", tout ce qui est télécommande, câbles... Mais je ne fais que tenir le magasin, je ne peux pas tout vendre parce que je ne saurai pas ce qu'il faut vu que je ne sais pas lire. Je demande à mon mari. Donc même pour travailler je ne suis pas obligée de sortir. » (Zahra, Nouayel, 2018)*

Mis à part les visites occasionnelles chez sa tante dans son quartier d'arrivée à Saniya Bouchnikha, Zahra s'aventure peu à des sorties sans "utilité", celles-ci se limitant à l'approvisionnement (rare) et aux visites familiales. L'immobilité est renforcée par un sentiment d'insécurité ascendant. Zahra raconte que chaque jour apporte son lot d'agressions ou de vol dans le quartier Sidi Moussa. Cela l'a non seulement poussée à une "réclusion" domestique mais a conditionné l'éducation de ses enfants :

*« Les rues sont dangereuses pour elles (ses filles). Elles sortent surtout avec leur tante, moi pas beaucoup. Elles restent dans le quartier, vont de temps en temps à côté du marabout Sidi Moussa où il y a les Gnawa (troupe de musique africaine traditionnelle) et des femmes qui tatouent avec le henné. Mais c'est juste à côté. De temps en temps elles vont marcher sur la côte, mais uniquement si elles sont accompagnées. » (Zahra, Nouayel, 2018)*

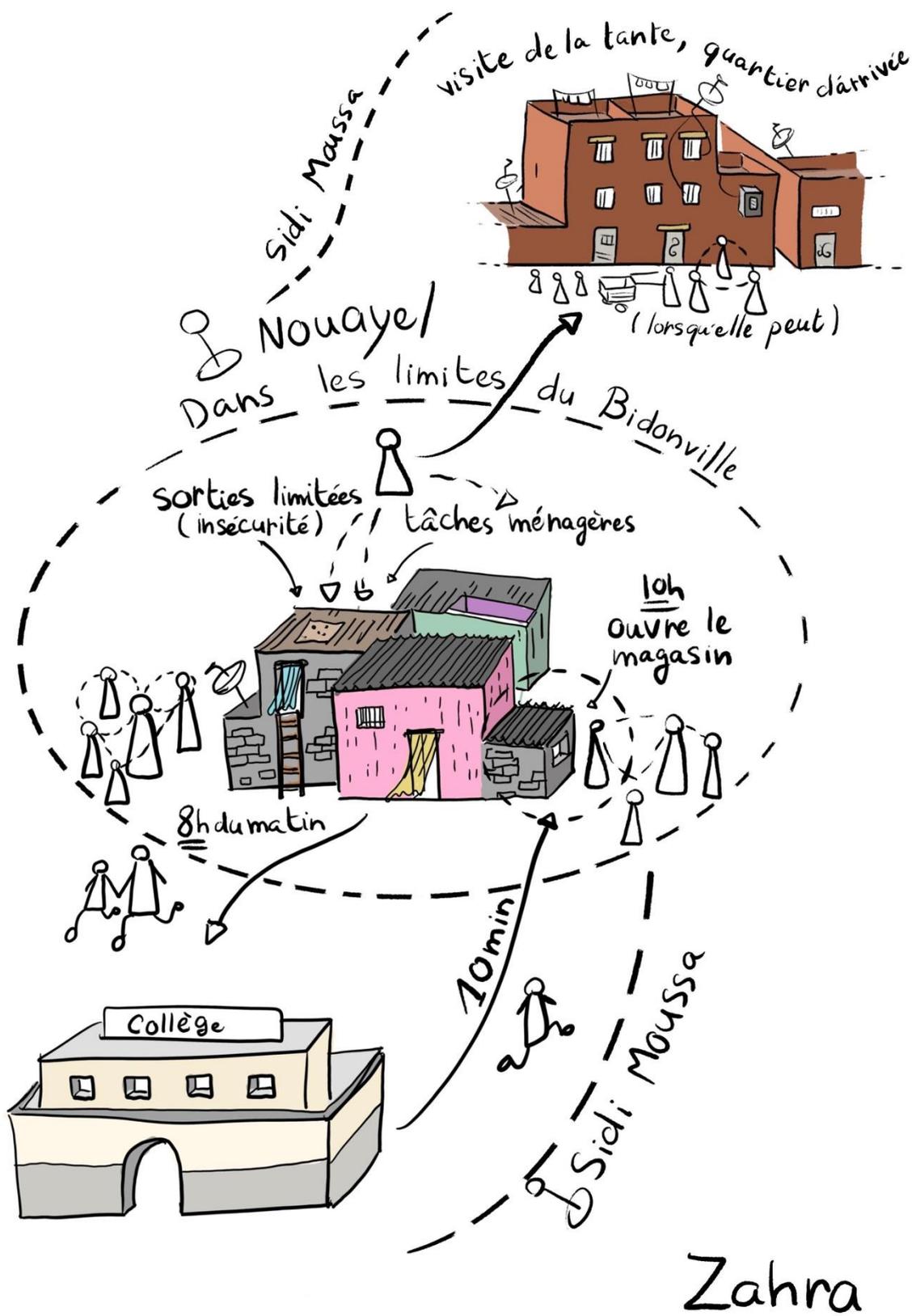


Figure 27 Carte de lieux du quotidien de Zahra, habitant actuellement Nouayel. 2020 © Myriame Ali-oualla

L'inertie et la délimitation du territoire de mobilité ne semblent pas changer avec la "sortie" du bidonville. Tamou (Figure 28) a emménagé dans la *Cité Nour* de relogement il y a sept ans, après avoir vécu près d'une quinzaine d'années dans le bidonville *Nouayel*. Son quotidien n'a que peu évolué depuis que sa famille a bénéficié de l'opération de relogement, ou pour reprendre ses propos, depuis que sa famille a été déplacée. Elle ne travaille pas et c'est son fils qui s'occupe des charges du foyer. Mis à part les sorties utilitaires au marché qui se trouve à dix minutes à pieds de la cité, le quotidien de Tamou se déroule entre les quatre murs de son appartement, changeant peu de son quotidien bidonvillois :

*« S'il y a un linge à laver je le lave, s'il y a une vaisselle à nettoyer je la nettoie... c'est tout. Je sors de temps en temps juste du côté de la mer et je rentre, pour qu'on s'aère un peu (rires). [...] Où est-ce qu'on peut aller ? La médina ne change pas, elle sera demain comme tu la vois aujourd'hui, ce n'est pas comme la campagne où tu découvres tout le temps. Tu sors alors à côté de l'océan pour prendre un peu d'air et tu rentres chez toi... Parfois il y a des vagues violentes parfois il est calme (rires), il change... » (Tamou, Cité Nour, 2018)*

En plus de ces moments et lieux d'évasion, Tamou se rend occasionnellement à *Nouayel* pour rendre visite à ses anciennes voisines avec lesquelles elle maintient toujours des liens d'affinité. Sa période d'ancrage à *Nouayel* représente le moment où Tamou considère qu'elle est passée de la location à l'« habiter ». En ayant accédé à la propriété, même si cela se fait dans des conditions d'occupation précaires et socialement stigmatisées, le lieu continue à marquer symboliquement le parcours résidentiel de Tamou. Comme pour Zahra qui retourne lorsqu'elle en a l'occasion à *Saniya Bouchnikba*, pour visiter sa tante qui l'a accueillie à son arrivée en ville, Tamou retrouve en *Nouayel* la qualité du « quartier fondateur » (Rémy 1990) où elle a nourri des liens de sociabilité qui l'ont ancrées davantage dans le tissu urbain de son installation.

“où est-ce qu'on peut aller?  
 La médina ne change pas,  
 elle sera demain comme tu  
 la vois aujourd'hui [...] Tu  
 sors alors à côté de l'océan,  
 pour prendre un peu d'air  
 et tu rentres... Parfois il  
 est violent, parfois il est  
 calme (rires)... il change..”

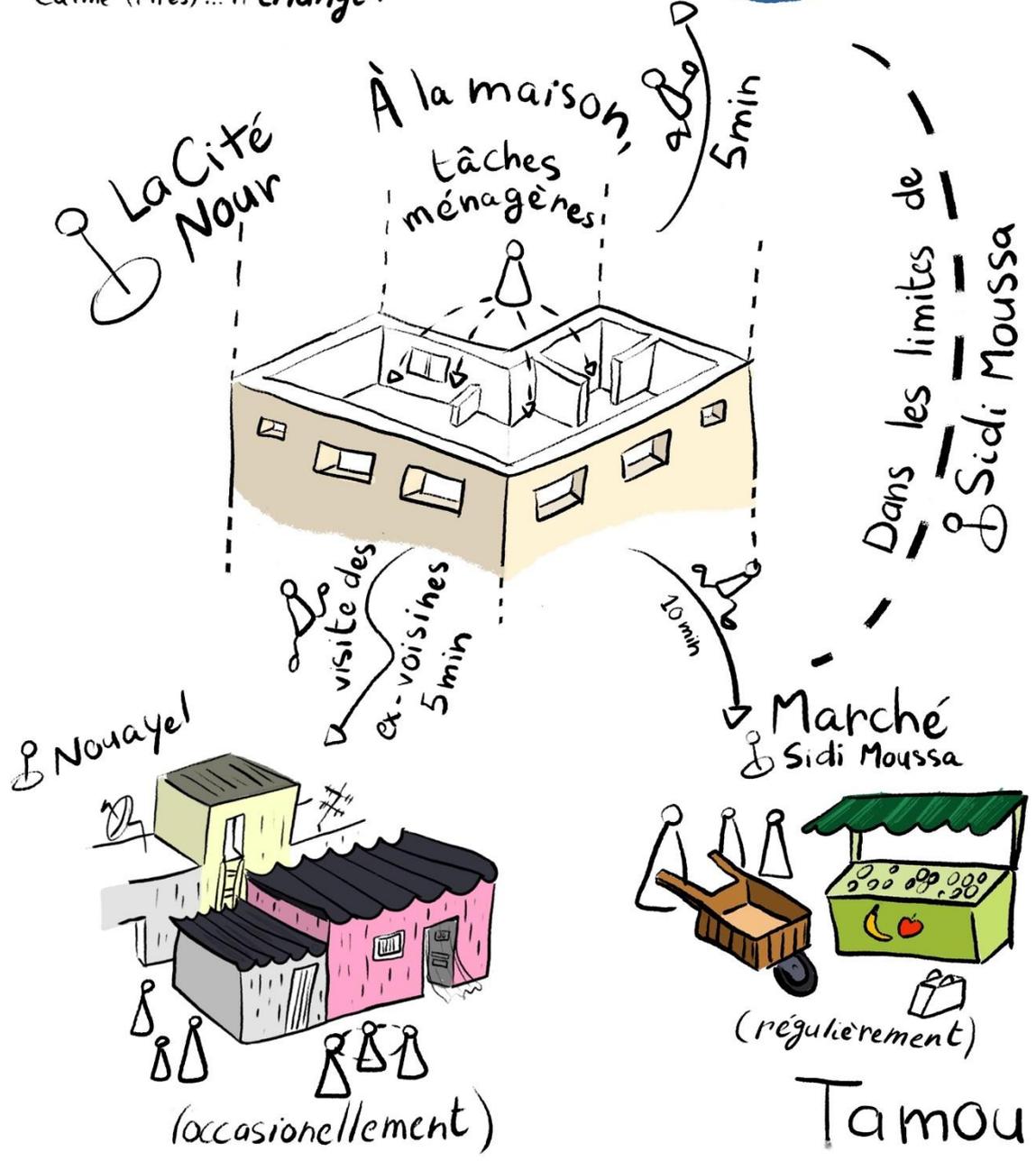


Figure 28 Carte de lieux du quotidien de Tamou, habitant actuellement la Cité Nour. 2020 © Myriame Ali-onalla

Les parcours journaliers de l'écrasante majorité des femmes rencontrées s'articulent autour de l'espace domestique comme centralité vers laquelle convergent les pratiques quotidiennes. Les sorties de loisirs sont rares, surtout lorsqu'elles signifient des dépenses supplémentaires que les femmes du bidonville ne peuvent pas se permettre. Latifa, jeune femme et mère de deux enfants qui habite au bidonville *El Borj*, m'explique que le manque de moyens limite à la fois la fréquence et le rayon de déplacement. « *Quand je sors de temps en temps de la maison, ce n'est qu'avec mes enfants, et pas très loin* », dit-elle. « *Mon mari ne nous accompagne pas parce qu'il n'a pas d'argent à dépenser et il ne veut pas priver les enfants en mettant tout le monde dans l'embarras. Moi dès que j'ai un peu d'argent, je les sors pour les emmener jouer ou leur offrir ce dont ils ont envie parce que ce sont des enfants, c'est normal* » (Latifa, *El Borj*, 2018).

La mobilité limitée des femmes du bidonville les pousse à recourir davantage aux ressources de proximité, qu'elles soient sociales, économiques ou spatiales. Les solidarités de voisinage, le ravitaillement dans les commerces et les épiceries du quartier ou encore les promenades impromptues sur la corniche récemment aménagée sont des pratiques qui contrebalancent l'inertie socioéconomique et spatiale. Sur la totalité des parcours quotidiens des femmes habitant ou ayant habité au bidonville, très peu divergent des schémas d'immobilité urbaine, mais tous semblent résulter essentiellement de la dépendance financière. Seules trois femmes parmi la quinzaine interrogée exercent des emplois, qui sont irréguliers et précaires. Latifa, qui habite à *El Borj*, travaille occasionnellement en tant qu'employée de maison lorsque son mari peine à trouver un travail régulier. Cela représente un des déplacements relativement récurrents en dehors du quartier de *Sidi Moussa*. Quant à Zahra et Fatima, toutes deux habitant *Nouayel*, elles travaillent depuis chez elles, la première tenant régulièrement le commerce de petits électroniques et, la seconde, fabricant des boutons de robes traditionnelles pour le compte d'un tailleur du quartier :

« [...] *je ne m'éloigne jamais du quartier, je reste surtout chez moi. Même pour le travail que j'effectue on me ramène les petites bricoles de couture à faire ici. Ça fait 16 ans que je travaille avec le tailleur, et je n'ai jamais mis le pied dans son magasin (rires). J'envoie mon fils me chercher le travail ou mon argent.* » (Fatima, *Nouayel*, 2018)

Le chômage qui touche la population féminine du bidonville est le résultat de plusieurs facteurs. La plupart des femmes rencontrées ne sont jamais allées à l'école ou ont arrêté très tôt leur scolarisation, et cela concerne même les plus jeunes d'entre elles. Leur incapacité à trouver du travail

et à assurer une indépendance socioéconomique les immobilise dans une situation de vulnérabilité en même temps qu'elle conforte des rôles de genre préétablis<sup>135</sup>.

Le chômage des femmes n'est pas perçu comme un échec car l'indépendance à travers l'insertion professionnelle n'est pas un but en soi. Certaines normes socioculturelles encore solidement ancrées dans des milieux traditionnels, populaires ou conservateurs, continuent à perpétuer des assignations statutaires et socio-spatiales. L'homme subit une pression sociale constante l'obligeant à prendre le rôle de pourvoyeur souvent unique pour le reste de la famille, et à braver ainsi les aléas de la rue à la recherche de ressources. La femme, *mère nourricière*, est quant à elle tenue d'assurer l'unité, l'éducation et le bon entretien de sa famille en s'activant autour et pour la sphère domestique, lieu intimement féminin. Ceci dit, le paysage urbain du quartier et la visibilité considérable des femmes prouvent qu'elles ne sont pas effacées de l'espace public. Seulement, ce dernier reste dominé par la présence et l'occupation masculines qui délimitent la pratique de l'espace public par les femmes à des temporalités définies de la journée :

*« Cette homosocialité est particulièrement visible dans les pays arabes où les hommes à la différence des femmes sont très présents dans les rues ou les cafés. Qu'on pense par exemple aux « hittistes » dans les villes algériennes, jeunes hommes sans emploi qui « soutiennent le mur (bayt) », comme l'on dit avec humour en Algérie. » (Fortier 2012)*

\*\*\*

Les récits des femmes rencontrées dans le bidonville révèlent des territorialités qui convergent vers une condition d'immobilité multiscalaire.

Que ce soit à l'échelle des lieux référentiels ou à celle des lieux du quotidien, les espaces domestiques sont les repères centraux autour desquels s'organisent représentations socio-spatiales et pratiques journalières. Les récits de vie sont davantage rythmés par leurs différents lieux d'ancrage résidentiel que par des lieux et des espaces de pratiques publiques. Tout d'abord, la maison d'origine, qui berce la nostalgie du lieu mythique, premier espace-temps d'immersion dans le monde et premier foyer de sociabilité, marque unanimement le point de départ à partir duquel se construit la territorialité. Les entretiens démontrent que le rapport au lieu d'origine, à la

---

<sup>135</sup> Encore une fois, ces rapports de genre ne sont pas uniquement une exclusivité des environnements sociaux conservateurs, ou paupérisés. Elle est propre à tous les systèmes de société patriarcale, qui transcendent les régions et les cultures. Néanmoins, leur application est plus exacerbée dans certains contextes où les valeurs traditionnelles priment.

campagne ou encore à la maison natale, n'est pas univoque. Quitter la campagne peut être vécu aussi bien comme un arrachement que comme une aubaine. Si Tamou, qui a migré avec sa famille de la campagne de *Merch Bel Ksiri* pour la scolarisation de ses enfants, regrette la grandeur de la maison familiale et la prospérité de sa vie passée, Zahra exprime au contraire une indifférence, voire un détachement de la maison où elle a vécu ses vingt premières années. Pour cette dernière, c'est la dégradation des relations familiales qui caractérise un point de rupture, étant pourtant un lieu charnière qui conditionnera plus tard son besoin de renouer de nouveaux attachements socio-spatiaux. Tamou évalue sa venue en ville, dans le bidonville puis dans l'appartement de relogement à la lumière du souvenir sublimé de la maison d'origine, référentiel socio-spatial intemporel à ses yeux. Alors que Zahra construit le sien sur ses ambitions de recasement *in situ*, dans le bidonville *Nouayel*, lieu de centralité dans son parcours migratoire et biographique.

La plupart des enquêtées intègrent le projet de lieux futurs dans la mise en cohérence de leurs territorialités. Toutes sont conscientes que le bidonville est tôt ou tard voué à disparaître et à être résorbé. Même si les opérations de relogement et de recasement prennent du temps à être mises en œuvre, ces femmes voient ou entendent parler de voisins et de proches qui sont déplacés, ou qui bénéficient d'un « logement formel », témoin de leur accès entier et légitime à la citoyenneté. L'incertitude qui entoure le futur les maintient dans l'attente, et nourrit un sentiment d'immobilité qui peut à tout moment basculer.

Au-delà de la maison natale, l'espace domestique continue à organiser la construction des territorialités et l'articulation des pratiques quotidiennes. Le passage de la campagne à la ville ne signifie pas l'émancipation totale de certains schémas socioculturels traditionnels, qui dictent dans une certaine mesure les rapports de genre et les assignations socio-spatiales. L'opposition hiérarchique entre le domaine privé de la maison et des enfants, qui relève des femmes, et le domaine de l'espace public généralement réservé aux hommes, est une constante sociale, y compris dans les sociétés occidentales (Fortier 2012). Cela s'applique davantage dans des contextes sociaux populaires ou conservateurs, comme c'est le cas au rural et, à moindre mesure, au bidonville. Ces normes font que le monde extérieur du travail ne soit pas une obligation pour les femmes – mais il leur reste accessible. En se conformant à un rôle de “nourricière”, elles ne sont pas *tenues* d'assurer la subsistance de la famille, mais plutôt son unité et son organisation, énergivore et chronophage. Le haut niveau de chômage qui touche la population féminine les maintient dans une dépendance financière considérable qui les expose à la précarité. Leurs déplacements se réduisent à des

territoires limités de proximité, ce qui renforce leur inscription locale et leur recours aux ressources accessibles, aussi bien financièrement que géographiquement. L'échelle du quartier est alors structurante. Elle met à disposition des offres accessibles aux familles qui habitent le bidonville, et délimite un précieux foyer de solidarité dans un entre-soi qui est souvent initialement subi. L'immobilité dans la trajectoire résidentielle et migratoire, et la longue durée d'ancrage dans le quartier et le bidonville, participent au renforcement du lien aux lieux, d'où la transversalité de la notion de « quartier fondateur » dans les récits des femmes.

Enfin, s'ajoute à l'inertie socio-spatiale, le sentiment d'insécurité urbaine. Le danger de la rue dans un quartier populaire, régulièrement rythmé par des incidents et des agressions en tous genres, est un autre facteur dissuasif qui décourage la population féminine à s'aventurer en dehors de la protection et de la sécurité que leur assure l'espace domestique. L'immobilité quotidienne des femmes est le résultat d'une convergence d'enjeux et d'obstacles socio-spatiaux qui conditionnent également l'immobilité du parcours migratoire.

#### 5.4. Habiter le bidonville, des pratiques astucieuses face aux défis des lieux

Le bidonville est un lieu de contrastes. S'il a longtemps conforté l'idée d'une importation d'habitus rural en terre urbaine, sa forme spatiale et son organisation sociale ont depuis muté pour donner naissance à un habiter d'un genre à part, empruntant aussi bien aux codes traditionnels qu'aux pratiques et sociabilités urbaines en évolution.

Derrière le bricolage architectural qui se distingue dans le paysage de la ville, et par leurs pratiques socio-spatiales du quotidien, les habitantes du bidonville s'activent à cultiver un sentiment de chez-soi dans ce milieu singulier en apparence, en attendant un relogement futur dans de meilleures conditions.

Tout commence par l'espace de la baraque, lieu où je mène mes entretiens avec mes enquêtées. Au-delà de la confiance qu'elles me prêtent, connaissant le circuit de réseau familial par lequel j'ai obtenu leur contact, c'est dans la sécurité de leur domicile que les femmes libèrent leur parole. Elles sont en contrôle du déroulement de l'entretien et ont l'ascendant sur le récit qu'elles délivrent. Maîtresses des lieux, hôtesseuses généreuses face à l'inconnue que je suis, je ne leur soutire pas leur histoire ; elles me l'offrent.

Dès les premières visites, le particularisme spatio-culturel auquel on pourrait s'attendre se révèle timide face à l'ordinaire des pratiques spatiales qui prennent place, dans la baraque et dans les espaces d'entre-deux. En effet, c'est la normalité qui surprend le regard étranger, intrigué de prime abord par la singularité de ce tissu urbain. Cependant, si les usages spatiaux s'inscrivent dans un schéma commun de pratiques, l'exiguïté des espaces, la promiscuité et la précarité des structures invoquent des solutions novatrices, des bricolages évolutifs et une versatilité des espaces et des objets. Les relevés habités, les croquis, et les scènes visio-narratives révèlent des actes de négociation avec la matérialité, mais pas seulement. Dans un cadre démographique aussi dense, avec une population aux origines multiples, la gestion de l'intimité et le dialogue entre *cobabitants* sont des enjeux qui se posent au quotidien et mobilisent la manipulation de dispositifs spatiaux. L'espace limité de la pratique domestique signifie que la vie peut déborder par moments sur l'espace commun. Les appropriations spatiales brouillent ainsi les limites entre le privé et le public.

Enfin, les récits des femmes ainsi que le paysage architectural du bidonville portent conjointement l'histoire du *quartier*. La réalité matérielle du cadre conforte les discours pour exposer au regard des appropriations habitantes collectives, et témoigner d'actes de mobilisation et de résistance par l'ancrage spatial.



*Image 30 Chez Fatima, à D'har Laqrâa. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Assise sur un matelas fleuri au ras du sol, Fatima prépare des crêpes pour la rupture du jeûne. Il est presque 14h30. Elle est installée dans le petit *mrab*, un espace tampon qui dessert le reste des pièces et où semble se dérouler l'essentiel des activités de la famille. Elle saupoudre plus de farine dans le plat en terre cuite sur la petite table basse en bois.

Lorsque nous arrivons au seuil de la porte, après avoir traversé la longue et étroite cour qui sépare l'entrée de la baraque de la ruelle, Fatima se détourne de la petite télé qui lui tient compagnie pour nous saluer et attendre que Khadija explique l'objet de notre visite. Pendant ce temps-là, sourire au visage, je laisse mon regard se promener entre les cloisons, glisser sur un coussin couvert d'une peau de mouton, pour arriver à la petite fenêtre au bout qui éclaire la cuisine. « Surprenant... », me retrouvai-je à penser, en voyant à quel point l'intérieur de la baraque semblait ordinaire.

Nous entamons donc nos premiers pas à l'intérieur. Sur le côté gauche, une paroi percée d'une "fenêtre intérieure" permet d'entrevoir un élégant salon traditionnel avec peu de marques d'usage. Il fait le tour des trois murs de la pièce dont je repère plus loin l'ouverture sans porte. Une table trône au milieu d'un tapis rouge délicatement orné de motifs floraux pour s'accorder avec le reste du linge et de la tapisserie de la maison. En entendant les chahuts de nos premiers échanges, Kenza, sa belle-sœur et voisine, nous rejoint pour plus tard nous accueillir à son tour à l'occasion d'un autre entretien.

### Des appropriations originales pour des pratiques ordinaires

En rentrant chez Rahma à *D'har Laqraâ*, nous arrivons dans un premier temps sur un espace qui paraît manquer de fonction distincte (*Figure 29*). On y discerne un coin pour l'évier de la cuisine qui longe le mur de la porte d'entrée, une moto stationnée à l'ombre des tôles qui la surplombent, du linge qui sèche contre le mur, en plein air, une antenne parabolique plantée dans l'aggloméré enduit d'un bleu intense et deux portes d'entrée vers des pièces dont je ne connaissais ni l'usage ni les occupants à ce moment-là. En faisant un tour des lieux qui conclue notre entretien, Rahma présente cet espace comme étant un *mrah*.

Dans sa conception originelle, courante dans de nombreuses formes d'habitat traditionnel marocain, le *mrah* fait référence à la cour intérieure autour de laquelle s'organisent les usages les sociabilités des habitants. Dans la maison de campagne, le *mrah* sépare les « appartements » des membres d'une même famille élargie. C'est un lieu de centralité sociale qui intègre plusieurs usages pour faire tourner la vie quotidienne des habitants : le four traditionnel, le nettoyage et la lessive, le jeu des enfants, la fête pendant les grandes occasions, l'extension de l'étable, etc. Ouvert au ciel, le *mrah* est une composante organisationnelle essentielle dans la maison rurale, un extérieur à l'intérieur, qui sert à préserver l'intimité de la femme, sacrée dans les traditions amazighes et arabomusulmanes. Ainsi, « close d'une palissade en général assez haute (pas toujours) pour arrêter les regards indiscrets, la cour intérieure permet à la femme de prendre l'air et de vaquer en paix aux soins du ménage » (Arrif 1992, 142).

Face aux contraintes du cadre bidonvillois, l'espace venant souvent à manquer, l'étendue du *mrah* a progressivement été amputée au profit de plusieurs logements (Essahel 2011, 178) ou, au mieux, transformée graduellement en hall ou en couloir dont la fonction ne se limite pas seulement au passage, mais peut toujours accueillir certains usages du quotidien. Il existe pourtant des exceptions pour les plus *privilegiés*, même si elles sont généralement soumises à certaines conditions, comme l'usage mutualisé avec d'autres ménages. C'est le cas de Fatima et Kenza qui partagent la même cour intérieure (*Figure 30*).

Répondant à des enjeux de préservation d'intimité similaires aux configurations traditionnelles, le grand *mrah* (1) permet la libre circulation des occupants qui peuvent ainsi déplacer certains usages vers cet « *extérieur à l'intérieur* », protégés des regards.

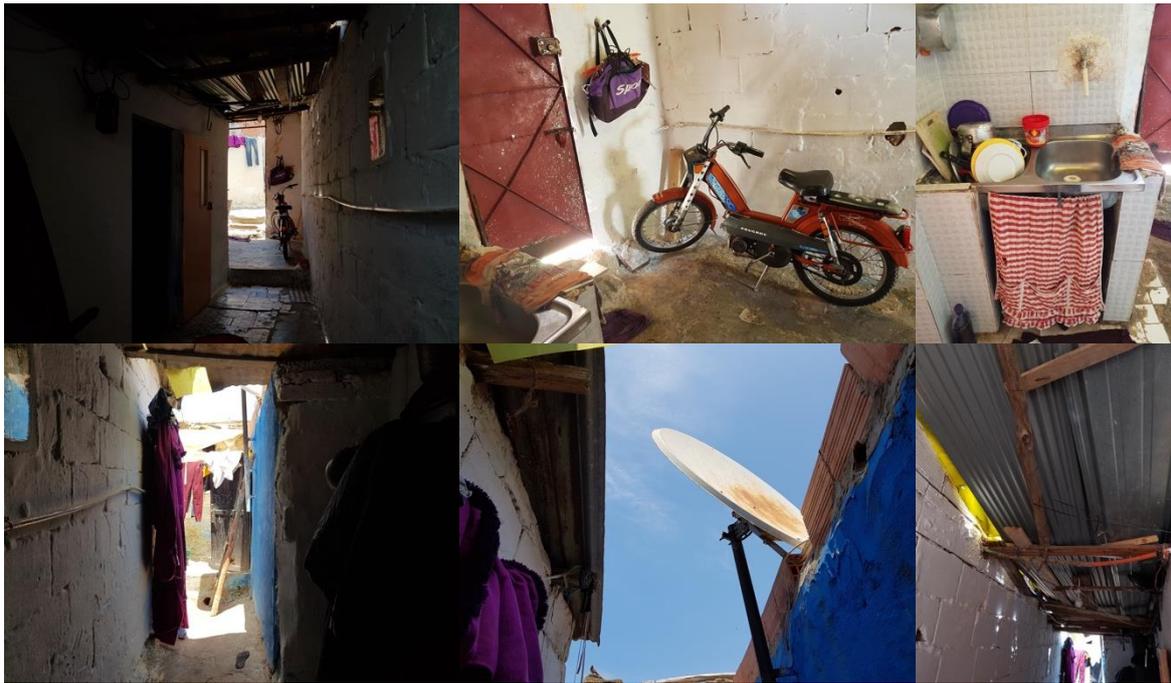


Figure 29 Images du mrah chez Rabma, D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla

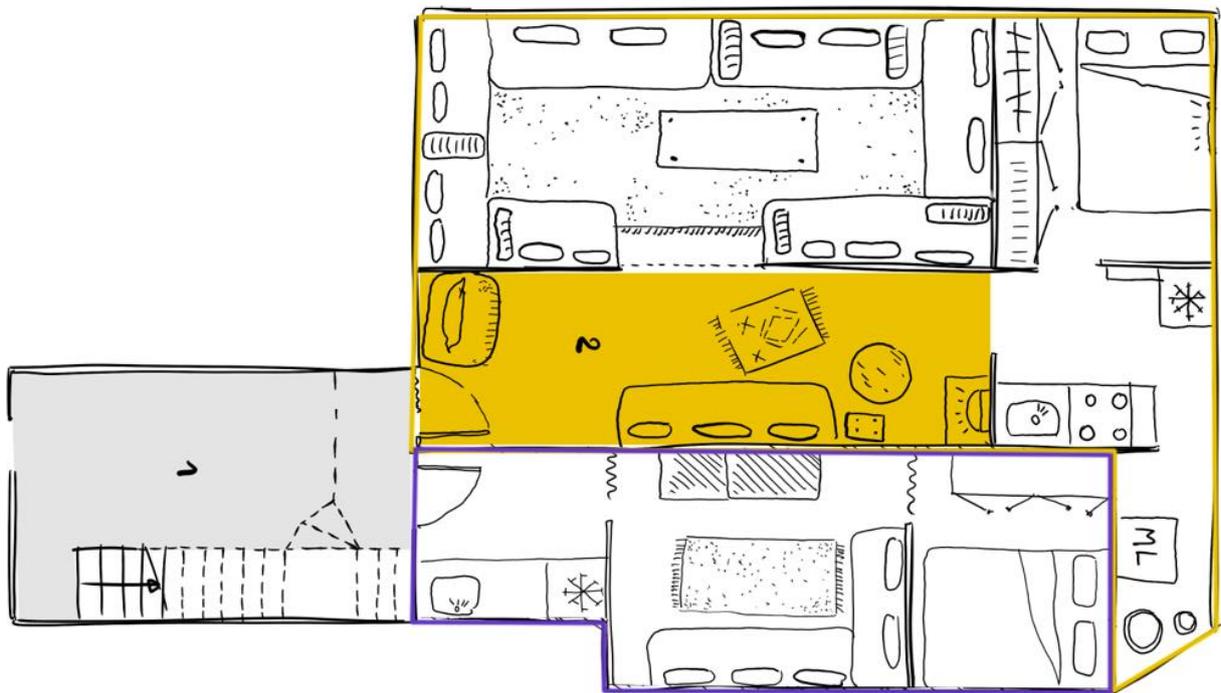


Figure 30 Chez Fatima (G) et Kenza (D). La surface du grand mrah (1), temporelise l'accès à l'espace domestique privé et permet aux visiteurs de s'annoncer. Un deuxième mrah (2) intérieur chez Fatima joue le rôle de séjour. 2018 © Myriame Ali-oualla

Lieu polyvalent par excellence, il répond à différents usages (Figure 31), allant de la gestion des déchets au nettoyage de tapis, en passant par le séchage de linge et occasionnellement la célébration collective de fêtes religieuses. Si le *mrah* indique traditionnellement un patio, sa définition a muté avec l'évolution des modes d'habiter urbain pour signifier le hall d'entrée, ou encore la pièce de séjour, ouverte sur la porte principale du logement. « On n'utilise pas beaucoup le salon », m'explique Fatima, « on reste dans ce "mrah" (2) généralement, même pour les repas... les filles font leurs devoirs ici parfois » (Figure 30).

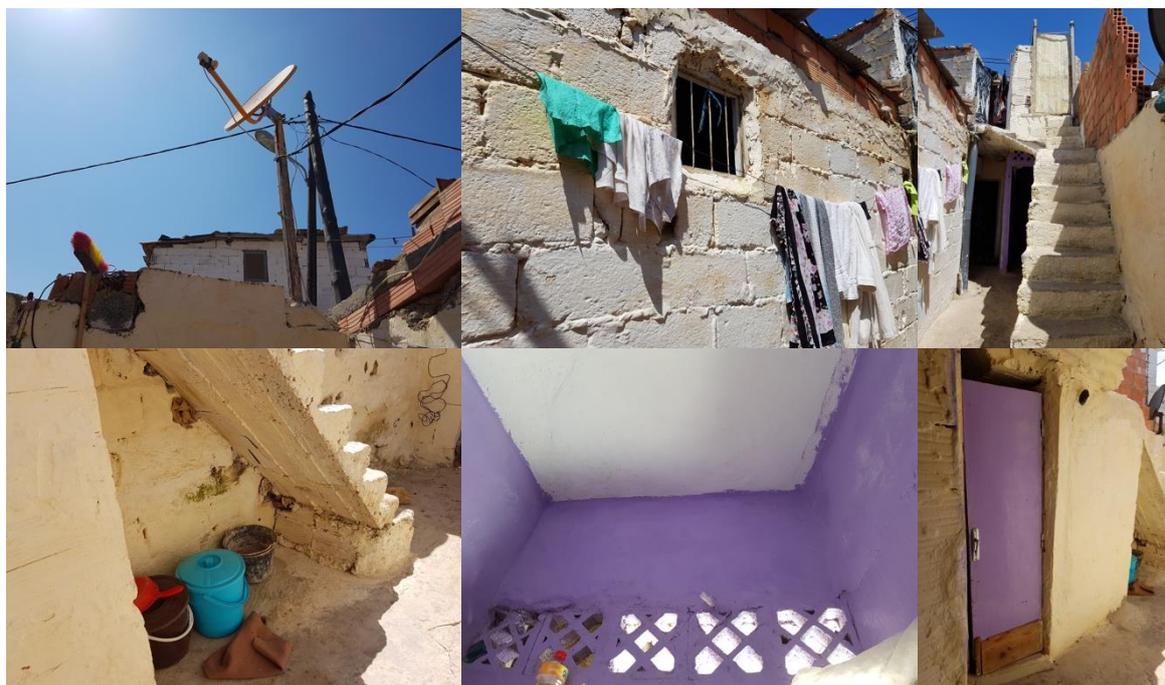


Figure 31 Images du mrah chez Fatima et Kenza, à D'har Laqrâa. 2018 © Myriame Ali-oualla

En tant qu'entité spatiale hybride aux fonctions multiples, le *mrah* ne fait souvent pas partie du vocabulaire de conception des formes d'habitat contemporain, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de l'offre de logements sociaux collectifs. « La marocanisation des professionnels de l'urbanisme n'a pas (pour autant) fait spectaculairement évoluer les conceptions du logement pour les classes défavorisées. [...] Ils (les professionnels) restent relativement étrangers aux questions de l'habitat populaire » (Hauw 2004, 295). Le décalage qui transparait entre la conception savante du cadre bâti et le mode de vie populaire des habitants mène à une série de transformations et d'améliorations, dans la limite des moyens des familles et des normes qui leur sont prescrites. « Les habitants vont tenter de contourner cette structure occidentale imposée pour y réinscrire des dispositifs conformes à leurs modes d'habiter » (Pinson 1994, 195).

Rachida<sup>136</sup>, une ancienne habitante du bidonville *Sebb El Caïd* du quartier Tabriquet à Salé, vit depuis près d'une dizaine d'années dans la cité de relogement du lotissement Saïd Hajji, à environ trois kilomètres du quartier *Sidi Moussa*. Avec son mari et ses deux enfants, ils occupent un T2 (Figure 32), livré initialement sans la moindre finition :

« Lorsqu'on est arrivés, il n'y avait que du ciment par terre, et je l'ai payé (l'appartement) au même prix que le 3 pièces, 70 000 dirhams (7000 euros) et c'était sans "islah" (réparation, finition). Vraiment rien. Juste du ciment, comme la baraque du bidonville. Ils nous ont déplacés d'une baraque pour nous loger dans une autre. [...] On était obligés de commencer à habiter dans l'appartement, et on a fait les travaux petit à petit. [...] Avant, la cuisine s'étendait jusqu'ici (séjour), ce mrah n'existait pas. Et de l'autre côté il y avait le salon qui était fermé par les murs. J'ai enlevé la paroi et j'ai mis des petits murets pour garder une lumière sur le mrah et l'entrée, comme dans les salons "normaux"... A la base, j'avais un balcon dans la cuisine que j'ai intégré pour gagner de l'espace, pour créer ce mrah. [...] Je n'ai rien changé dans la chambre à coucher et dans la salle de bain (WC), j'ai juste rajouté les portes. [...] Les enfants dorment dans le salon. » (Rachida, *Cité Saïd Hajji*, 2018)

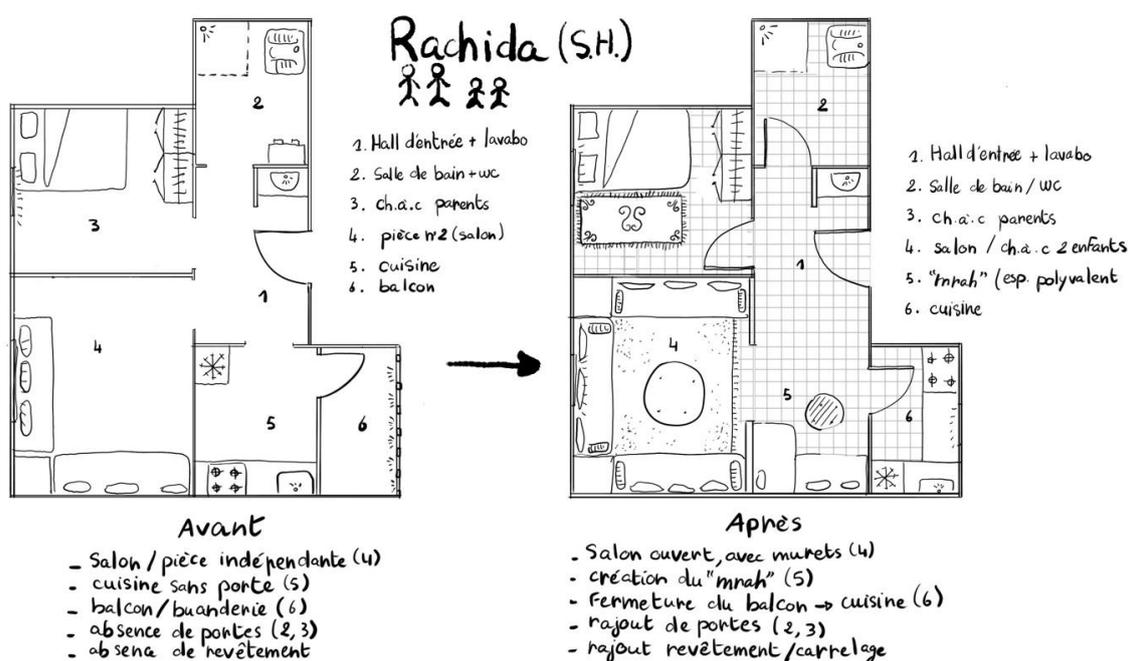


Figure 32 Relevé habité et réaménagement de l'appartement de relogement chez Rachida, dans la Cité Saïd Hajji. 2018 © Myriame Ali-onalla

<sup>136</sup> J'ai fait la connaissance de Rachida par le biais de Latifa, une habitante du bidonville *El Borj*. Le choix de travailler avec cette enquêtée revient au besoin d'un éclairage supplémentaire à celui des habitantes de la *Cité Nour* de relogement, destinée aux habitants du bidonville *Nonayel*.

En somme, le *mrab* est un espace structurant, hérité des modèles d'habitat traditionnel et rural, que l'on retrouve dans la majorité des baraques indépendamment de leur taille. Selon le contexte, il passe d'une configuration conventionnelle de cour intérieure à celle plus restreinte de sas, d'entre-deux, ou de zone tampon entre l'extérieur public et l'intérieur privé.

L'intérêt de recréer l'espace du *mrab* est de garantir des usages variés dans un contexte de grande contrainte spatiale, pouvant être approprié à la fois collectivement et individuellement par les membres de la famille à différents moments de la journée. La polyvalence spatiale n'est pas exclusive aux cours intérieures ou aux *mrabs*. Elle est plus largement caractéristique des espaces domestiques bidonvillois dans lesquels les habitants aspirent à l'accomplissement de pratiques routinières ordinaires de la famille dans peu d'espace.

La tradition d'accueil des foyers marocains exige la réservation d'un espace dédié aux visiteurs, souvent pratiqué à l'occasion de leur présence. Appelé expressément *bît-eddiâf* (pièce des invités), il désigne le célèbre salon marocain indispensable à l'organisation domestique et au rapport à l'autre ; c'est « un véritable espace de représentation de la famille vis-à-vis des gens extérieurs » (Navez-Bouchanine 2002, 69) qui a le mérite d'être ordonné et distinct des autres pièces. *Bît-eddiâf* concentre une grande part de l'investissement du foyer dans l'aménagement de l'espace domestique. Présent dans les configurations spatiales aussi bien rurales qu'urbaines, *bît-eddiâf* perd souvent l'exclusivité de son usage lorsque la superficie allouée à l'ensemble du logement ne suffit pas. Chez Fatima à *Nouayel*, la pièce de vie sert pendant la journée de séjour et d'espace d'accueil (*Image 31*), et le soir elle se transforme en chambre à coucher pour ses quatre filles qui prennent soin, à chaque réveil, de rétablir la pièce à son usage diurne en la remettant en ordre. La multiplicité des usages est décelée par des indices visibles, comme le petit meuble de rangement où sont pliés soigneusement les draps et les duvets pour la nuit (*Image 32*).

Dans l'appartement de relogement, le recours à l'usage multiple des pièces est tout aussi fréquent. Chez Tamou, relogée dans la *Cité Nour*, le salon/*bît-eddiâf* sert également d'espace nuit pour sa mère. Pareil pour Rachida dans la *Cité Saïd Hajji* où le salon se transforme la nuit en chambre à coucher pour ses deux enfants (*Image 33*). Le jour de ma visite, Rachida m'explique qu'elle était en plein milieu d'un grand nettoyage à l'approche de l'Aïd. Un des matelas du salon qui sert de lit aux enfants, n'était toujours pas rangé cet après-midi-là. L'aménagement nocturne débordait de sa temporalité habituelle. Ainsi, même en contexte de contraintes spatiale et matérielle, il y a un effort considérable fourni à la mise en valeur de l'espace intérieur pour garantir un cadre sain aux pratiques du quotidien et recouvrer un sens de l'ordinaire dans un tissu urbain *extraordinaire*.



Image 31 Chez Fatima à Nouayel. Vue sur le séjour/salon/chambre à coucher. L'esthétique globale du lieu est semblable à ce que l'on pourrait retrouver dans les foyers classiques marocains, indépendamment du type d'habitat. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 32 Le meuble de rangement où sont stockées les draps et les duvets pour l'usage nocturne, lorsque la pièce se transforme en chambre à coucher. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 33 Chez Rachida, dans la Cité Saïd Hajji de relogement. Vue sur le salon/bît-eddiâf / chambre à coucher des enfants. 2018 © Myriame Ali-oualla

D'autres formes d'attention sont portées à la valorisation de l'espace habité au bidonville visant tout autant à établir un cadre de *normalité*. Le nettoyage fait partie des gestes récurrents exécutés aussi bien à l'intérieur de la baraque que dans les espaces d'entre-deux. La situation hygiénique du bidonville a longtemps été un défi pour ses habitants et leurs riverains. Elle constitue une source de discrédit contre laquelle les gestes d'entretien quotidiens des femmes tentent de lutter. Chacune de mes visites dans les bidonvilles de *Sidi Moussa* confortent les propos de mes enquêtées, dont le récit de leur journée type s'organise autour des tâches d'entretien qui débordent au-delà du seuil de leur logis. Les commerces de proximité offrent une gamme de produits utilitaires nécessaires aux pratiques domestiques quotidiennes. Les cuisines, les coins du *mrab* ou encore les toitures terrasses regorgent d'équipements de nettoyage, de seaux, de balais et de produits gardés à portée de main pour un usage régulier.

L'espace intermédiaire limitrophe bénéficie d'une attention similaire. Mis à part les zones de débris, laissées à l'abandon suite aux démolitions successives des baraques (e.g. bidonville *Nouayel*), l'espace d'entre-deux est d'une propreté remarquable (*Image 35* & *Image 34*), surtout lorsqu'on le confronte à l'imaginaire collectif qui ne comprend l'espace bidonvillois que pour son manque d'hygiène et de salubrité<sup>137</sup>.

Les formes d'appropriation éphémères mais régulières expriment la volonté des femmes rencontrées de contrôler une partie de l'espace commun (Ghomari 2001) et de l'intégrer comme une extension évidente de l'espace domestique (Zaki 2005b). Le manque d'espace à l'intérieur des logements pousse à l'exploitation de l'espace contigu qui appartient à tout le monde et



*Image 34* Dans une impasse de D'har Laqraâ, l'espace limitrophe garde une trace encore fraîche du nettoyage matinal. 2018 © Myriame Ali-oualla



*Image 35* Vue sur une rue de Nouayel. Chaque famille prend le soin d'entretenir le seuil son logement, créant un effet de gestion collective. 2018 © Myriame Ali-oualla

<sup>137</sup> Bien que les bidonvilles visités bénéficient d'un service de collecte de déchets, l'image d'insalubrité (renforcée par l'esthétique marginale du bidonville) domine la représentation des lieux.

n'appartient à personne à la fois. « Le caractère semi-public de ces espaces impose souvent un partage, une gestion commune entre plusieurs familles, les « voisins » ou, autrement dit, une obligation de sociabilité, qui n'empêche pas les conflits : ce sont les espaces privilégiés où se jouent les rapports entre le groupe domestique et l'environnement social » (Collectif 2008, 46). Certains habitants ont ainsi recours à des objets ou des installations pour délimiter matériellement l'exercice de leur autorité socio-spatiale, généralement dans le respect de la cohabitation avec le voisinage immédiat. L'aménagement de pots de plantes, à la fois marquant le territoire personnel et contribuant à l'entretien d'un environnement de vie plus agréable, est une initiative toujours appréciée et encouragée (*Image 37* & *Image 36*).



*Image 37* L'usage de plantes à l'initiative des habitants balise un espace étendu au seuil d'une baraque. Nonayel. 2018 © Myriame Ali-oualla



*Image 36* Des seaux réutilisés comme pots de plantes contre le mur d'une baraque, sous un abri multifonctionnel. D'Har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla

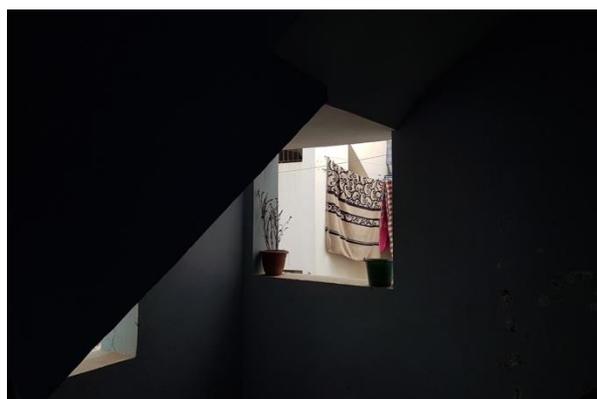
Des tabourets et des cageots en plastiques achetés et récupérés au marché voisin sont les traces de pratique active de l'espace commun. Dans le bidonville, l'entre-deux représente « des espaces intermédiaires de visibilité et de vie sociale, en particulier pour les femmes » (Collectif 2008, 46). Plusieurs d'entre elles n'hésitent pas à mobiliser ces objets et à partager un moment de sociabilité avec leurs voisines tout en gardant un œil sur les enfants. L'échelle réduite de l'espace intermédiaire, le *derb*<sup>138</sup> pour reprendre le terme qu'utilisent certaines enquêtées, est « un voisinage relativement proche, qui représente la base physique d'une interconnaissance et d'une proximité bienveillante, solidaire, fondée sur des échanges relativement codés et limités entre habitants » (Navez-Bouchanine 2007). La vie socio-spatiale de l'entre-deux palie partiellement l'immobilité des

<sup>138</sup> Le *derb* est le mot arabe qui signifie *rue* ou *ruelle*. Cette échelle spatiale porte beaucoup de sens dans les sociabilités des quartiers populaires, où il n'est pas rare de parler de *ouled ed-derb* (les enfants de la rue) pour désigner des voisins très proches, et un cercle de connaissance solide qui offre des droits et impose des devoirs aux membres de la communauté du *derb*.

femmes, leur permet de retrouver des lieux et de recréer des moments d'échanges par le marquage éphémère des espaces extérieurs au domicile.

Certains aspects de l'appropriation spatiale de l'entre-deux accompagnent les habitudes des habitants même après qu'ils aient bénéficié du relogement. Dans la *Cité Nour*, les immeubles s'organisent autour d'un cœur d'îlot humblement aménagé, peu entretenu, et en même temps marqué par une appropriation spatiale intensive et des aménagements à l'initiative des habitants. Si les espaces intérieurs subissent des transformations considérables de manière à répondre aux contraintes fonctionnelles de la configuration des appartements, « celles apportées sur les espaces limitrophes sont encore plus remarquables, parfois même spectaculaires et témoignent des efforts vigoureux de recomposition, d'extension ou de protection des frontières du privé consentis par les habitants » (Navez-Bouchanine 2002, 75).

Les principaux procédés choisis sont mis à profit d'une distanciation à l'égard de l'espace public. Allant des grillages légers délimitant les zones à cacher, aux murets plus épais et opaques, tout est mis en œuvre pour intégrer l'espace intermédiaire à l'espace privée du ménage, définissant ainsi de nouvelles frontières. Mis à part les cordes à linge qui s'enchevêtrent dans les airs à l'extérieur, accrochés aux lampadaires et aux clôtures improvisées (*Image 39*) ou à l'intérieur, voltigeant dans les vides des cages d'escalier (*Image 38*), d'autres résidents recourent à des dispositifs plus pérennes pour une appropriation durable de l'espace extérieur.



*Image 38* Vue depuis la cage d'escalier, Cité Saïd Hajji de relogement. 2018 © Myriame Ali-oualla



*Image 39* Vue sur l'espace commun limitrophe, Cité Nour de relogement. 2014 © Myriame Ali-oualla

Des habitants n'hésitent pas à créer et à bricoler une entrée individuelle lorsqu'ils habitent un appartement plain-pied. Cette forme d'occupation, loin d'être réglementaire, se fait sans l'accord des autorités et peut aussi bien se matérialiser par un aménagement relativement soigné (*Image 40*)



*Image 40 Vue sur le cœur d'îlot de la Cité Nour de relogement. Une rampe et un volet de marches sont aménagés devant une petite porte installée dans l'enveloppe du bâtiment, générant ainsi une entrée individuelle isolée. 2014 © Myriame Ali-oualla*



*Image 41 Vue sur les bords de la Cité Nour de relogement. Une entrée est bricolée par un morceau de tôle ondulée, une bordure en maçonnerie et une clôture improvisée, menant vers ce qui était initialement une loggia pour la buanderie. L'entrée se fait désormais depuis la cuisine. 2014 © Myriame Ali-oualla*

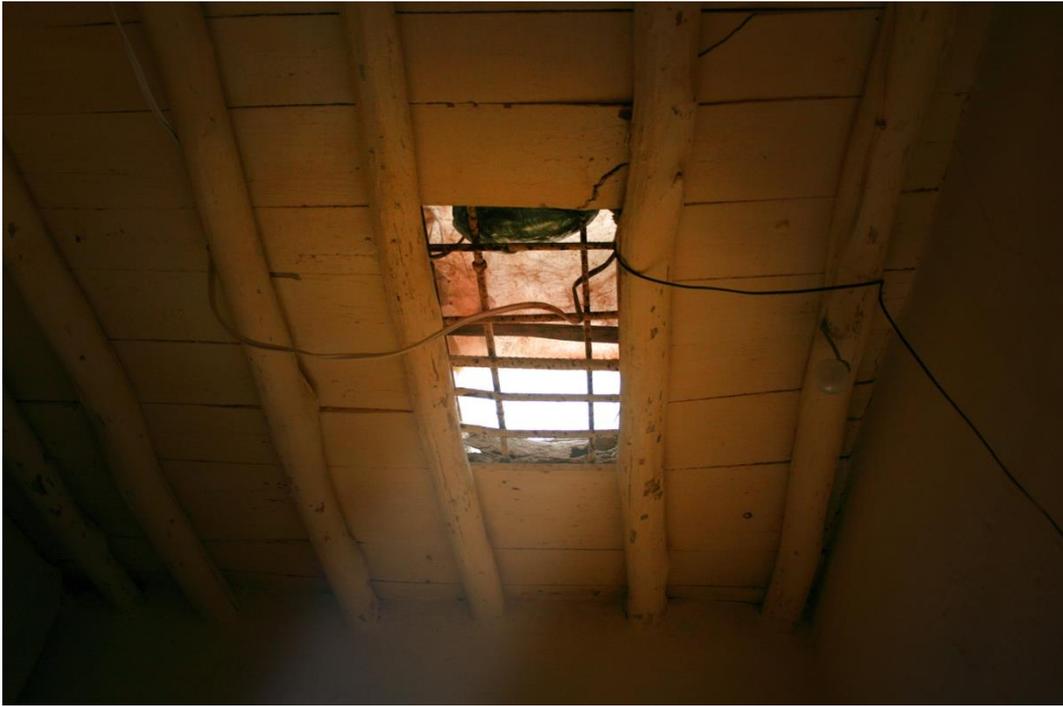
que donner lieu à des installations précaires et instables (*Image 41*). Le recours à de telles transformations de l'espace semi-public peut être compris comme l'accomplissement partiel des aspirations habitantes aux avantages de l'habitat individuel, retrouvés au bidonville et au nom desquels certains refusent le relogement, préférant attendre des années s'il le faut pour bénéficier d'un logement de recasement. C'est « un aspect des plus significatifs lorsque nous découvrons qu'à travers les pratiques de l'espace, la recherche des qualités véhiculées par une image de l'habitation individuelle est au centre des préoccupations de l'habitant. La sécurisation, l'intimité, la tranquillité, sont souvent des termes contenus dans le discours des enquêtés » (Ghomari 2001).

Au bidonville, au-delà de l'étroitesse des espaces domestiques, l'exploitation du limitrophe est poussée par l'absence de qualités essentielles de l'espace habité. Dans l'imaginaire populaire, le bidonville est affilié à autant d'attributs « compris comme antithétiques des caractéristiques de modernisation et de progrès dont la ville se fait le vecteur » (Zaki 2005, 114). Labyrinthe urbain, épais et parfois confus, peu de lumière en échappe et peu de lumière s'y introduit. La majorité des baraques y sont circonscrites entre deux ou trois murs mitoyens, ne laissant que la porte d'entrée et quelques rares percements dans les murs d'enveloppe comme uniques sources de lumière. Et, lorsque les contraintes constructives le permettent, des fenêtres zénithales – *douwaya*<sup>139</sup> – ponctuent les intérieurs par des puits de lumière vive (*Image 42*). Le morcellement initial des parcelles n'est pas pensé pour garantir l'habitabilité des espaces domestiques et prend rarement en considération la dimension qualitative que pourraient offrir des ouvertures réglementaires ou de la lumière naturelle à l'intérieur. Les baraques s'ouvrent souvent les unes sur les autres, les murs sur les murs.

Chez Atiqa à *D'bar Laqraâ*, l'unique fenêtre donnant sur l'extérieur ne permet pas de garantir un apport suffisant ni en ventilation naturelle ni en lumière. Lors des derniers travaux de "réparation", un percement a été sculpté en hauteur dans la masse du mur élevé pour séparer la chambre du reste de l'espace intérieur (*Image 43*). « *Tu n'as pas le choix quand tu as un seul mur qui donne sur l'extérieur* », affirme Atiqa lorsque je l'interroge sur l'intérêt d'une ouverture "de l'intérieur vers l'intérieur". « *C'est pour ça qu'on laisse la porte ouverte pendant la journée... avec la petite fenêtre on essaie de laisser entrer un peu de lumière jusqu'au fond* ». La même astuce constructive est mobilisée chez Fatima dont le salon – lieu de centralité et d'articulation au sein de la baraque – ne donne pas sur l'extérieur.

---

<sup>139</sup> La *douwaya* en arabe signifie littéralement « ce qui apporte la lumière ».



*Image 42 “Douwaya” ou fenêtre zénithale laissant infiltrer la lumière au cœur d’une baraque à Nouayel. 2014 © Myriame Ali-oualla*



*Image 43 Vue depuis la chambre parentale, chez Atiqa à D’har Laqrâa. Pour un plus grand apport de lumière, un percement dessiné dans la cloison qui sépare la chambre à coucher du reste de la baraque aide à une meilleure ventilation de la pièce et à garantir un apport supplémentaire de lumière. 2018 © Myriame Ali-oualla*

La porosité intérieure créée entre des pièces traditionnellement séparées s'avère plus importante que la préservation des *vies individuelles* au sein du foyer, reléguées au second plan. Ainsi, l'absence des fenêtres change la perception et la pratique de l'espace. Les habitants sont naturellement poussés à investir les cavités creusées dans la masse urbaine du bidonville, d'où l'importance de l'appropriation spatiale de l'entre-deux. L'usage de l'espace commun, rendu semi-privé, permet de palier l'opacité de la baraque qui ne laisse parfois transparaître qu'un parapet de moellons séparant le bidonville du reste du monde urbain.

Habiter le bidonville n'est pas une expérience unique. Entre les baraques les plus "endurcies" et les plus précaires, les niveaux de confort divergent pour mobiliser un nuancier d'appropriations et d'adaptations mutuelles entre l'utilisateur et l'espace, afin de garantir une expérience aussi fluide que possible du quotidien. La transition entre les cadres d'habiter dans le parcours migratoire ne se fait pas sans mutation des modes d'appropriation. En effet, les usagers adaptent leurs habitudes aux contraintes du cadre bâti par des compositions et des bricolages plus ou moins originaux, et parfois peu conventionnels relativement aux cadres urbains où ils s'implantent. Chez les habitants du bidonville, l'analyse des lieux et des moments de *friction* entre l'utilisateur et son espace révèle une quête de "normalité" dans un tissu urbain considéré comme marginal. Que ce soit par des procédés éphémères et mobiles ou par des interventions plus pérennes, les femmes rencontrées racontent par leurs mots et leurs espaces leurs journées *ordinaires*.



*Image 44 En sortant de D'har Laqraâ, trois femmes discutent à l'ombre d'une baraque. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Je longe aux côtés de Khadija la rue principale qui nous a menée jusqu'à chez elle et chez Rahma pour ressortir du bidonville. Sur notre route, je vois à l'ombre d'une baraque trois femmes assises sur un rebord coulé grossièrement en béton, adossées à un mur rugueux, en train de discuter et de passer le temps. L'une d'elle entonne un « Salam Aleikoum », comme il est d'usage de dire à toutes personnes inconnue ou familière, de passage dans son voisinage. D'après Khadija, ces femmes habitent les premières baraques qui cadrent l'embouchure de cette ruelle. Il faisait chaud ce jour-là, et je ne pouvais qu'imaginer la difficulté que cela devait représenter de se retrouver enfermé sous une toiture en tôle, dans un espace exigu où la fenêtre était un luxe. Selon où l'ombre portée des petites bâtisses se posait, de petites poches apparaissaient pour offrir un moment de fraîcheur sur les bords de chez-soi.

La trame de ruelles de *D'har Laqraâ* s'organise autour d'un chemin principal relativement large, bifurquant sur des venelles étroites qui distribuent les entrées des baraques, et dont les bouts s'arrêtent sur des impasses qui comptent en moyenne trois baraques voisines. À l'abri des regards, et plus on avance vers des chemins étroits, la vie intérieure déborde sur un extérieur un peu intime, partagé avec les habitants de la petite venelle, ou les voisins – et surtout les voisines – d'une même impasse.

### Les enjeux de l'intimité, de l'espace familial à l'unité de voisinage

En observant à vol d'oiseau le quartier *Sidi Moussa*, la densité du maillage bidonvillois se distingue facilement des artères orthogonales et relativement larges des rues goudronnées du reste du quartier. Le bidonville *D'har Laqraâ*, qui s'étale sur environ 1,9 hectares, accueille une moyenne de 4200 personnes. Cela signifie moins de 5 m<sup>2</sup> d'espace imparti à chaque individu, privé et public compris.

La cohabitation en situation de grande promiscuité spatiale révèle au quotidien des enjeux de gestion d'intimité, à la fois au sein de l'espace domestique et en dehors, à la lisière du chez-soi (Paris et al. 2007). En transformant l'espace en lieu et, dans ce cas, l'occupation informelle éphémère en ancrage durable et pérenne, l'espace domestique devient un support potentiel à l'expression des intimités individuelles et collectives. Si elle s'exprime beaucoup par la retenue, les silences et la distance, l'intimité est marquée matériellement par l'appropriation de l'espace comme gage de contrôle et la manipulation des divers objets domestiques.

Lorsque je rejoins Latifa à l'entrée du bidonville *El Borj*, elle m'invite à la suivre pour aller chez elle. « *Bienvenue ! Viens, on va monter pour être plus tranquilles* », me dit-elle en empruntant les premières marches de l'échelle en bois qui relie le sentier en terre à sa porte d'entrée. La baraque de Latifa se situe aux abords du bidonville *El Borj*. Moins d'une dizaine de mètres la sépare de la voie côtière de *Sidi Moussa*. Arrivées en haut, nous enjambons le petit espace vide qui sépare la dernière marche du seuil de la baraque. Il n'y pas de palier.

Après quelques premiers échanges, Latifa m'explique qu'elle a habité plusieurs années avec sa belle-famille au rez-de-chaussée avant de décider de construire un espace indépendant pour son couple et ses enfants :

*« Je me suis toujours bien entendue avec ma belle-famille et mes beaux-frères... surtout mes beaux-frères, ils m'ont toujours respectée et le font toujours, mais ça ne pouvait plus durer éternellement. [...] On était nombreux en bas et c'était difficile d'avoir notre vie sans que la famille ne s'en mêle. [...] J'ai épargné 1500 dirhams (à peu près 150 euros) pour construire cette petite pièce au-dessus, et même la porte je l'ai mise de ce côté (Figure 33) pour que mon mari n'aie pas à croiser ses frères et qu'ils se disputent... » (Latifa, El Borj, 2018)*

En orientant l'entrée de son habitation pour se préserver des "histoires de famille" et des interactions indésirables, Latifa s'expose en contrepartie à un carrefour à l'intersection de deux

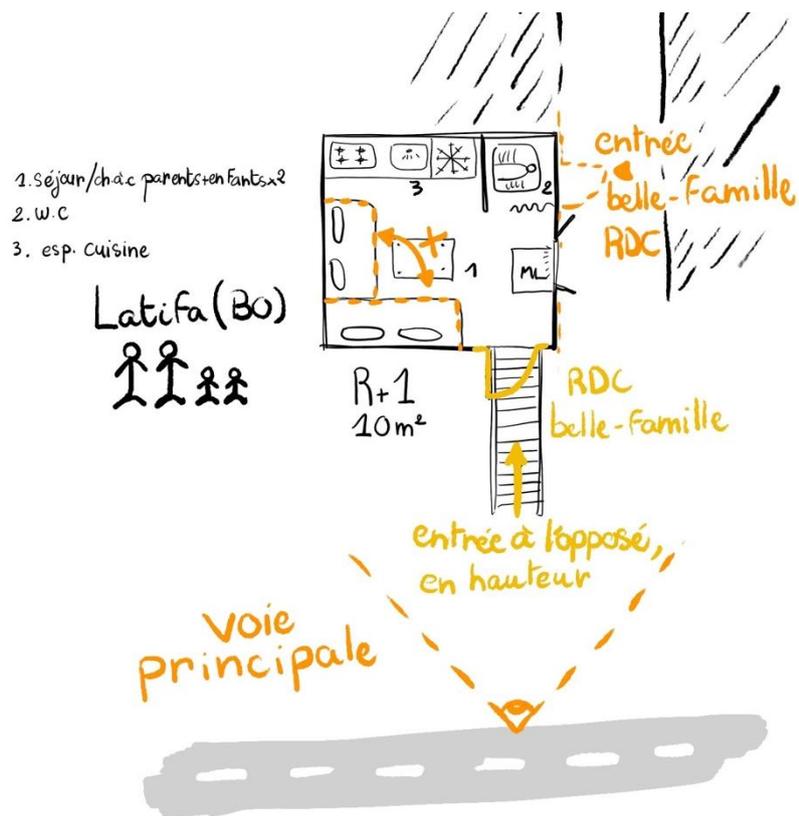


Figure 33 Relevé habité & schéma d'intimité (Latifa, El Borj). Intimité familiale préservée du voisinage, mais exposée à la voie publique. / Intimité individuelle compromise dans l'espace domestique de la baraque. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 45 Vue depuis la porte d'entrée. Chez Latifa, El Borj. 2018 © Myriame Ali-oualla

avenues très animées ; l'une reliant le quartier *Sidi Moussa* aux remparts de la Médina, l'autre, prolongeant la route nationale qui se poursuit le long de la corniche aménagée. La position en hauteur de la baraque permet à Latifa de se protéger des regards intrusifs des passants et des conducteurs curieux (*Image 45*). Les strates verticales successives de palmiers, de linge et d'arbres participent à filtrer les regards et à réduire relativement l'exposition de la porte d'entrée.

À l'intérieur de la baraque, il est facile de lire la répartition des pratiques dans l'espace. Deux matelas de canapé disposés en "L" dessinent un des coins. En face, un plan de travail marque l'espace cuisine, délimité au bout par un WC dissimulé derrière un rideau de douche. Pour former le dernier angle, une machine à laver est disposée directement en-dessous de l'unique fenêtre du "bit" (la pièce) dont les volets en bois s'ouvrent à la lumière et à la brise de cette fin d'après-midi. Sans beaucoup interroger Latifa sur les modalités d'usage de l'espace intérieur, je comprends que la zone délimitée par les deux canapés et le tapis est à la fois l'espace jour (repos, repas, devoirs des deux enfants) et l'espace nuit pour l'ensemble des membres de la famille (*Figure 34*). Comme la surface de la baraque ne le permet pas, il n'y a aucune délimitation entre l'espace des parents et l'espace des enfants, compromettant ainsi leurs intimités respectives :

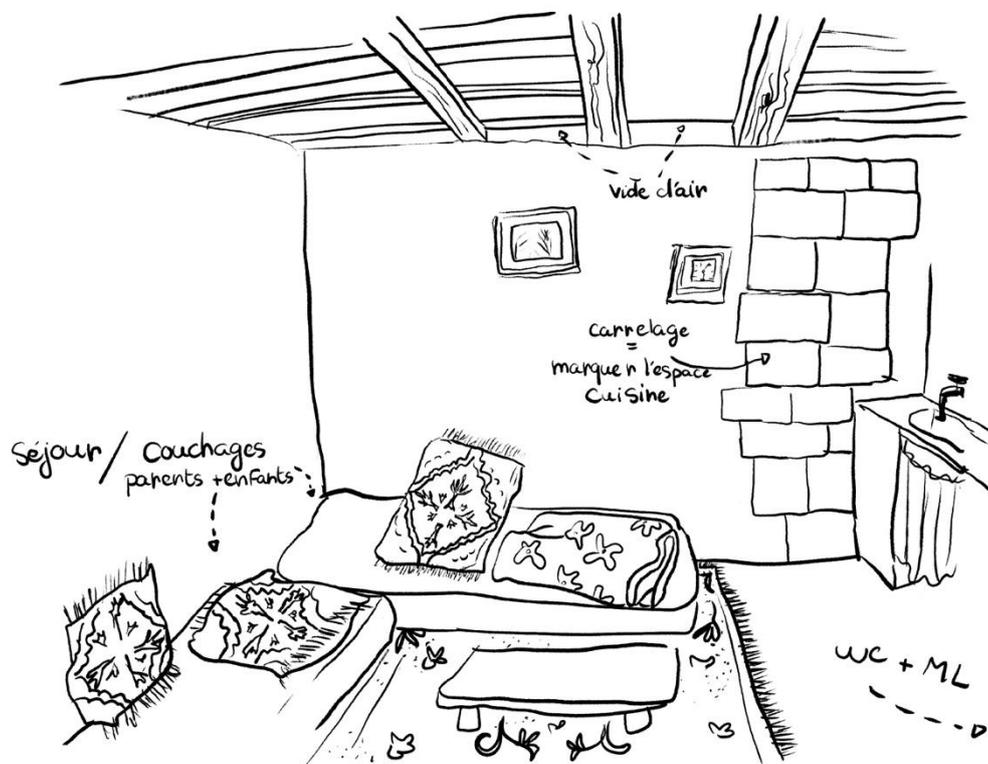


Figure 34 Croquis de l'intérieur de la baraque de Latifa. Vue depuis le mur latéral de la fenêtre. 2018 © Myriame Alioualla

« M : ça se passe comment de partager le même espace avec les enfants ?  
 L : C'est compliqué bien sûr, mais tant qu'ils sont encore petits, ça va. Je sais qu'avec les années, mon fils et ma fille vont chacun avoir besoin de leur propre chambre et j'espère que d'ici là notre situation sera meilleure. [...] Vu que mes parents n'habitent pas très loin, pendant les vacances ou parfois en fin de semaine, ils passent quelques jours avec leurs grands-parents et leurs cousins... Ça leur permet de jouer dans un espace plus large, et nous permet aussi de gagner de l'espace pour nous dans ce "bât" (chambre, baraque). » (Latifa, *El Borj*, 2018)

L'intimité du couple est un enjeu crucial dans l'habitat dense et précaire, mais ne lui est pas exclusif. Dans les maisons traditionnelles et l'habitat rural où cohabitent les membres d'une même famille élargie, il n'est pas rare que chaque famille nucléaire occupe une seule pièce, considérée comme espace-nuit pour l'ensemble du ménage, et que toutes partagent les mêmes espaces de réception, salon et *mrah*.

Au bidonville, plusieurs familles ont recours à des transformations radicales de leur cadre de vie bâti pour garantir un minimum de distanciation entre la sphère des parents et celle des enfants, lorsque les moyens et les conditions administratives le permettent. C'est le cas de Fatima<sup>140</sup> qui habite dans une poche de bidonville à 300 mètres d'*El Borj*, aux bords de *Saniya Bouchnikha*. Après avoir occupé pendant 18 années une pièce unique avec son mari (*Figure 35*), et par la suite avec ses trois filles et son fils adoptif, elle a enfin réussi à se créer un espace supplémentaire à l'étage (R+2) pour décloisonner leurs pratiques tout en recouvrant des lieux et des *temps* d'intimité :

« J'ai rajouté au-dessus une petite pièce, de la même taille que celle-là. On était vraiment trop à l'étroit, avec les filles qui grandissent. Deux sont déjà adolescentes ! [...] Ce sont les filles qui occupent cette pièce (le salon/chambre à coucher). [...] Nous (elle et son mari) on vient de monter dans la pièce d'en haut, on vient à peine de commencer à en profiter cette semaine ! (rires) Il y a encore une semaine on était tous là. Moi, les trois filles et leur père... et en plus j'élève un petit garçon de 8 ans. Il est avec moi aussi... » (Fatima, *Saniya Bouchnikha*, 2018)

---

<sup>140</sup> Que ce soit chez Fatima, Latifa ou quelques autres enquêtées, j'ai choisi de substituer l'outil du croquis à celui de la photographie pour travailler sur les espaces domestiques. Certains contextes spatiaux donnaient trop à voir la précarité des familles. La photographie devenait alors un outil intrusif aux yeux des enquêtées, donnant à voir avec une exactitude parfois embarrassante des conditions de vie qui ne mettaient pas les habitant.e.s à l'honneur et compromettaient leur dignité. Le croquis représente un outil plus ludique à travers lequel j'atténue l'effet d'intrusion tout en relevant les détails qui composent la matérialité de chaque espace le plus exhaustivement possible. Il me permet également de le nourrir avec le sens que les enquêtées donnent au lieu et aux objets qui l'organisent.



Figure 35 Croquis intérieur. Cette pièce a accueilli pendant 18 ans toute la vie domestique de la famille de Fatima. Aujourd'hui, elle représente un espace commun en journée, et la nuit, la pièce se transforme en chambre à coucher pour les trois filles. Elles reconquerraient chaque soir un "moment" d'intimité. 2018 © Myriame Ali-oualla

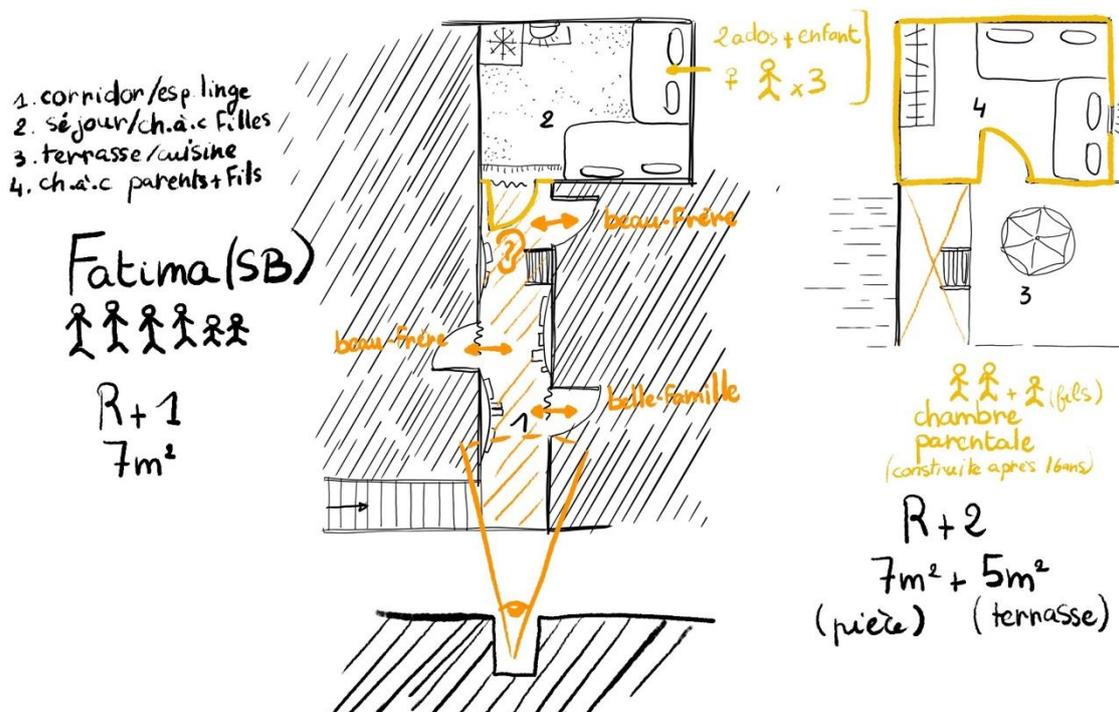


Figure 36 Relevé habité & schéma d'intimité (Fatima, Saniya Bouchnikha). Intimité familiale mise à l'épreuve par la configuration spatiale de l'unité de voisinage et l'exposition directe à l'immeuble d'en face / Intimité individuelle améliorée par l'extension spatiale de l'espace domestique à l'étage. 2018 © Myriame Ali-oualla

Si Fatima occupe aujourd’hui un espace plus adapté aux besoins d’intimité de ses filles – jeunes adolescentes – et de son couple, l’enjeu de l’intimité inter-voisins persiste. Pour accéder à son logement, Fatima doit traverser un long corridor qui sert également d’unique voie de desserte des baraques avoisinantes (Figure 36). Le fait que ces dernières soient occupées exclusivement par des membres de sa belle-famille n’empêche pas l’omniprésence d’effets de contrôle social. Circulation, conversations et tout autre manifestation de présence et d’usage de l’espace sont proie à la vue et à l’ouïe du voisinage immédiat, surtout lorsque fermer la porte n’est pas toujours une option. Dans le séjour qui fait également office de chambre à coucher pour les filles, il n’y a pas d’autres sources de lumière et d’air que la porte d’entrée. Un rideau transparent (Figure 37) voile l’ouverture, l’air circule et la lumière transparait sans totalement donner à voir la vie qui s’anime à l’intérieur de la pièce. La transparence, “voir” sans être vu, participe de « l’effet de panoptique collectif » à travers lequel le groupe, par contrainte de promiscuité spatiale, exerce sa surveillance.

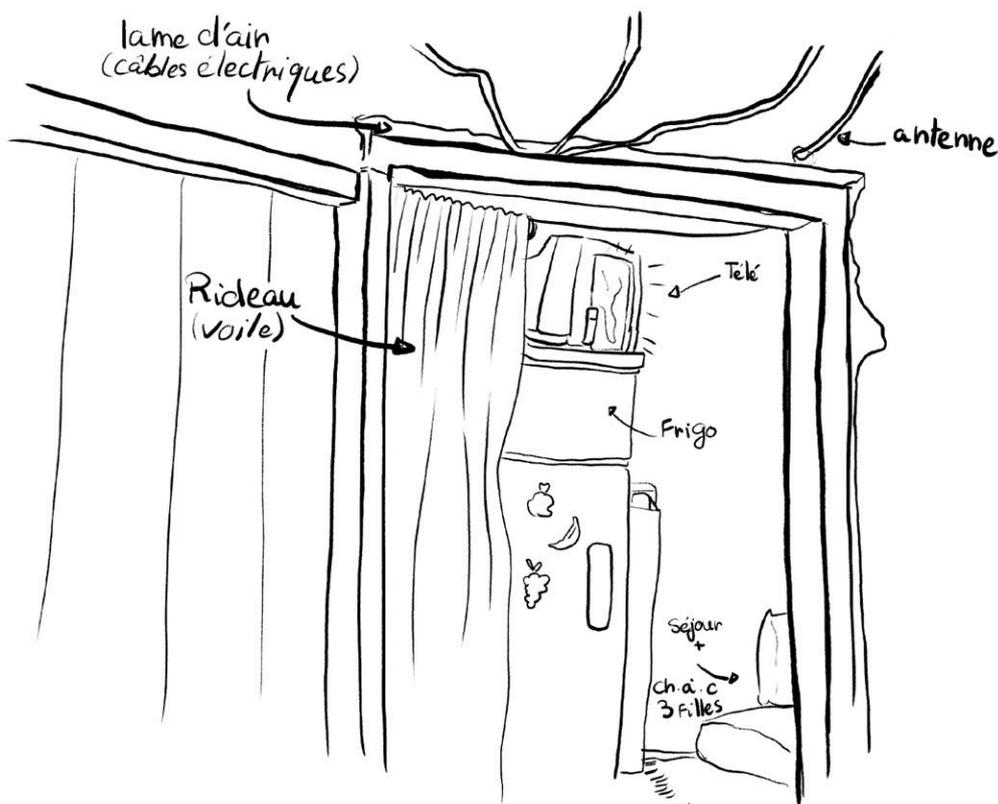


Figure 37 Croquis du seuil. Fatima utilise un voile léger pour gérer l’intimité de l’espace domestique. 2018 © Myriame Ali-oualla

Cet état de surveillance est vécu comme un compromis nécessaire à la garantie de la sécurité au sein du voisinage. On garde un œil sur les enfants des autres qui courent et jouent dans le corridor, et on reste aux aguets de la moindre présence d’intrus, toutes personnes hors du pâtre de baraques délimitant l’impasse.

À D'har Laqraâ, Atiqa (Figure 38) a réussi à sécuriser progressivement un périmètre d'intimité, à la fois au sein de l'espace domestique et dans l'unité de voisinage. Au moment de l'entretien, cela faisait à peine cinq mois qu'elle n'habitait plus avec sa belle-famille :

« A la base, je n'étais pas comme ça (dans ces conditions). Je n'avais pas de porte individuelle pour moi. Je sortais depuis la porte de ma belle-mère (actuellement baraque voisine). On n'avait qu'une seule chambre. Les toilettes et la cuisine étaient partagées. J'avais peu d'espace. Dès que j'ai eu l'occasion, j'ai "ouvert une porte" sur ce côté de la rue (Figure 38)... Il n'y avait pas le mur. Mais quand j'ai eu les moyens, j'ai mis un mur mitoyen avec ma belle-mère pour être indépendante. » (Atiqa, D'har Laqraâ, 2018)

En "ouvrant sa porte", Atiqa assure son individualité et son indépendance. L'émancipation de la structure de la famille élargie se fait par l'espace et sa configuration nouvelle assoit un contrôle sur ce qu'elle souhaite montrer et ce qu'elle préfère garder à l'abri.

« Avant on dormait tous ici », me dit Atiqa en parlant de ce qui fait office aujourd'hui de salon et de chambre à coucher de ses deux enfants. « Mais là, j'ai mis notre lit à côté (en indiquant la chambre), et mes enfants sont là (le salon). La voisine d'à côté a dallé, du coup on a mis nos tôles au même niveau pour pouvoir couvrir la chambre et avoir plus de hauteur pour respirer ! ».

La chambre à coucher parentale faisait initialement partie de l'habitation de la belle-famille.

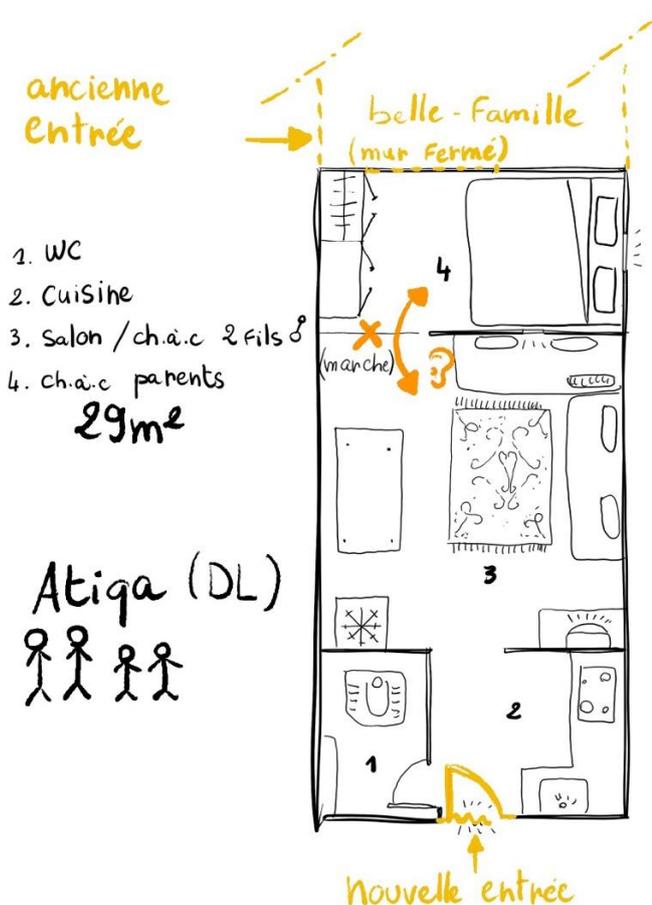


Figure 38 Relevé habité & schéma d'intimité (Atiqa, D'har Laqraâ). Intimité familiale préservée par l'émancipation de la famille élargie. Voile et porte d'entrée indépendante / Intimité individuelle domestique en cours d'amélioration. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 46 La chambre à coucher parentale, chez Atiqa. 2018 © Myriame Ali-onalla

En s'appropriant cette partie de la baraque familiale, Atiqa et son mari ont réussi à obtenir juste assez d'espace pour disposer un lit et une armoire de rangement (Image 46). Les dimensions réduites de la nouvelle pièce sont compensées par la présence de lumière naturelle en provenance de l'unique fenêtre de la baraque, située en hauteur pour un apport de lumière et d'air essentiel tout en évitant les vis-à-vis. La gestion optimale de l'intimité au sein du ménage reste un travail en cours. Les premiers travaux de restructuration ont permis à Atiqa de définir de nouvelles frontières spatiales (construction d'un mur de séparation ; porte indépendante ; voile en tissu occultant), synonymes de frontières sociales pour le contrôle des interactions extra-familiales, mais l'absence de séparation franche entre l'espace parental et l'espace commun, qui est aussi l'espace nuit des enfants, reste un défi pour l'expression des appropriations individuelles de chaque membre de la famille. Dans plusieurs familles, et en particulier dans les familles nombreuses, il est difficile de cultiver son individualité dans le foyer familial. Manque d'espace oblige, les pièces font l'objet d'appropriation collective (par l'usage et par le sens). Dès que possible, la mise en œuvre de distinctions spatiales intérieures se fait par genre, privilégiant une pièce pour le fils aîné qui va potentiellement débiter sa vie matrimoniale dans l'espace de vie familial. Cela a d'ailleurs été un grand défi pour Fatima, qui habite *D'har Laqraâ* avec son mari et ses cinq enfants :

« [...] Mes filles ont commencé à grandir et à devenir des jeunes femmes, et leur frère était embarrassé de partager la même pièce... Mais pendant des années je n'avais pas les moyens ni le droit de montrer un étage et ça devenait problématique avec les enfants. On était tous dans la même pièce [...] Qu'ils (les responsables et les autorités locales)<sup>141</sup> nous laissent 40m<sup>2</sup> libres et on peut construire au rez-de-chaussée et en étage. Comme ça, on gagne de l'espace. Moi-même ici en bas, je n'ai pas 40m<sup>2</sup>, mais tu as vu que depuis qu'on a construit l'étage, on se sent déjà mieux. Moi j'ai un fils qui veut se marier, comment j'aurais fait si on était resté ici (au rez-de-chaussée) ? On divise cette pièce ?! » (Fatima, *D'har Laqrâa*, 2018)

Si la séparation genrée aboutit à une inégalité dans l'espace d'appropriation et de "privatisation" impartie aux filles (*Figure 39*), la logique sociale et culturelle bidonvilloise (et plus largement traditionnelle) fait qu'à leur mariage, ce sont les filles qui quittent le foyer familial pour rejoindre leur futur mari, dans un espace de vie indépendant ou auprès de la belle-famille. Je retrouve le même schéma socio-spatial dans d'autres figures de cas des familles visitées.

Dans la gestion du rapport de l'espace de vie à l'espace commun et public du voisinage, la cour intérieure crée une zone tampon qui sert de filtre avec l'extérieur et dessert les habitations de Fatima et de Kenza. Ce dispositif de distanciation par l'espace semi-privé peut se matérialiser autrement dans d'autres cas de figure. En allant chez Rahma à *D'har Laqrâa*, on arrive dans une impasse sur laquelle débouchent quatre habitations (*Image 47*), après avoir cheminé à travers une progression de seuils d'intimité depuis l'entrée du bidonville : de la rue principale qui scinde le bidonville en deux à la ruelle, puis la venelle, puis l'impasse pour enfin franchir le seuil de la porte.

---

<sup>141</sup> Les travaux de restauration ne font pas l'objet d'autorisation, tant qu'ils restent dans la limite de la réparation, mais pour faire construire un habitat « formel » à part entière, il faut un permis de construire et un titre foncier, ce que les autorités refusent de délivrer sans preuves aux occupants informels.

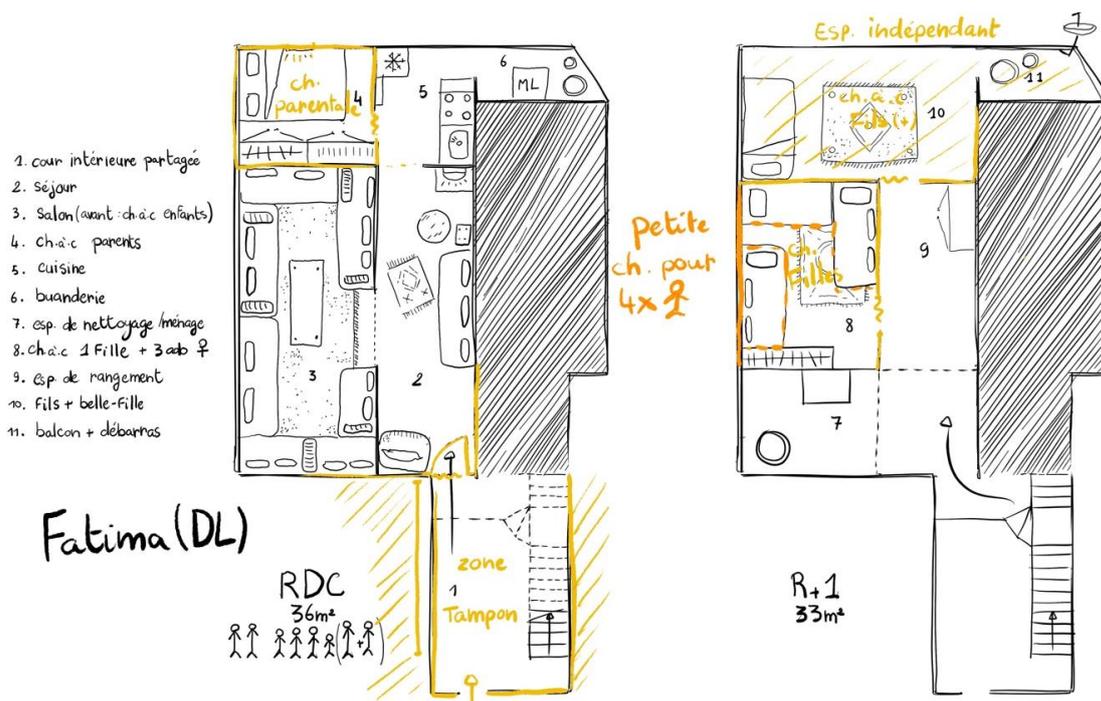


Figure 39 Relevé habité & schéma d'intimité (Fatima, D'har Laqraâ). Intimité familiale assurée par la présence d'une cour intérieure qui fait office de zone tampon avec le voisinage extérieur. Une porte d'entrée et un voile viennent renforcer le dispositif d'intimité, partageant la cour avec la famille de Kenza, sa belle-sœur. / Intimité individuelle domestique assurée depuis l'extension à l'étage. Chambre parentale indépendante et une pièce réservée au fils aîné et à la future belle-fille. Les quatre filles de la famille sont obligées de se partager une seule petite pièce, qui leur assure cependant une intimité relative par rapport à la configuration spatiale initiale. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 47 Une impasse "semi-privée" qui dessert quatre baraques, à D'har Laqraâ. Les habitants continuent tout de même à utiliser des rideaux et des voiles pour se protéger du regard sans s'enfermer. 2018 © Myriame Ali-oualla

A l'extérieur de la baraque, l'appropriation de l'espace d'entre-deux par certains usages domestiques renforce la préservation de l'intimité et la définition de micro-territorialités qui marquent des seuils "interdits" aux étrangers. Par exemple, le stationnement des deux roues devant la porte d'entrée signale automatiquement la présence d'une autorité sur l'espace domestique et son limitrophe. Et tout comme les voiles en tissu qui préservent l'intérieur des regards extérieurs, le "bal" de cordes à linge qui déborde sur les trottoirs et sur l'espace commun sert de barrière visuelle supplémentaire (Image 48 & Image 49). A part les habitants et leurs voisins attenants, tout passant étranger au cercle de connaissances ou de voisinage est perçu comme un intrus, devant de ce fait justifier sa présence, son arrêt ou la pratique spatiale d'un territoire devenu implicitement privé par la superposition de filtres d'intimité. Entre voisins, tous les dispositifs spatiaux ne seraient pas efficaces sans un accord tacite de "tiqar"<sup>142</sup>, respect d'une distance sociale qui « peut même apparaître comme la condition *sine qua non* du maintien d'une sociabilité de proximité (la *qaraba* évoquée par Eickelman (1980)) d'autant plus importante que la promiscuité physique est grande » (Navez-Bouchanine 2007).



Image 48 A Nouayel. Les habitants exposent une part de leur intimité en donnant à voir leur linge sur le seuil de la porte. En laissant déborder leur intimité, des limites tacites se créent et conditionnent le rapport à l'extérieur. 2018 © Myriame Ali-oualla



Image 49 A Nouayel. Le drap tendu au soleil cache astucieusement la porte pendant la journée. 2018 © Myriame Ali-oualla

En passant à l'appartement de relogement, la gestion de l'intimité change considérablement. D'un étalement horizontal, mitoyen et dense, à une superposition verticale des unités d'habitation sur plusieurs étages, les liens entre les *cobabitants* se transforment avec les configurations spatiales. Tamou, qui habite aujourd'hui à la *Cité Nour* de relogement (Figure 40), vivait avec huit membres de sa famille dans une seule pièce dotée d'une structure sommaire à l'étage avant de déménager du

<sup>142</sup> Le mot "tiqar" (تيقار) vient de l'arabe "ouaqar" وقر qui signifie la révérence. Dans le monde arabe et maghrébin, cela représente une valeur essentielle de respect des intimités et de la vie personnelle de l'entourage.

bidonville *Nouayel*. Au moment de notre rencontre, ils n'étaient plus que quatre à habiter l'appartement. « Ici j'ai deux chambres, une cuisine, un hammam (ici, toilette) et un salon. J'ai encore ma fille et mon fils qui habitent avec moi. Il y a aussi ma mère qui est une femme très âgée », m'explique Tamou en me faisant visiter son appartement. Sa fille et elle partagent la première chambre à coucher au fond de l'appartement et son fils occupe la seconde. Quant à sa mère, elle s'approprie l'espace commun de la famille qui se transforme de salon (usage diurne) en chambre à coucher (usage nocturne) selon le moment de la journée. « Mon fils dormait avant dans la même pièce que ma mère, dans le salon... Lui sur un canapé et elle sur un autre. Mais depuis que son grand frère (et sa famille) est sorti de la maison à cause des problèmes qu'on a eu, c'est lui qui dort là-bas maintenant. »

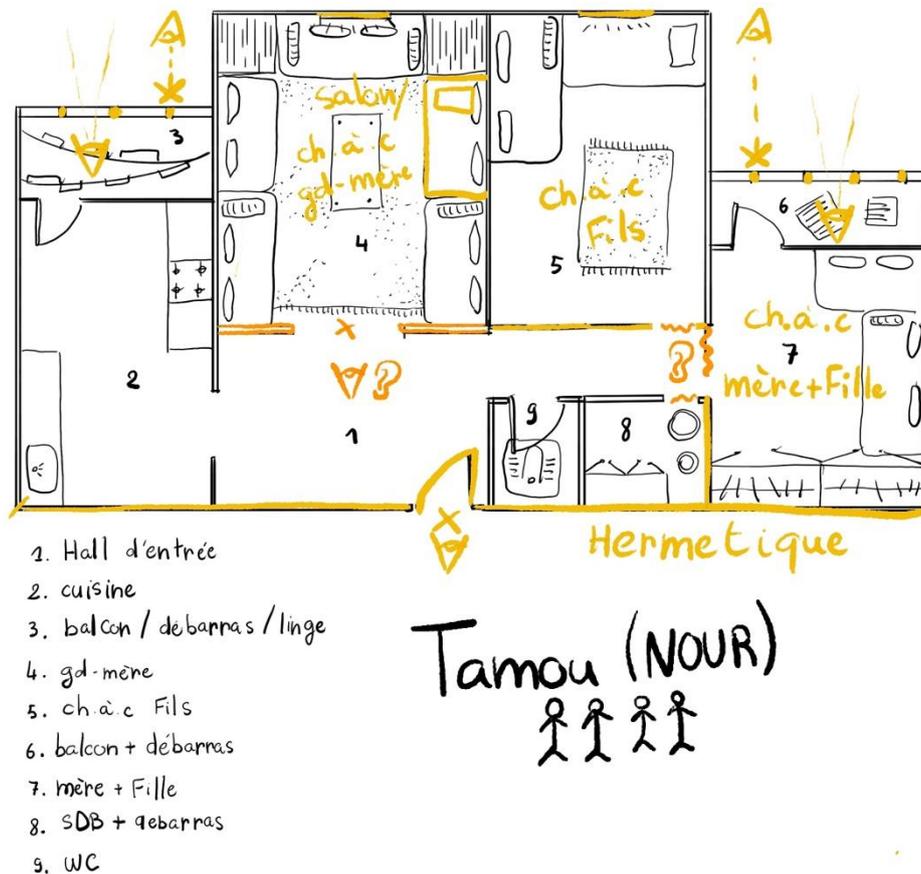


Figure 40 Relevé habité & schéma d'intimité. Intimité familiale assurée par la possible fermeture intégrale de l'espace de vie sur l'extérieur. / Intimité individuelle domestique nettement mieux assurée par la distinction des espaces réservés à chaque membre de la famille. L'absence de portes est remplacée par l'usage des rideaux qui occultent la vue mais pas l'ouïe. La mère de Tamou est celle qui bénéficie le moins d'intimité, étant obligée d'utiliser un espace commun (salon) comme espace nuit. 2018 © Myriame Ali-oualla

L'appartement, contrairement à la baraque du bidonville, offre dès le départ une plus grande herméticité entre l'intérieur – clos derrière des murs orthogonaux immuables – et l'extérieur, que ce soit le palier, la cage d'escalier ou encore le cœur d'îlot qui se donne à voir depuis les fenêtres, devenues plus nombreuses et plus larges. Dans la *Cité Nour*, les claires-voies en maçonnerie qui obstruent l'ouverture totale des balcons sur le dehors, les persiennes et les rideaux devant les fenêtres, permettent de voir sans être vu, d'« épier les individus pénétrant le champ de vision et (à) de maîtriser ainsi l'environnement par le seul effet du regard » (Maalouf 2003). L'ouverture visuelle produit paradoxalement un renfermement des habitants sur la sphère domestique. « *On ne se voit plus trop, chacun s'enferme derrière sa porte... Chacun préserve son "tiqar"* », explique Tamou en parlant de son rapport aux voisins. De plus, un bon nombre d'entre eux interviennent sur le bâti pour mieux contrôler le dévoilement parfois indésirable vers l'extérieur. Au rez-de-chaussée de l'immeuble comme à l'étage, des habitants ont choisi d'obstruer davantage l'ouverture sur la rue ou le cœur d'îlot en ayant recours à des travaux de maçonnerie ou à des systèmes plus mobiles (*Image 50*).



*Image 50* Vue depuis la rue sur la Cité Nour de relogement. Les habitants font usage de différents dispositifs pour gérer ce qu'ils donnent à voir aux passants ou aux voisins. À gauche de l'image, du contreplaqué léger peint en blanc cache la moitié de l'ouverture. À droite, des briques comblent le vide entre les brise-soleils en maçonnerie. 2018 © Myriame Ali-oualla

L'appartement de Tamou se trouve au premier étage. Elle partage son palier avec Fatima, une des femmes que j'ai rencontrées pendant mon enquête. La porte d'entrée, doublée d'une porte

métallique ajourée pour plus de protection, n'est ouverte qu'à l'occasion des circulations entrante et sortante des membres de la famille. A l'intérieur des appartements, les cloisons définissent des espaces aux fonctions classiques : salon, cuisine, chambre à coucher et salle de bain.

*« Lorsque nous avons été déplacés, mon fils aîné, sa femme et ses deux enfants habitaient encore à la maison. Ça ne changeait pas beaucoup de la baraque ! Nous étions entassés et ça créaient des problèmes pour partager les chambres. [...] À la base on espérait bénéficier de deux appartements, parce que mon fils avait sa propre famille, mais vu qu'on habitait une seule baraque, ils estimaient que si on vide une place, on avait le droit à un seul appartement. [...] Là à quatre c'est plus simple. » (Tamou, Cité Nour, 2018)*

Vu le bas prix des appartements destinés au relogement des habitants dans la *Cité Nour*, la plupart sont livrés sans l'ensemble des finitions, ce qui explique l'absence de certaines portes intérieures. La *Cité Nour* de relogement est loin d'être une exception. Dans la *Cité Saïd Hajji* où j'ai rencontré Rachida, une ancienne habitante du bidonville *Sebb El Caïd* dans le quartier *Tabriquet* de Salé, les appartements sont livrés avec encore moins de finitions.

*« Ils n'ont fait aucune "réparation" », dit-elle en signifiant l'état brut dans lequel elle avait reçu l'appartement. « Le WC n'avait pas de porte, la chambre non plus, la seule chose qui changeait c'était le plafond. La cuisine n'avait pas de porte mais même ça ce n'est pas grave... pour les toilettes par contre c'est compliqué. Les premiers mois on a dû se débrouiller autrement, avec une "khamiya" (rideau) » (Rachida, Cité Saïd Hajji, 2018). Comme au bidonville, et par manque de moyens, certains habitants substituent les rideaux aux battants en bois d'usage dans l'habitat conventionnel (Image 51).*

La configuration de l'appartement de relogement rappelle presque à l'identique le modèle du logement social européen popularisé dès les années 1960. Ce mimétisme est considéré par certains penseurs et chercheurs (Fathy 1999; Naciri 1985; Stambouli 1995) comme une crise sémiotique qui a « marqué l'espace



*Image 51 Cité Nour. Vue sur le couloir qui dessert deux chambres à coucher et la salle de bain transformée en débarras. 2014 © Myriame Alioualla*

maghrébin et qui a touché un grand nombre de formes bâties depuis les édifices publics et l'habitat, jusqu'à l'hôtellerie ou les questions de rénovation et de sauvegarde » (Stambouli 1995, 216-17). Ainsi, la transition de l'habiter du bidonville à celui de la cité de relogement impose une mutation des proximités physiques par l'évolution du cadre bâti et des dispositifs matériels mobilisés pour la gestion des intimités, et induit une transformation des rapports au monde social extérieur à la sphère familiale. Des "réflexes" spatiaux et le recours à certains modes d'aménagement persistent lors de la transition de l'*informel* au *formel*. Le bricolage fait partie intégrante de la maîtrise de l'intimité, même dans un cadre spatial et architectural "contraint".



Image 52 Devant le bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla

Je marche autour du bidonville *Nouayel* afin d'en cerner les contours et de m'imprégner de l'esprit des lieux. Je constate vite qu'aucune baraque ne ressemble à l'autre. Certaines ont un air robuste, d'autres sont dans un état de délabrement avancé. Certaines se limitent à un petit rez-de-chaussée, d'autres s'élèvent sur un étage supplémentaire, tantôt branlant et menaçant de s'effondrer, tantôt maquillé derrière un joli pastel donnant l'illusion d'avoir toujours existé. Certaines sont couvertes d'une combinaison de tôles et de bâches, immobilisées par tout ce qui pourrait les maintenir en place, d'autres d'une dalle en béton, stable et robuste. Tout le monde a peur de la « *qatra* » – la « goutte » – dans le bidonville, cette ennemie des hivers déchaînés et des printemps timides. A *D'har Laqraâ*, Fatima a longtemps redouté les pluies hivernales et les infiltrations interminables jusqu'au jour où elle a pu « *poser une dalle* ».

Devant moi, deux baraques distinctes semblent avoir été surélevées d'un étage au même moment. Un patchwork de briques en terre cuite et d'agglomérés enveloppe tout le R+1 des deux unités, chacune avec hauteur sous plafond différente. De petites ouvertures ajoutent ponctuellement la façade. Des amas de mortier font le pourtour de certaines ouvertures et, plus loin, l'espace d'une brique sert d'apport de lumière et d'air supplémentaire. Malgré l'unicité de chaque unité, des convergences spatiales et architecturales se lisent dans les lignes bâties du quartier. Une esthétique collective transparait...

### L'appropriation "collective" et l'art de la présence

Dans un tissu urbain aussi changeant que le bidonville, il est difficile d'en imaginer une historicité. Le bidonville semble à chaque moment, à ceux qui n'y sont pas familiers, comme inachevé. Comme si son apparition ne datait que de peu de temps et que sa disparition ne tarderait pas non plus. Il est cependant clair, à travers les récits des femmes rencontrées ainsi que la convergence de fragments de leurs histoires, qu'il existe dans le bidonville une mémoire collective qui se lit – au-delà des propos des enquêtées – dans la matérialité-même du *quartier* et sa structuration.

Avant que le bidonville urbain ne soit le support de l'histoire collective des habitants, il répond d'abord au besoin primaire de protection contre les aléas du monde extérieur, en se créant soi-même son abri en dehors du cadre réglementé de l'habitat urbain. C'est ce que l'architecte et sociologue Yona Friedman a défini comme une « architecture de survie », concept auquel il réserve dès 1978 un ouvrage éponyme. Selon lui, il s'agit d'une « discipline qui cherche à produire des écosystèmes artificiels ou bien, tout au moins, à améliorer et rendre habitable des écosystèmes existants » (Y. Friedman 1978, 108), ce qui suppose une grande force d'appropriation. Elle est « la recherche d'une architecture et d'un "plan" de vie qui essaie de réduire la dépendance des uns à l'égard des autres, comportement qui a été mis en pratique par les gens pauvres bien avant qu'on ait jamais analysé cette attitude » (Y. Friedman 1978, 124). Sur le terrain, d'après ce qui ressort des modalités d'arrivée des migrants ruraux dans le bidonville, ce n'est pas tant par "choix" d'émancipation de la production conventionnelle de l'habitat que par "obligation" que l'habitant s'installe dans une structure socio-spatiale indépendante du système urbain dominant. Il y a dans ces *quartiers* un affranchissement partiel de l'organisation et des codes spatio-architecturaux de l'environnement urbain où ils sont implantés, ce qui permet à leurs occupants de modeler presque "infiniment" leur cadre bâti dans les limites imposées par les autorités locales (interdit de s'étaler horizontalement, extension contrôlées). A l'observation des bidonvilles du quartier *Sidi Moussa*, pourtant longuement cristallisés dans leurs territoires respectifs, une esthétique du « travail en cours » et du « jamais fini » se révèle au regard attentif. Derrière ces tissus urbains hétéroclites, des logiques architecturale et spatiale ressortent de l'apparent désordre.

A *D'har Laqraâ*, Hanane me montre les derniers travaux d'extension qu'elle a effectués pour gagner une chambre supplémentaire pour son fils aîné de dix-huit ans et m'explique les circonstances de l'opération :

*« Quand j'ai vu que les gens "réparaient" et "amélioraient" (leurs baraques), moi j'ai juste mis de la Dimatit (de la tôle et du béton) je lui ai fait une toute petite chambre loin de ses*

*sœurs. [...] Mais le fait d'investir dans les baraques, ça ne nous plaît pas forcément. Le jour où on nous déplacera, ça ne servira à rien... On se dit au moins on a "réparé" pour habiter, on aura vécu, et si c'est écrit qu'on ait quelque chose tant mieux, si ce n'est pas le cas, on espère le meilleur pour nos enfants. Le plus important c'est de "nettoyer" là où tu vis, tu ne peux pas juste te "nicher", avec le froid, la pluie et la "qatra". Même quand un chat passe sur le toit et fait bouger quelque chose, on reçoit toute l'eau. » (Hanane, D'har Laqrâa, 2018)*

Les opérations de restauration ou de "réparation" telle que l'exprime Hanane, sont mieux tolérées lorsque les habitants s'active en groupe. Les interventions initiées s'organisent généralement sous forme de campagne stratégiquement programmées. Les saisons électorales sont particulièrement propices à ce genre d'actions habitantes. Les familles profitent du laisser-aller des autorités locales – à l'affût de la moindre voix – pour opérer. Les « *m'qaddem* » mobilisés pour le contrôle des opérations de construction ont plus de mal à contenir les mobilisations collectives que les actions individuelles, beaucoup plus policées. En période de tension sociale, de montée des prix ou de transition politique, les outils traditionnels de répression et d'autorité ne sont pas sans conséquences. Tant que la ville n'a pas d'alternative viable à proposer aux habitants du bidonville, le laisser-faire est l'unique recours pour éviter de provoquer une quelconque étincelle.

Les travaux entrepris par les habitants se limitent à la restauration rudimentaire. Installer une porte métallique plus résistante ou repasser des coups de peinture fréquemment pour éviter l'aspect de délabrement et faire face à l'humidité de l'océan qui grignote petit à petit des morceaux de façades. Dans des cas plus extrêmes, les espaces deviennent *inhabitables* avec le temps (évolution de la condition familiale, détérioration, dégâts des eaux, etc.) :

*« Avant il y avait la tôle, on l'a changé pour une autre en ciment. Mais c'est la même configuration, c'est juste qu'on a un peu élevé la hauteur sous plafond et on a réparé le toit... On a mis un peu de carrelage dans le hall d'entrée pour "nettoyer" un peu. Quand tu reçois des gens, tu as envie que ton espace soit présentable. [...] Ça fait à peine trois mois que j'ai rajouté la chambre en haut, avec une petite cuisine pour les gros "chantières" (rires), et une terrasse. À part ceux qui "réparent", et qui rajoutent des étages, il n'y a plus de place pour s'étaler. C'est surtout pour leurs enfants... La location est très difficile. Mais Dieu merci. On aimerait bien aussi "nettoyer" pour nos enfants et qu'on aille ailleurs. On se dit que nous on a vécu, mais on veut le meilleur pour nos enfants. » (Hanane, D'har Laqrâa, 2018)*

L'intérieur de l'extension, composé de lieux privés loin du regard des visiteurs, est laissé dans un état brut, répondant uniquement à l'essentiel des pratiques et des besoins de la famille. L'aspect de l'"inachevé" et de l'"en-cours" se lit sur les murs intérieurs et les sols (Image 53 & Image 54).



Image 53 Chambre à coucher du fils aménagée avec deux matelas, un tabouret en plastique et une petite table, ainsi qu'un meuble de rangement surmontée d'une télé 13 pouces hors champ. Les murs sont bruts, enduits uniquement de mortier en ciment pour lisser les irrégularités des briques. 2018 © Myriame Ali-oualla

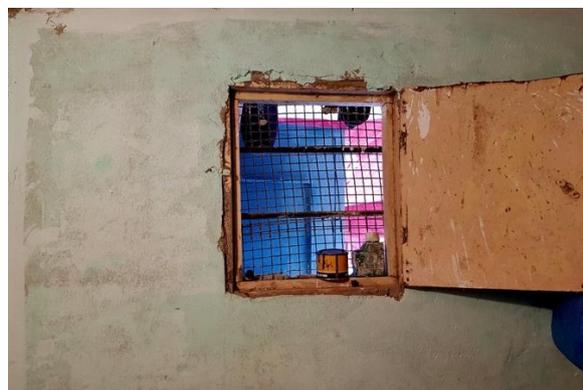


Image 54 Une fenêtre a été rajoutée a posteriori dans la cuisine du haut. Elle s'ouvre sur la petite terrasse pour une meilleure circulation de l'air. 2018 © Myriame Ali-oualla

Pour certains habitants, l'amélioration au strict nécessaire sans l'ambition de mener des travaux de finition est dû au lourd investissement que cela implique, tout en étant conscient du devenir du bidonville. Pour Fatima qui habite *Nouayel*, les promesses successives de recasement *in situ* depuis de nombreuses années la pousse à reporter tout engagement financier supplémentaire qui pourrait servir, selon elle, à la prise en charge des travaux de construction de leur future maison :

*« Depuis qu'on s'est installé, on n'a pas changé grand-chose, à part la cuisine, le mrah que j'ai amélioré un peu en changeant les niveaux, et tu peux voir une partie du mur qu'on a surélevé, on n'a jamais fait les finitions. On a voulu faire des travaux à plusieurs reprises mais on se dit "Cette année on va nous laisser construire, cette année ils vont restructurer le quartier", ce qu'on attend toujours. Ce qu'on fait c'est vraiment le minimum pour améliorer notre vie quotidienne, le reste c'est comme verser de l'eau dans le sable. » (Fatima, Nouayel, 2018)*

De plus, l'emboîtement des toitures de certaines baraques limite la nature de certains travaux, la marge de manœuvre dépendant des contraintes spatiales et architecturales imposées par les autres. « Nos voisins de derrière ont posé leurs tôles sur notre toit », m'apprend Fatima, « donc leur structure dépend de nous. On ne peut rien leur dire parce qu'on a acheté la maison telle qu'elle a toujours été, on ne peut pas leur

*demander de tout changer. On ne fait que les travaux qui ne touchent pas aux autres... »,* continue-t-elle. Une collaboration entre voisins s'impose à ce moment-là. C'est ainsi que Atiqa a décidé de profiter de la campagne collective de travaux à D'har Laqraâ. « *Tous les habitants du quartier faisaient des travaux, j'ai fait comme eux* », explique-t-elle. « *Il y a ceux qui ont dallé, d'autres qui ont repeint, selon les moyens parce que certains travaux sont chers... Certains voisins se concertent et négocient entre eux pendant les travaux pour ne pas avoir de problèmes par la suite. [...] On n'a pas d'autorisation, c'était "âachoua'ie" (aléatoire, informel). On a forcé les choses, on va dire... Parce qu'ils ne nous donnent jamais l'autorisation dans tous les cas. Mais il y a toujours le "m'qaddem" (auxiliaire d'autorité) qui assiste aux travaux et pose des limites* ». Si les actions individuelles entreprises sur le cadre bâti des habitants ne se conforment à aucune des règles imposées par la ville, leur synchronisation crée automatiquement une forme de mobilisation collective par le *faire*, sans avoir recours à une représentation institutionnelle du groupe :

*« Nous n'avons pas de porte-parole à D'har Laqraâ ou d'association... mais pendant les élections ils viennent toujours nous dire qu'ils vont nous représenter et représenter notre cause, mais personne ne le fait jamais. » (Atiqa, D'har Laqraâ, 2018)*

Encore une fois, tous les travaux menés dans le bidonville sont de l'ordre de la nécessité. Ce qui aide à faire tenir les habitants et leur permet de résister à la précarité de leur lieu de vie c'est bien la possibilité d'une viabilisation progressive de l'espace et de son infrastructure, grâce à la "mobilisation collective" des campagnes de restauration. En partant du fonctionnalisme comme logique d'intervention, la matérialité du bâti devient ainsi le témoin de l'évolution des foyers et de la dynamique collective de la communauté. L'esthétique du « travail en cours » (*Image 55 & Image 56*) n'est que le reflet de ce qu'est l'habiter en bidonville : instable, fluctuant avec les conditions et les moyens de ses habitants, ne se soumettant que peu aux normes de la ville. « Le bidonville comme espace du bricolage architectural est sa propre cosmogonie, en évolution constante » (Hadjimarkos-Clarke 2013).



*Image 55 Vue depuis les toits de D'har Laqraâ. Un paysage de briques rouges et grises trace une ligne irrégulière dans le paysage du bidonville. A quelques exceptions, seuls les rez-de-chaussée bénéficient d'une finition et d'un entretien continus, car c'est ce qui se donne à voir le plus au quotidien. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 56 Vue depuis la voie sur les baraques faisant le périmètre du bidonville Nouayel. Sur les rez-de-chaussée en dur, stables et soignés, des structures plus légères poussent des toitures pour remplir une fonction supplémentaire : héberger un fils et son propre ménage, séparer l'espace parental de l'espace des familles, etc. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 57 Dans la Cité Saïd Hajji de relogement, les transformations de l'enveloppe initiées par chaque foyer perturbent l'ordonnement initial par un rythme saccadé. Sur l'image, chaque appartement a transformé la loggia voilée derrière le brise-soleil en maçonnerie à sa guise : les uns ont préféré installer une fenêtre avec grillage, réduisant ainsi la taille de l'ouverture telle qu'elle a été conçue. Les autres se sont limités au rembourrage partiel des vides par des briques ou de la maçonnerie, en laissant un petit espace pour une nouvelle fenêtre. Le fait que l'intégralité des loggias aient été remodelées signifie l'inadéquation d'un tel espace avec les pratiques des usagers. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Le bricolage architectural se poursuit dans les cités de relogement et transparait de certaines brèches visibles de l'extérieur. Comme au bidonville, les habitants se sentent relativement libres d'intervenir sur leur cadre bâti dans la limite du respect des frontières entre voisins et des contraintes spatio-architecturales dont il est souvent difficile de s'affranchir. Les moyens modestes des habitants relogés conditionnent la qualité de mise en œuvre des travaux de transformation, avec comme résultat fréquent une esthétique incohérente avec le modèle d'appartement qui leur est proposé. Le contrôle de l'intimité, le réaménagement des pièces aux besoins de la famille, la transformation des balcons et des loggias en espaces intérieurs supplémentaires se traduisent automatiquement sur l'enveloppe extérieure et les façades défiant ainsi les normes en vigueur (*Image 57*). Ce qui encourage davantage ce type de transformation c'est qu'à la base, les appartements sont livrés dans un état brut, sans la moindre finition, y compris les menuiseries intérieures.

Dans le bidonville, au-delà des mobilisations habitantes qui ancrent une identité spatiale collective, basée sur l'initiative et l'action, les interventions des autorités de la ville participent à rythmer l'histoire de la communauté. Dans son travail sur les solidarités spontanées des quartiers d'habitat non réglementaire au Maroc, le géographe Aziz Iraki (2006) constate qu'une part de la mémoire collective se construit à partir de l'action collective et des « revendications d'urbanité » qui marquent des paliers dans l'histoire commune. Il cite ainsi le travail de Jean-Pascal Amphoux (1995) sur la mémoire collective et l'urbanisation :

*« [...] la mémoire du groupe se reforme sur les opérations de changement et prend comme thème les opérations de changement. Elle est en quelque sorte rythmée par les opérations de changement qui, dans leurs différentes phases, servent de point de repère. Au lieu qu'on ait comme dans une société traditionnelle, des cadres sociaux de la mémoire qui se réfèrent aux cérémonies, au sens de Halbwachs, servant de point commun entre les individus, on a là, au contraire, le changement lui-même comme thème de la mémoire collective. » (Amphoux 1995, 154)*

Dans le bidonville *D'har Laqraâ*, aucune option de relogement ou de recasement n'a encore été proposée aux habitants. La ville a procédé alors à la restructuration progressive du quartier en mettant en place les infrastructures de base, phase par phase. « *D'abord, c'était l'assainissement...* » comme me l'explique Fatima. Pendant plusieurs années, les baraques n'étaient dotées que de fosses septiques sommaires qu'il restait aux habitants à entretenir et à vider. « *[...] avant, la condition était vraiment déplorable, on n'avait pas de canalisations et ça sentait partout dans la rue* », rajoute Atiqa. La dégradation des conditions d'hygiène et la difficulté d'une mobilisation collective pour des travaux d'une telle envergure a poussé les autorités locales à installer un système d'assainissement relié au réseau de la ville. Cette opération a marqué un premier pas vers l'urbanité du bidonville, et par extension, de ses habitants.

La deuxième phase de restructuration concernait l'adduction à l'eau potable. La fontaine qui a longtemps servi de point de ravitaillement et de centralité spatiale autour de laquelle pouvaient se retrouver les voisins à différents moments de la journée, ne sert plus aujourd'hui que de point de repère pour se situer et se donner rendez-vous<sup>143</sup>. Avec l'accès facilité à l'eau, les conditions hygiéniques se sont améliorées ce qui a permis aux habitants d'entretenir un cadre de vie plus sain.

---

<sup>143</sup> A notre première rencontre, Rahma nous a donné rendez-vous à côté de la borne de fontaine, se trouvant à l'extérieur de l'enceinte du bidonville. C'est devenu plus tard le repère de nos futures rencontres avec Khadija qui est devenue notre contact référent pour la suite des entretiens à *D'har Laqraâ* et à *Nonayel*.

Quant à l'électricité, les habitants se sont débrouillés très tôt pour se fournir en énergie en se raccordant aux poteaux d'éclairage public.

A *Nouayel*, la restructuration a commencé dès les années 1980, lorsque tout le bidonville a été déplacé de son premier terrain d'implantation. Avant cette date, les premières baraques de *Nouayel* se situaient aux abords des remparts de *Bab Châafa*, en face de l'actuel bidonville *El Borj*. Elles occupaient une bordure de quelques mètres seulement de profondeur, de la largeur d'un trottoir, donnant directement sur la voie de circulation. Les conditions d'implantation étaient d'une grande précarité sans aucun accès à la moindre infrastructure. N'ayant pas de solution de relogement à proposer à ce moment-là, les autorités locales ont décidé de déplacer l'intégralité des baraques sur un terrain vague morcelé en petites parcelles pour accueillir le bidonville – qui gardera le même nom – en le raccordant aux réseaux élémentaires. L'événement de déplacement a été un cap essentiel dans la mémoire collective des habitants, avec tout ce qu'il a entraîné comme changements infrastructurel, architectural, spatial et social.

Autant de changements qui traduisent une reconnaissance partielle des bidonvilles dans la fabrique de la ville et des paliers déterminants dans la mémoire collective des habitants. Ils affectent profondément leurs modes d'habiter, leurs pratiques et leurs représentations.

Les transformations matérielles et infrastructurelles du cadre de vie des habitants, qu'elles soient initiées par ces derniers ou par les autorités de la ville, ainsi que l'histoire collective rythmée par des opérations de "réparation", sont mobilisées comme moyens de résistance collective. Face à l'inadéquation des alternatives de relogement qui accompagnent les stratégies de résorption, la grande cristallisation des habitants dans leur bidonville leur donne l'ascendant lors des négociations. C'est ainsi que les habitants de *Nouayel*, dont la majorité a résisté aux opérations de relogement, ont réussi à négocier le recasement *in situ* pour 80% des foyers. La contestation des décisions par l'immobilité est ce que Mona Atia (2019) qualifie de « non-mouvement & l'art de la présence »<sup>144</sup>. Elle reprend l'expression de Asef Bayat (2017) qui lui l'utilise pour analyser la mobilisation sociopolitique et l'occupation spatiale pendant le Printemps Arabe :

« [A propos de l'art de la présence] *la capacité des sujets subalternes à affirmer malgré tout leur volonté collective, à contourner les contraintes, en utilisant ce qui est possible, et à*

---

<sup>144</sup> Citation originale : « non-movement & the art of presence. »

*découvrir de nouveaux espaces au sein desquels se faire entendre, voir, sentir et réaliser. »<sup>145</sup>*

(Bayat, 2017 in Atia, 2019)

Dans son article sur l'opposition des bidonvillois au programme VSB au Maroc, Atia analyse comment les habitants de Douar El Kora et de Zenata ont réussi à infléchir les stratégies "top-down" de traitement des relogements et à faire entendre leurs revendications grâce au "nonmovement" comme moyen de pression :

*« Les non-mouvements sont les « actions collectives d'acteurs non collectifs », ou « les pratiques conflictuelles partagées par un grand nombre de personnes fragmentées dont les revendications similaires mais déconnectées produisent un changement social important dans leur propre vie, et dans la société en général, même si ces pratiques sont rarement guidées par une idéologie, un leadership ou une organisation reconnaissable » (Bayat 2017) »<sup>146</sup> (Atia 2019)*

À Nouayel où l'opération de résorption est considérablement entamée, la restructuration progressive ainsi que l'ancrage social et matériel des habitants (améliorations graduelles et collectives du cadre de vie bâti) leur ont permis de décider de leur destin, ce qui a « conduit à la "socialisation de l'État" par le remplacement du programme de relogement parrainé par le gouvernement par un programme de recasement qu'ils préféraient »<sup>147</sup> (Atia 2019, 3). Un autre cap de l'histoire s'annonce, avec à l'horizon des transformations profondes dans la vie du quartier.

*« Ils viennent de renouveler les grands plans (assainissement, eau, électricité). On garde tout ce qu'il nous faut si on reste. Même s'ils rajoutent de nouvelles infrastructures, on gardera les alimentations, et le même schéma de distribution. Si on nous donne la permission de construire ici, on garde nos places. » (Fatima, Nouayel, 2018)*

---

<sup>145</sup> Citation originale : « (About the art of presence) the ability of the subaltern subjects to assert their collective will in spite of all odds, to circumvent the constraints, utilizing what is possible, and discover new spaces within which to make themselves heard, seen, felt and realized. »

<sup>146</sup> Citation originale : « Nonmovements are the « collective actions of noncollective actors », or « the shared contentious practices of a larger number of fragmented people whose similar but disconnected claims produce important social change in their own lives, and society at large, even though such practices are rarely guided by an ideology, recognizable leadership or organization » (Bayat 2017). »

<sup>147</sup> Citation originale : « led to the "socialization of the state" through the replacement of the government sponsored rehousing program with a resettlement scheme that they preferred. »

\*\*\*

Les appropriations spatiales en œuvre dans le bidonville sont le reflet singulier d'usages et de pratiques ordinaires de l'espace habité. Les entretiens et les observations *in situ* révèlent que la gestion de contraintes spatiales se fait par le recours des habitantes à des bricolages dans l'espace et dans le temps, pour un déroulement plus aisé de la vie quotidienne. La polyvalence spatiale est l'une des constantes de l'espace bidonvillois.

Devant l'exiguïté des baraques et leur incapacité fonctionnelle à répondre à tous les usages de la vie urbaine, les habitants invoquent des lieux aux spatialités évolutives. Le *mrah* est exemplaire par sa polyvalence, intégrant les routines domestiques et les interactions sociales intra et interfamiliales. Faisant référence initialement à une cour intérieure dans les formes d'habitat traditionnel, l'évolution du *mrah*, avec la transition d'un environnement socio-spatial à un autre, démontre le besoin de définir un lieu ouvert à de nombreuses formes d'appropriations. Il joue généralement le rôle de sas, pour un contrôle relatif de l'intimité familiale. En passant d'une baraque à une autre, le *mrah* prend des formes et des dimensions contrastées, mais permet dans tous les cas d'accomplir l'essentiel de ses fonctions : la polyvalence et la gestion de l'intimité.

L'espace commun du salon, considéré comme "*bît-eddiâf*" (espace des invités) dans certains foyers dans lesquelles on y réserve une attention particulière, n'échappe pas à la polyvalence des fonctions. Même si les dimensions des baraques ne permettent pas de réserver un espace consacré uniquement à l'accueil des invités, cela n'empêche pas les habitants de conserver cet usage sur des temps spécifiques. Ainsi, la pièce bascule entre les fonctions diurnes et nocturnes par la flexibilité des aménagements et du réaménagement du mobilier.

Si les habitantes insistent pour préserver certains espaces culturellement normalisés, même dans des situations de précarité, c'est bien parce que leurs usages ne sont au final pas si différents des pratiques socio-spatiales ordinaires des autres populations de la ville.

La disqualification symbolique et spatiale du bidonville, associée à un tissu urbain insalubre, pousse les habitantes à redoubler d'efforts quant au maintien d'un cadre spatial particulièrement entretenu. Le nettoyage incombe essentiellement aux femmes qui en font une mission quotidienne et leur offre un terrain de contrôle. Dans les propos des enquêtées, le vocabulaire du "nettoyage" ne s'arrête pas à l'acte qui y est communément rattaché. « *Le plus important c'est de "nettoyer" là où tu vis* », disait Hanane pour signifier réparer, restaurer, rendre vivable et praticable son espace habité. L'aspect de délabrement tend en effet à renforcer l'image d'impureté assimilée au bidonville lorsque

réellement, une fois à l'intérieur, on ne peut que constater l'effort mobilisé pour prouver le contraire.

L'attention est portée non seulement à l'intérieur de l'espace domestique, mais aussi aux espaces limitrophes, soignés dans le respect des règles de cohabitation. L'appropriation de l'espace d'entre-deux est presque une évidence dans les formes d'habitat dense et précaire. L'exiguïté spatiale et l'absence de certaines qualités essentielles à l'habitabilité, comme la fenêtre et la lumière naturelle, amènent les habitantes à investir et à délimiter des micro-territorialités, lisibles par les occupants et le voisinage, mais plus confuses pour les étrangers. A ce propos, une des premières études ethnographiques des bidonvilles, menée par Walter Benjamin and Asja Lacis en 1924 à Naples, dépeint le bidonville comme un lieu de grande ambiguïté (Dovey et King 2012), face au brouillage des frontières entre le public et le privé :

*« ... la maison est bien moins le refuge dans lequel les gens se retirent que le réservoir inépuisable d'où ils sortent en crue. La vie n'éclate pas seulement par les portes, pas seulement dans les cours avant... Sur les balcons, les ustensiles de ménage pendent comme des plantes en pot... Tout comme le salon apparaît dans la rue, avec les chaises, l'âtre et l'autel, ainsi - mais beaucoup plus bruyamment - la rue migre dans le salon... »<sup>148</sup> (Benjamin et Lacis 1978)*

Le bricolage fait partie des pratiques qui accompagnent les migrantes dans leur parcours résidentiel. Dans les appartements de relogement, plusieurs formes d'appropriations relèvent de tentatives de transformation spatiales, à travers lesquelles les habitantes aspirent à recréer des attributs de l'habitat individuel, retrouvés dans le recasement et partiellement dans le bidonville.

Par leur appropriation spatiale, les femmes se consacrent à la gestion de l'enjeu majeur de l'intimité. Habiter implique une révélation de son monde intérieur à travers l'espace, vulnérable face aux intrusions indésirables. Dans la densité spatio-démographique du bidonville, la préservation de l'intimité est un travail continu qui mobilise l'usage et le bricolage avec les espaces et les objets. Si « au premier abord, l'intimité apparaît comme un phénomène insaisissable, psychologique et purement subjectif », qu'elle est comme « invisible, immatérielle, très personnelle », elle peut être observée à travers des signes qui « sont de l'ordre des indices, des traces, des marqueurs » (Paris et al. 2007, 14). L'étroitesse des lieux et le manque d'espace impliquent la coprésence du groupe en

---

<sup>148</sup> Citation originale : « ... the house is far less the refuge into which people retreat than the inexhaustible reservoir from which they flood out. Life bursts not only from doors, not only into front yards... From the balconies, housekeeping utensils hang like potted plants... Just as the living room appears on the street, with chairs, hearth and altar, so – only much more loudly – the street migrates into the living room... »

permanence, ce qui entrave la revendication entière d'un espace d'individualité. Ce sont souvent les plus jeunes qui font le compromis, ce qui explique leur plus grande occupation de la rue, « un lieu vital pour échapper à l'espace clos de la famille [...] ». De ce fait, l'espace public acquiert la qualité d'espace de désenclavement par rapport aux espaces communautaires où le contrôle social est omniprésent » (Dris 2007). Lorsque distinction spatiale il y a, elle commence par la définition d'un espace parental isolé par rapport aux autres pièces, puis par la séparation genrée des espaces impartis aux enfants. L'extension par le rajout d'un étage supplémentaire, ou encore par l'intégration d'un espace préexistant, engagent des transformations spatio-architecturales conséquentes. De nombreuses familles n'ont pas les moyens que nécessitent de tels travaux. Elle mettent alors en place un système de gestion d'intimité par différenciation des rythmes d'usages, semblable à ceux d'autres formes d'habitat traditionnel (Figure 41).

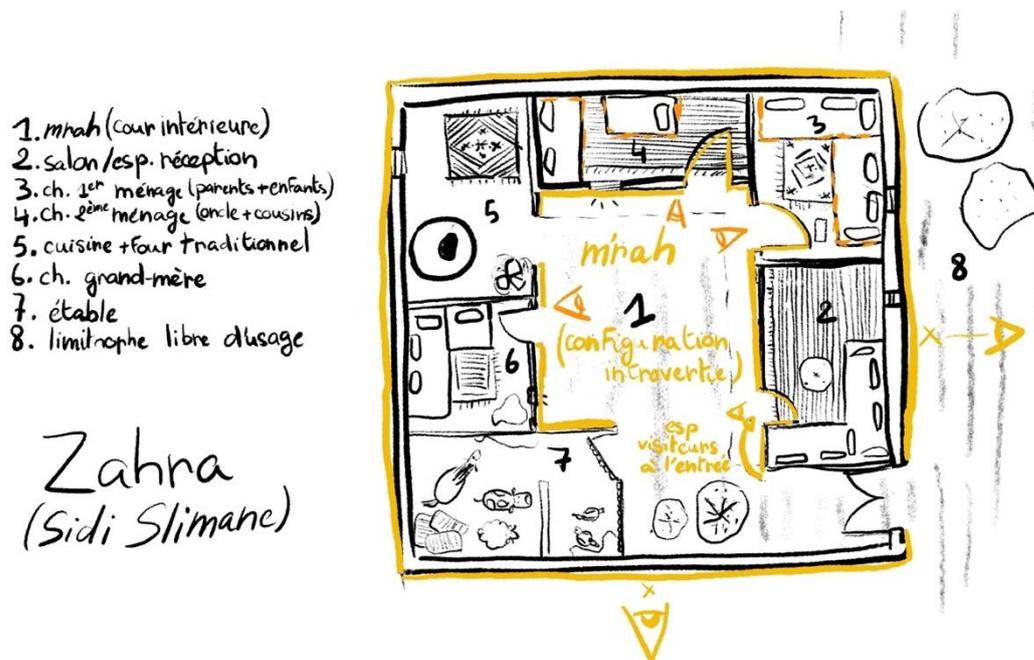


Figure 41 Récit habité & schéma d'intimité de la maison rurale. Intimité familiale renforcée par une configuration introvertie, tournée vers la cour intérieure, avec très peu d'ouvertures sur l'extérieur de l'enceinte. / Intimité individuelle domestique pouvant être compromise, par l'appropriation collective des espaces privés (pour chaque famille nucléaire), mais traduisent également des valeurs socioculturelles situées. 2018 © Myriame Ali-oualla

Les enjeux de l'intimité sont similaires (difficulté de cultiver son individualité à travers l'espace), mais dans les valeurs socioculturelles rurales, le groupe prime sur l'individu, ce qui se traduit par une gestion différente d'intimité. Au bidonville, ces valeurs mutent et témoignent d'un changement du référentiel socio-spatial, intégrant davantage des besoins centrés sur l'individu.

Ainsi, l'effet de promiscuité commence d'abord dans les limites de l'espace de vie avant de prendre des formes plus complexes dans la cohabitation au sein du voisinage, où se révèle une « frontière ténue entre proximité et promiscuité » (Véniat 2018).

Les cas exposés démontrent le recours des habitantes à des bricolages astucieux, répondant au besoin de se préserver des intrusions (physiques, sensorielles) dans la limite de leurs moyens financiers. La plupart des dispositifs mis en place sont légers (les rideaux) et/ou temporaires (stationnement, linge), pour signifier des frontières entre le dehors et le dedans, en l'*autre* et soi, sans recourir à des installations coûteuses ou interdites par les autorités. Avec les dispositifs mis en place aux frontières du chez-soi, les habitantes tentent d'établir un « contrôle du limitrophe, seule garantie de ne jamais voir son intimité violée ou confrontée à un contrôle social trop envahissant » (Navez-Bouchanine 2007). L'immobilité caractéristique du mode de vie des femmes du bidonville signifie un investissement de l'espace domestique, ce qui en fait un lieu « central dans le maintien d'une sphère de familiarité, à distance de l'espace public. La promiscuité et le manque d'intimité rendent cette distance beaucoup plus difficile à maintenir » (Daubeuf 2018, 253).

La gradation des seuils d'intimité se traduit dans l'organisation du bidonville en tant qu'entité urbaine. Souvent comparée au maillage sinueux de la médina, la configuration de certains bidonvilles (e.g. *D'har Laqraâ*) se base sur une hiérarchisation naturelle des vides qui s'immiscent entre les baraques, allant de la rue principale à l'impasse, en passant par des ruelles et des venelles, pour gérer le passage du très public au très privé. Le passage à une forme d'habitat plus conventionnelle, à travers le relogement, rend inutile certaines de ces considérations. La configuration des immeubles change les temps et le ton des interactions sociales, tout en offrant le confort d'une intimité familiale relativement préservée du regard et du contrôle de la communauté<sup>149</sup>, mais sans totalement s'en émanciper.

Les appropriations spatiales des habitantes du bidonvilles obligent à des aménagements spatiaux, souvent visibles dans la matérialité de l'espace habité. L'absence d'une réglementation qui standardise la production spatio-architecturale des baraques, produit un paysage urbain hétéroclite et disparate, construit par morceaux. Malgré l'unicité de la configuration de chaque logement,

---

<sup>149</sup> Il n'est pas d'émancipation absolue uniquement avec la transformation du cadre spatial. Les relogés continuent à vivre dans le même cadre social dont peut de conventions changent. Le contrôle et les valeurs de ce qui est accepté ou au contraire réprimandé par le groupe ont toujours un poids conséquent sur les habitudes des individus.

chacun répondant aux besoins et aux moyens de ses occupants, une esthétique globale du “travail en cours” caractérise l’ensemble des unités. Les revenus irréguliers des ménages les contraignent à intervenir sur leur espace habité par strates, ce qui rend presque lisible l’histoire des habitants sur les murs et les façades.

Face à la fermeté des autorités locales qui limitent la marge de manœuvre des habitants, c’est souvent dans le cadre de campagnes collectives de travaux que les habitantes du bidonville réussissent à effectuer des modifications, allant du rafraîchissement des façades aux travaux lourds d’extension. L’évolution fonctionnelle et esthétique du bâti raconte ainsi des temps de mobilisation habitante officieuse, car guidée par la convergence de volontés individuelles de chaque foyer.

Les interventions des autorités sur le bidonville par le biais d’opérations de restructuration rythment le changement (Amphoux 1995). Chaque raccordement à un des réseaux de la ville (l’assainissement, l’eau potable, l’électricité) est un palier vers la “citadinité” du bidonville et de ses habitantes, ce qui renforce la voix du groupe et son effet de levier. Sans qu’il n’y ait de représentativité officielle des habitantes, leur simple « art de la présence » et leur « non-mouvement » suffisent à créer un *mouvement* de résistance. La majorité des habitantes sont certes dans l’attente d’une alternative de logement, mais les propositions de l’État ne sont pas toujours en adéquation. L’option du recasement étant la plus espérée, mais aussi la plus coûteuse en foncier pour la ville, ce n’est pas toujours une décision évidente. Par le refus collectif et la consolidation de leur enracinement à travers l’appropriation spatiale, les habitantes du bidonville prennent possession de l’espace, non sans effet sur les décisions des autorités d’intervention. En 2020, tous ceux qui ont continuellement refusé le relogement depuis près d’une vingtaine d’années ont obtenu le droit de garder leur terrain et d’y construire à leur rythme. Au final, tout ce que les habitants souhaitaient à l’arrivée en ville, c’est de prendre part à la vie urbaine et de vivre au mieux l’expérience citadine.

Dans les récits des enquêtées, les mots de l’espace s’inscrivent dans un vocabulaire global propre à la condition du bidonville, toujours en quête de légitimité. La polysémie y est récurrente et difficile à cerner de prime abord. Au fil des entretiens, je comprends des schémas sociolinguistiques inconscients qui se construisent avec comme référence les normes dominantes de la ville, définissant *un* habiter qui primerait au-dessus des autres. Pour certaines femmes, “louer” ne signifie pas habiter pleinement, car l’acte ne peut être accompli que par l’accession à la propriété. Le “*islab*”, la “réparation”, peut aussi bien faire référence à des travaux d’extension qu’à de la finition, signifiant

que l'espace reste défaillant tant que des normes d'ordres fonctionnel et esthétique, définies par l'imaginaire de ce qu'est un habitat urbain, ne sont pas respectées.

Si dans certaines baraques, il y a une distinction des pièces par des noms relatifs à leur fonction (chambre à coucher, salon, *mrab*), elle finit par perdre toute spécificité dans des cadres plus contraignants. Les mots « *bît* » qui signifie la pièce, ou « *mahal* » qui signifie le local, sont utilisés pour qualifier les pièces indépendamment de leur fonction car, de toutes les manières, elles ont en plusieurs. Ces mêmes mots sont également utilisés pour signifier la baraque ou le chez-soi<sup>150</sup>. Les dimensions, le niveau de cristallisation, et la matérialité même des baraques les moins nanties, conditionnent le lexique de l'habiter dans lequel le mot « *dar* », qui signifie maison, ne se substitue que rarement à celui de « *mahal* » (local), plus générique, ou « *berraka* » (baraque). Dans ce sens, la baraque ne semble pas porter tous les attributs symboliques de la maison "normale", car elle n'est pas intégrée pleinement dans l'imaginaire collectif en tant que tel, alors même que des générations se succèdent dans le bidonville, immobiles depuis de nombreuses décennies.

---

<sup>150</sup> Lorsque Latifa parle « de gagner de l'espace pour nous dans ce "bît" », elle signifie l'intégralité de la baraque qui est composée d'une chambre unique.



## Chapitre 6. Les sur-mobiles du Troisième Âge

L'expérience spatiale des anciens combattants marocains en migration circulatoire

En France, les migrants maghrébins ou marocains du Troisième Âge sont généralement assimilés aux vagues d'immigrations des Trente Glorieuses, initiées par l'importation de la main-d'œuvre en vue de reconstruire le pays après la guerre. Ces ouvriers *célibataires* sont alors appréciés pour leur endurance, mais considérés comme des citoyens de second ordre, contraints à effectuer le travail éprouvant et ingrat que les locaux refusaient de faire. L'argent perçu bénéficie à leur famille restée au pays, que certains réussiront à faire venir plus tard grâce à la politique de regroupement familial. Vivant en grand nombre dans les Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) de la *Sonacotra*, ils habitent en marge de la ville, à l'abri des regards, en communauté.

Pour certains, le regroupement familial ne se fera jamais. Ils continuent à vivre des années après leur retraite dans les chambres de foyer en percevant des minimas sociaux qu'ils partagent avec leur proches de l'autre côté de la Méditerranée.

Cette population vieillissante est rejointe dès la moitié des années 1990 par une autre figure de la migration marocaine et africaine, menée par des hommes septuagénaires et octogénaires. Les anciens combattants marocains, en vertu d'une nouvelle loi qui leur permet de prétendre à une meilleure pension de retraite suite à leur engagement dans les rangs français pendant les conflits internationaux, arrivent en France, en particulier à Bordeaux, là où se situe le siège de l'ONAC-VG (Office National des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre).

Depuis, et avec l'évolution progressive de leur pensions gelées jusqu'alors, depuis l'indépendance de leurs pays, les anciens combattants africains, dont les marocains, s'installent dans une mobilité circulatoire entre la France et leur pays, vivant à cheval entre deux cultures et deux vies contrastées.

En revenant sur l'origine de ce phénomène migratoire d'exception, j'investigue l'expérience spatiale inédite de mobilité pendulaire du senior migrant. Les réseaux sociaux qui entourent un tel projet migratoire impliquent des acteurs spécifiques, accompagnant la condition de vulnérabilités multiples de cette population migrante, à la fois étrangère et vieillissante.

L'analyse des mécanismes de territorialité des anciens combattants révèle la fragmentation du quotidien dans leur système de mobilité circulatoire, partagé entre deux pays et deux référentiels sociaux, spatiaux et culturels.

Enfin, à travers l'étude de l'appropriation des anciens combattants marocains, je démontre la capacité de pratiques spatiales à jouer sur l'effet d'isolement, amplifié par leur condition de sur-mobiles, et le recours spontané à des dynamiques spatiales collectives en vue de l'atténuer.

## 6.1. Bordeaux, centralité administrative et historique des anciens combattants

Le terrain des anciens combattants a surgi de l'observation d'une singularité aux alentours de mon quartier. Habitant Bordeaux depuis près d'une dizaine d'années, mes promenades routinières et mes sorties utilitaires me mènent souvent autour de la place Meynard (*Image 58*). Tout le monde à Bordeaux la connaît sous le nom de la « place Saint-Michel », en référence à la basilique et sa *flèche* qui surplombent la ville. Cette *enclave* urbaine semble se protéger des flux environnants de la ville, tout en étant un grand lieu de foisonnement. La place piétonne domine les voies de circulation automobile. Des terrasses de cafés et de restaurants animent le pourtour irrégulier de la place. Quelques arbres créent des ombres portées sous lesquelles des bancs en bois offrent un moment de répit et de fraîcheur dans l'étendue minérale exposée au soleil. Plusieurs fois par semaine, les stands de la brocante *habitent* les lieux, créent des chemins sinueux entre ceux qui vendent des livres, des vêtements ou encore des objets insolites récupérés... et ceux qui s'improvisent marchands avant le passage des contrôleurs. Lorsque la place se vide en milieu d'après-midi, l'endroit recouvre une moindre animation et des hommes âgés retrouvent le calme des bancs ombragés, discutant entre eux ou observant les va-et-vient des gens du quartier. Tantôt ils marchent un sac à la main avec quelques courses effectuées dans les épiceries rue des Faures, tantôt ils sont assis, seuls ou par groupes de deux et de trois sur les bancs. Peu sont dans les terrasses de café.

Je décide d'entamer une conversation avec deux de ces seniors que j'avais entendu parler en dialecte marocain – l'un portant une djellaba légère dans cet après-midi ensoleillé, l'autre une veste grise et un chapeau traditionnel en crochet –, intriguée par leur présence familière dans le quartier. Nos premiers échanges sont timides et un air de suspicion se dégage chez mes interlocuteurs. « *Vous habitez par ici ?* », demandé-je. « *On est dans le foyer, là dans la rue derrière... Mais moi je viens de Fqih Ben Salah* », me répond l'un des deux, son compagnon gardant le silence.

J'apprends par la suite, et par expérience, qu'il ne suffit pas de les accoster pour qu'ils se livrent. La peur que leurs propos tombent dans les oreilles d'une personne malveillante conditionne la nature de leurs échanges avec ceux dont ils ignorent l'intention. Bien qu'ils soient en situation régulière, les années de combat pour le dégel de leurs droits en tant que combattants dans les rangs français les décourage d'une quelconque prise de risque.



*Image 58 Vue aérienne de la place Meynard dans le quartier Saint Michel de Bordeaux. 2020 © Google Earth*

Après avoir expliqué le motif de mon interrogation, nous avons graduellement établi un échange plus substantiel. Il s'est avéré que les deux étaient des anciens combattants. L'un est arrivé en France en 2001, l'autre en 2003.

*« - Vous connaissez aussi ces hommes-là, qui sont dans l'autre banc ? Ce sont des anciens combattants comme vous ? - Je ne crois pas... on les connaît un peu de vue quand on se voit dans l'association... Eux ils ont travaillé ici, ce sont des ouvriers à la retraite. »*

Grâce à ces deux hommes-là, j'apprends qu'il y a une résidence intergénérationnelle, la *Résidence Mohamed Mechti* rue des Menuts, récemment inaugurée pour accueillir des anciens combattants étrangers et des jeunes en mobilité professionnelle. Le reste du groupe vit dans la *Résidence Sociale Adoma*, cours du Médoc, à presque cinquante minutes de marche et près de vingt minutes en tram de la place *Saint Michel*.

Des recherches supplémentaires me mènent au contact charnière de « l'espace *Hom'âge* » qui, depuis son inauguration en 2009, est un lieu dédié à l'accueil et à l'accompagnement de personnes étrangères de plus de 60 ans. A 450 mètres de la place, *Hom'âge* est un service de proximité essentiel à la vie des seniors étrangers, pour lesquels il est difficile de naviguer dans les engrenages administratifs et juridiques qui font partie intégrante de leur présence en territoire français. Cet

espace a pour mission d'orienter ses adhérents, leur ouvrir l'accès aux droits, à la santé et à la culture et de leur offrir un espace de convivialité. *Hom'âge* est affilié à l'association *Alifs* (Association du Lien Interculturel, Familial et Social) située dans le même quartier. Créée en 1986 pour servir les besoins de la communauté tunisienne en France, elle diversifie ses missions à partir de 2000. Elle passe d'une logique communautaire à une logique citoyenne de lutte contre les exclusions et développe une approche interculturelle. Même si leurs missions globales convergent vers celles de l'espace *Hom'âge* – à savoir la médiation, l'accompagnement juridique et social, « l'intégration d'individus migrants dans la *cit*é » –, la création d'un espace réservé au troisième âge s'est révélée pertinente et utile, étant donné la complexité des problématiques mêlant à la fois des enjeux de santé, de contrôle de séjour et de manque d'autonomie.



Figure 42 Les repères sociospatiaux des anciens combattants marocains dans la ville de Bordeaux. 2020 © Snaazymaps / Myriame Ali-onalla

### Tout commence dans les années 1990...

Peu avant la moitié des années 1990, la ville de Bordeaux voit l'émergence d'une nouvelle population dans son paysage urbain. Des hommes sexagénaires et septuagénaires marocains commencent progressivement à investir l'espace public, reconnaissables par leurs habits traditionnels et leur concentration auprès des services sociaux et des points de distribution alimentaire. Les premières investigations médiatiques révèlent la situation atypique de ces seniors marocains qui arrivent en masse à Bordeaux afin de régulariser leur accès à la pension de retraite.

Au début des années 1960, une loi a été votée pour figer des droits des anciens combattants étrangers provenant des anciennes colonies. Le gouvernement du général De Gaulle fige les indemnités versées « au niveau atteint à la date de l'indépendance de leur pays » (Zeneidi-Henry 2001) – en 1956 pour le Maroc – pour ne plus évoluer qu'à partir de 2007 dans le cadre d'une première loi de dégel partiel des droits alloués aux combattants maghrébins et subsahariens. Cela signifie plus de cinquante ans d'inégalité entre les indemnités imparties aux anciens combattants français et à leurs homologues africains qui, à ce moment-là, ne percevaient pas plus de 16% de ce que touchaient les premiers<sup>151</sup>.

Si les anciens combattants marocains commencent à remplir les rues de Bordeaux à partir de la moitié des années 1990, c'est grâce à une nouvelle loi de 1986 qui a permis aux anciens combattants d'obtenir plus facilement un titre de séjour pour entrer en territoire français. La réouverture des frontières leur permet de prétendre à un ensemble d'aides sociales et d'accéder aux soins. Le RMI (Revenu Minimum d'Insertion) nouvellement mis en place et accessible aux anciens vient compléter une pension de retraite insuffisante et compense partiellement leur présence instable en territoire étranger.

Siège de l'Office Nationale des Anciens Combattants (ONAC)<sup>152</sup> chargé des affaires de tous ceux qui ont combattu dans les rangs français pendant les deux guerres et les conflits coloniaux<sup>153</sup>, Bordeaux devient un repère central dans la gestion sociale et administrative de la vie de seniors au parcours singulier (*Figure 44*).

---

<sup>151</sup> Les Marocains, comme tant d'autres anciens combattants africains, percevaient une « une retraite ne dépassant pas 400 francs alors que pour un ancien combattant français, elle est de 2 500 francs » (Zeneidi-Henry 2001).

<sup>152</sup> L'ONAC est devenue par la suite l'ONAC-VG pour inclure les victimes de guerre. Cet office inclut tous les anciens combattants, qu'ils soient français ou étrangers, originaires des anciennes colonies.

<sup>153</sup> De nombreux Marocains ont non seulement contribué au combat français pendant les deux grandes guerres, mais ont également rejoints les troupes en Indochine et pour certains (très peu) en Algérie.

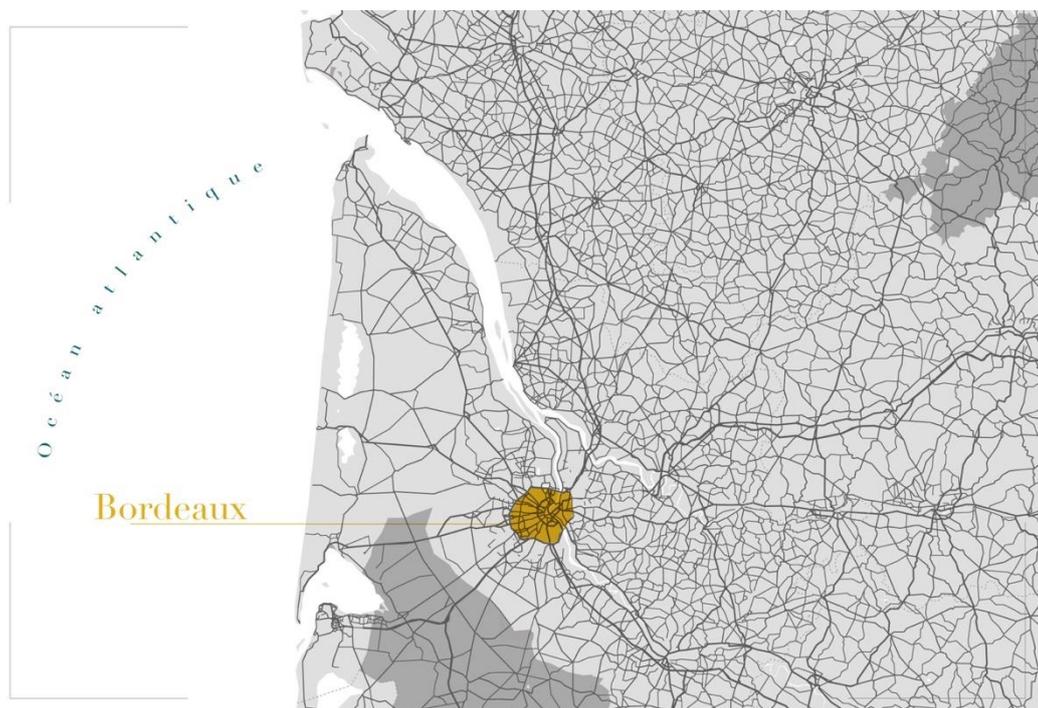


Figure 43 Plan de situation de la ville de Bordeaux. 2020 © Snazzy maps / Myriame Ali-oualla

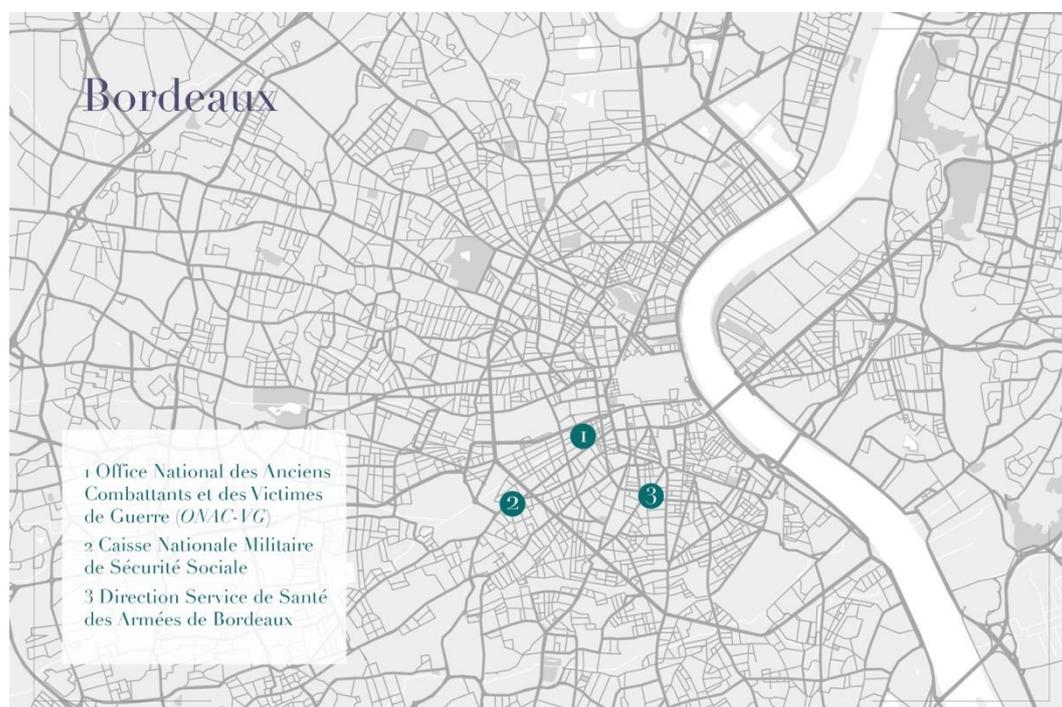


Figure 44 Bordeaux, une centralité pour les anciens combattants étrangers. Elle accueille très tôt de nombreuses structures juridiques et sociales qui concernent leur gestion. 2020 © Snazzy maps / Myriame Ali-oualla

Au fil des ans, les arrivées des anciens combattants à Bordeaux sont de plus en plus considérables. Le bouche-à-oreille et l'émergence d'associations locales au Maroc pour accompagner et renseigner les anciens combattants aident à orienter ceux qui souhaitent accéder à leurs droits. Au début, le nombre des anciens combattants ne dépasse pas les quelques dizaines, errant dispersés par petits groupes dans les rues de Bordeaux. À mesure que leur visibilité grandit, les questions soulevées par l'opinion publique commencent à mettre les autorités locales bordelaises dans l'embarras. L'État français n'hésite pas à durcir les modalités d'entrée des anciens combattants marocains sur le territoire et déplace les services de l'ONAC de Bordeaux à Caen, dans l'espoir de diluer la densité de la population et d'en réduire la visibilité. Les mesures dissuasives n'ont cependant que légèrement réduit le flux d'arrivées à Bordeaux. La ville continue, jusqu'en 2020, à être le point de convergence et de référence des anciens combattants dans l'Hexagone.

### Un combat d'un autre genre

*« Si les balles et les obus allemands ne faisaient pas de distinction entre Français et indigènes, une fois la souveraineté recouvrée la République en décide autrement. » (Belkacem 2015)*

Les anciens combattants africains composent une catégorie de migrants de moins en moins nombreuse mais toujours visible dans l'espace public bordelais, se confondant à la population vieillissante des travailleurs immigrés des Trente Glorieuses. Lorsqu'ils se sont engagés dans les rangs français, souvent sous la pression exercée par les *caïds* des villages (Belkacem 2015), les soldats marocains étaient loin de se douter que leur combat n'allait pas s'arrêter à celui de la guerre, mais qu'il allait muter et prendre une nouvelle forme, à la fois politique, morale et humaine.

Le gel des pensions des anciens combattants africains à des « indemnités non « indexables » sur le coût de la vie » (Belkacem 2015) expose l'inégalité de traitement des étrangers par rapport aux nationaux. Si des réformes ont promulgué progressivement un calcul égalitaire des indices de retraite entre nationaux et combattants étrangers, les salaires perçus pendant l'engagement, pour un même service et un même nombre d'années d'expériences, étaient dès le départ inéquitables. Le gel des pensions survenu en 1960 n'a fait qu'élargir l'écart des inégalités préexistantes.

Les lois adoptées au cours des deux décennies qui ont suivi, concernant les indemnités accessibles aux anciens combattants étrangers, ont été à l'origine des premières arrivées en France. « [...] plus de 1 500 anciens combattants marocains ont rejoint Bordeaux depuis 1994, la ville hébergeant le

tribunal des pensions militaires qui donnent droit aussi à la possibilité de résider légalement donnée aux soldats des anciennes colonies » (Drot 2007).

A la fin des années 1990, le renforcement des aides sociales par le Fond National de Solidarité permet aux anciens combattants marocains de toucher l'allocation vieillesse et de faire vivre leurs familles confortablement, relativement à la situation de précarité qui caractérise les campagnes et les villages dont la plupart sont originaires. Ces allocations sont accompagnées d'une restriction de mouvement. En tant qu'étrangers, les anciens sont tenus de résider six mois de l'année dans le territoire français, à défaut de quoi les aides sont suspendues et des remboursements peuvent être requis.

Un appel fait au Conseil constitutionnel en 2007 pour révoquer le système discriminatoire des pensions de retraite aboutit dans un premier temps à l'alignement partiel des pensions.

La deuxième et dernière réforme en date<sup>154</sup>, votée fin 2010 pour une application dès l'année 2011, « alignait automatiquement la valeur du point des PMR (Pension Militaire de Retraite) africaines sur les françaises » (Evrard 2019). La victoire est partielle car la loi n'a pas d'effet de compensation rétrospective, mais elle reste une reconnaissance concrète et prouve l'effort fourni par les récents gouvernements pour compenser les effets inégalitaires des anciennes lois.

La régularisation des situations juridique, administrative et financière des anciens combattants est suivie par un contrôle rigoureux pour s'assurer de la bonne correspondance des prestations aux bénéficiaires. Les cas isolés – mais existants – de fraudes obligent les autorités à être vigilantes.

### **De SDF à figure de la migration, un enjeu d'hébergement**

L'arrivée tardive des anciens combattants marocains en France, ne relevant d'aucune des traditions migratoires préexistantes, crée de la confusion au sein des autorités de la ville qui peinent à gérer efficacement et durablement leur prise en charge. A Bordeaux, les anciens combattants passent successivement par plusieurs circuits et transitent à travers le spectre des diverses catégories de personnes vulnérables dont ils réunissent des enjeux transversaux : ils sont précaires, vieillissants, étrangers, sans abris et parfois porteurs d'un handicap. Ne maîtrisant souvent pas la langue ni les codes du pays, les anciens sont tout simplement dépossédés de leur capacité à faire des choix et dépendent des institutions et des associations disponibles pour leur venir en aide.

---

<sup>154</sup> Loi de finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 pour 2011.

Tour à tour, ils sont pris en main et logés par les foyers d'urgences dédiés initialement à l'assistance aux SDF, puis par des associations caritatives afin d'alléger la pression devenue trop pesante pour les services d'urgence. Cela ne réduit en rien l'effet de déambulation qui gênait jusque-là les autorités de la ville car, tout comme les autres personnes hébergées dans les foyers d'urgence, ils étaient tenus de libérer les lieux la journée. Ils continuent à occuper l'espace public de leur présence incongrue, dans l'attente de retrouver le soir un lit, et reprendre le même circuit le lendemain.

L'arrivée continue des anciens combattants et la difficulté des structures sociales à gérer leurs besoins spécifiques, sature vite tous les établissements et les chambres de foyer. La *Sonacotra* (Société nationale de construction pour les travailleurs) s'occupe à partir des années 2000 de leur prise en charge. Jusqu'à ce moment-là, la structure se spécialisait dans l'hébergement temporaire en « foyer » des travailleurs immigrés isolés (Foyer Travailleurs Migrants "FTM") – à distinguer de l'hébergement en « résidence » qui est conçu pour une occupation plus durable. En s'établissant dans les foyers sur la durée, les travailleurs immigrés à la retraite, rejoints par la suite par les anciens combattants, oriente officieusement la vocation de la *Sonacotra* vers la gestion de populations étrangères vulnérables. En mobilisant sa notoriété grandissante, la *Sonacotra* tente de s'éloigner de l'image disqualifiante de ses établissements en ouvrant son offre à une cible plus large, sans succès :

*« La Sonacotra, prenant en compte le vieillissement et la précarisation de la population immigrée de ses foyers, s'est orientée vers le logement des plus défavorisés dans le cadre du volet logement de la loi de prévention et de lutte contre les exclusions. Elle a développé la prise en charge des résidents par un accompagnement social. Mais, malgré ce revirement, elle demeure un instrument de la gestion des populations immigrées. Malgré une trajectoire profondément différente, la prise en charge par la Sonacotra des anciens combattants marocains tend à les inscrire institutionnellement parmi les travailleurs immigrés vieillissants des foyers. »*  
(Zeneidi-Henry 2001)

Les FTM sont implantés dans les quatre coins du pays, ce qui permet aux gestionnaires de répartir les arrivants parmi les anciens combattants sur l'ensemble du territoire français, allégeant ainsi la charge des foyers à Bordeaux.

Le passage des foyers dédiés aux sans-domicile-fixe à ceux hébergeant les travailleurs immigrés retraités vers la fin des années 1990 marque une transition identitaire pour les anciens combattants

qui, après avoir été pris en charge par des associations et des structures à vocations différentes, ont fini par former ensemble une nouvelle figure migrante.

### **De Sonacotra à Adoma, un changement d'identité spatiale**

La *Sonacotra*, d'abord nommée *Sonacotral* (Société nationale de construction pour les travailleurs algériens), est une société d'économie mixte créée à l'initiative du Ministère de l'Intérieur en 1956, pendant la guerre d'Algérie, à l'attention des ouvriers algériens qui travaillaient dans l'Hexagone. L'offre résidentielle se base à ce moment-là sur l'aspect temporaire du séjour des ouvriers. « Les foyers eux-mêmes, à l'image des résidents, devaient servir à un usage provisoire » (Desrumaux 2006). Jusqu'aux années 1970, la *Sonacotra* bénéficie du soutien des entreprises françaises qui emploient la main-d'œuvre étrangère immigrée. Une de ses missions principales est de s'occuper de la résorption des bidonvilles en frange des usines. Il s'agit de récupérer le foncier occupé par l'habitat sommaire et « d'offrir un logement décent, mais en dessous des normes de construction du logement social » (Desrumaux 2006). L'appui à la fois économique et politique donne à la *Sonacotra* une grande marge de manœuvre, non seulement dans la gestion de l'habitat pour migrants, mais aussi dans la modélisation plus large du paysage urbain français :

*« Forte de ce bélier foncier et urbain que représente le foyer de travailleurs migrants, auquel il faut adjoindre les centres de transit ou d'accueil de réfugiés, les camps d'ex-Harkis et tout un ensemble de dispositifs reterritoriaux de relogement social en dessous des normes et en périphérie, la Sonacotra a pu construire des logements pour les familles françaises, réaménager des centres urbains dégradés et accompagner la construction des villes nouvelles en utilisant des financements et des procédures conçues au départ pour loger les immigrés. » (Bernardot 2012)*

Après vingt ans d'exercice dans les secteurs de l'immobilier et de l'hébergement, les établissements de la *Sonacotra* sont confrontés à la paupérisation de leurs occupants étrangers. L'arrêt « officiel » et la fermeture des frontières françaises à l'importation de la main-d'œuvre étrangère dès le début des années 1970 réduisent l'intérêt des FTM. Ils ne servent plus autant leur rôle initial et ne font que participer d'une ségrégation déjà forte à l'égard de ces « célibataires » étrangers, sans attaches locales ou familiales. De plus, « le racisme patent dans la gestion paternaliste des foyers » (Bernardot 2012) alimente la tension déjà existante, renforcée par la dégradation graduelle du bâti qui compromettrait la qualité de vie des occupants.

La popularité de la *Sonacotra* souffre de l'image stigmatisante associée aux foyers de travailleurs qu'elle tente de rétablir en diversifiant son offre de logements à destination d'autres publics<sup>155</sup> par exemple, ou en réhabilitant d'anciens bâtiments en foyer pour convaincre les maires qui refusent de construire de nouveaux dans leurs villes. La société réintègre l'action publique dans les années 1990 avec pour but, cette fois-ci, de lutter plus généralement contre l'exclusion. La *Sonacotra* espère s'éloigner de l'image de marginalité sociospatiale liée à son public et à son histoire pour « banaliser » sa vocation. « Le nouveau slogan à la base de la communication de l'entreprise devient « *loger tous ceux qui en ont besoin* » et se substitue à « *loger ceux qui bougent* » » (Bernardot 2012).

Lorsque les autorités locales de Bordeaux mobilisent les établissements de la *Sonacotra* pour accueillir les anciens combattants marocains et africains, la mission d'hébergement temporaire de travailleurs immigrés n'avait plus de sens. Passé d'un lieu de passage à un logement permanent pour beaucoup de ses résidents, la *Sonacotra* a souhaité faire évoluer son image et ses missions en devenant *Adoma*<sup>156</sup> le 23 janvier 2007, estimant également « que le nom est connoté et freine le développement de l'entreprise, parce qu'il renferme et cristallise trop d'idées reçues » (Adoma 2011).

Les gestionnaires des foyers *Adoma* se retrouvent devant l'obligation de gérer des enjeux de gérontologie et d'isolement social qui ne font pas initialement partie de leurs compétences. Si pendant des décennies le désenclavement des foyers était la priorité, l'étalement urbain a fini par rattraper ces structures initialement en marge de l'effervescence de la ville, sans réelle inclusion sociale de leurs habitants. Des gestionnaires de foyer et de résidence, ainsi que des associations spécialisées dans l'accompagnement de seniors étrangers travaillent à les sortir de leur isolement en proposant un accompagnement social, administratif et, par-dessus tout, humain.

### **Le récit des anciens combattants, un travail de mémoire**

Dès mon premier passage à l'espace *Hom'âge*, je rencontre Omar et Wahid qui allaient être mes contacts référents auprès des anciens combattants. Les deux accompagnateurs s'occupent de l'animation de l'espace, de l'organisation des activités, des prises de rendez-vous en tout genre pour

---

<sup>155</sup> La *Sonacotra* avait beau élargir l'offre à d'autres demandeurs de logement, le fait est que les ménages intégrés aux bénéficiaires restaient majoritairement socialement et économiquement vulnérables.

<sup>156</sup> « Le nouveau nom, *Adoma*, a été élaboré à partir du terme latin *domus* signifiant maison et *ad*, vers. » (Bernardot 2012)

le compte des seniors de l'association, que ce soit pour la préfecture, pour une visite médicale ou pour la CAF. La majorité des personnes assistées ne sachant pas écrire ou parler couramment français, ils leur rédigent les papiers, vérifient leur courrier et leur expliquent les démarches à entreprendre en cas de contentieux, ce qui arrive parfois par incompréhension des demandes à faire, ou par intransigence de la part des autorités de contrôle.

Je commence mes premiers entretiens dans les locaux de l'espace *Hom'âge* après la participation à des petits-déjeuners organisés plusieurs fois par semaine et auxquels participent une dizaine de seniors à chaque fois. Mes premières observations révèlent des profils éclectiques au sein des seniors présents. S'il y a essentiellement des hommes maghrébins, mais on retrouve également quelques femmes, ou encore des seniors originaires d'Afrique Subsaharienne. Tous se réunissent autour d'une table aménagée à l'occasion, sur laquelle des assiettes jetables marquent la place de chaque personne. Pendant deux heures, Wahid fait le tour des seniors et demande à chacun des nouvelles sur son état de santé, son programme de visite au *pays*, son avancement sur tel ou tel dossier administratif, afin d'évaluer l'aide dont ils ont besoin.

Après m'être présentée auprès de tout le monde et avoir répondu aux questions des plus curieux, je les rejoins pour partager le repas et entamer un premier échange informel avec mes voisins de table. En demandant à mon voisin de gauche s'il était un ancien combattant, il me répond, presque offusqué que je l'aie assimilé à ce groupe-là :

*« Tu sais moi je ne suis pas comme les autres ! Je ne viens pas d'arriver en France... J'ai voyagé et j'ai beaucoup travaillé en France contrairement aux « combattants » ... J'ai eu une copine française ici tu sais ? (rires) [...] Je suis moderne, les autres, les pauvres ils viennent du "bled" et restent étrangers ici... »*

Je réalise alors que, même si on pouvait facilement se tromper à les considérer comme un seul groupe, leurs parcours de vie sont radicalement différents. Les uns portent en eux la mémoire de milliers de travailleurs appelés à la reconstruction et à l'industrialisation de la France d'*après-guerre*, les autres celle de milliers de combattants appelés, bien avant, à aider les troupes françaises *pendant* la guerre. Les uns n'ont pas quitté la France *comme prévu* et mènent bien après leur retraite la mission de pourvoyeurs pour leurs familles, les autres y sont retournés pour une migration ultime et un combat pour leurs droits, dans l'espoir d'une vie meilleure pour leurs proches et d'une *fin de vie* meilleure pour eux-mêmes.

Wahid continue à m'accompagner pendant quelques entretiens et à être d'une aide précieuse pour combler les oublis dans les récits, étoffer certaines données par des précisions administratives et organisationnelles ou mieux traduire des questions afin d'en faciliter la compréhension des enquêtés. Sa propre expérience d'accompagnement des seniors d'*Hom'âge* donne un contexte global du système de gestions sociale et administrative d'une telle population.

La rencontre avec Halima Toueress, gestionnaire locative et accompagnatrice dans la *Résidence Sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti*, à l'ouverture de la résidence puis deux ans plus tard, a été le moyen d'avoir un regard sur le long terme, et depuis l'intérieur, sur l'évolution de la vie des anciens combattants étrangers. Avec son expérience auprès de deux bailleurs sociaux, Halima Toueress témoigne avec la posture réflexive de l'experte et un regard critique sur l'évolution des conditions résidentielles, spatiales et humaines des anciens combattants.

De 2017 à 2020, j'ai l'occasion d'investiguer les nuances des parcours, d'aller à la rencontre des anciens que je croise dans l'espace public, et de récolter des récits pendant les après-midis de médiation artistique ou les goûters. La plupart des activités se déroulent dans les locaux d'*Hom'âge* et dans les espaces communs de la *Résidence Mohamed Mechti*. La familiarité avec quelques anciens combattants, nourrie par ma participation à des activités de l'association et renforcée par la confiance qu'ils ont envers leurs accompagnateurs – mes intermédiaires –, m'ouvre les portes de leurs domiciles où j'ai été accueillie le temps d'écouter leurs récits et d'avoir un aperçu sur leur intimité domestique<sup>157</sup>.

Les histoires de migration des anciens combattants sont profondément ancrées dans un passé que les deux dernières générations connaissent peu. Que ce soit en France ou au Maroc, les migrants maghrébins isolés font plus référence aux travailleurs retraités qu'aux anciens combattants qui eux font partie d'une vague de migration relativement récente. Travailler auprès de ces seniors et retracer leur parcours est un travail de mémoire que le RAHMI Nouvelle-Aquitaine (Réseau des acteurs de l'histoire et de la mémoire de l'immigration) a déjà initié en 2008. L'association, créée en 2007 pour reconnaître la contribution de populations immigrées dans l'histoire collective de la France, mène un projet de collecte de la mémoire orale des étrangers qui ont participé au développement du pays. Après le recueil d'histoires de vie de travailleurs portugais et de

---

<sup>157</sup> Cette familiarité reste limitée. Je n'ai pas pu entretenir des liens très durables avec la plupart, étant donné que la durée de mon travail de terrain était limitée et souvent dispersée dans le temps. Leur migration pendulaire, combinée aux impératifs de recherche, ont rendu difficile le maintien d'échanges avec le grand nombre.

républicains espagnols, le RAHMI Nouvelle-Aquitaine décide de collecter les récits des anciens combattants marocains qui font partie à la fois de l'histoire de la France du XX<sup>e</sup> siècle et de l'histoire locale et urbaine de Bordeaux. L'objectif est de mettre en avant les exploits et les « parcours de vie d'hommes qui ont choisi, au péril de leur vie, de défendre les valeurs de la France, dans des conflits qui ne les regardaient personnellement pas » (RAHMI 2010). Vingt-deux anciens combattants marocains racontent leur vie de militaire, les pays qu'ils ont explorés, les territoires où ils ont combattu et le retour dans une France qu'ils retrouvent après une trentaine d'années d'absence. Bien que le guide d'entretien du RAHMI ne s'articule pas sur l'expérience spatiale en migration, les récits de vie récoltés ne manquent pas de contextualiser la construction de cette figure de la migration. Le retour en profondeur sur la vie de militaire offre un cadre historique plus étoffé qui permet de comprendre l'ampleur de l'engagement des anciens combattants. La banque d'entretiens vocaux et retranscrits<sup>158</sup> est une ressource précieuse d'éclairage qui met en avant les enjeux de la territorialité, de la migration pendulaire et la vie de sur-mobilité des anciens combattants, entre la terre de leurs ancêtres et la terre de leur *exil*. Le travail de mémoire du RAHMI fait office de complément et de terrain d'investigation supplémentaire aux récits de vie recueillis auprès des anciens combattants rencontrés.

---

<sup>158</sup> Accessible sur internet : <https://www.rahmi.fr/collecte-memoire-orale/anciens-combattants-marocains>

## 6.2. Les épreuves pluridimensionnelles de la migration du troisième âge

La migration récente des anciens combattants ne s'inscrit dans aucune des trajectoires migratoires "conventionnelles" apparues depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Leur présence en France correspond à un enchaînement de conjonctures géopolitiques et administratives à partir des années 1980.

Les premiers arrivants en 1994 découvrent une France qui ne ressemble plus au pays qu'ils ont connu pendant leur service militaire. Le retour n'est pas sans peine pour des combattants désormais à la retraite. Les plus jeunes d'entre eux sont sexagénaires. Qu'ils soient en bonne santé ou en perte progressive d'autonomie, ils tentent leur chance en France, leur destination principale étant la ville de Bordeaux. Si les premiers réussissent plus aisément à franchir les frontières géographiques et administratives pour entrer en France, les autorités durcissent les modalités de visa et de permis de séjour avec le temps. Une organisation, essentiellement associative, se met en place pour trouver une solution à « l'errance des vieux marocains » (Zeneidi-Henry 2003), aussi bien administrativement que spatialement.

La dépendance des services associatifs résulte de l'état d'isolement caractéristique des migrants du Troisième Âge en France, qu'ils soient travailleurs à la retraite ou anciens combattants. Pour les seconds, contrairement aux travailleurs des années 1960, l'éloignement du cercle familial crée un réel déséquilibre dans leur quotidien. Ils tentent de le combler tant bien que mal par le recours à d'autres ressources sociales dans l'environnement urbain, et par le réconfort que leur assure leur capacité à faire des allers-retours entre les deux pays.

Dans ce sous-chapitre, je mets en avant le rapport des anciens combattants aux épreuves de frontières, depuis leur arrivée en tant qu'étrangers, jusqu'à leur installation plus durable en France. L'expérience des anciens montre l'importance de s'entourer d'un réseau social structuré pour accompagner leurs besoins grandissants en tant que seniors, et pour alléger l'éloignement du cercle familial en tant qu'étrangers.



Image 59 Les photos des membres de l'espace Hom'âge légendées, avec le programme des activités du mois. 2018 © Myriame Ali-onalla

J'arrive une dizaine de minutes plus tôt à la rencontre matinale des seniors d'Hom'âge. A l'intérieur, les vapeurs de la cafetière à filtre que Omar prépare pour accueillir les premiers arrivants remplissent le hall d'entrée. Un micro-onde et un petit four-grill sont disposés devant le bureau de la réception, occupé habituellement par un des deux animateurs de l'espace. Je discute avec Omar qui me propose d'inaugurer la première tournée de café et il s'empresse de me raconter les histoires de ces photos qui ont visiblement captivé mon attention. Entre ceux qui posent fièrement avec leurs préparations culinaires à la main, ceux qui semblent concentrés sur leur peinture et ceux qui partagent un repas en groupe élargi, les scènes de convivialité capturées dans ces clichés annoncent une matinée chaleureuse et amicale.

J'entends derrière une petite cloison un ancien qui échange avec l'agent d'accompagnement juridique. Petit à petit, les seniors affluent à l'intérieur, gantés, avec des bonnets et des écharpes qu'ils n'abandonneront pas une fois installés même s'il fait meilleur à l'intérieur en cette journée hivernale. Ceux qui arrivent entonnent des *Salam Aleikoum* à ceux qui les attendent et avancent au fond de la salle. Au programme, petit-déjeuner collectif et moment d'échange. Entre les gorgées de thé et de café, certains se racontent leur dernier séjour au *pays*, demandent des nouvelles des absents et profitent de la présence des animateurs pour leur parler de leurs problèmes.

### L'accompagnement associatif comme complément au réseau social migrant

En raison de la forme inédite de la migration des anciens combattants en France et de la concentration des premières arrivées sur un temps court au lendemain du dégel partiel des pensions, ce ne sont pas les réseaux sociaux migratoires traditionnels qui sont mobilisés en premier, ceux-là nécessitant des temps plus longs de développement. Lorsque j'ai échangé avec le premier ancien que j'ai croisé à Saint Michel, j'apprends que tous ne passent pas par les mêmes canaux, mais que plusieurs de ceux qui sont arrivés au début ont bénéficié de l'accompagnement d'une association marocaine, située à Kenitra :

*« Je ne me rappelle pas comment elle s'appelle, mais il y avait des bienfaiteurs qui nous ont appris qu'on pouvait ramener tous nos papiers et ils s'occupaient de les organiser pour nous. [...] Moi je ne savais même pas ce que voulait dire la moitié des papiers, mais grâce à Dieu, dans l'association, ils ont fait les démarches et ils nous expliquaient. J'allais de Fqih Ben Salab jusqu'à la ville, à Kénitra, au siège de l'association pour faire mes démarches pour venir en France... » (M. Saint Michel, septembre 2017)*

Comme l'explique Djemila Zeneidi-Henry (2003), selon le compte rendu d'une réunion tenue en octobre 1996 au sein de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Gironde (DDASS), le travail de l'association de Kénitra « a une forte incidence sur le nombre d'arrivées », assez pour qu'elle soit considérée « comme étant à l'origine de la consolidation des flux d'anciens combattants marocains vers Bordeaux » (Zeneidi-Henry 2001). La réception graduelle d'arrivants par des structures associatives montre un schéma qui se dessine quant au type de réseau d'insertion des anciens combattants en France. Contrairement aux réseaux sociaux migrants conventionnels, qui obligent au développement de relations durables ainsi qu'un certain niveau d'autonomie pour être un membre à part entière du réseau en question, celui plus structuré des associations comble la méconnaissance des codes sociaux et administratifs du pays d'accueil et garantit un meilleur accompagnement à une population dont le bien-être et la survie en terre étrangère en dépendent :

*« Je connaissais personne, je savais juste qu'à Bordeaux il y a des choses qui s'y passe [pour nos droits]... Donc j'ai pris le car de Meknès et je suis venu et c'est quelqu'un qui est venu à la gare et qui nous a amené au foyer du Médoc. [...] J'avais mes papiers pour mon dossier militaire, et au foyer, il y avait un monsieur, prénommé Mohamed, qui nous a aidé à remplir les papiers que nous avons amené à la cité administrative. » (A. Boumaïza, 19 mars 2009)*

Après que l'association de Kénitra ait commencé à médiatiser le déblocage du nouveau fond de pensions à l'attention des anciens combattants étrangers, l'information ne tarde pas à circuler informellement entre ceux qui étaient engagés dans les mêmes troupes et ceux originaires des mêmes villes et villages<sup>159</sup>.

Bon nombre de combattants ont été mobilisés en masse par les autorités locales sous la pression des agents du protectorat. Une fois de retour au pays, plusieurs combattants retrouvent leurs villages d'origines dans lesquels les plus jeunes et forts de l'époque ont été recrutés. Le bouche-à-oreille fait alors son effet entre les voisins et les amis :

*« Je suis venu ici en 2000. C'est des amis, qui sont déjà venus auparavant ici, qui m'ont informé que si j'avais fait la campagne d'Indochine, j'avais des droits à réclamer ici. » (A. Boumaïza, 19 mars 2009)*

Les encouragements du cercle de connaissances, alliés au besoin d'améliorer leurs conditions de vie, poussent les anciens à braver les difficultés de la santé et les limites de l'âge.

Le durcissement progressif des modalités d'entrée dans le territoire français par les autorités, inquiètes de voir se former une communauté vulnérable se rajoutant à celles déjà existantes dans le pays, oblige les anciens combattants à redoubler d'effort et à trouver des voies "alternatives" pour réussir le voyage :

*« J'ai rencontré des gens qui m'ont parlé de tout cela et j'ai demandé à mon beau-frère, qui vit en France de voir comment je pourrais obtenir un visa pour venir réclamer mes droits ici. Je lui avais dit que je ne viendrais pas chez lui, je me débrouillerais tout seul, mais sa femme ne voulait pas sous prétexte qu'ils étaient au chômage et qu'ils ne pouvaient pas faire cette démarche.*

*De ce fait, j'ai attendu que ma fille, en dernière année de droit, lors d'une sortie en Espagne avec la faculté, ait pu venir en France grâce à son cousin, qui est allé la chercher en Espagne. Elle a habité chez la famille et après des fiançailles ratées avec un Algérien, elle est partie avec un Italien propriétaire d'une télé boutique en Espagne, qui l'avait prise en charge pour avoir droit au travail. Elle s'est mariée avec lui et c'est elle qui m'a envoyé les documents pour avoir le visa. » (A. Aamara, 8 avril 2009)*

---

<sup>159</sup> Tous les anciens combattants marocains n'avaient pas accès aux services de l'association, étant donné qu'ils proviennent de régions éloignées de Kénitra. L'information se relayait ainsi entre les plus informés et ceux qui ignoraient même qu'ils avaient droit à une pension quelconque. L'épisode de leur engagement avec la France étant loin derrière eux.

Le cas de A. Aamara n'est certes pas majoritaire, mais n'est pas pour autant isolé. D'autres anciens combattants sont contraints à choisir des circuits plus traditionnellement empruntés dans d'autres formes de migration, en fédérant le réseau de proches et de connaissances.

Une fois en France, et plus particulièrement à Bordeaux, les anciens sont face à la perte de repères sociaux et spatiaux. Avant qu'*Adoma* ne commence officiellement à prendre en charge leur installation, ce sont les services d'urgence d'accueil aux personnes sans-abri qui se voient dans l'obligation d'atténuer la situation de crise. Malheureusement, leur marge d'action ne leur permet pas d'offrir un suivi au-delà de l'hébergement, et ils ne réussissent pas à sortir les seniors de leur situation d'isolement.

Lorsque *Adoma* est désignée comme relais principal à la gestion des anciens, des référents arabophones sont assignés à leur accueil, leur accompagnement et leur installation, afin d'éviter qu'ils viennent grossir le contingent des sans-domiciles.

*Adoma* se définit comme le premier bailleur de logement et d'hébergement de France qui intègre dans ses établissements l'accompagnement social. En interne chez *Adoma*, des gestionnaires de résidence parlent de la polyvalence de leur mission qui, selon eux, dépasse la résolution des impayés, ou encore le contrôle des locaux :

*« Alors je suis dans une résidence où, encore une fois, c'est un public âgé, qui règle plutôt par carte bancaire, donc du coup ils préfèrent gérer leur argent de cette façon. Donc ils se présentent tous les mois, je les vois régulièrement pour payer leur loyer... On les aide quotidiennement sur plein de tâches. Ça fait partie de ce public, et c'est ce que j'aime. »* (Adoma, Groupe CDC Habitat 2020)

La qualité de service des agents dépend de leurs compétences et de leur prédisposition à dépasser la mission "technique" pour gérer des problèmes humains. Les responsables de résidence sont des maillons essentiels dans le réseau social local des anciens combattants, séparés de leurs repères sociaux traditionnels au Maroc, et jouent un rôle crucial dans le quotidien des résidents. Halima Toueress, gestionnaire locative de la *Résidence Mohamed Mechti* inaugurée en Décembre 2017, n'a pas choisi son métier par hasard. Son expérience, en tant que fille d'immigrés, la rend particulièrement concernée par la cause des anciens :

*« Alors j'étais responsable de site chez Adoma en Ile-de-France. Alors mon parcours... Je suis de Bordeaux, de la région. J'ai suivi mon mari à Paris, on y a passé dix ans, et j'ai travaillé chez Adoma... en tant que responsable de résidence, et ensuite en tant que responsable de site, foyers travailleurs migrants et résidences sociales. Et besoin de revenir sur la région, et il y a eu du coup cette annonce. Alors, Mohamed Mechti c'est quelqu'un qui m'a déjà marquée en 2006 avant que je ne parte à Paris. Le combat de cet ancien combattant... C'est très touchant. Il symbolise un peu le combat de ces anciens combattants pour la décrystallisation de leurs pensions. Donc il y a eu le film « Indigènes » et tout, mais ce qui a aidé c'est la mobilisation de plein de gens, y compris des anciens combattants comme Mechti, qui trouvaient que c'était injuste, parce que ça l'était vraiment. J'ai pleuré du début à la fin de ce film parce que c'est touchant et ça nous renvoie à des choses en nous, en tant qu'enfant de la transhumance. Et ça s'est fait comme ça. L'annonce au bon moment, avec Mohamed Mechti (la résidence), Saint Michel, j'ai répondu tout de suite. C'était l'appel à l'aventure et cette aventure me plaisait. L'intergénérationnel, et les anciens combattants, j'aurais pu le faire sans être payée aussi. Je trouve ça très gratifiant. » (H. Toueress, décembre 2017)*

Halima Toueress affirme qu'elle porte certes la casquette de gestionnaire locative, qu'elle veille au respect du règlement intérieur qui régit la résidence, mais toujours avec un accompagnement. « On n'offre pas que le logement meublé et prêt à être habité », explique-t-elle, « il y a ce logement, mais il y a aussi moi qui suis là en tant qu'écrivain public, aussi un rôle d'interface avec le droit commun, qui oriente, qui conseille... ». J'ai eu la preuve de la dynamique qu'elle entretient avec ses locataires au cours même de notre entretien. Un des anciens de la résidence est passé dans le bureau où se déroulait notre échange pour saluer Halima, lui donner de ses nouvelles depuis qu'il est rentré du Maroc quelques jours auparavant et programmer un rendez-vous avec elle pour la semaine qui suivait.

Halima est arabophone, ce qui rassure les anciens de la résidence et facilite leur communication. La plupart sont algériens ou marocains originaires de la campagne et ne parlent pas ou que très peu le français. Elle gère des dossiers et offre une écoute attentive aux problèmes des résidents<sup>160</sup>, ne serait-ce que pour alléger leur solitude.

---

<sup>160</sup> Au cours d'un second entretien avec Halima Toueress en Juin 2020, suite à l'épisode du confinement imposé par la pandémie mondiale de la COVID-19, elle revient sur son rôle indispensable en tant qu'accompagnatrice des résidents les plus vulnérables, rassurés par sa présence dans les moments de peur et de doute :

*« Le confinement on l'a su le lundi soir pour le lendemain. Pour moi, les directives d'Aquitaine stipulait qu'on ne pouvait plus avoir d'accueil, qu'il fallait fermer et on m'avait demandé de ne plus venir. Mais je suis revenue vers eux en leur disant que j'avais l'impression de les abandonner, c'est maintenant qu'ils ont besoin de moi, pas quand tout va bien. J'ai pu finalement revenir en respectant les consignes*

Même si les anciens combattants ne sont pas très nombreux, ils se réunissent autour de repères spatiaux, sociaux et culturels communs. Ils partagent les mêmes lieux de résidence en France, et fréquentent les mêmes structures associatives. Néanmoins, il est difficile de parler d'une "communauté", avec tout ce que la notion sous-entend traditionnellement comme effet d'appartenance fusionnelle (Jacquier 2011). Vu de l'extérieur, le groupe semble former un tout. Sous prétexte qu'ils ont des parcours professionnels et de vie similaires à certains égards, tous étant des anciens militaires étrangers, on peut se précipiter à surinterpréter une solidarité qui serait inhérente à la convergence de leur expérience commune. En échangeant avec Wahid, animateur de l'espace *Hom'âge*, il m'explique que forcer l'établissement d'un lien social rapproché entre les anciens combattants afin de les sortir de leur isolement n'est pas évident :

« (à propos de la cohabitation / colocation pour atténuer l'isolement social) *Ils ne s'entendraient pas entre eux, ils ne pourront pas être solidaires à leur âge, en sachant qu'ils n'ont jamais cohabité ensemble réellement et qu'ils sont venus à un âge avancé en France. Ils ont déjà développé leurs traits de caractères, et ne sont pas prêts à prendre sur eux pour une solidarité collective. Ceux qui les logent ne connaissent pas réellement ce public. Ils croient que parce qu'ils sont des maghrébins, ensemble, ils sont solidaires, mais au contraire. [...] ils ne se font pas toujours confiance.* » (Wahid, janvier 2008)

Le mythe de la "communauté" soudée, assimilé aux populations migrantes de la même origine<sup>161</sup>, ne s'applique pas forcément au groupe des anciens qui se présentent moins comme un collectif que comme des individus se retrouvant ensemble par circonstance, avec une même mission : garantir un revenu à leurs proches par l'accès à la pension.

---

*sanitaires, deux fois par semaine, ce qui permettait qu'ils aient aussi un lien social. Ils étaient tellement effrayés qu'ils s'enfermaient, et c'était ce qu'il fallait... mais avec une angoisse qu'ils ne pouvaient pas exprimer. Du coup, moi j'allais toquer aux portes, masquée, et à chaque fois que je venais je passais les voir un par un pour leur demander si tout allait bien, s'ils avaient besoin de quelque chose, de faire les attestations dérogatoires, et de mettre en place les choses nécessaires.* » (H. Toueress, juin 2020)

<sup>161</sup> Dans une thèse sur la vie des travailleurs maghrébins retraités et isolés des foyers, Jeanne Cartillier (2002) démontre qu'une solidarité communautaire s'est construite sur les longues années de cohabitation dans les foyers. Contrairement aux anciens combattants qui ne sont arrivés en France que dans années 1990 et 2000, les travailleurs immigrés, eux, se sont connus pendant leur jeunesse et ont vécu collectivement des changements dans leur histoire commune, comme le transfert et le relogement du foyer à la résidence. Ensemble, ils ont construit une mémoire collective sur plusieurs décennies qui impose des devoirs envers le groupe, comme la participation inconditionnelle à la collecte d'argent organisée par l'imam ou le foyer pour le rapatriement des corps en cas de décès.

Chaque ancien gérant la répartition de son séjour à sa guise pendant l'année, les amitiés sont dures à préserver sur le long terme :

*« Oui c'est ça, personne ne va avec personne, chacun rentre chez lui à un moment différent et pas en même temps... C'est qu'on n'a pas de rendez-vous précis entre nous, pour aller ensemble et revenir ensemble. Lui il revient par exemple 10 jours après moi et moi je pars 20 jours avant lui... on se rate toujours. » (D., janvier 2018)*

La solidité du réseau social interne, entre anciens, est compromise par l'absence répétée des membres du groupe, limitant pour la plupart leur relation aux moments de présence simultanée en France. Le fait que les anciens combattants soient également en situation de dépendance vis-à-vis des structures d'accueil et d'accompagnement et non pas de ce que leurs *amitiés* pourraient leur offrir au-delà de la compagnie dans la solitude, engendre un détachement à l'égard de leurs compatriotes et anciens camarades en France.

Si les relations sociales entre anciens combattants se limitent à *se tenir compagnie*, et à s'inquiéter de l'absence prolongée de l'un des "leurs", ils sont des membres centraux de leurs propres réseaux sociaux, composés de famille et de proches qui dépendent d'eux.

Je rencontre un des anciens combattants, M., dans son petit studio à *Adoma*, en compagnie de Wahid qui l'avait prévenu de notre arrivée. En parlant des pensions, cet ancien, qui s'était engagé dans l'Armée Marocaine à la fin de ses missions avec la France, m'explique comment sa pension sert prendre en charge aussi bien son séjour à Bordeaux que les charges quotidiennes de sa famille au Maroc :

*« J'ai laissé juste ma femme maintenant à Marrakech, mes enfants sont un peu éparpillés. [...] J'ai tout ce qu'il faut, dans la chambre. Moi, contrairement aux autres (anciens combattants) je ne me prive pas. Je me fais plaisir, parce que je suis vieux, et mes enfants ont grandi. [...] J'envoie de l'argent à ma femme, et j'ai donné 1000 euros à mon fils pour l'aider à payer la cérémonie de mariage. Quand je suis venu ici au début, j'avais encore les enfants à ma charge et la pension militaire au Maroc ne suffisait pas. On s'était rendus à l'armée royale dès 1956 et on a bossé avec eux pendant 36 ans. [...] Quelle retraite ? il n'y a rien. Le roi Hassan II ne nous a rien donné. 100 euros, 120 euros, ou 150 maximum. Ce n'est rien. Mais le roi actuel donne 600 euros, selon le grade aussi. » (M., janvier 2018)*

Contrairement à l'entourage de M., certaines familles au *pays* vivent aux crochets des absents. Des anciens combattants, au crépuscule de leur vie, ne vivent plus que pour leurs enfants et leurs familles au Maroc (Barou 2016). Ils envoient tout ce qu'ils perçoivent à leurs proches pour assurer les dépenses du quotidien<sup>162</sup>.

La stratégie de thésaurisation s'opère à plusieurs niveaux : Privilégier les foyers et les résidences sociales au secteur privé ; réduire le coût de leurs déplacements en ville en se limitant à la fréquentation d'endroits précis ; meubler leurs lieux de vie de rares trouvailles bon marché de la brocante hebdomadaire... un ensemble de pratiques sociales et spatiales qui renforce leur effort d'épargne.

Certains anciens tirent bénéfice de la « double-présence » entre la France et le Maroc pour devenir des réels agents de la migration pendulaire. D., qui est relativement plus jeune et en meilleure santé, essaye de rentabiliser au mieux son statut d'entre-deux :

*« Je veux vivre, j'ai acheté une voiture pour conduire d'ici jusqu'au Maroc. Donc là je cherche une autre voiture. J'en ai emmené une que j'ai vendue. Puis une autre... Dimanche on est allés avec Wahid, voir une femme qui vendait une voiture mais on ne s'est pas mis d'accord sur le prix... J'aime rester actif. [...] Si j'avais été un peu plus jeune, j'aurais fait un projet ou commencé un commerce, je ne resterais pas les bras croisés. [...] Je suis habitué à bouger depuis toujours... Après mon engagement avec la France, j'ai travaillé en Italie et en Allemagne et j'ai beaucoup voyagé, c'est pour ça que je ne peux pas juste rester comme ça, forcé à rester ici. »*  
(D., janvier 2018)

D. est amer faute de pouvoir partager l'expérience avec sa femme et ses enfants. Car, malgré toute la bonne volonté de mettre à profit sa situation de migration pendulaire, il n'attend que le moment où on lui donnera, ainsi qu'à l'ensemble des anciens, l'autorisation de rentrer, tout en continuant à bénéficier de la pension<sup>163</sup>.

---

<sup>162</sup> Wahid m'assure que certaines familles ne voient plus leur père que comme une source de revenus. Bien que les cas d'abus de ce genre ne soient pas dominants, il n'en reste pas moins que certains anciens combattants soient obligés par leurs enfants et leurs proches de faire les allers-retours alors qu'ils préféreraient rester chez eux au Maroc.

<sup>163</sup> En demandant des nouvelles de D. en Juin 2020, j'apprends qu'il a choisi de rentrer chez lui définitivement en abandonnant la pension. Wahid m'explique que d'autres anciens combattants que j'ai rencontrés comme D. ont atteint un niveau de fatigue handicapant les empêchant de faire davantage d'allers-retours entre la France et le Maroc. Ils ont alors préféré passer le restant de leurs jours auprès de leurs familles.

Comme D., d'autres anciens combattants souhaiteraient profiter de leur statut migratoire pour engager des procédures de regroupement familial. C'est une opportunité inestimable pour eux d'aider à l'accomplissement du projet migratoire de leurs enfants et de recréer l'unité qui se perd dans les allers-retours incessants et épuisants. Très peu d'entre eux réussissent la démarche, devenue de plus en plus ardue avec le temps :

*« Il y avait des facilités de regroupement familial mais vraiment au tout début. Et après, quand Sarkozy a été élu, il a resserré les mesures et a tout arrêté. Avec Jacques Chirac, ils avaient le droit au regroupement familial, là il y a des critères très stricts. Certains l'ont fait, mais à condition que leurs revenus, en pension et en aides, puissent suffire à faire vivre plus d'une personne. Ce n'est pas les 600 euros ou les 800 euros qu'ils ont maintenant pour vivre ici et faire vivre leurs familles au Maroc, c'est au moins 1200 euros, le SMIC. Il y a peu d'anciens combattants qui touchent cette somme-là, les prisonniers de guerre, ceux qui sont invalides... ceux qui ont vraiment souffert, mais ça reste à peine le SMIC. Il y en a qui ont ramené dès le départ leurs femmes, et même ont eu des enfants ici en se remariant... Il y a plein de cas différents. » (Wahid, janvier 2018)*

Indépendamment des liens sociaux tissés en France aux côtés des acteurs associatifs, des accompagnateurs et des co-résidents, le rapport au réseau familial et filial sont centraux dans la perception de la nouvelle vie de migration pendulaire des anciens combattants.

La sur-mobilité peut être un facteur d'isolement et d'«errance». Certains seniors sont considérés par leurs familles uniquement comme source de revenu, au point que les retours au pays se réduisent de plus en plus avec le temps pour économiser les frais de déplacement. Wahid ne manque pas d'exprimer sa déception face aux familles qui abandonnent les seniors migrants à leur sort et ne leur offrent pas de soutien moral et social.

Au contraire, ceux parmi les anciens combattants qui occupent les rôles non seulement de pourvoyeurs mais également de membres valorisés symboliquement par leurs proches, voient le sentiment d'errance substitué par de la reconnaissance, compte tenu de l'importance de leur mission et de leur utilité au sein de leur communauté. Le maintien de liens renforcés avec le cercle familial nourrit leur patience lorsqu'ils sont loin de leurs repères sociaux habituels.

Ainsi, les anciens combattants reprennent le flambeau pour redevenir des acteurs migratoires déterminants dans leurs réseaux sociaux et familiaux respectifs. Leur ancrage social principal reste

l'ancrage familial au nom duquel ils prennent à la quasi-unanimité la décision de venir en France. Le vide creusé par l'absence des proches les six mois de l'année qu'ils passent loin de chez eux est compensé en partie par le réseau social associatif qui mobilise le groupe autour d'activités sociales et culturelles collectives, et structure un accompagnement à la fois administratif, juridique et humain.

### **La vulnérabilité multidimensionnelle comme frontière**

Les frontières imposées par la culture et langue, par l'âge et la santé, par les règles administratives, par le lieu de vie, et enfin, par la situation économique, forment un tout qui conditionne les choix opérés par les anciens combattants pour rentabiliser leur *double présence*.

Vu que la migration de ces seniors est apparue avec l'adoption de lois visant à rétablir un traitement égalitaire entre combattants français et étrangers, les premières frontières à franchir ont d'abord été juridiques et administratives. Comme toute administration, les instances responsables des affaires des anciens combattants et des victimes de guerre demandent toutes les preuves possibles qui puissent justifier le réel engagement des combattants, sa durée, le poste occupé et les certificats médicaux éventuels qui attesteraient que l'invalidité physique de certains soit liée à leur période d'engagement militaire en France. Plusieurs anciens combattants marocains n'ont pas conservé de tels documents ou preuves, étant donné qu'après la fin de leur engagement dans les années 1950 et avec le gel des pensions dans les années 1960, peu se doutaient que leur situation pouvait évoluer et que, trente ans plus tard, les premières actions d'indemnisation allaient avoir lieu.

Pour ceux qui réussissent à réunir de tels justificatifs, à venir en France, à s'orienter vers les bonnes structures d'accueil et à former un dossier pour la demande des aides sociales aux associations, il subsiste encore des conditions de séjour pour accéder aux prestations sociales. Une durée de séjour de six mois par an sur le sol français au minimum est requise pour pouvoir prétendre aux allocations sociales<sup>164</sup>. Ce système permet aux autorités de s'assurer que les pensions allouées servent à une vie "en France" et de limiter les fraudes qu'il est difficile de détecter loin du territoire national, en l'absence d'autorités compétentes. Pour la bonne application de cette règle, ils s'attellent à des contrôles scrupuleux, comptabilisant au jour près les durées de séjour et pénalisant parfois disproportionnellement les retards et les absences :

---

<sup>164</sup> La durée initiale, jusqu'aux début des années 2000, était de neuf mois sur douze.

*« On m'a pénalisé de plusieurs milliers d'euros. J'avais eu un problème de santé et j'ai dû rester au Maroc pour des tests. Ces tests ont tardé, ça a pris 15 jours avant d'avoir les résultats. [...] Quand je suis revenu pour justifier mon retour, on m'a dit « tout le monde ici est malade ». [...] De toute façon, il n'y a pas d'excuses pour eux.*

*[...] Le médecin m'avait dit que je ne pouvais pas repartir si je ne faisais pas ma radio. Je lui ai dit que je devais aller en France parce que j'étais obligé. Je lui ai demandé de m'écrire pour que je puisse faire les tests en France. Il m'a écrit et je suis allé chez le médecin à Bordeaux qui m'a envoyé vers une clinique privée. J'ai suivi un traitement après. La dame qui a décidé de la pénalité n'a rien voulu entendre, même avec le justificatif. [...] La pénalité c'est parce que j'avais dépassé en tout de 4 jours sur les 180 jours permis. Et maintenant ils me prennent 70 euros par mois pour rembourser. » (M., janvier 2018)*

Les conditions de séjour imposées pour l'accès aux prestations sociales dessinent une frontière qui conditionne la liberté de déplacement des anciens. Les régisseurs « semblent obsédés par la fraude aux pensions ; ils voient d'abord chez les vieux militaires qui viennent renouveler leurs droits des imposteurs en puissance » (Evrard 2019).

Les limitations imposées sur la durée et le lieu de séjour créent un double effet sur la mobilité des anciens combattants. D'un côté, ils sont en "sur-mobilité" entre la France et le Maroc pour profiter de la compagnie de leur proche sans perdre leurs droits. D'un autre, ils sont dans l'"immobilité" une fois qu'ils atteignent le quota des 180 jours permis hors du sol français. Cela signifie que toute urgence qui mobiliserait leur présence au Maroc au-delà de cette durée-là est passible de pénalité que plusieurs ne peuvent pas se permettre, engageant de lourdes charges financières. Cela produit ce que Antoine Math (2012) qualifie de « *contrôle par la résidence* ». Dans son article sur le conditionnement de l'application des prestations sociales par le lieu de résidence des seniors étrangers, il décrit le caractère discriminatoire flagrant des contrôles qui ciblent les migrants âgés vivant en foyer. Le moindre débordement sur la durée de séjour impartie dans le pays d'origine résulte sur une amende qui se traduit par le remboursement de plusieurs mois de prestations.

Paradoxalement, les contraintes imposées, ces frontières que les anciens tentent de gérer, leur permettent de développer un savoir-migrer bien qu'ayant atteint un âge où il est plus difficile de faire preuve d'adaptation. Il s'agit de programmer les séjours à l'avance, d'être toujours au courant des temporalités et des durées liées au déplacement, de s'armer de tous les justificatifs sous peine

de pénalisation et de repérer les « bonnes affaires » pour optimiser les dépenses de voyage. Dans le quartier Saint Michel par exemple, en plus de s'orienter vers les microentreprises de transports de colis qui offrent des trajets en autocar avec plusieurs arrêts au Maroc, certains anciens combattants s'adressent aux commerçants qui s'improvisent transporteurs à titre personnel et proposent des places à petit prix dans leur véhicule lorsqu'ils font le trajet jusqu'au pays.

En tant qu'étrangers socialisant peu avec l'environnement social local, les anciens font face à la frontière culturelle qui explique pour beaucoup le malaise de la vie en France et le sentiment de n'être que « des invités », alors même qu'ils sont tenus d'y passer la moitié de l'année à minima.

Les sexagénaires, aujourd'hui tous octogénaires ou plus, retournent en France après une longue vie bercée par un référentiel socioculturel divergent. A l'époque de leur engagement, ces combattants étrangers originaires pour la plupart des campagnes, étaient mobilisés en groupe, imposant un effet de socialisation naturel par communauté "ethnique". Les Marocains étaient séparés des Sénégalais, des Algériens et des Tunisiens. Non seulement les groupes d'étrangers ne se mélangeaient pas entre eux, mais ils n'engageaient pas non plus des échanges avec les populations locales françaises, européennes ou indochinoises, selon le lieu où les troupes étaient déployées. Même si certains ont l'opportunité de s'entretenir avec les locaux, le nombre d'années relativement réduit d'engagement militaire auprès des Français ne suffit pas à construire des ponts culturels et sociaux durables.

Depuis le milieu des années 1950 jusqu'au début des années 1960, les combattants marocains ont été petit à petit libérés de leur fonction et sont retournés pour la plupart à la terre natale, rejoignant leurs petites villes et leurs villages ou s'engageant cette fois-ci dans l'armée nationale marocaine. Ce n'est qu'une trentaine d'années plus tard qu'ils retrouvent le sol français et un environnement qui ne ressemble en rien à leur première expérience des décennies auparavant.

La barrière de la langue est cruciale et crée une dépendance des anciens combattants marocains aux accompagnateurs sans lesquels ils ne pourraient pas communiquer autour d'eux ou faire part de leurs besoins, surtout lorsqu'il s'agit des services sociaux et de santé. L'autonomie limitée dans l'usage de la langue limite la diversification de leurs ressources. Sans interprète arabophones, sans une personne consciente des référents culturels qui motivent les choix des anciens mais également conditionnent leurs besoins, sans l'aide volontaire mais renseignée des associations et des bénévoles, les seniors risquent la perte de repères socioculturels et identitaires, exacerbant la vulnérabilité inhérente à la condition du troisième âge.

S'il est difficile de franchir la frontière de la différence culturelle entre les individus et leur environnement urbain à Bordeaux, ils sont en contrepartie constamment rattachés à leur vie au Maroc, où nombre de ces frontières disparaissent. La mobilité pendulaire des anciens combattants à la fois met en exergue ces frontières et les tempère.

L'enjeu de la frontière économique est central à toutes les décisions des anciens combattants ; comme le choix du lieu d'hébergement, les foyers et les résidences étant préférés au parc locatif privé<sup>165</sup>. En plus de l'effet de sécurité que procure la cohabitation avec ses semblables, même lorsque les conditions spatiales ou sanitaires ne sont pas optimales, habiter la résidence sociale fait partie d'une stratégie économique. « [...] l'argent économisé sur le loyer comble donc le manque à gagner de la retraite. Il leur permet de continuer à aider leurs proches (Attias-Donfut, Wolff, et Tessier 2005) et de payer les allers-retours entre la France et leur pays d'origine » (Meslin 2010). Pour de nombreuses familles, la pension perçue par l'ancien combattant est l'unique source stable de revenu de laquelle il faut déduire les frais de la location et les dépenses grandissantes des prestations de santé :

*« Je suis en location, la CAF nous verse une prestation de 248 euros, et je rajoute de ma poche 60 euros. Mais il faut rajouter à ce type de dépenses la mutuelle et l'assurance de l'appartement. » (A. Boumaïza, 19 mars 2009)*

Le logement du droit commun est inaccessible aux anciens, compte tenu de leurs moyens financiers limités et de l'instabilité de leur statut social en tant que migrants du troisième âge. Cependant, vivre dans les structures d'hébergement accompagné est un choix. Habiter le foyer ou la résidence sociale offre le triple bénéfice d'être en contact avec des personnes qui partagent un référentiel socioculturel commun (les co-résidents, les gestionnaires arabophones), d'économiser sur les frais de séjour en s'acquittant d'un très faible loyer, et d'avoir accès à un suivi social et de santé de proximité. La qualité des services de soin en France dont les frais sont amortis par les allocations sociales suffit à motiver de nombreux anciens à se mettre en mobilité circulaire, et à préférer l'hébergement accompagné, quitte à ce que l'essentiel de leurs interactions soit limité à cette "bulle".

---

<sup>165</sup> Les logements sociaux sont également trop grands pour leur être accordés, comme c'est le cas des retraités immigrés isolés (Meslin 2010).

En venant en France, les anciens combattants ne cherchent pas à construire une nouvelle vie ni à créer des liens durables avec l'environnement d'accueil. Le fait qu'ils ne travaillent pas en France, qu'ils n'aient pas un rôle actif autre que celui lié à un passé n'occupant que peu de place dans la mémoire collective, conduit plusieurs à vivre leur séjour à Bordeaux comme dans un écosystème fermé et un rythme détaché de la réalité socio-urbaine dynamique qui les entoure.

C'est le cas de D.. Bien qu'il soit relativement plus actif, il choisit de s'installer dans la *Résidence Sociale Adoma Médoc*. Lorsqu'il le peut et le *veut*, il fréquente les seniors de l'espace *Hom'âge* et Wahid, l'animateur et accompagnateur social avec lequel il s'est lié d'amitié à travers les ans. En se restreignant à un cadre social précis et en choisissant d'habiter dans la résidence sociale, D. ne fait que traduire un ressenti plus large ; celui du malaise de la séparation des repères sociaux, culturels et familiaux au nom desquels il est devenu acteur de la migration :

*« Non, moi tout le pays ne me correspond pas... parce que je n'ai pas mes enfants et ma femme avec moi ici ! C'est comme si on me forçait à rester ici... La France ne se soucie plus de moi maintenant... Je n'ai plus de santé ni de force pour leur servir à quoique ce soit... Ma jeunesse est partie, je ne tire plus de balles pour la France. [...] Je viens habiter à Adoma, je ne peux pas dépenser de l'argent dans un endroit qui ne m'apporte pas totalement ce que je cherche, [...] en attendant de pouvoir revenir au Maroc, jusqu'au jour où je n'en pourrai plus... »*  
(D., janvier 2018)

Le sentiment d'*inutilité*, me confirme Wahid, est commun à tous les migrants en vieillissement. L'absence d'une mission à accomplir pour la société de résidence ou d'accueil les oblige à justifier leur légitimité auprès des autres ou à s'en interroger eux-mêmes. Ce syndrome, si on peut le considérer ainsi, semble être la convergence de la place faite aux migrants étrangers, mobilisés uniquement et ponctuellement pour leur qualité de main-d'œuvre endurante et pour leur capacité à se sacrifier à combattre les ennemis des autres<sup>166</sup> :

*« La mise à la retraite enlève non seulement à l'immigré le sentiment de son utilité sociale, mais elle brise en outre la légitimité même de sa présence sur le territoire. « L'immigré devient atopos, déplacé au sens physique comme éthique, à la frontière de l'être et du non-être » (de Villedieu 1998). Or cette expérience du « hors-lieu » constitue une crise de légitimité d'autant plus forte*

---

<sup>166</sup> L'histoire des *Harkis* algériens atteste à elle seule de l'instrumentalisation des sujets coloniaux contre leurs propres concitoyens. Plusieurs d'entre eux, ignoraient même qu'ils étaient en train de combattre d'autres Algériens comme eux, suivant les commandes de leurs supérieurs pour "abattre l'ennemi".

*pour les immigrés vieillissants des foyers qu'ils n'ont pas le prétexte familial pour justifier leur « captivité territoriale ». » (Cartillier 2002)*

Faute de mieux, entre vivre l'isolement total dans un logement du droit commun de son choix, et vivre en "marge" dans une résidence sociale réservée aux populations vulnérables, offrant les éléments minimums de confort, les anciens combattants préfèrent la "marge"<sup>167</sup> qui garantit un « entre soi rassurant »<sup>168</sup> (Meslin 2010).

\*\*\*

Les anciens combattants marocains font l'épreuve d'une vulnérabilité multidimensionnelle, exacerbée par leur condition double de seniors et de migrants.

Face à l'éloignement des repères socioculturels traditionnels à un âge où la capacité d'adaptation à un environnement dépaysant est de plus en plus compliquée, des structures sociales et associatives du droit commun prennent le relais pour alléger le poids de la vie en *étranger*.

Les premiers arrivants des années 1990 défilent à travers les établissements d'accueil, encore incertains et ignorants de la complexité d'une gestion des migrants du Troisième Âge. A Bordeaux, lorsque la prise en charge en foyer est devenue la règle, les gestionnaires locatifs ont commencé à jouer un rôle important pour sortir les anciens combattants marocains de leur isolement social. Ils sont parfois l'unique oreille attentive et les seuls intermédiaires pouvant traduire les besoins des anciens auprès des institutions et des établissements locaux. Ils les orientent vers les services de santé, jouent le rôle d'écrivains publics, traduisent les attendus de l'administration et, pour certains, dépassent leurs missions strictement professionnelles pour rendre des services personnels et s'assurer du bien-être des anciens.

Le niveau d'investissement des agents responsables des foyers et des résidences varie selon la volonté personnelle de chacun, mais la plupart sont attachés à valoriser la communication avec les résidents.

---

<sup>167</sup> Depuis l'amorce des transformations des foyers en résidences sociales sur l'ensemble du territoire français, l'effet de marginalisation s'est graduellement atténué avec l'intégration de services sociaux et de santé au lieu de vie, la mixité relative des populations résidentes – l'offre domestique s'ouvrant à d'autres types de populations vulnérables –, et l'étalement urbain qui a naturellement rattrapé ces zones initialement en marge pour les intégrer à l'effervescence et aux services de la ville (transports, infrastructures de santé, services divers).

<sup>168</sup> L'entre soi rassurant sous-entend la cohabitation avec une population d'anciens et de migrants retraités avec lesquels ils partagent un certain nombre de référents culturels, mais également, en se regroupant dans un même lieu, les anciens ont plus facilement accès à des services ciblés sur leurs besoins avec l'accompagnement des gestionnaires de résidence et des animateurs de l'association qui savent où les retrouver pour les aider.

Venant compléter le travail d'assistance des gestionnaires de résidence, l'espace *Hom'âge* est un repère social, culturel et humain incontournable pour les anciens souhaitant retrouver des moments de sociabilité, et les outils administratif et juridique mis à disposition bénévolement par l'association. Les accompagnateurs de l'espace *Hom'âge* veillent à diversifier l'offre d'activités (Figure 45), stimuler la rencontre et faire venir des intervenants extérieurs spécialisés dans les animations culturelles ou la sensibilisation à la santé publique. Loin de leurs proches six mois de l'année, le réseau social familial laisse place à un réseau associatif comprenant à la fois les responsables et les autres seniors.

Le réseau associatif ne permet cependant pas aux anciens de totalement combler le vide de l'éloignement de leur réseau familial, ni de créer des liens durables et significatifs avec leurs connaissances en France. Ce n'est pas parce qu'ils partagent des parcours militaires similaires qu'ils développent des sentiments d'affinité et de "communauté". La solidarité entre les seniors n'est pas une évidence, comme en atteste le témoignage de leur accompagnateur principal. S'ils se sont engagés pendant une période de leur vie dans les troupes militaires françaises, qu'ils ont combattu en Asie, en Europe ou en Afrique du Nord côte à côte, leur expérience de la guerre ne suffit pas à résumer ce qu'ils sont et comment ils ont construit leur parcours individuel, indépendamment de cette épisode de leur vie.

En reprenant les chemins du "voyage", les anciens combattants font face à de nombreux obstacles. Les démarches administratives, durcies et complexifiées avec le temps, sont la première frontière à franchir pour ces anciens, dont la majorité méconnaît le jargon institutionnel conditionnant leur accès aux droits de séjour et à la pension. L'aide des bénévoles s'avère précieuse et indispensable pour l'accompagnement tout au long de l'expérience de migration pendulaire. C'est aussi ce qui les aidera à surmonter l'épreuve de la frontière culturelle, de la langue, des difficultés de l'âge et de la



Figure 45 Exemple de la diversité du programme d'activités hebdomadaire proposé par Hom'âge. Ateliers musique, ateliers d'expressions, sorties et promenades urbaines guidées rythment la vie de l'association et de ses adhérents, et se diversifient d'une semaine à l'autre. 2015 © <http://espacehomage.blogspot.com/>

santé, et de la réclusion dans la vie du foyer ou de la résidence. Malgré un savoir-migrer acquis chez les anciens combattants marocains, toutes ces “frontières” les forçant à maîtriser les outils pour les dépasser, l’accompagnement offert gracieusement par les acteurs associatifs y est essentiel et crée un lien de dépendance<sup>169</sup>, comme l’aurait été la dépendance au réseau social migrant traditionnel pour l’entretien durable du projet migratoire.

---

<sup>169</sup> L’épisode de la pandémie du COVID-19, qui a pris de court le monde entier et fait remonter davantage les inégalités sociales à la surface, a particulièrement réduit l’autonomie déjà limitée des migrants vieillissants en résidence sociale. Le bien-être et la survie des anciens combattants marocains immobilisés loin de leurs ressources habituelles dépendait cruciallement de l’aide bénévole d’associations caritatives pour bénéficier des denrées alimentaires par exemple, ou de services de santé.

### 6.3. La migration pendulaire et la fragmentation des territorialités

Le récit de vie des anciens combattants n'est pas qu'une série de séquences distinctes et linéaires, séparant les plus anciens épisodes des plus récents. Leur situation migratoire actuelle ne prend sens qu'en la replaçant dans le contexte d'un passé relativement lointain de combats, de pérégrinations militaires et de découvertes de territoires étrangers dont ils ne cernaient que peu la culture et les modes de vie. En tant qu'anciens combattants en migration pendulaire entre la France et le Maroc, ils font à la fois l'expérience du présent et du passé.

Comme les autres immigrés retraités restés en France après la fin de leur "mission professionnelle", ils « sont des acteurs qui calculent les coûts et bénéfices et c'est suite à cette transaction qu'ils décident d'agir » (Mezzouj 2016). Mais contrairement à eux, ils rencontrent certains obstacles auxquels certains n'ont ni le temps ni la force de développer les bons réflexes d'adaptation. Le rapport différencié aux deux territoires nationaux se traduit par une territorialité complexe et asymétrique qui montre une construction de référentiels sociospatiaux profondément rattachée aux lieux de sociabilité, aux *hauts-lieux* de culte, à l'espace domestique familial et, plus important encore, au lieu de la libre mobilité et de la plus grande indépendance.

Ainsi, les déplacements plus ou moins intensifs des anciens combattants pendant leur jeunesse, selon leur parcours militaire, ont été les prémisses d'une vie qui, des décennies après leur engagement, est devenue rythmée par une "sur-mobilité" entre deux continents, deux vies et deux quotidiens. Bien qu'une mer entière sépare leurs repères urbains et territoriaux d'une rive à l'autre de la Méditerranée et divise en deux leur temps entre les deux pays, chaque réseau de lieux sert et affecte l'autre de diverses manières. Il s'agit ainsi de comprendre à la fois les liens et les ruptures qui caractérisent le réseau de lieux référentiels des anciens combattants et d'analyser leurs répercussions sur la territorialité des lieux pratiqués au quotidien. Le savoir-migrer qu'ils développent à travers leur condition migratoire participe à renforcer leur résilience face à la démultiplication des rythmes et à la fragmentation des parcours.

#### **L'ancrage socioculturel, un déterminant du réseau de lieux référentiels**

La migration tardive des anciens combattants, après de longues années à construire un référentiel de lieux ancré dans le territoire national et culturel d'origine, les engage dans la création d'une territorialité sur un fond de ruptures. Les repères sociospatiaux d'*ici* semblent composer avec ces

ruptures et s'organiser autour des lieux qui sont en lien plus ou moins direct avec *là-bas* et qui permettent d'en recréer les dynamiques sociales et culturelles.

Un des premiers lieux structurants de leur parcours migrant est celui du contrôle de séjour. C'est ce que m'explique A. (Figure 46) en revenant sur son expérience répétée au contact de la douane et des administrations en charge des prestations sociales :

*« Quand j'arrive à Bordeaux, je suis toujours inquiet quand je suis à la douane, dans l'aéroport... on ne sait jamais ce qui peut se passer. [...] J'ai déjà eu un problème les premières années quand je suis arrivé, où je ne savais pas que j'avais dépassé (la durée de séjour), et la douane contrôle tout et met le tampon. Après, lorsque les autres (administrations) voient ça, ils arrêtent les aides. [...] La loi est dure. Donc je fais toujours attention, même quand je n'ai rien fait. »* (A., septembre 2017)

Le lieu de contrôle de séjour et de mobilité est central dans le référentiel sociospatial des anciens. C'est le point qui, selon le sens du passage, *relie* ou *sépare*. Comme A., la majorité des anciens combattants étrangers en itinérance ne s'est jamais totalement habituée à l'épreuve de la douane, et des autres établissements de contrôle qui conditionnent les prestations sociales perçues en imposant le respect rigoureux des durées de séjour permises. La "violence" du lieu-frontière prend davantage d'ampleur avec la barrière de la langue et la rigidité de certaines lois et de leur application. Youns, membre de l'association *SENS* (Solidarité Échange Nord-Sud), s'occupe d'accompagner les anciens combattants qui le souhaitent dans le circuit de contrôle et de faire le relais en traduisant, d'un côté et de l'autre, leurs besoins et les requis administratifs. En tant que co-responsable du projet des anciens combattants au sein de l'association, il assure depuis deux ans la permanence dans la *Résidence Mohamed Mechti* pour subvenir aux besoins des anciens qui y résident. Contrairement à l'association *Hom'âge* qui assure un service juridique et les animations socioculturelles dans ses locaux, *SENS* offre un accompagnement physique en extérieur et se place au plus près des résidents.

Si les lieux de contrôle de séjour sont à l'origine d'un sentiment d'angoisse ou de dette chez certains anciens qui, à terme, finissent par abandonner leur vie en France, ils n'en sont pas moins des repères déterminants dans leur migration pendulaire.

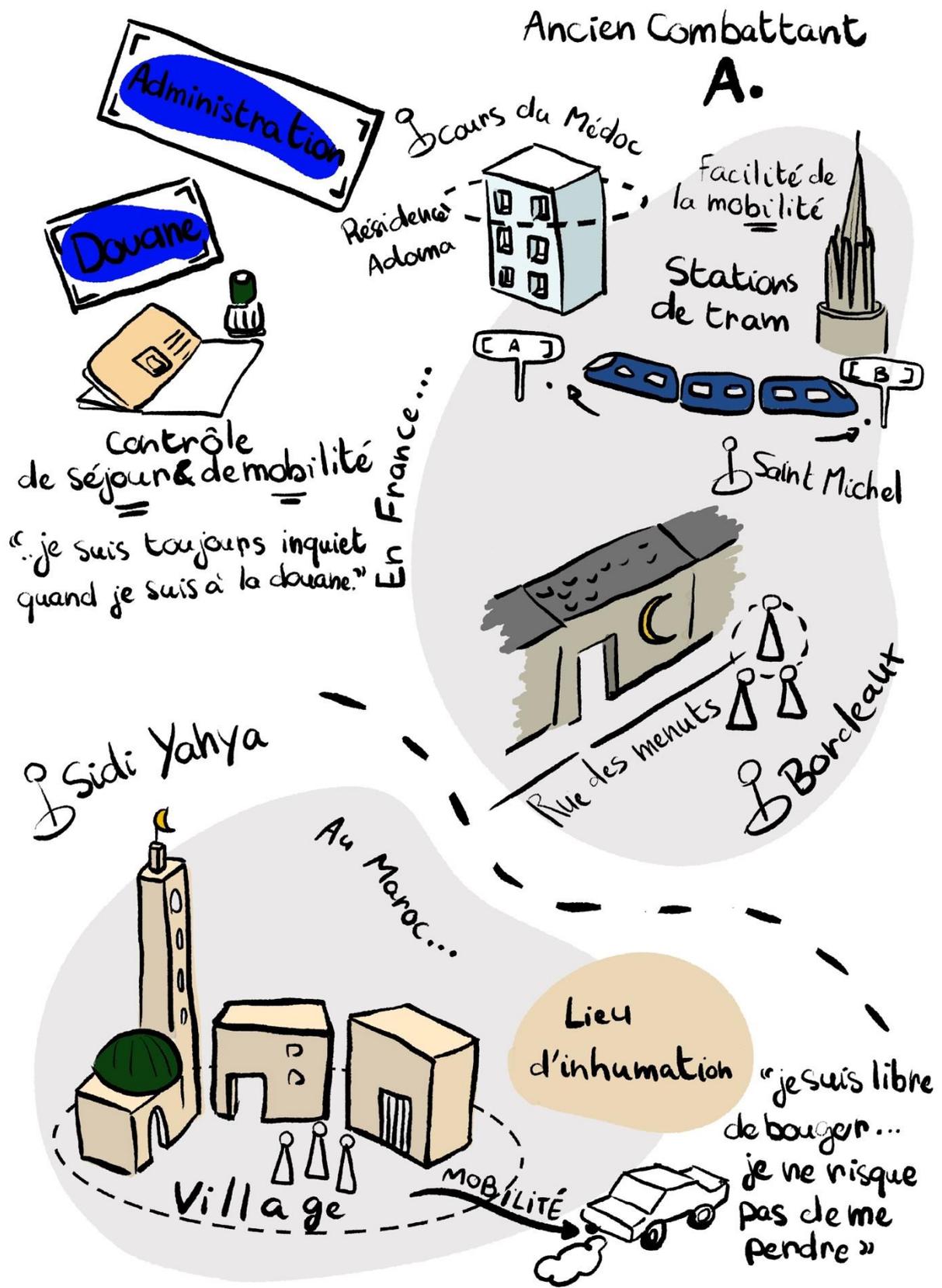


Figure 46 Carte de lieux référentiels de A., habitant entre Sidi Yahya et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla

Pour A., qui habite à *Adoma Médoc* depuis 2014, la résidence sociale est d'abord utilitaire. Elle n'est pas un ancrage domestique et social tel que pourrait l'être sa maison à Sidi Yahya, dans son village d'origine. A 82 ans, A. n'a jamais vécu *seul*, même lorsqu'il a habité dans un premier temps au FTM Alfred Daney à son arrivée à Bordeaux. Les studios de la résidence du Médoc, bien qu'ayant un meilleur confort spatial et sanitaire global, sont des lieux d'où transparait l'effet d'isolement renforcé par une localisation en marge de l'agitation de la ville. A. considère les stations de tram à proximité de la résidence une aubaine ; des *espaces-temps* essentiels à son quotidien en France :

*« Ici (à Bordeaux), je ne connais que ce qu'il y a autour de moi. Le tram du Médoc pour me ramener à la station Saint Michel, parce qu'on a la carte du transport, je remercie Dieu pour ça et les gens de l'association qui nous ont aidé à l'obtenir. [...] La station à Saint Michel descend directement avec une rue jusqu'à la basilique, et je retrouve vite les épiceries et quelques connaissances. Je n'ai pas besoin de savoir lire ou écrire pour ça (rires). » (A., septembre 2017)*

La mobilité facilitée permet à A., dès son arrivée au quartier, de retrouver la majorité de ses repères du quotidien en dehors de son studio. Comme ses pairs, A. retrouve dans la mosquée de Saint Michel un lieu d'équilibre, pour une population dont la pratique religieuse occupe une place centrale. De nombreux anciens combattants marocains sont originaires des campagnes où la communauté est un cadre déterminant de socialisation. Ce sont des environnements où les valeurs traditionnelles et religieuses sont fortement cultivées et structurent les rapports au sein du groupe. Les anciens, en préservant la pratique du lieu de culte, retrouvent de la stabilité dans leur environnement social, culturel et spatial en France où il leur est difficile de naviguer en totale autonomie.

La mosquée de la rue des Menuts est appréciée à la fois pour sa *matérialité* comme espace de rencontre, lieu de convergence qui « provoque » l'interaction et contre l'effet de solitude et d'isolement, et pour son *immatérialité*, la mosquée se transformant de "lieu" en "moment" de pratique religieuse qui transcende la notion même de *territoire*, abolissant ainsi temporairement le sentiment d'*étrangèreté*. L'appartenance à la communauté religieuse dépasse les divisions des appartenances nationales et territoriales et devient un "*lieu*" d'ancrage indépendant. Halima Toueress, la gestionnaire locative de la *Résidence Sociale Intergénérationnelle Mohamed Mechti* détaille le degré d'attachement des anciens combattants à la mosquée, qu'ils considèrent comme centralité spatiale et symbolique :

*« C'est extrêmement important pour eux. Le fait qu'ils soient là (que les anciens habitent la Résidence Sociale Mohamed Mechti, qu'ils habitent à Saint Michel) n'est pas un hasard. Ils sont près de tout. C'est-à-dire d'abord la mosquée, rue des Menuts. Leur journée est ponctuée de leurs cinq prières. Même s'ils sont fatigués, même s'il y a un petit vieux qui boite, qui a du mal à bouger, il va insister pour faire sa dernière prière dans la mosquée. Je suis parfois obligée de dire « Non, ne sors pas dans le quartier à une heure aussi tardive » ou alors « Lorsque vous sortez, vous y allez en groupe, ensemble ». Mais c'est plus fort qu'eux, ils sont têtus (rires). Après, ils sont tellement isolés, c'est extrêmement important pour eux. »*  
(H. Toueress, juin 2020)

En analysant les pratiques des lieux du quotidien, on comprend vite que la mosquée occupe la même centralité dans leur vie au Maroc. En préservant leur culte religieux, ils construisent un pont entre les deux environnements sociospatiaux, en France et au *pays*.

Avec ce fort attachement aux traditions, les anciens consacrent au lieu de sépulture un rôle structurant dans l'organisations de leurs ancrages futur et définitif. Tous considèrent le lieu d'inhumation comme résumant un ensemble d'attaches religieuses, culturelles et sociales. C'est un lieu référentiel dont ils ne voient pas la matérialisation ailleurs que dans la terre d'origine. Les anciens combattants marocains, comme de nombreux seniors isolés de confession musulmane – même lorsqu'ils n'ont pas une pratique rigoureuse du culte –, tiennent à ce que le lieu du “*repos éternel*” soit là où se trouve leur ancrage social, familial et traditionnel principal, et que l'enterrement se fasse selon les commandements de l'Islam. M., âgé de 83 ans et originaire de Marrakech, paye une assurance de rapatriement depuis l'année de son arrivée à Bordeaux pour s'assurer que sa volonté d'être rapatrié soit honorée en cas de décès loin des siens :

*« Je ne compte pas rester ici pour toujours, j'ai peur de mourir ici et de ne pas voir ma famille... Même si je paye l'assurance, parce que ce n'est pas entre nos mains, c'est Dieu qui décide. Je connais plein qui préfèrent rentrer et ne pas avoir la pension juste pour être enterré près de leur famille au cas où il arrive quelque chose. Ce n'est pas la même chose... Ici, ce n'est pas notre pays, ce n'est pas notre terre. On est là juste parce qu'on veut nos droits. Donc l'assurance c'est au cas où on n'est pas au bled et qu'il se passe quelque chose. [...] Les Français ne sauront pas s'occuper de notre corps, on est musulmans, on veut mourir dignement comme notre religion le veut. »* (M., janvier 2018)

Penser au lieu de sépulture et y accorder une importance aussi cruciale est révélateur du système d'attachement socioculturel au lieu. Au-delà du souci pragmatique de la garantie du droit de recueil

et de deuil aux proches, « le retour du défunt a la valeur de mythe au sens où il constitue à la fois le retour à la terre d'origine et un acte d'allégeance plurielle à la terre sacrée de l'Islam, à la terre des Ancêtres et à la terre natale » (Cartillier 2002, 120). Dans son travail sur les vieillesse nomades des travailleurs immigrés à la retraite, Jeanne Cartillier (2002) explique que le lieu de sépulture en tant que référentiel fort dans la territorialité migrante chez les travailleurs d'origine maghrébine et de confession musulmane, « représente l'ancrage charnel dans un territoire et une communauté » (Cartillier 2002, 121). Le rapatriement n'est alors pas une simple option. Il est une des premières dispositions auxquelles pensent aussi bien les anciens à leur arrivée en France, que l'entourage associatif qui les prend en charge :

*« Ils payent tous des assurances. Avec SENS, lorsqu'ils sont arrivés, on leur a fait un dossier administratif pour avoir les éléments nécessaires et les personnes à contacter en cas d'urgence, la famille, le médecin, même si nous sommes limités dans notre structure parce qu'on nous dirait « vous n'avez pas forcément le droit d'accéder à de telles informations ». Mais nous, le fait que ce soit des personnes isolées, nous leur demandons s'ils sont d'accord de partager de telles informations pour leur dossier. Et ils ont toujours en priorité l'assurance de rapatriement. Pour eux, il est inconcevable qu'ils se fassent enterrer ici. C'est pour ça que je te disais qu'ils étaient terrorisés pendant la pandémie<sup>170</sup>, lorsqu'ils ont su que les avions étaient arrêtés, de peur de se faire enterrer ici, loin de chez eux, loin de leurs familles. » (H. Toueress, juin 2020)*

Cet accompagnement social complet au niveau de la *Résidence Mohamed Mechti* est rendu possible grâce à la gestion d'un effectif limité des résidents. En s'occupant d'une vingtaine d'anciens seulement<sup>171</sup>, Halima, la gestionnaire locative, a le temps de leur consacrer un suivi personnalisé et adapté, ce qui est beaucoup plus compliqué à établir dans des résidences sociales généralistes, où le nombre et les catégories de résidents sont plus élevés.

---

<sup>170</sup> Halima Toueress fait référence à la crise pandémique du Covid-19 qui a immobilisé tous les déplacements nationaux et internationaux de Mars à Mai 2020. Les fermetures ponctuelles des frontières entre pays ont continué après cette date selon l'évolution de la situation sanitaire propre à chaque territoire national.

<sup>171</sup> La mission de Halima Toueress ne se limite pas au suivi des anciens combattants étrangers. Elle a en sa charge l'ensemble des résidents, y compris les jeunes en mobilité professionnelle qui font face à des enjeux totalement différents de ceux des seniors.

# Ancient Combattant M.



Figure 47 Carte de lieux référentiels de M., habitant entre Marrakech et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla

Pour ceux qui habitent la *Résidence Sociale Adoma Médoc*, comme M., ils ont recours aux services de l'espace *Hom'âge*. M. (*Figure 47*) organise l'essentiel de son quotidien à Bordeaux autour de sa participation aux activités proposées par l'association, qui rythme son quotidien et allège le poids de la solitude et de l'ennui :

*« C'est Marrakech ma maison, ici je me sens chez moi à 50%. Quand on rentre on est à 100% chez nous, avec les enfants, ma femme... j'ai une voiture là-bas que je prends pour aller où je veux, même à Casablanca... Ici pas vraiment. [...] Hom'âge est importante... il y a Wabid qui nous aide tout le temps, Omar et Mélanie, que je connais depuis mon arrivée. S'il n'y avait pas l'association, mon quotidien se limiterait à faire mes courses et à rentrer. »* (M., janvier 2018)

M. met en avant l'importance du lieu à partir duquel il peut exercer une plus grande facilité à se déplacer. Au Maroc, il maîtrise les codes du territoire et y met en acte son autonomie, fortement diminuée pendant ses séjours à Bordeaux.

A Marrakech, ses lieux référentiels ne sont pas des rappels constants à sa condition d'étranger ou de senior migrant, contrairement aux lieux qui articulent sans réseau en France. *Chez lui*, M. est un membre à part entière de la communauté locale et son identité n'est pas surdéterminée par sa vulnérabilité de « senior migrant ».

Son sentiment du chez-soi ne se limite pas la maison familiale. Il s'étend sur l'ensemble des lieux familiers du quotidien et ceux où sa visibilité en tant qu'individu engage la reconnaissance de la part du reste de la communauté.

Tous les anciens combattants ne vivent cependant pas leur expérience de migration pendulaire comme un arrachement aux repères originels de leur pays, bien que le sentiment d'*étrangèreté* ne disparaît jamais. C'est ce que m'explique Z. (*Figure 48*), un ancien que j'ai rencontré lors d'une visite guidée de la *Résidence Mohamed Mechti*, proposée par Dominique Careil, chef de projet à Aquitanis et un des initiateurs du projet de la résidence intergénérationnelle. Nous entrons chez Z. qui nous accueille tout sourire dans son studio, rassuré de voir le visage familial de Dominique Careil en ma compagnie. En échangeant sur les lieux marquants de son expérience circulaire, Z. revient sur deux points d'ancrage temporaires qui ont mené graduellement à sa stabilité sociospatiale dans la ville de Bordeaux. Tout d'abord, l'agence de transport routier qui a servi de premier pied-à-terre lors de son arrivée en France en 2015. Ces opérateurs, d'origine marocaine comme Z., sont devenus

par la suite des membres essentiels de son réseau social et font partie de son entourage quotidien à Bordeaux :

*« Je suis venu avec un visa, je suis arrivé avec 4000 euros pour ne pas me retrouver sans sou, surtout que je ne connaissais personne. [...] Je suis arrivé à la station de train, et je me suis orienté vers les agences de transports tenues par des Marocains aussi. J'ai dormi chez eux trois ou quatre jours, et ça ne me plaisait pas. Chaque jour je leur donnais vingt euros. [...] J'ai appris après qu'ils étaient originaires de la même région. [...] Je voulais trouver le foyer parce que là-bas je dormais à côté des colis, c'était sale, je suis tombé malade avec mon œil à cause de la saleté. Mais je suis resté en contact avec eux, on se voit souvent. [...] Ils me font confiance, je leur garde parfois l'argent de la caisse. » (Z., juin 2020)*

Le premier refuge relativement durable de Z. par la suite est le *Foyer d'urgence Leydet*, situé dans le quartier Nansouty en centre-ville. Il s'agit d'une unité d'hébergement et d'accompagnement pour des soins infirmiers pour les personnes relevant du Centre d'accueil d'urgence. Le foyer est affilié au Diaconat de Bordeaux, association historique de la ville qui a pour mission de venir en aide, sans distinction de religion, d'origine, d'idéologie ou de nationalité, aux personnes en situation de détresse. Contrairement aux résidents de passage dans le centre, accueillis pour une durée maximale de neuf jours, Z. estime avoir eu la chance d'être hébergé sans condition dans une des chambres de l'établissement :

*« La responsable m'a donné une chambre, de nouveaux vêtements. Il y a une assistante là-bas qui m'a nettoyé et m'a lavé, parce que j'étais dans de mauvaises conditions les premiers jours. Vraiment, j'ai trouvé ça bien en France. Notre pays est bien, mais il manque la justice (sociale) et de bons services de santé. [...] J'ai eu ma propre chambre, l'armoire... ils m'ont donné un survêtement de sport et des chaussures. [...] Ils ont vu les papiers du palais et que je travaillais là-bas, ils avaient peur de mal agir avec moi, ils attendaient d'avoir des informations sur moi. » (Z., juin 2020)*

Même si Z. aujourd'hui s'est éloigné du quartier où il a résidé pendant deux années et qu'il ne navigue pas facilement dans la ville, il affirme qu'il saura toujours y retourner et que, malgré la promiscuité spatiale dans le foyer, ce sera toujours un repère dans son aventure migratoire, sur lequel il revient avec nostalgie et reconnaissance.



Figure 48 Carte de lieux référentiels de M., habitant entre Rabat et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla

C'est un acteur social qui a proposé à Z. de quitter le foyer pour aller dans la résidence sociale intergénérationnelle fraîchement édifiée, en plein cœur du quartier Saint Michel. Faisant partie de la première vague d'anciens combattants sortis du mal logement, il s'ancre davantage dans une centralité urbaine dans laquelle se concentrent des repères culturels et sociaux qui parlent beaucoup à la condition migrante et y offre des ressources multiples. Dominique Careil explique que le lien que les anciens combattants marocains tissent avec le quartier Saint Michel est renforcé par un environnement social qui reconnaît et respecte leur histoire :

*« Au début, quand ils sont arrivés, c'était vraiment le quartier « arabe » alors que maintenant c'est plus mélangé avec l'Europe Centrale. Ils ont été très bien accueillis par les autres Marocains, Tunisiens et Algériens, en tant que personnes âgées et le respect qu'on leur doit dans la culture maghrébine en général, et en tant qu'anciens combattants. Dans la rue, ils sont respectés, on leur donne des choses assez facilement... Tout l'environnement s'est plus ou moins mis en place. » (D. Careil, juin 2020)*

Les anciens combattants de Bordeaux convergent tous vers le quartier Saint Michel pour y retrouver ce qu'on qualifie communément d'« ambiance », pour décrire tous les marqueurs spatiaux, culturels et visuels qui construisent ensemble une représentation et une identité des lieux. Les anciens rencontrés à *Adoma* sont des habitués. Ce n'est pas uniquement lié à la pratique religieuse fédératrice dans la mosquée du quartier, mais aussi au besoin de faire partie du foisonnement de la rue et d'une vie de quartier. En se sentant « appartenir » à une dynamique collective de quartier (*Figure 49*), le sentiment d'exil est momentanément apaisé. Le quartier d'implantation de la *Résidence Sociale Adoma* cours du Médoc (*Figure 50*) n'offre pas le même cadre socioculturel auquel les anciens pourraient s'identifier ni la densité d'activités génératrice du bouillonnement urbain.

La situation relativement reculée de la *Résidence Adoma* par rapport au centre-ville n'a rien d'étonnant. « C'était là où le foncier était le moins cher », explique Halima Toueress en parlant de l'implantation des FTM, aujourd'hui en pleine transformation en résidences sociales sur l'ensemble du territoire national. « C'était là où on pouvait cacher ces populations du regard. [...] Ici, *Adoma* a quelques résidences au centre. Elles sont très petites relativement aux résidences sociales neuves, mais ils sont en train de les revendre parce qu'elles ne sont pas accessibles PMR, et commencent à reconstruire comme à *Ginko*. [...] Ce sont de petits logements, des studios, comme ceux du cours du Médoc. Ce qui est attrayant ici, c'est la situation hyper centrale et le quartier Saint Michel », ajoute-t-elle.



Figure 49 La Résidence Mohamed Mechti bénéficie d'une grande centralité et communique avec de nombreux espaces-ressources des anciens combattants à Saint Michel. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla



Figure 50 La résidence Adoma du Cours du Médoc est excentrée par rapport à la vie sociale et urbaine des anciens combattants. Il faut entre 15 à 20 minutes en tram pour faire le lien entre la résidence et l'espace public / espace-ressource des anciens. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla

Enfin, pour Z. qui a quitté le Maroc non pas pour combler un manque financier mais pour s'éloigner de conflits personnels, la séparation du lieu d'origine est atténuée par la paix d'esprit retrouvée à l'écart des histoires de famille. Ayant perdu sa femme depuis plus d'une dizaine d'années, et étant donné que la plupart de ses enfants résident à l'étranger, Z. vivait bien avant son arrivée en France l'éclatement de son réseau social familial. Cela n'empêche cependant pas un sentiment inhérent de manque à l'égard de repères territoriaux du pays, où Z. a construit une vie avec laquelle il n'est pas près de rompre, même avec les nouvelles distances qui s'imposent :

*« Je ne sais pas si je vais rentrer définitivement au Maroc, avec les problèmes que j'ai avec mes enfants qui sont restés là-bas. J'aimerais bien revenir, mais les conditions familiales ne le permettent pas. Ce qui est sûr, c'est que je vais rentrer pour me marier et prendre une femme de mon village, et ramener ma femme ici. [...] J'avais mon affaire de garage là-bas avant de venir ! J'aide encore la famille qui a besoin, j'envoie de l'argent lorsqu'il le faut, je retourne au village [...]. Le Maroc est mon pays, quoi qu'il en soit... Il n'y a pas mieux, ton pays restera toujours là où tu te sens le mieux. Je n'aurais jamais quitté le Maroc si je n'avais pas eu ces problèmes. Moi, cette loi, j'en ai entendu parler dès la première année, mais je ne voulais quand même pas partir. C'est à cause des problèmes... » (Z., juin 2020)*

Les riches parcours de vie de ces seniors, aussi épars et diversifiés soient-ils en événements et en lieux, mettent en jeu des repères sociospatiaux communs. A Bordeaux, leur distance des réseaux

sociaux et solidaires communs à leur vie au *pays* les force à se rattacher aux lieux où ils retrouvent un semblant de communauté.

Le pays joue le rôle de centralité sociale et identitaire dans le parcours de migration pendulaire. Il incarne le territoire de reconnaissance des individus, là où leur identité n'est pas exclusivement définie par leur statut d'ancien combattant. Quel que soit leur état d'autonomie physique, le pays reste un lieu où ils se sentent indépendants systèmes d'assistance et d'accompagnement associatifs assurés par *des inconnus*, car l'assistance familiale est évidente dans la culture d'origine. L'effet de "mission", ou de "*dévotion familiale de fin de vie*", telle que la qualifie Dominique Careil, fait que les anciens combattants justifient leur présence à Bordeaux par la vie qu'ils mènent au Maroc dans leurs villes d'origine et le réseau de lieux qui les anime.

*« Ils ont l'esprit là-bas, et le corps ici. »* (H. Toueress, juin 2020)

### **Deux pratiques de l'urbain pour deux quotidiens**

Avant d'aller à la rencontre des anciens combattants marocains et d'investiguer leurs déplacements, il est déjà clair par l'observation de l'espace public bordelais que leurs lieux de pratique régulière se situent dans l'espace public, à Saint Michel. A. (*Figure 51*) rejoint l'hypercentre de Bordeaux dès le matin pour retrouver des seniors et des connaissances dans les locaux de l'espace *Hom'âge* autour d'un petit-déjeuner ludique. Wahid, avec l'aide des intervenants extérieurs, profite de l'occasion pour réunir les seniors autour d'un moment de convivialité et les sensibiliser sur les questions de santé et de nutrition. Cela représente pour les adhérents, un repas gratuit, un gain non négligeable pour ceux qui consacrent plus de la moitié de leurs ressources à leurs proches :

*« J'essaye de sortir d'ici le plus tôt possible pour aller à Saint Michel, parce qu'il n'y a rien ici. Pendant la semaine il y a la brocante le matin. Même si je n'achète pas toujours quelque chose, au moins je promène mes yeux (rires)... Il y a des arabes comme nous ici et ça me permet de parler avec eux... Autrement, on n'a rien pour tuer le temps. »* (A., septembre 2017)

Pour la suite de la journée, A. se dirige vers le Marché des Capucins, à quelques minutes de marche de la place Meynard. Là-bas, un point de distribution de repas s'installe pour offrir des plats chauds à ceux qui sont dans le besoin. « *Je n'y vais pas tous les jours* », m'affirme A. comme pour me rassurer. « *C'est parce que moi je ne sais pas faire à manger et c'est dur pour quelqu'un d'agé comme moi* », m'explique-t-il. A. n'est pas le seul ancien combattant étranger à avoir recours à ces services caritatifs. Il est

fréquent de repérer quelques-uns dans la file d'attente qui s'aligne devant les halles du marché et devant divers autres points de distribution dans le centre-ville.

A. reprend la route vers la basilique et s'installe sur le pourtour de la place, sur un des bancs, à l'ombre d'un arbre, en attendant les appels à la prière de la journée :

*« Je reviens à la place, parce qu'il n'y a rien à faire... Je regarde les gens passer, parfois je rencontre d'autres combattants, et ça nous fait de la compagnie. [...] Je fais la prière à la mosquée à côté, Dhohr et Asr (prières du midi et de l'après-midi). [...] Parfois, avant de rentrer, je vais voir les transporteurs pour voir quand est-ce qu'ils partent au Maroc, et le prix... » (A., septembre 2017)*

Il reste à l'affût des bonnes affaires, et essaye de trouver le meilleur compromis entre la période à laquelle il souhaite rentrer au Maroc et les places disponibles au meilleur prix. Dominique Careil m'explique plus tard que beaucoup mobilisent les opportunités locales chez les opérateurs du quartier et organisent la gestion de leurs séjours entre la France et le Maroc en conséquence :

*« [...] Mais c'est généralement lié aux rites, aux Aïds en général, également aux histoires de famille, mais aussi aux opportunités de transport. "Voilà, je peux y aller à moins cher" et c'est parti du jour ou lendemain. Il y a tout ce rapport à la moindre dépense qui fonctionne bien. Mais il faut être vigilant (en tant que responsable de résidence). » (D. Careil, juin 2020)*

Dans la rue des Menuts, A. profite de son passage pour rejoindre la téléboutique locale et prendre des nouvelles de ses proches à Sidi Yahya par téléphone. Halima Toueress m'apprend que ceux qui ne maîtrisent pas les outils de télécommunication, réussissent à tirer parti d'autres moyens plus adaptés :

*« Il y a un vendeur de cartes téléphoniques, et c'est lui aussi qui est le lien avec la famille. La famille appelle "El Haj Mehdi", le propriétaire de la téléboutique, et les anciens, quand ils vont chez lui, prennent la nouvelle et ils se manifestent par rapport à ça. Ils ont développé des astuces en fonction de leurs possibilités à eux... » (H. Toueress, juin 2020)*

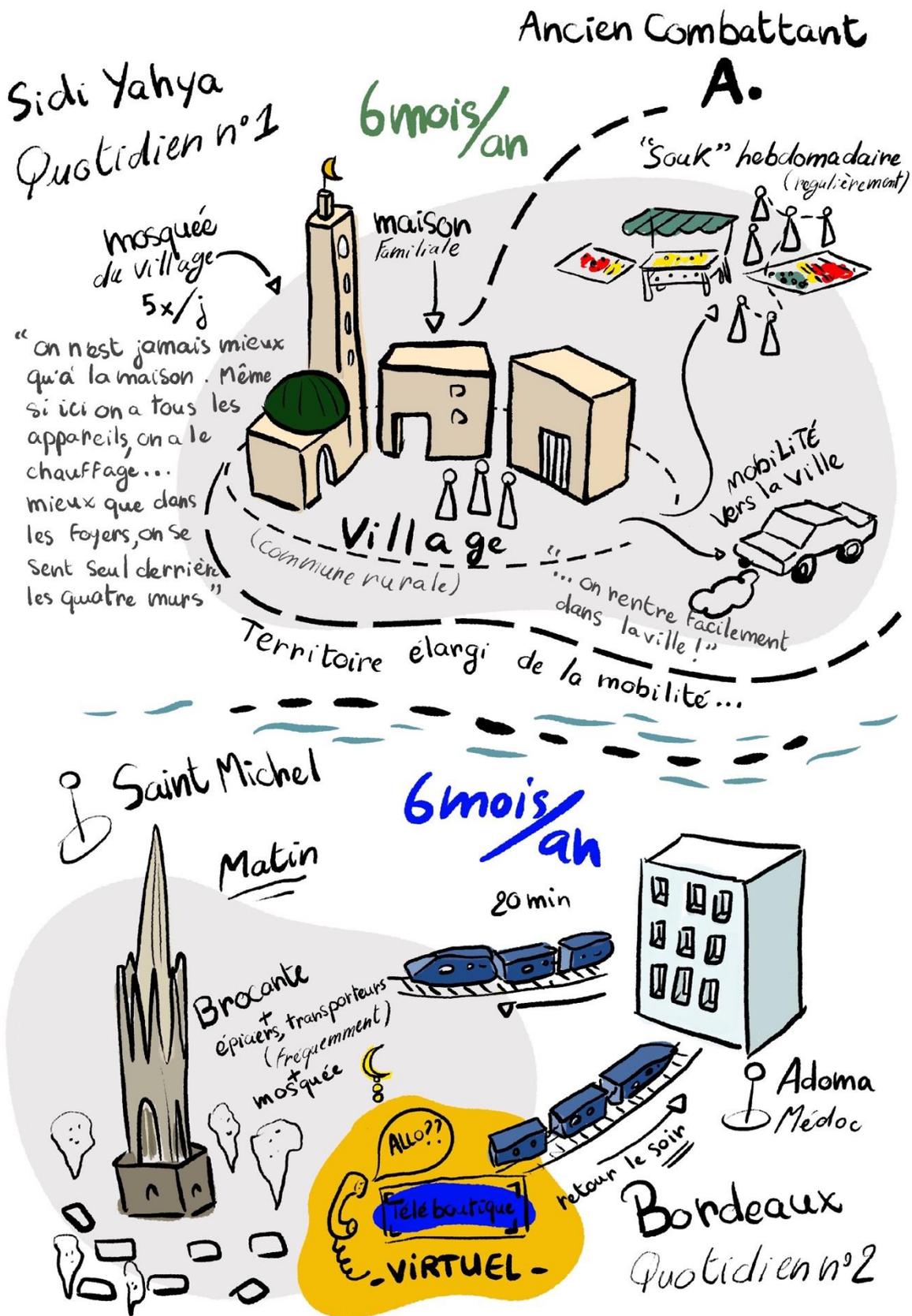


Figure 51 Carte de lieux du quotidien de A., entre Bordeaux et Sidi Yahya, 2020 © Myriame Ali-oualla

Le quotidien de A. à Bordeaux n'est pas toujours rythmé par ses pérégrinations urbaines. Il explique que, certains jours, il est incapable de sortir des locaux de la résidence. Il se débrouille avec les moyens qu'il a disposition dans son studio, « *parce qu'il n'y a rien à côté du foyer (la Résidence Adoma)* » dit-il. « *Juste la route et des voitures [...] j'allume ma radio... Un jeune homme m'a mis la fréquence de chaînes arabes, et c'est bien parce que je sais ce qui se passe au pays. De quoi occuper un peu le temps ici...* ».

S'activer, s'occuper, bouger sans pour autant pouvoir aller très loin, rien que pour ne pas sentir le temps passer, semble être au cœur des parcours urbains des anciens combattants. Dans les entretiens menés par le RAHMI, certains parlent de la distorsion du rapport au temps :

*« Ici... un mois en paraît deux, voire plus ! Et au Maroc, un mois, c'est dix jours ! C'est pas la même chose... [...] Ce qui me manque essentiellement ici, c'est mon épouse. Même si les enfants ont grandi, c'est surtout mon épouse qui me manque. [...] J'essaye de sortir, je vais au marché, j'écoute la radio, je vais dans les cafés pour passer le temps... »* (M. Bentabahate, 2009)

M. Bentabahate révèle le décalage qu'il ressent entre ses *deux quotidiens*. La différence est même perceptible dans changement du "ton" de l'entretien, lorsque les enquêtés passent du récit d'un *quotidien* à l'autre. La modulation de la voix entre la nostalgie, la résignation, l'engouement ou encore la fierté, définit les contours de leur ressenti fluctuant entre les deux dimensions quotidiennes de leur mobilité pendulaire.

Dans sa commune rurale de Sidi Yahya, les pratiques quotidiennes de A. sont plus diverses et se déploient sur un territoire plus large, avec une grande facilité de mobilité compte tenu de la maîtrise des repères et des systèmes locaux :

*« J'habite à Sidi Yahya el Gharb, dans un douar (village) à côté de la ville. Mais on rentre dans la ville facilement. [...] Je connais tout le monde au douar, parce que ma famille a toujours habité là-bas, mais ça a beaucoup changé ! On a tout ce qu'il faut, l'eau et l'électricité. [...] Il y a le "souk" hebdomadaire où on va s'approvisionner, et ce n'est pas cher comme ici. Mon fils a une voiture et il m'emmène à la ville quand on en a besoin. »* (A., septembre 2017)

En parlant de son parcours quotidien, A. ne spécifie pas des lieux distincts. La mosquée du village qu'il fréquente plusieurs fois par jour, les rues du voisinage ou encore la maison familiale qui l'abrite lui et ses proches composent ensemble son *chez lui*.

*« Même si ici on a tous les appareils, on a le chauffage... mieux que dans le premier foyer ! », explique A, « on se sent seuls derrière les quatre murs. Alors qu'à la maison il y a la femme, les enfants, tu parles à des gens qui te connaissent, tu as les voisins à côté, les jeunes qui te respectent dans le quartier. Ici personne ne nous connaît vraiment, à part entre nous dans la résidence ou l'association... Mais ce n'est pas la même chose. »*

Le récit d'expérience spatiale et mobilitaire de M. (Figure 52) met l'accent sur sa capacité à être "indépendant" dans sa pratique de la ville une fois de retour à Marrakech. Dans son quartier *Douar El Asker*, M. commence sa journée par effectuer la prière matinale collective dans la mosquée la plus proche, une pratique difficile de maintenir à Bordeaux, étant donné que la *Résidence Adoma* est trop éloignée de la mosquée qu'il a pour habitude de fréquenter. Il continue avec les courses de la journée avant de vaquer à diverses autres tâches. *« Je ne reste jamais à la maison sans bouger ! », m'explique-t-il. « Je vais à Marjane par exemple (centre commercial), ou à la médina. Je ne m'ennuie jamais ».* M. a son propre moyen de transport et l'utilise librement pour se déplacer et même visiter les environs de la ville, élargissant ainsi le territoire de sa pratique quotidienne.

A Bordeaux, ses déplacements sont plus limités, à la fois dans l'espace et dans le temps. Étant dans l'incapacité de faire sa première prière dans la mosquée, M. commence les premières activités de la journée dans sa chambre (prière, lecture du coran, petit-déjeuner) pour ne la quitter qu'à partir de 10h :

*« Je vais à Hom'âge ! Je me pose un peu là-bas, on se parle et on échange, on joue un peu aux cartes et aux dames, puis je passe à un magasin s'il me faut quelque chose, je ramène du pain, du jus, ce qu'il me faut, et après je rentre. [...] Je déjeune par exemple à 15h, je n'arrive pas à me réveiller de ma sieste qu'à 18h (rires). [...] C'est tout, il n'y a pas beaucoup de choses à faire. Parfois je vais à Auchan Lac, mais je ne connais pas plus de lieux que ça. » (M., janvier 2018)*

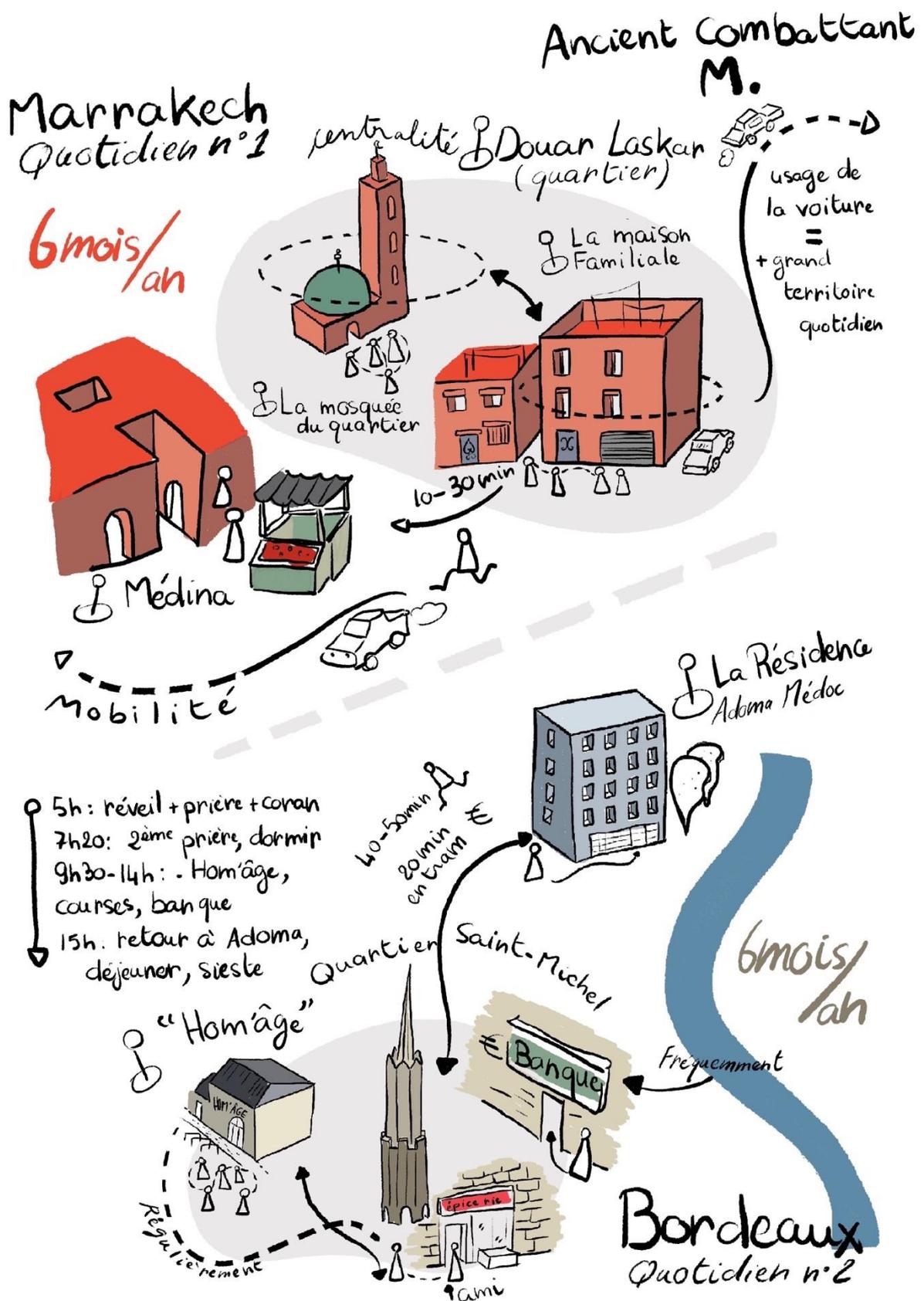


Figure 52 Carte de lieux du quotidien de M., entre Bordeaux et Marrakech. 2020 © Myriame Ali-oualla

Le réseau social limité de M. à Bordeaux contribue à la réduction de ses déplacements et du périmètre urbain investi. Contrairement à de nombreux autres seniors maghrébins et anciens combattants étrangers, il ne fréquente pas l'espace public du quartier Saint Michel. « *Je ne connais pas beaucoup de monde* », raconte M. « *J'ai un ami à moi là-bas, qui a une boutique, c'est un épicier, et il y a le directeur de la banque. C'est tout ce qui me pousse à y aller, sinon je ne connais personne et je ne côtoie pas beaucoup de monde* ». Il effectue la majorité de ses déplacements en ville, et se fait de temps en temps accompagner par Wahid pour gérer ses affaires administratives. La journée se termine tôt pour M. qui retourne à la *Résidence Adoma* en milieu d'après-midi. Il dit ne pas apprécier l'effet d'oisiveté qu'il ressent en inertie dans la rue ou dans la place, sans avoir de tâche à accomplir ou d'échange significatif à entretenir.

Z. (Figure 53), qui réside dans la *Résidence Mohamed Mechti* depuis 2015, entame son quotidien à Bordeaux très tôt en effectuant sa marche journalière sur la rive gauche de la Garonne. Il n'hésite pas à s'enorgueillir à plusieurs reprises d'être encore en très bonne santé physique par rapport à son âge, « *pas comme les autres anciens combattants, les pauvres, qui s'enferment chez eux* », dit-il. A part la promenade sur les berges du fleuve, pendant laquelle il suit toujours le même trajet et s'arrête au même point, Z. passe le plus clair de son temps dans son quartier d'implantation, en dehors duquel il perd ses repères :

*« Moi je ne sais pas aller à d'autres endroits à Bordeaux. S'il n'y a pas de guide, je ne saurai pas où aller. Ce que je fais, c'est que je longe la Garonne tous les jours sur le même chemin, et je reviens à Saint Michel. [...] Je connais aussi le réfectoire, je connais le foyer où je suis resté deux ans. Pour les administrations, je demande un guide, Youns (association SENS) que tu as vu. [...] On va à la Caisse de Dépôt, à la CAF... » (Z., juin 2020)*

Même si le rapport avec certains de ses enfants s'est détérioré, Z. continue à mobiliser ses ressources et une part de sa pension de retraite pour aider les membres de sa famille. Comme les autres, il a pris l'habitude de fréquenter les agences de transfert de fond, nombreuses dans le quartier (Image 60). Les durées de séjour à Bordeaux se prolongeant sur une moyenne de trois à quatre mois à la fois, l'envoi d'argent entretient ceux pour lesquels la plupart des anciens combattants ont entrepris l'épreuve de la migration pendulaire.



Image 60 Dans la rue des Faures, plusieurs enseignes réunissent des services téléphoniques et l'envoi de fonds à l'étranger. Les agences sont reconnaissables à leurs panneaux en jaune vifs qui débordent des façades. Leur concentration dans le quartier vient en réponse à la forte demande de la population d'origine étrangère. 2020 © Myriame Ali-oualla

De retour à la *Résidence Mohamed Mechti*, il n'est pas rare que Z. reçoive des appels vidéo de ses enfants installés aux États-Unis, en Espagne et au Maroc, pour prendre de ses nouvelles. Grâce à l'accès gratuit au réseau internet dans la résidence, des anciens développent des routines d'échange dématérialisé avec leurs proches, s'adaptant aux outils de télécommunication à leur portée. D'après Halima Toueress, certains sont plus "dégourdis" que d'autres et plus ouverts sur les nouvelles technologies. Dans tous les cas, la résidence est tenue contractuellement d'assurer l'accès "facilité" à internet à tous les logements :

*« Au début, on s'est dit pour les anciens qu'on va sortir la box (internet) parce qu'ils ne comprenaient pas. Puis, petit à petit, ils ont remis la box parce qu'ils ont su qu'ils pouvaient faire plein de choses avec et que c'était gratuit pour eux. On a vu évoluer cet usage, et c'est Halima qui m'a dit ça, pendant le confinement mais pas que... à l'aide de jeunes pour pouvoir utiliser internet, alors qu'ils ne savent pas et plusieurs ne savent pas lire ni écrire. La plupart sont des soldats, et pas des gradés. » (D. Careil, juin 2020)*

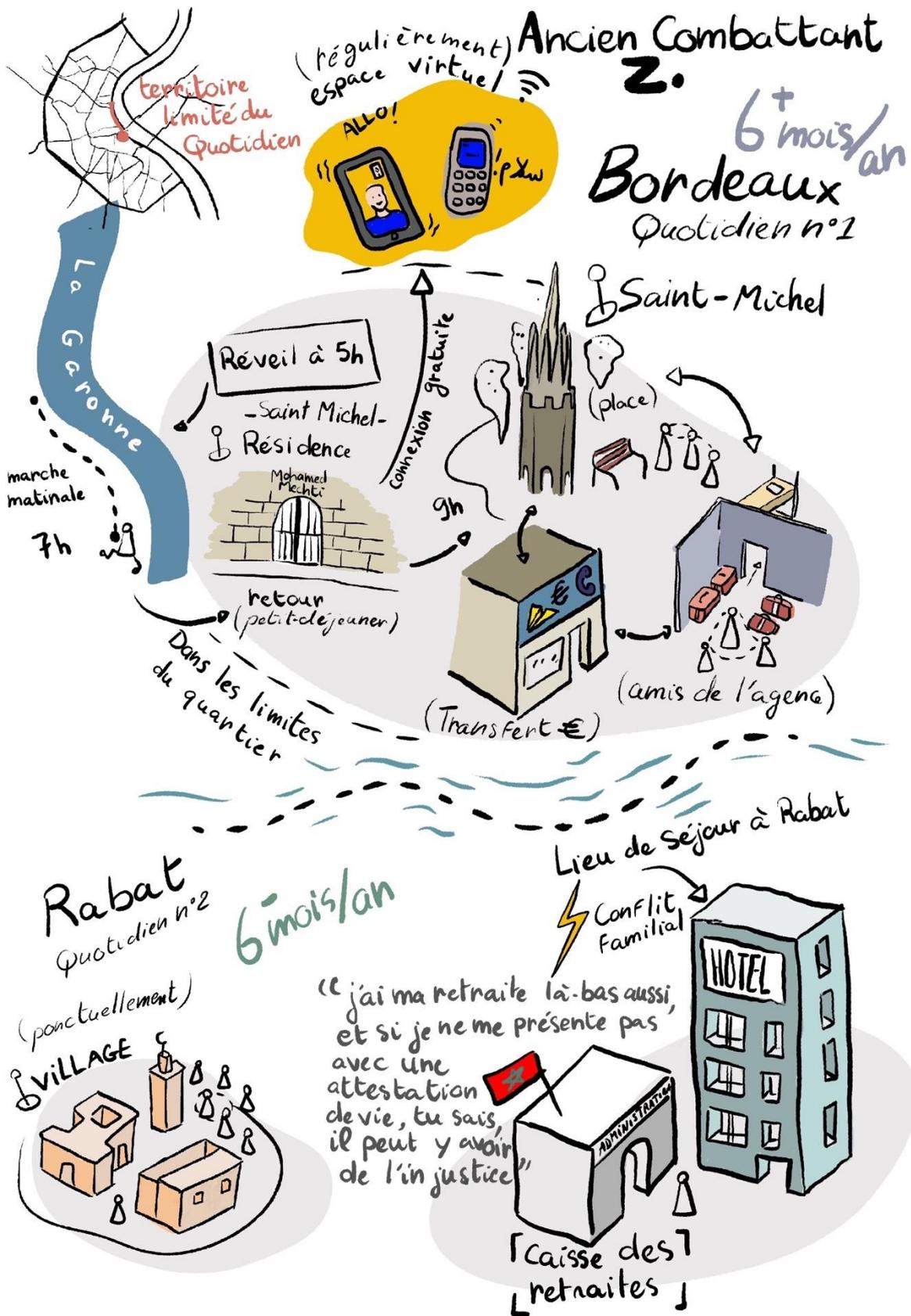


Figure 53 Carte de lieux du quotidien de Z., entre Bordeaux et Rabat. 2020 © Myriame Ali-oualla

Ainsi, la journée de Z. est ponctuée par une pratique considérable de l'espace public dans la limite de son quartier où il dispose de plusieurs lieux-ressources (économiques, sociaux) au seuil de sa porte. Au-delà, il a du mal à naviguer dans l'espace urbain sans l'aide d'une autre personne, surtout lorsqu'il s'agit de démarches administratives et des services de santé. Mais ce type de déplacements reste ponctuel et l'entourage associatif en assure l'assistance.

A Rabat, depuis que Z. a décidé de quitter la ville pour être la moitié du temps à Bordeaux et s'éloigner de la toxicité des conflits familiaux, ses pratiques habituelles de la ville se sont altérées. Avant son arrivée en France, cet ancien avait une vie très dynamique au quotidien qui s'étendait sur un territoire urbain plus vaste, reflétant la multiplicité d'activités qu'il exerçait encore à ce moment-là :

*« J'avais plein de choses à faire ! j'avais mon garage, le dépannage... j'avais même un taxi. [...] J'étais chauffeur au palais, j'ai l'habitude de bouger ! Donc j'allais au garage, je me déplaçais avec la voiture, je passais d'un quartier à l'autre sans problème... Et, tu sais, on ne peut pas se perdre là-bas, je connais toute la ville. » (Z., juin 2020)*

Aujourd'hui, lorsqu'il a l'occasion de rentrer à Rabat, il limite ses déplacements dans la ville et passe une grande part de son séjour à l'écart de ses repères habituels :

*« Je ne vais pas tout le temps. Quand j'y vais, je prends l'avion et réserve une petite chambre d'hôtel, parce que je ne peux plus rester avec la famille, avec tous les problèmes. J'y vais 15 jours ou un peu plus, pour régler mes affaires. Parce que j'ai aussi ma retraite là-bas, et si je ne me présente pas avec une attestation de vie, tu sais, il peut y avoir de l'injustice. » (Z., juin 2020)*

Le fait que quatre de ses six enfants soient à l'étranger comme lui engendre un détachement partiel à l'égard de son environnement social d'origine le poussant à une pratique plus distanciée. Désormais, et jusqu'à rétablissement de rapports familiaux plus sains, Z. compte vivre plus durablement en France qu'au Maroc. S'il le fait par choix, d'autres anciens combattants moins privilégiés y sont forcés lorsqu'ils sont délaissés par leurs proches qui ne les considèrent que pour les chèques qu'ils envoient régulièrement au pays.

Entre les deux vies manifestement dissemblables des anciens au Maroc et en France, se dessinent des liens implicites qui déterminent leur quotidien d'un côté et de l'autre. La vie bordelaise est nourrie par le besoin de retrouver des repères sociospatiaux qui font office de ponts multiples avec la vie au *pays*.

\*\*\*

Lorsque les anciens combattants « *s'installent* » dans la dynamique de migration circulaire entre le Maroc et la France, ils passent par un système administratif scrupuleux, qui accorde beaucoup de rigueur au respect des durées de séjours d'un côté et de l'autre des frontières. Même s'ils entretiennent un rapport parfois conflictuel avec les administrations en charge de contrôler leur circulation et de fixer leurs modalités de séjour, les anciens n'ont d'autres choix que de se familiariser avec ces lieux essentiels au bon fonctionnement de leur projet migratoire.

L'investigation du référentiel sociospatial révèle très manifestement un ancrage profond dans la terre d'origine, qu'on quitte amèrement et qu'on a souvent hâte de retrouver. C'est le *chez-soi*, la maison familiale, le voisinage chaleureux, le quartier et l'espace où l'on peut faire l'exercice d'une plus grande autonomie.

La ville ou le village d'origine sont, à terme, les lieux du retour définitif. Les anciens combattants accordent une importance cruciale au processus et à l'endroit d'inhumation qu'ils n'envisagent pas ailleurs qu'auprès de leur famille. L'assurance de rapatriement est une des premières démarches qu'ils entreprennent à l'arrivée en France comme précaution en cas de décès :

*« Le retour post-mortem n'est d'ailleurs pas propre aux populations maghrébines. Il représente l'éternel retour à l'origine, particulièrement prononcé pour les populations du pourtour méditerranéen, qui partagent le même culte de la terre. »* (Cartillier 2002)

L'importance accordée aux rites d'inhumation fait partie d'un attachement à la tradition religieuse musulmane qui se traduit, par ailleurs, par la pratique assidue de la mosquée, aussi bien en France qu'au Maroc. Le lieu de culte, comme espace matériel et incarnation de l'immatériel, est un repère de stabilité dans les allers-retours entre les deux pays. Il offre un temps de rassemblement et d'échange de solidarité entre les membres de la communauté religieuse, et un ancrage spirituel fort et constant, indépendant de la contrainte du territoire dans lequel il s'exerce. Où qu'elle soit, la mosquée est fédératrice pour ces anciens qui ont baigné dans la pratique religieuse traditionnelle,

porteuse de valeurs communautaires fortes. A Bordeaux, le fait qu'elle soit implantée dans un quartier riche en ressources pour les anciens n'est pas un hasard.

Les anciens combattants jonglent avec la perte de repères sociaux traditionnels en gravitant autour des lieux qui miment ou créent des ponts avec ces derniers. Le quartier Saint Michel est à un foyer où les sociabilités traduisent un référentiel socioculturel familier et une profonde compréhension de la condition migrante, commune à de nombreux autres usagers, comme les commerçants maghrébins et marocains du quartier, les opérateurs des agences de transport ou encore les accompagnateurs arabophones, prêts à assister les seniors en cas de besoin.

Le statut de Saint Michel est renforcé par la pratique effective des lieux au quotidien, point de convergence interculturel unique en son genre à Bordeaux. L'enracinement graduel de communautés d'origines maghrébine et/ou arabe en fait un carrefour de ressources sociales, culturelles et économiques, où les anciens et seniors étrangers sont valorisés pour leur expérience, leur engagement militaire, et la sagesse inhérente à leur expérience de vie mouvementée. C'est un lieu qu'ils pratiquent assidument, son effervescence et son bouillonnement quotidien les aidant à surmonter l'ennui et la monotonie de tous les jours.

Certains anciens ressentent une distorsion dans la notion du temps en passant d'un quotidien à l'autre. Loin de leurs familles, le temps et la distance s'allongent. Sous l'effet de la distanciation de leur réseau social et de l'isolement qui en résulte, les anciens combattants ont su développer des *espaces-temps* communs d'échanges avec leurs proches. L'usage d'internet, la manipulation d'applications mobiles d'appels vidéo ou encore, pour les moins familiarisées avec ces technologies, le recours à des intermédiaires comme relais d'échanges, participent de la création de lieux virtuels dans lesquels les distances sont temporairement abolies. L'appropriation parfois surprenante de ces outils par les seniors montre qu'ils ont, malgré tout, une certaine capacité d'adaptation face à l'adversité de l'exil et de la séparation parfois douloureuse avec les siens, même si, pour la plupart, elle n'est que temporaire dans l'attente d'un retour définitif à la terre natale.

#### 6.4. Loin de chez soi, l'habiter des anciens combattants isolés

L'habiter des anciens combattants marocains en migration pendulaire entre le Maroc et la France, leurs pratiques et leurs représentations spatiales puisent dans un référentiel transversal du rapport au lieu, entre les habitudes du pays d'origine et les dynamiques d'adaptation à la société d'accueil. Grands voyageurs à un âge relativement avancé, les anciens combattants en sur-mobilité se confrontent à l'appropriation de nouveaux lieux et à l'impératif de retrouver, par leurs pratiques spatiales et sociales, des attaches qui les ancrent en tant qu'étrangers, en attendant de rentrer définitivement au pays.

Les observations de terrain montrent d'abord une visibilité des anciens combattants marocains dans l'espace public, limitée à des territoires urbains particuliers. Leur pratique de la rue s'éloigne de la stigmatisation problématique qui y était associée aux prémices de leur arrivée en France. Leur appropriation nourrit leurs besoins de sociabilités tout en enrichissant l'identité des lieux.

Les locaux associatifs et les espaces communs de la résidence sociale font l'objet d'un investissement motivé par les actions proactives des animateurs en faveur des seniors isolés. Les anciens combattants font ainsi l'exercice de pratiques spatiales originales, allant du marquage artistique aux réunions autour de repas ludiques et de séances de sensibilisation.

Le passage de l'organisation du foyer, qui forçait par effets de proximité et de promiscuité l'interaction et la vie collective, à la configuration des résidences sociales, plus confortable mais également plus "individualiste", génère des effets contrastés remettant en perspective l'essence de l'appropriation spatiale domestique et du sentiment du chez-soi. Les dynamiques sociospatiales propres à chaque configuration mettent en jeu le confort spatial, les normes hygiéniques et sanitaires, la mise en commun d'espaces utilitaires et la conception de zones de rassemblement, spécifiquement dédiées au partage entre résidents.

A l'échelle domestique, les anciens combattants mettent en avant les valeurs à travers lesquelles ils jugent de la qualité de leur habiter en France, en la mettant continuellement en perspective avec leur qualité de vie au pays. La configuration spatiale et les commodités mises à leur disposition et dont ils apprécient le confort et l'effort des concepteurs et des bailleurs d'adaptation de l'espace à leurs besoins en tant que seniors étrangers, ne suffisent pas à répondre aux attentes sociales et symboliques du chez-soi, tel qu'ils le vivent au Maroc.



*Image 61 Sur le rebord de la place Meynard, un groupe de seniors maghrébins. 2020 © Myriame Ali-onalla*

Nous sommes Jeudi. Le temps est relativement frais pour cette matinée du mois de Juin. Après un entretien mené avec un des responsables de la *Résidence sociale Mohamed Mechti*, je choisis de faire un détour par la place Meynard avant de rejoindre mon lieu de travail. Comme à leur habitude, des seniors marocains et algériens y sont réunis. Ils échangent vivement usant des deux dialectes à la sémantique si proche, les uns assis sur un banc, les autres, debout, leur faisant face.

Depuis quelques semaines, suite à la crise sanitaire généralisée, la plupart des seniors arborent leurs masques de protection avant d'affronter les “nouveaux dangers” de l’espace public, leur principal lieu de pratique quotidienne. Pendant la période de confinement, me confie Halima Toueress, les anciens combattants étrangers étaient hantés par la peur d’une contamination fatale, si loin de leurs proches. La nouvelle permission de sortie les reconforte et leur permet de se retrouver, ensemble, autour de repères fédérateurs. A l’ombre des arbres, d’autres choisissent de s’installer sur les autres bancs de la place ou encore, par manque d’espace, sur les planches en bois qui surmontent la clôture en acier de l’espace arboré. Les petits groupes de seniors maghrébins, disséminés ici et là autour de la brocante, calme en milieu de semaine, attirent le regard par leur présence.

### L'appropriation de l'espace public et le « marquage présence »

Les anciens combattants marocains forment une population minoritaire par rapport aux autres populations migrantes visibles à Bordeaux. Pourtant, pour les habitués d'un quartier comme celui de Saint Michel, les seniors migrants – qu'ils soient travailleurs à la retraite ou anciens combattants – sont facilement identifiables.

Avant qu'ils ne fassent partie intégrante de l'identité des lieux, cette visibilité dérangeait les acteurs de la ville qui n'étaient prêts ni à l'accueil ni à la gestion d'une population aux multiples formes de vulnérabilité. L'effet de déambulation indécise dans les rues de la ville a cependant évolué avec le temps vers une pratique plus concentrée d'espaces identifiés comme lieux-ressources.

Les territorialités de lieux du quotidien, racontées par les anciens, indiquent une pratique régulière du quartier Saint Michel qui incarne l'interculturalité de l'espace urbain dans « sa double dimension idéale et matérielle, de représentation et de réalité » (Goudichaud 2006). Les anciens combattants marocains, comme les autres seniors étrangers en provenance d'autres pays africains, s'approprient les lieux par différents moyens, dans des temporalités définies de la journée.

Tout d'abord, leur simple présence réitérée au quotidien dans les abords de la place (*Figure 54*Figure 54), devant et dans les épiceries rue des Faures, ou encore dans les agences de transfert d'argent et chez les opérateurs de transport rue des Menuts, suffit à « marquer » l'espace durablement. C'est d'ailleurs ce dont parle Vincent Veschambre (2004) lorsqu'il distingue le « marquage présence » du « marquage trace » qui, lui, altère matériellement les attributs du lieu.

Sans que leur appropriation spatiale par « l'art de la présence » (Atia 2019) ne soit à caractère revendicateur à proprement parler, l'usage de l'espace public de Saint Michel permet aux anciens combattants étrangers d'en faire une appropriation identitaire, par simple effet de concentration. Leur visibilité sociale dans la dimension spatiale force implicitement la mise en avant de leur lutte symbolique, pour laquelle ils ont longtemps été inégalement armés (Veschambre 2004). En occupant l'espace et le mobilier urbain de la place centrale, à défaut d'autres lieux de la ville qui ne disposent pas de ressources sociale, culturelle ou économique en leur faveur, ils s'inscrivent comme marqueurs identitaires du lieu, dont ils tirent inversement une part de leur propre identité.



Figure 54 Série photographique « Benches » produite dans le cadre du « Instant Urban Ethnography Workshop » de Douglas Harper, organisé par l'Atelier Médias et Méthodes Visuelles du Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux. 2017-2020 © Myriame Ali-oualla

La grande visibilité paradoxale des anciens combattants étrangers, compte tenu de leur nombre global très réduit, est due à leur convergence autour d'un repère urbain unique, empreint de nombreux marqueurs familiaux. Dans un travail sur la négociation de l'appartenance et sur le processus de recréation du sentiment du chez-soi dans la migration transnationale équatorienne en Europe, le sociologue Paolo Boccagni (2014) constate que ces sentiments sont davantage cultivés en dehors de la sphère domestique, par l'appropriation collective de l'espace public de la ville :

*« Il est intéressant de noter que les symboles et les pratiques des immigrants que j'ai rencontrés n'étaient pas nécessairement limités à leur lieu d'habitation. Ils avaient aussi à voir avec leurs façons de rester ensemble et de passer du temps libre dans l'espace public. »<sup>172</sup> (Boccagni 2014)*

Lors des premières « vagues » d'arrivée, les anciens combattants marocains étaient encore plus identifiables dans l'espace public, selon Djemila Zeneidi-Henry (2001). Les différences entre les anciens et les travailleurs immigrés à la retraite déjà présents sur le territoire français étaient frappantes. Ils se distinguaient par leur mode vestimentaire traditionnel, souvent associé à l'habit des ruraux qui continuent « de porter la djellaba » et de « superposer les vêtements » (Zeneidi-Henry 2001) :

*« [...] le vêtement traditionnel souligne le phénotype (traits physiques extérieurs communs dus à une relative endogamie étendue sur une longue période historique) et accentue l'extranéité de celui qui le porte. » (de Rudder 1987)*

L'attention involontaire qu'ils attirent semble à la fois ternir la réputation des travailleurs retraités qui se considèrent « mieux intégrés » aux valeurs et aux habitudes locales, et créer une irrégularité perturbante pour la population de la ville, inaccoutumée à ces signes-là d'extranéité.

Plus de vingt ans après les premières arrivées à Bordeaux, la distinction des anciens combattants marocains par rapports aux autres seniors migrants n'est pas aussi criante. En raison de l'évolution des habitudes vestimentaires et de l'éclectisme ascendant de la population de Saint Michel, principal

---

<sup>172</sup> Citation originale : « Interestingly, though, the home-making symbols and practices of the immigrants I met were not necessarily circumscribed to their dwelling places. They had also to do with their ways of staying together and consuming leisure time in the public space. »

lieu de leur visibilité, leur différence se fond dans la diversité et le cosmopolitisme des usagers du quartier.

Mis à part l'aspect physique, signe de leur âge et de leur origine culturelle, les anciens combattants marocains contribuent à nourrir l'appropriation collective des lieux par l'usage de la langue arabe, du *darja* marocain. Ce n'est pas un hasard qu'ils fassent une pratique aussi intensive du quartier. C'est le lieu où ils arrivent à communiquer avec leurs semblables, atténuant ainsi le sentiment de solitude et retrouvant plus facilement de l'aide en cas de besoin. Parler la langue natale est à la fois une pratique remarquable de l'espace et un "lieu" d'ancrage en soi, partagé et stratégique (Alvir 2016), où l'on retrouve le temps d'un échange le réconfort que seuls *chez-soi* peut prodiguer.

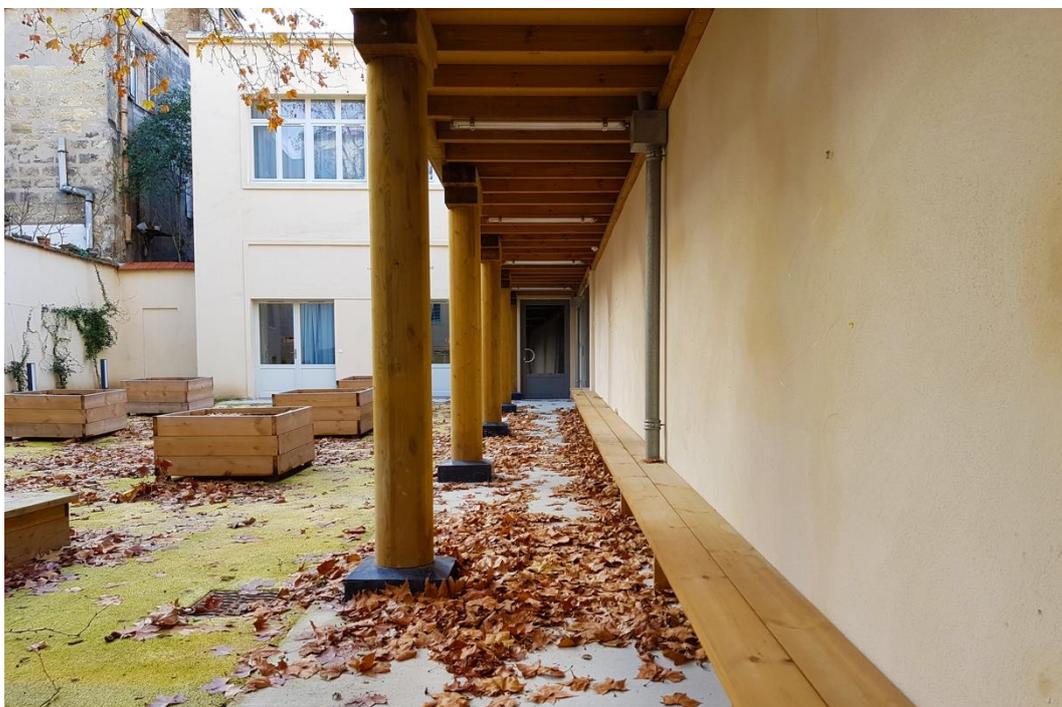
Les anciens combattants marocains font partie des nombreux autres usagers et *habitants* du quartier à pratiquer le même dialecte, dessinant ainsi les contours d'un territoire familial. Cette pratique linguistique en ayant recours à la langue maternelle, est un mode d'appropriation immatériel qui contribue à l'attachement au lieu (Bensoussan 2009).

Le « marquage présence » des anciens est le résultat de deux facteurs principaux. Tout d'abord, il s'agit du maintien d'une continuité avec des habitudes spatiales endurcies. Même au Maroc, la majorité des hommes passe le plus clair de son temps en dehors de l'espace domestique. Dominique Careil, un des responsables de la *Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti*, explique que même en prévoyant un espace commun au sein de la résidence, libre d'appropriation par les résidents, ils préfèrent l'usage de l'espace public qui les entoure :

*« La cour à côté (Image 62 & Image 63), quand on l'a conçu avec Daniel (de l'agence d'architecture Berguedieu Brochet), je lui disais qu'on va la faire bien pour qu'ils puissent venir, mais ils ne sont pas venus. On a méconnu que c'est d'abord le quartier qui allait être leur lieu de vie. Les vieux, ils sont dehors, sur des bancs, à papoter... Ici (dans la cour), ils l'ont fait un peu pendant le confinement, avec la tête un peu dépitée mais c'est parce qu'ils ont besoin avant tout, d'être en lien. » (D. Careil, juin 2020)*



*Image 62 Cour intérieure de la Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti. Des bacs potagers sont aménagés pour encourager l'appropriation des lieux. 2017 © Myriame Ali-oualla*



*Image 63 Cour intérieure de la Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti. Un long banc est installé sur un des murs latéraux pour accommoder l'usage des anciens combattants et des autres résidents. 2017 © Myriame Ali-oualla*

Dans la *Résidence Adoma*, il existe un café qui fait office de salon commun où tous les résidents peuvent se retrouver et organiser des activités pour interagir et développer des lieux de « voisinage ». Selon M., un des résidents d'*Adoma*, celui allait être remplacé par des studio et des logements supplémentaire.

Même si l'espace public accueille l'essentiel des pratiques sociospatiales des anciens, la *Résidence Adoma* est en situation géographique excentrée par rapport aux principaux lieux de convergence. Selon l'accompagnateur Wahid, elle bénéficierait d'un espace collectif supplémentaire pour compenser la distance du centre, difficile d'accès à ceux qui manquent d'autonomie physique.

Des initiatives associatives viennent combler et compléter les pratiques sociospatiales collectives des anciens. L'espace *Hom'âge* offre depuis de nombreuses années un lieu d'expression pour ses seniors. Les animateurs artistiques en particulier les encouragent à utiliser l'espace de l'association comme un lieu de libre appropriation. Dans le coin réservé aux usages collectifs des adhérents (*Image 64*), les murs sont tapissés de larges panneaux de dessin, de peinture et de paysages illustrés par les seniors de l'association, traces autobiographiques qui racontent les parcours des uns et des autres, les trajectoires migratoires, les villes et villages natals et leurs repères urbains.

Les anciens combattants sont invités à partager des moments de convivialité avec les autres seniors étrangers de l'association. Les ateliers de sensibilisation, les petits déjeuners ludiques (*Image 65*) et les matinées de jardinage (*Image 66* & *Image 67*) sont l'occasion pour eux de s'appropriier et de s'exprimer à travers l'usage des lieux, sortant temporairement de l'étrangèreté et du vieillissement qui surdéterminent leur position dans l'environnement social d'accueil.

L'appropriation spatiale par ces différentes pratiques, initiées à l'aide des animateurs de l'association, prend davantage de sens par son aspect collectif. Au-delà de la nature de l'acte accompli, c'est d'abord le fait de l'accomplir en groupe, loin de l'expérience de la solitude qui marque habituellement la condition d'entre-deux des anciens. Que ce soit entre les murs de l'association ou dans les rues de Saint Michel, que ce soit à travers l'appropriation par le « marquage présence », par la pratique socio et spatio-langagière du quartier ou par l'altération matériel de l'espace et son marquage scriptural, les anciens combattants s'engagent dans une dynamique de groupe qui leur offre le réconfort de la compagnie, pendant les semaines et les mois où ils se retrouvent loin des leurs.



*Image 64 L'espace réservé aux ateliers, espace Hom'âge. Le lieu témoigne d'une appropriation spatiale remarquable de la part des seniors de l'association. Un panneau rempli de dessins de maisons, de quartiers et de paysages occupe tout le mur latéral, contre lequel vient s'appuyer un canapé et une bibliothèque accessible à tous. 2018 © Myriame Ali-oualla*



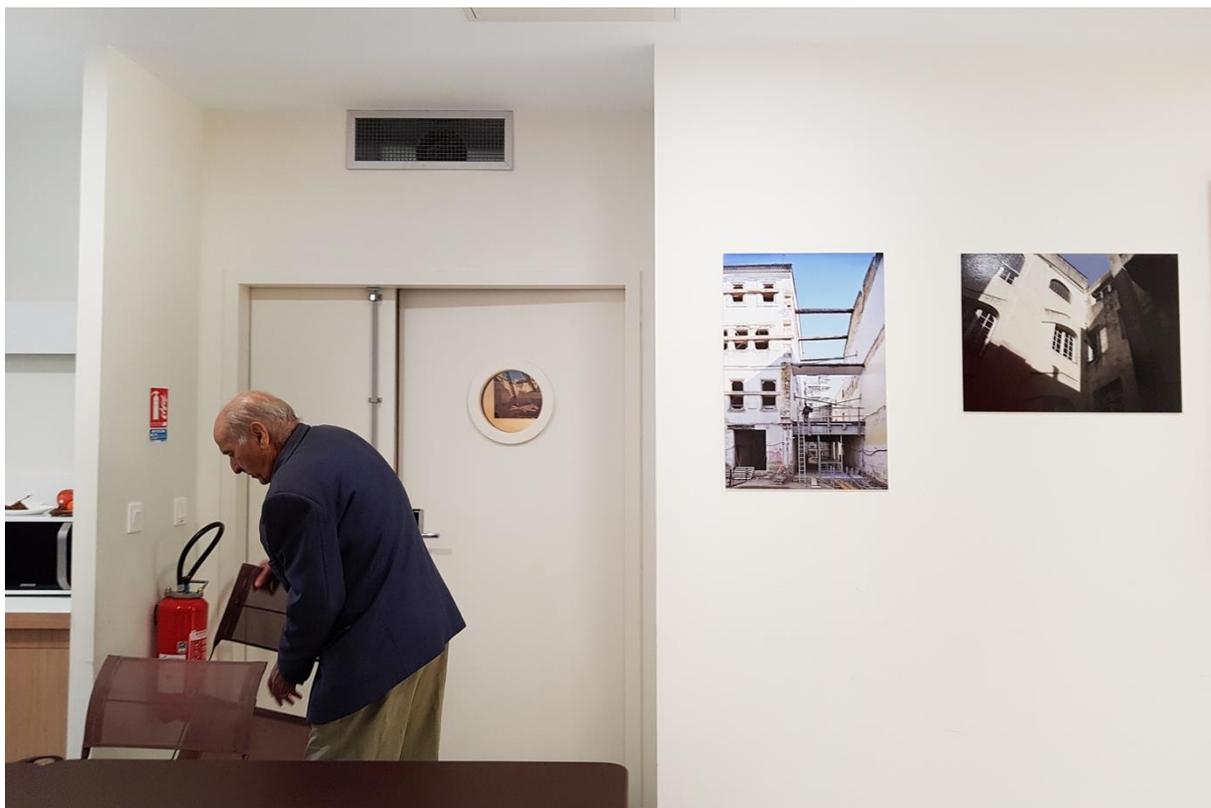
*Image 65 Scène d'un petit-déjeuner ludique offert par l'espace Hom'âge. La table compte aussi bien des anciens combattants que des seniors étrangers en provenance d'autres horizons et des stagiaires des métiers du social. L'image est représentative de l'ambiance amicale et chaleureuse encouragée par les animateurs de l'espace. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 66 Vue depuis le jardin partagé de l'espace Hom'âge. Une petite terrasse marque au sol la transition de l'intérieur vers l'extérieur. Des chaises et une table de jardin sont mis à disposition de ceux qui souhaitent profiter de la fraîcheur, ou fumer leur cigarette en buvant leur café matinal. La totale transparence de la paroi donnant sur le jardin brouille les frontières et offre un effet de grandeur apprécié par les animateurs et les seniors de l'association. 2018 © Myriame Ali-onalla*



*Image 67 Vue le jardin de l'espace Hom'âge. Se situant en cœur d'îlot, il offre un coin paisible pour les seniors, à l'écart du brouhaha du quartier. Dès qu'il fait bon à l'extérieur, les anciens combattants marocains, en compagnie des autres adhérents de l'association, sont encouragés à faire différents usages collectifs du jardin et à prendre soin de leur culture. 2018 © Myriame Ali-onalla*



*Image 68 Un des seniors d'Hom'âge installe les premières chaises autour de la table, en attendant l'arrivée de ses autres camarades. Sur le mur, des photos du lycée abandonné avant qu'il ne soit réhabilité pour devenir la résidence sociale intergénérationnelle qu'il est devenu aujourd'hui. 2017 © Myriame Ali-oualla*

En cet après-midi du mois de Décembre, avec Wahid, Omar et les seniors d'Hom'âge, nous arpentons la rue Bouquière, traversons le grand Cours Victor Hugo, en direction de la *Résidence Mohamed Mechtî*, là où doit se dérouler le goûter d'aujourd'hui.

En arrivant, nous franchissons un passage sombre qui s'ouvre par la suite sur un patio, où les seniors profitent du retard de leurs amis pour se reposer sur un des bancs de la cour. De grosses mosaïques font le tour de la partie basse des murs du patio, rappelant ainsi les carreaux des maisons mauresques et méditerranéennes. Nous entrons par la suite dans une grande salle qui s'ouvre sur une très grande cour.

Les seniors prennent des chaises, aménagent les lieux et se réunissent autour d'une grande table. A ma grande surprise, je vois les deux animateurs sortir des instruments de musique pour accompagner cette réunion conviviale. Halima sort de son bureau pour jeter un coup d'œil et s'assurer que nous n'avions besoin de rien. Elle est contente de voir certains des anciens qui habitent la résidence rejoindre pour la première fois une animation en son sein. Cela ne fait que quelques mois que les anciens combattants étrangers sortis du mal logement habitent ici, et elle se réjouit d'en voir quelques-uns participer à l'occupation de cet espace partagé qu'ils traversent et n'utilisent que timidement depuis leur installation.

### Du foyer à la résidence sociale, lorsque loger mieux « ne suffit pas »<sup>173</sup>

L'espace commun de "convivialité" de la *Résidence sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti* fait partie des nouveautés dans le programme de conception des résidences sociales, rompant avec les configurations purement fonctionnalistes des Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) de la *Sonacotra*, « habitat semi-collectif caractérisé par des chambres dans des unités de vie (avec cuisine et sanitaires collectifs) ou des foyers-dortoirs » (Desrumaux 2006). Les chambres avaient une surface moyenne de 7,5m<sup>2</sup>, selon Dominique Careil qui, avant de rejoindre l'équipe d'*Aquitanis* et de monter le projet de la *Résidence Mechti*, a travaillé avec la *Sonacotra* de 2000 à 2005. Son expérience professionnelle au plus près des résidents lui a permis de reconnaître des habitudes et des pratiques spatiales liées à leur parcours de vie personnel et professionnel :

*« Ce que j'avais découvert dans la relation à l'espace de anciens combattants, ils revenaient ici (en France) et ils mettaient leur rapport de caserne, surtout à Adoma (Sonacotra)... Des petites chambres de rien du tout, avec douches collectives. Les mots qu'ils utilisaient, en arabe, c'était des mots militaires (pour qualifier les espaces, le mobilier). Les mots rappelaient la caserne. Le rapport à l'habiter était un rapport fonctionnel de base. » (D. Careil, juin 2020)*

Etant donné que ces lieux d'hébergement ciblaient les travailleurs « temporaires », ce n'est pas l'approche qualitative de l'espace qui a été priorisée, mais l'approche quantitative ; l'accueil du plus grand nombre au moindre frais<sup>174</sup>. L'exemple d'un FTM de Bobigny (93) (*Figure 55*) est représentatif de l'organisation spatiale de nombreux autres foyers construits pendant les années 1960, en service pour la plupart jusqu'aux années 2010, malgré l'évolution de la population résidente. Un reportage réalisé par *Adoma CDC Groupe Habitat* montre des dortoirs et des chambres exigües accueillant une à deux personnes à la fois, et la sobriété des espaces communs qu'ils partageaient, comme la cuisine ou les douches. La situation en retrait des centres-villes du FTM explique l'importance de tels lieux communs utilitaires dans lesquels se construisaient des liens de sociabilité.

---

<sup>173</sup> En référence au travail de Jeanne Cartillier (2002) qui traite des « vieillesse nomades » et de l'accompagnement social comme complément à l'hébergement en résidence des travailleurs migrants à la retraite. Elle-même s'inspire des propos de Serge Caquant, « loger ne suffit plus », recueillis par Gilles Desrumaux (2000, p. 66).

<sup>174</sup> La construction des foyers s'inscrit dans une démarche globale de construction massive de barres et de tours de la fin des 1950 aux années 1970, en réponse à la demande pressante en logement. La différence est que les FTM sont conçus et construits en dessous des normes spatiales et architecturales du logement du droit commun.

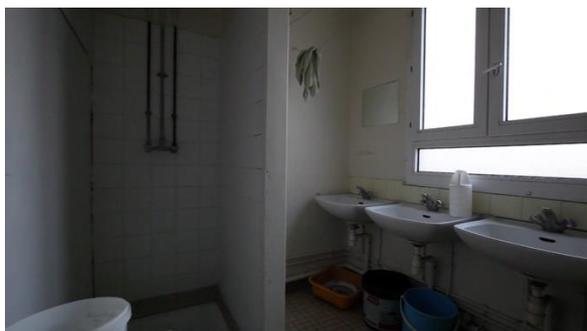


Figure 55 Images tirées du reportage « Du foyer à la résidence sociale », représentant un FTM à Bobigny, avant qu'il ne soit détruit et remplacé par une résidence sociale en 2011. 2016 © Adoma CDC Groupe Habitat

Bien que les conditions spatiales et sanitaires n'y soient pas optimales, les FTM offraient (forçaient ?) la rencontre régulière autour des espaces communs. Dans la *Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti*, Halima Toueress me confie que certains anciens combattants, marocains et algériens principalement, appréhendaient au départ le passage du foyer à la résidence où ces espaces disparaissent au profit de studios individualisés, entièrement équipés :

*« Après, la difficulté, c'est qu'ils venaient de secteurs où ils partageaient les espaces communs. La cuisine par exemple... Là, ils sont en autonomie sur des logements qui sont quand même grands. Parce que l'offre qu'on leur a faite, le minimum c'est 21m<sup>2</sup>, et ça va jusqu'à 25m<sup>2</sup>, meublés, avec un haut plafond... ça a accentué en fait leur isolement, puisqu'ils n'avaient plus finalement le lieu de partage où ils pouvaient échanger. Donc certains étaient même inquiets d'être enfermés derrière la porte, et qu'il leur arrive quelque chose et que personne ne s'en soucie. »* (H. Toueress, juin 2020)

Si les résidences offrent un plus grand confort global et s'adaptent à une occupation durable de l'espace domestique, elles renvoient les seniors à l'expérience de la solitude. L'organisation spatiale conçue pour faciliter l'autonomie des résidents (sanitaires accessibles PMR, cuisinette à usage facile) ne permet pas les interactions sociospatiales fluides entre résidents qu'ils retrouvaient autour d'espaces utilitaires. Dominique Careil appuie les propos de Halima Toueress en revenant sur son expérience en tant que responsable de foyer *Sonacotra* :

*« Il y avait aussi des trucs rigolos. Au foyer, par exemple, dans les douches collectives, ils ouvraient l'eau chaude, partaient et revenaient 20 minutes plus tard pour faire comme dans le hammam traditionnel (rires). [...] ils voulaient recréer ces conditions-là. Et lorsqu'on a travaillé ici, j'ai demandé aux architectes de penser à une bonne ventilation, parce que je les ai vu faire et je sais qu'ils essayent de retrouver certaines habitudes. [...] Après, tout ce qui est ergonomie de personnes âgées qui vont cuisiner seuls, autant à la Sonacotra c'était une cuisine collective, autant ici la réglementation nous empêche de faire ça. On a eu le retour de l'isolement, les anciens nous ont dit qu'ils se sentaient paradoxalement plus isolés. Les chambres sont plus agréables, mais ils ne retrouvent plus ce moment-là. »* (D. Careil, juin 2020)

Dominique Careil a été à l'écoute des besoins « culturels » des anciens combattants étrangers, en amont de la conception du projet. Si les normes spatiales des résidences sociales ne permettent plus l'aménagement de cuisine et de sanitaire collectifs (risques hygiénique et sécuritaire), il a fait en

sorte de recréer d'autres types d'espaces spécialement réservés aux moments de convivialité. La *Résidence Mohamed Mechti* compte, en plus d'un patio et d'une grande cour extérieure, un hall consacré aux usages communs des anciens et de leurs co-résidents, les jeunes en mobilité professionnelle. L'espace est équipé d'un coin café et d'un évier pour laver la petite vaisselle, une grande table pouvant accueillir une quinzaine de personnes, deux fauteuils et une petite bibliothèque alimentée en continu. La tentative de reproduction des dynamiques sociospatiales des cuisines partagées des foyers ne réussit que lorsque les responsables organisent des activités d'animation (*Image 69*), en l'absence desquelles les anciens ne vont pas spontanément occuper cet espace-là.

La faible appropriation s'explique par la très bonne intégration urbaine de la *Résidence Mechti*, contrairement aux FTM qui sont traditionnellement implantés aux marges de la ville. La cuisine et l'espace repas étaient alors des lieux centraux de sociabilité, les travailleurs et les anciens combattants n'ayant que peu de contact avec le reste de la ville. Actuellement, si les anciens ne font pas grand usage de l'espace partagé de la résidence, c'est parce qu'ils ont désormais accès à des ressources hors de ses murs.



*Image 69 Les anciens combattants avec d'autres seniors se réunissent pour un goûter musical, co-organisé par l'espace Hom'âge et la résidence sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti dans l'espace partagé. 2017 © Myriame Ali-oualla*

Dans la *Résidence Sociale Adoma Médoc*, plus éloignée des activités urbaines (notamment des quartiers centraux), la salle polyvalente au cœur de la résidence allait être fermée<sup>175</sup> au profit de l'aménagement de nouveaux logements. La réhabilitation du foyer en résidence sociale prend certes en compte l'amélioration considérable des conditions spatiales et sanitaires des locaux d'origine, livrés en 1975 pour les travailleurs du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest, et a bel et bien prévu un espace de convivialité pour encourager les interactions entre les résidents devenus désormais « sédentaires », mais la rentabilisation de ces espaces en les transformant en studios a pris le dessus :

*« Il n'y a pas vraiment de lieu de vie. [...] Ici, dans la résidence, il y a un espace café. C'est dédié normalement aux personnes qui habitent là. Ils vont le fermer pour construire d'autres logements. C'est un espace où il y a une télé, du café, normalement ça devrait être ouvert pour ces personnes-là mais ça a été condamné, personne ne peut y aller. [...] Ils y ont déjà organisé des apéritifs par exemple. [...] Ça aurait pu être un point de rencontre pour développer aussi des projets. [...] Que les personnes âgées qui sont isolées là rencontrent les jeunes de la résidence et discutent. »* (Wahid, janvier 2018)

Dans le cœur d'îlot, délimité par les deux volumes d'immeubles de la résidence et un bâtiment voisin, quelques bancs meublent l'espace végétalisé sur lequel donnent les studios situés au Nord-Ouest du bâtiment principal ; un espace supplémentaire censé encourager l'appropriation individuelle et collective afin de compenser les limites imposées par la vie en studio (*Image 70*). Malgré l'aménagement de mobilier urbain et d'espaces ombragés pour se protéger, le cœur d'îlot ne semble pas attirer les anciens combattants. Disposés sans logique spatiale apparente pour motiver l'interaction sociale entre les habitants, les bancs de la cour intérieure perpétuent plus que ne préviennent l'isolement. Seuls le parking et les murs du bâti, tels une enceinte fortifiée, s'exposent aux regards de ceux qui viennent dans la cour intérieure. La majorité préfère prendre le tram ou faire le trajet à pieds jusqu'au quartier Saint Michel, préférant l'agitation et la vie du centre-ville à l'absence de vie collective en résidence.

---

<sup>175</sup> Selon les informations recueillies au moment de la première phase d'enquête, en janvier 2018.



Image 70 La cour intérieure de la résidence sociale Adoma Médoc. 2018 © Myriame Ali-oualla

La transformation des foyers en résidence sociale marque une transition révolutionnaire dans la manière de concevoir de l'habitat pour les populations étrangères et vulnérables, plus particulièrement celles des travailleurs immigrés isolés à la retraite et des anciens combattants. La prise en compte de la longue durée de séjour dans l'élaboration d'un projet social d'habitat élargit la palette de services mis à leur disposition, car « *loger ne suffit pas* ». Au-delà de l'accompagnement social pour les démarches administratives ou encore les soins, les anciens combattants marocains et étrangers ont besoin d'un lieu fédérateur actif où ils peuvent se réunir et retrouver des moments de convivialité. Si la réservation et l'aménagement d'espaces communs dans les résidences sociales ne rencontrent pas spontanément un succès auprès des anciens, ils sont néanmoins des opportunités pour les accompagnateurs pour encourager les seniors étrangers à maintenir des sociabilités actives.



*Image 71 D. assis sur le rebord de son lit dans son studio. Résidence Sociale Adoma Médoc. 2018 © Myriame Ali-oualla*

D. nous accueille, Wahid et moi avec un café chaud autour d'une petite table, avec en fond musical *Radio Orient*. Je m'installe tout en faisant le tour des lieux des yeux. Même si le studio est petit, il est très peu encombré. D. ne semble pas être dans une optique d'accumulation. Dans toute la pièce centrale, il m'explique n'avoir rajouter qu'une chaise supplémentaire au mobilier déjà présent dans la "chambre". Nous échangeons tous les trois, Wahid et moi sur des chaises, D. sur le rebord de son lit. Sous ses pieds, il a un vieux tapis de prière en guise de descente de lit, et garde précieusement un tapis propre et plus raffiné pour sa pratique sur un fauteuil au coin de la pièce.

D. est un grand voyageur, et il a toujours préféré voyager léger. Il dit qu'il sait que sa vie en France est à durée limitée, et que tôt ou tard, il rentrera auprès de ses proches au Maroc.

La pièce est d'une propreté remarquable. Mis à part la valise, compagne indispensable à ses allers-retours entre la France et le Maroc, qui dépasse du rangement longeant le petit hall d'entrée, tout le reste est soigneusement rangé.

D. semble être prêt à tout moment à hisser les voiles, prêt pour un énième retour.

## Les limites de l'habiter en résidence sociale et le détachement de l'espace domestique

Dans la *Résidence Sociale Adoma Médoc*, D. raconte son parcours de vie rythmé de voyages et d'aventure entre des pays européens pendant sa jeunesse :

« *Après l'armée, j'ai travaillé en Italie, en Allemagne, dans la construction et dans d'autres domaines. [...] J'ai pris l'habitude de bouger, mais là je ne suis plus assez jeune pour ça. [...] J'ai habité différents endroits et ce n'était pas toujours idéal, mais on s'adapte vite.* » (D., janvier 2018)

Indifférent aux dissemblances d'espace et de confort qui distinguent ses espaces domestiques au Maroc et en France, il m'avoue que ce n'est pas tant le lieu qui le gêne, mais l'impératif d'y habiter seul, loin des référents sociaux qui animent habituellement sa maison familiale.

Faisant preuve d'une grande capacité d'adaptation, "habiter" le studio de la résidence sociale s'avère loin d'être un obstacle, en termes d'usages et d'hygiène de vie. En effet, en tant que jeune soldat, il a fait l'épreuve de *l'habiter* militaire en caserne, occupant l'espace rudimentaire du dortoir à plusieurs, privé de nombreuses aménités. De retour en France en tant qu'ancien combattant, il a fait l'épreuve du foyer de travailleurs migrants (*Figure 56*), occupant une chambre exigüe en dessous des normes spatiales et sanitaires appliquées au logement du droit commun, et partageant les sanitaires et les lieux de repas avec de nombreux autres résidents. Le studio de la résidence sociale représente une grande évolution pour cet ancien combattant qui, compte tenu de son parcours professionnel et de sa trajectoire résidentielle, a su développer beaucoup de résilience.

Les propos des autres anciens confortent la position de D., rendant insignifiante la mise en parallèle de l'appropriation spatiale de l'espace domestique au Maroc, avec l'appropriation spatiale du studio de la résidence en France, l'expérience de l'un étant incomparable à l'expérience de l'autre.

La nature de l'offre des logements en résidence sociale participe au conditionnement des actes d'appropriation. Les studios mis à disposition ne laissent qu'une faible marge de manœuvre à l'aménagement personnalisé des lieux. A *Adoma*, D. fait preuve d'une attitude *minimaliste* lorsqu'il s'agit des objets qu'il rajoute au mobilier déjà présent dans le studio (*Figure 57*). Le placard de rangement longeant le sas d'entrée, la table à manger, le fauteuil au coin de la pièce et le tabouret caché sous le comptoir de la cuisine ont tous été livrés au moment de remise des clés. A l'exception de deux tapis de prières (*Image 72*), tous les autres objets sont de nature utilitaire (*Image 73*).

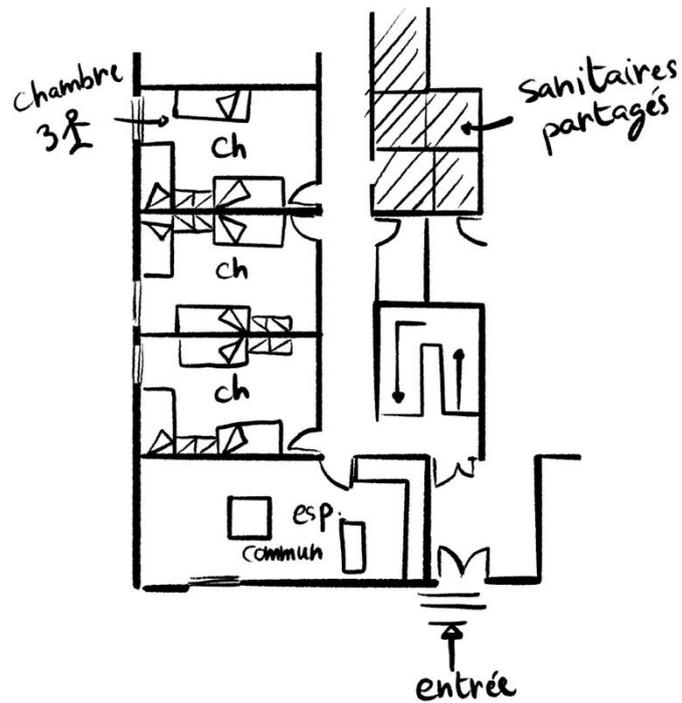


Figure 56 Exemple de plan de FTM tiré de la thèse de Hélène Béguin (2015) sur le logement dans les foyers de l'Aftam. Ici, une reproduction d'une section de plan RDC d'un FTM de Saint-Jean-Le-Blanc. Ce sont chambres collectives regroupées en « unités de vie communautaire » de cinq ou six chambres avec sanitaires et cuisines communs » (Béguin, 2015). 2020    Myriame Ali-onalla

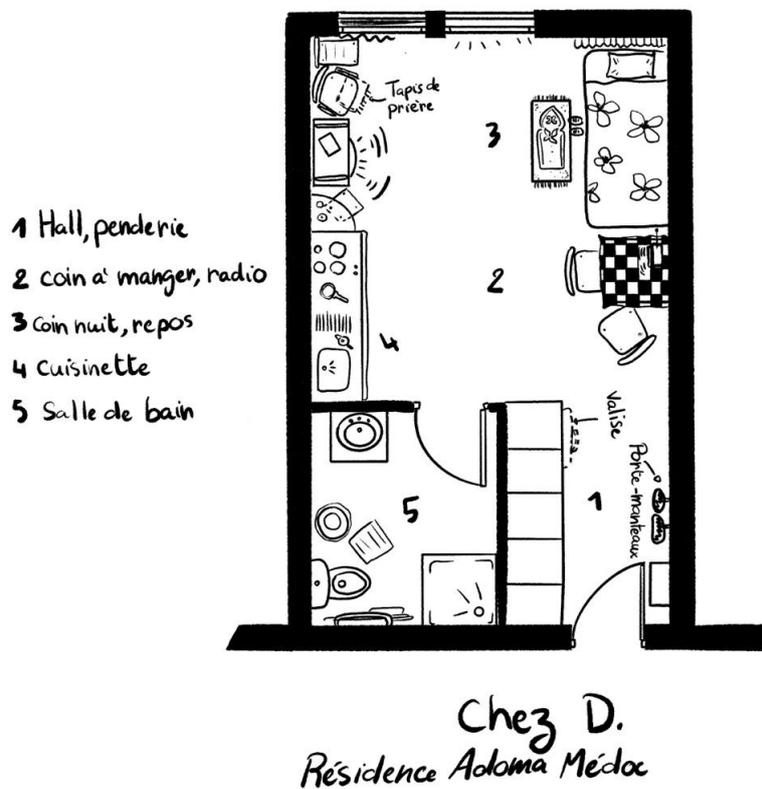


Figure 57 Plan du studio de D., dans la résidence sociale Adoma Médoc. 2018-2020    Myriame Ali-onalla



*Image 72 Le tapis de prière de D., gardé proprement sur un fauteuil qu'il n'utilise pas. Derrière, une seconde chaise, vide cette fois, s'adosse au coin du mur. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 73 Comme le reste du studio, le coin cuisine compte des objets et des ustensiles basics pour un usage individuel. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Peu de marqueurs « spatio-culturels » transparaissent entre les murs du studio, dénotant d'une faible personnalisation du lieu. Seule une valise dépassant du battant supérieur du placard évoque partiellement la vie de « voyageur ». D'ailleurs, cet objet du *voyage* est visible dans les deux autres studios visités, indiquant un départ possible à tout moment. Chez M., résident à *Adoma*, une valise trône au pied du lit, toujours à portée de main. Et chez Z. dans la *Résidence Mohamed Mechti*, deux valises occupent l'espace vacant sous le lit, la face supérieure s'alignant à son rebord (Figure 58).

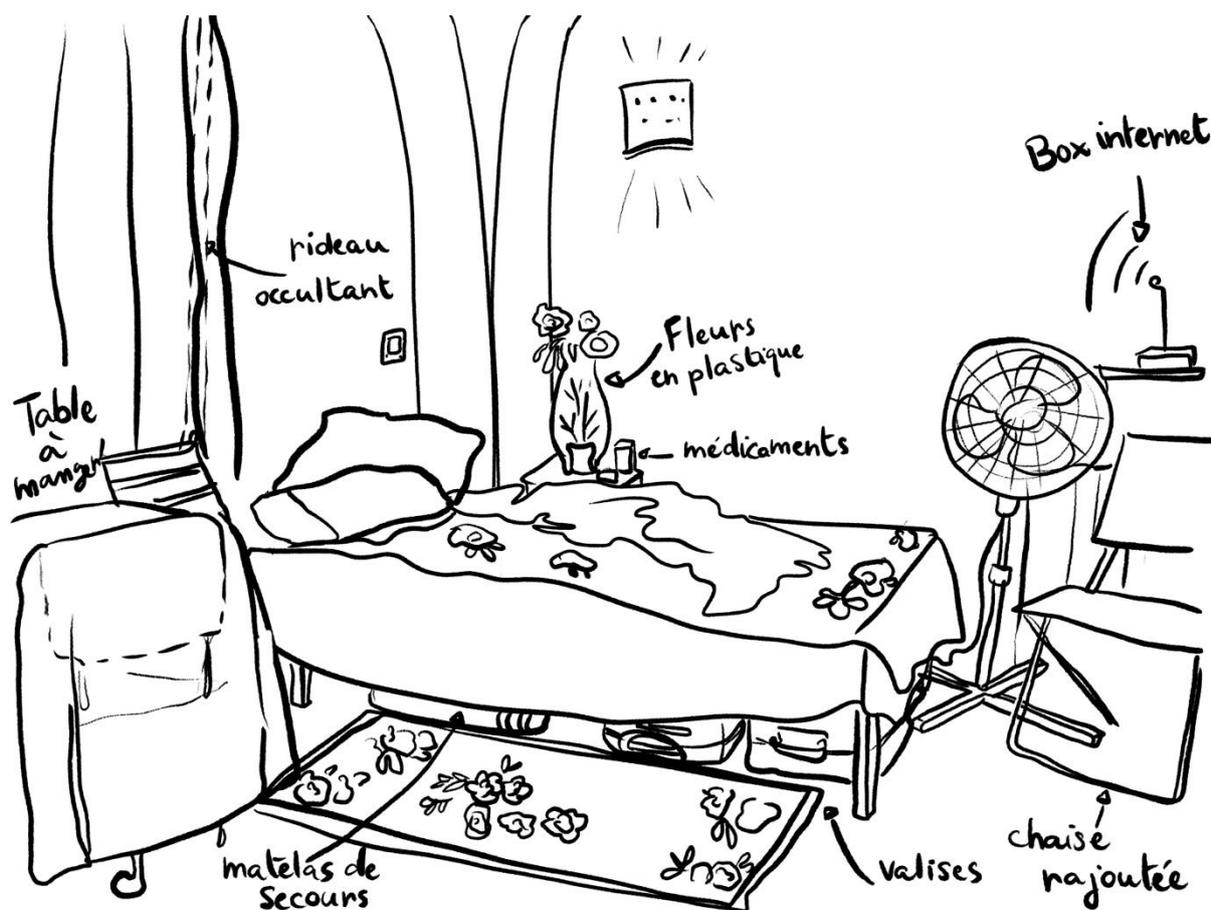


Figure 58 Le coin nuit du studio de Z., dans la résidence sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti. Bien que le studio permette une appropriation limitée de l'espace, Z. essaie de personnaliser au mieux les lieux en rajouter du mobilier léger (chaise pliable), quelques éléments de décoration (vase, fleurs en plastique) et de l'électroménager. Deux valises apparaissent entre les pieds en bois du sommier, leurs ances gardées à portée de main au nez du lit. 2020 © Myriame Ali-oualla

L'omniprésence quotidienne de la valise comme dénominateur commun traduit le rapport des anciens combattants aux dynamiques de sédentarité et de sur-mobilité. À part la planification de séjours liés aux rites religieux (le mois de Ramadan, les fêtes de l'Aïd) que la quasi-totalité des anciens passent au Maroc, leur rapport à la gestion du séjour dépend considérablement des opportunités, en termes de prix du trajet ou encore de disponibilité des places. Les départs de

dernière minute ne sont pas rares, la valise, toujours à portée de main dans l'espace du studio, rappelant sans cesse aux anciens leur condition de migrants.

Chez Z., qui fait partie des anciens ayant décidé exceptionnellement de s'installer durablement en France, l'appropriation spatiale s'exprime davantage (Figure 59) que chez ceux qui considèrent leur studio comme un "espace d'attente". Cela ne signifie pas pour autant qu'il y ait une liberté totale à occuper les lieux au gré des envies. Selon Halima Toueress, habiter une résidence sociale signifie respecter un règlement intérieur qui permet la cohabitation saine et les bons fonctionnement et entretien des lieux.

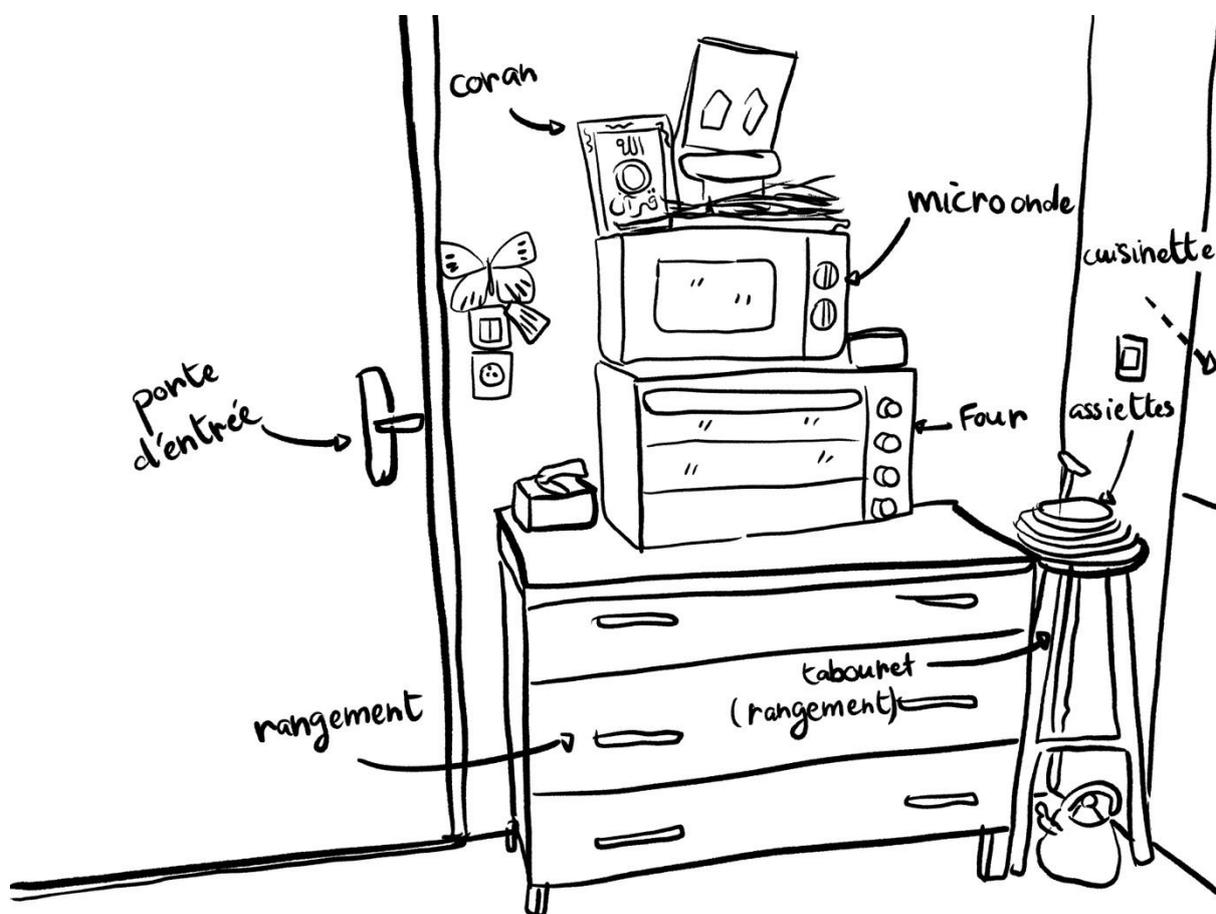


Figure 59 Près de la porte d'entrée du studio, Z. déborde de l'espace cuisinette sur la console en rajoutant un minifour, un micro-ondes et des objets d'usage quotidien. Sur le tabouret qu'il a rajouté dans le vide séparant la console de la cuisinette, il dispose des assiettes dépareillées. Derrière le tabouret, une canne en bois, et en dessous, une bouilloire. Un petit livret de Coran trône sur le micro-ondes à côté d'un fascicule. 2020 © Myriame Ali-oualla

Certains anciens combattants, dans une optique de capitalisation, n'hésitent pas à ramasser des objets abandonnés dans la rue ou à guetter les bonnes affaires dans la brocante quotidienne et à les ramener à leur studio :

« Il y en a qui se sont bien appropriés ! (rires) Il y a des tapis un peu partout... J'ai eu du mal avec deux anciens combattants qui, sur l'appropriation de l'espace, quand ils flânent dans les rues du quartier, ils récupèrent des encombrants dont se débarrassent les gens. Donc parfois ils reviennent avec un meuble, du mobilier en plus. Donc certes il y en a qui ont beaucoup de goût, et au final ça fait un truc sympa, d'autres c'est le bric-à-brac du coin. Il fallait intervenir, limiter ça, ne serait-ce que pour des raisons sanitaires ou hygiéniques. [...] Ils s'approprient quand même. Il y en a qui ont l'aspirateur, le four. Certains ont la télé... D'autres, pas du tout par contre. C'est juste la radio et les chaînes arabes. » (H. Toueress, juin 2020)

Les objets récupérés ou chinés, accumulés dans le studio de la résidence, sont généralement destinés à la famille, au pays. « Nous sommes ici dans une dialectique de développement/sous-développement, et les miettes d'ici sont des festins là-bas. Épargner, accumuler, thésauriser donne du sens à la migration » (Zeneidi-Henry 2001). Selon Dominique Careil, certains gardent même des médicaments pour les emmener avec eux au Maroc. « *Le fait de vouloir servir et de donner à la famille se ressent même dans leur propre espace !* », relève-t-il.

Quant à ceux qui font une appropriation élémentaire des lieux, une autre interprétation permet d'y voir les traces du vécu militaire que beaucoup ont poursuivi après leur engagement dans les rangs français, en rejoignant l'armée royale au Maroc. Selon Halima Toueress, lorsqu'elle procède à la vérification des studios en tant que gestionnaire locative de la résidence, elle constate avec étonnement le soin que prennent certains à ne laisser que peu de traces d'appropriation à chaque départ vers le pays. Ils nettoient, plient tout le linge et relèvent même les matelas comme dans un camp militaire, ne laissant rien "dépasser". Même si la plupart sont des hommes qui ne s'occupent pas des activités d'entretien domestique au Maroc, leurs femmes et enfants s'en chargeant habituellement, dans la résidence sociale ce sont eux qui sont tenus de s'en occuper. « *Ils ont fait l'armée* », ajoute Dominique Careil, « *ils ont aussi cette autonomie de guerre* ».

L'attitude militaire se traduit par un grand sens de la "fierté". Les anciens combattants marocains, même lorsqu'ils peinent à accomplir certaines tâches du quotidien dans leur studio, et que l'espace occupé ne répond pas entièrement à leurs attentes, ne sont pas dans la requête constante. Ils ont su s'accommoder de tous les espaces proposés, sans réellement s'y opposer :

« Il y a une grande fierté face à la demande de l'aide ou de la prise en charge... dont accepter l'aide de l'autre. Ce sont des personnes très discrètes, qui ne vont pas vers le droit commun, ils ne sont pas dans la demande. Ils vivent avec ce qu'ils ont, et quand c'est difficile, ben ils se débrouillent. Ils ne vont pas au CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), à la MDS (Maison Départementale de la Solidarité), et il y a des moments, il faut que je gratte. [...] Parfois je suis obligée d'intervenir pour dire que ce n'est pas du tout possible, et que s'ils n'étaient pas capables d'entretenir les logements neufs qu'on leur donne, on peut trouver une autre solution, payer une aide... Mais eux, ils ne demandent pas, mais surtout lorsqu'ils savent qu'ils vont avoir un petit résiduel à payer, même s'il est tout petit, ce n'est pas possible. On a un papi, le doyen, il avait 20 euros à payer par mois pour trois heures par semaine, mais 20 euros, ils calculent et les convertissent en monnaie du pays et ils se disent "non, je peux le faire", alors que c'est un monsieur avec un handicap. » (H. Toueress, juin 2020)

C'est cette même fierté qui les empêche de s'adresser aux établissements spécialisés en gérontologie, comme les Ehpad ou les maisons de retraite. D'un côté, les frais sont démesurés par rapport à la modeste pension que perçoivent les anciens combattants étrangers. De l'autre, si la plupart réussit à s'installer dans une migration pendulaire entre les deux pays, c'est qu'ils font preuve de résilience et que l'accompagnement « physique » ne leur est pas une nécessité.

Il ne faut cependant pas surestimer leur capacité à se prendre en charge jusqu'au bout. Plusieurs anciens combattants héritent de nombreux soucis de santé. Chez M., dans la *Résidence Sociale Adoma*, la table à manger pullule de boîtes de médicaments alignées soigneusement, toujours gardés à portée de main pour sa routine de soin quotidienne (*Image 74*). Depuis sa dernière opération, son état de santé général le limite et l'oblige à garder un œil attentif sur son évolution. Ce ne sont pas les seuls marqueurs de sa condition de santé. A l'entrée de l'appartement (*Figure 60*), il dispose sa canne en bois dans le creux du mur, prête pour ses pérégrinations urbaines quotidiennes. Pour cause des crises chroniques de rhumatisme, M. ajoute un chauffage d'appoint au radiateur du studio et inverse le sens de son lit pour l'accoler à ce dernier et alléger les douleurs nocturnes pendant les froides nuits d'hiver (*Image 75*).



Image 74 Chez M., dans la résidence sociale Adoma. La table à manger est réservée essentiellement aux soins. 2018 © Myriame Ali-oualla

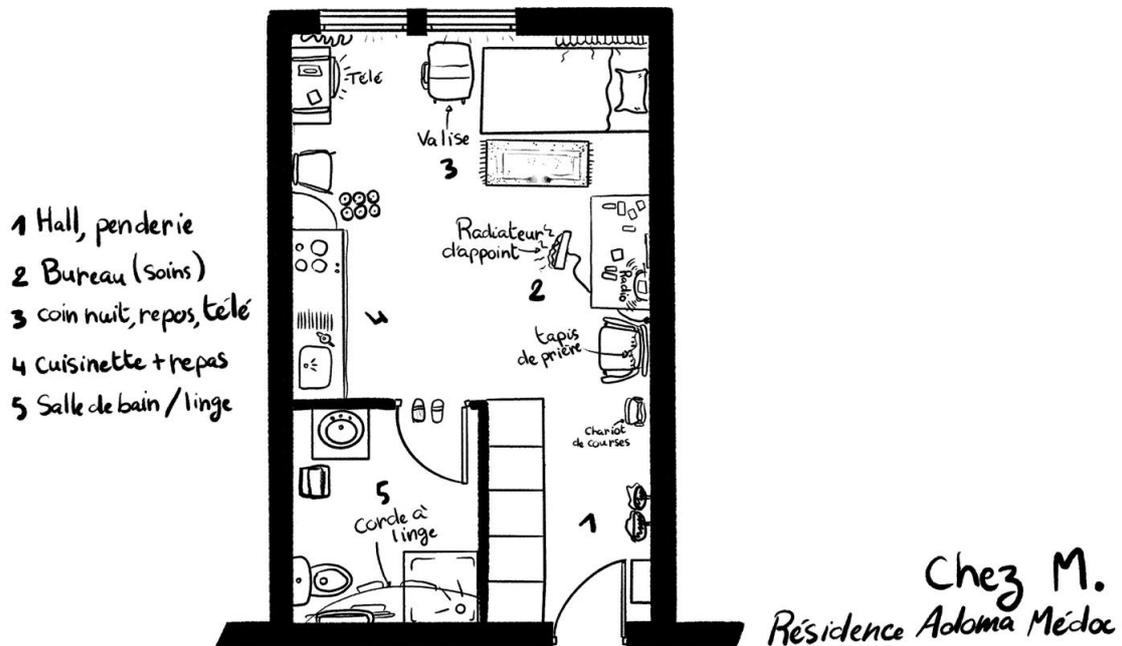


Figure 60 Plan du studio de M., résidence sociale Adoma Médoc. A l'entrée, M. garde sa canne à côté de son parapluie, en cas de sortie. Le chauffage d'appoint est situé au milieu de la pièce principale pour distribuer la chaleur et accompagner les mouvements de M. dans le studio. Le lit est collé contre le radiateur pour se rapprocher au maximum de la chaleur (Image 75). Il utilise également le lit comme "canapé" pour regarder la petite télé que M. a rajoutée. La valise reste au pied du lit. Le tapis de prière qu'il utilise régulièrement pendant la journée (Image 76) est rangé sur le fauteuil. 2018-2020 © Myriame Ali-oualla



Image 75 Le coin nuit. Sur le radiateur, M. garde une feuille en carton renforcé sur laquelle il a inscrit un verset de coran comme rappel pour le lire avant de dormir. Debors, il pleut et fait trop froid pour sortir. 2018 © Myriame Ali-oualla

Si M. ne souhaite pas rejoindre une structure réservée aux personnes âgées, se considérant suffisamment autonome pour s'en passer, il essaye tout de même d'aménager son espace domestique pour l'adapter au mieux à ses pratiques spécifiques (pratique religieuse) (Image 76) et à l'affaiblissement de sa condition physique. Avant de bénéficier d'un studio dans la *Résidence Sociale Adoma*, M. a vécu quelques années dans un foyer vétuste à Saint Michel, où l'enjeu de l'accessibilité PMR est devenu insurmontable avec le temps :

*« C'est Wabid et moi qui avons fait la demande du logement. Parce qu'il n'y avait pas d'ascenseur là-bas (à Sainte Michel) et je venais de subir une opération. Ce n'était pas possible de rester. J'avais 64 marches à franchir. Je suis allé voir le médecin. Avec l'attestation et l'aide de Wabid, j'ai eu après le logement en moins d'un mois. [...] Là-bas, c'était horrible. C'était une vieille résidence à la rue des Faures. On avait une cuisine et des toilettes communes. Il y avait un habitant de la résidence qui n'arrêtait pas de boire et de fumer, et c'était très sale. Je ne voulais pas partager les mêmes espaces que lui. Il était jeune. J'avais peur de lui. [...] Tout ce qu'il y a ici était dans le studio. Moi j'ai rajouté mes montres pour me réveiller tôt le matin, le petit tapis de prière, le chauffage d'appoint et la télévision... J'ai ma table avec tous les médicaments comme tu vois. [...] Ça m'importe peu qu'on me donne ou me laisse aménager*

*un studio vide, ma maison c'est à Marrakech. Ici j'essaie d'aménager avec quelques petites choses pour me faciliter la vie, c'est tout. C'est du dépannage.* » (M., janvier 2018)



*Image 76 Tout comme D., M. semble personnaliser son espace de vie essentiellement avec les objets utilitaires du quotidien. Le tapis de prière, accessoire incontournable pour M. qu'il soit en France ou Maroc, pour la pratique religieuse quotidienne, en intérieur ou à la mosquée. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Pour les anciens en perte d'autonomie qui ne peuvent plus habiter seuls, les gestionnaires locatifs et les accompagnateurs les encouragent à rentrer auprès de leurs proches plutôt que de les orienter vers des établissements spécialisés. Selon Halima Toueress, les anciens combattants marocains ne sont pas prêts à s'installer en Ehpad, même s'ils en avaient les moyens. « *Culturellement, ce n'est pas courant. Chez nous, tu t'occupes de ton ancien, c'est la famille qui te prend en charge, non pas des inconnus* », explique-t-elle.

Avec l'âge, ces seniors trouvent un grand intérêt à préserver leurs attaches à la pratique religieuse, qu'ils exercent aussi bien à la mosquée que dans leur espace domestique. Confronter ces usages à ceux des résidents en Ehpad ou en maison de retraite, selon Dominique Careil, peut occasionner des conflits et des chocs de culture, exacerbant ainsi les sentiments d'exil des anciens. A ce sujet, son expérience au sein des foyers de travailleurs migrants en amont du projet de la résidence

intergénérationnelle lui a permis de contribuer à la réflexion spatiale et d'intégrer les usages spécifiques des anciens combattants maghrébins dans la conception :

*« Dans la logique de l'habiter en tant que tel, je suis content de donner un confort aussi important pour l'ancien, mais il y a 4 ans, il dormait dans une chambre de 7,5m<sup>2</sup>. Là, il a plus d'espace, et surtout pendant le confinement c'était plus agréable. Il peut faire sa prière dans la chambre, c'était quelque chose sur laquelle on était vigilant... comment il va placer le tapis, l'orienter, et créer son propre espace. Et après, l'accès à tout ce qui est sanitaire qui était un travail fait plutôt autour du vieillissement. » (D. Careil, juin 2020)*

Careil considère l'espace conçu et le volume architectural mis à disposition des anciens de la résidence suffisants à une appropriation spatiale personnalisée. Pour les anciens combattants eux-mêmes, qu'ils habitent les studios spacieux de la *Résidence Mechti* (21m<sup>2</sup> à 25m<sup>2</sup>) ou les studios plus petits de la *Résidence Adoma* (moyenne de 18m<sup>2</sup>), la générosité et la taille de l'espace sont adaptées à leurs usages quotidiens, et peuvent même convenir à l'accueil d'une seconde personne. Cependant, la réglementation de la résidence sociale est intransigeante à ce sujet. L'accueil des proches (conjointes ou enfants) sur des temps moyens à longs est interdit dans le règlement intérieur. Cela a beaucoup à voir avec les risques auxquels s'exposent les visiteurs, et plus particulièrement les femmes. L'expérience des FTM occupés exclusivement par des hommes célibataires ou isolés de leurs familles a démontré que la tension est bel et bien patente lors des visites ponctuelles de proches. Dominique Careil explique que, depuis sa mission de cinq ans en tant que gestionnaire d'un FTM dans les années 2000, il fait en sorte de prévenir l'insécurité face à laquelle peuvent se retrouver les conjointes des travailleurs ou des anciens combattants en interdisant catégoriquement leur accueil.

La conception de l'espace et son aménagement matérialisent cette restriction : juste assez d'espace *agréable à vivre* pour une seule personne, un lit d'une place, un seul fauteuil, un seul tabouret, une seule clé. Rien mis à part une seconde chaise ne suggère la possibilité de mobiliser le studio comme espace d'accueil. Cela n'empêche pourtant pas Z., par exemple, de prévoir des matelas légers pour l'accueil ponctuel de jeunes migrants en détresse qu'il croise dans les rues de Saint Michel. Il leur offre, le temps d'une nuit, un toit et un lieu pour faire leur toilette, des vêtements et un bon repas chaud, avant de les libérer, une petite aide financière en poche. Mais pour habiter durablement entre conjoints, les anciens combattants sont orientés vers le logement du droit commun, avec l'aide des accompagnateurs associatifs.

D'autres, comme le doyen de la *Résidence Mechti*, aménagent leurs studios pour des après-midi d'échange et prennent l'initiative de créer eux-mêmes des moments de convivialité :

*« Le monsieur de 96 ans, il a plein de tapis, mais en fait il a aménagé son studio, on ne voit même plus le sol ! Ce sont des tapis tout le long, il marche pieds nus... Mais c'est aussi parce qu'ils font beaucoup de lecture. Il reçoit du monde à qui il fait la lecture, avec qui il fait des échanges religieux, de prière, et c'est un monsieur très intéressant. »* (H. Toueress, juin 2020)

Au final, le défi de l'habiter en migration pendulaire pour les anciens combattants marocains ne se pose pas tant dans la qualité de l'offre domestique dont ils bénéficient en France. La différence entre la maison familiale et le studio alloué dans la résidence sociale est, d'un côté, la présence de l'entourage familial et le partage au quotidien de pratiques sociospatiales collective (repas, moments de convivialité, intimité), et de l'autre côté, l'individualisation des pratiques et le sentiment d'isolement. L'évolution avec le temps des lieux de vie en France démontre une réflexion de plus en plus approfondie autour des obstacles que les anciens rencontrent en tant qu'étrangers (implantation urbaine proche des repères socioculturels) et en tant que seniors (accompagnement in situ, accessibilité PMR, plus d'espace). L'effort, bien que louable, ne compense pas l'effet d'exil qui dépasse les aménagements et l'amélioration des prestations spatiales.

\*\*\*

L'analyse de l'appropriation spatiale des anciens combattants marocains en France démontre qu'il s'agit d'un microcosme hétérogène, certes, mais dont de nombreuses problématiques convergent. Tout d'abord, c'est dans l'espace public que l'on remarque des pratiques spatiales "collectives", sans lesquelles la présence des anciens combattants marocains en France n'aurait pas été considérée comme un problème. Au départ, leurs déambulations en petits groupes ou individuellement dans les places et les rues du vieux Bordeaux ont généré une vague d'indignation, qui a forcé les autorités locales et les établissements d'hébergement à prendre en charge les anciens combattants étrangers, dont la majorité étaient des marocains. Leur appropriation spatiale collective par le « marquage présence » (Veschambre 2004) a changé de signification avec le temps pour faire partie du paysage urbain d'un quartier en particulier, celui de Saint Michel. Ils en occupent les bancs, profitent de l'agitation urbaine pour se rencontrer entre eux et se sortir les uns les autres de la solitude que génère l'éloignement du pays. La proximité de rappels culturels, comme les commerçants qui partagent la même origine et une langue commune, leur permet de recomposer

des fragments identitaires par la pratique des lieux. En faisant une pratique spatio-langagière de l'espace public, ils contribuent à renforcer l'identité interculturelle du quartier et à créer un « espace-tiers » (H. K. Bhabha et Rutherford 2006), « conçu comme une notion plutôt temporelle que spatiale, comme un espace éphémère mais nécessaire dans l'appropriation spatio-langagière de la ville » (Alvir 2016).

Si ce n'est pas par l'usage de la langue arabe et du dialecte marocain, certains le font par la conservation d'habitudes vestimentaires traditionnelles. Leur « extranéité » les rend visibles et devient un marqueur appropriatif et visuel (Dequierez 2010).

La pratique de l'espace public par les anciens combattants, intensive par rapport à la pratique de l'espace domestique, fait écho à des habitudes déjà menées au pays. L'appropriation et la présence dans l'espace public sont intégrées à la routine de ces anciens, tel qu'ils le retracent à travers le récit de leurs territorialités du quotidien.

Mis à part la place Meynard de Saint Michel et les rues et commerces du quartier, certains anciens fréquentent assidument l'espace *Hom'âge*, non seulement pour les services juridiques et administratifs pro bono, mais pour participer collectivement aux activités. Les séances d'art-thérapie, les sessions de lecture ou encore les ateliers de cuisine, occupent les anciens tout en leur permettant de rencontrer des seniors étrangers dans des conditions différentes de la leur. Sans les initiatives proactives des animateurs de l'association qui vont chercher les anciens combattants isolés, il n'y aurait pas de mobilisation fédératrice assez forte pour générer ces pratiques collectives. L'essentiel de leur appropriation quotidienne se fait spontanément, dans l'espace ouvert de la rue, à Saint Michel, et son caractère volontairement ou involontairement collectif donne sens à la pratique des lieux et en forge une représentation positive.

L'intensité de la pratique de l'espace public est un moyen de compenser le manque patent d'une vie sociale au niveau de l'espace d'hébergement, et ce n'est pas faute d'espaces communs au sein de la résidence. En passant du foyer à la résidence sociale, les anciens ont certes perdu des moments de sociabilité au quotidien avec la disparition des cuisines collectives, par exemple, mais toutes les résidences sont conçues avec des salles polyvalentes et des salons pour encourager l'appropriation et la rencontre entre les résidents. La pertinence d'un tel espace dépend de ce que le voisinage immédiat et la vie du quartier d'implantation ont à offrir. Dans la *Résidence Adoma Médoc*, l'absence d'espaces publics et de commerces « ethniques » de proximité, rend la mise à disposition d'un lieu de rencontre au sein de résidence profitable aux seniors et aux autres résidents dans différentes

situations de vulnérabilité. Quant à la *Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti*, implantée en plein cœur de Saint Michel, proposer un espace d'appropriation collective au sein de la résidence ne remplace pas le dynamisme et le bouillonnement de la vie du quartier. Dans les deux cas, l'appel de la rue et de son effervescence est plus fort et inégalé.

La majorité regrette l'absence d'un espace commun pour la préparation et le partage des repas. Les mesures de sécurité actuelles ne permettent pas de concevoir des cuisines collectives, par précaution sanitaire. La nouvelle configuration de la résidence sociale en studios indépendants et "hermétiques" a alors éveillé les craintes d'isolement chez les anciens. Enfermés derrière les quatre murs de leur studio, ils expriment rapidement la peur d'être laissés à l'abandon après un éventuel épisode critique de santé, sans que personne ne s'en rende compte. Le contact forcé mais positif dans les cuisines collectives en foyer et les moments de partage laissent place à la bonne volonté des uns et des autres de sociabiliser et à la bienveillance collective, qui n'est pas toujours évidente.

L'évolution de l'offre locative, passant de petites chambres de foyer à studios réfléchis pour les besoins des anciens combattants en vieillissement, reste appréciée. La qualité spatiale et l'amélioration des conditions de confort témoignent de la volonté des structures d'hébergement d'offrir des logements adaptés à l'accessibilité des anciens et de leur permettre de vivre l'éloignement *au moins* plus confortablement. L'espace et son appropriation reflètent les attitudes de chaque individu. Si certains se permettent de personnaliser leur espace de vie par un aménagement supplémentaire à celui déjà mis en place par la résidence, la plupart font une appropriation limitée du studio. L'héritage du vécu militaire et des habitudes intégrées pendant la période d'engagement permet aux anciens combattants marocains de faire une grande preuve d'adaptation, mais ne peut justifier que partiellement la pratique minimaliste de l'espace domestique. D'autres facteurs entrent en jeu pour justifier le détachement au lieu de vie en résidence sociale.

Premièrement, la majorité des anciens combattants considère le lieu d'ancrage en France comme temporaire, ne remplissant pas tous les critères d'un vrai chez-soi. A terme, tous souhaitent finir le restant de leurs jours dans la maison familiale. Les anciens combattants marocains s'accommodent de l'espace qui leur est proposé, sans s'y investir entièrement. La plupart se sentent comme des visiteurs en France, leur mission y conditionnant leur présence. Ainsi, une « discrétion » globale marque leur manière d'être et de vivre leur expérience dans cette terre étrangère, y compris dans l'intimité de leur studio.

Deuxièmement, le règlement de la résidence sociale, nécessaire à son bon fonctionnement et à la cohabitation entre résidents, limite leur marge d'appropriation. Les studios sont loués meublés, avec peu d'espace pour des aménagements personnalisés au goût des occupants. Généralement, seuls des objets légers, utilitaires et essentiels sont rajoutés au mobilier présent, comme les ustensiles de cuisine, le petit électroménager, les tapis de prière ou encore la valise, objet de voyage omniprésent au quotidien dans l'espace domestique des anciens, prêts à tout moment pour un départ imminent. Pour ceux qui sont dans la perspective d'accumulation d'objets à offrir aux proches ou à revendre une fois de retour au pays, les gestionnaires locatifs interviennent dans l'espace du studio pour prévenir les risques sanitaires liés à la récupération irréfléchie d'encombrants qui crée un environnement de vie malsain.

En termes de pratique des lieux, les anciens ne rencontrent pas de contraintes handicapantes, surtout lorsque l'espace est conçu pour s'adapter à certains usages spécifiques, comme c'est le cas des studios de la *Résidence Mohamed Mechti* qui, dès la phase de conception, ont été réfléchis en prenant en considération la pratique de la prière, l'orientation et l'espace nécessaire à son accomplissement. Pour les anciens qui nécessitent un accompagnement plus poussé, et qui ne peuvent plus habiter et accomplir toutes les tâches domestiques en autonomie (les repas, le nettoyage, la toilette), les accompagnateurs les encouragent à rejoindre leurs proches au Maroc vu que l'accompagnement en résidence reste limité aux prestations sociales et administratives. Les anciens ne sont pas orientés vers les établissements spécialisés pour personnes âgées car, non seulement habiter un Ehpad ou une maison de retraite incombe des frais inaccessibles à ces seniors, mais ces lieux-là, bien qu'ils soient adaptés à leurs usages et à leur perte d'autonomie, sont en décalage avec leurs habitudes socioculturelles qui se traduisent par plusieurs pratiques et limites. D'abord, dans les sociétés arabo-musulmanes, c'est la famille qui s'occupe de ses anciens en gage de respect pour tout ce qu'ils ont fait pour le bien collectif. Cela signifie leur suivi et leur prise en charge sans faille, même lorsqu'ils sont en perte d'autonomie et en vulnérabilité physique handicapante, que les anciens combattants musulmans sont généralement trop pudiques pour l'exposer à des inconnus.

Puis, les valeurs des anciens combattants, dont la plupart baignent dans la tradition religieuse qui guide un nombre de leurs pratiques, ne sauraient pas trouver écho dans des structures spécialisées où le choc culturel entre populations est passible d'être fort.

Enfin, la fierté liée à leur statut d'anciens combattants les prévient de demander de l'aide aux personnes qui leur sont étrangères, toujours dans la même optique de ne pas exposer leur vulnérabilité.

Troisièmement, l'appropriation spatiale des studios reste incomplète, dans la mesure où le lieu contraint la pratique collective et l'accueil. Le règlement de la résidence stipule clairement l'interdiction d'un hébergement durable de membres de la famille ou de proches, appuyée par la conception spatiale et l'aménagement du lieu. Le studio mis à disposition des anciens écarte toute notion d'accueil, en dehors de celle de l'ancien lui-même. Le mobilier qui organise la multifonctionnalité du lieu (plan ouvert, espace nuit confondu avec l'espace jour, nombre et fonctionnalité des meubles dédiés à l'usage individuel) appuie sa vocation comme espace d'hébergement réservé à une seule personne, alors qu'une grande partie de *l'essence* de l'espace domestique relève de sa capacité à nourrir socialement ses occupants. Certains anciens combattants marocains réussissent cependant à détourner ces obstacles en appliquant des ajustements subtils à leur lieu de vie, ne serait-ce que pour un accueil ponctuel de personnes de leur entourage. Les gestionnaires des résidences sont tolérants face à ces aménagements dans la limite du respect des règles en vigueur.

L'habiter des anciens combattants marocains en migration pendulaire met en perspective ce que prime dans l'appropriation spatiale en tant qu'étrangers et que seniors. Leur sur-mobilité leur permet d'appriivoiser les environnements sociospatiaux qu'ils sont tenus d'habiter dans leur migration circulaire, mais ils restent *habités* par le sentiment d'isolement que leur capacité à s'adapter en termes de pratiques et d'appropriation ne réussit pas à résoudre.



## Chapitre 7. La mobilité comme ressource des agents de la transmigration

L'expérience spatiale des commerçants et entrepreneurs marocains de l'espace transnational

La migration est par essence la quête vers de nouvelles opportunités et la diversification des ressources, qu'elles soient matérielles ou immatérielles, que la survie des individus en dépende ou pas. Après l'exploration de l'immobilité des femmes du bidonville et de la sur-mobilité des anciens combattants marocains en migration pendulaire, étudier des parcours migrants où la mobilité est un facteur *positif*, instrumentalisé comme une ressource en soi, met en perspective l'approche à tendance misérabiliste des migrations rurales et Sud-Nord internationales.

L'histoire de l'immigration pour le travail des années 1960 et 1970 en France a longtemps monopolisé le terrain de recherche en tant que forme dominante de la migration marocaine. La binarité de la présence-absence de l'immigré-émigré de son pays, est remise en question par l'émergence d'un profil migrant relativement libéré de l'autorité territoriale, aidé par de nouvelles formes et dynamiques de mobilité et de communication. Au lieu que la migration marocaine soit lue sur un fond de fragmentation et d'arrachement, ou encore d'assimilation et d'intégration, il était désormais possible de nuancer cette grille de lecture pour inclure des figures « positives », proactives, maitresses de leur *migration*, transformant l'adversité en opportunité. Ce que les chercheurs identifient comme transmigrants marocains (Escoffier 2006; Tarrus 2012; Tarrus et Missaoui 2012), définis comme des « agents de la mondialisation par “le bas” » (Portes 1999), sont en fait des acteurs qui essaient de rentabiliser leur condition de migrant en la transformant en “carrière”. Ce sont les opérateurs de transport entre la France et le Maroc, les commerçants de biens importés dans des circuits transnationaux, ou encore des marocains aux multiples points d'ancrage économique et résidentiels entre deux ou plusieurs pays. Tous font de la mobilité et de leur situation d'entre-deux multidimensionnelle des ressources.

Dans ce chapitre, après l'analyse de deux premières « expériences-limites » (Leclerc-Olive 2013), il s'agit d'appréhender une échelle de réseau socio-commercial migrant plus large et diversifiée que celle souvent plus réduite aux réseaux sociaux, familiaux ou associatifs. L'enjeu économique étant au cœur des dynamiques transmigrantes étudiées, je mets en avant les outils supplémentaires auxquels les individus ont recours, afin de gérer les frontières qu'ils rencontrent. Le savoir-circuler

individuel ne suffit pas à garantir la durabilité des flux, et de nouvelles considérations, liées à la circulation des hommes et des biens, sont à prendre en compte.

S'ils ne sont pas toujours dans une migration pendulaire aussi franche et stricte que celle des anciens combattants, contraints par des durées de séjour limitées en France et au Maroc, les commerçants et petits entrepreneurs transmigrants mobilisent leurs connaissances des deux pays pour mettre en place des systèmes d'itinérance et définir des territorialités qui servent à la fois leurs besoins sociaux en tant que migrants, et leur besoins professionnels en tant qu'entrepreneurs et commerçants. La proactivité de leur approche des territoires leur permet une pratique de l'urbain qui n'est pas uniquement limitée à l'attachement communautaire, mais qui intègre d'autres points d'accroche.

La figure du transmigrant, étant très fluide, ouvre à une vision « dés-ethnicsante » (Véniat 2018) des modalités d'appropriation spatiale des populations marocaines migrantes en France. Cela se traduit non seulement par un usage évolutif et protéiforme de l'espace, loin du particularisme culturel que l'on attribue à certaines communautés migrantes, mais aussi par le choix varié des lieux d'ancrage résidentiels, produit de facteurs économiques et de dynamiques d'acculturation.

### 7.1. Le quartier "ethnique", épice de l'économie marocaine transmigrante

La présence des premiers migrants marocains dans la ville de Bordeaux et sa région remonte au début du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée de quelques centaines de travailleurs à la veille de la Première Guerre Mondiale (Drot 2007), avant de se confirmer à partir des années 1960 dans le cadre d'une importation massive de main-d'œuvre étrangère. Certains Marocains sont mobilisés dans l'agriculture des vignes, caractéristique du Sud-Ouest, en tant que saisonniers ou permanents, pendant que d'autres interviennent dans le bâtiment et la construction alors en pleine expansion. Très vite, l'immigration des Marocains dépasse celle des autres nationalités maghrébines en Aquitaine, devenant la première force de travail locale (ACHAC 2007).

La population des migrants marocains dans la région et autour de Bordeaux, qui grossit par le biais des politiques de regroupement familial dans les années 1970, inclue de nouveaux profils à partir des années 1980, comme les « sans-papiers »<sup>176</sup>, les étudiants d'université ou les commerçants qui proposent de nouveaux services jusque-là inédits, au profit de la communauté marocaine locale.

L'agglomération bordelaise n'échappe pas aux dynamiques discriminantes de l'époque dans les villes françaises. Une grande partie des migrants marocains exerçant généralement des métiers subordonnés, tout comme leurs pairs maghrébins et africains, se retrouve reléguée dans des quartiers en marge, des banlieues paupérisées et des cités enclavées. « Au fil des constructions des cités de transit et des quartiers d'habitat social péri-urbains à partir des années 1960, ils [s'installèrent] s'installent davantage dans ces quartiers : villes de la rive droite (Lormont, Cenon) quartiers périphériques dans Bordeaux (cité du Grand Parc, Bacalan, les Aubiers, la Bastide). » (Drot 2007).

Le chômage de la population locale crée un environnement diabolisant ces "étrangers" qui *volent* les métiers des Français. L'agglomération bordelaise suit l'exemple des autres grandes villes françaises en laissant se développer une animosité mutuelle entre les nationaux et les descendants de l'immigration des anciennes colonies. Si les parents, migrants primo arrivants, restaient dociles face à l'injustice, soumis à la domination du système d'hierarchie ethnique insidieux en place depuis les

---

<sup>176</sup> Le durcissement des modalités de migration et de franchissement des frontières vers la moitié des années 1970, à la fin de l'importation de la main-d'œuvre, n'a pas été un frein aux arrivées continues des Marocains en France et à Bordeaux. La migration "illégal" de jeunes Marocains devient une tendance qui se popularise vite dans le bassin méditerranéen, en Espagne, en France et en Italie.

Trente Glorieuses, les enfants et les nouvelles « générations de l'immigration » en décident autrement et font valoir leur voix et leur droit.

Il ne suffit plus de les éloigner du regard public pour prétendre que leurs problèmes ne sont pas ceux de la société toute entière. A Bordeaux, bien que dans une moindre mesure qu'à Paris et ses banlieues, les émeutes et les revendications se multiplient. Piégés malgré eux dans un cercle vicieux de marginalité, les jeunes subissent le cumul d'inégalités ethniques, sociales et économiques, qui se traduit par l'immobilité résidentielle et l'inaccessibilité au marché du travail.

Les migrants marocains qui continuaient à arriver, ont progressivement dévié du schéma dominant de l'inertie résidentielle et territoriale. Si à Bordeaux de nombreux résidents marocains et/ou de citoyenneté française héritent encore du même parcours d'immobilité sociale que leurs prédécesseurs, d'autres trouvent dans la métropole des niches d'activité professionnelle entre *ici* et *là-bas*, tout en s'appropriant leur statut de migrant comme atout. Saint Michel (*Figure 61 & Image 77*), quartier mythique où défilent de nombreuses générations de l'immigration, devient le lieu de ressources pour l'ensemble de la communauté, concentrant de opportunités professionnelles variées.

Le quartier, par son histoire et sa résistance à l'embourgeoisement du centre-ville historique de Bordeaux, est un point d'entrée pour de nombreux migrants marocains dans "l'entre-deux". Il concentre dans une spatialisation plutôt dispersée (Manai 2015b), des marocains de Bordeaux, qui ne sont plus associés au stigmat de la vie des cités ou des banlieues en marge.

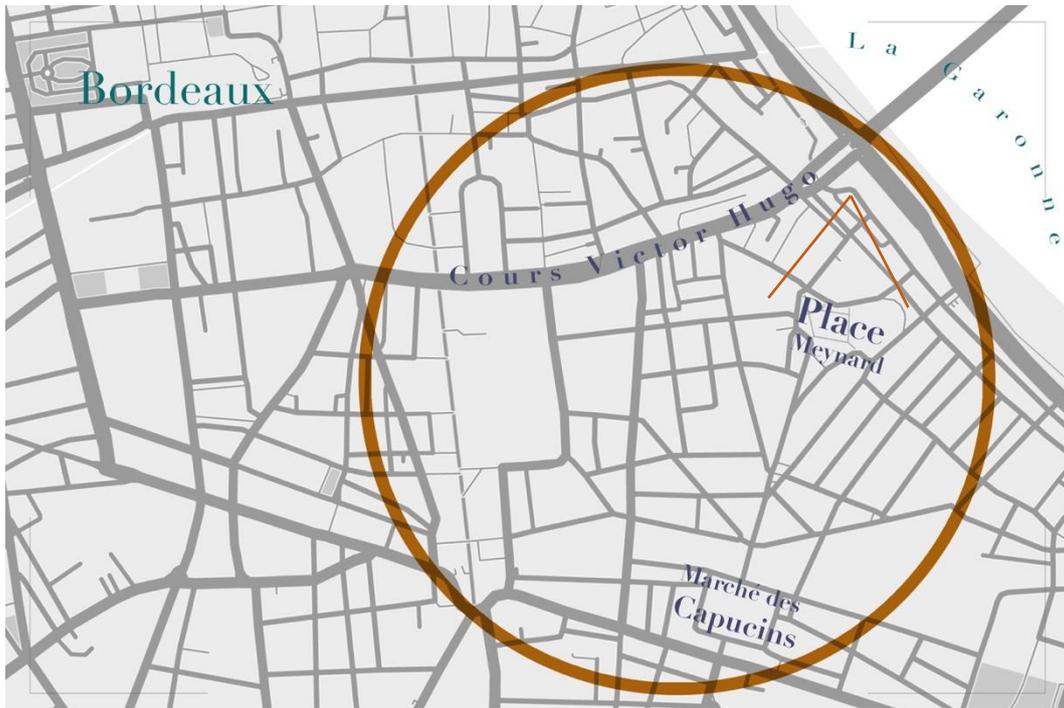


Figure 61 Les limites du terrain d'investigation, entre le Marché des Capucins et le quartier Saint Michel. 2020 © Snazzy maps / Myriame Ali-oualla



Image 77 Vue aérienne depuis la flèche de Saint Michel vers les halles du Marché des Capucins. 2020 © Google Earth

### La représentation du quartier "interculturel" au service du commerce transmigrant

Le quartier Saint Michel est un écosystème socioculturel et économique unique de la ville de Bordeaux. S'épanouissant d'abord grâce aux activités commerciales du port de la ville, ce quartier populaire a depuis longtemps été un pied-à-terre incontournable de nombreux étrangers. Après l'arrivée sur la longue durée de familles espagnoles et portugaises au XIX<sup>ème</sup> siècle, des groupes nord-africains et turcs commencent à dominer le paysage migratoire du quartier à partir des années 1960, aussi bien sur le plan résidentiel que sur le plan commercial.

En tant que quartier populaire, Saint Michel reste en marge de la rénovation urbaine et est considéré comme un foyer malfamé de délinquance et de pauvreté<sup>177</sup>. Pour les communautés migrantes, l'accessibilité de l'immobilier qui résulte de cette réputation et la centralité du quartier dans l'activité économique urbaine sont une aubaine :

*« Un marché de l'insalubre s'y est développé avec l'installation des populations immigrées pauvres, attirées dans la vieille ville par la présence de logements bon marché, parfois de travail, sans parler de la possibilité d'organiser le quotidien sur un mode communautaire. »*

(Goudichaud 2006)

Aujourd'hui, malgré l'arrivée depuis les années 2010 de populations roumaines et bulgares qui s'installent dans le quartier, Saint Michel reste particulièrement empreint par la présence nord-africaine qui continue à se développer. La démultiplication de commerces spécialisés et de lieux de cultes attire différentes générations de migrants et d'immigrés d'origine et/ou de confession religieuse communes. L'installation d'abord sporadique, puis exponentielle, d'activités commerciales et tertiaires spécialisées, vient en réponse aux besoins en produits spécifiques à la consommation ou à l'usage des populations maghrébines et musulmanes. Elles répondent aussi aux besoins de communication et d'échanges de populations migrantes avec leur pays d'origine. Comme dans de nombreux autres quartiers où l'ethnicité est mise en scène ou en visibilité, « les différentes étapes historiques d'installation se sont caractérisées par plusieurs périodes: celles des électrons libres, des précurseurs, des pionniers, des développeurs et des stabilisateurs » (Manai 2015b). Progressivement, à mesure des arrivées, les populations de migrants y ont trouvé de fortes ressources et des solidarités communautaires (Chekroun et al. 2019).

---

<sup>177</sup> Jusqu'en 2014, le quartier était considéré comme ZUS (Zone Urbaine Sensible) avant d'être défini comme quartier prioritaire de la ville à partir de l'indice de revenus.

Les arrivées continues de migrants marocains et maghrébins dans le quartier permettent à la communauté de construire et de maintenir des liens “ethniques” territorialisés. Le Saint Michel populaire et paupérisé, « ghetto » au centre de la ville, devient le Saint Michel des opportunités :

*« Comme zone de concentration des activités commerciales, (le quartier) offre une panoplie d'emplois aux commerçants ainsi qu'à leurs salariés qui peuvent ainsi contrer le chômage ou les discriminations qui les attendent sur le marché de l'emploi. » (Manai 2015)*

Dans une analyse critique des « ghettos urbains », définis par l'École de Chicago comme lieux de ségrégation par excellence, Loïc Waquant (2012) nuance les propos et reconnaît aux migrants qui s'installent dans les quartiers ethniques leur “libre arbitre” :

*« Les « colonies » étrangères du Chicago de l'entre-deux-guerres, que Robert Park, Ernest Burgess et Louis Wirth prirent à tort pour autant de « ghettos » blancs, étaient des constellations éparpillées et mobiles nées de l'affinité culturelle et de la concentration socioprofessionnelle, plutôt que du préjugé et de la discrimination inflexibles. La ségrégation y était partielle et poreuse, produit de la solidarité immigrée et de l'attraction ethnique plutôt qu'imposée par l'hostilité implacable des groupes extérieurs. » (Wacquant 2012)*

A l'aube des années 2010, le quartier Saint Michel, en tant que « centralité minoritaire »<sup>178</sup> (Raulin 2001), commence à attirer un autre type de population faisant face à une précarité “temporaire” relative à son statut socioéconomique : les étudiants et les “artistes”. Leur occupation d'appartements en état modeste, seuls ou en colocation, annonce le début d'une gentrification *douce*, car Saint Michel garde encore à ce moment-là la réputation de quartier dangereux, foisonnant de toutes sortes d'activités illicites et délinquantes. Ceux qui s'y installent y trouvent pourtant le compromis entre un logement à petit prix et une effervescence urbaine et culturelle sans pareil dans la ville. Saint Michel passe d'un quartier aux valeurs déviantes à un écosystème complexe où se mélangent cultures ethniques, professionnelles et habitantes.

Dans son étude du quartier Saint Michel, Olivier Goudichaud (2006) le qualifie d'« interculturel ». Comme unité urbaine héritière contemporaine du village (Frémont 1976), le quartier matérialise un contexte d'hétérogénéité ethnique où se fréquentent le *même* et le *différent* :

---

<sup>178</sup> « Quartier marqué par une appropriation ethnique particulière : sa vocation commerciale en fait un lieu d'attraction pour les citadins de même origine que les commerçants, et à divers titres (exotisme, affinités...) pour les citadins de toutes origines. » (Raulin 2001, 177)

*« Le concept d'interculturalité touche aux phénomènes spatiaux de contact, d'échange, de flux, d'interpénétration. Il convoque des processus sociétaux complexes mêlant regards croisés, représentations, discours et effets de mode. » (Goudichaud 2006)*

L'attractivité grandissante du quartier attire une deuxième génération de *gentrificateurs*. D'un côté, des commerces "alternatifs", des pop-up stores de petits créateurs, des bars à vins et des restaurants "fusion", nourrissant et se nourrissant de l'effervescence culturelle locale, amènent une clientèle plus aisée, souvent habituée aux voyages dont elle retrouve les "fragments" dans ce quartier. De l'autre, et en parallèle avec les travaux de restructuration et d'embellissement progressifs, ce n'est plus uniquement la fréquentation régulière de nouveaux consommateurs qui le transforme, mais l'installation plus durable de couples dynamiques, de jeunes cadres et/ou de jeunes parents qui achètent des biens immobiliers en centre-ville à prix relativement réduit par rapport aux autres quartiers de la ville. La deuxième phase de gentrification en cours annonce un changement de paysage démographique qui force les résidents de longue date, en particulier ceux issus de la migration, à quitter progressivement le quartier vers la périphérie. Le lancement de la LGV Paris-Bordeaux renforce le phénomène de transition et d'embourgeoisement et se confronte à un grand mouvement local de résistance.

Si les commerçants et résidents originaires de l'(im)migration ne sont pas en tête d'affiche de la mobilisation contre la gentrification qui gagne du terrain, ils sont tout de même les plus touchés, forcés souvent à libérer des enseignes commerciales ou à accompagner tout simplement l'évolution du paysage sociodémographique du quartier. Les enseignes emblématiques et historiques du quartier, tenues par des entrepreneurs immigrés et/ou de citoyenneté française et qui s'adaptent à la mutation de la population locale, font de leur mieux pour rester actives et entretenir des ponts de flux marchands internationaux et transnationaux.

### **A quel moment peut-on parler de « transmigrants » ?**

La sociologue Lamia Missaoui et le géographe Alain Tarrus (Missaoui 1995, 2014, 2016; Tarrus 1993, 2007, 2010, 2012, 2015; Tarrus et Missaoui 2012) explorent dès les années 1990 le terrain de la transmigration en tant qu'évolution des modes de présence migrante entre différents territoires nationaux de populations considérées, jusque-là, comme « trop dépendantes, trop assistées, trop impliquées dans leur misère pour être capables d'un quelconque savoir-faire autre que celui d'une certaine forme de docilité leur permettant d'être tout au plus une main-d'œuvre non qualifiée » (Missaoui 2016).

A partir des années 1990, une tranche des primo arrivants et quelques immigrés déjà présents dans le territoire national français commencent à développer des activités commerciales et entrepreneuriales hors du marché de travail auquel les populations immigrées ont longtemps été limitées comme citoyens de second rang. Les émeutes des banlieues et les mouvements sociaux de l'époque pour l'intégration et la prise en compte des besoins des communautés d'origine étrangère n'avaient pas aboli les rouages discriminatoires qui déséquilibrent les chances et les opportunités professionnelles. Cette inégalité pousse certains à prendre les choses en mains et à rompre avec le cycle de domination systémique. Lamia Missaoui définit cette nouvelle figure migratoire comme un groupe d'agents du *poor-to-poor*, offrant des services à bas prix pour des populations à niveau de vie moyen à bas :

*« Les transmigrants sont ces migrants issus soit de pays pauvres (Balkans, Caucase, Proche et Moyen-Orient, Maghreb, Amérique latine), soit des populations pauvres de pays riches, qui effectuent des parcours de plusieurs milliers de kilomètres dans diverses nations avant de revenir chez eux, avec pour principale activité la vente de produits de contrebande d'usage licite (appareils photo, matériel électronique, etc.) ou de services (consultations médicales) ou encore d'usage illicite ou illégal (drogues, prostitution). » (Missaoui 2016)*

Les transmigrants deviennent des intermédiaires directs et indirects des grandes multinationales, commercialisant leurs produits d'entrée de gamme dans des marchés autres que ceux des grandes puissances économiques. Le développement des nouvelles technologies, que ce soit dans la télécommunication ou dans l'électroménager par exemple, permet de renouveler constamment l'offre sur le marché et de maintenir les habitudes de consommation du « *produit dernier cri* » en continu. Les circulations générées par ces réseaux professionnels multilocalisés permettent aux jeunes issus de l'immigration confrontés au chômage d'intégrer ces réseaux et de "se créer" leurs *propres* opportunités. Les affinités culturelles et socio-langagières jouent un rôle important dans l'employabilité de ces jeunes, qui ne sont plus considérés par le prisme de préjugés discriminants, mais plutôt comme des agents dynamiques d'un réseau professionnel multicommunautaire et transnational. La transmigration attire ainsi « les jeunes qui rêvent de quitter l'enclavement résidentiel et s'inscrivent désormais dans une histoire des migrations qu'ils déclinent eux-mêmes » (Tarrius 2012).

La figure des transmigrants ne se réduit pas uniquement aux individus qui s'inscrivent dans des réseaux professionnels destinés à la commercialisation de produits bas de gamme. La transmigration implique, au-delà de l'activité professionnelle qui l'alimente, la démultiplication des ancrages (résidentiels et économiques) et la circulation des services, des biens et des hommes. Ainsi, si des chercheurs voient dans le phénomène de transmigration essentiellement une « mondialisation par le bas » et du commerce *poor-to-poor*, on peut aussi y inclure les prestations spécialisées à destination de pratiques et d'usages culturels, ou encore la commercialisation de produits artisanaux ou de consommation en provenance du pays de l'«émigration». Par l'introduction d'une culture étrangère minoritaire dans la culture occidentale dominante, les transmigrants y repèrent une niche lucrative aussi bien auprès de la «communauté» ethnique d'origine qu'auprès des locaux.

Dans un travail sur la montée en puissance des stratégies de migration flexibles dans le cadre de la «super-diversité» en Belgique, des chercheurs (Geldof, Schrooten, et Withaecx 2017) élargissent encore plus la notion de la transmigration à des « schémas de migration complexes et multiples des personnes qui résid[ai]ent dans différents pays et/ou ont l'intention de continuer à migrer dans un (proche) avenir ou de retourner dans les pays précédents »<sup>179</sup>. Cette définition plus inclusive est davantage représentative du terrain et du prisme d'analyse que j'emploie dans ma recherche.

Bien que restant « très minoritaire et discrète par rapport à la migration d'exil ou de misère » (Tarrus 2012), la transmigration complexifie les catégorisations binaires sans s'affranchir des défis des migrations traditionnelles. En effet, d'un côté, les transmigrants vivent dispersés entre plusieurs États, mais appartiennent et continuent à appartenir socialement, politiquement, culturellement et souvent économiquement au pays d'origine (Bruneau 2011). De l'autre, au même moment où on assiste à la globalisation des processus d'échange et à l'apparition de « sujets capitalistes » (Glick Schiller, Basch, et Szanton Blanc 1995) se déplaçant au gré des opportunités du marché néolibéral, on connaît la renaissance en force du concept de la État-Nation, avec ce que cela sous-entend comme renforcement des frontières géographiques et idéologiques nationales. Le savoir-migrer, la maîtrise des frontières, l'appartenance non seulement aux territoires mais au *périple* « dans ses rencontres, ses stimuli, sa multiplicité des choix offerts et ses décisions à assumer » (Escoffier 2006), sont toutes des conditions primordiales à un projet migratoire réussi.

---

<sup>179</sup> Citation originale : « the complex and multiple migration patterns of people who resided in different countries and/or have the intention to migrate further in the (near) future or to return to previous countries. »

### **Le commerce d'artisanat, l'épicerie, l'agence de transport...**

La ville de Bordeaux est une métropole de taille moyenne par rapport aux grandes capitales mondiales où les distinctions et les frontières ethniques sont plus claires et tranchées entre quartiers à forte concentration étrangère. Le quartier Saint Michel bordelais est incomparable au *Little Italy* new yorkais ou même au *Petit Maghreb* montréalais. Autour de la place Meynard à Bordeaux, l'effet de mixité est plus prégnant et la succession de nombreuses générations et origines de la migration, en plus du phénomène de gentrification enclenché, brouillent la lecture d'une identité culturelle unique. Mais la présence maghrébine y reste dominante, aussi bien au niveau des usagers qu'au niveau des enseignes professionnelles et commerciales. C'est en les ciblant que j'ai rencontré mes premiers enquêtés. Étant donné que de nombreux transmigrants marocains articulent leurs activités professionnelles autour de la vente ou du transport de produits spécifiques, l'entrée au terrain à partir du lieu d'exercice semblait être le meilleur moyen de cibler ces professionnels.

Les premiers moments d'échange révèlent une réticence de la part de certains qui ne se sentaient pas assez confiants pour raconter leur récit de vie, et ne souhaitaient particulièrement pas revenir sur leurs modalités d'entrée dans le territoire français, ou sur les détails de leurs activités professionnelles. La migration récente des uns et la méfiance accrue des autres coupent court à nos échanges. Les professionnels qui se prêtent à l'exercice sont ceux qui sont ancrés durablement en France et/ou qui bénéficient d'une situation administrative relativement stable. Très vite, les récits révèlent des parcours protéiformes, des réseaux sociaux et professionnels variés et des modes de vie contrastants selon l'activité exercée, la durée d'installation en France et, tout simplement, le vécu individuel.

Contrairement aux populations des anciens combattants ou des femmes rurales habitant le bidonville, le groupe des professionnels transmigrants est plus hétérogène. Les principaux points de convergence entre les profils des enquêtés sont ceux liés à la « capitalisation » de la migration, la spécialisation des prestations et l'inscription dans les réseaux socioprofessionnels transnationaux. L'habiter des transmigrants est le reflet de cette multiplicité de parcours.

Pendant les étapes d'investigation et de récolte de données, la plupart a exprimé son souhait de préserver l'intimité de l'espace domestique qu'ils ne souhaitaient pas exposer au regard d'une "inconnue". Cela a limité et conditionné l'usage de certaines méthodes visuelles, notamment la photo, au profit d'autres outils comme le plan relevé, le croquis et le récit oral.

En choisissant expressément des parcours divergents, il s'agit de montrer l'astuce qui caractérise cette forme de migration proactive, portée par des individus qui détournent le paradigme traditionnel de la migration de survie pour intégrer une lecture par l'appartenance multiple et la mobilité comme ressource.

## 7.2. La richesse des réseaux transmigrants et l'apprivoisement de la mobilité

Dans le contexte de la migration marocaine, les échanges et transferts binationaux de biens et d'information est monnaie courante et se construit, depuis ses débuts, sur les bases d'un réseau social transterritorial. Les immigrés veillent à ce que leur dur labeur dans la société de résidence porte ses fruits dans le pays d'origine, et soutienne le groupe social qui entoure le projet migratoire. Le maintien du réseau de liens a toujours dépendu aussi bien des échanges de courriers et d'appels téléphoniques que des déplacements annuels lors des vacances d'été, au point que pour plusieurs familles immigrées, toutes les vacances de fin d'année scolaire devenaient synonymes de retour au "bercaïl", les véhicules chargés d'une montagne d'objets à offrir et à revendre au pays. La vie sociale et familiale s'est ainsi toujours perpétuée en dépit des contraintes de frontières.

Ce qui change chez les transmigrants marocains, ceux qui débutent leurs activités professionnelles entre les années 1980 et 1990 bien après les premières vagues d'immigration, c'est que leurs différentes formes de mobilité physiques et virtuelles servent non seulement la vie sociale « multisituée » (Cortes et Pesche 2013) mais également le réseau professionnel transnational. Leur situation d'*entre-deux* – considérée ici non pas comme un sas de transition mais comme un espace-temps à part entière – est une source d'opportunités qui remet entièrement en question la trajectoire conventionnelle vers l'intégration ; d'un état inférieur, quitté, à un état supérieur, prisé :

*« La circulation (déplacement physique et figuré ou culturel) est opposée au repli communautariste ou au repli des dominants s'appliquant à la reproduction d'un modèle normatif, conservateur, qui clôture. Dans cette perspective, la circulation interroge les frontières, l'adhésion, l'appartenance « au même ». » (de Villanova 2007)*

La mobilité, bien qu'envisagée comme ressource à plusieurs égards, n'est pas sans difficultés. Les entrepreneurs et commerçants *transmigrants* sont loin d'être épargnés des impératifs nationaux et territoriaux. Aussi puisent-ils dans le savoir-migrer collectif et dans leur propre expérience du franchissement des frontières un sens de l'adaptabilité, nécessaire pour gérer les défis qu'incombe l'installation *dans* l'itinérance.

En m'appuyant sur les configurations des réseaux sociaux des acteurs transmigrants et sur les compétences qu'ils développent en vue d'une maîtrise continue des conditions macrostructurales et territoriales de leur mobilité, j'explore, dans ce qui suit, la flexibilité des parcours et la capacité des individus à apprivoiser les contraintes inhérentes à l'expérience de la migration.



Image 78 Dans le magasin d'artisanat de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla

Entre le *Cours* animé de *Victor Hugo* et le quartier Saint Michel, derrière une petite vitrine de magasin transparente, pendent des sacs en cuir rouges, jaunes et camel, des paniers en osier et toutes sortes de petit mobilier que j'ai eu l'habitude de voir exposés dans les magasins d'artisanat traditionnel des médinas marocaines. En poussant la porte du magasin, je me rends compte de la grandeur du lieu qui se cache derrière la vitrine discrète. L'intérieur file sur plus d'une dizaine de mètres de profondeur, et, au bout, dans une petite arrière-salle, s'entassent ici et là des babouches, des cadres de miroirs en bois gravés à la main et des plats en terre cuite peints minutieusement. Le patron du magasin m'accueille chaleureusement. Après quelques échanges sur les lieux d'origine des objets d'art et d'artisanat qu'il expose, j'apprends que cela faisait vingt ans que Hassan se fournit auprès d'artisans marocains de la médina de Marrakech, avec lesquels il a développé au fil des années des liens professionnels durables, mais surtout, des liens de confiance. « De 2001 jusqu'en 2017, j'allais tous les ans chercher la marchandise moi-même », m'explique-t-il. « J'en profitais pour visiter mes sœurs et mes parents à plusieurs étapes, pendant mes pauses de trajet. »

Nous sommes interrompus par les arrivées de clients curieux ou encore venus acheter un cadeau d'anniversaire « original » pour leurs proches. Hassan m'invite à revenir le lendemain en début d'après-midi, à l'heure de l'ouverture du magasin.

### Le réseau socio-professionnel, clé de réussite de l'entreprise migratoire

Le quartier Saint Michel regorge de petits commerces et entreprises à l'intersection de plusieurs mondes et cultures de consommation. Entre enseignes spécialisées dans la vente de produits alimentaires ciblés et les bazars et épicerie emblématiques du quartier, apparaissent depuis une dizaine d'années des magasins aux devantures décalées par rapport à l'«esthétique populaire» locale, exposant des objets de créateurs et des produits souvent inaccessibles à la grande majorité des usagers et habitants du quartier.

Bien avant les premières arrivées d'artistes, d'étudiants, et plus tard de jeunes cadres et de familles au niveau de vie élevé par rapport à la moyenne locale, Hassan repère une niche commerciale qui commençait, dès la fin des années 1990, à attirer une nouvelle clientèle. Si la majorité des enseignes «ethniques» s'adressaient jusque-là aux habitudes de consommation des communautés issues de la migration, Hassan choisit de se spécialiser dans la vente d'objets d'artisanat marocain, accompagnant les tendances esthétiques de l'époque, encore d'actualité. Pendant 16 ans, il effectue plusieurs allers-retours annuels au volant de son camion entre la France, lieu de résidence principale et de vente, et le Maroc, lieu de résidence secondaire et d'approvisionnement. Avant d'être commerçant-entrepreneur transmigrant, Hassan a dû réviser son projet migratoire initial à plusieurs reprises, aidé par la diversification progressive de son réseau socioprofessionnel.

Arrivé en 1982 de Oujda, ville marocaine frontalière avec l'Algérie, Hassan vient à Bordeaux pour poursuivre des études littéraires à la faculté afin de devenir professeur d'anglais une fois de retour au Maroc au terme de ses études.

*« Alors nous étions une famille pas vraiment moyenne mais pas non plus trop pauvre. On va dire pas moyenne. C'est à dire mon papa était militaire et tout ça et puis on était 7 à la maison. Pas vraiment une maison. C'était une petite maison qu'on louait. Et il fallait sortir, il fallait partir. C'était le seul moyen... J'ai passé mon Bac et je suis venu en France. Le lendemain de la fin des épreuves du Bac, j'ai pris le train et je suis venu directement à Bordeaux. » (Hassan, mars 2019)*

S'il choisit cette ville, c'est parce qu'il connaissait des Français qu'il avait aidés à traverser les frontières vers l'Algérie, lorsqu'il travaillait officieusement comme guide du haut de ses 17 ans. Avec leur aide, il assure un pied-à-terre et un hébergement à titre gracieux pendant les six premiers mois de son arrivée. Hassan enchaîne les petits boulots avant d'abandonner son cursus universitaire

à la fin de sa première année pour se consacrer à plein temps à son nouveau travail, obtenu grâce à son réseau social :

*« Il (son ami) m'a accueilli d'une façon exceptionnelle, il m'a gardé plus de 6 mois dans un château ! Et cet ami est propriétaire de pas mal de maisons et d'appartements à Bordeaux et il avait besoin de peintures et de lino. Il m'a donc invité à aller avec lui à Bordeaux pour faire des achats. En allant dans un magasin il a proposé au patron s'il pouvait m'embaucher. C'était vraiment extraordinaire, exceptionnel ! Il m'a donc embauché et je suis resté travailler avec lui pendant 12 ans. Logé, nourri et blanchi. C'était vraiment exceptionnel pour moi. [...] Nous étions à la rive droite, vers Bastide. »* (Hassan, mars 2019)

Le parcours de Hassan semblait s'inscrire graduellement dans le schéma d'une immigration classique. L'enfant envoyé en France, s'installe durablement dans une routine professionnelle et une stabilité financière et administrative pour aider les proches au pays et, pourquoi pas, aider à la migration d'autres membres de la famille. *« Vous savez bien comment ça se passe aussi au Maroc »,* explique Hassan. *« On fait des familles avec sept ou huit enfants et dans les sept ou huit il y en a un ou deux qui vont sauver la famille et qui partent à l'étranger. Soit en Europe soit aux États-Unis et même en URSS. [...] si vous prenez toutes les familles marocaines, je suis sûr et certain qu'il y a quelqu'un à l'étranger. Pour sauver la famille. »*

Pendant les dix premières années de vie en France, Hassan côtoie exclusivement la famille française qui l'a accueilli et embauché, ainsi que leur entourage social. Ce n'est qu'en 1992, lorsqu'il décide de changer d'activité professionnelle qu'il rencontre les premiers migrants et immigrés marocains. *« Pendant dix ans, je n'ai pas traversé le pont ! »,* s'exclame Hassan en parlant du Pont de Pierre qui sépare les deux rives de la Garonne. Il commence à faire les marchés de Saint Michel, à aider des commerçants et à installer sa première enseigne en plein cœur du quartier. *« C'est là où j'ai commencé à connaître les Marocains, les Algériens et les Tunisiens... et tous les étrangers. Ça me rappelle un peu le Maroc bien sûr ! Ça me rappelle les relations qu'on avait au Maroc. »*

Le contact limité et non-exclusif avec la communauté marocaine migrante est dû à la volonté de Hassan d'élargir son horizon culturel, un principe qui le guide sur de nombreux autres aspects de sa vie quotidienne :

*« Je voulais sortir et laisser tout ce que j'avais emmené avec moi du Maroc et avoir bien sûr une autre culture, un autre mode de vie, une autre nourriture, un autre climat. Ce qui fait que*

*je ne voulais pas venir pour faire la connaissance de personnes de la même origine ! A un moment donné, j'en ai eu marre de ça...Ce qui fait il fallait rencontrer d'autres gens et ne pas se limiter. » (Hassan, mars 2019)*

Le quartier Saint Michel, encore marqué à ce moment-là par une présence significative d'Espagnols et de Portugais, expose Hassan à un nombre de pistes professionnelles et d'opportunités de collaborations avec différentes communautés. En s'inscrivant petit à petit dans le paysage urbain du quartier grâce à son stand au marché, il établit ses premiers contacts professionnels durables qui lui permettront de lancer sa première affaire de commerce transnational :

*« J'ai commencé à faire l'import/export avec le Portugal ! Avec la poterie, je ne pouvais aller les chercher au Maroc. J'ai connu des personnes à Saint Michel qui m'ont parlé de cette affaire-là. [...] Je faisais beaucoup d'allers-retours avec mon camion entre la France et le Portugal pour l'approvisionnement, je ramenaient de l'ancienne poterie qui était très recherchée en France et je venais la vendre à Saint Michel. » (Hassan, mars 2019)*

En choisissant de tirer parti de ce marché prometteur, Hassan s'est engagé dans un processus de mobilité pendulaire à titre professionnel, qui devient par la suite lorsqu'il rencontre sa femme au Portugal et qu'il fonde sa famille entre les deux pays. Ses réseaux professionnel et social se confondent et évoluent ainsi en tandem.

Hassan s'adapte à diverses formes d'adversité, qu'elles soient culturelles, professionnelles, économiques ou sociales. La montée des prix et du niveau de vie au Portugal le pousse à changer de lieu d'approvisionnement et à se consacrer à un artisanat cher à son cœur : celui de son pays natal. Contrairement aux allers-retours habituels au Maroc qu'il consacrait jusque-là aux visites familiales, Hassan se déplace désormais pour établir les premiers contacts avec des fournisseurs dans les médinas reconnues pour leur savoir-faire artisanal, et transpose les dynamiques socioprofessionnelles apprises avec son activité au Portugal au nouveau réseau franco-marocain.

Pendant plus de quinze ans, Hassan arpente routes terrestres et maritimes pour son commerce qui dépend crucialement de cette mobilité. Si au départ, les produits qu'il proposait étaient encore rares sur le marché, la démultiplication d'enseignes avec des articles similaires, tenues pas des investisseurs plus privilégiés financièrement, crée de la concurrence et force Hassan à redoubler d'efforts et de créativité. Le maintien de déplacements réguliers entre les deux pays et le renforcement des liens avec le réseau professionnel d'artisans et de fournisseurs ont été nécessaires à la bonne continuité de son commerce. Depuis 2017, Hassan confie les missions

d'approvisionnement à des transporteurs professionnels marocains. Cela ne l'empêche pas de retrouver ponctuellement ses artisans pour vérifier la qualité de la marchandise et prendre connaissance des nouveautés du marché.

Chaque retour au Maroc est l'occasion de retrouver ses proches aussi bien dans sa ville natale Oujda que dans d'autres villes sur son trajet, joignant l'utile à l'agréable et consolidant continuellement les liens avec son réseau familial.

Ayant atteint une certaine stabilité grâce à l'acquisition de la citoyenneté française, Hassan est devenu un membre ressource de son réseau social lorsque, en 2008, suite à la crise financière mondiale, il aide son frère à quitter une Espagne en plein effondrement économique pour venir à Bordeaux :

*« Mon frère a vécu 20 ans en Espagne puis avec la crise de 2008, il m'a dit : "Hassan, c'est fini ici." Il est (citoyen) espagnol, il a les papiers espagnols. Je l'ai fait venir ici en 2009, ça fait 10 ans. [...] Au début, je l'ai fait installer chez moi pendant un an avec sa femme qui est marocaine et tous les deux ont eu leurs papiers en Espagne. [...] Je lui ai proposé de l'aider à déménager avec mon camion. Il a ses papiers et c'est un grand bossueur, c'est un chef cuisinier. Donc la première année, on a fait des demandes de logements et il en a eu un, un T4 dans un bâtiment avec 15 étages avec sa femme et son fils. » (Hassan, mars 2019)*

Ainsi, Hassan a mobilisé ses propres ressources capitalisées à travers son expérience des ancrages multiples et sa maîtrise de l'itinérance pour en faire profiter d'autres membres de son réseau social, comme il a profité lui-même, à son arrivée en France à l'âge de 17 ans, d'un réseau social préexistant à Bordeaux pour s'implanter et établir son activité commerciale transnationale.

A quelques 500 mètres du magasin, une enseigne similaire s'ouvre directement sur *la place Meynard*, en continuité avec des brasseries, des brocanteurs et de nouveaux concept-stores et restaurants-brunch. Contrairement à ce que laisserait croire sa devanture minimaliste et plus contemporaine, le magasin existe depuis une vingtaine d'années, faisant partie, comme le magasin de Hassan, des précurseurs d'enseignes « *orientales* », profitant de la même vague d'intérêt portée pour les produits artisanaux du Sud de la Méditerranée.

Lorsque je rencontre Driss pour la première fois dans son magasin, une dizaine de clients curieux sillonnent les rayons colorés sur un fond de carreaux en terre cuite qui pavent le sol du magasin. Une ambiance de bazar traditionnel remis au goût du jour habite le lieu où s'organisent tapis en

pure laine, sac et meubles en osier et vasques en bronze et en terre émaillée. Bien qu'exerçant un commerce transnational similaire à plusieurs égards à celui de Hassan, Driss a un parcours migratoire différent qui, comme son compère, s'est fait par adaptation successive du projet professionnel à l'évolution des ambitions et aux impératifs du marché du travail.

Driss est arrivé la première fois en France à l'âge de 7 ans, dans le cadre du regroupement familial au début des années 1970. Bien que primo arrivant, il fait partie de ceux qu'on qualifie de "génération issue de l'immigration" (Noiriel 1989). Après avoir passé son enfance en Dordogne, il rejoint Bordeaux pour des études universitaires. Le commerce d'artisanat étranger ne faisait pas partie de ses projets dès le départ. Confronté à la difficulté du monde du travail, ne trouvant pas de position qui corresponde à ses attentes ni à sa formation, Driss décide de prendre les choses en main :

*« C'était par hasard. Je n'ai pas vraiment choisi. Après avoir fini mes études, j'ai cherché du travail et je n'arrivais pas à trouver. Puis, je n'étais pas fait pour mener une vie de salarié. Mon esprit était toujours tourné vers le commerce. Donc j'ai créé mon entreprise, je vendais de tout et n'importe quoi, puis c'était dans les années 1990... l'artisanat marocain était très à la mode, donc j'ai sauté sur cette opportunité et puis ça a marché. Et depuis voilà je suis resté dans ce milieu-là. [...] Depuis 1998 je ne fais que de l'artisanat marocain. »* (Driss, octobre 2019)

Progressivement, Driss étoffe un carnet d'adresse de fournisseurs sans réseau social ou professionnel existant au Maroc. En tant que citoyen français d'origine marocaine, il entame son aventure professionnelle, armé de sa mobilité libérée des contraintes et des formalités administratives qui conditionne habituellement les résidents étrangers. En maintenant des allers-retours fréquents auprès des artisans-fournisseurs, Driss s'assure de la bonne qualité des produits et garantit l'efficacité et la durabilité de son réseau socioprofessionnel :

*« J'ai quasiment toujours les mêmes artisans. On est devenus amis avec le temps. [...] J'en ai à Marrakech, mais aussi Meknès et Fès. Avant je travaillais avec beaucoup d'artisans dans d'autres villes puis c'est devenu plus fatigant. Quasiment tout vient de Marrakech. [...] Mais par exemple, le Zellij (céramique/mosaïque) qui vient de Fès, c'est quand même là où le Zellij est réputé... »* (Driss, octobre 2019)

Driss soustraite certains services auprès d'artisans marocains établis à Bordeaux et dans sa région, « *par exemple, pour la pose du carrelage traditionnel* », explique-t-il. « *J'ai un artisan, ici, marocain qui maîtrise très bien le savoir-faire et que je conseille du coup à mes clients. Ils sont toujours très satisfaits et contents après son travail* ». Il aspire, dans le futur proche, à importer d'autres savoir-faire traditionnels inédits dans la région, exploitant davantage la niche professionnelle dans laquelle il occupe une place notable.

Au-delà de toute théorie de déterminisme culturel, Driss incarne un exemple de fructification de la double appartenance au profit de l'exercice professionnel et de la transmission des avantages de cet "entre-deux" aux générations futures. Ce qui était uniquement considéré comme mobilité professionnelle vers le Maroc, est devenue une *excuse* pour organiser des voyages en famille à travers lesquels Driss transmet la culture marocaine à ses enfants, dans la même logique que ses parents ont adopté pour l'éduquer lui et ses frères et sœurs dans le respect, l'appréciation et l'appropriation de leur culture d'origine.

Les profils individuels de Driss et de Hassan, leur attitude proactive et leur capacité à s'adapter aux aléas de l'expérience sociale et économique de la migration sont des éléments clés dans la réussite de leur entreprise professionnelle, dont dépend également de nombreux autres aspects de leur vie. Leur stabilité fait d'eux une ressource constamment sollicitée par les autres migrants marocains en situation de précarité. Des seniors migrants aussi bien que des hommes fraîchement arrivés du Maroc ou d'autres pays européens demandent de l'aide pour trouver un travail ou encore pour remplir des papiers administratifs :

*« Ils ne savent pas remplir les papiers. Je vais avec eux à la Caf, à la sécurité sociale, à la préfecture, à la mairie, chez la police. Je vais avec eux. Oui, parce qu'ils ne savent pas. Parce qu'ils n'ont pas appris, ils ne savent pas écrire. [...] C'est le Marocain qui n'est pas allé à l'école... Ou qui s'est arrêté au niveau CM2. Arrivé ici, son français n'est pas aussi ... Il ne peut pas s'en sortir direct. Et leur problème, c'est qu'ils ne sont pas allés à l'école une fois arrivés ici. [...] Et chaque fois, pour remplir un chèque, pour faire un C.V, pour le chômage, c'est la galère pour eux. »* (Hassan, mars 2019)

La dernière vague de migrants marocains arrivés en nombre conséquent en France d'autres pays européens, date de la crise de 2008. Ils sont forcés de quitter l'Espagne ou l'Italie, deux pays aux économies particulièrement touchées. Le retour au pays n'est pas toujours envisageable. En plus

de la rareté des opportunités professionnelles qui s'alignent avec les besoins de ces hommes, le retour est, pour plusieurs d'entre eux, synonyme d'échec de l'entreprise migratoire pour laquelle tout un réseau social et familial s'est mobilisé.

Driss explique que ce n'est pas parce qu'ils partagent des origines et référents culturels communs qu'ils nouent des liens sociaux durables. Bien souvent, leurs seuls échanges se limitent aux services que leur rend Driss en cas de nécessité :

*« La plupart ont des problèmes de logement. Vous savez ce que c'est que de trouver un appartement à Bordeaux, déjà pour quelqu'un qui est enraciné ici. Pas mal viennent me voir parce qu'on me les envoie vers moi, "Va voir Driss". [...] Puis c'est pour les problèmes de papiers, parce que s'ils ont des cartes de séjour là-bas (en Espagne ou en Italie), ils aimeraient avoir des cartes de séjour en France. La langue aussi. Et vu que ma femme est avocate, donc ils viennent me voir pour les problèmes de papiers, sauf que ce n'est pas du tout son domaine (rires). Donc on les redirige vers des copines à ma femme, ou des confrères et consœurs qui sont spécialisés dans le droit des étrangers. Donc oui j'ai des contacts, mais ça se limite à ça. » (Driss, octobre 2019)*

Ces nouveaux migrants marocains, doublement émigrés et du Maroc et d'un pays européen voisin, ne partagent pas les mêmes valeurs que ceux qui sont plus longuement établis sur le territoire français, ni nécessairement les mêmes ambitions. Leur niveau d'éducation et leurs qualifications limitées réduit leur champ des possibles, mais cela ne les empêche pas de participer à la mobilité transnationale et à la circulation des biens et des services. Si les premiers importent une marchandise étrangère qu'ils introduisent dans un marché local friand de produits "exotiques", les seconds exploitent des niches commerciales ciblant davantage les besoins de la communauté marocaine ou maghrébine.

En parcourant une rue reliant le marché des Capucins à la Basilique Saint Michel, j'aperçois un nouveau local récemment rénové où s'entassent des dizaines de valises, des sacs à carreaux déformés par le volume des affaires qu'ils contiennent, différents types d'électroménager emballés et renforcés par de l'adhésif et une balance utilisée visiblement pour peser tous les objets destinés à l'envoi. La vitrine de l'agence affiche les détails des services de transport proposés et des itinéraires empruntés entre la France et le Maroc. Une petite carte imprimée au dos du flyer montre les stations d'arrêt au départ de Bordeaux : Tanger, Fès, Meknès, Rabat, Casablanca, Marrakech, Agadir.

Une fois devant l'enseigne, Mohamed m'accueille et m'explique que le chef d'agence allait être absent pour le reste de la journée. Après quelques questions sur le fonctionnement de la structure, j'apprends que Mohamed est nouveau dans l'agence et dans Bordeaux. Après avoir migré en Italie il y a une quinzaine d'années, il quitte le pays en 2009 pour rejoindre un groupe de marocains travaillant dans la zone agricole de Haute-Garonne. Il trouve de l'aide pour sécuriser un contrat qui va lui permettre d'obtenir un titre de séjour français et de retrouver de la stabilité, même si elle n'est que temporaire :

*« Ce sont des amis qui ont quitté l'Italie avant moi qui m'ont dépanné. A la base, je ne travaille pas du tout dans l'agriculture. Avant de "breg" (« brûler les frontières », migrer illégalement) en Italie, je travaillais comme artisan dans la Médina de Fès. Je travaille les ustensiles et la quincaillerie traditionnelle en cuivre, mais malheureusement je n'arrivais plus à faire rentrer assez d'argent. [...] En Italie, j'ai fait quelques petits boulots et j'ai travaillé dans le transport de marchandises locales, et après je suis venu à côté de Toulouse avec un contrat. [...] C'est mon beau-frère qui a cette agence ici, et je viens l'aider de plus en plus parce que je veux arrêter de travailler dans l'agriculture. C'est très dur ! » (Mohamed, novembre 2019)*

Au moment de notre rencontre, Mohamed n'avait pas revu sa famille depuis deux ans. *« Tant que je ne suis pas stable à 100%, je ne pourrais pas risquer le retour »*, explique-t-il. Il espère qu'en intégrant l'agence de transport, il aura un revenu régulier suffisant pour justifier sa légitimité de séjour en France. C'est aussi l'opportunité d'effectuer des allers-retours plus fréquents entre la France et le Maroc, profitant de ses trajets professionnels et de ses arrêts dans différentes villes pour voir sa famille et ses proches.

Cette agence de transport travaille avec de nombreux collaborateurs disséminés dans le territoire marocain, assurant l'envoi et la réception de colis en provenance de Bordeaux. Un réseau professionnel de confiance est particulièrement déterminant dans ce domaine, mettant en jeu les biens de clients des deux pays. *« Ici, les transporteurs ne sont pas tous des migrants »*, rajoute Mohamed. *« Il y en a qui ont leur maison et leur famille au Maroc mais qui ont un visa spécial pour emmener les colis, et parfois des personnes. Moi je souhaite avoir la résidence ici, mais quand même me déplacer pour pouvoir voir ma femme et mes enfants plus souvent à Fès. »*

Les opérateurs de transport travaillent essentiellement avec les marocains ou les français d'origine marocaine, résidents à Bordeaux. De nombreuses personnes et familles envoient régulièrement des affaires à leurs proches au Maroc. Certains offrent des sacs entiers de vêtements et de linge qu'ils n'utilisent plus, d'autres les télévisions et l'électroménager dernier cri, qu'il faut attendre plusieurs mois avant de les voir en vente dans le marché marocain. En parcourant le local, je reconnais également, sous un emballage fluide, la silhouette d'un vélo. Plus loin, un ensemble de table et de chaises de jardins en bois et en fer forgé. Mohamed m'apprend l'avoir réceptionné ce jour-là par un Marocain qui venait de les chiner à la brocante de Saint Michel.

Dans l'arrière-salle réservée à la réception de colis, des matelas adossés à des supports en bois paré de motifs traditionnels, surplombent le reste de sacs et des cartons :

*« On reçoit pas mal de salons marocains... Les gens les commandent sur mesure à distance, ils ont des proches qui font le lien sur place, leur montrent des photos, ils choisissent tout ça avec la caméra du téléphone ! (rires) [...] C'est facile maintenant. Même s'il y a des magasins ici où tu trouves les matelas et tout ce qu'il faut, eux-mêmes font appel à nous pour ramener la marchandise parfois du Maroc. [...] Les gens envoient aussi des médicaments qui ne sont pas disponibles au Maroc. Lorsque c'est un colis comme ça, on ne fait pas payer le transport, c'est pour aider... » (Mohamed, novembre 2019)*

Les transporteurs sont ainsi des agents centraux des dynamiques de circulation de biens répondant aux besoins divergents des communautés marocaines d'ici et de là-bas, dans un cadre géographique et culturel binational. Eux aussi œuvrent à la satisfaction d'un marché spécifique, d'une niche commerciale "communautaire" en demande, établissant un lien continu entre les deux mondes par la "magie" des objets. Grâce à ce service transnational, les clients n'ont plus à attendre leur séjour annuel pour faire parvenir des cadeaux ou des objets de première nécessité à leur réseau familial. Quant à la capacité à s'adapter à un rythme de mobilité, en ce qui concerne Mohamed, avec son expérience des ancrages multiples, il m'affirme être prêt à une nouvelle aventure et que la vie en itinérance est une voie nécessaire pour son projet migratoire :

*« Que ce soit en Italie ou en France, je m'adapte. Si je suis obligé de passer par l'Espagne ou par des villes françaises que je ne connais pas, ce n'est pas un problème. [...] J'ai des connaissances et des amis un peu partout, c'est d'ailleurs comme ça que j'ai réussi à rester en Europe malgré la crise. [...] Avec les bons mots, on trouve toujours des Marocains, des Algériens ou des Tunisiens en chemin pour s'orienter, trouver les bonnes affaires. [...] Je ne peux pas rester comme ça éternellement, parce que j'aimerais ramener ma femme et mes deux*

*enfants ici à l'avenir. Si je gagne assez d'argent, je peux avoir ma propre agence de transport et arrêter les allers-retours.* » (Mohamed, novembre 2019)

Mohamed n'est pas le seul à avoir quitté un pays en crise pour tenter sa chance en France et, plus largement, là où l'opportunité se présenterait. Je retrouve Abdelkader à la caisse d'une épicerie visiblement liée à la boucherie halal attenante. Âgé de 44 ans, il recommence une nouvelle vie à Bordeaux – ou plutôt prend un *virage* dans son parcours initial –, après avoir vécu plus d'une vingtaine d'années entre l'Espagne et Guercif, sa ville natale au Nord-Est du Maroc.

Il profite de la demande en hausse de la main-d'œuvre agricole au milieu des années 1990 pour rejoindre ses oncles et son frère déjà sur place :

*« On y a été en 1996. On a sacrifié beaucoup au début parce qu'on était parmi les premiers Marocains qui allaient à l'Espagne à ce moment-là, parce que le pays décollait à peine. C'était beaucoup de sacrifices. Il n'y avait même pas un boucher arabe, il n'y avait pas de mosquée pour prier, les gens autour comme nous étaient tous dans la débrouille. [...] Il (son frère) m'a trouvé un contrat, et a tout fait pour que je le rejoigne. Là-bas, j'ai travaillé dans l'agriculture. [...] Avant de migrer, j'allais devenir menuisier à Guercif. J'avais un diplôme de formation professionnelle. Du jour au lendemain, dans une période de deux mois seulement, j'ai eu le contrat pour venir ici (en Europe). »* (Abdelkader, avril 2019)

Le réseau familial de Abdelkader s'est transformé pour devenir son réseau migratoire et professionnel. En 22 ans de vie en Espagne, il a par la suite lui-même été à l'origine de la migration d'autres membres de la famille et de l'installation durable d'autres Marocains ayant migré illégalement pour trouver du travail.

Progressivement, l'Espagne s'est ouverte au regroupement familial et à la migration féminine. Abdelkader, entre temps, maintenait des allers-retours fréquents vers le Maroc où il finit par se marier et, avec l'amélioration du niveau de vie collectif de la famille et l'accumulation d'un capital conséquent, il investit dans une terre agricole aux franges de sa ville d'origine. *« On y fait pousser des oliviers »,* raconte Abdelkader. *« Les affaires marchaient très bien. Vers 2000 ou 2001, c'était le meilleur moment pour travailler et épargner de l'argent, parce que l'économie de l'Espagne était très bien à ce moment-là. On pouvait investir. »*

En 2007, les premiers effets de la crise financière touchent tous les secteurs d'activité, et les employés d'origine étrangère, même ceux qui ont obtenu la citoyenneté, ont été les premiers à en

faire les frais. Abdelkader se retrouve au chômage et retourne avec sa famille au pays, la culture d'olivier compensant la perte d'emploi en Espagne. Peu après, une vague de sécheresse met en péril sa production agricole. En 2013, ils retournent avec sa fille en Espagne, les deux ayant un permis de séjour valide. Abdelkader commence à travailler comme second d'un ami marocain, transporteur de marchandises pour des commerces maghrébins :

*« Je demandais à chaque fois s'il y a du travail... Lui (son compagnon de voyage) faisait de la livraison de menthe aux commerces maghrébins, et quelques produits alimentaires du Maroc. Je faisais alors le tour avec lui pour demander s'il y a du travail. [...] On est passés par hasard chez le "Haj" (le propriétaire de l'épicerie et de la boucherie), et c'est lui qui a proposé de m'embaucher et de me dépanner avec le logement. » (Abdelkader, avril 2019)*

Abdelkader fait preuve de résilience et d'adaptabilité en élargissant davantage son territoire d'activité. Son réseau socioprofessionnel évolutif s'est révélé déterminant dans le déroulement et la transformation de son projet migratoire initial.

Si aujourd'hui il espère passer de l'itinérance à une cristallisation durable en vue du regroupement familial déjà entamé, Abdelkader ne se limite pas pour autant et m'avoue qu'il serait prêt à reprendre le chemin du voyage si les conditions professionnelles ou économiques l'y poussent : *« J'aimerais bien importer l'huile d'olive qu'on produit à Guercif et faire fructifier l'affaire là-bas tout en étant installé ici. Mais pour l'instant, le plus important, c'est d'avoir un travail stable... Si on migre et on bouge et on voyage, c'est pour la famille. Il faut s'adapter au fur et à mesure et trouver les solutions. »*

Enfin, quel que soit le parcours individuel des professionnels transmigrants marocains, le réseau socioprofessionnel multisitué et transnational est central à la longévité de leur carrière et à la réussite de leur aventure professionnelle. En tant que migrants en situations variables de stabilité économique et/ou administrative, ils utilisent tous la mobilité physique ou virtuelle pour entretenir des liens durables avec leurs collaborateurs ainsi que le reste de leur entourage social.

### Détourner et s'adapter aux frontières

Privilégier la mobilité transnationale et l'instrumentaliser comme ressource au lieu de subir le déplacement comme un impératif de survie<sup>180</sup>, nécessite une bonne maîtrise du savoir-circuler et, davantage, la mobilisation d'outils efficaces pour faire face aux différentes formes de frontières. Car, après tout, les transmigrants n'échappent pas à la complexité des démarches administratives ni aux effets insidieux de la discrimination à l'égard des étrangers, qui se rajoutent aux défis spécifiques à leur condition de mobilité.

Un premier obstacle commun à tous les enquêtés est l'instabilité des modalités de passage de frontières. Les conditions d'échanges entre pays dépendent de l'évolution des conventions et du contexte géopolitique changeant. Du jour au lendemain, des frontières s'ouvrent pendant que d'autres deviennent infranchissables, mettant en péril la liberté de mobilité des individus et des biens. Hassan a fait les frais d'un tel bouleversement lorsqu'il a dû changer sa trajectoire habituelle d'approvisionnement entre la France et le Maroc depuis le durcissement du dispositif frontalier espagnol :

*« A partir de 2001, j'allais moi-même chercher les marchandises, donc je rentrais trois fois par an au Maroc avec mon camion. [...] Je fais 5000 ou 6000 kilomètres en partant de Bordeaux. [...] Et puis en 2017 j'ai arrêté parce que les Espagnols nous ont fermé la frontière. On ne passe plus par l'Espagne, il fallait faire tout le chemin jusqu'à Sète, puis prendre le bateau vers Tanger. La durée du trajet en bateau est 36h, c'est très long. [...] Après, j'ai pu m'adapter et je fais appel aux services d'un transporteur plutôt. »* (Hassan, mars 2019)

Encore une fois, la pérennité de l'entreprise professionnelle et migratoire relève de la capacité des individus à faire preuve d'adaptation. Si Hassan a réussi à trouver une alternative viable, Mohamed m'explique que les agences de transport ne sont pas à l'abri d'un abus d'autorité de la part des douanes aux frontières. Les tensions récurrentes entre l'Espagne et le Maroc, liées à la migration illégale et au transport de marchandises de contrebande, génèrent une vigilance parfois exacerbée à l'égard des agents de transport :

---

<sup>180</sup> La majorité des migrations est initiée par le "besoin", que ce soit le besoin d'avoir accès à une meilleure offre de formation universitaire ou à un revenu suffisant pour la survie d'une famille. Les transmigrants jouent avec ces impératifs, s'adaptent et se créent l'espace du choix en explorant un plus large panel d'opportunités qui n'est pas limité par l'obligation de la sédentarité.

*« On prévient les clients qui viennent envoyer des télévisions ou des machines électroniques au Maroc, parce que parfois elles sont confisquées par les autorités... quand il n'y a pas de facture ou des choses comme ça. [...] Il y a aussi des colis qui sont jetés, des autocars et des camions qui sont retenus plusieurs jours aux frontières, et ça crée des retards. Après, ce n'est pas toujours comme ça. Ça dépend des périodes. [...] Quand tout va bien, on fait par exemple Bordeaux-Rabat en trois jours maximum. » (Mohamed, novembre 2019)*

La crise sanitaire de 2020 a engendré un arrêt total et généralisé du mouvement transfrontalier, introduisant des aléas imprévus. Lors d'une entrevue récente avec Driss depuis la sortie du confinement, j'apprends que les activités de transport marchand reprennent graduellement, mais que ses déplacements in situ sont pour l'instant compromis. Avec un réseau professionnel performant et de confiance, il lui suffit de maintenir un contact dématérialisé avec ses prestataires et ses artisans pour assurer la continuité de son activité.

Tous les entrepreneurs et commerçants transmigrants ne sont pas dans le même confort économique et professionnel de Driss. L'impossibilité de se déplacer pendant cette situation exceptionnelle a non seulement privé nombre d'entre eux de mener à bien leur activité professionnelle, mais a bloqué certains d'un côté ou de l'autre des frontières, dans l'incertitude d'une reprise de leurs déplacements.

En tant que "meneur" d'un projet migratoire collectif, Abdelkader vit une situation de fragmentation familiale liée à son parcours irrégulier. Ayant d'abord migré seul en Espagne, ce n'est qu'après quelques années qu'il a réussi à obtenir un permis de résidence à sa femme. Leur fille aînée obtient la citoyenneté comme son père, étant née en Espagne. Suite à la crise de 2008 et au retour temporaire de la famille au Maroc, Abdelkader a trois autres enfants qui n'ont pas droit à un titre de séjour européen, tout comme leur mère qui a perdu son droit de résidence entre temps. Lorsqu'il décide de retourner en Europe pour chercher de nouveau un travail, seuls sa fille aînée et lui ont le droit de reprendre l'aventure migratoire. Étant en situation de vulnérabilité économique à son arrivée à Bordeaux, Abdelkader confie sa fille à son frère aîné et sa famille, en Espagne depuis les années 1990, en attendant d'entreprendre toutes les démarches administratives pour un regroupement familial.

Le chemin reste semé de ruptures et de dispersions avant d'atteindre l'équilibre entre la sédentarité et l'itinérance. Tant que toute la famille ne retrouve pas une stabilité dans le statut de résidence, elle court un risque permanent de séparation, source de stress et d'insécurité (Geldof, Schrooten, et Withaekx 2017).

Les liens familiaux affectés sont compensés partiellement par le recours aux technologies de télécommunication de plus en plus performantes, compressant les distances et préservant une continuité dans le réseau social.

La méconnaissance et la démultiplication des systèmes administratifs entre les pays des transmigrants ne facilitent pas la gestion du mode de vie multisitué. Ils « peuvent trouver l'égalité et même des privilèges dans certains domaines de leur vie tout en étant victimes d'injustices dans d'autres »<sup>181</sup> (Mohan et Clark Prickett 2010). Pour Abdelkader, en tant que citoyen espagnol, il a bénéficié des allocations de chômage lorsqu'il a perdu son emploi pendant la crise. En France, bien qu'ayant un passeport européen, il n'a pas encore toute la stabilité professionnelle ni statutaire pour accéder à certaines aides sociales. Il tient à sécuriser un emploi sur le long terme, qu'il corresponde ou pas à ses attentes, afin d'accéder à davantage de droits sociaux. Aujourd'hui, les politiques sociales nationales à l'égard des personnes étrangères ne sont pas encore préparées à la gestion des besoins d'individus aux parcours transnationaux, alors que la vie sociale des transmigrants n'est pas seulement orientée vers leur nouveau pays de résidence, mais se compose de réseaux complexes et de contacts au-delà des frontières :

*« Les politiques en matière de migration, de nationalité et de législation sociale restent largement du ressort des États-nations en Europe, bien qu'elles soient de plus en plus intégrées dans la législation européenne. Dans les villes superdiverses, les politiques sociales urbaines sont toujours ancrées dans ces cadres politiques nationaux, tandis que les migrants passent d'un réseau visible et invisible à un autre, local et mondial. »*<sup>182</sup> (Geldof, Schrooten, et Withaekx 2017)

Malgré la marge de manœuvre que la mobilité assure aux transmigrants, ils sont confrontés aux mêmes problématiques de migrants plus conventionnels. Comme l'a clairement expliqué Hassan, de nombreux Marocains en provenance de pays européens voisins rencontrent des difficultés à

---

<sup>181</sup> Citation originale : « transmigrants may find equality and even privilege in some areas of their life while experiencing injustice in others. »

<sup>182</sup> Citation originale : « Policies on migration, nationality and social legislations remain largely the responsibility of the nation states in Europe, although increasingly embedded in European legislation. In superdiverse cities, urban social policies are still embedded within these national policy frameworks, whereas transmigrants shift between different visible and invisible, local and global networks. »

gérer les démarches administratives les plus basiques mais aussi essentielles, en raison de la langue. Cet obstacle à la communication est également une entrave à l'intégration.

Pour Mohamed comme pour d'autres transmigrants, l'intégration n'est pas un but en soi. En s'insérant dans un réseau socioprofessionnel composé essentiellement d'individus originaires du Maroc, il réussit à se frayer un chemin et à réaliser petit à petit son ambition d'une installation dans l'entre-deux :

*« Il y a des Marocains partout où tu vas en Europe, il suffit d'être débrouillard, et aussi c'est donnant-donnant. Ils t'aident, et tu les aides aussi. [...] Je ne parle pas beaucoup français, mais je me débrouille en italien, donc je comprends pas mal. Après, je passe tout mon temps avec des Marocains ou des Algériens, il n'y pas de problèmes. [...] C'est vrai que la langue aide beaucoup à s'intégrer avec les gens d'ici, mais je pense apprendre avec le temps, et surtout je ne suis pas sûr de rester pour toujours ici... je suis entre le Maroc et l'Italie [...] aujourd'hui c'est la France, et demain on ne sait pas où. »* (Mohamed, novembre 2019)

Pour Hassan et Driss, qui se considèrent autant Français que Marocains (posture appuyée par leur double nationalité), plusieurs des obstacles rencontrés par d'autres migrants et transmigrants ne se posent même pas. Même s'ils n'échappent pas entièrement aux effets de racisme et de la discrimination systémique, ils en font relativement moins les frais, incarnant des "figures idéales" de l'intégration :

*« Personnellement, je fréquente tout type de personne sans distinction d'origine ou quoi que ce soit. Du moment où on se sent bien avec une personne on ne regarde pas ses origines. [...] Chez nous, il n'y a pas de repli identitaire, du fait qu'on se sente mal à l'aise. Au contraire, ma femme a un métier où elle fréquente énormément de personnes et d'origines, vu qu'elle est avocate. [...] En même temps, je suis le président de l'association des commerçants du quartier. Je suis ancien, donc je suis connu. Je peux très bien papoter avec une personne ici, peu importe d'où elle vient... j'ai plein de clients habitués, français et européens surtout... »* (Driss, octobre 2019)

Le multiple ancrage résidentiel qui accompagne la mobilité transnationale rajoute une charge mentale et économique supplémentaire à la gestion déjà complexe de ce mode de vie d'entre-deux ou d'entre-plusieurs. Au moment de notre entretien, Abdelkader possède une maison à Guercif, occupée par sa femme, ses enfants et ses parents, une maison en Espagne qu'il laisse à sa sœur, et

est hébergé par son employeur dans une petite chambre au-dessus de l'épicerie. Il estime avoir eu de la chance en trouvant à la fois un emploi et un pied-à-terre à Bordeaux alors que d'autres autour de lui, arrivées dans des conditions similaires, peinent à trouver un logement et à entretenir leurs propriétés ailleurs :

*« Ce n'est pas facile de payer les charges de plusieurs logements en même temps. J'envoie l'argent à la famille pour l'entretien et les frais de la maison au Maroc. Ma sœur a enfin trouvé un travail en Espagne il y a quelques semaines et donc elle arrive à payer l'eau et l'électricité. [...] Depuis que je suis arrivé et que j'ai commencé à travailler, c'est le monsieur (propriétaire des deux commerces et de l'immeuble en pierre) qui me dépanne... C'est une petite chambre dans un appartement, où il y a l'électricité, la douche. [...] J'épargne de l'argent pour louer un appartement que j'ai trouvé pas loin, pour quand ma femme et mes enfants arrivent dans quelques semaines. » (Abdelkader, avril 2019)*

L'insécurité résidentielle est commune à de nombreuses autres communautés migrantes, et non pas une réalité exclusive aux transmigrants. Ces derniers ne se conformant pas à un mode conventionnel de sédentarité, leurs déplacements deviennent un élément d'instabilité aux yeux des propriétaires ou des bailleurs sociaux qui voient dans les transmigrants des résidents à risque.

\*\*\*

Les quatre parcours migratoires montrent que tous les transmigrants n'ont pas le projet d'une installation dans un système d'itinérance dès le départ. La transmigration peut être motivée par une « immigration » définitive mise à mal, suite à l'effondrement d'un système économique ou à la discrimination du monde du travail, comme elle peut être encouragée par un marché de l'emploi tout simplement inadapté aux ambitions et aux attentes.

Les commerçants et entrepreneurs commencent par identifier les lieux ressources de leur potentiel réseau professionnel. A Bordeaux, Saint Michel est l'exemple par excellence d'un quartier “*gateway*” (d'entrée) (Price et Benton-Short 2008) pour les migrants marocains et d'origine marocaines souhaitant s'ancrer dans un marché transnational avec leur pays d'origine, en marge du bassin d'emploi conventionnel. En tant que quartier marqué par une grande présence maghrébine, aussi bien au niveau des enseignes qu'au niveau des consommateurs et des usagers, c'est l'endroit idéal pour créer ou intégrer un réseau socioprofessionnel déjà actif dans les échanges transnationaux.

Certains commerçants misent sur la niche ethnique, proposant des produits de consommation ou d'usage spécifique ainsi que des services de transport et de mise en lien avec le Maroc. D'autres

ciblent les nouveaux usagers du quartier Saint Michel. Les enseignes qui proposent des articles d'artisanat marocain sont un exemple représentatif de l'envie de commerçants de s'ouvrir à d'autres types de consommateurs, artistes, designers ou amateurs d'une esthétique particulière, leur offrant des produits alternatifs du marché traditionnel. Certains commerçants ont été obligés à ne plus se limiter au marché "communautaire" et à ouvrir leurs services à un plus grand public car le quartier Saint Michel n'est plus seul tributaire du marché ethnique maghrébin. D'autres quartiers périphériques de Bordeaux ont vu naître des commerces et des services de proximité à destination des résidents d'origine maghrébine et/ou étrangères, leur épargnant des déplacements autrefois essentiels vers le quartier Saint Michel qui était le seul à offrir ces services-là.

La réussite des entreprises professionnelles transnationales dépend d'un réseau efficace. Le déploiement sur un large territoire multisitué nécessite des partenaires et des collaborateurs de confiance pour la bonne exécution de la prestation et la bonne qualité des produits importés. Le réseau intervient dès le départ pour certains lorsqu'ils choisissent Bordeaux comme un des points d'ancrage, y ayant des proches, des amis ou de la famille. Ce phénomène de « *chain migration* », théorisé dès les années 1960 (MacDonald et MacDonald 1964), est toujours d'actualité et s'applique aussi à la migration transnationale. C'est d'ailleurs bien souvent par le biais du réseau social et familial que se construit le projet professionnel.

Les migrants d'origine marocaine n'ont pas les mêmes chances que les locaux face aux mêmes défis, surtout lorsqu'il s'agit de l'employabilité, d'où l'intérêt de s'inscrire dans des réseaux commerciaux qui regroupent des proches ou des connaissances. « Ces stratégies familiales passent d'une génération à l'autre. Elles permettent de faire fonctionner petites ou grandes entreprises et facilitent la circulation des capitaux » (Bruneau 2011). Plus le réseau des transmigrants est large et diversifié, plus il est riche en opportunités.

Le maintien de tels liens oblige à la mobilisation d'outils de communications et de moyens de mise en lien divers, selon les besoins sociaux et professionnels en question. La mobilité transnationale par le déplacement physique entre les points d'activité est centrale pour être soi-même garant du bon développement des affaires, mais elle est de plus en plus consolidée par les moyens de télécommunication qui réduisent les distances et dispensent de frais de déplacements supplémentaires.

Les récits montrent qu'il n'y a pas *une* définition exacte du réseau transmigrant, dans la mesure où c'est à partir de l'éclectisme des membres qui le composent qu'il tire son efficacité. Tous les *transmigrants* ne partagent pas les mêmes cercles et ne restent pas limités à la bulle communautaire, avec des membres de la même origine nationale ou régionale. Les exemples de commerçants et entrepreneurs qui ouvrent leurs services à un panel de consommateurs et de collaborateurs démontrent qu'il n'y pas de prédéterminisme du cercle social ou professionnel lié à l'appartenance à une communauté migrante. Ils sont en grande partie le fruit de l'éducation reçue et de l'expérience vécue qui forment leur vision du monde et de la société qui les entoure. Ils sont dans l'invention d'un monde favorable aux rapports d'altérité, en développant des compétences et des apprentissages qui leur permettent de s'assumer ici, où ils arrivent, comme là-bas d'où ils viennent et tout au long de l'espace qui relie ces deux topiques (Tarrus 2012).

Le fait que commerçants et entrepreneurs soient dans une optique d'adaptation continue aux aléas de leur condition de migrants, ne les exempte pas des conjonctures macrostructurelles et des défis liés à la mobilité transnationale. Il ne s'agit pas de les voir comme des agents affranchis des règles du jeu de la mondialisation dominante et des mégastuctures économiques, qui restent privilégiées à tous les égards. L'instabilité des modalités de passage des frontières, et la possibilité à tout moment d'un arrêt intégral des déplacements suite à une crise mondiale, mettent en péril le système d'échange transmigrant. Contrairement aux grandes entreprises ou aux multinationales qui ont les capitaux pour compenser temporairement des situations d'immobilités, les entrepreneurs indépendants et les commerçants n'ont pas le même privilège.

Par ailleurs, les politiques sociales préexistantes à l'égard des migrants ne sont pas totalement adaptées aux parcours transnationaux et aux situations d'ancrages multiples. Le système existant s'adresse à une population qui, à terme, vise la sédentarisation dans la société d'accueil, dans une logique d'intégration. « Les régimes nationaux de sécurité sociale sont conçus pour répondre aux besoins des personnes documentées résidant avec une stabilité raisonnable au sein de l'État-Nation »<sup>183</sup> (Geldof, Schrooten, et Withaeckx 2017), or les besoins des transmigrants ne sont pas liés uniquement à un seul territoire national, ce qui les met souvent en situation de vulnérabilité sociale devant l'impossibilité d'accéder à certains droits.

---

<sup>183</sup> Citation originale : « The national social security schemes are designed to meet the needs of documented people residing with a reasonable amount of stability within the nation state. »

Les disparités statutaires entre les membres d'une même famille est à l'origine de situations d'éclatement sur différents fragments du territoire binational ou plurinational. Les obstacles administratifs liés aux statuts variés de séjour demandent un effort considérable de la part des transmigrants qui doivent par moment se satisfaire des situations professionnelles inadéquates ou éprouvantes, le temps de garantir une situation professionnelle et administrative stable, pour lancer des démarches de regroupement familial.

Enfin, la fixité étant un gage de sécurité, les déplacements de commerçants et entrepreneurs transmigrants se posent en obstacle à leur stabilité résidentielle. Le marché de l'immobilier est souvent réticent aux « électrons libres » qui ne répondent pas aux critères de fiabilité économiques. Cela réduit les chances d'accès à une offre convenable de logement et contraint certains à des conditions d'habiter fragiles.

Face aux obstacles, la résilience et la capacité à s'adapter face à l'adversité, qualités intrinsèques au mode de vie d'itinérance, restent les meilleurs alliés des individus en transmigration, prêts à s'aventurer là où se présente la meilleure opportunité.

### 7.3. Des territorialités transmigrantes versatiles

Les territoires conventionnels sont le fruit d'organisations spatiale et géographique de lieux définis et localisables. Dans un contexte de mouvement individuel renforcé, en plus des variables propres à chaque point d'arrêt et de passage, se rajoutent les variables du mouvement et de ses obstacles. Suivant ces aléas, les commerçants et entrepreneurs transmigrants construisent leurs repères et leurs cheminements au fur et à mesure, testant les trajectoires, les lieux d'approvisionnement et les lieux de prestation et de service, tout en accompagnant la mutation de leurs repères sociaux et familiaux.

Chaque métier a ses propres impératifs et limites, comme il a ses propres opportunités de rencontre avec des *territoires* nouveaux, altérant profondément le rapport à la sédentarité comme unique mode de vie ou d'être.

En traduisant les récits d'enquêtés en cartes de lieux référentiels et de lieux de la pratique quotidienne, je montre la place centrale qu'occupe la mobilité à la fois comme processus articulant l'organisation des lieux, et comme moyen de production de sens à l'intégralité du parcours migrant. Les deux échelles de territorialité illustrent l'enchevêtrement du social et du professionnel, certains lieux servant les deux fonctions à la fois. Pour trouver du travail dans un des points du parcours, il faut intégrer un réseau social local, et s'établir professionnellement dans un territoire multisitué, dispersé géographiquement, permet de développer des liens sociaux riches et bien souvent utiles au-delà des rapports d'affinité.

Retranscrire et dessiner la territorialité des commerçants et des entrepreneurs transmigrants demande, dès le départ, une prise de conscience de l'impermanence d'une telle entreprise. Les routes, les modes de déplacement, et les lieux de résidence, d'approvisionnement et de prestation d'aujourd'hui, ne sont pas ceux d'hier et ne seront pas forcément ceux de demain. La flexibilité immanente aux projets de ces professionnels, également membres de cercles sociaux mouvants, est une ressource nécessaire à la durabilité du projet migratoire et, éventuellement, à sa réussite.

Les profils ne sont pas normalisés. Pendant que certains transmigrants se projettent plus clairement dans des lieux futurs, d'autres restent ouverts aux opportunités qui se présenteront à eux, avec toujours comme quête l'équilibre entre la *liberté* qu'offre la mobilité et la *stabilité* qu'assure la sédentarité.

Ci-après, j'investigue le croisement des stratégies qui se cachent derrière l'élaboration de la territorialité des enquêtés aux parcours souvent divergents, pour évaluer l'impact de la mobilité et de l'immobilité sur le sens des lieux du quotidien et du référentiel spatial qui les oriente.

### **Lieux-ressources et repères mobilitaires pour une territorialité transnationale**

Tout commence à Saint Michel, lieu d'effervescence commerçante et de croisement culturel emblématique de la ville de Bordeaux. Microcosme qui réunit tous les parcours, des familles espagnoles restées depuis l'arrivée de leurs ancêtres aux XIX<sup>e</sup> siècles, aux nouveaux arrivants ou de passage, en repérage dans ce quartier fort en opportunités. Si pour les commerçants et entrepreneurs transmigrants marocains Saint Michel est un lieu central à leur pratique professionnelle et au développement de leurs réseaux, le quartier est interdépendant à d'autres lieux référentiels qui donnent un sens à l'ensemble du parcours

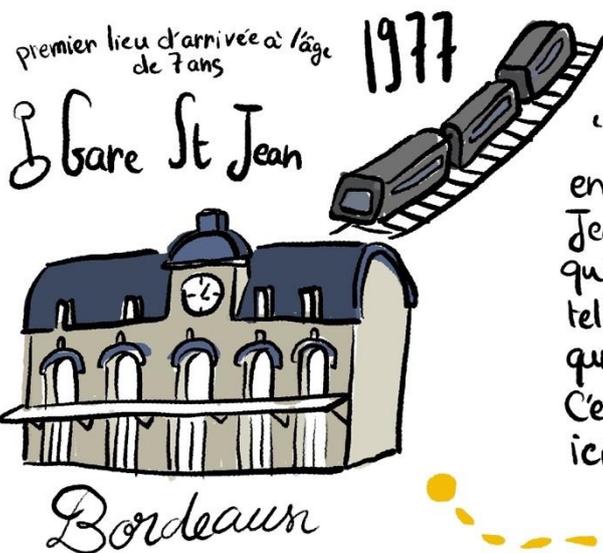
Driss (*Figure 62*) est arrivée très jeune en France, avec sa mère et ses frères et sœurs grâce au regroupement familial afin de rejoindre le père de famille, arrivé six ans plus tôt dans le cadre de l'immigration pour le travail, en 1970. « *Je n'étais pas conscient de ce que ça représentait, je savais qu'on allait rejoindre mon père, mais je ne comprenais pas vraiment comment ça allait être* », explique Driss. Pour aller en Dordogne, là où le père de Driss était établi, il fallait passer par Bordeaux :

*« Quand on est arrivés en train, la Gare Saint Jean est la première chose qui m'a marqué. C'était tellement différent de ce qu'on voyait au Maroc. C'est mon premier souvenir ici. »*

(Driss, octobre 2019)

Le dépaysement du lieu et l'importance du moment charnière à l'arrivée marquent dans la mémoire de Driss le début de sa nouvelle vie. Il quitte Meknès à 7 ans et ne garde que quelques bribes de souvenirs, substitués avec le temps par le retour de la famille une fois par an pendant les vacances d'été. « *Je connais bien la ville, mais ce n'est pas comme si j'y est réellement vécu, pas comme en France où j'ai grandi.* »

Plus tard, lorsqu'il commence son activité professionnelle actuelle, il noue des liens encore plus forts avec le Maroc, mais pas avec Meknès, sa ville d'origine. Son principal lieu d'approvisionnement de produits artisanaux est Marrakech :



Driss

« Quand on est arrivés entrain, la Gare Saint Jean est la première chose qui m'a marqué. C'était tellement différent de ce qu'on voyait au Maroc. C'est mon premier souvenir ici »

« Je suis très attaché à Marrakech. J'y vais très souvent. D'ailleurs c'est devenu une habitude. [...] je l'aime parce que... j'aime les gens et la convivialité, ce rapport aux gens. [...] Là-bas on sent la vraie vie où on connaît les gens et on discute »



20xx?

Skhirat



« avec ma femme, on pense à une installation au Maroc à l'avenir [...] pour la retraite [...] quand on est au Maroc, on décompresse vraiment. Quand on dit rentrer ce ne sera pas définitivement, on gardera toujours un pied ici à Bordeaux Mais avoir l'opportunité et le choix de partir plus souvent... Quelques mois sans se poser de question »

Figure 62 Carte de lieux référentiels de Driss. 2020 © Myriame Ali-oualla

*« Je suis très attaché à Marrakech. J'y vais très souvent. D'ailleurs maintenant c'est devenu une habitude même en famille, parce qu'on part deux fois : pendant les vacances, l'été, et pour les fêtes de fin d'année. Et si on n'y va pas pendant les fêtes de fin d'année, mes enfants ne seront pas contents. Il faut absolument que je les emmène à Marrakech pour les fêtes de Noël.*

*Là-bas, la vie à l'extérieur leur plaît énormément. Le bruit et tout ça. [...] J'assume le fait de transmettre mes origines à mes enfants. [...] Marrakech je l'aime parce que ... je ne sais pas ... j'aime les gens et j'aime cette convivialité, ce rapport aux gens. Il suffit juste que vous restiez debout dans la rue et puis un inconnu arrive et vous commencez à discuter avec lui et ça, ça arrive très souvent. Ce qu'on ne retrouve pas en Europe. Là-bas on sent la vraie vie où on connaît les gens et on discute. » (Driss, octobre 2019)*

A Bordeaux, Driss est très attaché à Saint Michel, lieu-ressource professionnel, social et identitaire. Il y exerce son activité commerciale transnationale depuis plus de 20 ans et, grâce à son engagement dans la vie du quartier, y est devenu président de l'association des commerçants. A la même période, il achète une maison à Talence, à une vingtaine de minutes du centre-ville et de son lieu de travail, où il établit une base stable pour sa vie de famille.

Ses attaches multiples à Bordeaux ne l'empêchent pas de se projeter dans son pays d'origine à l'avenir. Au Maroc, Driss et sa femme possèdent une maison dans la petite ville littorale de Skhirat, à moins d'une trentaine de minutes de la capitale. Leur établissement au Maroc, qu'ils prévoient intermittent plutôt que permanent, reflète leur double ancrage, motivés non seulement par un attachement identitaire au pays d'origine, mais par la qualité de vie qu'ils y envisagent et la richesse culturelle qu'ils y recherchent :

*« Avec ma femme on pense à une installation au Maroc à l'avenir, mais pas maintenant parce qu'on a les enfants. Ils ont leurs études, on ne va pas les arracher du milieu dans lequel ils vivent. Mais on y pense très fortement... pour la retraite on partira vivre là-bas. [...] Et quand on est au Maroc, c'est vrai qu'on décompresse vraiment. Et on dit rentrer, ce ne sera pas définitivement, on gardera toujours un pied ici à Bordeaux. Mais avoir l'opportunité et le choix de partir plus souvent. Quelques mois, sans se poser la question. » (Driss, octobre 2019)*

Lorsque Hassan (*Figure 63*) revient sur les lieux charnières de son expérience transmigrante, c'est d'abord son premier quartier bordelais qu'il évoque comme lieu fondateur de son parcours. Avant de se rapprocher du quartier Saint Michel, Hassan a habité pendant 18 ans dans le quartier de la Bastide, rive droite de Bordeaux. Il en garde un souvenir nostalgique :

*« Alors, la Bastide. Là où j'ai vécu pendant 18 ans. Quand je passe je ressens un peu de chagrin et de nostalgie. En plus, ils ont tout changé. Maintenant je ne passe plus par-là, à chaque fois j'ai presque envie de pleurer, parce que c'était la France de l'époque. La France ancienne ! Maintenant ce ne sont que des bâtiments. J'évite de passer à côté. C'est un coin qui me touche énormément parce que je suis arrivé directement du Maroc en me posant là-bas, puis j'ai passé 18 ans sans connaître personne. La rue Jean Paul Alaux a une grande place dans mon cœur, c'était ma rue. »* (Hassan, mars 2019)

La Bastide est là où Hassan a réussi à développer un sentiment d'appartenance alors qu'il avait prévu initialement de quitter la France pour un retour inévitable au pays. Il y débute sa vie de famille et y retrouve de la stabilité. La Bastide représente un espace-temps déterminant dans l'évolution de son identité et de son parcours migrant.

Hassan a préservé, au fil des années, un lien majeur avec sa ville d'origine et sa famille qu'il a pour tradition de visiter tous les ans depuis son arrivée en France dans les années 1980 :

*« Quand je repars au Maroc, je vais plutôt visiter. Je n'aime pas beaucoup fréquenter les cafés et les bars car on reste longtemps et on perd beaucoup de temps. Sinon je ne reste pas plus d'une demi-heure dans un café. A Oujda, je vais souvent voir mon collège et mon lycée... Là-bas on faisait de notre mieux pour s'en sortir, même sans être dans les meilleures conditions. [...] Je vais voir aussi les terrains où on a joué quand on était petit. Et puis surtout, la gare de Oujda aussi me rappelle la première fois quand j'ai pris le train pour venir en Europe. C'était au lendemain de mes résultats de bac que j'attendais pour pouvoir partir et essayer de réussir à l'étranger. [...] Et mon ancien quartier, là où on avait que deux chambres. Tous ces coins-là, bien sûr sont à visiter parce qu'ils marquent tout de même une grande partie de mon histoire. »* (Hassan, mars 2019)

1982-1999  
La Bastide  
rue Jean Paul Alaux

Hassan

"Alors, la Bastide. Là où j'ai vécu 18 ans. Quand je passe je ressens un peu de chagrin et de nostalgie. [...] ils ont tout changé. Maintenant, ce ne sont que des bâtiments. [...] c'est un coin qui me touche énormément parce que je suis arrivée directement du Maroc pour me poser là-bas, puis j'ai passé 18 ans sans connaître grand monde. [...] La rue Jean-Paul Alaux a une grande place dans mon cœur, c'était ma rue."

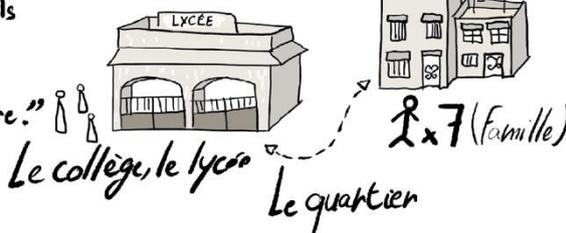


La Gare  
départ imminent  
en 1980

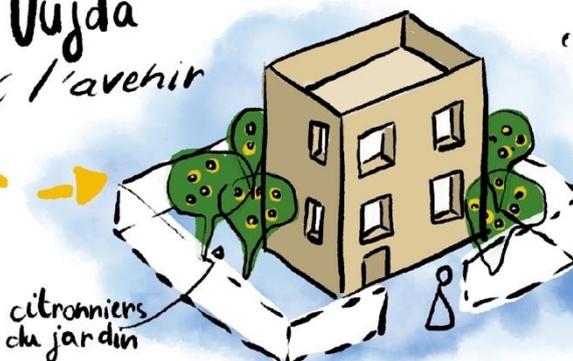
"la gare me rappelle la première fois que j'ai pris le train pour venir en Europe ..."



"tous ces coins-là sont à visiter parce qu'ils marquent tout de même une grande partie de mon histoire."



20xx?  
Retour à  
Oujda  
à l'avenir



"Revenir au Maroc, c'est sûr et certain, c'est écrit ! Parce que si on ne revient pas à pieds, on revient encercueil. [...] J'ai envie de revenir parce que j'ai vécu ici plus qu'au Maroc. J'ai vécu 18 ans exceptionnelles au Maroc, malgré la misère, malgré la famine ..."

Figure 63 Carte de lieux référentiels de Hassan. 2020 © Myriame Ali-oualla

Le sentiment d'appartenance que Hassan a nourri envers la France et la ville de Bordeaux ne se substitue pas à l'affection et l'attachement qu'il porte pour Oujda. Il n'a jamais perdue la part culturelle, sociale et identitaire qui le rattache à son pays d'origine auquel il envisage un retour permanent :

*« Revenir au Maroc, c'est sûr et certain, c'est écrit ! Parce que si on ne revient pas à pieds, on revient en cercueil. C'est ce que j'ai remarqué. On voit comment ça se passe avec les gens. Ça ne sert à rien de vieillir ici et de devenir malade, même s'il y a tout ce qu'il faut. [...] J'ai envie de retourner, parce que j'ai vécu plus ici qu'au Maroc. J'ai vécu 18 ans exceptionnels au Maroc, malgré la misère, malgré la famine, malgré tout ce qu'on a vécu. [...] Mais une fois arrivé ici, j'ai vu autre chose. [...] On est resté marocain, parce qu'on ne voulait pas quitter le Maroc à la base. Revenir au Maroc c'est obligé. » (Hassan, mars 2019)*

Dans l'ensemble, Hassan a vécu dans un contexte multinational entre la France, lieu d'activité et de résidence principale, le Portugal, étape spatiotemporelle de son parcours professionnel et personnel, l'Espagne, territoire professionnel et circulatoire, et le Maroc, lieu d'origine et de résidence secondaire, d'ancrage socio-familial et d'activité professionnelle. Cependant, dans son récit, ce sont les lieux qui lui confèrent de la stabilité dans son parcours migratoire qui articulent son référentiel : le quartier d'origine à Oujda, le quartier de premier établissement pérenne à Bastide et la maison de retour définitif au Maroc.

Les cas de Driss et de Hassan sont stables en comparaison aux situations souvent précaires de certains transmigrants, aussi bien financièrement que professionnellement et statutairement. Pour Abdelkader (*Figure 64*) qui entame une nouvelle aventure migratoire en France, la mobilité continue est aussi bien un impératif qu'une ressource. Ayant un parcours transnational animé, combinant routes migratoires traditionnelles et nouveaux chemins entre environnements d'accueil multisitués, Abdelkader a naturellement jeté plusieurs ancres en cours de chemin.

En racontant son parcours migratoire, Abdelkader commence par Guercif, non seulement parce que c'est sa ville d'origine, mais surtout parce qu'il y a investi une grande partie de son capital et y voit le fruit de son labeur. Lorsqu'il rentre au Maroc, il va visiter sa terre d'oliviers en premier avant tout autre arrêt :

*« Le premier lieu qui me vient en tête, à Guercif, c'est ma terre d'oliviers. J'y vais avant même de poser mes bagages à la maison (rires). C'est le lieu où je me sens le mieux, quand je ne suis*

*pas bien ou stressé ou fatigué... Quand tu vois ta terre, ton arbre qui pousse et donne des fruits, c'est reposant. C'est comme s'il n'y avait que moi et les arbres. C'est un peu le fruit de toute la galère d'être loin de sa famille, de travailler sans arrêt. En France ou en Espagne... »*  
(Abdelkader, avril 2019)

Si Abdelkader a réussi à créer une activité durable à Guercif, c'est grâce à son immigration en Espagne où il passe près de 20 ans avant de devoir quitter le pays sombrant dans la crise financière. Pendant l'épisode espagnol de son parcours, Abdelkader vit une ascension sociale progressive. Lorsqu'il fonde sa famille, il devient propriétaire d'une maison en Espagne, indice de la réussite de l'entreprise migratoire. Bien qu'il ait fini par quitter le pays malgré lui, il y conserve son pied-à-terre :

*« En Espagne, j'ai ma maison où j'ai encore mon adresse. C'est ma sœur qui y habite mais ça reste une deuxième maison où j'ai fondé ma famille, où j'ai vu grandir ma fille et surtout, ça me rappelle que j'ai commencé de rien et que c'est la preuve que j'ai accompli plein de choses. Je n'ai pas encore changé de lieu officiellement, je viens de déclarer au consulat espagnol que je m'installais en France. [...] On n'est jamais sûr de ce que demain nous réserve, peut-être que je serai obligé un jour d'y retourner, mais pour l'instant, c'est important d'avoir d'autres plans de secours. »* (Abdelkader, avril 2019)

A Bordeaux, Abdelkader prend ses marques. Il débarque d'Espagne en plein cœur de la ville, à Saint Michel, après de nombreuses virées exploratoires entre l'Espagne et la France. Abdelkader commence à reconnaître le potentiel du quartier grâce à la mobilisation de ses réseaux professionnel et social :

*« A Bordeaux, je ne connais que là où je travaille et le voisinage. [...] ce sera toujours un endroit important parce que c'est là où je suis arrivé la première fois et j'ai trouvé un travail et un endroit pour dormir... Le marché est à côté et tout n'est pas cher, il y a des gens qui me connaissent et que je connais. [...] à cours de l'Yser, ou à Saint Michel. »* (Abdelkader, avril 2019)

Contrairement à Driss et Hassan, et bien qu'il soit très attaché au Maroc et à sa ville d'origine, la deuxième aventure migratoire d'Abdelkader ne lui permet pas de se projeter clairement dans un espace-temps futur, ni d'envisager dès maintenant un retour éventuel au pays.

“Le premier lieu qui me vient en tête, c'est ma terre d'oliviers. J'y vais avant même de poser mes bagages à la maison! [...] C'est un peu le fruit de toute la galère d'être loin de sa famille, de travailler sans arrêt...”

Guercif  
Terre d'oliviers



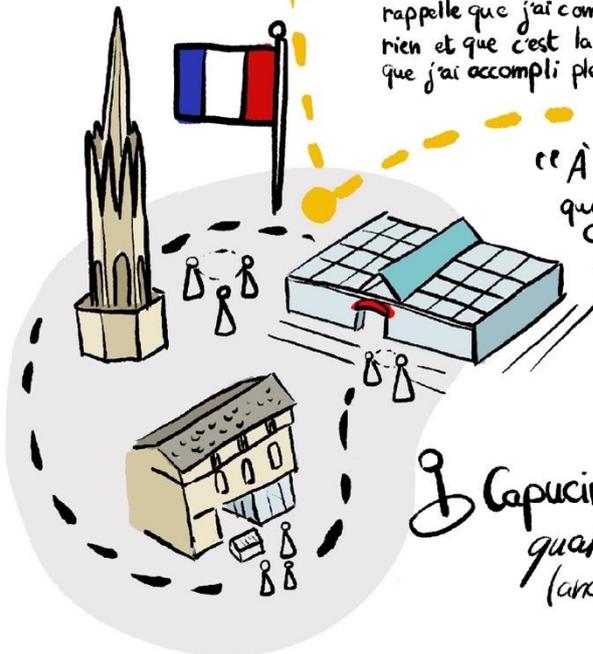
Abdel Kader

Espagne  
2<sup>ème</sup> maison

“En Espagne, j'ai ma maison où j'ai encore mon adresse. C'est ma sœur qui y habite, mais ça reste une 2<sup>ème</sup> maison où j'ai fondé ma famille où j'ai vu grandir ma fille et surtout, ça me rappelle que j'ai commencé de rien et que c'est la preuve que j'ai accompli plein de choses”



“À Bordeaux, je ne connais que là où je travaille et le voisinage. Ce sera toujours un endroit important parce que c'est là où je suis arrivé la première fois et j'ai trouvé un travail et un endroit pour dormir... Le marché est à côté et tout n'est pas cher, il y a des gens qui me connaissent et que je connais.”



Capucins / Saint Michel  
quartier d'arrivée  
(arrivage actuel)

Futur?  
20xx?

“Je ne sais pas si je veux vivre ma retraite au Maroc... Si j'ai mes enfants ici, et d'ici là peut-être mes parents ne seront plus de ce monde... Je ne peux pas prévoir pour l'instant, je fais venir mes enfants et ma femme, et on verra ce que le futur nous réserve. Être enterré là-bas, si Dieu le veut, mais on ne peut pas savoir ce que la vie me réserve.”

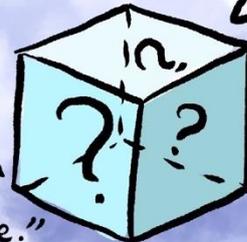


Figure 64 Carte de lieux référentiels de Abdelkader. 2020 © Myriame Ali-oualla

« *Moi, j'ai 44 ans maintenant* », explique-t-il, « *j'ai vécu et je suis content de ce que j'ai accompli, je suis rassasié. Tout ce que je fais, c'est pour les enfants. J'ai travaillé, je me suis marié, j'ai envoyé mes deux parents en pèlerinage à la Mecque, je leur ai construit une maison équipée et moderne, Dieu merci. [...] Je ne sais pas si je veux vivre ma retraite au Maroc... Si j'ai mes enfants ici, et d'ici là peut-être que mes parents ne seront plus de ce monde... Je ne peux pas prévoir pour l'instant, je fais venir mes enfants et ma femme, et on verra ce que le futur nous réserve. Être enterré là-bas, si Dieu le veut, mais on ne peut pas savoir ce que la vie me réserve.* »

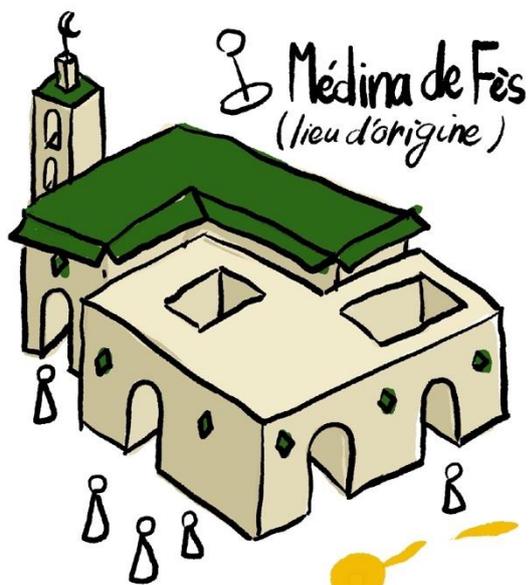
Mohamed (Figure 65), arrive d'Italie en France dans des circonstances similaires à celle d'Abdelkader. Il quitte la Médina de Fès où il exerce depuis son jeune âge l'art la gravure sur cuivre et fabrique des plateaux et de la quincaillerie traditionnelle. La commercialisation massive d'imitations industrialisées des produits similaires cassant le prix du marché provoque le déclin d'intérêt pour ce savoir-faire artisanal et met beaucoup d'artisans au chômage.

Le bouche-à-oreille de la migration de personnes de son entourage suffit à motiver Mohamed à quitter son pays en direction de l'Italie, ne pouvant plus subvenir suffisamment aux besoins de sa famille. Bien qu'il ait quitté la vieille Médina de Fès depuis une quinzaine d'années, Mohamed la considère comme un point central de son parcours, surtout qu'il n'a migré qu'au début de sa trentaine :

*« Au début, j'ai beaucoup hésité. J'ai quitté la médina malgré moi. [...] Le savoir-faire de l'artisanat ne suffisait plus. En plus, quand tu as une famille et des enfants c'est encore plus compliqué. [...] L'ambiance de la vieille médina est unique, tu ne la trouves même pas dans la nouvelle ville de Fès ! En France, c'est tellement différent. Là-bas tout le monde te connaît, la solidarité est très normale... Heureusement, tu retrouves ça un peu avec les Marocains ici, pas tous, mais surtout ceux qui comprennent ta situation. »* (Mohamed, novembre 2019)

Mohamed est d'abord entré dans le territoire italien avec un visa touristique d'une durée limitée, qu'il a dépassé illégalement pour trouver du travail et rester plus longtemps. Un de ses lieux charnières en Italie a été un café "communautaire" dans un des quartiers populaires de la ville où il croisait d'autres hommes migrants ou italiens d'origine étrangère dont le parcours était similaire au sien. Le café était un lieu et un moment où ils partageaient des astuces pour naviguer dans les réseaux sociaux et professionnels locaux en tant qu'étrangers. C'est en le fréquentant qu'il réussit à trouver son échappatoire pour la France, après la crise de 2008 qui a particulièrement affecté les secteurs d'activités précaires :

# Mohamed



📍 Médina de Fes  
(lieu d'origine)

“ j'ai quitté la médina malgré moi... le savoir-faire de l'artisanat ne suffisait plus. En plus, quand tu as une famille et des enfants c'est encore plus compliqué [...] L'ambiance de la vieille médina est unique, tu la trouves même pas dans la nouvelle ville de Fès! en France c'est tellement différent. Là-bas tout le monde te connaît, la solidarité est très normale... heureusement, tu retrouves ça un peu avec les Marocains ici, pas tous, mais surtout ceux qui comprennent la situation ”

“ Quand tu arrives dans un pays étranger, c'est difficile de connaître des gens nouveaux [...] je connaissais quelques personnes, et il y avait un café où il y avait plein d'arabes des Tunisiens surtout, et quand tu es en galère, il ya toujours quelqu'un pour te dépanner [...] j'ai trouvé mon premier job en allant là-bas, et même où habiter. [...] c'est là-bas aussi que j'ai entendu parler des contrats pour la France ”

📍 Un Café en Italie  
(père communal)



📍 France  
(processus d'installation)

“ pour l'instant, ici je ne me sens pas très stable, mais si Dieu le veut, bientôt je viens ici (Bordeaux) [...] je ne connais pas d'autres lieux, je bouge beaucoup depuis que je suis en France, surtout entre Toulouse et Bordeaux ”



Figure 65 Carte de lieux référentiels de Mohamed. 2020 © Myriame Ali-onalla

*« Quand tu arrives dans un pays étranger, c'est difficile de connaître de nouvelles personnes, en plus je ne parlais pas du tout la langue. Je connaissais quelques personnes, et il y avait un café où il y avait plein d'arabes, des Tunisiens surtout, et quand tu es en galère, il y a toujours quelqu'un pour te dépanner. [...] J'ai trouvé mon premier job en allant là-bas (au café), et même où habiter [...] C'est là-bas aussi que j'ai entendu parler des contrats pour la France. »*  
(Mohamed, novembre 2019)

Comme pour Abdelkader, l'établissement de Mohamed en France est embryonnaire, même si son arrivée dans la région toulousaine remonte à dix ans. En changeant de carrière et de ville, de travailleur agricole à Toulouse à agent de transport à Bordeaux, Mohamed met en risque sa stabilité financière et statutaire, mais son objectif est de rester à l'affût des meilleures opportunités du moment jusqu'à trouver un compromis entre stabilité résidentielle et situation professionnelle. Entre temps, il maintient des déplacements et met à jour régulièrement ses réseaux sociaux et professionnels. Au lieu de miser uniquement sur la fixité pour assurer un équilibre économique et statutaire, Mohamed s'investit dans l'itinérance qu'il envisage comme carrière :

*« Pour l'instant ici je ne me sens pas très stable, mais si Dieu le veut, bientôt je viens ici (à Bordeaux) pour travailler dans le transport et aller souvent au Maroc. Je ne vais pas pouvoir faire venir ma femme et mes enfants maintenant, j'essaie de trouver un moyen de travailler, gagner de l'argent, et avoir plus d'occasions pour les voir... Je ne connais pas d'autres lieux, je bouge beaucoup depuis que je suis en France, surtout entre Toulouse et Bordeaux. »*  
(Mohamed, novembre 2019)

N'ayant pas encore de visibilité sur le futur de sa carrière, Mohamed ne semble pas se projeter dans un espace-temps lointain. Ayant fait les frais d'un bouleversement radical de son projet migratoire initial, il préfère se laisser un large horizon des possibles. *« Je recommence une nouvelle vie pour la troisième fois »,* dit-il, *« on ne sait jamais ce que le futur nous réserve. Pour l'instant, pour retourner au Maroc définitivement, il faut au moins que j'aie de quoi m'y installer durablement, et c'est pour ça que j'ai quitté le pays à la base. [...] J'y vais pas à pas, et si demain je trouve une meilleure opportunité ailleurs, en Italie ou même au Maroc, je ne dirai pas non. »*

### Un quotidien dans l'entre-deux

L'espace urbain est au centre de l'expérience transnationale migrante. La ville et ses quartiers les plus effervescents sont des lieux de centralité au quotidien. Ils permettent aux commerçants et aux entrepreneurs transmigrants de faire prospérer leur affaire et d'être toujours à l'écoute du marché. Ce n'est pas un hasard qu'un nombre d'entre eux ait décidé d'articuler leurs activités professionnelles autour des dynamiques socio-consommatrices du quartier Saint Michel.

Driss (*Figure 66*) a posé ses valises à Saint Michel avant même qu'il n'y ait l'engouement actuel pour le quartier. Pour faire perdurer son activité commerciale, Driss doit garantir l'arrivage continu de ses produits pour gagner en visibilité et rentabiliser les frais de déplacement et les charges d'importation et de transport de marchandise. Il concentre l'essentiel de son temps et de son énergie pour son commerce, privilégiant les impératifs professionnels du métier aux dépens de certains engagements personnels et familiaux :

*« Je vis plus ici à Saint Michel que chez moi à Talence. [...] Vous savez quand vous avez des enfants c'est un peu compliqué. En plus moi je travaille le weekend, samedi et dimanche... Mais voilà par exemple le dimanche après-midi je ne travaille pas. Quand il fait beau on va sur le bassin d'Arcachon. C'est un endroit qu'on aime beaucoup. Sinon après c'est un peu compliqué quand vous avez des enfants, on ne peut pas sortir tout le temps. Et avec ma femme on essaye de prendre des moments. On fait garder les enfants et on sort au restaurant, cinéma ... Mais quand on sort on ne va pas dans des restaurants marocains, on préfère découvrir autres choses (rires). » (Driss, octobre 2019)*

Lorsque son travail l'impose, ce qui est fréquent, Driss s'embarque dans des virées courtes tout au long de l'année entre Bordeaux et Marrakech, rythmant un quotidien autrement stable et répétitif. « J'y vais plusieurs fois par an pour le travail », confirme-t-il, « j'y ai mes petites habitudes avec les années ». En tant que gérant d'un commerce transnational, Driss a l'habitude du voyage qui fait partie intégrante de son expérience professionnelle. Marrakech est un repère social, spatial et culturel essentiel de son référentiel de lieux. Ce qui était au commencement lié uniquement à son activité commerciale, est devenu par la suite un lieu identitaire, un lieu que Driss et sa famille choisissent d'*habiter* dès qu'ils le peuvent.

# Driss

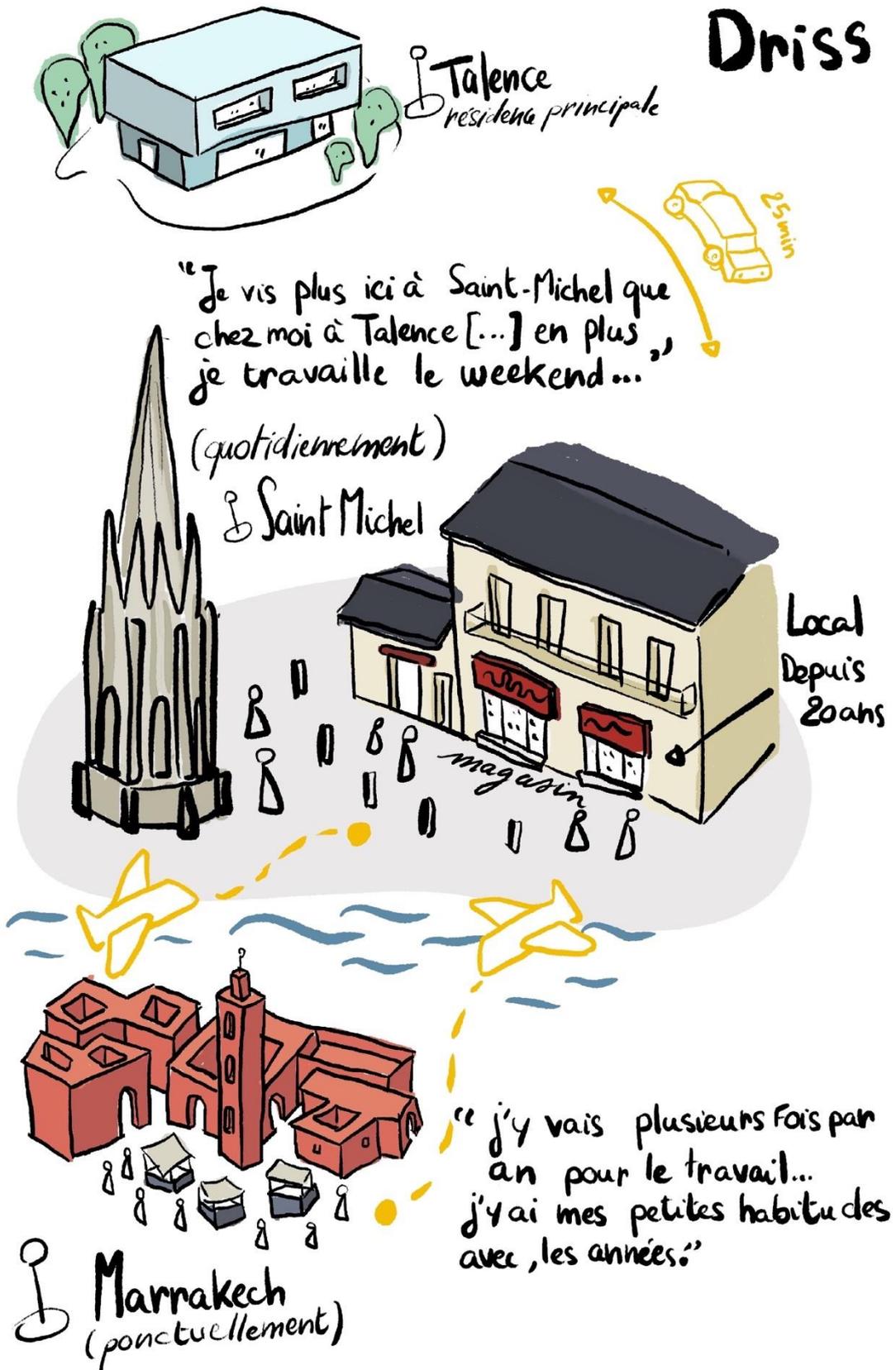


Figure 66 Carte de lieux du quotidien de Driss, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla

Le quotidien de Hassan (Figure 63) a beaucoup évolué pour accompagner les modalités d'organisation de son activité professionnelle. Mis à part la gestion du magasin, de 2001 à 2017 Hassan effectuait des allers-retours fréquents entre la France et le Maroc, assurant lui-même le transport des marchandises avec son camion. Une fois au Sud de la Méditerranée, Hassan collabore avec une douzaine d'artisans, et profite de ses déplacements pour rendre visite aux membres de sa famille, dispersés sur le territoire marocain :

*« Quand je vais au Maroc je fais 5000 ou 6000 Km en partant de Bordeaux. Je fais donc en camion Bordeaux – Algésiras – Tanger – Rabat, chez mes sœurs, puis Marrakech pour le travail, et je reste deux ou trois jours pour que tout soit prêt. Je charge puis je repasse à Rabat me reposer une journée ou deux. Après je vais voir mes parents à Oujda et là-bas je reste dix ou quinze jours. »* (Hassan, mars 2019)

Hassan a réussi toutes ces années à coupler à ses besoins personnels à ses missions professionnelles au Maroc. Grâce à ses retours récurrents, il a entretenu un fort attachement à son pays. Une circulation intense et continue lui a permis de renouveler son *allégeance* à sa culture d'origine et aux liens sociaux et familiaux qui l'y rattachent :

*« Une fois on rentre sur le sol marocain, ce qui veut dire à Tanger, on change, on devient tout de suite marocain. Je le suis toujours quand je rentre au Maroc. Je suis tout le temps avec des Marocains, je fais comme les Marocains. [...] Quand je vais là-bas, je ressens beaucoup de nostalgie. Ce n'est pas que le Maroc ne me manque pas. Je le vis dès que j'arrive à Tanger, ça y est je suis marocain. »* (Hassan, mars 2019)

Hassan a fait de son mieux pour transmettre la double appartenance à ses enfants, même s'il regrette de ne pas leur avoir appris à parler la langue arabe. Lorsqu'ils étaient plus jeunes, il tenait à les ramener à Oujda à chaque fois que l'occasion se présente, plusieurs fois par an, les intégrant dans son rythme professionnel transnational :

*« Mes enfants visitent énormément le Maroc. Pour tout vous dire, je n'ai jamais passé le Ramadan ici, juste depuis 5 ou 6 ans. Autrement, on m'appelait "Hassan Ramadan" parce que depuis 1982 jusqu'à 2010 je rentrais toujours pour passer Ramadan au Maroc. Ce qui fait que j'amenais mes enfants avec moi. Ils étaient encore petits. [...] C'était tous les ans. Avec ma fille, j'ai commencé à l'emmener dès qu'elle a eu deux ans et demi. Et on allait aussi parfois quand il y avait des vacances et quand je devais aller chercher des marchandises en*

*Février ou Mars pour les vacances de Pâques et tout. Mon fils c'est pareil, ça veut dire qu'ils connaissent très bien le Maroc. Ils connaissent très bien. Ma fille amène même des copines à elle de Paris et de partout vers Oujda, Marrakech et la Méditerranée pour visiter. » (Hassan, mars 2019)*

Depuis qu'il a arrêté les allers-retours habituels de ravitaillement en 2017, il assure virtuellement les transactions avec ses fournisseurs, par le règlement en mandat et les accords téléphoniques, se créant un *espace* dématérialisé pour compenser la réduction des temps de coprésence physique. Il maintient également le lien avec ses enfants en Europe et ses parents et frères et sœurs au Maroc par le biais d'applications mobiles de communication :

*« On s'appelle au téléphone, et avant c'était le courrier malheureusement on ne l'utilise plus. Ça me manque les lettres de l'époque, le fait d'attendre quinze jours pour recevoir une lettre. Après c'était le téléphone avec les pièces. Et maintenant c'est le téléphone portable. [...] Autrement, je téléphone à mes parents une fois tous les dix jours. [...] C'est ma fille qui m'a obligé à prendre ces nouveaux téléphones, moi je n'aime pas trop (rires). Mais comme ça je vois mes enfants avec la caméra quand ils sont en voyage, c'est quand même utile. » (Hassan, mars 2019)*

Lorsqu'il n'est pas en mission d'approvisionnement au Maroc, Hassan passe six après-midis par semaine derrière le comptoir de son magasin. Ses engagements familiaux s'étant considérablement réduits depuis la séparation avec sa femme et l'indépendance de ses enfants, il consacre le temps restant aux pérégrinations urbaines dans le vieux Bordeaux, ou vaque encore aux visites hebdomadaires chez son frère à la Bastide pour le repas dominical.

La carte illustrant le parcours "urbain" quotidien de Hassan regroupe vraisemblablement deux échelles de mobilité et de rapport au lieu. Le temps de Bordeaux se concentre sur une échelle urbaine de la quotidienneté, et le temps réservé au Maroc et à l'aller-retour avec la France dilate les distances et les temporalités de la pratique des lieux.

“ Quand je pars au Maroc je fais 5000 ou 6000 km en partant de Bordeaux. Je fais donc Bx-Algésiras-Tanger-Rabat, chez mes sœurs, puis Marrakech pour le travail, et je reste 2-3 jours [...] Après, je vais voir mes parents à Oujda et là-bas je reste 10-15 jours ”

# Hassan

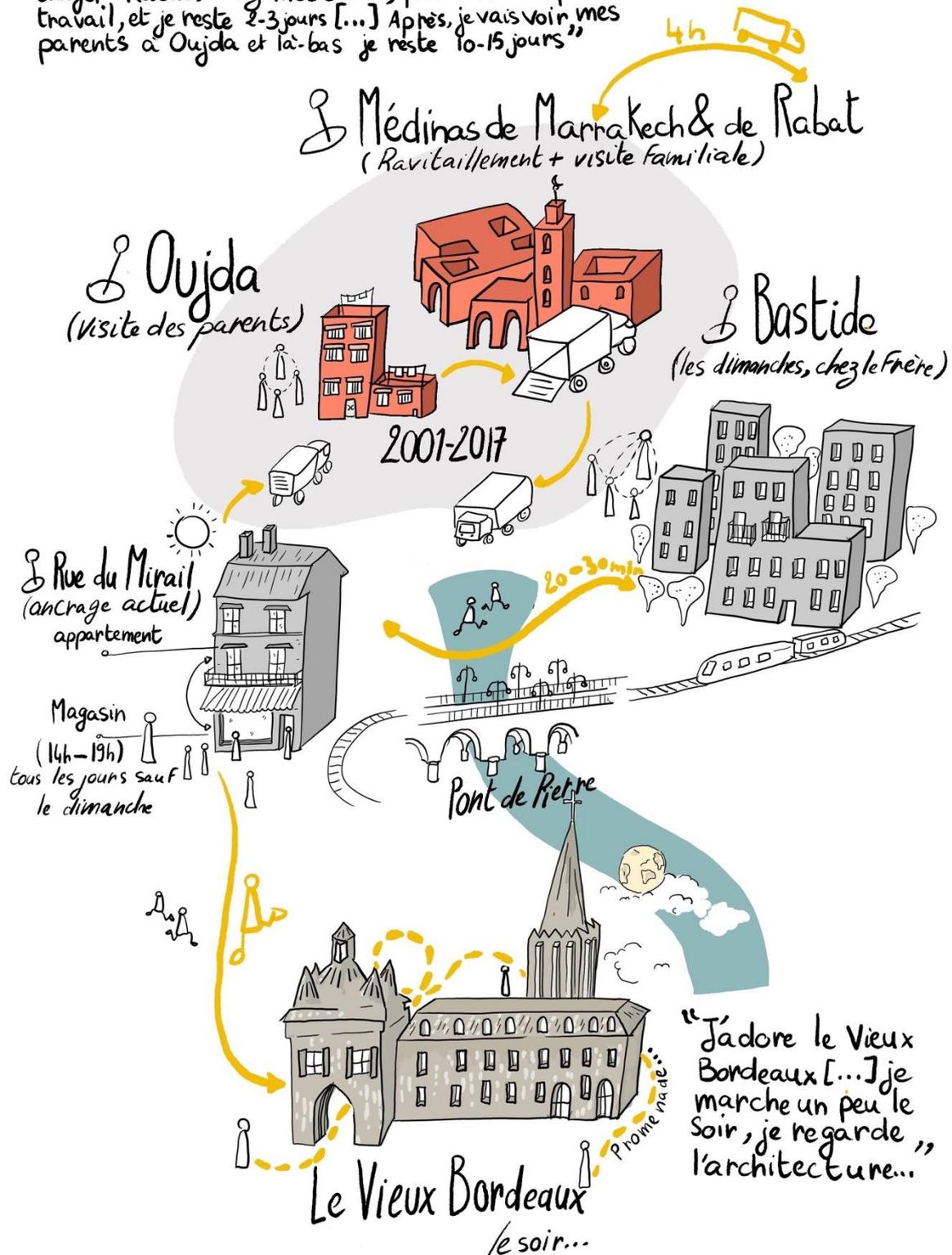


Figure 67 Carte de lieux du quotidien de Hassan, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla

La déformation des échelles du réseau de lieux du quotidien est davantage visible dans ce que Mohamed (*Figure 68*) espère deviendra sa nouvelle vocation dans le transport de marchandises et de colis entre Bordeaux et le Maroc.

Alors qu'il est toujours officiellement dans la région de Toulouse où il loge avec d'autres migrants majoritairement maghrébins pour travailler dans l'agriculture, Mohamed a commencé depuis plusieurs mois des allers-retours entre Toulouse et Bordeaux où son beau-frère gère l'agence de transport de colis et de marchandises entre la France et le Maroc. Lorsqu'il est en mission dans les champs, il n'a accès aux centres urbains et aux villes voisines qu'une fois par semaine pour le ravitaillement et les courses hebdomadaires. « *On est loin de la ville* », explique Mohamed. « *Donc on ne peut pas aller tous les jours. On reste généralement là où on est logé par le propriétaire du terrain, jusqu'à notre jour de repos.* »

Cela fait quelques années qu'il transite saisonnièrement entre les terres agricoles de la région, le temps de stabiliser sa situation administrative. Lorsqu'il a voulu quitter l'Italie, la nature et l'adéquation du métier n'étaient pas une priorité, mais aujourd'hui, il peut se permettre de faire un meilleur choix professionnel qui convienne plus à ses attentes.

Lorsque Mohamed arrive à Bordeaux, il atterrit dans le quartier Saint Michel où son beau-frère travaille comme opérateur de transport :

*« Pour l'instant je ne suis pas stable à cent pour cent quelque part, même à Toulouse il y a beaucoup de demandes et pas assez de travail pour tout le monde. Je change de Toulouse pour venir ici. Là, je passe la semaine à Saint Michel, pour aider à préparer les colis et chercher où habiter. Je reste chez mon beau-frère, mais il a sa femme et ses enfants et je n'aime pas beaucoup les déranger. J'ai déjà accompagné un des transporteurs pour avoir une idée sur le trajet quand je commencerai moi aussi. [...] C'est long, mais c'est ce qui va m'aider pour m'installer aussi. Dès que j'aurai mon nouveau contrat de travail, je vais faire les livraisons une fois par dix jours, et je me relais avec deux autres chauffeurs. [...] C'est un sacrifice nécessaire, mais je vais essayer de tenir. »* (Mohamed, novembre 2019)

Avec le métier de transporteur, Mohamed s'engage dans des déplacements réguliers qui le confrontent à deux rythmes interconnectés : l'un, à l'échelle transnationale, l'autre, à l'échelle de la ville.

# Mohamed

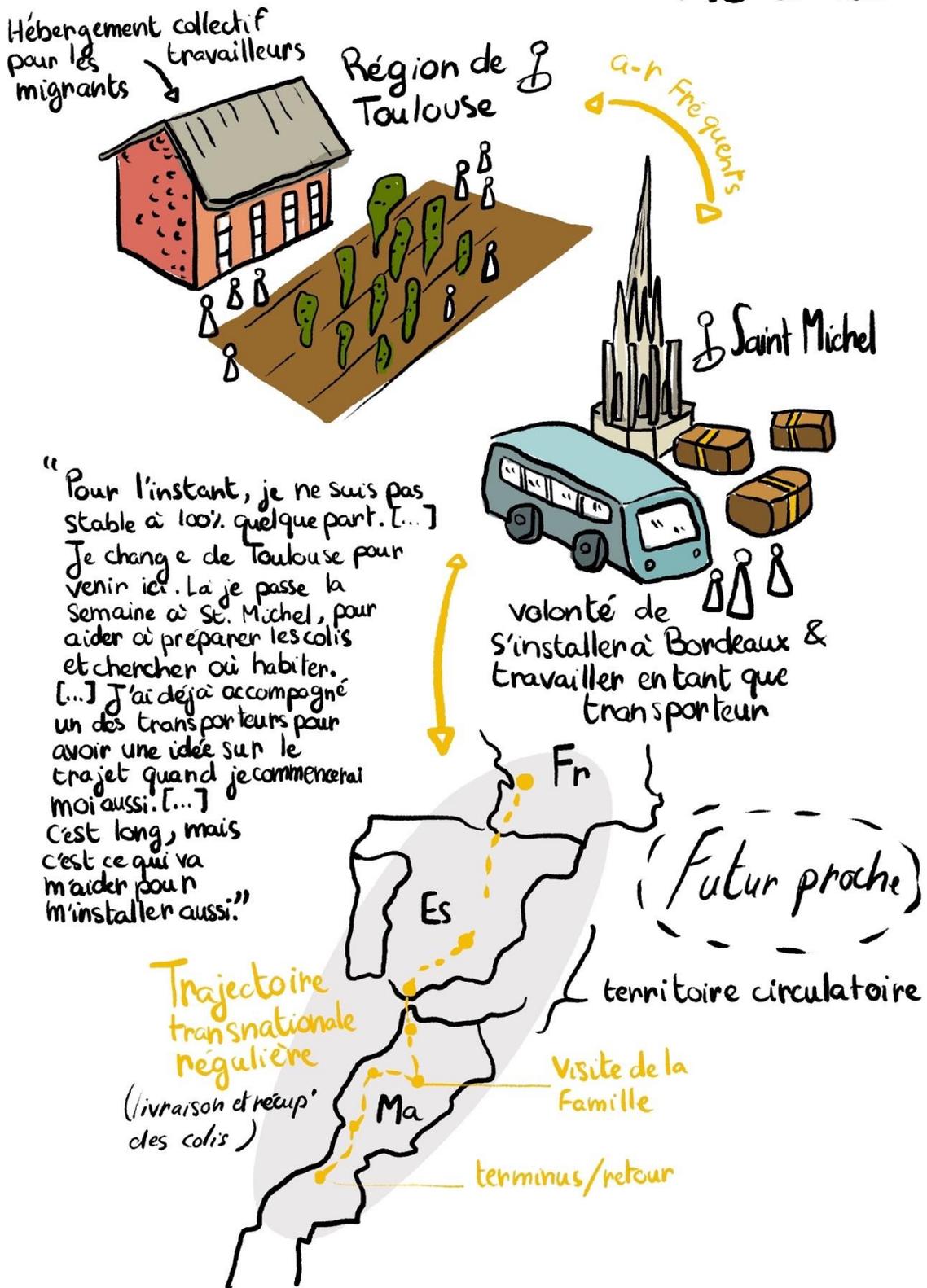


Figure 68 Carte de lieux du quotidien de Mohamed, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla

Quant à Abdelkader (Figure 69), son parcours quotidien traduit une immobilité temporaire dans son rythme mobilitaire transnational. Il travaille à Saint Michel à la caisse d'une épicerie affiliée à une boucherie halal, offrant des produits de consommation d'importation, située à l'entrée du quartier Saint Michel. Depuis son arrivée à Bordeaux, Abdelkader s'est directement installé au-dessus de son lieu de travail et, à l'arrivée de sa famille, compte louer un appartement dans le même voisinage. Son entourage urbain immédiat représente le seul repère de la ville qu'il n'a pas eu l'occasion d'explorer depuis son arrivée :

*« Je n'ai pas encore eu le temps de bien découvrir la ville, parce que je travaille six jours par semaine... Je vais sinon voir une famille que je connais, je prépare à manger, je me repose. Il y a aussi une femme, qui est devenue une amie, je vais chez elle de temps en temps. [...] Ce sont surtout des Marocains et des Algériens, ils m'accueillent chez eux et on partage des moments ensemble... A part ça, je ne pars pas très loin découvrir la ville, parce que le travail ne me le permet pas, c'est pour ça que j'ai décidé d'habiter à côté, pour prendre mon temps. Je me balade surtout à côté de Saint Michel et du marché. »* (Abdelkader, avril 2019)

Les déplacements limités aux activités routinières du quotidien de Abdelkader, loin de sa famille dispersée entre le Maroc et l'Espagne, ne l'empêche pas pour autant de rester en contact avec ses proches à distance. Dans cette étape d'immobilité, les outils de télécommunications se révèlent plus cruciaux que jamais, palliant l'incapacité de Abdelkader de circuler entre les trois pays :

*« Ma fille ainée qui a 16 ans, vit avec la famille de mon frère en Espagne, elle continue ses études là-bas, et elle nous rejoint à la fin de son année scolaire. Ma femme est au Maroc avec les enfants, et ils viennent dans quelques semaines. [...] Dieu merci pour Whatsapp et les appels vidéo ! (rires) On voit tout et on s'appelle beaucoup. Quand on prépare des petits plats on s'appelle et on partage ce qu'on mange et ce qu'on fait tous les jours presque. [...] On est toujours en contact, et on voit si chacun va bien, s'il a besoin de quelque chose, d'argent ou autre. [...] Ça change beaucoup d'avant, c'est une science qui a facilité la vie à l'étranger ! qui peut te faire voir ta mère, ton père, ta famille alors que tu es à des milliers de kilomètres. »* (Abdelkader, avril 2019)

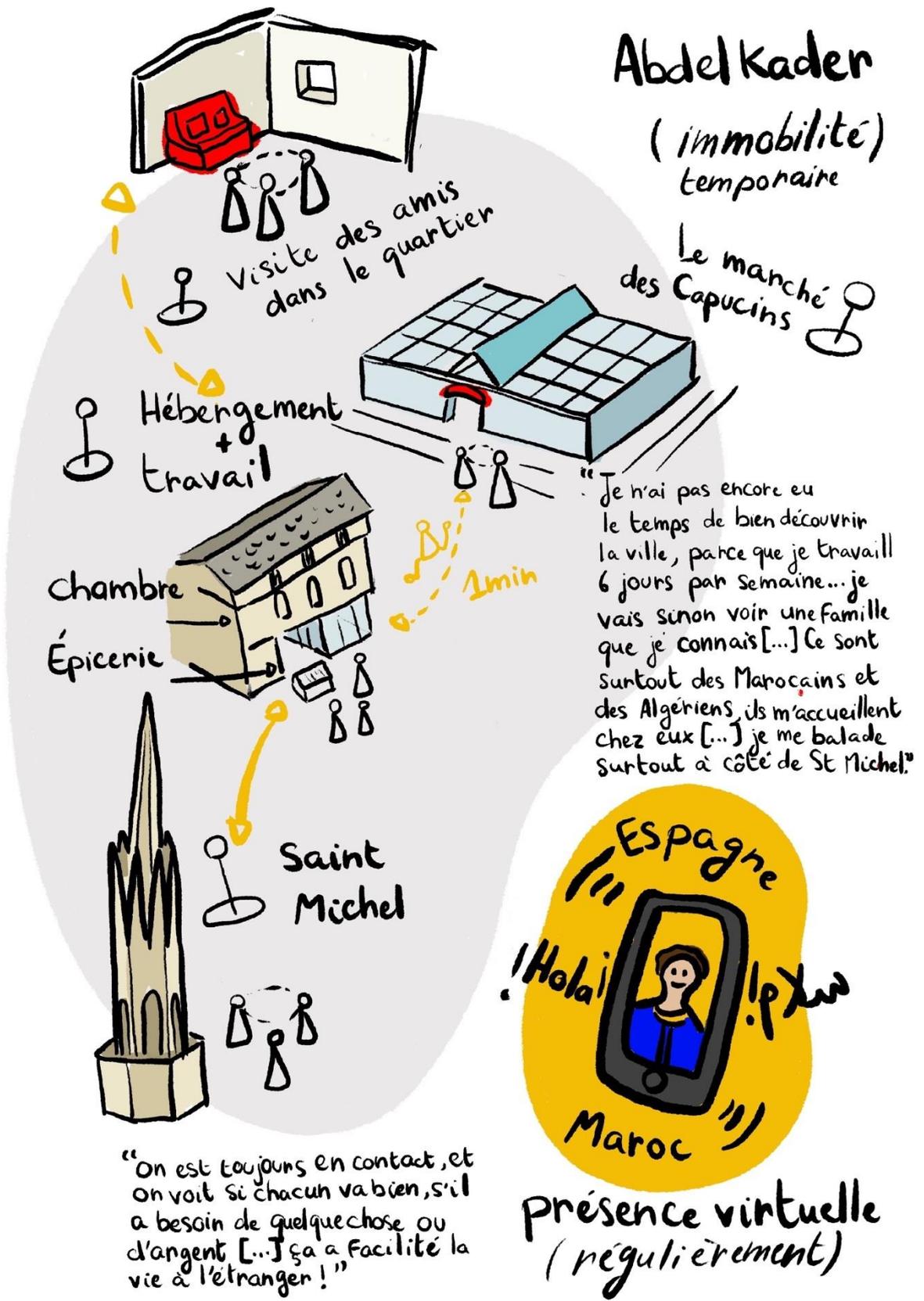


Figure 69 Carte de lieux du quotidien de Abdelkader, entre Bordeaux, l'Espagne et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla

\*\*\*

Les récits de vie des transmigrants rencontrés racontent des expériences uniques de la migration. Les enquêtés n'étant pas limités aux chemins migratoires conventionnels, dépassent le cadre binational traditionnel et intègrent d'autres territoires nationaux. Grâce à la démultiplication des lieux-ressources, ils construisent des territorialités de plus en plus complexes et évolutives au gré des opportunités.

Les moments charnières de départ du pays d'origine ou d'arrivée dans le nouveau pays de résidence sont marqués de repères, comme la gare ferroviaire, considérée comme *espace-temps* symbolisant le début de l'expérience migratoire, qui deviendra par la suite une expérience de la mobilité.

L'inscription dans un contexte transnational n'empêche pas l'attachement des commerçants et entrepreneurs transmigrants à leur lieu d'origine qui revient souvent dans leurs discours. Par exemple, ceux qui ont initialement débuté leur parcours dans un contexte d'immigration classique, redécouvrent leur pays d'origine comme un lieu-ressource, à la fois pour leurs activités professionnelles et pour la réaffirmation de leur appartenance identitaire à une culture dont ils développent le respect et l'appréciation grâce aux allers-retours entre les deux pays. Tous participent à la vie sociale et économique du pays d'origine, y possédant un pied-à-terre, au financement de leurs proches et familles et y envisagent à retour définitif ou intermittent au terme de leur carrière.

La grande capacité à s'adapter des commerçants et entrepreneurs transmigrants leur permet de rester ouverts aux opportunités encore inconnues. Ceux d'entre eux qui sont moins bien établis en France sont ceux qui présentent le plus de souplesse dans le projet migratoire, en particulier lorsqu'ils ont survécu à des contextes de crise économique qui les ont sortis du confort de l'immigration de fixation vers un mode d'être en itinérance. Le risque qu'une telle situation d'adversité puisse se reproduire les tient en haleine, étant convaincus que sans l'acquisition de certains statuts, comme la citoyenneté ou l'accession à la propriété, ils pourraient être amenés à reprendre les chemins de la migration.

Le cadre professionnel transnational des enquêtés est un moyen de superposer à la territorialité des lieux d'approvisionnement, de transit et de prestations, la territorialité des lieux de sociabilité qui viennent généralement en soutien à l'entreprise migratoire et professionnelle. Le réseau de lieux

référentiels démontre la polyvalence des repères spatiaux dans lesquels convergent à la fois intérêts sociaux et intérêts professionnels.

Par ailleurs, contrairement à la diaspora qui a besoin de lieux d'ancrage identitaires forts dans les sociétés d'accueil, comme les lieux de culte centraux dans l'établissement et l'organisation de la communauté (Bruslé et Varrel 2012), les transmigrants ne ressentent pas tous le besoin de s'approprier et d'affirmer leur visibilité sous cette forme-là, étant régulièrement en lien avec le pays d'origine.

A l'échelle des lieux du quotidien, des variables comme celles de la durée d'ancrage, des moyens socioéconomiques ou des modalités de l'activité transnationale affectent considérablement la nature du territoire investi et ses différentes échelles. Plus les commerçants et entrepreneurs sont dans une dynamique active de leur mobilité, plus leurs lieux du quotidien présentent une diversité d'échelles. Peuvent interagir l'espace domestique, le quartier de l'activité commerciale, le pays de transit et les villes d'approvisionnement.

Bien que le rythme quotidien des transmigrants s'établisse sur des dynamiques mobilières exceptionnelles, ces derniers sont rattrapés par des impératifs communs à toutes les conditions, migratoires ou pas, comme la gestion des affaires routinières de la famille.

Les facilités de communication actuelles sont une ressource centrale pour les commerçants et les entrepreneurs transmigrants. Dématérialiser leurs échanges et mobiliser les nouvelles technologies accélèrent les modalités de collaboration professionnelle et se substituent par moments à l'impératif de la coprésence physique.

Les transmigrants sont tenus de maîtriser diverses astuces pour gérer la fragmentation territoriale de leur champ d'activité et d'appartenance et la transformer en richesse et en ressources, grâce à la mobilité, qu'elle soit physique ou virtuelle. Ils *habitent* de différentes manières un ensemble de lieux en même temps, et incarnent ce que Katherine Brickell et Ayona Datta (2011) qualifient de "*translocal geographies*" pour signifier « la situation simultanée à travers différents lieux qui permet de comprendre le chevauchement des espaces-temps dans la vie quotidienne des migrants »<sup>184</sup> (Datta et Brickell 2011, 4)

---

<sup>184</sup> Citation originale : « a simultaneous situatedness across different locales which provide ways of understanding the overlapping place-time(s) in migrants' everyday lives. »

#### 7.4. L'habiter transnational, ancrages professionnels et domestiques dynamiques

Recourir à la mobilité comme ressource n'en fait pas l'aspect prédominant de l'habiter des commerçants et des entrepreneurs transnationaux au quotidien. Tous aspirent et éventuellement réussissent à s'établir durablement dans différents lieux de résidence à la fois, rajoutant à l'appropriation spatiale par le cheminement une appropriation par la cristallisation multisituée.

La réussite de l'entreprise *transmigratoire* est conditionnée par la capacité des commerçants et des entrepreneurs à faire fructifier leurs affaires. Pour ceux qui investissent dans les commerces ethniques ou ciblant la communauté d'origine résidant à l'étranger, la première interface d'échange est l'enseigne qui matérialise le service proposé. A Saint Michel, les commerçants et les opérateurs de transport d'origine marocaine jouent d'éléments de visibilité et de marquage physique, spatial et scriptural pour se rendre identifiables par le public ciblé. Selon la nature de la prestation, les modalités d'appropriation spatiale changent et participent à la construction d'une identité riche du paysage urbain du quartier.

L'aventure transnationale, suggérant une démultiplication des ancrages nationaux, questionne également l'échelle de l'habiter domestique. Les commerçants et entrepreneurs transmigrants marocains habitent deux ou plusieurs contextes culturels et sociaux qui invoquent chacun des codes d'usages et des pratiques de lieu différentes. N'étant pas dans des dynamiques d'arrachement ou d'exil à l'égard du pays d'origine, compte tenu des attaches professionnelles et sociales qui y sont renouvelées continuellement grâce à la mobilité transnationale, les transmigrants se nourrissent de manières variées des modes d'habiter des environnements spatiaux et socioculturels qu'ils investissent, et traduisent ces référents multiples par le prisme de l'expérience individuelle de la migration.

La plupart des enquêtés semblent maintenir les traditions d'investissement immobilier dans le pays d'origine, nourrissant le paysage des « *remittance houses* » (Lopez 2010; Rapport 2020) – des maisons financées par le transfert de fonds étrangers des « émigrés » et des transmigrants. La tendance générale montre leur volonté à s'ancrer dans leur ville ou village d'origine. Il s'agit d'une tentative de valorisation collective du groupe social ou familial par la démonstration de la réussite économique à travers "l'objet" de la maison, aux codes spatiaux et architecturaux hybrides. Il

subsiste tout de même des exceptions à ce récit dominant qui mettent en perspective les nuances nécessaires à la lecture de l'expérience transmigrante.

Les modes d'appropriation spatiale des transmigrants rencontrés montrent comment le paramètre "ethnique", témoin de l'appartenance et de l'adhésion aux codes culturels d'origine, n'est pas toujours mobilisé dans les usages, mais sert davantage à une mise en scène de la « marocanité » et d'une culture étrangère.

En investiguant les différents versants de l'appropriation spatiale des commerçants et entrepreneurs rencontrés, je démontre la capacité du groupe, dans leurs approches personnelles aux lieux, à inscrire leurs stratégies spatiales dans un continuum qui les raccroche aux différents territoires habités, mis en perspective avec les lieux du passé et ceux du futur.



Image 79 Devant l'agence de transport *Asfar Al Janoub*. 2020 © Myriame Ali-oualla

En longeant la rue qui relie le marché des Capucins à la Basilique Saint Michel, les rez-de-chaussée animent par leurs couleurs et leurs slogans la promenade des passants. L'épicerie arabe fait face à la brasserie, la petite boulangerie qui sert des douceurs orientales au coiffeur du coin, et la charcuterie au magasin de fabrication et de vente de « salons marocains » traditionnels.

Au bout de la rue des Menuts qui bifurque sur la gauche de la Place du Maucaillou, des hommes démarrent la voiture après avoir déchargé un colis pour le déposer face à l'enseigne « Asfar Al Janoub », la traduction arabe de « Voyages du Sud ». Étant déjà passée par cette rue à plusieurs reprises, devant l'entrée, sur une place de stationnement, une affiche avec des collages d'autocars et de bus sur le fond bleu d'un ciel clair fait la publicité des services de transport « touristique et international » proposé par l'agence, entre la France et le Maroc. Les visuels se multiplient sur la vitrine, accompagnés d'une carte qui retrace l'ensemble du trajet et les jours de la semaines dédiés à l'envoi.

Le poids conséquent du colis sorti semble nécessiter plus de bras. Le gestionnaire de l'agence ainsi qu'un jeune homme attendant à l'extérieur prêtent main forte aux deux hommes pour le rentrer et le déposer sur la balance. Je préfère assister à la scène jusqu'au bout avant de prendre une photo.

### Codes visuels et mise en scène des enseignes marchandes

Dans leurs boutiques, Hassan et Driss usent tous deux de l'esthétique des produits et de la mise en scène pour marquer le regard des passants et des clients potentiels. S'adressant à un public varié tout en mettant à disposition de la communauté marocaine de Bordeaux des articles traditionnels "familiers", les deux commerçants profitent de l'attrait de leurs produits et des tendances en matière de mode et d'aménagement intérieur pour faire évoluer leur offre :

*« Même si ce sont des articles d'artisanat marocain, la plupart des clients, c'est des Français... Parce que aussi ce sont des choses que les gens cherchent pour leur intérieur. Les chaises en osier, les tapis berbères, on ne voit que ça dans les magazines déco ! [...] Il faut toujours être à l'écoute des tendances, voir ce qui se fait de nouveau au Maroc, mais aussi ce que les gens cherchent. » (Driss, octobre 2019)*

Driss utilise son magasin non pas comme simple support aux produits, mais comme lieu témoin où il met en scène les matériaux et leur technique de pose, ainsi que les objets de décoration pour incarner la vision qu'il promeut. Avant même d'accéder à l'intérieur (*Figure 70*), les marches au seuil du magasin sont revêtues d'un carrelage traditionnel en terre cuite, typique des terrasses et des intérieurs de maisons à patio marocaines. Deux fines colonnes surmontées de corbeaux en bois délimitent deux portes d'entrée vitrées qui, lors de la fermeture, laissent entrevoir une grille de sécurité en fer forgé. Tout est pensé pour démarquer le magasin des autres enseignes attenantes à travers des éléments architectoniques spécifiques. Les lettres qui composent le nom de la boutique trônent en grandes majuscules au-dessus des deux entrées, rajoutant avec la couleur bronze vieilli, un cachet à l'enseigne.

Une grande affiche imprimée et accrochée entre les deux portes d'entrée comporte une liste sommaire des produits proposés ainsi que les jours et les horaires d'ouverture.

Lorsque le magasin est ouvert, on y aperçoit depuis l'extérieur une palette de tons de matières naturelles entre l'ocre du carrelage, le beige de l'osier, le blanc des tapis en laine et quelques couleurs vives pour capter l'attention des clients.



Figure 70 Devanture du magasin de Driss. 2019 © Myriame Ali-oualla

Comme le magasin de Driss, celui de Hassan s'inspire des boutiques de médinas et de la scénographie des bazars *marrakchis* (Figure 71). Cette fois-ci, ce n'est pas tant l'esthétique architecturale de la façade qui marque le magasin que les articles artisanaux qui remplissent la vitrine sans l'encombrer, suggérant le "monde" qui se déploie plus loin à l'intérieur. La maroquinerie traditionnelle de différentes tailles et couleurs est posée sur un présentoir de la vitrine ou pendue avec des accroches en acier. C'est une fois à l'intérieur que l'on se rend compte de la variété et la quantité d'objets commercialisés. Deux longs rayons se prolongent jusqu'au fond du magasin, animés par des lampes en

## Rue du Mirail

1. entrée / caisse
2. rayons (sacs, paniers, maroquinerie, meubles)
3. arrière-salle
4. accès à la cage d'escalier + accès à l'appartement à l'étage

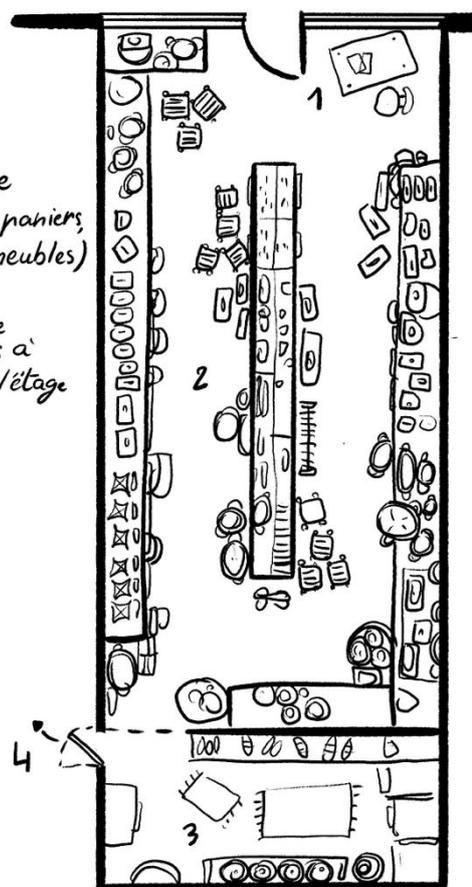


Figure 71 Plan du magasin de Hassan, à Rue du Mirail. 2019 © Myriame Ali-oualla

peau de vache ornée de motifs de henné, des ceintures en cuir tressées, des cartables, des paniers, des miroirs, des babouches, des tajines et bien des objets encore. La profusion d'articles et la mise en scène (*Image 80*) participent au récit du magasin et font l'attractivité du lieu. En rendant visibles des produits "étrangers", le lieu devient remarquable par une forme matérielle d'extranéité. Bien que l'objectif de Hassan ne soit pas d'être reconnaissable par la communauté qui partage les mêmes codes culturels, marocaine dans ce cas-là, il mobilise ces codes-là pour affirmer une identité, comme l'explique Dequirez (2010) à propos des commerces tamouls de la Chapelle, à Paris :

*« La forme collective de présentation de soi se matérialise dans l'agencement même des espaces marchands (vitrine, devanture, enseigne, etc.) [...]. Les enseignes sont exemplaires de cette présentation de soi offerte par les commerçants. Loin d'être des éléments au seul service d'une stratégie commerciale, elles reflètent les repères identitaires du groupe. »* (Dequirez 2010)



*Image 80 L'intérieur du magasin de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla*

Les pratiques de marquage visuel sont communes dans le quartier Saint Michel, connu pour une concentration de magasins et d'enseignes d'alimentation à l'attention des populations maghrébines, arabes et/ou musulmanes. En allant du côté de l'épicerie/boucherie dans laquelle travaille Abdelkader, l'incontournable label « Halal » apparaît à deux reprises au-dessus de l'entrée, en lettres

arabes. Vue de l'extérieur, l'épicerie semble s'organiser comme une supérette classique, avec ses étals colorés de fruits et légumes frais qui débordent sur le trottoir. Une fois à l'intérieur, on constate très vite la singularité de la majorité des produits et la particularité de l'offre sur l'ensemble. Des étiquettes en langue arabe, des boissons d'importations disponibles uniquement dans les enseignes à destination des communautés originaires du Maghreb, et l'espace boucherie halal au fond du magasin définissent a priori un public de consommateurs qui suivent des restrictions ou ont des habitudes alimentaires spécifiques, ce qui n'empêche d'autres communautés d'avoir recours aux mêmes produits de consommation. La gentrification en cours du quartier par les étudiants et les jeunes actifs change la clientèle habituelle, qui apprécie la proximité, les prix abordables et la richesse de l'offre.

Le marquage *scripturo-linguistique* est renforcé par la capacité des commerçants et entrepreneurs transmigraires marocains à communiquer en langue arabe. Le parler, autant que l'écrit, délimite une zone sociospatiale et commerciale davantage plus accessible à ceux qui ont une maîtrise réduite de la langue française. Abdelkader, en contact direct avec les clients de l'épicerie, explique que l'usage et la maîtrise de la langue arabe et du dialecte est un élément de sociabilité qui fidélise les clients :

*« C'est plus pratique quand tu trouves des gens qui parlent arabe, c'est comme ça que j'ai trouvé du travail et de l'aide, parce que tu n'as pas de problèmes pour expliquer ta situation. [...] La plupart des clients de l'épicerie profitent pour parler et discuter avec toi. J'aime bien tenir la caisse, il y a des seniors et... les anciens combattants du quartier qui viennent dans l'épicerie parce qu'ils peuvent parler, poser des questions, ou ils aiment juste bavarder pour tuer le temps (rires). Ils ne vont pas faire ça dans le supermarché ou dans un magasin "normal". Ils reviennent souvent... » (Abdelkader, avril 2019)*

Du Marché des Capucins à la place Meynard, en passant par rue des Menuts, il y a une prolifération d'agences de transport de colis et de voyage en autocar, dont la plupart relie Bordeaux à de nombreuses villes marocaines. Faute de produits à exposer sur la devanture, ces agences optent pour des affiches, des bannières ou des autocollants qui viennent illustrer les détails des services proposés.



Image 81 Façade latérale d'une des nombreuses agences de transport de « bagages et de voyageurs » du quartier Saint Michel, « Assfar Marrakech » signifiant « Voyages de Marrakech ». Sur l'affiche lumineuse qui surplombe l'entrée de l'agence, le nom de l'agence est délimité par les deux drapeaux français et marocain, stipulant que les lignes régulières font Bordeaux-Espagne-Maroc et que l'agence s'occupe de la réception et de l'envoi. Le tout est étayé avec d'autres icônes et photos d'autocar et de bagages. 2020 © Myriame Ali-oualla

Si les photos de bus et d'autocars qui tapissent les vitrines ne sont pas spécifiques aux agences marocaines, les images du drapeau Marocain, les traductions en arabe et les cartes ou listes retraçant les trajets et les arrêts des transporteurs depuis Bordeaux jusqu'au sud du Maroc, définissent dès le départ la nature de leur fonction, et de là, le public qui y a recours.

« Il y a tout types de Marocains qui viennent nous voir », me confirme un gérant d'agence qui a souhaité garder l'anonymat. « La plupart vient envoyer des affaires, parce que les gens prennent beaucoup l'avion pour rentrer au bled, surtout quand c'est une famille... Il y a des anciens combattants qui viennent nous voir pour savoir quand est-ce qu'il y aura le prochain départ... Ce sont généralement les hommes qui voyagent en autocar, sinon c'est l'envoi de marchandise. [...] Vu que les gens voient que c'est une agence qui part au Maroc et qu'il y a des Marocains, ils viennent demander qu'on les dépanne. Parfois ceux qui viennent d'arriver ne savent pas où dormir, on a deux lits au fond du magasin réservés aux chauffeurs qui viennent du Maroc, on les dépanne avec, sinon c'est la rue, on accepte parfois. »

Au-delà du service, le marquage spatial et architectonique est un indicateur identitaire. Les commerçants et les entrepreneurs transmigrants marocains ou d'origine marocaines se mettent en visibilité, volontairement ou pas, en tant que membres d'une communauté. Cette appropriation spatiale prend davantage de sens par l'effet de concentration et de présence exclusive du lieu et de ses indicateurs visuels dans le quartier. L'identité de Saint Michel comme quartier interculturel avec une "forte" présence de commerces et de services tenus par ou à destination des communautés arabes, maghrébines et musulmanes, nourrit et se nourrit en même temps de ces activités marchandes.

L'appropriation et les pratiques spatiales des commerçants et entrepreneurs transmigrants les plus remarquables dans l'espace public sont celles liées à leurs activités professionnelles ciblées. L'occupation, l'altération et la mise en scène des enseignes racontent les codes culturels d'une communauté et ses habitudes de consommations, mais également de "l'exotique" à portée de main, variant ainsi les publics ciblés pour une plus grande prospérité économique.



Image 82 Dans l'espace séjour, chez Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla

« Depuis le début des années 2000, je ne loue pas mon appartement à plus de 285 euros le mois ! c'est donné », m'apprend Hassan en arpentant les escaliers de l'immeuble pour me faire visiter son appartement. Hassan s'installe au-dessus de son magasin quelque temps après qu'il ait lancé son commerce.

« Lorsque j'ai emménagé ici, je m'étais déjà séparé avec ma femme », explique-t-il. « Avant d'avoir ça, on était à Talence, on avait un T4. Moi j'avais déjà le magasin et l'infirmière qui habitait au-dessus un jour elle est descendue me voir et me dit 'Hassan moi je vais déménager est-ce que tu connais quelqu'un qui serait intéressé par l'appartement ?' Et là je lui dis ça fait trois mois que je dors derrière le magasin ! (rires) Je lui dis 'donc je peux le visiter ?' On est donc monté et je lui ai 'oui je le prends !' [...] Le hasard fait bien les choses ».

On parcourt un long couloir avoir d'arriver dans un séjour peu lumineux. Une des deux fenêtres est condamnée pendant que l'autre laisse transparaître une lumière diffuse derrière le rideau translucide. Deux canapés « marocains » épousent un des angles de la pièce. Ils ne semblent pas être fortement utilisés, leur accès étant obstrué par un fauteuil massif. Une table délimite la zone du bureau au-dessus duquel Hassan a accroché une carte du monde et la photo de sa fille. Sur le mur latéral droit, une cheminée est surmontée d'un grand miroir baroque sur lequel s'accroches des vignes.

« Je ne reçois pas beaucoup de monde à part mon frère et sa famille de temps en temps. [...] Les enfants viennent aussi. C'est moi qui me déplace généralement quand je peux. »

Nous continuons le reste de la visite avant de redescendre au magasin pour que Hassan reçoive les nouveaux clients.

### L'appropriation de l'espace domestique, une pratique « déséthnécisée »<sup>185</sup>

La stabilité de leur quotidien mobilitaire permet aux transmigrants de contrebalancer le poids du mouvement en assurant la sécurité de la fixité. L'ancrage domestique est un gage de sécurité du statut administratif dans le pays d'« accueil » et de la cohésion de la structure familiale.

Les profils variés des enquêtés trouvent écho dans leurs manières d'habiter et de s'approprier l'espace résidentiel, et présentent une palette de lieux et d'usages reflétant des phases d'acculturation et de transition de pratiques variables.

Driss, gérant du magasin de mobilier et de décoration artisanale, habite à Talence, à une vingtaine de minutes de son lieu de travail à Saint Michel. Cela fait quelques années que sa femme et lui ont fait l'acquisition d'une maison individuelle qui fait partie du patrimoine du Mouvement Moderne :

*« C'est très sobre chez moi, parce que c'est aussi la maison que j'ai, c'est une maison d'architecte style Le Corbusier... c'était un disciple de Le Corbusier qui a fait cette maison et donc vous connaissez le style de Le Corbusier, c'est très sobre, moderne. Du coup la maison que j'ai, ce n'est pas possible de la décorer à la marocaine. Il y aura sûrement une faute de goût (rires). On a reçu un courrier de la mairie récemment pour classer la maison au patrimoine architectural moderne. C'est bizarre parce que dans le quartier où j'habite à Talence, il doit y avoir trois ou quatre maisons comme ça du même style... Construite par le même architecte. »*

(Driss, octobre 2019)

Le choix initial ne prenait pas réellement en considération le potentiel du lieu à évoquer des pratiques spatio-culturelles relative au lieu d'origine, dans ce cas-là, le Maroc. Driss et sa femme sont tous deux arrivés en France à un très jeune âge, et n'ont pas grandi dans un environnement culturel et social différent de leur lieu de résidence actuel. L'appropriation et le marquage de l'espace par des objets à connotation culturelle ou « ethnique » n'a pas lieu d'être, et l'expression de l'origine nationale à travers l'espace et les usages s'efface au profit de pratiques nourries par l'environnement d'acculturation.

Le fait d'habiter une maison du Mouvement Moderne, dont la philosophie architecturale était souvent critiquée pour sa rigidité et son austérité, ne représente pas un obstacle pour Driss et sa famille et n'est pas en décalage avec leurs usages. Avec leur imprégnation naturelle du mode

---

<sup>185</sup> Inspirée du travail de Céline Véniat sur les platz et les bidonvilles de familles roumaines en France (Véniat 2018).

d'habiter local, ils ne manifestent pas le dépaysement qu'aurait pu ressentir des personnes ayant cultivés des habitus sociospatiaux différents.

« *L'organisation et l'aménagement de la maison, c'est plutôt neutre* », explique Driss. « *Beaucoup de gens croient que vu que j'ai un magasin de décoration marocaine que chez moi c'est pareil, alors que c'est tout à fait le contraire.* »

Driss se contente de me montrer des photos de sa maison qu'il commente au fur et à mesure :

*« Elle est moderne, très sobre. Au niveau architectural, elle est très carrée, très ouverte. Par exemple beaucoup de gens viennent chez nous et nous demandent 'pourquoi vous ne mettez pas un salon marocain ici ?' (rires) Et je leur réponds 'mais non ça ne s'y prête pas vu la configuration de la maison.' [...] Je trouve qu'il y a un certain charme à avoir un salon marocain, mais il faut bien l'adapter à son intérieur. On ne peut pas mettre un salon marocain juste pour le plaisir de se dire 'Ah ben tiens j'ai un salon marocain'. Non, la maison ne s'y prête pas donc j'essaie de faire attention. J'essaie d'adapter la décoration par rapport aussi à l'architecture de la maison. [...] Même avant, chez mes parents, on n'avait pas ce genre d'espaces et de meubles, c'était le canapé. [...] Mais beaucoup de gens autour de nous, les Marocains qu'on connaît ont des salons marocains. Ceci dit même des Français s'y mettent (rires). » (Driss, octobre 2019)*

Le « salon marocain » est un fort révélateur de l'identité de l'espace domestique. Il définit une spatialité et des usages *d'ailleurs*. Dans son étude de l'ethnicité symbolique et des pratiques performatives dans les intérieurs domestiques maroco-néerlandais, Hester Dibbits (2009) démontre que le recours au salon marocain n'est pas synonyme du besoin de réaffirmer son identité dans l'espace, mais plutôt de reproduire un "bout" du Maroc chez soi. Ce qui explique aujourd'hui sa popularité aussi bien chez les Européens que chez des Marocains.

Driss n'a jamais été familiarisé avec cette pratique spatiale avant, alors que d'autres migrants marocains, arrivés plus tardivement en France, y associent des souvenirs d'enfance et de moments de partage familial. Dibbits parle ainsi du rapport instinctif au salon, de « mémoire corporelle » :

*« Plus particulièrement, la pratique de s'asseoir sur le sedari (salon marocain) évoque des "souvenirs corporels" non seulement d'autres maisons, lieux et architectures, mais aussi et surtout du temps familial, et des sociabilités « perdues » qui peuvent être recrées dans le nouveau pays. »<sup>186</sup> (Dibbits 2009)*

Comme Driss, Hassan ne ressent pas le besoin de matérialiser dans son espace domestique son appartenance identitaire à son pays d'origine. Dès le départ, la vision qu'il entretenait de sa migration n'était pas empreinte d'arrachement mais plutôt d'une aspiration à la découverte de nouvelles cultures, ce qu'il ne manque pas d'exprimer lorsqu'il revient sur l'importance de la culture d'origine dans l'espace domestique :

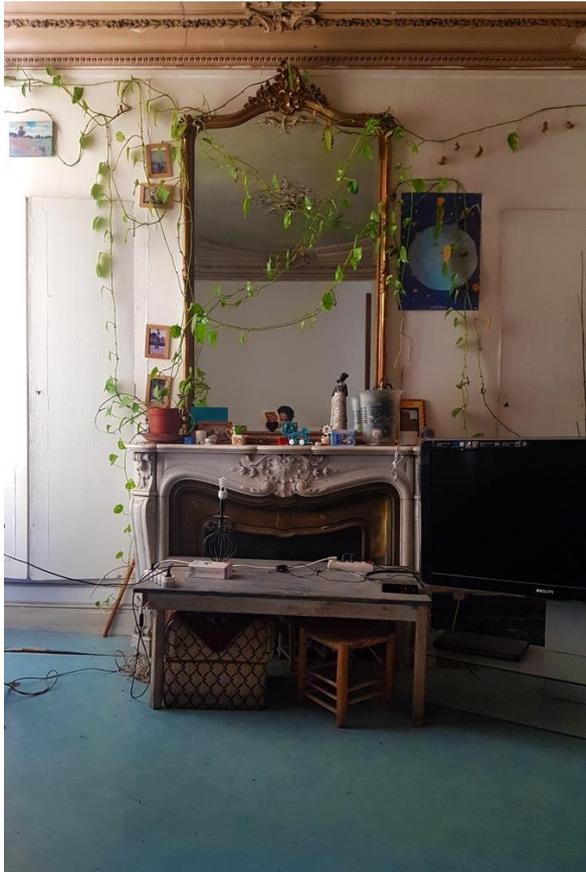
*« Je n'ai pas beaucoup d'attachement pour faire rentrer la culture à la maison. Je voulais absolument apprendre une autre culture, c'est aussi pour cela que je ne me suis pas marié avec une marocaine. [...] J'ai énormément apprécié le Portugal, et ce n'est pas parce que le pays est plus riche. C'était un pays plus pauvre que le Maroc dans les années 90. [...] Je ne voulais pas rester que sur ma culture à moi ! [...] Et à la maison, je n'ai pas besoin d'aménager à la marocaine comme on dit. » (Hassan, mars 2019)*

Dans l'agencement de son appartement, Hassan a très peu de marqueurs qui renvoient à sa culture d'origine. Il n'en ressent pas le besoin (*Images 83 et 84*). En voyant un coin « salon marocain », Hassan s'empresse d'expliquer les circonstances de cet aménagement :

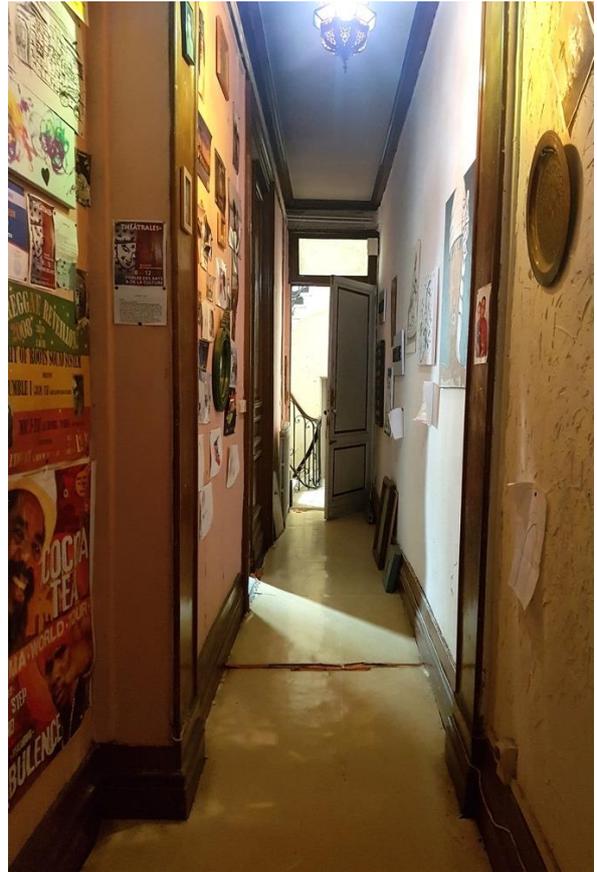
*« Comme mon frère a changé son canapé marocain, il m'a donné l'ancien (rires). Je l'ai fait uniquement parce qu'il n'allait pas le jeter et que ça me fait des places en plus pour accueillir. [...] Je n'ai pas de couscoussier à la maison. Je vends des tajines mais je n'en ai aucun. Je ne fais jamais de thé... C'est comme ça ! » (Hassan, mars 2019)*

---

<sup>186</sup> Citation originale : « More in particular, the practice of sitting on sedari evokes 'bodily memories' not only of other homes, places and architectures, but more importantly of family time, and 'lost' sociabilities that can be recreated in the new country. »



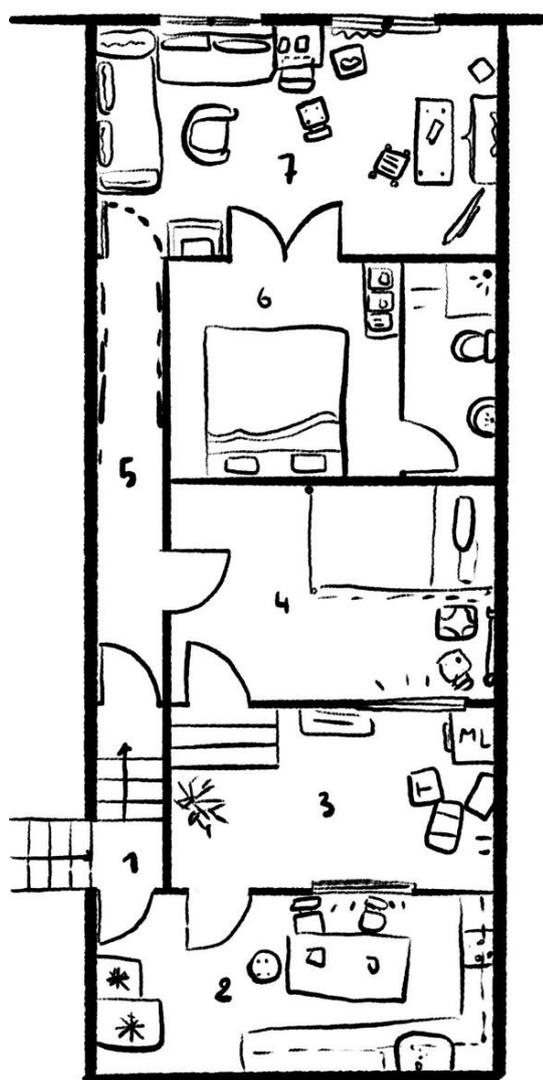
*Image 84* Sous la table basse du séjour, un petit tabouret artisanal en osier et un pouf faisant partie de la suite du salon marocain sont gardés à portée de main, au cas où Hassan accueille de la famille ou des amis. Les deux meubles sont utilisés pour leur praticité plus que pour leur qualité de marqueurs matériels de la culture marocaine. 2019 © Myriame Ali-oualla



*Image 83* Le long couloir de dessert est recouvert d'affiches, de posters de concerts et de dessins des enfants. Seuls un plateau en bronze gravé à la main et la lampe au plafond suggèrent l'expression de la culture marocaine dans cet espace-là. 2019 © Myriame Ali-oualla

Hassan a emménagé dans l'appartement après sa séparation. Il y habite essentiellement seul, mais réserve un espace nuit indépendant à ses enfants lorsqu'ils viennent.

L'appartement (*Figure 72*) file en longueur et occupe la même superficie que le magasin au rez-de-chaussée. L'entrée peut se faire par deux accès différents : une petite porte débouche directement sur la cuisine, une plus grande sur le couloir qui dessert l'espace séjour et une des chambres à coucher. « *C'est un très joli appartement mais il est très mal fait* », explique Hassan. « *Il n'y a pas beaucoup de chambres. Il y a un grand salon et après c'est un long couloir. La cuisine est au fond, et la salle de bain est plutôt côté salon. C'est joli pour une ou deux personnes mais pas plus. [...] C'est ancien, il n'y avait qu'une seule famille qui habitait dans tout l'immeuble. [...] Les vitraux et l'espace sont très beaux.* »



1. Hall d'entrée
2. cuisine + salle à manger
3. Cour/verrière / buanderie
4. ancienne ch. des enfants / ch. d'ami
5. Couloir (esp. d'affiches de dessins des enfants)
6. Ch. à coucher de Hassan + SDB/WC
7. Séjour / bureau

Hassan  
(victoire/St. Michel)

Figure 72 Relevé habité de l'appartement de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla

Lorsque Hassan décrit son lieu de vie, il ne cache pas sa volonté de s'émanciper du cliché de la reproduction de codes culturels du *pays* – processus souvent associé aux premières générations de l'immigration<sup>187</sup> – et de faire des choix sociaux, spatiaux et culturels indépendants du conditionnement de la culture d'origine :

<sup>187</sup> Dans une étude de l'habiter des familles maghrébines en France, Rabia Bekkar, Boumaza Nadir et Daniel Pinson (1999), démontrent que l'espace domestique des immigrés des années 1970 est à la fois le lieu « où certaines dispositions issues de la culture d'origine peuvent s'exprimer », et « un creuset, un lieu d'échanges entre générations qui se positionnent au quotidien sur des espaces-temps différents » (Conclusion 1999). Les aprioris qui entourent le mode d'habiter et de l'aménagement de l'espace domestique de cette génération de l'immigration ne s'appliquent pas à tous. Le contact avec l'environnement socioculturel local n'est pas sans effets sur l'évolution des pratiques, qui se traduit naturellement sur la matérialité des lieux.

« Ma femme est angolaise et portugaise, donc on avait toujours de la diversité. [...] Mon frère c'est le contraire. Ah lui, il est Marocain chez lui comme au Maroc, comme en Espagne, comme ici. Lui c'est le canapé marocain et tout ce qui va avec... tout est marocain chez lui ! » (Hassan, mars 2019)

La proximité de Hassan avec les cultures française et ibérique à travers son parcours professionnel d'itinérance, puis, de sa situation personnelle et familiale, l'a conduit à trouver sa propre voie et son propre mode d'occuper et de s'appropriier l'espace, loin des particularismes culturels associés aux migrants.

Tous les enquêtés rencontrés n'ont pas des situations résidentielles aussi pérennes que celles de Driss et de Hassan. Pour les arrivants les plus récents en France, comme Abdelkader, les conditions d'habiter ne sont pas encore optimales. Depuis son arrivée à Bordeaux, il est hébergé chez son employeur, au-dessus de la boucherie et de l'épicerie dans laquelle il travaille (Figure 73). « Ce n'est pas l'idéal mais au moins je suis à l'abri. J'ai une grande chambre, et j'ai accès à la douche et à la cuisine », explique Abdelkader. « Personne n'habite avec moi, mais les employés de la boucherie et de l'épicerie montent pour utiliser les sanitaires tous les jours, donc je ne peux pas vivre en famille là-bas. [...] Mais depuis le début, je suis hébergé gratuitement, j'ai ma clé pour protéger et garder mes affaires, j'ai juste un lit et un placard ».

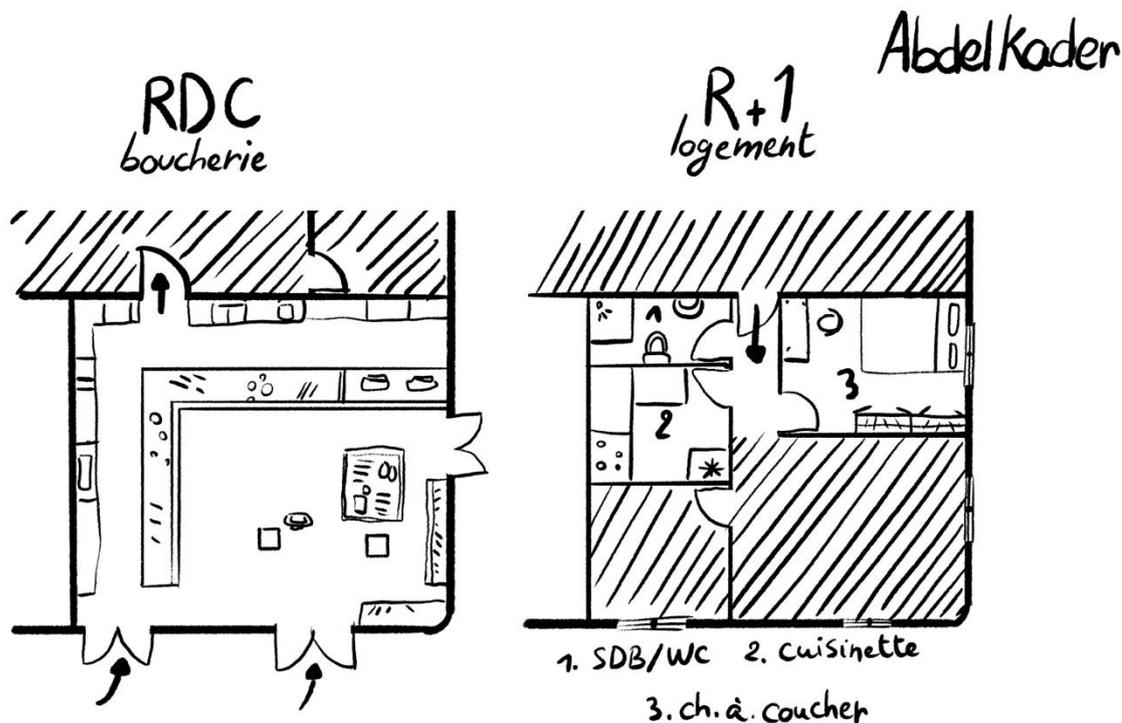


Figure 73 Relevé habité. Les employés de la boucherie au rez-de-chaussée ont accès au reste de l'immeuble, et peuvent utiliser la cuisinette et la salle de bain / WC de l'étage. Abdelkader occupe uniquement une chambre au R+1 et partage les lieux communs avec les employés pendant la journée. 2019 © Myriame Ali-oualla



Figure 74 La chambre de Abdelkader témoigne d'une altération minimale de l'aménagement préexistant. Seuls deux sacs de voyage se rajoutent au mobilier rudimentaire du lieu. Abdelkader ne se projette pas dans cet espace sur le long terme, rendant inutile tout effort de personnalisation. 2019 © Myriame Ali-oualla

Les conditions d'hébergement de Abdelkader, et l'espace limité qui lui est alloué, pèse sur son appropriation. Il est conscient qu'il ne s'agit que d'une étape transitoire et prépare déjà le terrain à l'arrivée du reste de la famille :

« J'ai trouvé un petit appartement juste à côté, cours de l'Yser, pas loin du marché. Dans deux semaines. Je demandais aux jeunes arabes qui passaient faire leurs courses pour savoir s'ils avaient entendu parler d'un appartement, à un moment donné j'ai commencé à demander à tous les clients ! (rires) Gwer (Français), Africains, hommes, et même les femmes je n'étais pas timide de leur demander. Heureusement, il y a un coiffeur qui travaille à côté qui m'a dit qu'un de ses amis allait déménager. J'ai fait connaissance avec la propriétaire, qui est espagnole, elle est venue voir mon employeur pour avoir une garantie. Donc j'attends qu'elle fasse des travaux ! » (Abdelkader, avril 2019)

Dans un premier temps, il sera rejoint par sa femme, une de ses deux filles et ses deux fils. Le nouvel appartement, à quelques minutes de marche de son lieu de travail, fait 50m<sup>2</sup>, juste assez pour commencer la nouvelle aventure migratoire en famille, construire les premières bases avant de viser un logement plus grand et de meilleure qualité. « *Dès que je m'installe, je vais préparer deux canapés marocains (rires)* », m'assure Abdelkader. « *Mais il faut faire les deux ! D'un côté, je mettrai la peau de mouton, comme chez nous à la campagne, et de l'autre, il faut accompagner le style d'ici, et surtout les enfants qui vont avoir une vie plus à l'européenne qu'à la marocaine. On doit avoir un mélange.* »

Abdelkader est conscient de la nécessité de s'adapter au contexte socio- et spatio-culturel local pour élargir le référentiel de l'ensemble de la famille et éviter la rupture entre le monde intérieur et la vie à l'extérieur.

« *Je vais avoir deux chambres* », continue-t-il. « *Les deux filles, c'est important qu'elles aient leur espace à elles, et les garçons ce n'est pas grave ils sont petits ils s'adapteront un moment à dormir dans le salon (rires). C'est pour ça que les "sdader" (canapés marocains) sont utiles, ça sert à plusieurs choses. [...] Mais dès que je peux, je louerai plus grand pour que chacun d'eux ait son espace, quoi que ça me coûte.* »

Au-delà du salon marocain que Abdelkader souhaite aménager essentiellement pour sa polyvalence et sa pratique, il n'exprime pas l'envie de reproduire des pratiques socio-culturelles particulières en tant que (trans)migrant marocain. Après avoir habité différents contextes et lieux depuis qu'il a quitté le Maroc pour l'Espagne dans les années 1990, l'identification à sa culture d'origine ne passe pas obligatoirement par sa matérialisation à travers des aménagements spécifiques. L'enquête de Dibbits sur la valeur de l'incarnation des codes culturels marocains dans l'espace domestique des familles maroco-néerlandaises explique qu'il s'agit, au final, d'un rapport personnel au référentiel d'origine :

« [...] *ils n'avaient pas besoin d'avoir des objets marocains autour d'eux pour se sentir chez eux ; parce qu'ils avaient un lien émotionnel avec le Maroc, le Maroc était toujours dans leur esprit. De telles réflexions montrent à quel point le besoin de visualiser, de matérialiser ou d'expérimenter des cadres imaginaires diffère d'une personne à l'autre, tout comme il peut varier selon la phase de la vie.* »<sup>188</sup> (Dibbits 2009)

---

<sup>188</sup> Citation originale : « [...] they did not need to have any Moroccan objects around them to feel at home; because they had an emotional tie to Morocco, Morocco was always in their minds. Reflections such as these show how the need for visualizing, materializing or experiencing imagined settings differs from one person to another, just as it may differ according to one's phase of life. »



Image 85 Photo du carnet avec des tentatives de reproduction de plans de la maison de Guercif. 2019 © Myriame Ali-oualla

On se retrouve avec Abdelkader au lendemain de notre première rencontre, jour de son congé hebdomadaire. Étant presque l'heure de déjeuner, on va dans l'un des nombreux fast-foods autour du marché des Capucins.

« J'aime bien venir ici, parce que ce n'est pas cher et j'aime bien me reposer un peu et ne pas préparer à manger de temps en temps », s'amuse-t-il. Dans son logement actuel, Abdelkader a peu de place et d'outils pour préparer à manger, surtout qu'il avoue ne pas être aussi doué que sa femme, habitant la maison de Guercif.

« C'est une très grande maison, qui doit faire 130 m<sup>2</sup>, avec plein de chambres... qui sont pour la plupart vides maintenant. Il n'y a que mon frère là-bas et mes parents, et ma femme et mes enfants qui viennent bientôt ici ». Il me décrit sommairement la configuration des lieux que nous tentons ensemble de reproduire sur le carnet de dessin. Tout au long du processus, Abdelkader ne peut pas s'empêcher de comparer sa condition résidentielle actuelle avec celle qu'il a à Guercif. « Si j'avais le choix, et que je savais que mes enfants allaient pouvoir faire des études de qualité là-bas, je serai resté dans cette maison-là... Mais là où j'habite au-dessus de la boucherie, c'est juste temporaire, j'ai trouvé un meilleur appartement. Ce n'est pas aussi grand qu'à Guercif, mais on ne peut pas tout avoir en même temps. »

### La « remittance house », remise au goût de la transmigration

Au lieu de recréer un « *bout de Maroc* » chez soi en France, la majorité des enquêtés investissent dans une résidence secondaire au *pays*. Les maisons construites à l'aide du transfert des fonds étrangers est un phénomène courant au Maroc qui remonte aux premiers vagues d'immigration des années 1970. Les Marocains résidant à l'étranger investissent massivement dans leur pays « à tel point qu'en 2007, les transferts des émigrés ont avoisiné les 55 milliards de DH (5,5 milliards d'euros) dont 12 à 13 milliards en investissements directs » (Ben Attou 2015). L'immobilier canalise l'essentiel de ces "placements" avec 35,6% contre 27,4% dans le commerce, 12,1% dans le tourisme et 10,6 dans l'agriculture selon un rapport de l'INSEA<sup>189</sup> de 2005. "Placements" parce que de nombreux immigrés utilisent l'investissement foncier comme une épargne autant que comme un pied-à-terre en prévoyance des visites estivales au Maroc.

Sarah-Lynn Lopez (2010, 2011) qualifie le phénomène de « *remittance space* », « somme des pratiques de construction et des récits des migrants et de leurs communautés, ainsi que des macro-processus, des régimes institutionnels et des transformations symboliques et spatiales, qui sont collectivement façonnés par et façonnant les dynamiques autour de transfert de fond en tant que mode de vie »<sup>190</sup> (Lopez 2011). Au Maroc, au-delà des initiatives individuelles des migrants et de leurs familles, le gouvernement s'active depuis de nombreuses années à renforcer et à faciliter l'accès des Marocains résidant à l'étranger (MRE) à l'immobilier, en leur permettant de bénéficier d'avantages et d'exonérations fiscales et d'une protection juridique (Leseco.ma 2019).

Driss est arrivée en France à un très jeune âge dans le cadre de la politique de regroupement familial. Tout comme ses parents, il achète une maison au Maroc, mais pas dans la ville de Meknès d'où sa famille est originaire. Renouant son attachement avec son pays en grande partie grâce à son activité professionnelle transnationale, à la différence de son père, Driss explique qu'il n'a pas été animé par les mêmes raisons pour acheter une maison au *pays* :

*« Pour le retour au Maroc de mes parents et l'achat d'une maison, c'était compliqué. Ma mère d'un côté préférerait rester en France et mon père préférerait partir. Je pense que le problème des personnes âgées, des parents, c'est que la mère est attachée à ses enfants, qui grandissent et*

---

<sup>189</sup> Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée

<sup>190</sup> Citation originale : « Remittance space is the sum of individual migrants' and their communities' construction practices and narratives, as well as the macro processes, institutional regimes, and symbolic and spatial transformations, that are collectively shaped by and shaping remitting as a way of life. »

*vivent en France, et le père est plus attaché au pays, et donc ça crée des tensions. [...] Moi, j'ai acheté une maison à côté de la mer, à Skhirat, plutôt qu'à Meknès. [...] Quand on va au Maroc, que ce soit pendant ou en dehors des vacances on se sent moins stressé. C'est plus ce côté de ne pas être soumis au stress. » (Driss, octobre 2019)*

Si les deux générations participent similairement au même processus d'investissement foncier au pays, le projet de la construction dans le village ou la ville d'origine est davantage central dans la culture de l'immigration des parents primo arrivants. S'il avait le choix aujourd'hui, avoue Driss, il privilégierait Marrakech dont il a appris à apprécier l'énergie et le bouillonnement avec ses déplacements récurrents dans le cadre de ses allers-retours professionnels.

Contrairement à Driss qui ne semble pas ressentir le « besoin » de témoigner de sa réussite dans son pays d'origine, n'étant pas réellement l'initiateur de sa propre migration, Hassan utilise sa maison secondaire dans sa ville natale comme un contre-point à la vie qu'il menait avant sa migration. Il vivait avec ses parents et ses six frères et sœurs dans une petite maison de location dans un quartier populaire à Oujda. « On restait avec les copains au coin de la rue comme tout le monde. Un petit match de foot, je reste jusqu'à 20h et puis je rentre le soir pour faire les devoirs pour le lendemain. Oui ! C'était sympa ! », raconte-t-il. S'il passait autant de temps à l'extérieur, c'est parce que la maison familiale était trop petite pour que tous les membres de la famille puissent la pratiquer confortablement pendant la journée :

*« C'était le problème qui m'a poussé à quitter bien sûr la famille. Même quand j'étais au Maroc je ne dormais pas souvent, car on n'avait pas assez de places pour dormir. On était quatre sœurs et trois frères. Nous, on dormait dans la cuisine ou dans la cour où on fabriquait comme une petite baraque, comme on disait à l'époque. Nous les trois frères hein ! Et les sœurs bien sûr gardait la cuisine et le salon et il y avait la chambre des parents. [...] C'est un point qui m'a vraiment poussé à sortir du Maroc et à aller chercher plus grand. [...] On laissait la place aux petites sœurs pour dormir et nous les garçons, on était soit dans la cour, soit dans cette petite cabane que je vois encore, je m'en rappelle encore ! Mais ça a changé ! (rires) Ne vous inquiétez pas hein ! ça a changé hein ! » (Hassan, mars 2019)*

Depuis son arrivée en France, Hassan a tenu à faire valoir le fruit de son travail à Oujda et d'améliorer les conditions de vie du groupe en faisant construire une maison moderne et confortable, à la différence de la maison de son enfance. Par son activité transnationale, Hassan a acquis des biens immobiliers au Portugal et en Espagne, avec l'aide de son frère :

*« On a beaucoup de biens maintenant au Maroc. Comme on a en France, au Portugal et en Espagne. Oui... avec les trente années de travail si on ne sort pas avec un immeuble de trois ou quatre étages à quoi ça sert de travailler (rires). [...] Et je considère ça comme une vengeance par rapport à ce que j'ai vécu. Quand j'étais jeune j'avais des copains, leurs pères travaillaient à la gare et les autres étaient artisans, et ils avaient des citronniers à la maison et un oranger et nous on passait on leur volait le citron. On voyait que chacun avait sa chambre [...]. Et puis à chaque fois dans ma tête je me disais, mais pourquoi eux et pas nous ? Et c'est parce que mon papa est militaire et il ne gagnait rien du tout. Et je me suis dit, il viendra le jour... Ce qui fait que maintenant, c'est eux qui passent devant chez moi, et qui regardent ce que j'ai. Et c'est vrai en plus ! Je les ai invités une fois et ils étaient agréablement surpris. Ça fait déjà dix ans qu'ils le disent. » (Hassan, mars 2019)*

La maison du pays est la preuve de sa réussite et que son départ pour l'aventure migratoire n'était pas vain. Dans son analyse des « *remittance houses* » dans les zones rurales en Équateur, Diana Mata Codesal (2014) explique qu'il est important de ne pas minimiser le rôle émotionnel que jouent ces maisons pour les migrants :

*« Pour les personnes qui ont vécu des situations de sans-abrisme ou de logement précaire (avant ou pendant la migration), un logement correct est indispensable. Dans une sorte de surcompensation, les migrants érigent les maisons de leurs rêves au cœur de leurs objectifs migratoires. »<sup>191</sup> (Mata-Codesal 2014)*

L'acculturation de longue durée de Hassan en France lui a permis de forger des goûts et d'adopter de nouvelles manières d'habiter l'espace qu'il a choisi d'exporter au Maroc pour acheter et concevoir sa maison secondaire. Mis à part le salon marocain, Hassan imagine des espaces plus grands, plus ouverts, plus à la « française » comme il s'amuse à les qualifier :

*« Maman ne voulait pas que je mette beaucoup d'argent dans la maison. [...] Elle s'accroupie toujours pour faire la vaisselle ou pour faire la cuisine. Elle n'avait pas mal au dos, elle a soixante-dix-sept ans et elle est très souple et tout, mais à un moment donné je me suis dit si on construit quelque chose on fait des trucs exceptionnels. Pas de porte, des cuisines américaines,*

---

<sup>191</sup> Citation originale : « For people who have experienced situations of homelessness or precarious housing (prior or during migration), a proper house is a must. In a sort of over-compensation migrants erect their dream houses at the core of their migration goals. »

*exceptionnelles, sans se baisser, avec plein de plans de travail et tout est ouvert. [...] C'est normal de ramener une culture française au Maroc. Les chambres plus grandes, les portes coulissantes, plusieurs douches et toilettes... Six ou sept chambres, deux salons, dans chaque étage, douche et toilette. Il y a 360m<sup>2</sup> de surface habitable et à l'époque on était dans 36 ou 40 m<sup>2</sup> ! Maintenant on l'a multiplié par dix ! Voilà c'est une vengeance sur le passé. Moi je suis venu pour ça, pas pour m'enrichir. Je suis venu pour bien vivre et faire profiter ma famille. »*  
(Hassan, mars 2019)

Hassan, médiateur d'une nouvelle manière d'habiter, utilise sa liberté de concevoir qu'il estime avoir méritée en y investissant d'importants moyens financiers. La maison correspond à un mode d'habiter d'entre-deux, à la fois adapté aux usages et aux pratiques spatiales qu'il a développés en France, et aux habitudes de ses parents qui occupent actuellement sa résidence. Entre temps, elle a servi de lieu de séjour pendant ses déplacements professionnels transnationaux jusqu'en 2017, avant de devenir exclusivement un lieu de vacances. Bien qu'il ait d'autres maisons en Espagne ou au Portugal, c'est dans sa résidence à Oujda que Hassan a le plus considérablement investi, pour y vivre sa retraite.

Le projet de construire une « *remittance house* » au pays d'origine profite collectivement, au-delà du cercle familial. L'économie de certains villages et petites villes dépendent fortement des investissements étrangers dans le marché de l'immobilier. La construction de ces maisons génère de l'emploi pour les ouvriers et les artisans locaux. Des membres de la communauté s'improvisent « agents immobiliers » et s'occupent de la location ou de l'entretien de la résidence secondaire pendant l'absence de ses occupants. Pour les familles éclatées, comme le cas de Abdelkader qui a construit sa maison à Guercif, la résidence secondaire permet à des membres de la famille d'habiter dans de meilleures conditions de confort, en attendant qu'ils puissent le rejoindre en France. Mais plus que tout, la maison de Guercif a été la porte de sortie pour Abdelkader au moment de la crise financière qui l'a poussé à un retour forcé au pays. Il s'associe avec son frère, résidant en Espagne encore à ce jour, pour construire la maison familiale et investir dans une terre agricole :

*« Notre région est connue pour l'agriculture, et surtout la culture des oliviers, parce que ça résiste au climat très chaud et aux vents qui arrivent du Sahara. Là-bas, j'habite dans la ville, mais la terre est à l'extérieur de la ville. On se déplace en voiture. [...] J'ai une maison que j'ai laissée à mon père, c'est dans un quartier populaire où les étrangers sont vite repérés. »*  
(Abdelkader, avril 2019)

Les maisons de « transfert » jouent ainsi un rôle d'assurance dans un contexte où la sécurité sociale est absente ou précaire. C'est un filet de sécurité pour l'avenir, au cas où tout le reste irait mal, car « la brique dure »<sup>192</sup> (Mata-Codesal 2014).

Dans son discours, Abdelkader vante les qualités de sa maison et le grand nombre de chambres qui la composent et qui sont vides pour la plupart. « *La conception de la maison est moderne, il y a tout. Une douche moderne, la cuisine moderne... C'est grand et il y a assez d'espace pour tout le monde quand on se retrouve en famille.* ». L'attribut de la modernité semble être une qualité nouvelle qui contraste avec les maisons marocaines économiques qui marquent l'identité des quartiers populaires d'habitat non réglementaire. Comme pour Hassan, Abdelkader introduit de nouveaux codes d'usage de la maison. Pouvoir en faire la démonstration dans sa ville et son quartier d'origine est la preuve irréfutable que la légitimité de sa décision de migrer :

*« Les aspirations individuelles sont fondamentales pour l'espace des transferts de fonds - elles sont la raison pour laquelle les gens partent et elles permettent de maintenir une vie de distance psychologique, phénoménologique, géographique et subjective. Les aspirations sont souvent orientées vers la ville d'origine. La ville natale est le lieu où le progrès peut se manifester, le forum des représentations symboliques de la réussite, et le site de la modernité des migrants. »*<sup>193</sup>  
(Lopez 2015)

Sa résidence « secondaire » devient principale lors de ses séjours professionnels, pour gérer sa production agricole.

La place centrale de la maison secondaire et de retour dans le système résidentiel transnational d'Abdelkader est révélée par son usage du présent lorsqu'il parle d'*habiter* la maison de Gurecif. Bien qu'il ait entamé une autre phase de son aventure migratoire et qu'il prépare une installation durable et plus sédentaire en France, il reste propriétaire de cette maison-là qui, jusqu'au moment de l'entretien, est encore occupée par des membres proches de la famille avec lesquels il échange au quotidien. Il manifeste sa présence par «*procuration*», nourrie par le lien dématérialisé avec la

---

<sup>192</sup> Citation originale : « Remittance houses play an insurance role in this context of absent or precarious social security. [...] a safety net for the future, in case everything else goes wrong, because “brick lasts”. »

<sup>193</sup> Citation originale : « Individual aspirations are fundamental to remittance space—they are why people leave and they are what allow people to sustain a life of psychological, phenomenological, geographic, and subjective distance. Aspirations are often geared toward the hometown. The hometown is the place where progress can be made manifest, the forum for symbolic representations of success, and the site of migrant modernity. »

“vie” qui anime la maison en son absence à travers les appels et échanges instantanés qui compressent les distances et permettent une immersion dans les lieux.

La « *remittance bouse* » a beau faire partie d’une tradition migratoire marocaine qui remonte à l’époque de l’immigration, elle prend un sens nuancé pour la génération de la transmigration. Ce n’est pas une résidence aménagée pour être habitée uniquement lors des séjours annuels au pays pendant les vacances. Elle joue un rôle similaire à celui de la résidence principale comme pied-à-terre lors des séjours professionnels. Elle est aussi une réponse qui accompagne la condition de mobilité et de diversité statutaire des transmigrants et de leur entourage.

\*\*\*

L’habiter et les pratiques spatiales des entrepreneurs et commerçants transmigrants marocains ne peuvent pas être décodées à travers une grille de lecture univoque. Le parcours individuel, la durée de l’expérience migratoire, ou encore la place de la mobilité dans l’articulation du système résidentiel et du projet professionnel, participent à élargir les expériences spatiales transnationales.

Il est illusoire de considérer l’habiter migrant comme une forme nouvelle et originale, indépendante des formes d’habiter migratoire préexistantes, ou s’y substituant. Plusieurs dynamiques sociospatiales des transmigrants restent en continuité avec celles des premières générations de l’immigration des années 1970. Le mode d’habiter migrant coexiste avec les modes d’habiter plus « traditionnels » et les croise sur de nombreux aspects.

Les migrants d’origine marocaine animent depuis des décennies la scène du marché ethnique, en réponse aux besoins inassouvis de leur communauté grandissante. Les transmigrants marocains perpétuent encore certaines des pratiques marchandes et servicielles, tout en s’émancipant de l’exclusivité du public communautaire, et en ouvrant la commercialisation de produits artisanaux, originaires du Maroc, auprès d’une cible plus élargie. Certains entrepreneurs à la tête d’enseignes commerciales d’artisanat marocain utilisent la « performance » et la mise en scène des artefacts en vente pour entretenir l’attractivité de l’imaginaire « exotique » et l’idéalisation de l’expérience de « l’oriental » comme entrée commerciale. Depuis la personnalisation des devantures jusqu’à la scénographie intérieure des magasins, tout est pensé pour simuler une hétérotopie, un bout de pays étranger dans un paysage urbain familier, au plus grand plaisir des « gentrificateurs » des quartiers interculturels dans lequel prospèrent ce genre d’enseignes.

D'autres entrepreneurs, les gérants d'agences de transport, s'adressent davantage à la communauté marocaine locale. Des marquages visuels spécifiques (carte retraçant le trajet des voyageurs et des colis, icône du drapeau marocain, autocollants de bus et d'autocars en vitrine, etc.) ainsi que l'usage de la langue arabe permettent aux enseignes de se faire reconnaître et de se rendre visibles au public qu'elles ciblent.

L'impact de l'appropriation des façades et des devantures de locaux marchands est renforcé par la concentration des enseignes dans une zone relativement délimitée, celle du quartier, où certaines rues finissent par avoir une vocation particulière : la rue des Menuts comme rue des transporteurs, ou la rue des Faures comme rue des bazars et des épicerie.

La mobilité comme ressource définit en grande partie les enjeux de l'aventure transnationale, mais n'empêche pas les commerçants et entrepreneurs transmigrants d'aspirer à des l'établissement d'un système résidentiel durable. Pères de familles, ils doivent garantir un espace habité stable et adapté aux besoins du quotidien.

Quant à l'appropriation de l'espace domestique, la reproduction "nostalgique" d'un mode d'habiter n'est pas populaire auprès de tous les enquêtés qui ne voient pas d'intérêt à perpétuer des usages spatiaux sous prétexte d'un attachement identitaire à leur culture d'origine. La matérialité et l'agencement de l'espace servent une combinaison de praticité, d'intérêt pour les tendances contemporaines et de contraintes imposées par la morphologie de l'espace habité.

Les transmigrants rencontrés vont au-delà de la recreation symbolique de fragments du *pays* dans leur espace domestique en France pour investir dans une seconde résidence au Maroc. La construction des « *remittance houses* » – les maisons financées par les fonds étrangers – n'est pas exclusive aux commerçants et entrepreneurs transmigrants. Cette tradition accompagne l'expérience de l'immigration de nombreuses communautés internationales et participent à la transformation des paysages urbain et rural des lieux d'origine.

La différence entre les « *remittance houses* » des immigrés et celles des transmigrants est que ces derniers habitent le lieu plus régulièrement, étant engagés dans des déplacements fréquents entre la France et le Maroc dans le cadre de leurs séjours professionnels. La maison secondaire sert également de plan de secours en cas d'échec temporaire de l'entreprise migratoire (i.e. la crise économique mondiale qui a mis au chômage de nombreux migrants marocains en Italie et en Espagne), et de lieu de résidence pour les familles des transmigrants, dont les membres sont souvent dispersés dans l'attente d'une stabilité économique et statutaire.

Ces maisons permettent aussi à certains transmigrants de témoigner de la validité de la migration et de sa légitimité en investissant parfois outrageusement dans le bien immobilier, comme preuve de réussite auprès de la communauté d'origine. La monumentalité et le décalage de certaines maisons secondaires et de retour avec leur environnement immédiat répond au besoin de reconnaissance dans le pays d'origine et atteste de l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la famille et du groupe.

L'habiter transnational traduit ainsi plus l'astuce que la contrainte. La fluidité de la figure des transmigrants et l'adaptabilité acquise à travers la familiarisation avec différents référentiels socioculturels leur permet de conjuguer avec les circonstances spatiales à leur disposition, tout en aspirant continuellement à l'évolution de leur condition. S'ils ne sont pas nécessairement visibles dans le paysage urbain en tant que « communauté » à part entière par des modes spécifiques d'appropriation spatiale, ils contribuent d'une manière nuancée à son évolution, articulant leurs modes d'habiter autour d'un équilibre nécessaire entre la liberté (relative) de la mobilité et la stabilité de l'ancrage.



## Partie III. Mutations habitantes, spatiales et méthodologiques autour de l'habiter en migration

Explorer l'habiter en migration, depuis les logiques de construction de territorialité, jusqu'à l'appropriation spatiale des unités domestiques, révèle des enjeux globaux qui dépassent les parcours individuels, croisant « ce qu'il y a de plus intime dans la vie d'une personne et ce qu'il y a de plus public dans la société » (Sartoretti et Manuelli 2020). Les stratégies spatiales des enquêtés traduisent non seulement la constante de la culture et la variable du rapport à la mobilité, deux lignes directrices cadrant les hypothèses principales et le choix de terrains, mais aussi les questions de domination sociale, de subalternité, de libéralisation du marché du travail, de mutation des rapports sociaux, et de dématérialisation des formes de co-présence et des manifestations d'appartenance.

Bien que l'angle spatial soit une entrée épistémologique limitée de l'expérience de la migration, il tire son sens de l'ensemble de ces enjeux sociétaux, et fait écho à leur mutation dans le cadre marqué de transitions qu'est la vie de migrant.

Dans cette partie, je mets en perspective l'expérience spatiale en migration de trois points de vue distincts, tous témoins de formes de mutation. Premièrement, j'articule le *Chapitre 8* autour de l'expérience spatiale, du point de vue de l'habitant, comme réponse évolutive à une quête d'équilibre entre les capitaux résidentiel, spatial, social et économique. Si je distingue les trois groupes d'enquêtés selon leur rapport à la mobilité, leurs stratégies spatiales évoluent dans des cadres de contraintes additionnels, liés au capital qui leur fait le plus défaut, et accompagnent ainsi son affaiblissement ou sa consolidation dans le temps.

Dans le *Chapitre 9*, je mets en évidence l'effet de l'expérience spatiale sur l'évolution des territoires de vie. Avec une focale sur la mutation de l'espace plutôt que sur celle de l'expérience qu'en font les habitants, je développe, d'une part, la transformation des paysages domestiques migrants dans le contexte contemporain de mobilités et de dématérialisation des échanges, et d'une autre, les conséquences de la dynamique double d'initiatives habitantes migrantes et de réactions de l'Etat sur l'évolution des cadres urbains.

Dans le *Chapitre 10*, je reviens sur les tenants méthodologiques de l'analyse de l'habiter des trois groupes migrants. Etudier l'expérience spatiale en migration, est une *expérience* en soi. Partant de

mon point de vue de chercheure, je rends compte des vertus et des limites des outils de récit mobilisés (verbal et visuel), de leur adaptation nécessaire aux impératifs empiriques, et des perspectives méthodologiques expérimentales que permet l'analyse d'un phénomène aussi complexe que l'habiter en migration.

## Chapitre 8. Expérience spatiale et capitaux individuels

Le spatial, le résidentiel, le social et l'économique

Habiter n'est pas un fait accompli, mais un travail continu de compréhension et de maîtrise des réalités socio-spatiales. En migration, l'objectif est d'assurer, à travers l'habiter, la sécurité, la familiarité, le sens de la communauté, et un *espace* d'opportunités, d'espoir, et d'élévation vers une vie meilleure (Hage 1997).

La garantie de tels objectifs ne dépend pas uniquement de l'effort individuel, ou de la capacité de l'habitant à se créer l'environnement sociospatial idéal. Elle s'inscrit sur un fond de conditionnement, déterminé par la possession et la maîtrise de différents capitaux. A partir de l'étude des trois groupes migrants, j'en identifie quatre principaux :

- Le capital spatial, constitué du savoir-migrer, du patrimoine de lieux référentiels et du bagage accumulé d'espaces, qu'ils utilisent et dont ils tirent profit (Leblanc 2007).
- Le capital résidentiel, déterminé par le système de résidence, les attributs sociospatiaux du domicile, et l'inscription dans l'environnement immédiat (voisinage, quartier) et dans la ville.
- Le capital social, défini par « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations [...] l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...] mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles » (Bourdieu 1980).
- Le capital économique, constitué des ressources économiques dont disposent l'individu ou le ménage, comprenant les sources de revenu et le patrimoine.

En partant de la définition établie par Umut Erel et Louise Ryan (2018), dans la continuité de la tradition bourdieusienne, les capitaux « peuvent être convertis en positions avantageuses dans les domaines sociaux. Ce qui distingue le capital d'une ressource, est sa convertibilité »<sup>194</sup>. Ils sont, selon l'étape migratoire, affaiblis ou consolidés, et donc voués à l'évolution dans le temps.

---

<sup>194</sup> Citation originale : « capitals as resources, which can be converted into advantageous positions in social fields; what distinguishes capital from a resource is its convertibility. »

Sur un fond de rapports différenciés à la mobilité, et en partant de la situation des migrants-habitants au moment de l'investigation, il s'agit de comprendre comment les stratégies spatiales de chaque groupe répondent à la quête d'un équilibre entre ces quatre capitaux enchevêtrés, et aboutissent à des logiques d'habiter spécifiques à leur condition.

### 8.1. Fuir la dépossession matérielle et symbolique du bidonville

L'expérience spatiale des femmes issues de la migration rurale dans le bidonville reflète, selon le stade de la migration, une réponse au manque constaté au niveau d'un des capitaux. Au début, la précarité économique et la dévaluation du secteur d'activité agricole sont en grande partie à l'origine du départ de la campagne vers la ville. Cependant, l'acte de migrer ne suffit pas immédiatement à améliorer la situation économique. Le niveau de vie en ville est relativement élevé par rapport à celui de la campagne, ce pourquoi le recours au bidonville se présente comme une alternative optimale, permettant l'inscription au cœur de la ville tout en étant dispensée de la lourde charge qu'incombent les formes « légales » de l'habitat urbain.

Le bidonville fait partie d'une stratégie spatiale visant à nourrir le capital économique qui fait initialement défaut aux migrants ruraux. Ce qui est vu d'abord comme un tremplin, devient pour beaucoup un piège. Malgré l'évolution positive des conditions de vie (variété de sources de revenu, accès aux services administratifs et de santé, inscription dans des établissements scolaires), et bien que cela participe d'une stratégie cumulative de développement du capital résidentiel, habiter le bidonville pèse lourdement sur les conditions de vie, la stabilité de la situation résidentielle et la position des habitants et habitantes dans la hiérarchie sociale. Au moment de l'enquête, la condition des femmes rurales dans le bidonville est surdéterminée par le lieu où elles habitent, faisant du capital résidentiel un enjeu central dans l'élaboration des stratégies spatiales. L'incertitude et l'instabilité mettent en péril deux des principes fondateurs de l'habiter (Hage 1997) ; la sécurité et l'ouverture aux opportunités (c'est-à-dire, la capacité à s'y projeter durablement).

Parmi les démarches habitantes, en vue d'une ascension spatiale par l'accession à la propriété : l'originalité de l'appropriation de l'espace, la représentation du bidonville comme une "étape" vers de meilleures conditions d'habiter, et la mobilisation collective à travers la résistance spatiale. "Habiter" devient synonyme de "posséder".

#### Autour du capital résidentiel

En migrant vers la ville de Salé, dans le quartier populaire de *Sidi Mousa*, les femmes rurales et leurs familles se rapprochent d'un bassin d'emploi dynamique, dans lequel prospère un secteur d'activités informelles, accessible à une main-d'œuvre peu qualifiée ou non-formée dans les canaux traditionnels. L'accès aux équipements et aux infrastructures de la ville dispense de dépenses

supplémentaires en voyages et en déplacements de longue distance, ce qui représente des économies supplémentaires.

Bien que beaucoup de femmes rencontrées lors de l'enquête aient eu un travail à un moment donné, surtout dans des usines de confection ou de tissage, ou en tant qu'employées de maison, plusieurs sont au chômage et se consacrent exclusivement à la prise en charge de la gestion domestique et de l'éducation des enfants. Elles ont cependant accès aux ressources économiques indirectement, et dépendent des membres actifs de la famille.

Du point de vue de valeur sociale de l'habiter en bidonville, les femmes expriment une satisfaction unanime à l'égard de la cohésion et de la solidarité de voisinage, qui font plus largement écho aux dynamiques sociales du quartier populaire marocain. A *Sidi Moussa*, et davantage entre les voisines du bidonville, les conditions d'habiter (essentiellement, la promiscuité spatiale) créent un entre-soi forcé mais rassurant, les habitantes partageant au quotidien la même détresse et des défis communs. La solidarité sociale peut être convertie en solidarité financière, par la mise en place de tontines ou par des emprunts qui permettent de régler des charges, et même de réunir un premier apport pour l'accession à la propriété.

Malgré une transition radicale de modes de vie et d'accès aux ressources grâce à la migration, ces femmes font face à des défis qui les immobilisent dans le bidonville. Habiter dans l'informel s'avère une expérience ambivalente et une ressource à double tranchants.

D'un côté, habiter un bidonville raccordé aux réseaux de la ville, sans devoir s'acquitter des frais d'eau ou d'électricité, en plein milieu du bouillonnement urbain, et desservi efficacement par le réseau de transports, aide à générer des économies et à faciliter une épargne pouvant être investie par la suite pour un achat immobilier dans le « formel ». S'installer dans le bidonville contribue à l'élaboration d'une stratégie résidentielle cumulative, évoluant graduellement vers de meilleures conditions d'habiter.

De l'autre côté, habiter une baraque de bidonville ne se fait pas sans concessions sur des éléments de confort. La précarité du bâti, l'exiguïté des espaces, les enjeux d'intimité ou la promiscuité entre voisins font partie du quotidien, et restreignent la liberté des habitantes d'occuper l'espace à leur aise.

Le décalage de l'habiter en bidonville par rapport aux autres modes d'habiter urbains, soumis à une réglementation stricte de confort et de cohabitation, affecte négativement les identités habitantes.

Il transforme le quartier en frontière sociospatiale et en tissu urbain marginalisé. Bien que les habitants du bidonville ne soient pas dans les faits les plus exposés à la pauvreté dans la ville (Bartoli 2011), le quartier en représente tout de même un emblème. Le bidonville se retrouve associé, à tort, à un lieu de déviation et à un foyer de criminalité dans l'imaginaire collectif.

Enfin, les baraques du bidonville ne sont pas un investissement immobilier pérenne. Les quartiers informels sont voués à disparaître. Depuis l'apparition même du bidonville, les discours politiques condamnent sans appel son illégalité, dénonçant tout sens d'urbanité et ses dysfonctionnements spatiaux, sanitaires et sociaux. Pour ses résidents, habiter le bidonville signifie s'exposer à l'expulsion et à la résorption, pouvant être décrétées puis mises en œuvre à tout moment.

La mise en péril symbolique du capital résidentiel des habitantes du bidonville les poussent à adopter des stratégies d'appropriation spatiale, en vue de normaliser leur lieu de vie aux yeux de l'opinion publique. L'étude des espaces domestiques bidonvillois atteste des efforts de des habitantes d'atténuer le stigmate d'insalubrité, allant de l'aménagement d'espaces d'accueil soignés (*bit eddiyf*, pièce des invités), malgré les limites physiques et économiques, aux rituels de nettoyage quotidien des intérieurs et des espaces communs d'entre-deux.

Face aux menaces, la stratégie de mobilisation collective par le « *non-mouvement* » (Atia 2019; Bayat 2017) jusqu'à obtention du recasement *in situ* dans le meilleur des cas<sup>195</sup>, participe du renforcement et de la valorisation du capital résidentiel des habitantes. Préserver la cohésion et les solidarités entre voisines, s'inscrire au cœur de l'effervescence de la ville, tout en transitant vers une normalisation du cadre de vie et son amélioration, affectent positivement l'ensemble des capitaux.

La stratégie spatiale des femmes rencontrées est intrinsèquement liée à la gestion des capitaux social, spatial et économiques, dont les effets sont directement ou indirectement convertibles en valeurs résidentielles (*Figure 75*), évoluant aussi bien sur les temps courts du quotidien, que sur les temps longs du projet résidentiel<sup>196</sup>.

---

<sup>195</sup> Du point de vue des habitants.

<sup>196</sup> Exemple : Le capital social se traduit au quotidien par les solidarités de voisinage, et sur un temps plus long, par l'aide financière, l'emprunt ou la tontine aidant à l'accession à la propriété. Les deux dimensions du capital social se traduisent en valeur ajoutée au capital résidentiel.

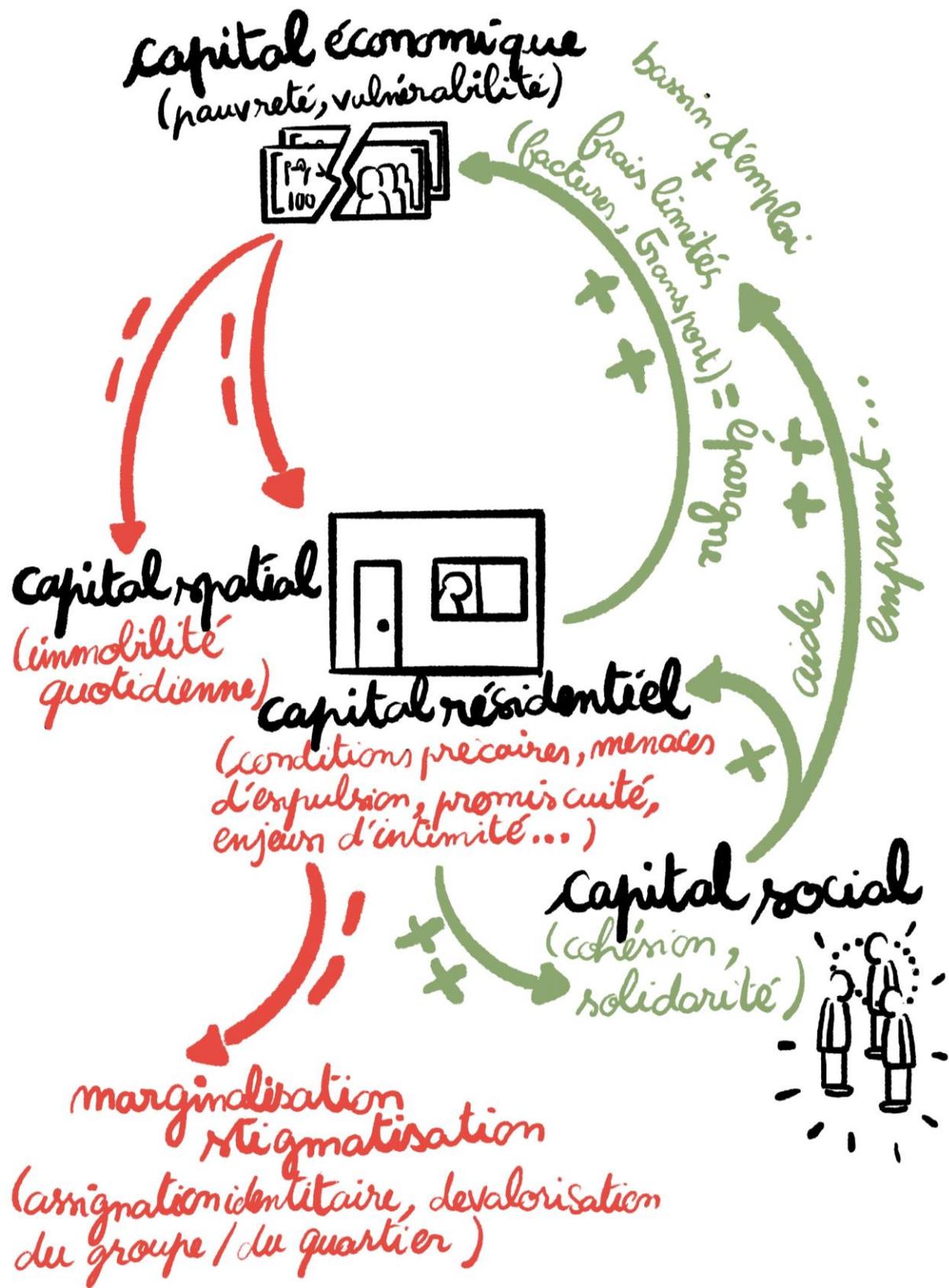


Figure 75 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des femmes issues de la migration rurale dans le bidonville. 2020 © Myriame Ali-oualla

### **Habiter = Posséder**

Dans les trois bidonvilles de *Sidi Moussa*, l'accession à la propriété est la clé d'une réussite à plusieurs dimensions. La résorption inévitable des lieux, et l'envie des autorités de la ville de récupérer un foncier précieux, sont une menace constante dont la latence ne fait que renforcer l'angoisse des résidentes. Devenir propriétaire, signifie ne plus avoir à se justifier d'une présence « incongrue » dans la ville et d'une occupation illégale de sol dont on n'a pas la possession. Et, dans le meilleur des scénarios, cela signifie faire de la plus-value immobilière.

Acheter un appartement de relogement, ou construire son logement de recasement sur un lot alloué par l'Etat, sont promus comme des portes de sortie de la pauvreté, vers une vie urbaine légitime. Il s'avère, cependant, qu'améliorer son capital résidentiel ne se traduit pas toujours par l'évolution des capitaux social, économique et spatial. Bien souvent, investir dans le marché immobilier de relogement, et dans les lots de recasement situés en frange de la ville, tend à fragiliser les ménages. Dans une étude menée sur le programme de résorption du grand bidonville de *Sebb El Caïd* de Salé, Sarah Bartoli (2011) remet en question l'évidence de l'équation « éliminer les bidonvilles=éliminer la pauvreté ». Elle élabore un indice qui agrège divers indicateurs de bien-être chez les ménages déplacés du bidonville, vers le logement social subventionné, cinq kilomètres plus loin à *Saïd Hajji*.

Si, selon la Banque Mondiale, l'instabilité du statut d'occupation du sol et la précarité de l'habitat (surpeuplement, faible qualité du logement, accès limité aux infrastructures) figurent parmi les indices de pauvreté urbaine, ce qui serait suffisant pour justifier les politiques de résorption, Bartoli affirme qu'il n'y a pas d'étude sur le long terme qui prouve cette interrelation. A l'issue de son enquête, la chercheuse constate qu'en effet « les variables relatives aux conditions de vie et aux infrastructures connaissent une évolution positive : les habitants de bidonvilles quittent des baraques sous-équipées, sous-dimensionnées pour la plupart, et non raccordées pour emménager dans des appartements sommaires mais modernes et réglementaires » (Bartoli 2011). Par contre, les charges liées à l'éloignement du lieu de travail (dépenses liées à la mobilité), les traites immobilières et ce qu'elle a appelé « les coûts de la légalité » (factures d'eau, d'électricité et de gaz), connaissent une forte augmentation, fragilisant le capital économique des ménages.

Sarah Bartoli remet en cause les récits des politiques de résorption promulguant l'accès à un statut de propriété légal comme un tremplin économique :

« [...] les bénéfices de leur statut de propriétaire ne sont mesurables que si les marchés sont efficaces et permettent d'écouler les biens, ce qui n'est pas le cas dans ces quartiers à Salé. Dans un contexte d'inefficience des marchés fonciers, le titre de propriété est insuffisant à la valorisation du capital immobilier. » (Bartoli 2011)

C'est ce que démontrent les habitantes de la *Cité Nour* de relogement et des logements sociaux de *Saïd Hajji* dans leurs témoignages, qui n'évoquent pas de réelle évolution du niveau de vie. Avec les traites mensuelles, elles tombent dans un rythme semblable à celui de la location qu'elles ont fui initialement, car n'ayant pas de garantie de revenu suffisant à la fin de chaque mois. Ainsi, « [...] les cas d'endettement augmentent. Dans l'ensemble, le relogement fait pression sur les revenus des ménages » (Deboulet 2016).

Le recasement est plus populaire chez les habitantes puisqu'il permet soit de créer un local commercial au niveau de la rue, et générer du revenu, soit de partager un seul lot entre deux familles, réduisant ainsi les frais de construction, soit de louer une partie de la maison, et faire une plus-value. Le recasement est aussi un gage de liberté, compromise dans le passage du bidonville à l'appartement, comme le rappelait Fatima, une des bénéficiaires des appartements relogement de la *Cité Nour* :

« Si on avait le choix, on aurait aimé rester à Nouayel et bénéficier sur place, comme certaines maisons qui n'étaient pas exposées à l'avenue. Ça aurait été mieux. Parce que quand la personne est libre, elle se sent mieux qu'une personne "portée" dans un immeuble. » (Fatima, Cité Nour, 2018)

Cette option est peu privilégiée par les autorités de résorption, le relogement présentant des avantages économiques et fonciers conséquents pour les bailleurs. Ainsi, les conditions d'habiter (au sens de loger) dans les appartements de relogement évoluent, certes, mais aux dépens de l'équilibre financier des résidents :

« [...] mais aujourd'hui c'est comme si on louait encore... On paye 550 dhs (55 euros) chaque mois pour le crédit de l'appartement. En plus de l'eau et de l'électricité qui coûte 250 dhs, 300 dhs (25 euros à 30 euros), où est-ce qu'on va ?!... Mais Dieu merci, on n'est pas à la rue on fait avec ce qu'on a. » (Tamou, Cité Nour, 2018)

Un statu quo est relevé au niveau du capital spatial de mobilité, dans la mesure où l'immobilité des femmes du bidonville n'évolue pas avec le relogement dans un tissu formel. Les déplacements réduits en dehors du quartier sont davantage le fruit d'une inertie économique qui, comme l'explique Bartoli, ne change pas avec le nouveau mode d'habiter.

Le capital social connaît des effets aussi ambivalents. Sortir de la baraque du bidonville, vers l'appartement de relogement ou la maison individuelle de recasement, est une marque d'ascension sociale et de considération :

*« La volonté de se faire une place dans la ville fait écho à l'enjeu de faire reconnaître sa résidence et son adresse en vue d'être traité comme un administré ayant accès à des droits. » (Véniat 2018)*

Cependant, dans les faits, les rapports immédiats de voisinage se détériorent et s'individualisent. « [...] Les programmes de démolitions de bidonvilles vont grand train dans un silence assourdissant faisant fi de la dislocation des liens sociaux » (Deboulet 2016).

Les témoignages des enquêtées montrent cependant que le nouveau confort résidentiel aide à pallier la transformation des dynamiques sociales. Certaines des femmes continuent à entretenir des liens en rendant visite aux anciennes voisines (dont des membres de la famille), restées au bidonville.

\*\*\*

L'expérience spatiale des femmes issues de la migration rurale dans le bidonville est fortement conditionnée par la valeur de leur capital résidentiel, qui dépend lui-même de la capacité à s'élever économiquement. Les stratégies d'appropriation spatiale (conformité aux codes d'usage urbain, effort d'aménagement soigné) et de construction de système résidentiel cumulatif (utilisation du bidonville comme tremplin, résistance collective pour obtenir des options de logement optimales) sont mobilisées, dans l'espoir de rétablir une normalité et de s'affranchir de l'identité résidentielle stigmatisée. Derrière l'évolution matérielle et symbolique du cadre de vie, il s'agit d'affirmer son appartenance citadine.

Habiter le bidonville signifie une instabilité du statut d'occupation et une soumission aux risques de dépossession, au vu de la popularité des politiques de résorption encouragées par les programmes internationaux de l'ONU et de la Banque Mondiale. Pour habiter, il devient nécessaire de « posséder ». C'est un gage de réussite sociale qui positionne favorablement les anciennes

habitantes du bidonville dans la hiérarchie urbaine, et les inscrit dans les schémas conventionnels d'habiter. Cela n'est pas sans effets sur la stabilité financière, qui n'accompagne pas toujours la stabilité résidentielle retrouvée dans le relogement ou le recasement. Les frais de transport, liés à l'installation dans un immeuble de relogement excentré du bassin d'emploi, en plus des frais de légalité (factures domestiques élevées), et des nouvelles traites mensuelles, pèsent lourdement sur les capacités de subsistance des habitantes, alors même que les ménages déplacés du bidonville sont généralement les plus solvables (Bartoli 2011). Les réseaux de solidarité, qui font la force du capital social des femmes résidant dans le bidonville, s'altèrent par la dispersion du groupe et la configuration d'espaces de relogement, qui encouragent l'individualisation et le repli sur la sphère privée du domicile.

## 8.2. Sortir de l'isolement social en migration pendulaire

L'expérience spatiale des anciens combattants marocains en France est le résultat de politiques de réparation, quant à leur droit à une pension du gouvernement français, qui ne s'appliquent qu'à condition que les seniors soient présents « physiquement » sur le territoire français la moitié de l'année. Cet impératif s'explique par la difficulté à réguler l'attribution des pensions à distance, dans des territoires non-soumis à la juridiction de l'Etat. Comme pour les migrantes rurales, la précarité économique de la majorité des anciens les pousse à rejoindre la France pour accéder à la pension de retraite, dont le montant dépasse souvent la valeur de leur revenu au Maroc (beaucoup n'y ont pas de retraite). La gestion du capital économique est fondatrice de leur mode de migration pendulaire, grâce auquel ils développent graduellement un capital spatial de savoir-migrer et d'adaptation à un rythme de mobilité élevé, en considérant la dégradation de leur santé sous l'effet du vieillissement.

Si la vulnérabilité économique s'allège et le capital résidentiel s'améliore avec le temps (passant du foyer à la résidence sociale), l'éloignement des cercles d'appartenance fragilise le capital social des anciens combattants, qui tentent de le renforcer par des pratiques sociospatiales au cours desquelles ils multiplient les occasions de sociabilisation. Autrement, la solitude dépouille l'expérience de l'habiter de la valeur de la communauté (Hage 1997).

“Habiter” (pleinement) devient synonyme d’“appartenir” et de “sociabiliser”. Le poids de la distance, et la peur de certains anciens de disparaître loin des leurs, les poussent à abandonner leur pension pour rentrer au Maroc, fragilisant ainsi leur capital économique.

### Autour du capital social

La migration du “troisième âge” est inhabituelle. Elle concerne plus fréquemment les “expatriés” européens, vivant leur retraite dans des “pays ensoleillés”, que des migrants économiques. Pourtant, la migration tardive des anciens combattants marocains fait indirectement partie de la seconde catégorie. Au-delà de la symbolique de reconnaissance de leurs services militaires, par la mise en place graduelle de compensations égalitaires – relativement à celles des anciens combattants français –, la pension de retraite est une ressource importante qui complète ou constitue le revenu mensuel des seniors. La majorité étant issue des zones rurales avec peu de diversité de sources de revenu, plusieurs y voient une opportunité d'enrichir le capital économique familial.

En venant en France, les anciens ont accès à un système de sécurité sociale performant qui prend en charge de nombreux frais de santé, souvent pesants pour ceux soumis aux séquelles de guerre ou aux effets du vieillissement et à la perte d'autonomie. Enfin, leur statut de seniors étrangers, aux multiples situations de vulnérabilité, leur permet de bénéficier d'allocations d'aide au logement, grâce auxquelles ils ne s'acquittent que du différentiel relativement bas pour régler leurs charges locatives.

A travers l'expérience de l'entre-deux, ils développent un capital spatial et un système résidentiel multisitué. Au moment de l'enquête, les anciens combattants bénéficient de logements adaptés à leurs pratiques domestiques et culturelles, ainsi qu'à leurs limites physiques. Leur capital résidentiel, tout comme le montant de leur compensation, a évolué depuis le milieu des années 2000 pour accommoder les besoins des anciens. Ils passent de l'exiguïté et la promiscuité des foyers de travailleurs, au confort et à l'accessibilité des résidences sociales, mieux intégrées aux centres-villes et proches de nombreux services.

Cependant, même avec l'amélioration considérable de leurs conditions de vie (résidentielle, économique), les anciens combattants considèrent les sentiments d'exil et de solitude comme l'enjeu le plus difficile à surmonter.

Le vieillissement exacerbe l'isolement, ce qui les encourage à moduler leurs pratiques spatiales et leurs territorialités quotidiennes autour de dynamiques de sociabilité. L'appropriation intensive de la place principale du quartier Saint Michel à Bordeaux leur permet de multiplier les chances de rencontrer leurs pairs, de pratiquer collectivement leur langue maternelle (la plupart maîtrisant peu le français), de retrouver des "ambiances" familières, et d'accéder à des produits de consommation spécifiques dans les commerces de proximité (également source de sociabilité). Ils passent plus de temps dehors que dans leur studio, et fréquentent les mosquées autant que faire se peut. Il ne s'agit pas seulement de préserver une continuité dans leurs pratiques religieuses, mais aussi de retrouver un moment de convivialité et de recroiser des visages familiers :

*« [...] le lieu de culte est une institution tout aussi importante que la prière dans l'islam, permettant d'inscrire la communauté de fidèles « dans un territoire dynamique qui la façonne autant qu'elle le produit » (Miran-Guyon 2016). » (Trouillet et Lasseur 2016)*

Lorsque les anciens n'ont pas toujours la détermination de sortir proactivement de la solitude, ce sont les associations qui offrent l'espace, le temps et l'accompagnement pour "désenclaver" socialement les seniors.

La division de l'expérience migratoire des anciens en deux espaces-temps, en France et au Maroc, modifie les liens qui articulent les quatre capitaux. Le choix exclusif d'un ancrage aux dépens de l'autre, implique de faire de lourdes concessions sur les capitaux économique et social (Figure 76).

### **Habiter = Appartenir/Sociabiliser**

Avec les comforts matériel et résidentiel recouverts, une part des composantes de l'habiter semble être garantie. Cependant, malgré la valorisation continue des pensions et les progrès en matière de gestion résidentielle, les seniors migrants ne sont pas tous dans la capacité de compenser des fractures inhérentes à leur condition migrante, comme l'absence du sentiment d'appartenance et de la communauté.

« Les migrants sont régulièrement confrontés à un décalage entre les contextes spatiaux dans lesquels leurs ressources ont été formées et les nouveaux contextes dans lesquels ils cherchent à les valider en tant que capitaux »<sup>197</sup>(Erel et Ryan 2018). Pour les anciens combattants, l'âge joue un rôle crucial dans leur capacité à adopter des codes socio-culturels nouveaux qui nécessite, dans un système de migration pendulaire entre deux mondes sociaux, une transition entre des rôles divergents.

Le témoignage d'un accompagnateur associatif des anciens à Bordeaux, évoque lors d'un échange informel les effets psychosomatiques et le vieillissement accéléré de certains d'entre eux sous l'effet de l'isolement, qui peut également être le résultat d'un abandon de la part de la famille. Jeanne Cartillier (2002) et Marc Bernardot (2001) parle de la « sinistrose » comme pathologie du migrant âgé :

*« L'isolement social et psychologique, l'éloignement de la cellule familiale et l'inactivité créent les conditions d'apparition de formes nosologiques spécifiques, dites troubles somatoformes douloureux persistants ou sinistrose. » (Bernardot 2001)*

---

<sup>197</sup> Citation originale : « Migrants routinely experience a mismatch between the spatial contexts where their resources were formed and the new contexts where they look to validate these as capitals. »

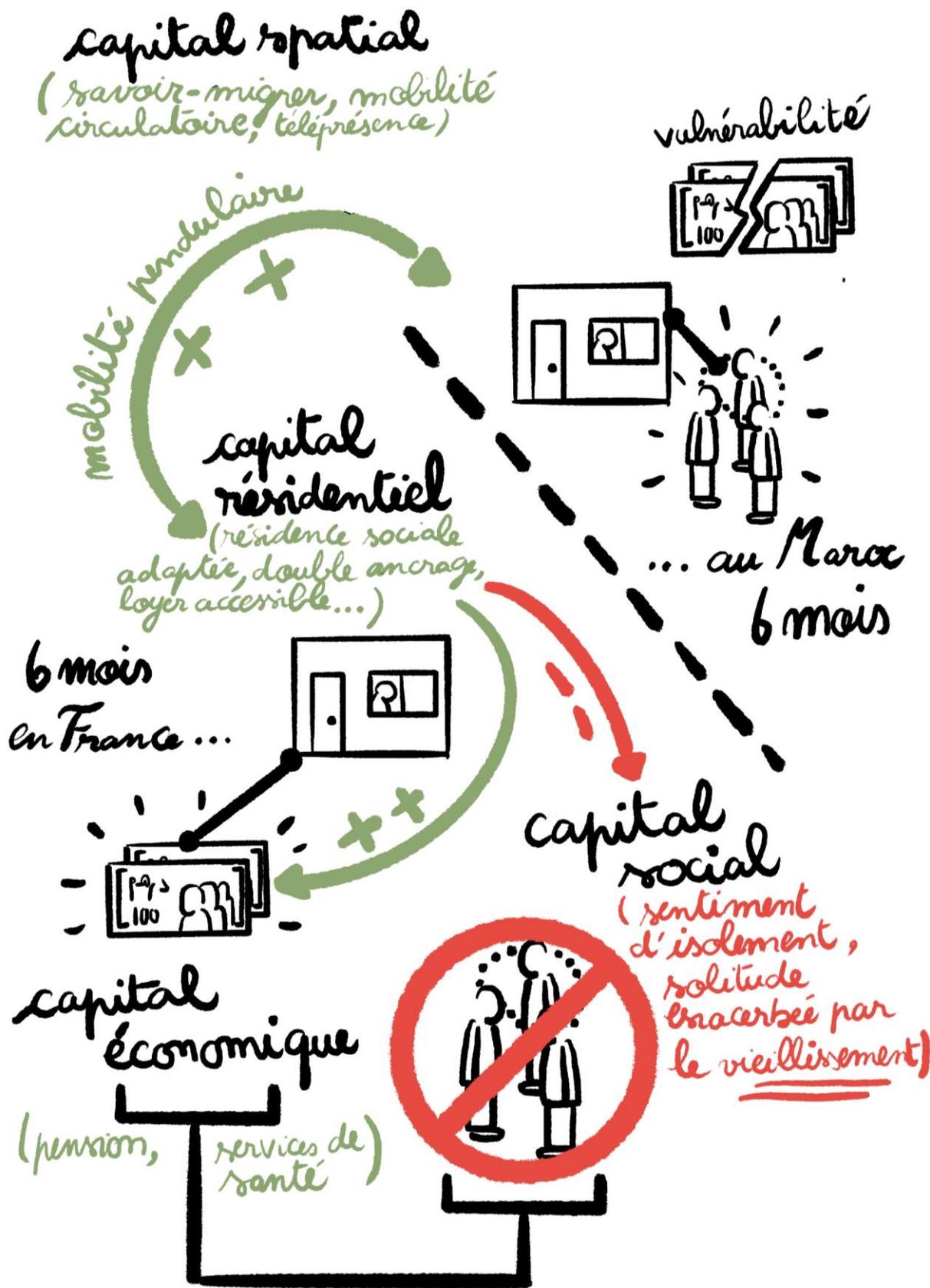


Figure 76 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des anciens combattants en migration pendulaire. 2020 © Myriame Ali-onalla

La composante de la « communauté » dans l'habiter n'est souvent pas du ressort des acteurs immédiats (gestionnaires locatifs, associatifs, services sociaux, bailleurs). La solitude des seniors migrants s'inscrit dans la condition macrostructurale de leur statut d'étrangers, qui ne leur permet pas de réunir tous les capitaux à la fois. S'ils veulent habiter dans des logements à loyer abordable et accessibles à leur niveau d'autonomie (capitaux résidentiel et spatial), et accéder au même moment à la pension de retraite (capital économique), le regroupement familial ne leur est que très rarement permis, même temporairement (capital social). Lorsque le manque ressenti au niveau du capital social commence à peser plus lourdement que les comforts économique et résidentiels dans l'équilibre de l'expérience migrante, certains anciens décident d'abandonner leur pension et de rentrer auprès des leurs, surtout lorsqu'arrivés en fin de vie. Habiter est ainsi surplombé par le besoin d'appartenance et de sociabilisation.

« *On est des visiteurs ici* », disait Driss, un des anciens d'Adoma qui est reparti au Maroc depuis notre rencontre. Deux années après les entretiens, trois ont choisi de rentrer, et un seul a bénéficié du dispositif de l'ARFS (Aide à la Réinsertion Familiale et Sociale), « une aide qui vise à permettre aux étrangers âgés, disposant de faibles ressources et qui résident seuls en résidence sociale ou foyer de travailleurs migrants, d'effectuer des séjours de longue durée (plus de 6 mois) dans leur pays d'origine et de réaliser ainsi un rapprochement familial » (Caisse des Dépôts ARFS 2019), à condition qu'ils aient vécu au moins 15 ans en territoire français (H. Toueress, juin 2020). Selon Halima Toueress (juin 2020), depuis la mise en place du dispositif en 2016, et la réclamation des acteurs de terrain défendant la condition des seniors migrants isolés (travailleurs et anciens combattants) pour valoriser le pécule auquel ils ont droit, le montant a été réévalué à 6500 euros à l'année. Cela ne leur permet pas un retour définitif, mais leur laisse une marge temporelle plus significative pour rester au pays.

En Décembre 2020, lors d'une rencontre informelle avec l'accompagnateur Wahid de l'espace *Hom'âge*, il m'informe que le contexte de crise sanitaire lié la Covid-19, a encouragé de nombreux anciens à rejoindre définitivement le Maroc :

*« Depuis le déconfinement, il y en a de moins en moins à Hom'âge. Plusieurs ont déclaré le retour au pays parce qu'ils se rendent compte que l'argent n'est plus le plus important. Après l'épisode du mois de Mars [premier confinement], ils ont pris peur... ce sont des moments qu'ils ne souhaitent plus revivre loin des proches. »* (Wahid, décembre 2020)

\*\*\*

L'analyse de l'expérience spatiale des anciens combattants, entre deux territoires nationaux, démontre leur difficulté à atteindre un équilibre de capitaux mais, surtout, que la manière dont ils sont valorisés ou dévalués peut changer avec le temps. Cela remet en question l'idée que la migration suit une trajectoire linéaire de perte ou d'accumulation de capitaux.<sup>198</sup> (Erel et Ryan 2018). Au départ, la migration pendulaire est une réponse à la précarité matérielle, mais le capital social est fragilisé dans l'expérience du déplacement et de l'éloignement des repères socio-familiaux. Que ce soit par choix proactif de pratiques spatiales sélectives de lieux propices à l'interaction, ou par des actions assistées par des acteurs associatifs qui offrent des lieux de convivialité libres de pratique aux anciens, des stratégies sociospatiales traduisent une volonté de sortir de l'isolement généré par l'éloignement de la communauté d'origine, à un âge où la compagnie des autres peut avoir un impact crucial sur la santé physique et mentale des seniors. Les modes dématérialisés de co-présence et les allers-retours, « objets transitionnels »<sup>199</sup> (Mezzouj 2016), compressent certes les distances (Harvey 1989; Doreen Massey 1991), mais la solitude liée au vieillissement les rallonge. Le vide creusé par l'absence des siens finit par prendre le dessus pour un retour définitif au pays, aux dépens du confort matériel jusque-là garanti par la migration pendulaire. Ils remettent ainsi la communauté – le capital social – au centre de leur stratégie spatiale, rétablissant l'« appartenir » à l'habiter.

---

<sup>198</sup> Citation originale : « How different capitals are valorized or devalued may change over time, therefore we caution against the idea that migration follows a linear trajectory of loss or accumulation of capitals. »

<sup>199</sup> « Alors que l'objet transitionnel matérialisé par le doudou est fait pour faciliter la séparation d'avec la mère en général, l'objet transitionnel tel que nous le concevons, c'est-à-dire symbolisé par les « allers et retours », est fait pour se rapprocher de son pays d'origine, sa terre natale. C'est en somme un espace intermédiaire, une base de sécurité dans laquelle s'inscrit l'immigré pour se reconforter et apaiser quelquefois la douleur de l'exil » (Mezzouj 2016).

### 8.3. Garantir des ressources alternatives pour un projet transnational durable

Contrairement aux expériences spatiales des femmes issues de la migration rurale et des anciens combattants marocains en migration pendulaire, celle des commerçants et entrepreneurs transmigrants marocains est plus complexe à interpréter. Les enquêtés ne sont pas tous au même stade de leur projet migratoire. Ils n'ont pas le même confort économique, ni la même profession, ni les mêmes logiques d'ancrage, ni la même intensité de déplacement. Cependant, tous ont recours à la mobilité et au développement du capital spatial pour accompagner leurs besoins professionnels et l'évolution du marché du travail.

Si cela n'écarte pas les défis qui se posent aux niveaux social et résidentiel (et souvent au niveau statutaire), la fluctuation des ressources économiques guide et conditionne substantiellement les stratégies spatiales des enquêtés. La libéralisation du marché du travail ouvre les portes à ceux qui ne trouvent pas leur place dans l'offre professionnelle locale. *Transnationaliser* son "chez-soi" permet de recouvrer le sens des opportunités, et de s'offrir un espace de croissance et d'évolution, que ce soit sous forme de mobilité sociale ascendante, ou d'accumulation de capital symbolique ou monétaire (Hage 1997).

*S'installer dans le mouvement*, au-delà de l'acte physique de mise en lien de territoires multisitués par la mobilité, démontre la capacité des commerçants et entrepreneurs transnationaux à accompagner le changement. Il ne s'agit pas d'une prédisposition, mais d'un apprentissage et d'une capitalisation de savoirs, de lieux et de liens socio-professionnels. La démultiplication des contextes, des chemins et des lieux appelle à un "habiter" synonyme de "s'adapter".

#### Autour du capital économique

De plus en plus, les personnes accumulent – par choix ou par nécessité – des mobilités multiples et des trajectoires différentes (Geldof, Schrooten, et Withaecx 2017). Pour les commerçants et les entrepreneurs marocains, travailler à l'échelle transnationale est le résultat d'une évolution graduelle de la stratégie professionnelle, et non pas un choix dès le départ. Ce n'est qu'à partir du moment où le marché du travail local (en France, au Maroc ou ailleurs) ne présente plus d'opportunité d'insertion professionnelle durable, que la plupart décident de mobiliser la double ou multiple appartenance nationale, afin d'élargir leur champ d'action. « La gestion de "l'entre-deux" identitaire multiplie les appartenances sans conflits de loyauté » (Poinsot 2013).

Les causes possibles à la difficulté de trouver du travail sont multiples : vulnérabilité liée à l'instabilité du statut administratif du migrant, discrimination à l'embauche, absence de qualification adaptée, etc.

Le premier capital essentiel à développer pour mener à bien l'aventure professionnelle transnationale est le capital spatial. L'accumulation de savoirs sur les lieux et sur les "routes", entre territoires, est primordiale à la pérennité du réseau professionnel transnational, dépendant des ressources que le commerçant ou l'entrepreneur arrive à mobiliser à chaque point.

« Le transnationalisme fait du pays d'origine un pôle d'identité, du pays de résidence une source de droits et du nouvel espace transnational un espace d'action politique associant ces deux pays et parfois d'autres encore », explique Riva Kastoryano (2000), spécialiste du nationalisme transnational. Le *talent* du transmigrant réside dans le fait de ne pas voir les lieux de son réseau comme ayant chacun un rôle établi, mais d'être à l'affût de toute opportunité servant ses projets professionnel et migratoire. Si le lieu d'origine est d'abord « un pôle d'identité », pour reprendre Kastoryano (2000), il peut *en plus* devenir un lieu de ressource économique et un pôle d'export de services ou de biens vers le lieu de résidence. Le capital spatial, contrairement au capital social, économique et résidentiel, « ne peut se développer qu'à travers la mobilité des individus » (Leblanc 2007).

Le capital résidentiel se traduit par la démultiplication des lieux de résidence. Les enquêtés ont tous une seconde résidence au Maroc qui leur sert de pied-à-terre dans leurs déplacements professionnels transnationaux et, pour certains, comme résidence principale pour les membres de la famille restés au pays, qu'ils soient sans projet de migration ou dans l'attente d'obtenir l'autorisation de séjour et la stabilité du statut administratif. D'après les récits d'enquêtés, la deuxième résidence continue d'évoluer et est éventuellement mobilisée comme maison de retour. Le capital résidentiel des commerçants et entrepreneurs transnationaux s'enrichit non seulement par son caractère multisitué, mais aussi par son attribut évolutif dans le temps :

*« Le fait d'être naturalisé est bien une façon de relier son identité au lieu d'accueil mais c'est aussi une façon de faciliter la circulation aux douanes et donc d'entretenir les liens physiques avec d'autres lieux. De même, acheter une maison ou monter une activité est un moyen de s'approprier un lieu et de participer à son développement, mais aussi une manière de s'affranchir des contraintes de présence et d'occupation physique du lieu pour se rendre libre de son temps et de ses choix, ce qui facilite grandement la mobilité. » (Ceriani-Sebregondi 2003)*

La richesse du capital social des migrants transnationaux est quantitative et qualitative, mais elle n'est pas préétablie. Elle demande un effort proactif de construction et d'entretien sur le long terme. L'activité professionnelle transnationale sous-entend la démultiplication du nombre de collaborateurs sur différents territoires, ce qui augmente naturellement le nombre de ressources et de liens socioprofessionnels. Mais il faut plus qu'un carnet de contact dense pour pérenniser l'activité professionnelle. La mise en place de rapports de confiance et de fiabilité, et la fidélisation basée sur un système gagnant-gagnant, font l'essence de l'efficacité du réseau.

Par ailleurs, grâce à la mobilité transnationale, les migrants arrivent à maintenir des liens renforcés avec leur réseau familial disséminé entre plusieurs territoires.

Si les capitaux social, spatial et résidentiel semblent optimiser le développement du projet professionnel, et participer à l'accroissement du capital économique (*Figure 77*), la « stabilité » du migrant transnational reste incertaine. Les politiques nationales et régionales de contrôle des échanges marchands entre pays, ou les crises internationales (financière, sanitaire), peuvent bloquer à tout moment la mobilité mondialisée sur laquelle reposent les économies transnationales. Après tout, « la communauté d'itinérance est une communauté de circonstance » (Escoffier 2006).

La stratégie spatiale des migrants joue alors un rôle important dans la gestion des « crises » pour éviter que les chamboulements systémiques ne mettent définitivement en péril le projet migratoire. Sécuriser dès que possible des lieux d'ancrage variés et investir dans une seconde résidence dans le lieu d'origine, où sa présence est moins sujette à l'incertitude de la condition migrante, amortissent et assurent un plan de secours, le temps de réévaluer les objectifs professionnels et migratoires.

### **Habiter = S'adapter**

Un projet migratoire « durable » nécessite, par essence, un certain degré d'adaptation. Quitter un lieu familier, pour en recréer un autre ailleurs, signifie aussi être dans la capacité de se recréer soi-même. Les commerçants et entrepreneurs transnationaux n'ont pas l'exclusivité d'une telle capacité, mais leur mode d'itinérance les place plus fréquemment dans des situations d'altérité. Ceci leur demande un grand effort d'appropriation, basé d'un côté, sur l'appriovissement et l'ajustement de la situation/du lieu à leur convenance, et de l'autre, sur l'adaptation aux contraintes qui se présentent. Ils doivent faire preuve d'astuce pour changer d'orientation professionnelle, « se sédentariser » temporairement ou élargir et mobiliser intensivement le réseau de connaissances.

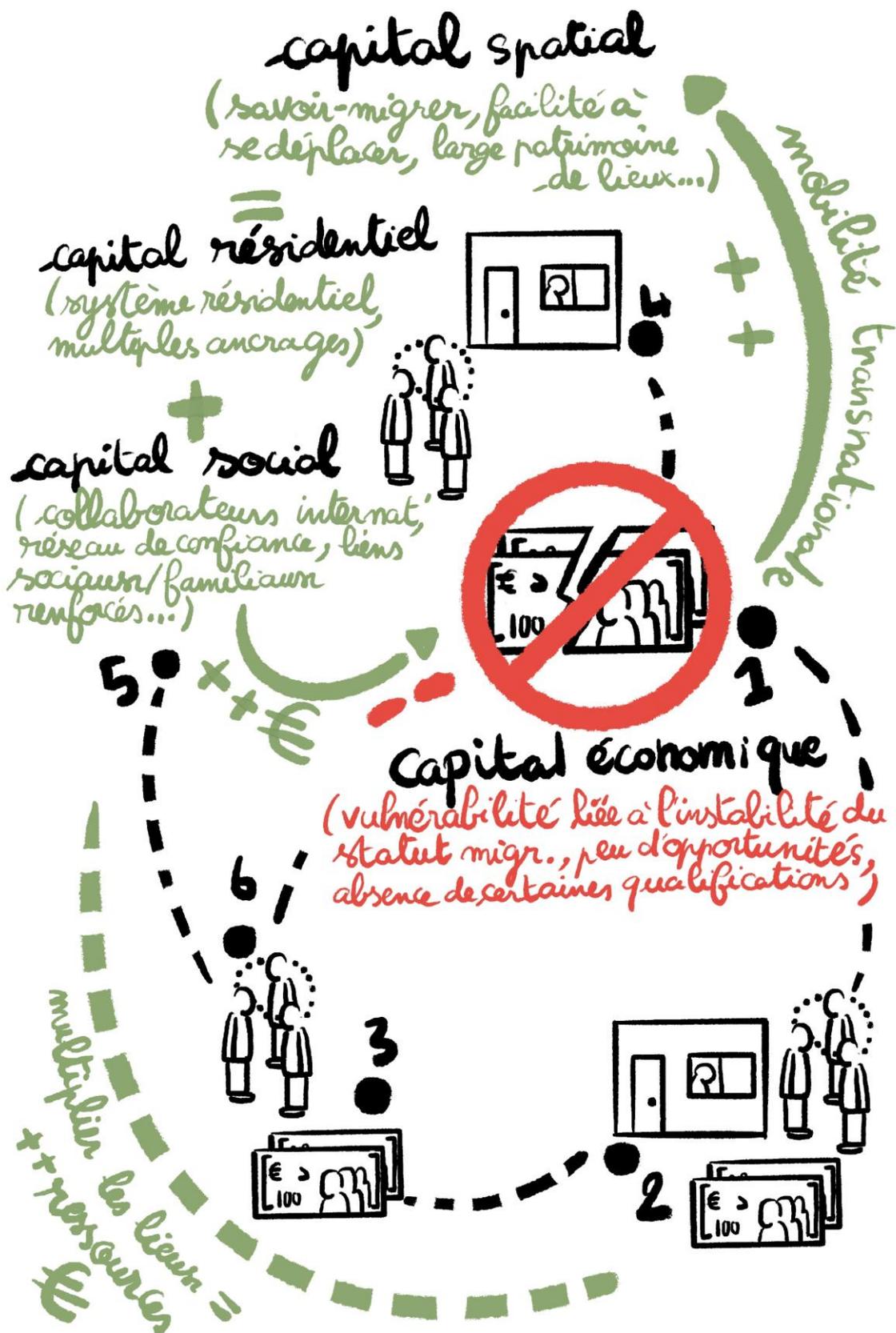


Figure 77 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des commerçants et entrepreneurs marocains transnationaux. 2020 © Myriame Ali-oualla

Un projet migratoire “réussi” ne signifie pas une croissance continue des capitaux, augmentant linéairement au fil du temps, et leur expérience spatiale en est la preuve. Le cas d’Abdelkader, travaillant au moment de l’entretien dans une épicerie de produits de consommation “ethniques” à Bordeaux, reflète particulièrement l’irrégularité du parcours et des conditions spatiales tout au long.

Il commence par un projet d’immigration en Espagne comme travailleur dans l’agriculture saisonnière, une période durant laquelle il cohabite avec ses collègues étrangers dans une petite chambre de foyer mise à disposition par le patron. L’accumulation graduelle d’un capital économique lui permet de faire venir sa famille et de s’installer dans une petite résidence familiale, tout en faisant construire une seconde dans sa ville d’origine à Guercif, à proximité d’un terrain agricole. Il utilisera ce dernier comme seconde source de revenu et le visitera fréquemment pendant l’année. Les affaires s’améliorant progressivement, il s’installe entre les deux pays jusqu’au moment où la crise financière de 2008 chamboule profondément l’économie espagnole et met Abdelkader au chômage. Il décide de quitter l’Espagne, sans vendre sa propriété, qu’il a préféré mettre en location. Au Maroc, il vit dans sa résidence secondaire, devenue temporairement résidence principale, sans qu’il n’abandonne le projet d’un retour en Europe, étant donné qu’il a la citoyenneté espagnole lui permettant d’y circuler librement. Cinq années plus tard, la sécheresse frappant violemment la région de Guercif et affectant les ressources en eau, Abdelkader repart à “l’aventure”, à la recherche d’autres sources de revenu. L’Espagne n’offrant toujours pas d’opportunité d’insertion professionnelle durable, il entreprend des déplacements réguliers vers la France, en compagnie d’une connaissance qui travaille dans le transport de marchandises. Il s’installe pendant des mois dans un rythme soutenu de déplacements entre les deux pays, jusqu’à trouver une meilleure alternative qui lui permette de mieux gagner sa vie. A Bordeaux, il est employé dans une épicerie maghrébine du centre-ville, et est logé par son patron dans une chambre au-dessus du magasin. Abdelkader s’accommode de son nouvel ancrage résidentiel qui lui permet d’épargner de l’argent pour plus tard s’installer dans un logement plus grand à Bordeaux, au moment du regroupement avec le reste de sa famille. S’il réussit sur le moyen terme à régulariser ses situations professionnelle et résidentielle, Abdelkader sait que sa condition est susceptible de changer à tout moment et peut le remettre *en mouvement*, en quête de nouveaux chemins et de nouveaux lieux.

L’adaptation en cours *de route* des projets professionnel et résidentiel, et des dynamiques de mobilité transnationale, est primordiale à la continuité et à la durabilité du projet migratoire dans sa globalité.

Les commerçants et entrepreneurs transnationaux puisent dans les savoirs et dans les capitaux qu'ils ont accumulés au fil de leur expérience multisituée, pour substituer l'alternative à l'échec, et la fluctuation de l'expérience spatiale reflète leur capacité à s'adapter à l'adversité.

\*\*\*

Pour les commerçants et entrepreneurs transnationaux, le recours à la mobilité comme ressource fait partie de leur stratégie professionnelle, motivée par l'ambition d'une ascension économique. En l'absence d'opportunités locales et avec le potentiel de fructification de leur statut d'entre-deux, ils construisent progressivement des capitaux spatial, résidentiel et social, pour servir durablement leur objectif professionnel transnational.

Leur capital spatial, riche en mouvements et en lieux d'ancrage, permet aux commerçants et entrepreneurs transnationaux d'élaborer un système de résidences multiples, dont les rôles sont revisités tout au long du parcours (i.e. la maison secondaire, servant de pied-à-terre dans les déplacements transnationaux, peut devenir résidence principale ou maison de retour).

Le capital social fait la réussite ou l'échec d'une migration transnationale. La qualité du réseau socio-professionnel conditionne la fiabilité des transactions, et la confiance entre collaborateurs se substitue à la nécessité d'une présence physique dans les territoires d'activité, en ayant recours aux outils d'échange et de communication dématérialisés.

Cependant, reposer sur l'accès à la mobilité et au déplacement régulier pour assurer sa continuité et sa réussite professionnelle n'est pas sans défi. L'impuissance devant le changement des réglementations nationales propre à chaque pays, la gestion des frontières et des modalités de circulation des individus et des biens, ou encore l'avènement de crises économiques et sanitaires inattendues, bouleversent l'organisation de la stratégie professionnelle transnationale et l'ampute de nombreuses de ses ressources. Autant les transmigrants font preuve de réactivité et de rapidité quant à l'adaptation de leur projet professionnel, autant sont-ils tenus d'ajuster leur système de mobilité (i.e. sédentarisation temporaire) et leur mode d'habiter (i.e. passer d'une maison familiale, à une chambre partagée à plusieurs, à du logement social). L'expérience d'un mode d'itinérance, et la démultiplication des référents spatiaux tout au long du parcours migrant, les arment d'une plus grande facilité à s'approprier des lieux radicalement différents. La mobilité transnationale leur permet d'utiliser les connaissances accumulées pour multiplier les alternatives et les plans de secours afin de mieux rebondir dans leur projet migratoire.



## Chapitre 9.      Expérience spatiale et dynamique des territoires de vie

De l'unité domestique au territoire urbain

La transformation de la fabrique de la ville, liée à la présence et à l'habiter migrants, se traduit autant par l'évolution des morphologies urbaines que par les micro-transformations spatiale et matérielle, à l'échelle de l'espace domestique.

Après avoir mis la focale sur l'expérience habitante du point de vue de l'utilisateur tout au long de la thèse, je pose le regard sur les processus d'évolution des territoires urbains contemporains qui l'accompagnent. La ville, structure sociospatiale exprimant et organisant au plus près continuités et changements sociaux (Bacqué et al. 2005), est continuellement remodelée par des tensions et des négociations, des actions et des réactions qui créent, au même endroit, de multiples réalités pour ses acteurs :

*« Dotée d'une mémoire-palimpseste, la ville suppose la superposition de couches du déjà vécu, et l'idée selon laquelle, derrière une ville, il y a toujours une autre ville, et une autre encore, dans un jeu de suppléments sans fin. » (Porto 2014)*

L'étude du "paysage" domestique contemporain de migrants marocains, révèle une mutation du rôle que joue le logement comme support spatial à la "nostalgie" du lieu d'origine. A travers l'analyse de la culture matérielle et des aménagements des unités domestiques, je mets en avant un changement de paradigme dans l'expression des appartenances culturelles à travers l'espace, affecté par la fluidité des déplacements, et par les modes de co-présence dématérialisée.

A l'échelle des territoires urbains, la présence et l'habiter migrants s'articulent sur une dynamique double d'initiatives habitantes et de réactions de l'Etat (autorités locales, systèmes de gouvernance, politiques d'aménagement urbain). Rares sont les villes qui sont préparées en amont aux modes d'habiter de populations étrangères (y compris ceux des ressortissants transnationaux), et la croissance progressive de l'implantation de groupes migrants cosmopolites impose des réactions de la part des autorités de la ville. En résulte une superposition d'aménagements urbains, évoluant progressivement, pour accompagner les besoins et les modes d'habiter des communautés migrantes.

### 9.1. "Autel de la nostalgie", mutation de l'habitat migrant contemporain

Certaines études des modes d'habiter de primo arrivants marocains en France, dans les années 1960 et 1970, décrivent le chez-soi comme un conservatoire essentiel des identités culturelles d'origine (Bekkar, Boumaza, et Pinson 1999). Mis à part un théâtre de pratiques de sociabilité particulières, et d'expression d'appartenances culturelle et/ou religieuse, la maison des familles immigrées serait organisée par des espaces et des objets, jouant le rôle d'« ancrage matériel au souvenir de rituels ou de pratiques habituelles qui renforcent les liens au sein d'une communauté »<sup>200</sup> (Dibbits 2009).

Dans l'ouvrage *Familles maghrébines en France : L'épreuve de la ville* (Bekkar, Boumaza, et Pinson 1999), Nadir Boumaza (1999) compare l'appropriation domestique des foyers kabyles à celle des foyers marocains. Ces derniers, plus récemment acculturés au contact de la société française que leurs équivalents algériens, semblaient plus enclins à préserver « un modèle de pratique et d'esthétique extérieur au modèle culturel français » (Boumaza 1999). Le chercheur nuance pourtant la dualité intérieur marocain/extérieur français, et décrit les espaces domestiques des Marocains comme un *patchwork* où l'on distingue très clairement ce qui est *français* de ce qui est *marocain*, et n'observe pas une "hybridation". En passant de la chambre à coucher "occidentalisée" au salon typiquement marocain, les habitants vont d'une culture à l'autre, à l'image du dédoublement qui marque leur identité immigrée :

*« Le fait de reproduire dans l'espace domestique non pas des conditions de vie marocaine, mais des conditions de vie d'immigré marocain nous semble relever d'une profonde intériorisation de cette situation ainsi que des moyens de la préserver et de l'actualiser avec avantage. »*  
(Boumaza 1999)

Dans ma recherche, l'investigation des espaces domestiques des trois groupes migrants sur la période 2016-2020, montre un changement d'attitude quant à l'impératif d'incarner l'appartenance à la culture d'origine, par les objets et les aménagements spécifiques de l'espace. Déjà au sein des foyers immigrés analysés par Boumaza (1999), le recours à des « artefacts ethniques » relevait, pour certains, d'un rapport de folklorisation de la culture, et ne traduisait pas réellement la pratique quotidienne. Cela remet en question l'archétype de la maison d'immigrés marocains, isolée culturellement des modes d'habiter qui l'entourent.

---

<sup>200</sup> Citation originale : « artefacts may provide a material anchor to the remembrance of rituals or habitual practices that strengthen ties within a community. »

Que ce soit dans le logement des femmes dans le bidonville, des anciens dans les résidences sociales ou des commerçants et entrepreneurs transnationaux dans leurs appartements ou maisons individuelles, la matérialité de l'espace domestique migrant (fonctions spatiales, aménagement, mobilier, artefacts décoratifs) n'est pas toujours un témoin évident du besoin mémoriel à l'égard de la patrie ou du village quittés.

Les groupes migrants actuels ressentiraient-ils moins le besoin d'exprimer leurs appartenances d'origine par des supports matériels et spatiaux ? Les résultats démontrent des attitudes nuancées, et des rapports très différents aux objets et aux spatialités. Ils sont tous plus ou moins affectés, d'un côté, par la plus grande facilité à se déplacer et, de l'autre, par le maintien de liens dématérialisés grâce à la démocratisation et l'accessibilité des outils de télécommunication.

Il n'est pas question ici de descendants de premières générations de l'(im)migration qui, selon Gans (1979), tôt ou tard « s'éloigneront de ce qu'il appelle "la culture ethnique ancienne" et n'exprimeront leurs liens ethniques que par la célébration de fêtes et de festivals particuliers, ou par l'acquisition de certains biens de consommation »<sup>201</sup> (Dibbits 2009). Il s'agit des primo-arrivants de la fin des années 1980, début années 2000, qui grâce à une plus grande facilité à se déplacer et à échanger avec leur lieu d'origine (physiquement et virtuellement), changent leur rapport avec l'espace domestique comme "miroir" de l'identité culturelle originelle, comme "autel de la nostalgie".

### **La culture matérielle du chez-soi et l'expression de l'appartenance ethnoculturelle**

Dans une étude de l'évolution des espaces domestiques, et de la négociation des appartenances de migrants équatoriens en Italie, le sociologue Paolo Boccagni (2014) identifie deux dynamiques d'habiter complémentaires, inhérente à l'expérience de la migration : « quitter » chez soi sans la garantie de le retrouver – et encore moins de le retrouver à l'identique, et tenter de le « recréer » ailleurs, aussi différent soit le cadre où cet effort est déployé<sup>202</sup>. L'aménagement de l'espace et les objets qui l'organisent, ont la capacité de matérialiser certains aspects de l'expérience de lieux symboliquement structurants et référentiels dans le parcours individuel. Dans une recherche sur l'application des principes de nomadisme et de « nomadologie » en architecture, Gregory Cowan

---

<sup>201</sup> Citation originale : « sooner or later the descendants of immigrants will distance themselves from what he calls 'the older ethnic culture', and express their ethnic ties only through the celebration of particular festivals and feasts, or through the acquisition of certain consumer goods. »

<sup>202</sup> Citation originale : « At its simplest, migration entails leaving home – be the latter understood as a household, a house or a local community – with no guarantee to necessarily find it again (even less, to find it as it used to be "before"). Migration, however, may also have to do with a range of ways of remembering and even tentatively reproducing home, no matter how physically remote from one's day-to-day life setting. »

(2002) cite la théorie de structuralisme de Roland Barthes (1977), selon laquelle le système des objets (aménagement de l'espace) dans une constellation de relations, fournit la familiarité qui constitue le foyer, indépendamment du changement de localisation du site :

« [...] *j'ai deux espaces de travail, l'un à Paris, l'autre à la campagne. Entre eux, il n'y a pas d'objet commun, car rien n'est jamais transporté d'un endroit à l'autre... Pourtant, ces sites sont identiques. Pourquoi ? Parce que la disposition des outils (papier, stylos, bureaux, horloges, calendriers) est la même ; c'est la structure de l'espace qui constitue son identité. Ce phénomène privé suffirait à éclairer le structuralisme ; le système prévaut sur l'être même des objets.* »<sup>203</sup> (Barthes, 1977 dans Cowan, 2002)

En partant de l'idée que l'appropriation spatiale établit une continuité narrative, inscrite dans le parcours biographique individuel, et nourrie par le référentiel ethnoculturel collectif, l'espace domestique semble être l'endroit privilégié pour traduire et préserver le sens d'appartenance au lieu d'origine. Les objets, appareils et décorations domestiques contribuent à reproduire un sens profond des lieux d'*ailleurs* et d'*avant*. Ils compensent et permettent de faire face à la détresse de ne pas se sentir chez soi dans l'*ici* et *maintenant* (Boccagni 2017). La matérialité familière est une réponse à l'incertitude de l'*étrangèreté*.

L'investigation de mes trois terrains de recherche (bidonville, résidence sociale, logement du droit commun), révèle que le recours à des objets et à des aménagements spatiaux rappelant les codes ethnoculturels du lieu d'origine n'est pas aussi récurrent.

Les femmes d'origine rurale qui habitent le bidonville font certes preuve d'originalité dans le "bricolage" de leur intérieur, mais elles accomplissent *in fine* des pratiques ordinaires, similaires à celles de la population urbaine. Les aménagements, les objets fonctionnels et décoratifs et les produits de consommations témoignent davantage du souci de prouver et de *se* prouver une ascension socioéconomique par la conformité aux codes citadins, que du maintien d'habitudes rurales, considérées comme « dépassées ». Si certaines baraques reprennent des aspects de la maison traditionnelle rurale, avec l'espace du *mrab* (cour intérieure), la polyvalence des pièces, l'introversion

---

<sup>203</sup> Citation originale : « [...] I have two work spaces, one in Paris, one in the country. Between them there is no common object, for nothing is ever carried back and forth... Yet these sites are identical. Why? Because the arrangement of tools (paper, pens, desks, clocks, calendars) is the same; it is the structure of the space that constitutes its identity. This private phenomenon would suffice to shed some light on structuralism; the system prevails over the very being of objects. »

spatiale ou la répartition genrée, elles ne traduisent pas le besoin des migrantes rurales de reproduire les codes spatiaux d'*avant* et d'*ailleurs*, ni de faire de leur espace domestique une consécration de leur ancienne vie rurale. La similarité des codes spatiaux de la maison rurale et de la baraque du bidonville peut mener à la surinterprétation d'une continuité d'usages "culturellement ancrés" entre les deux modes d'habiter, alors que d'autres paramètres entrent en jeu, comme l'explique Boccagni :

« [...] *il existe un risque, que j'ai souvent ressenti, de "sur-exotifier" leur expérience du logement (de migrants équatoriens en Italie), tout en ignorant l'intersection entre les positions en matière de logement et leur vulnérabilité structurelle, le manque de logements décents, parfois leur pauvreté bien réelle.* »<sup>204</sup> (Boccagni 2014)

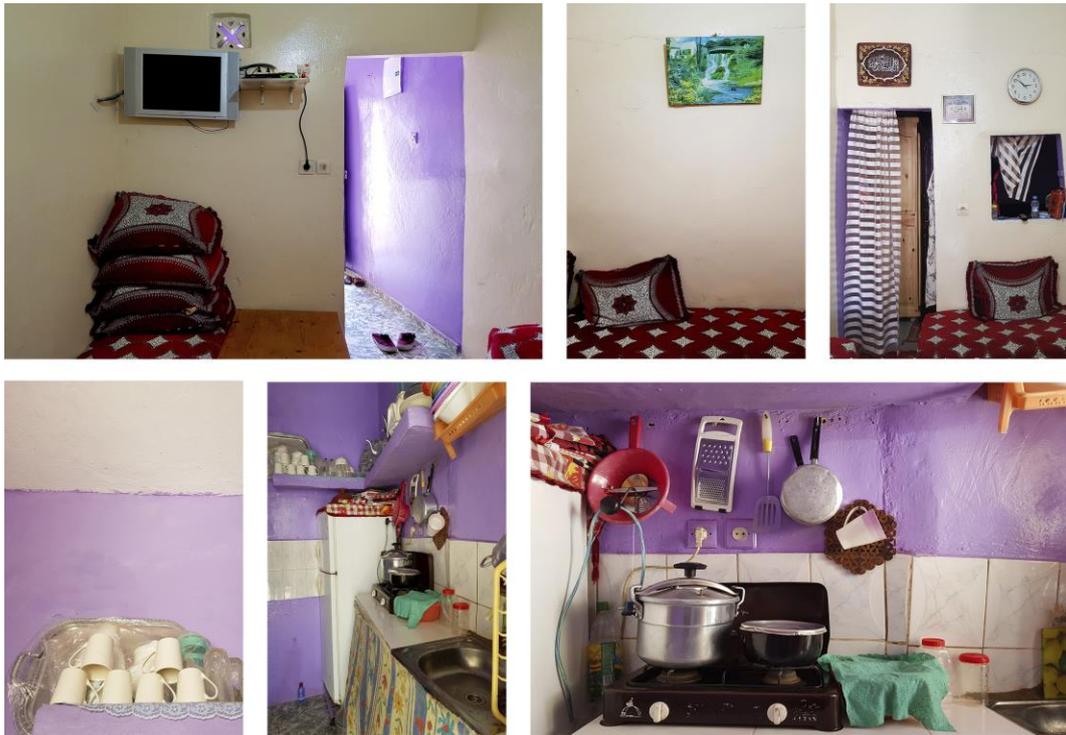
D'autant plus que l'aspiration générale à une vie urbaine digne et "normale" des habitantes du bidonville explique leur besoin d'intégration, y compris par la matérialité de l'espace domestique (*Image 86*).

La même tendance domine les studios des anciens combattants marocains à Bordeaux (*Image 87*). La vie dans la résidence, étant considérée comme temporaire, avec peu de potentiel de personnalisation de l'espace, les plus "débrouillards" se limitent à préserver des pratiques éphémères de l'espace, comme ponts avec la culture d'origine (par exemple, les préparations culinaires liées aux habitudes alimentaires). Il en est de même pour l'omniprésence du tapis de prière, qui est plus un objet utilitaire accompagnant la pratique quotidienne, qu'un élément choisi pour sa qualité de rappel à la culture d'origine.

Quant aux commerçants et entrepreneurs transnationaux marocains, il y a un choix assumé de distanciation de la culture matérielle d'origine, qui n'est pas obligatoirement lié à l'affaiblissement du sentiment d'appartenance. La quasi-totalité des enquêtés du groupe affirme ne pas avoir besoin de matérialiser dans l'espace domestique les codes ethnoculturels d'origine, ce qui ne les empêche pas de posséder des objets qui représentent "subjectivement" le lieu d'origine, avec moins d'évidence pour un observateur extérieur.

---

<sup>204</sup> Citation originale : « [...] a risk exists, which I often sensed, to "over-exoticize" their housing experience, while ignoring the intersectionality between home-making stances and their structural vulnerability, the scant of decent lodging, sometimes their very real poverty. »



*Image 86 Chez Kenza, à D'har Laqraâ, on retrouve une esthétique spatiale et des objets décoratifs et fonctionnels communs à tous les foyers urbains. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 87 Chez M., à Adoma Médoc, il y a peu de marquage en rapport avec les espaces « traditionnellement » marocains. 2018 © Myriame Ali-oualla*

Des recherches similaires sur le processus de « *home-making* » en migration, à travers l'investigation de la culture matérielle, illustrent la prégnance de cette attitude. Dans son travail sur l'ethnicité symbolique et les pratiques performatives dans les intérieurs domestiques maroco-néerlandais, Hester Dibbits (2009) montre que, même lorsque certaines familles ont recours à l'aménagement d'un salon marocain traditionnel par exemple, l'acte n'a pas nécessairement de portée symbolique d'appartenance. Il répond plus à des besoins pratiques (possibilité d'avoir un espace d'accueil large, des couchages supplémentaires). Des enquêtés expliquent qu'ils expriment leur appartenance autrement que par les aménagements spatiaux et la possession d'objets « universellement » reconnus comme étant marocains. De plus, le besoin de matérialiser l'appartenance dans l'espace domestique évolue selon le stade de vie<sup>205</sup> et d'acculturation dans la société d'accueil :

*« [...] les intérieurs peuvent changer d'un moment à l'autre, pas nécessairement parce que les habitants veulent faire une déclaration différente, mais simplement pour des raisons pratiques ou esthétiques [...] ils n'avaient pas besoin d'avoir des objets marocains autour d'eux pour se sentir chez eux ; parce qu'ils avaient un lien affectif avec le Maroc. Le Maroc était toujours dans leur esprit. De telles réflexions montrent à quel point le besoin de visualiser, de matérialiser ou d'expérimenter des cadres imaginaires, diffère d'une personne à l'autre, tout comme il peut varier selon la phase de la vie. »<sup>206</sup> (Dibbits 2009)*

Etudiant les foyers de migrants russes au Royaume-Uni, Anna Pechurina (2015) identifie deux « manières d'être », en partant de l'analyse des objets « diasporiques »<sup>207</sup> ; les « réfractaires » et les « accepteurs »<sup>208</sup>. Avant de s'aventurer dans une catégorisation binaire, Pechurina revient sur l'importance de cadrer l'interprétation des objets et de leur aménagement, à travers les propos de leurs propriétaires. « Les objets ne parlaient pas vraiment d'eux-mêmes », explique-t-elle. « Parfois,

---

<sup>205</sup> La durée de présence en territoire étranger et la familiarisation progressive avec la nouvelle culture joue sur la matérialité des espaces domestiques qui évolue avec l'usage d'objets et d'aménagement, lié à la culture d'habiter du lieu de résidence.

<sup>206</sup> Citation originale : « [...] interiors may change from one moment to another, not necessarily because the dwellers want to make a different statement, but just because of practical or aesthetic reasons [...] they did not need to have any Moroccan objects around them to feel at home; because they had an emotional tie to Morocco, Morocco was always in their minds. Reflections such as these show how the need for visualizing, materializing or experiencing imagined settings differs from one person to another, just as it may differ according to one's phase of life. »

<sup>207</sup> Dans les objets diasporiques, Pechurina inclut des objets originaires du lieu d'origine en Russie (sans qu'ils soient obligatoirement empreints d'une identité culturelle particulière) ; représentations visuelles de la Russie (tableaux de paysage, icônes religieuses) ; objets fonctionnels obtenus en Russie (cosmétiques, aliments, logiciels, ustensiles de cuisine).

<sup>208</sup> Dans son livre, elle utilise les termes « acceptors » et « refusers ».

un même objet pouvait avoir une signification différente dans des maisons différentes »<sup>209</sup> (Pechurina 2015).

Les « réfractaires » considèrent les cultures russe et anglaise incompatibles. En conséquence, ils mobilisent les objets et les possessions domestiques comme éléments d'attache à la famille, à la ville ou au village natal, et à la Russie. Leur habitat est une forme de consécration de leur appartenance d'origine. Ils n'ont pas pour autant de projet de retour, et leur statut d'étranger est une partie d'identité qu'ils ne sont pas prêts à abandonner pour l'assimilation à la culture locale. Quant aux « accepteurs », ils estiment qu'il faut non seulement respecter la culture et le pays dans lequel ils vivent, mais aussi s'y adapter et apprendre les règles et les normes établies. En conséquence, leurs intérieurs mélangent des objets du Royaume-Uni et quelques autres apportés de la Russie, ou d'autres pays qu'ils ont visités. Ce n'est pas un déni de la culture d'origine, mais ils ne considèrent pas les possessions matérielles comme primordiales à l'incarnation de leur appartenance :

*« Alors que les “réfractaires” ont tendance à chérir et à personnaliser leurs possessions, les “accepteurs” sont plus détendus en ce qui concerne la partie matérielle de leur vie. Bien qu'ils puissent avoir beaucoup de choses différentes apportées de Russie, ou données par des membres de leur famille, ils se sentent libres de les laisser toutes derrière eux en un instant. »<sup>210</sup>*  
(Pechurina 2015)

Lors de mon enquête, j'ai été confrontée par moments au décalage entre mon interprétation de ce que j'observais, et le discours porté par les enquêtés. Par exemple, chez Hassan, un des commerçants transnationaux, je constate la présence de mobiliers “typiquement” marocains alors que, tout au long de son discours, il prône un détachement intentionnel des habitudes et de l'esthétique ethnoculturelle marocaines, sans que cela ne remette pour autant en question son sens de l'appartenance :

*« Comme mon frère a changé son canapé marocain il m'a donné l'ancien. (rires) Je l'ai fait uniquement parce qu'il n'allait pas le jeter et que ça me fait des places en plus pour accueillir. »*

---

<sup>209</sup> Citation originale : « The objects did not really speak for themselves; sometimes the same object could have a different meaning in different homes. »

<sup>210</sup> Citation originale : « While the 'refusers' tend to cherish and personalise their possessions, the 'acceptors' are more relaxed about the material part of their life. Although they may have many different things brought from Russia or given to them by family members, they feel at liberty to leave them all behind in an instant. »

[...] *Je n'ai pas de couscousier à la maison. Je vends des tajines mais je n'en ai aucun. Je ne fais jamais de thé... C'est comme ça !* » (Hassan, mars 2019)

En mobilisant la culture matérielle dans l'observation et l'analyse des espaces domestiques des trois groupes de migrants, dans le but de repérer des logiques de continuité dans l'expérience spatiale, deux limites méthodologiques s'imposent.

Premièrement, les objets rattachant les individus à leur lieu d'origine ne sont pas uniquement ceux que *j'identifie* automatiquement d'une marque de « marocanité », car renvoyant à un ensemble de codes visuels ethnoculturels. Ce n'est donc pas au nombre d'artefacts ou d'aménagements spatiaux inscrits dans la grille de lecture socioculturelle *marocaine*, que l'on peut définir l'intensité d'attachement aux origines, ni y interpréter un acte conscient de mise en scène de l'appartenance. Bien que l'entretien permette d'obtenir des éléments de réponses, sur la portée symbolique d'aménagements et d'objets dans l'espace domestique, certains sont le résultat de choix inconscients, difficiles d'accès dans les temps limités de l'échange et de l'enquête.

Deuxièmement, en m'intéressant essentiellement aux objets et au mobilier qui organisent l'espace, je ne rends pas compte exhaustivement de l'ensemble des possessions matérielles dans l'espace domestique, qui relie l'habitant à son système d'appartenance. Un objet aussi courant et usuel qu'un ustensile de cuisine, peut être porteur de symbolique d'appartenance plus forte qu'une collection de mobiliers artisanaux, et avoir un rôle plus structurant dans le parcours biographique migrant et dans le processus de « *home-making* » (création du chez-soi). Le rapport subjectif des individus à leurs possessions rend complexe la catégorisation rupture/continuité socioculturelles par le cadre matériel, et l'investigation articulée principalement autour de l'espace, offre seulement un angle parmi plusieurs de la capacité de la culture matérielle à établir des continuités socio et ethnoculturelles dans le parcours migrant.

### **Mobilité et téléprésence, une culture « immatérielle »**

L'expression de la « marocanité » ou d'une culture nationale ou régionale est relative. Si certains choisissent de la mettre en scène par des aménagements spatiaux et des artefacts spécifiques, mobilisant la familiarité et la liberté de personnaliser l'espace domestique à son aise, d'autres ont recours à des formes dématérialisées.

La mobilité facilitée par l'accessibilité des moyens de transports contemporains, et la démocratisation des outils de télécommunication qui rapprochent toujours plus des horizons lointains, décentralisent le rôle de l'espace domestique comme « autel » ultime de l'expression de

l'appartenance au lieu d'origine. Il ne s'agit pas de nier les effets de dépaysement, de fragmentation et de nostalgie qui accompagnent l'expérience de la migration, mais de voir comment la mobilité – physique et virtuelle – maintient un “ancrage” dans la culture d'origine, allégeant l'impératif de marquer son espace domestique de rappels pour pallier le manque et l'éloignement des repères d'origine.

Il n'y pas de doute que « la variable communicationnelle a introduit une rupture dans l'histoire des migrations [...], les générations d'aujourd'hui, qui s'installent dans la mobilité, sont dotées d'une exceptionnelle capacité à actualiser en permanence le lien avec leur environnement d'origine, tout en établissant des contacts avec les sociétés des pays de destination » (Diminescu 2002). Dans les trois groupes migrants, la facilité à se déplacer et à télécommuniquer n'occupe pas la même place dans l'articulation de l'expérience migratoire, mais participe indirectement à l'évolution des formes d'appartenance dans l'espace habité.

Dans la migration de la campagne à la ville, les enjeux de “dépaysement culturel”, dans le sens de différences majeures de valeurs et de codes traditionnels structurants de la fabrique sociale, sont moins conséquents que dans les deux autres formes de migration. Reste que des enjeux d'éloignement géographique et de changement de modes de vie sont bien présents, et peuvent être source de nostalgie de *manières* de faire et d'habiter, comme en attestent les témoignages de certaines femmes à Salé.

Au Maroc, comme partout ailleurs, une des actions de désenclavement des régions rurales et de l'arrière-pays s'opère par la démultiplication des liaisons avec les grandes villes, à travers un maillage géographique d'infrastructures de transports accessible à tous. Parmi les femmes qui ont encore de la famille dans leurs campagnes d'origine, nombreuses continuent de visiter leur village préservant ainsi des liens forts et durables.

L'accessibilité aux outils de télécommunication actuels, en particulier pour celles qui sont en situation d'immobilité dans le bidonville, pallie l'effet d'étrangèreté et dispense – jusqu'à une certaine mesure – de devoir recréer matériellement la familiarité du chez-soi “originel” ; la maison rurale.

Pour les anciens combattants, leur migration pendulaire dépend du maintien de déplacements répétés entre Bordeaux et leur ville ou village au Maroc, qu'ils identifient à l'unanimité comme ancrage géographique et socioculturel principal. L'appropriation sobre de la majorité des studios

de résidence est en cohérence avec ce système d'itinérance, qui permet à la majorité des anciens de ne jamais rompre radicalement avec leur environnement initial. Plus récemment, la familiarisation de certains d'entre eux avec les réseaux de communication interconnectés, et l'initiation à ces outils de *téléprésence*, les aident à préserver une continuité dans leur système résidentiel et leurs modes d'habiter.

Encore plus que les anciens combattants, les commerçants et entrepreneurs transnationaux mettent en œuvre une mobilité transfrontalière récurrente, pour gérer leurs systèmes résidentiels et leurs réseaux socioprofessionnels multisitués. Ils habitent entre la France et le Maroc, et s'engagent activement dans une maîtrise des codes « ethnoculturels » des deux pays. Plus qu'un enjeu de choix esthétiques ou d'organisation sociospatiale, les commerçants et entrepreneurs modèlent leur espaces domestiques en adaptant des principes d'habiter, acquis grâce à la diversité de l'expérience transnationale, sans se contraindre par des codes spatio-culturels spécifiques.

La communication instantanée à distance, vocale et visuelle, établit un rappel à l'environnement d'origine qu'autrefois les migrants choisissaient de matérialiser par des objets et des aménagements de l'espace, qui leur rappelaient le village, la ville ou le pays quittés. Aujourd'hui, ceux qui ont accès à ces objets de "progrès", portent sur eux des copies dématérialisées de fragments interactifs d'identité et d'appartenance (échanges instantanés avec les proches, possibilité de visiter virtuellement de la maison natale/résidence secondaire). Ils recréent une présence dématérialisée dans le lieu d'origine, les distances réduites en un clic.

\*\*\*

Dans le contexte migratoire, l'espace domestique est un épicerie de pratiques symboliques et d'appropriations, œuvrant à garantir un cadre spatial qui ressemble à l'habitant et fait écho à son identité. L'appartenance ethnoculturelle d'origine, bien que loin d'être le seul ou le principal déterminant identitaire, fait partie des éléments de familiarité qui sont perturbés par l'acte de la migration. L'éloignement des repères sociospatiaux habituels, et la confrontation à des valeurs étrangères de son nouvel environnement d'accueil, appellent à des réflexes de récréation du chez-soi. Si certains se satisfont d'usages immatériels pour consolider les liens avec l'environnement d'origine, comme pratiquer librement sa langue maternelle, d'autres choisissent de manifester matériellement un système de rappels et d'attaches, dans le cadre de l'espace domestique.

Des artefacts de décoration, aux aménagements spatiaux d'envergure, des migrants utilisent les intérieurs de leurs maisons pour refléter matériellement le lien avec le lieu d'origine. L'analyse des espaces domestiques des trois groupes migrants révèle une réalité beaucoup plus nuancée, et des cadres spatiaux moins "connotés" culturellement de l'empreinte du lieu d'origine.

Le recours à un marquage spatial stéréotypique est rare, mais ne signifie pas l'absence d'objets participant à l'établissement d'une continuité identitaire dans le parcours migrant, sans qu'ils n'aient besoin d'être *ostentatoirement* représentatifs de la culture d'origine. Inversement, même lorsque des artefacts à connotation ethnoculturelle sont là, ce n'est en aucun cas indicatif du besoin de manifester sa "marocanité". Les résultats d'études similaires ont montré que la présence de tels objets relèvent davantage d'enjeux esthétiques et pratiques. L'affirmation d'une symbolique identitaire par l'aménagement de l'espace prime rarement sur le besoin que ce dernier soit avant tout pratique pour le déroulement des tâches quotidiennes.

L'absence relevée de marqueurs spatiaux chez les enquêtés ne fait pas moins de l'espace domestique migrant un "chez-soi" car, comme l'explique Ghassan Hage (1997), tous les signes du chez-soi ne sont pas ceux qui suggèrent les marques de la *patrie* perdue<sup>211</sup>. Les enquêtés des trois groupes jouent différemment avec l'équilibre qu'ils souhaitent établir matériellement dans leur espace domestique entre leurs différents référentiels culturels ; d'origine et d'accueil.

Le « changement » d'attitude – relativement aux résultats d'études menées auprès de groupes immigrés marocains des années 1960 et 1970 (Boumaza 1999) – ne signifie pas l'assimilation et la désintégration des attaches aux repères d'origine. Tous les enquêtés expriment une fierté d'appartenance à leur pays ou à leurs ville et village d'origine, et en préserve des fragments et des souvenirs matériels subjectifs à leur propre expérience.

Les migrants contemporains ne sont pas moins attachés à la culture d'origine, ils ont cependant plus d'outils et de moyens pour l'exprimer autrement. La plus grande facilité à se déplacer et la dématérialisation des échanges sont des variables structurelles récentes dans l'histoire de la migration marocaine, qui affectent les dynamiques de « *home-making* » en migration. Les premières générations n'avaient pas les mêmes accès aux modes de mobilité physique et virtuelle que celles plus récentes. Les séparations de longue durée avec le lieu d'origine étaient compensées par

---

<sup>211</sup> Citation originale : « not all intimations of homeliness are ones of lost homeland. »

l'investissement symbolique de l'espace et de ses objets, ce qui maintenait – en attendant les prochaines visites – un pont « matériel », visible au regard, accessible au toucher.

Aujourd'hui, la dématérialisation des modes de présence, garantit une ubiquité instantanée. « L'idée de "présence" est donc moins physique, moins "topologique" mais plus active » (Diminescu 2002). En étant porteurs de "principes" du chez-soi, les migrants peuvent le recréer indépendamment de l'environnement dans lequel ils s'ancrent, sans l'impératif d'y apposer des emblèmes matériels pour manifester les signes d'une appartenance ethnoculturelle, complétée désormais pas la culture immatérielle.

## 9.2. Initiatives habitantes, réactions de l'État

La présence de migrants dans la ville a de tout temps eu un impact sur l'organisation des territoires urbains, conséquence de pratiques habitantes spontanées ou organisées, et d'interventions des autorités et des pouvoirs publics pour encadrer l'usage et les transformations.

Dans l'histoire récente des migrations amorcées à la moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les villes ont rarement été préparées en amont aux arrivées de populations étrangères, aux pratiques et aux besoins spatiaux divergents. L'absence de plan ou de politique de prise en charge n'empêche pas ces dernières d'habiter leur nouvel environnement et de faire preuve d'initiatives pour y vivre. Les appropriations spatiales des trois groupes de ma recherche sont autant d'exemples de négociations spatiales plus ou moins fortes avec des cadres urbains, qui ne sont pas foncièrement inclusifs de leurs modes d'habiter.

La migration n'étant plus une variable mais une constante de la fabrication de nos sociétés contemporaines, elle soulève la question clé « de savoir comment reconnaître, respecter et accueillir la diversité à travers l'environnement bâti »<sup>212</sup> (Murphy 2018) et sa gouvernance.

Entre temps, la réponse de l'État à la visibilité et aux appropriations habitantes spontanées prend des formes variées, selon les populations en question et les territoires qu'elles occupent. La ville évolue ainsi dans une dynamique double, entre initiatives habitantes et réactions des pouvoirs publics, confrontée à l'impermanence de ces structures sociospatiales.

### L'urbanisme subalterne et l'adaptation de la gouvernance urbaine

Des trois formes d'occupation et d'altération de la ville à l'initiative des habitants, l'établissement du bidonville est la plus *radicale*. Quittant le rural dans l'espoir d'une vie meilleure, les habitants des campagnes voisines de la ville de Salé n'ont eu d'autres choix que de se faire eux-mêmes leur place dans une ville qui n'a pas tenu toutes les promesses de la modernité. Le tissu d'habitat informel, né de la cristallisation de la main-d'œuvre ouvrière massive, en réponse à l'industrialisation des secteurs d'activité dominants, puis de groupes en provenance de différents horizons ruraux et urbains dévitalisés, traduit une revendication du droit à la ville. L'*architecture sans architectes* (Rudofsky 1964) qui en résulte, met les autorités devant le fait accompli d'« excroissances » et de « poches de marginalité » (Gastaut 2004), rattrapées progressivement par l'étalement urbain.

---

<sup>212</sup> Citation originale : « the key question raised by immigration is how to acknowledge, respect, and accommodate diversity through the built environment. »

En construisant le bidonville, les habitants changent non seulement la morphologie de la ville, mais en altèrent les dynamiques sociales, économiques et politiques. Avant que ces quartiers ne soient devenus des environnements dont les individus peinent à sortir, ils représentent leur capacité à être acteurs de la ville, et à y créer de nouveaux rapports de force sous forme d'« urbanisme subalterne » (Atia 2019) :

« [...] *La subalternité est devenue la condition du peuple, de ceux qui n'appartenaient pas et ne pouvaient pas appartenir aux classes d'élite, un "attribut général de subordination" (Guha 1988, 35). Comme le note Spivak (2005, p. 476), dans cet usage, le terme "subalterne" était étroitement associé à l'idée de populaire. La politique subalterne est donc la politique populaire et la culture populaire. En outre, dans les travaux Subaltern Studies Collective, la capacité provoquer le changement s'est trouvée dans cette sphère de la politique subalterne. En ce sens, la subalternité est devenue plus que "l'attribut général de subordination" ; elle est également devenue une théorie de "agency" (capacité à agir), celle de la "politique du peuple" (Guha 1988, 40). »<sup>213</sup> (Roy 2011)*

Le bidonville est à la fois conçu par les mains et vécu à travers les usages des *habitants concepteurs* (Image 88). Dans un milieu défini par les contraintes administratives, spatiales et parfois sanitaires, ils conçoivent des logements qui répondent à l'évolution de leurs besoins et de leurs situations économique et familiale. Ce mode de faire et d'habiter n'est pas sans rappeler des formes d'habitat alternatif – plus *formels* – qui se développent « sous les termes variés de *cobousing*, habitat groupé, coopérative d'habitants, autopromotion et habitat participatif » (Beurq 2019). Cependant, les *habitants concepteurs* des catégories formelles évoluent dans un registre moins contraignant, qui ne demande pas de grands compromis sur l'intimité du résident, par exemple. Ils choisissent volontairement de créer un milieu sociospatial de « vivre ensemble » et de renouer un lien social à l'échelle de l'habitat (Iorio 2013). Des dynamiques similaires animent le bidonville, mais davantage par contraintes de proximité et de promiscuité, dans un entre-soi ambivalent, à la fois source de solidarité et source de conflits.

---

<sup>213</sup> Citation d'origine : « [...] subalternity came to be seen as the condition of the people, those who did not and could not belong to the elite classes, a 'general attribute of subordination' (Guha 1988, 35). As Spivak (2005, p. 476) notes, in such usage, the term 'subaltern' was closely associated with the idea of the popular. Subaltern politics is thus popular politics and popular culture. Further, in the work of the Subaltern Studies Collective, the agency of change came to be located in this sphere of subaltern politics. In this sense, subalternity became more than the 'general attribute of subordination'; it also became a theory of agency, that of the 'politics of the people' (Guha 1988, 40) ».



Image 88 La façade fraîchement repeinte d'une des baraques du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla

L'apparition des bidonvilles a engendré des réactions progressives de différentes ampleurs de la part des autorités locales et nationales. Ce ne sont pas les initiatives qui manquent lorsqu'il s'agit de traiter l'effervescence de l'habitat informel au Maroc. Dès les années 1950, l'un des premiers soucis du royaume nouvellement indépendant est de loger ses citoyens. Sur les politiques de réhabilitation des quartiers non-réglementaires au Maroc, Habiba Essahel explique que la stratégie des autorités marocaines a été de poursuivre les schémas d'action déjà en place pendant le protectorat français. Elles introduisent des "trames sanitaires améliorées", « des logements sommaires d'une seule pièce sur des lots équipés et clos de 40 et 50 m<sup>2</sup> » (Essahel 2011, 143).

Dès la fin des années 1960, les premiers logements de recasement ont vu le jour, sans réellement contribuer à une baisse de la population du bidonville. Selon la géographe, l'inadéquation des politiques de relogement a amené un changement de démarche, l'État initiant les premières opérations de restructuration des bidonvilles *in situ* à partir de 1970.

Cette politique rencontre de nombreuses réticences chez les experts de la ville, dans la mesure où la restructuration tend à cristalliser le bidonville, en en faisant un mode d'habiter de plus en plus attractif aux yeux des arrivants, migrant en provenance de campagnes ou de petites villes.

Dès les années 1980, le recasement montre ses limites, en particulier dans les villes qui souffrent d'un déficit foncier pour engager leur croissance ou modernisation. C'est ainsi que l'État entreprend ses premières opérations de relogement, en faisant appel à des bailleurs et des opérateurs publics et privés. L'objectif est de construire du logement social collectif afin de réduire le coût de la construction, et de rentabiliser l'opération pour les bailleurs en s'élevant sur plusieurs étages dans une seule parcelle. Cependant, ni le recasement ni le relogement ne semblent satisfaire les attentes d'une population qui résiste aux propositions publiques. Aïcha Khrouz, ancienne agent d'accompagnement social des projets de résorption de bidonvilles, explique que le problème est la délocalisation des populations vers les franges de la ville, ce qui signifie pour de nombreux habitants un éloignement du bassin d'emploi :

*« [...] les gens ont toujours été pour les lots de terrain, mais pour avoir des lots de terrain à donner aux gens, il fallait les mettre à la périphérie de la ville, c'est là où ça coûte moins cher. Les gens ne résistaient pas contre la nature du produit, mais contre la localisation. [...] dans le bidonville ils partent toujours dans un endroit où il y a le travail, et où il y a déjà de l'emploi et à proximité. Ils gagnent donc sur les moyens de transport. » (A. Khrouz, février 2018)*

Si le phénomène reste difficile à contrôler, l'inadéquation des réponses aux attentes des habitants n'est pas seulement en cause. Entre le recensement des ménages bénéficiaires des opérations de relogement et le lancement du projet, la croissance du nombre de foyers continue, ce qui crée, à terme, un décalage entre le nombre de logements attribués et celui des ménages bénéficiaires qui augmente sans cesse. Le différentiel ralentit la course du programme, retarde les délais, et les promesses initiales deviennent difficiles à tenir.

La ville cherche à gérer les dysfonctionnements qui résultent de longues années de réflexion fragmentée, par la succession des ministres et des partis au pouvoir. Rares sont les stratégies qui évoluent au-delà du mandat de leur porteur.

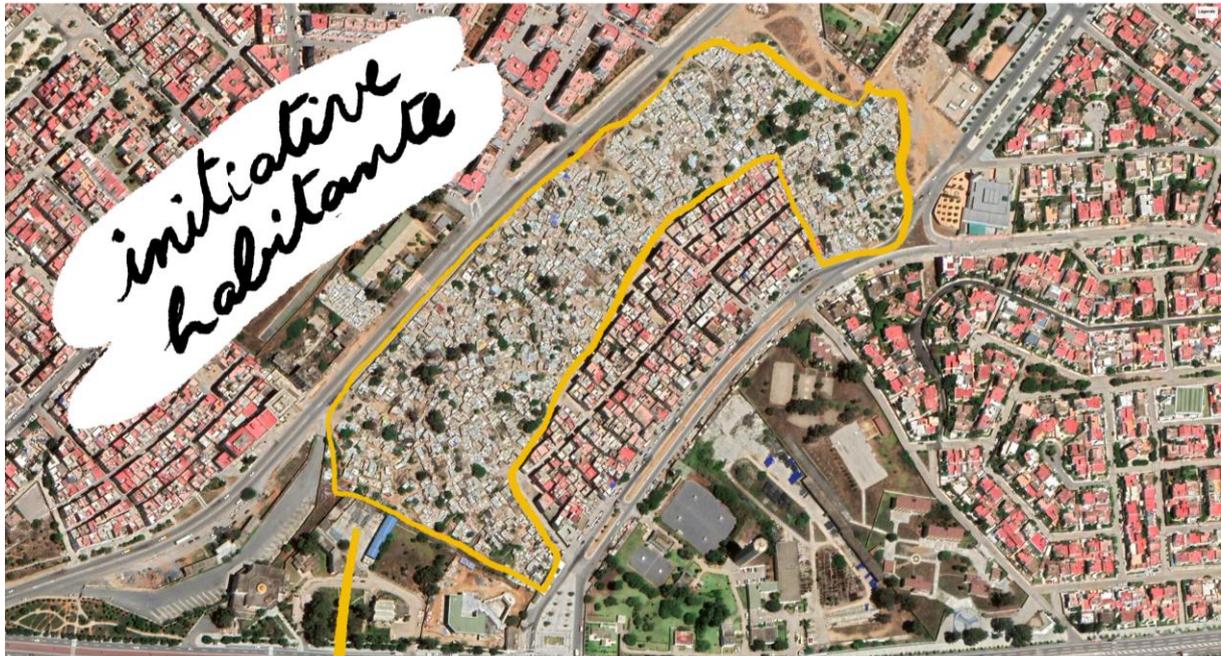
Les actions reposent sur des interventions de réhabilitation de quartiers, de viabilisation de morceaux de ville et de mise en place d'infrastructures nécessaires au développement de certaines zones prioritaires.



Figure 78 Plan de situation du bidonville *Sebb el Caïd* en bas, et la cité de relogement dans le lotissement *Saïd Hajji*. 2020  
© Google Earth / Myriame Ali-oualla

Spatialement, les opérations de relogement et de recasement transforment radicalement l'organisation de la ville. A Salé, en réaction à la cristallisation de *Sebb el Caïd*, le plus grand bidonville de la ville, une partie des habitants a été déplacée du quartier *Tabriquet*, vers le lotissement *Saïd Hajji* aux abords de *Sidi Moussa*, et ce dans le cadre des politiques de résorption (Figure 78).

La saturation des quartiers existants ne laisse d'autres choix que la création de nouveaux lotissements résidentiels de plus en plus éloignés du centre-ville. La construction massive de logements sociaux à l'attention des anciens habitants du bidonville, et des classes moyennes qui aspirent à l'accèsion à la propriété, génère de nouveaux tissus urbains, différents des trames de l'habitat non-réglementaire du quartier *Sidi Moussa* et de l'organisation spatiale du bidonville. Le spontané à l'initiative de l'habitant concepteur laisse place au normé et aux grilles orthogonales, transformant une partie de la densité horizontale en densité verticale (Figure 79).



Bidonville Sehb el Caïd, Salé



Cité de relogement Saïd Hajji, Salé

Figure 79 Deux vues aériennes des configurations spatiales du bidonville Sehb el Caïd et de la Cité Saïd Hajji. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla

Dans le cas du bidonville *Nouayel*, le résultat de la résistance habitante, par le *refus de bouger*, a changé la stratégie des acteurs politiques et urbains locaux qui consistait à reloger les habitants dans des appartements du logement social de la *Cité Nour* voisine. En 2020, les ménages non relogés ont obtenu gain de cause et ont été recasés *in situ* sur des lots étroits de 40m<sup>2</sup> (*Image 90* & *Image 91*).

La majorité des habitants des bidonvilles préfèrent le recasement au relogement, mais cela n'est pas un gage d'amélioration de la qualité de vie dans les espaces domestiques. L'obligation de construire un logement aux normes imposées par la ville n'est pas toujours respectée, compte tenu des ressources financières limitées des habitants.

En résultent des quartiers modestement construits, dont les habitants peinent<sup>214</sup> (ou résistent à) respecter les codes architecturaux et les plans de construction, définis par la ville. Une succession de constructions agglomérées à l'aspect « non-fini » s'établit dans le logement formel de recasement (*Image 89*).



*Image 89 Quartier de recasement Sidi Larbi, Aïn Aouda. 2014 © Olivier Toutain & Virginie Rachmuhl / AFD*

D'autres opérations de relogement et de recasement participent à la « défiguration des paysages naturels et agricoles » (Kharmich et El Harrouni 2019), comme c'est le cas du quartier *Al Firdaouss* dans la petite ville *Aïn Aouda*, dans lequel ont été relogés des habitants d'un bidonville de Rabat, à plus de 25 kilomètres de leur quartier résorbé.

Les réactions des autorités et des politiques d'habitat ont ainsi évolué pour accompagner l'apparition progressive du bidonville à l'issue d'une migration rurale croissante, depuis les années 1950. La cristallisation des ruraux dans le bidonville, autant que les mécanismes de gestion du tissu par la résorption, le relogement et le recasement, sont des mécanismes de fabrication urbaine, communs à un ensemble de « mégapoles » du Sud dans lesquelles les inégalités fragmentent la ville en micro-territoires distincts.

---

<sup>214</sup> « Sur certains sites, la baisse des indicateurs d'accès à l'électricité ou aux éléments de confort entre les deux enquêtes traduit également la situation de transition et les difficultés financières rencontrées par certaines familles, notamment les plus démunies. » (Toutain et Rachmuhl 2014)



*Image 90 A droite, une des façades du bidonville Nouayel, pendant l'enquête. Chaque baraque se distingue de l'autre et les parcelles sont densément occupées. 2018 © Myriame Ali-oualla*



*Image 91 Les logements de recasement de Nouayel en Décembre 2020. L'aspect du bidonville a radicalement changé en une masse homogène de maisons économiques individuelles, habitées sans finitions. Vu que chaque maison occupe l'espace de deux baraques (40m<sup>2</sup>), il y a moins d'unités (certaines familles ayant été relogées dans le logement collectif). Seule une baraque tient debout, donnant sur la route côtière. 2020 © Abdelhamid Ali-oualla*

### Une ville plus inclusive des migrants

L'intérêt porté par les autorités publiques aux anciens combattants en France, à Bordeaux plus particulièrement en raison de la présence de l'ONAC-VG, a commencé par une « sur-visibilité » dans l'espace public. Bien que le changement de loi sur les pensions militaires des étrangers ait officiellement ouvert les frontières aux anciens pour réclamer leurs droits, les autorités françaises ne s'attendaient pas à un « afflux » d'arrivées aussi conséquent. Le système d'hébergement des seniors étrangers, aux multiples conditions de vulnérabilité, s'est adapté progressivement en réaction aux modes d'appropriations et aux besoins des anciens.

Les pratiques et les initiatives habitantes des seniors sont « timides », leur altération de l'espace douce et éphémère, et leur force de mobilisation par l'appropriation collective limitée. Dépendant crucialement de l'offre de l'État et de l'accompagnement social et associatif, les anciens deviennent des *habitants passifs*, et s'accommodent des espaces qui sont mis à leur disposition.

Les foyers de migrants, dans lesquels vivaient déjà des travailleurs isolés en provenance d'Afrique (Maghreb et Afrique Subsaharienne), étaient leurs premiers lieux d'hébergement. Prévus pour l'accueil provisoire des travailleurs immigrés des années 1970, les Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) ont servi aux autorités comme première issue, afin de sortir les anciens combattants de la rue, et alléger plus durablement la charge des services d'urgence.

La création des FTM marque une étape cruciale dans l'évolution des villes françaises. Elle incarne à la fois la reconnaissance de la présence étrangère sur le territoire, et l'établissement de rapports de subordination entre logeurs et logés, à travers des outils d'aménagement urbain. Comme au Maroc et dans de nombreuses grandes villes industrialisées, c'est d'abord pour venir à bout des bidonvilles occupés par des ouvriers étrangers, que les foyers ont été construits. Plusieurs lois ont été votées successivement pour contrôler les regroupements informels de baraques, dans lesquelles les populations étrangères (africaine, mais aussi espagnole et portugaise) étaient difficiles à quantifier :

*« À partir de 1964, la médiatisation de ces bidonvilles a été croissante, et une première loi, dite loi Debré, a été votée en vue de leur résorption. C'est en 1970 que la politisation de la question atteint son paroxysme, à la suite notamment d'un incendie à Aubervilliers qui a coûté la vie à cinq travailleurs africains. En juillet 1970 une nouvelle loi est votée, destinée non seulement à résorber définitivement les bidonvilles avant la fin de l'année 1972, mais aussi à offrir des outils contre l'habitat insalubre en général. [...] Tout cela a contribué à donner au*

*thème du bidonville un statut singulier au sein de l'histoire des politiques de rénovation urbaine et dans la mémoire de l'immigration. » (David 2010)*

La construction des foyers s'inscrit dans la logique globale de création de logements salubres et de grands ensembles, qui caractérise la production de l'habitat des années 1960 et 1970.

Il aura fallu attendre jusqu'au début des années 2000 pour lancer un plan national de réhabilitation des foyers, accueillant essentiellement des groupes de travailleurs étrangers à la retraite, rejoints par les anciens combattants africains. A Bordeaux, une partie était orientée vers le foyer *Alfred Daney* (*Figure 80*) qui, en 2020, est en cours de reconstruction et de mise à niveau pour devenir une résidence sociale. Comme la plupart des FTM construits en France, le foyer *Alfred Daney*, au nord-ouest du quartier des Chartrons, était géographiquement éloigné de l'activité du centre-ville, avec peu d'équipements et d'infrastructures commerciales de proximité. Relégué spatialement jusqu'à la moitié des années 2000, il a été progressivement rattrapé par la croissance de la ville et la densification du quartier, et à une meilleure connexion aux réseaux de transport en commun. Cette sortie des foyers de l'isolement urbain, rompt avec les effets de relégation spatiale des populations étrangères, en vigueur jusqu'alors.

Qu'il s'agisse de travailleurs isolés ou de familles immigrées, les indignations et les révoltes sociales des années 1980 et 1990 ont remis en question la discrimination systémique, qui affecte directement et indirectement leur condition socioéconomique, leur accès aux ressources et leur sentiment d'appartenance identitaire. La mise en place de nouveaux principes de gestion spatiale et urbaine des populations étrangères en France, et la mise au défi des « relations établies entre le modèle de centre-périphérie jusqu'à présent dans les villes occidentales »<sup>215</sup> (Panori, Psycharis, et Ballas 2018), attestent d'un changement de paradigme. Dans une étude des structures sociospatiales des immigrés dans la ville d'Athènes, Anastasia Panori, Yannis Psycharis et Dimitris Ballas expliquent que la transition graduelle vers des villes plus inclusives de populations étrangères est en partie le résultat du renforcement global de l'État-providence et de ses politiques connexes :

---

<sup>215</sup> Citation originale : « The dynamics of migration, alongside the existing social geography of cities, produce uneven patterns of urban restructuring, affecting established relations between the up-til-now core-periphery model in western cities. »

# Foyer ALFred Daney

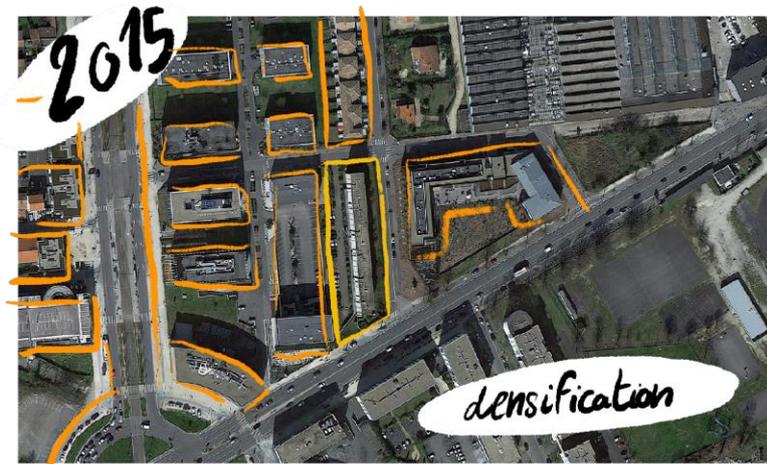
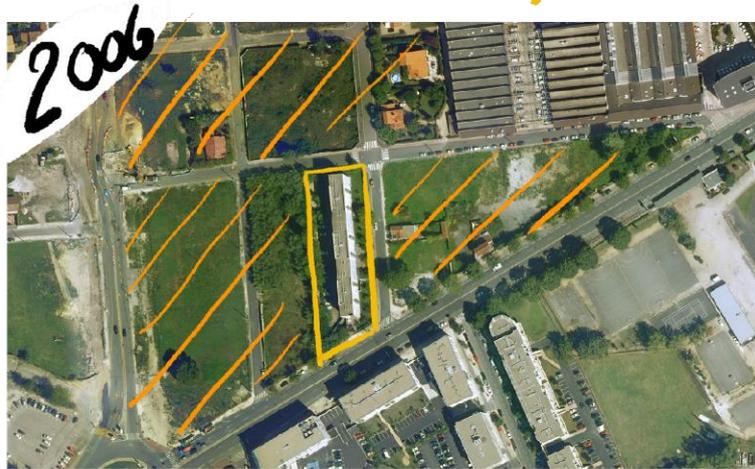


Figure 80 Évolution du foyer Alfred Daney et de son quartier d'implantation. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla

« En particulier, en Europe, les régimes de protection sociale ont de fortes répercussions sur les conditions urbaines (Musterd et Ostendorf 1998; Tai 2006). Dans les contextes plus néolibéraux de l'État-providence, comme celui des États-Unis, les inégalités sociales et ethniques ont tendance à s'exprimer directement dans l'espace urbain. »<sup>216</sup> (Panori, Psycharis, et Ballas 2018)

L'exemple de la réhabilitation d'un ancien lycée en résidence sociale intergénérationnelle, pour l'accueil des anciens combattants étrangers au cœur du quartier Saint Michel à Bordeaux, prouve l'évolution des stratégies de prise en charge, l'effort des politiques et la mobilisation associative en vue de leur intégration à la vie urbaine.

La gestion de l'accueil des anciens combattants marocains à Bordeaux pose la question plus large de comment concevoir des villes plus inclusives des populations étrangères. Cristina Cassandra Murphy (2018) met en avant le rôle des experts de la ville dans la création d'espaces d'*entre-deux*, bénéfiques aussi bien aux *étrangers* qu'aux locaux, et cruciaux pour permettre aux migrants de se projeter durablement dans leur territoire de résidence. Jusque-là, la majorité de ces espaces « intermédiaires » se sont incarnés par des lieux démodés, dangereux, indésirables, géographiquement inadaptés et disposant d'une infrastructure médiocre : foyers ou cités, dans les banlieues déclassées. A l'interface entre le pays d'origine et la ville d'accueil, il servent de lieux où les gens commencent à spéculer sur leur avenir en tant qu'individus, en tant que familles et en tant que communautés urbaines entières (Murphy 2018). Dans son article, Murphy revient sur les résultats d'un projet de « ville hypothétique multiculturelle durable », coconstruit par XCOOP, une agence d'architecture et de recherche, et *Centros Urbanos Javeriana, Bogotá*, un laboratoire de recherche urbaine et architecturale. Après avoir identifié les défis qui se posent dans la construction d'espaces d'« entre-deux »<sup>217</sup> durables, affectant l'expérience sociospatiale des migrants<sup>218</sup>, Murphy conclut que pour surmonter ces obstacles, il faut des solutions fondées à la fois sur l'aménagement spatial

---

<sup>216</sup> Citation originale : « In particular, in Europe, welfare regimes have strong impacts on urban conditions (Musterd et Ostendorf 1998; Tai 2006). In more neoliberal welfare state contexts, such as that of the United States, social and ethnic inequalities tend to be expressed directly in urban space. »

<sup>217</sup> Le concept d'*entre-deux*, originalement « in-betweenness » dans l'article de Murphy (2018), signifie la façon dont on négocie avec la nouvelle culture et dont on parvient simultanément à maintenir les traditions de son pays d'origine. La possible traduction spatiale de l'« in-betweenness » est ce qui exploré par l'auteure dans les résultat de l'étude menée par XCOOP et *Centros Urbanos Javeriana*.

<sup>218</sup> Les barrières physiques, causées par les longues distances entre les centres-villes, les transports, le manque d'espaces commerciaux appropriés ; les barrières institutionnelles, causées par des réglementations pouvant être obsolètes ; les obstacles à la citoyenneté, causés par des chemins compliqués et éventuellement irréalisables vers la citoyenneté.

et sur les politiques qui les renforcent, en responsabilisant davantage les urbanistes et les concepteurs de l'urbain :

*« Pour les urbanistes, la question clé soulevée par l'immigration est de savoir comment reconnaître, respecter et accommoder la diversité à travers l'environnement bâti. En tant que concepteurs urbains, notre responsabilité est de fournir aux citoyens la possibilité de rencontres positives entre différents groupes dans les espaces publics, l'égalité d'accès aux services et aux biens publics, la mise en œuvre de nouvelles typologies et l'amélioration des méthodes de conception participative. »<sup>219</sup> (Murphy 2018)*

A l'échelle de l'espace domestique des anciens combattants et des travailleurs immigrés à la retraite en France, de nombreux changements ont été implémentés pour accompagner le vieillissement du groupe et la perte progressive d'autonomie. Les efforts d'amélioration des conditions d'habiter menés par Adoma, en tant que société d'économie mixte dont le capital est détenu par des acteurs publics, conforte les réactions de l'État dans la prise en charge sociospatiale de populations étrangères et/ou vulnérables.

### **Investissements "étrangers" et transformation des paysages locaux**

Les projets résidentiel et professionnel des commerçants et entrepreneurs transnationaux marocains relèvent d'une organisation tactique, qui bénéficie de la capacité à se déplacer, du profit des opportunités multisituées, et de la facilité de faire évoluer le réseau de lieux avec l'évolution des contraintes (familiale, administrative, économique).

La capacité à inscrire les enseignes marchandes et professionnelles dans des quartiers interculturels et dans des niches commerciales (commerces « ethniques », services de transport transnationaux), ainsi que l'élaboration d'un système résidentiel transnational, font de ces migrants des *habitants stratégiques*.

S'ils intègrent les codes spatiaux de leurs environnements socioculturel et urbain à l'étranger, ils sont aussi des initiateurs de mutation des paysages urbains et ruraux dans leur pays d'origine. Au Maroc, la réaction de l'État à la communauté des Marocains résidant à l'étranger (MRE), désireuse

---

<sup>219</sup> Citation originale : « For urban designers, the key question raised by immigration is how to acknowledge, respect, and accommodate diversity through the built environment. As urban designers, our responsibility is to provide citizens with the opportunity for positive encounters among different groups in public spaces, equal accesses to public services and goods, implementation of new typologies, and improved methods of participatory design. »

de posséder des résidences secondaires ou de retour, est de faciliter les législations et les accords de prêt, pour les encourager à investir durablement dans leur pays. Des événements spécifiquement dédiés aux potentiels acheteurs résidant à l'étranger – dont la communauté marocaine représente la part dominante –, sont organisés régulièrement dans les grandes capitales et métropoles européennes, comme Paris, Milan et Barcelone. Le SMAP IMMO (*Image 92 & Image 93*), grand salon de l'investissement immobilier au Maroc, est célèbre auprès des MRE d'Europe et du Moyen-Orient, et compte une présence massive à chaque édition. Des agences immobilières multirégionales y exposent des offres allant d'appartements de logement social, à des villas en bord de mer, du Nord au Sud du pays.



*Image 92 Afflux d'investisseurs potentiels aux portes du SMAP IMMO Paris, lors de sa dernière édition en 2019. © www.smapgroup.com*



*Image 93 Maquette démonstrative des produits immobiliers au cours du SMAP IMMO Paris 2019. © www.smapgroup.com*

Le soutien de l'État marocain à de telles initiatives génératrices d'investissements étrangers, et la liberté accordée aux promoteurs et aux agences immobilières, ne préviennent pas les dysfonctionnements et les situations de fraude. Entre 2019 et 2020, de nombreux MRE, « propriétaires en devenir », ont été extorqués de centaines de milliers d'euros par un promoteur immobilier, après que ce dernier leur ait vendu des villas et des appartements fictifs (Le Monde et AFP 2020).

Le manque de vigilance et le « laisser-faire » ne sont pas sans effet sur la transformation des villes et villages marocains, indépendamment des opérations immobilières à l'initiative des établissements privés. Les commerçants et entrepreneurs que j'ai interrogés, par exemple, ont fait construire leur maison au pays en tant que particuliers, y incorporant des codes spatiaux intériorisés à travers leur expérience transnationale.

Ce processus d'*hybridation* fait l'objet de plusieurs recherches (Calderón Bony 2008), dont une menée par *Husos Architects*, une agence d'architecture basée à Madrid, intervenant en Espagne et en Colombie. Exposé en 2016 lors de la Triennale d'Oslo sous le thème de « *After Belonging* »<sup>220</sup>, le projet de recherche « *Interfaced urbanism of remittances* » compile les effets des transferts de fonds étrangers de migrants, sur l'évolution des paysages urbains et ruraux et des économies transnationales dans la région colombienne de Risaralda. Le projet de recherche et de médiation est mené à plusieurs mains (architecte, travailleur social, photographe) et présente une étude anthropologique d'espaces en mutation (*Image 94*).

Dans un entretien avec la plateforme *Architizer*, l'équipe *Husos* détaille la formation d'identités urbaines à part entière et de nouvelles formes d'urbanisme dans le pays d'émigration :

*« Le logement est considéré comme un symbole de leur lointain foyer, un investissement pour la retraite et une plate-forme destinée à de multiples usages. [...] La plupart des cas de maisons d'« envoi de fonds » [remittance] que nous étudions, font partie d'un modèle urbain présent dans la région depuis de nombreuses décennies, développé en grande partie par les migrants eux-mêmes et leurs communautés, et construit par étapes au fil du temps, s'adaptant aux besoins économiques changeants des individus et des familles, grâce à des solutions spatiales. »*<sup>221</sup>

(Kloppenborg 2016)

---

<sup>220</sup> « Après l'appartenance ».

<sup>221</sup> Citation originale : « Housing is regarded as a symbol of their faraway home, an investment for retirement and a platform intended for multiple uses. [...] Most of the cases of remittance houses we are studying are part of an urban model that has been present in the region for many decades, developed largely by migrants themselves and their



Image 94 Modèle urbain autoconstruit, basé sur les transferts de fonds, dans le quartier Kennedy de Pereira. 2016-2017 © Husos (María García) / [www.architect.com](http://www.architect.com)

Les mêmes phénomènes de transformation de codes urbains, architecturaux et résidentiels sont observés au Maroc. Dans un travail sur le système résidentiel de familles rifaines, vivant entre Bruxelles et le Rif, Lisa Raport (2019) revient sur l'apparition de nouvelles formes d'habitat dans les campagnes septentrionales du Royaume. Contrastant avec les maisons à cour vernaculaires de la région, construites en terre et en pierre sur un seul niveau, les nouveaux modèles rivalisent en grandeur et en architectonique ostentatoire. Les propriétaires construisent souvent sans « la supervision d'ingénieurs ou d'architectes, mais plutôt avec le soutien de quelques alliés qui participent directement à la réalisation, souvent des constructeurs et des artisans connus, engagés dans le même quartier ou à proximité »<sup>222</sup> (Goldberg 2017; Husos 2016).

Lisa Raport reprend dans son article le témoignage d'une jeune architecte qui revient sur son expérience auprès de propriétaires marocains « transnationaux » :

---

communities and built in stages over time, adapting to individual and families' changing economic needs through spatial solutions. »

<sup>222</sup> Citation originale : « These urbanisms are based on the construction of homes by migrants, almost never with the supervision of engineers or architects, but instead with the support of a few allies who are involved directly in their completion, often known builders and craftsmen contracted from within the same neighborhood or from nearby. »

« Najoua nous a raconté son expérience en tant que stagiaire durant les mois d'été dans le bureau d'architecture de son père à Nador, une ville située à l'est de Temsamane :

« [Durant la période estivale,] le bureau d'architecture reçoit plusieurs demandes de régularisation de la part des Rifain.e.s qui travaillent en Europe. La plupart d'entre eux/elles construisent illégalement, sans permis de construire, ou bien ils/elles ne respectent pas le plan autorisé. Du coup, après la fin des travaux, ils/elles sont obligé.e.s de consulter un architecte pour obtenir un permis d'habiter, qui leur permettra d'avoir accès à l'eau potable et à l'électricité. » [...] Si certains symboles utilisés lui rappellent des architectures européennes, d'autres demeurent assez énigmatiques : « des styles parfois difficiles à décrire, comme les toitures en pagode ». » (Raport 2019) (Image 95)

La démocratisation des moyens de communication « augmentée » (accessible à tous moments, instantanée, multimédias, permettant le transfert d'argent), accélère les temporalités du projet résidentiel. Les choix de matériaux, les contacts d'entreprises ou d'artisans et le suivi du chantier peuvent être menés à distance. La rapidité du processus de construction, et la réglementation *lâche* de certains périmètres ruraux ou de la proche campagne des villes, donnent naissance à des « *maisons-objets* » décontextualisées, des « blocs de béton isolés sur de grands terrains ceints d'un mur » (Raport 2019). Bien que les autorités locales soient encouragées à réguler la prolifération incontrôlée de maisons, qui ne sont pas en conformité avec la réglementation ou les plans d'aménagement en vigueur, le fait est que l'activité économique que génère l'investissement immobilier des émigrés et transmigrants marocains est considérable. Il participe à la revitalisation de nombreux secteurs d'activité, traditionnellement peu valorisés. Le « laisser-faire » de telles opérations semble être un *mal pour un bien*, qui n'est pas sans effet sur les structures sociales de l'environnement d'implantation, et l'avenir de certaines zones, rurales en particulier. La démultiplication de maisons en béton imposantes des émigrés et transmigrants, aux côtés de maisons en terre traditionnelles, renforce des changements de mentalité déjà amorcés par l'influence des villes occidentalisées, et du retour des migrants ruraux dans leurs villages pour les « moderniser » :

« Le goût pour une certaine modernité est alors généralisé à tous les bâtiments : administrations, édifices religieux, maisons individuelles. Les mises en œuvre traditionnelles, jugées indignes, sont reléguées. Désormais, les habitants expliquent qu'ils ne veulent plus vivre dans des espaces connotés « anciens » parce que réalisés avec les matériaux traditionnels alors rejetés et tout particulièrement la terre crue. » (Naji 2019)



*Image 95 Maisons de retour. 2015 © Najoua Saadi dans (Rapport 2019)*

\*\*\*

L'un des actes les plus récurrents dans la gestion des populations étrangères et/ou à faible revenu, est la mise à distance dans des territoires de relégation, ségrégation socio-spatiale mise parfois sur le dos de volontés "communautaristes" du groupe, ou d'"auto-exclusion". Loin d'être une exclusivité nationale à un pays ou à un autre, la gestion de l'habiter migrant et de la visibilité étrangère a souvent fait appel à des réflexes d'invisibilisation (Chabot, 2018) (Figure 81). L'expérience de gouvernance urbaine de la fin du XX<sup>e</sup> siècle a prouvé que, si les plus vulnérables socialement et économiquement (étrangers, classe ouvrière) sont mis à la périphérie de la ville, cela crée un foyer de ressentiment (Murphy, 2018). Les résultats de ma recherche montrent, cependant, que la mise à l'écart n'est pas l'unique mode de gestion sociospatiale.

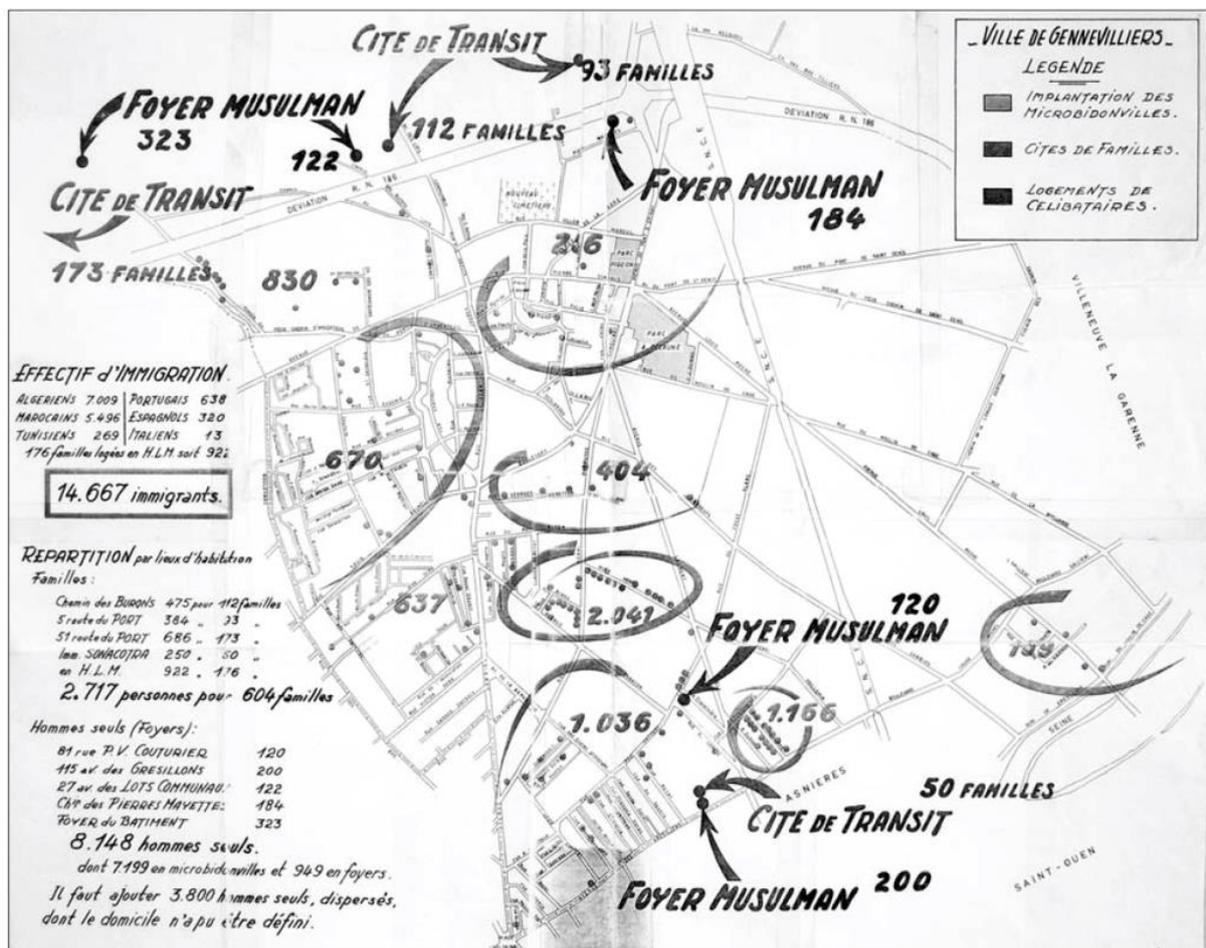


Figure 81 Carte établie par les services municipaux de Gennevilliers [PCF] en 1966. On y lit la séparation (invisibilisation) des communautés immigrées, essentiellement musulmanes et d'origine nord-africaine, du reste de la ville, logées dans des foyers et des cités de transit. Ce type de dispositif territorial a été interdit par la loi 6 janvier 1978 contre l'élaboration de statistiques ethniques. © TXKL / laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com

En observant les mutations de la réalité urbaine, liées aux modes d'habiter des trois groupes migrants, à la fois dans leur environnement d'accueil et dans leurs lieux d'émigration, apparaissent deux dynamiques complémentaires : les initiatives habitantes et les réactions de l'État et des autorités locales. Malgré la croissance continue des flux migrants, les villes semblent peu préparées aux transformations démographiques, liées non seulement à l'évolution du nombre d'habitants, mais aussi aux modalités d'habiter et d'appropriation spatiale de groupes en provenance d'origines et de conditions sociales divergentes.

A l'initiative de l'*habitant concepteur* dans le bidonville, les réactions de l'État ont progressivement évolué grâce à la résistance collective. De la restructuration du bidonville, au relogement et au recasement, les autorités locales participent à la viabilisation des quartiers informels en attente, à la délocalisation des habitants vers des lotissements éloignés du tissu socioprofessionnel, à la transformation des formes de densité (de l'horizontal au vertical), et à l'étalement urbain pour profiter du foncier disponible et peu coûteux. Dans le meilleur des cas (du point de vue des habitants), le recasement *in situ* est proposé, permettant la continuité historique, sociale et économique au quartier.

Après les épisodes consécutifs d'arrivées d'anciens combattants marocains à Bordeaux, *habitants passifs* des espaces publics, dans l'attente d'une prise en charge, l'État français active les centres d'hébergement disponibles pour les sortir de la précarité de la rue. Les foyers désuets des travailleurs migrants des années 1970 sont longtemps restés la seule alternative d'accueil et de logement. Mais l'offre a évolué avec la transformation des foyers en résidence sociales, beaucoup plus adaptées aux pratiques spatiales des résidents et à leur vieillissement. La politique de marginalisation territoriale du logement collectif, à l'intention des travailleurs étrangers et des anciens, laisse place à des approches inclusives et à une intégration plus renforcée à la dynamique des centres-villes. Cela se traduit par l'accessibilité des moyens de transports et des équipements de proximité, et par le relogement dans des quartiers centraux de la ville, les rapprochant de ressources sociales et de repères culturels familiers.

Le désir des commerçants et des entrepreneurs transnationaux d'acquérir de l'immobilier au Maroc, pour développer leur système résidentiel, est accueilli avec enthousiasme par les autorités locales, qui redoublent d'effort pour encourager les investissements de leurs ressortissants (immigrés et transmigrants). Des salons de l'immobilier, qui font le tour des grandes métropoles mondiales, à la

facilitation des législations et des conditions de prêt, tout est mobilisé pour créer les meilleures conditions d'acquisition de foncier et de biens immobiliers pour ces *habitants stratégiques*. Parfois, l'encouragement laisse place à de « l'excès de zèle » et se traduit par un laisser-faire, non sans effet sur la mutation des paysages urbains et ruraux locaux. Le non-respect de la réglementation, l'édification de « maisons-objets » s'attachant peu à l'identité du territoire et aux modes de construction locaux, ou les architectures ostentatoires, sont tolérés dans la mesure où ces opérations sont vitales aux économies locales, qui dépendent essentiellement des investissements inter et transnationaux.



## Chapitre 10. Décortiquer l'expérience spatiale

Récits biographiques et visuels, perspectives méthodologiques

L'approche méthodologique du récit se déploie sous des formes variées tout au long de la démonstration. Des récits de vie aux cartographies, en passant par les relevés habités, les croquis et les scènes visio-narratives, raconter la subjectivité de l'expérience spatiale en migration emprunte aussi bien au mode de narration littéraire qu'au *storytelling* de disciplines visuelles et de conception.

La méthode biographique réunit une grande part des données de terrain. Elle concentre le récit du projet migratoire, les carrefours de transformation de l'individu, l'évolution de son système d'appartenances et de sa condition socioéconomique, les mécanismes d'appropriation spatiale d'un point à un autre, et son rapport à la notion du chez-soi. Si les extraits d'entretien choisis répondent aux questions de l'habiter en migration que je définis en amont, les récits de vie récoltés contiennent d'autres réponses à de nombreuses autres problématiques possibles. En partant d'un seul matériau empirique, les pistes analytiques sont multiples et participent de la composition d'une image multidimensionnelle de la réalité du phénomène, offrant la possibilité d'une superposition de lectures.

Les outils visuels, tels que je les mobilise dans cette recherche, amorcent une réflexion plus large sur la place de supports et formes de restitution multimédias dans la recherche en sciences sociales, en particulier autour des questions spatiales. A partir d'un retour d'expérience sur les vertus et les limites des outils mis à l'épreuve pendant la conduite de ma recherche, j'étends la discussion sur d'autres outils de récolte et de restitution possibles, pouvant faire un rapport plus complet de la réalité de l'expérience de l'habiter, m'inspirant d'approches mobilisées par d'autres chercheurs.

La richesse méthodologique et épistémologique qu'accompagne l'usage d'outils de récolte variés, se soumet à la question de systématisation, pour obtenir une cohérence du propos scientifique. Cependant, la réalité du terrain impose bien souvent l'adaptation de la méthode à certains impératifs, liés aux limites définies par les enquêtés et à la nature de leurs enjeux. L'asymétrie d'usage des outils qui en résulte est fidèle aux nuances de chaque expérience, dans lesquelles je privilégie l'authenticité des récits, plutôt que la systématisation rigide, faisant le sacrifice de ce qui fait la particularité de chaque expérience spatiale.

## 10.1. Un récit de vie, une superposition de lectures

L'approche qualitative par le récit de vie comme corpus méthodologique structurant, permet de partir d'une échelle micro-sociale de l'individu, pour explorer les tenants de l'expérience spatiale migrante, en l'inscrivant dans des dynamiques sociales à grande échelle (droit à la ville, contrôle de la mobilité, gestion des frontières, déterminisme culturel, condition économique).

La recherche en sciences sociales entretient un rapport équivoque avec la méthode. Dans un ouvrage consacré à l'usage des récits de vie en sciences des gestions (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015a), les auteurs reviennent sur les arguments de critique de la méthode biographique, qu'ils concluent par une « critique des critiques ». Premièrement, il y a les problèmes d'objectivité, justifiés par « les risques de manipulations, de travestissement des récits, voire d'exagération de la place de certains événements dans les récits de vie au détriment d'autres faits » (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015a). Deuxièmement, il y a les problèmes de fiabilité, associés aux limites du langage à exprimer pleinement la réalité de l'expérience. Troisièmement, il y a les problèmes épistémologiques, expliqués par l'inaccessibilité à l'observation des événements racontés, et à l'altération de la réalité par effet d'introspection lors de l'énoncé du récit. Quatrièmement, il y a l'« illusion biographique » (Bourdieu 1986), qui conditionne la structure du récit lorsque l'individu, en le relatant, en réorganise et hiérarchise les événements pour le « rendre » cohérent, avec un début, un milieu et une fin.

Les auteurs contestent ces critiques qui, selon eux, sont moins une question de matériau qu'une question de *ce qu'on fait avec* :

*« [...] la critique du récit comme une manipulation de l'enquête avec la complicité du narrataire est davantage liée au problème de méthode de traitement qu'au matériau recueilli. [...] L'objectif poursuivi par le chercheur, en compilant les récits de vie et en analysant les variants et les invariants, est d'en comprendre les motivations et les logiques sous-jacentes. Aussi, la question de la place du chercheur importe. Elle est une condition supplémentaire d'objectivation des récits. Cette objectivation, pour le chercheur est possible via la conduite de sa propre réflexivité. » (Bah, Ndione, et Tiercelin 2015)*

La rigueur est de l'ordre de l'objectivation du matériau à travers une analyse basée sur un cadre conceptuel structuré et des méthodes de terrains complémentaires. En contrepartie, le récit de vie devient une source informative très riche où se mêlent données factuelles, représentations, vécus individuels et déterminismes socioculturels, pouvant s'adapter à de nombreux angles d'analyse. Pierre-Yves Sanséau (2005) définit huit de ces approches analytiques : (1) diachronique, (2)

compréhensive, (3) thématique, (4) comparative, (5) structurale, (6) psychique, (7) des parcours biographiques et (8) lexicale. Dans l'analyse de l'expérience spatiale en migration, le récit de vie s'est prêté à la majorité de ces perspectives pour une lecture en profondeur et un dialogue complémentaire et fécond avec les récits visuels.

### **L'analyse lexicale pour lire les nuances de l'expérience spatiale**

Comme les indices matériels témoignent de pratiques et d'usages spatiaux, les mots choisis par les enquêtés pour parler des espaces habités renseignent sur les nuances de rapports que l'observation ne suffit pas à cerner. L'analyse lexicale du récit de vie permet, à partir de mots, d'expressions et de groupes de mots, de repérer la façon dont sont construits les discours autour d'un thème ou d'un sujet (Sanséau 2005). Bien que l'approche n'ait pas été mobilisée avec rigueur tout au long de la thèse, ni à mesures égales dans les trois terrains, elle a néanmoins servi ponctuellement à relever les liens conflictuels et ambivalents que les habitants entretiennent avec les lieux de leurs pratiques.

La pertinence de l'analyse lexicale du récit de vie ne prend sens que lorsqu'on a une maîtrise avancée de la langue des enquêtés. En tant que chercheuse « co-ethnique » (Manai 2019) pratiquant couramment le dialecte marocain – un créole complexe basé sur l'arabe, l'amazigh, le français et même l'espagnol, j'ai accès à des outils d'intelligibilité supplémentaires qui me permettent de lire les constructions mentales et le contexte socioculturel dans lequel certains mots prennent un sens précis, au-delà de leurs usages génériques.

Lorsque dans le bidonville, Atiqa et les autres femmes parlent de « *mahal* » (local), de « *bit* » et « *'bbiyyet* » (pièce, petite chambre), pour décrire leur logement, mais utilisent peu le mot « *berraka* » (baraque) – « *brarek* » (baraqués) et « *kariane* »<sup>223</sup> étant des termes *communs* dans le dialecte marocain pour « bidonville » – on comprend qu'elles ne sont pas à l'aise avec l'usage d'un mot entretenant un imaginaire disqualifiant dans la culture populaire des Marocains. En soi, tous ces mots-là parlent du même lieu, du même espace, mais traduisent des dynamiques sociales et de représentation à plus grande échelle.

En *darja* (dialecte) marocain, le mot « *'dar* » qui signifie « maison » est le plus communément utilisé pour parler de chez soi, que l'on habite dans une maison économique de l'habitat non-réglementaire, dans un appartement en centre-ville ou dans une spacieuse villa en quartier

---

<sup>223</sup> En référence au bidonville historique des Carrières Centrales de Casablanca.

résidentiel privilégié. Dans les récits des femmes qui habitent encore au bidonville, plus que celle qui ont eu accès à des appartements en cité de relogement, le mot « *dar* » n'est à aucune occasion utilisé pour qualifier leur espace domestique actuel. Il est davantage associé à une forme d'habitat réglementaire, et plus particulièrement à la maison individuelle à laquelle elles aspirent accéder grâce à une initiative publique de recasement, seul moyen d'accession à la propriété.

Tristan Bruslé (2010) remarque un phénomène similaire de dénominations du lieu de résidence, chez des travailleurs népalais en Inde. En effet, l'emploi du mot « maison » ne s'applique pas à leur logement de fortune de migrants en Inde. À la place, ils le qualifient de « *dera* », qui signifie « résidence temporaire, en ville ou dans un village » :

*« La temporalité de l'installation est bien le critère déterminant pour définir l'espace habité.*

*Un logement loué ne peut être appelé maison tant celle-ci porte en elle des valeurs d'ancrage. »*

(Bruslé 2010)

Pour les familles qui ont quitté le bidonville et ont été relogées dans l'habitat collectif, l'usage du mot « *partma* » (appartement) pour parler de chez-soi reflète un sentiment d'ascension sociale, qui n'est forcément lié qu'à une ascension économique. Comme l'explique Sarah Bartoli (2011), « le lien entre résorption de la pauvreté et élimination des bidonvilles ne va pas de soi ». Si le bidonville n'est pas le seul quartier à concentrer les problématiques de chômage et de précarité économique, il est celui « où elles demeurent les plus visibles » (Bartoli 2011). En sortant de la vie en « baraque » pour passer au « *partma* », les femmes prennent une distance avec le bidonville, aussi bien par les mots que par l'espace. Utiliser le terme « *partma* » est une manière de réclamer la normalité, et d'affirmer concrètement l'accession à la propriété. Même si le lieu ne correspond pas à leurs attentes en confort ou en usages, il marque une transition symbolique dans leur statut dans la ville. Le mot, tel qu'utilisé dans le récit de vie des femmes, renvoie au cadre des représentations et à la mobilité à travers les hiérarchies sociales.

Les mêmes schémas linguistiques sont observés dans les récits des anciens combattants. Le mot « foyer » est souvent utilisé pour parler aussi bien des Foyers de Travailleurs Migrants (FTM) où ils ont vécu dans les premières années de leur arrivée en France, que des résidences sociales qu'ils habitent actuellement. Bien que ces dernières soient drastiquement différentes des configurations traditionnelles des FTM des années 1960 et 1970, s'adaptant aux multiples besoins d'une population de seniors étrangers, cette transition n'est pas toujours prise en compte dans les récits

de vie des anciens. Le statut résidentiel n'est pas l'enjeu principal qui entrave leur expérience de l'habiter multisitué, mais plutôt la fragmentation sociale liée aux dynamiques isolement/retrouvailles avec un environnement social familial (proches, voisinage). Les mots « foyer » et « résidence » sont interchangeable, car ni l'un ni l'autre ne traduit les valeurs entières de « *dar* », la maison familiale.

Quant aux commerçants et entrepreneurs transnationaux, ils racontent leur posture d'entre-deux et d'appartenances assumées, et la mettent à l'articulation de leur stratégie spatiale. En maîtrisant les différents codes culturels – y compris la langue, ils aspirent à l'acceptation, au “respect”<sup>224</sup> et à la considération dans les territoires qu'ils habitent, clé du succès de leur entreprise socioprofessionnelle.

La composition d'un réseau résidentiel déployé sur plusieurs territoires nationaux se traduit par la conjugaison de l'habiter *au présent* – littéralement, comme Abdelkader lorsqu'il parle de la maison qu'il a fait construire à Guercif, au Nord-Est du Maroc, alors qu'il vit et travaille actuellement à Bordeaux : « *Là-bas, j'habite dans la ville, mais la terre est à l'extérieur de la ville* ». Il appréhende similairement son pied-à-terre en Espagne, pays où il a débuté sa “carrière” migratoire : « *En Espagne, j'ai ma maison où j'ai encore mon adresse. C'est ma sœur qui y habite mais ça reste une deuxième maison où j'ai fondé ma famille* ».

En portant une attention aux mots utilisés et à leur articulation dans les récits de vie des enquêtés, il est possible de lire leurs schémas de pensée avec les logiques sociales, économiques et culturelles qui les conditionnent. L'analyse lexicale renseigne sur les nuances du rapport des individus à l'espace habité et donne du sens à ce qui, de prime abord, semble comme un décalage entre les intentions et leur pratique.

### **L'analyse thématique pour une transversalité entre cas d'exception**

La grille d'entretien semi-directif mobilisée dans la phase empirique de la thèse a d'abord été le résultat d'observations et d'entretiens non-directifs exploratoires. La structure de la grille s'est affinée progressivement grâce à des lectures scientifiques ciblées sur des concepts et/ou des terrains d'investigation, croisant les principaux axes de la problématique. En construisant la grille par

---

<sup>224</sup> Extrait d'entretien avec Abdelkader, implantés entre le Maroc, la France et l'Espagne : « *Vu que notre situation évoluait, on a commencé à nous respecter, parce qu'on arrivait aussi à communiquer avec les bases de la langue. Il y avait une confiance qui s'installait entre les Espagnols et les migrants marocains.* »

thématiques, tout en laissant à l'enquête assez de marge pour explorer des épisodes de vie qui renseignent indirectement sur les dynamiques de mobilité, sur le rapport aux frontières ou sur la pratique de l'espace, j'ai préparé en amont les jalons d'une analyse organisée sur la base des hypothèses posées au début de la recherche. Une telle analyse par thèmes permet de repérer dans la subjectivité des parcours individuels, de grands axes de convergence d'un enquête à un autre, voire d'un groupe à l'autre.

Dans le cadre de cette recherche, quatre grands thèmes transversaux aux trois terrains orientent l'analyse de l'expérience spatiale des enquêtés : l'impact du réseau social, la gestion des frontières, la construction des territorialités et les modalités d'appropriation spatiale multiscalaire. Le récit de vie, faisant une restitution large d'un nombre d'événements, allant des moments charnières de l'expérience migratoire aux actes du quotidien, offre un corpus riche qui se prête à l'analyse thématique :

*« Appliquée aux récits de vie, elle consiste à identifier dans chaque récit les passages touchant à différents thèmes afin de comparer ensuite les contenus de ces passages d'un récit à l'autre. »*  
(Sanséau 2005)

Bien que l'approche empirique de ma recherche ne soit pas par essence comparative, et qu'elle se base davantage sur des études de cas d'exception, l'analyse thématique des récits met en cohérence l'investigation de l'expérience spatiale en migration, et révèle la transversalité des enjeux, quel que soient les spécificités de chaque groupe et la multiplicité des variables qui entrent en jeu<sup>225</sup>. Le récit de vie, laissant toute sa place à la voix de l'enquêté, parle à la condition de l'étranger et du rapport aux décalages de référentiels (spatiaux, culturels, sociaux) qui en rythme le parcours. Ci-dessous, des exemples de croisement des études de cas à partir de l'analyse thématique.

Concernant le réseau social (1), les femmes habitant le bidonville reposent sur le réseaux familial et filial aussi bien pour l'élaboration du projet migratoire que pour l'établissement dans le bidonville, qui reprend certains codes de l'organisation sociale des villages d'origine. Les anciens combattants s'appuient essentiellement sur le réseau associatif pour la facilitation des mesures administratives, l'accompagnement social personnalisé, et l'orientation vers les structures d'accueil et

---

<sup>225</sup> Entre les trois études de cas définies principalement par le rapport différencié à la mobilité, elles sont également distinguées par les variables de genre, d'éducation, de condition économique, d'insertion sociospatiale, de statut administratif, d'enjeux de légalité et/ou de formalité.

d'hébergement adaptées. Les commerçants et entrepreneurs transnationaux organisent leur stratégie migratoire et résidentielle autour d'un réseau socioprofessionnel multisitué.

Dans le rapport aux frontières (2), les femmes habitant le bidonville font principalement face à des obstacles économiques (décalage entre niveaux de vie rural et urbain, manque de qualification professionnelle) qui les cristallisent dans une frontière sociospatiale, en dissonance avec le tissu urbain dominant. Pour les anciens combattants, en plus de leur condition double de vulnérabilité en tant que senior et étranger, la frontière culturelle (non maîtrise de la langue, des codes socioculturels) crée un fossé avec leur environnement d'accueil, ce qui les pousse à la dépendance des structures d'accompagnement, et parfois au repli sur soi et sur des ressources sociales limitées. Quant aux commerçants et entrepreneurs transnationaux, qui ne sont pas affranchis de frontières communes à des pans entiers de populations migrantes (statut de séjour, pérennité de la carrière professionnelle, accès au logement), ils se basent sur leur capacité à s'adapter pour développer le savoir-migrer indispensable à la gestion des frontières et, parfois, à leur détournement.

Dans la construction des territorialités référentielles et quotidiennes (3), les femmes habitant le bidonville ont un réseau de lieux limités, aussi bien dans le projet résidentiel/migratoire, que dans les lieux de la pratique urbaine quotidienne. L'espace domestique reste le repère central qui articule l'essentiel des activités et canalise les aspirations futures de relogement ou de recasement. Pour les anciens combattants, leur réseau de lieux référentiels s'organise, en France, autour des lieux de contrôle de séjour, d'accompagnement associatif et de résidence, et au Maroc, autour de la maison familiale et du lieu d'inhumation. Au quotidien, en France, ils concentrent leurs activités dans des espaces publics définis, en quête de moments de sociabilité pour contrer le sentiment d'isolement, et au Maroc ils ont des territoires élargis de pratiques, ayant plus d'autonomie de mobilité. Quant aux commerçants et entrepreneurs transnationaux, leur territorialité de lieux référentiels est ponctuée de lieux et moments charnières de départ, d'arrivée à l'étranger, de premier quartier d'installation, et d'itinéraires pour les plus mobiles d'entre eux. Ils ont des quotidiens multisitués, rythmés de déplacement dans leur système résidentiel et professionnel transnational.

Outre l'approche thématique, le récit de vie se prête à l'analyse comparative à l'échelle du récit individuel. Elle « consiste à élaborer progressivement un modèle de plus en plus précis et riche faisant apparaître des récurrences entre différentes situations » (Sanséau 2005). Dans le contexte de l'expérience spatiale en migration, cela permet de lire la transmutation des mécanismes de l'habiter

à travers les parcours migratoire et résidentiel, tout en prenant en compte l'évolution diachronique des événements phares et des moments charnières qui ont provoqué certains de ces basculements. Dans les récits des femmes rencontrées à Salé par exemple, il y a une mise en comparaison des modes d'habiter entre le rural, le bidonville et l'habitat formel en cité de relogement ou en lotissement de recasement. Les paramètres de confort, d'appropriation des espaces d'entre-deux, de gestion de l'intimité, ou encore de cohésion de voisinage, sont mis en perspective dans le récit, permettant de percevoir l'évolution dans l'espace et dans le temps.

Une organisation similaire autour de variables sociospatiales propres à chaque cas d'étude sont lisibles dans les récits de vie des enquêtés : du foyer à la résidence sociale et de la marge à la centralité urbaine pour les anciens combattants, de la maison d'origine au *pays* à la richesse du système résidentiel pour les commerçants et entrepreneurs transnationaux.

\*\*\*

Dans l'étude de l'expérience spatiale en migration, le récit prend diverses formes méthodologiques complémentaires, pour composer une ethnographie à la croisée des voix des enquêtés et du cadre interprétatif scientifique. Les approches analytiques du récit de vie donnent du sens aux faits observés et racontés, pour y lire des phénomènes et des comportements de sociétés et comprendre aussi bien les subjectivités individuelles que les dynamiques déterministes des parcours migrants. Les limites du récit de vie, associées à la possible manipulation du matériau, n'invalide pas son potentiel réflexif et sa capacité à désethniciser le regard, surtout lorsqu'il s'agit de faits migratoires. Les récits de vie permettent de se distancier des stéréotypes tenaces et d'en analyser les effets sur les individus, sans pour autant les enfermer dans des clichés en montrant comment ils s'y conforment, s'y opposent ou s'en détachent (Collet et Veith 2013).

Les analyses lexicale, thématique et comparatives font partie de stratégies d'accès au réel. Elles éclairent sur la malléabilité du récit de vie et le foisonnement de données auxquelles il permet l'accès, en faisant une ressource possible à de multiples problématiques.

## 10.2. Les récits visuels et l'adaptation au imprévus empiriques

Du bidonville à la résidence sociale, en passant par les coins de rue, les places et la mise en scène des quartiers interculturels, l'animation urbaine se donne à voir tout au long des terrains d'investigation, rythmée par les pratiques et les appropriations de l'habitant comme du passant :

« [...] la ville offre le spectacle d'une cacophonie de commémorations par lesquelles chaque "milieu de vie" se refait une mémoire par génération, comme on se refait la façade et, par ailleurs, d'un enchevêtrement de styles, d'un lent métissage des modes de vie. » (Joseph 1984)

Dans l'ensemble des terrains de cette recherche, la ville articule l'essentiel de l'expérience spatiale des individus et de leurs réseaux, offrant l'opportunité d'une restitution visuelle riche, en complément aux récits de vie. Les images incarnent le corpus sociologique et lui apportent un niveau de lisibilité supérieur. S'inspirant d'approches expérimentales adoptées par des disciplines pratiques, comme l'architecture ou le cinéma et l'audiovisuel, la recherche en sciences sociales présente les promesses d'un champ méthodologique ouvert à davantage de pistes expérimentales. En partant de mon expérience du terrain et d'exemples de travaux menés sur le rapport à l'espace, les méthodes visuelles semblent faire partie d'autres méthodes possibles, invoquant non seulement la vue, mais d'autres sens aussi. Car au final, notre rapport à l'espace n'est pas uniquement défini par le regard.

Scènes visio-narratives, croquis, cartes et relevés habités révèlent les contrastes entre des expériences définies par des différences de conditions mobilitaires, économiques, sociales, culturelles et de genre. Selon le groupe enquêté, le recours au matériau visuel n'est pas équivalent et révèle aussi bien ses atouts que ses limites.

Les résultats du terrain montrent qu'une asymétrie dans l'usage des outils visuels n'est pas préjudiciable. Le récit spatial de chaque groupe migrant s'incarne le mieux sous une forme donnée de matériau (scènes visio-narrative, récit biographique, cartographie), selon l'enjeu marquant de leur expérience spatiale en migration.

Le travail empirique révèle les difficultés de donner à voir des situations d'habiter, obligeant à adapter mon dispositif d'enquête et le vocabulaire du récit visuel à chaque cas, et de faire un choix sur la place des enquêtés dans un tel matériau.

### **Incarner la réflexion sociologique, une mobilisation de médiums et de sens**

Dès les premières visites exploratoires du terrain, des croquis impromptus et des relevés à main levée accompagnent les prises de note qui remplissent mon carnet (*Figure 82*). Ce que j'ai assimilé au départ à ma tendance à reproduire compulsivement mes observations du quotidien au dessin – un réflexe renforcé lors de mes études d'architecture – est devenu par la suite un acte conscient de recherche. Progressivement, j'ai joint au croquis et au relevé la photographie commentée – scènes visio-narratives – et les cartes de réseaux de lieux, toujours en tandem avec les entretiens semi-directifs pour établir une solide base interprétative.

Le mode de systématisation des outils visuels et la forme d'organisation de l'information récoltée et restituée, sont le résultat d'une sélection minutieuse, guidée par un cadrage théorique stricte, une contextualisation multidimensionnelle de l'échantillon et un rappel des conditions d'enquête.

L'approche qualitative d'un phénomène aussi complexe que la migration, demande constamment un effort de rééquilibrage entre les multiples strates de subjectivité (le choix du terrain, le récit des enquêtés, la sélection du matériau visuel « jugé » pertinent par la chercheuse), et l'objectivité que nécessite une démonstration scientifique. Non seulement le cadrage et la rigueur scientifiques resserrent les champs d'interprétation, mais les récurrences d'indices spatiaux et de récits d'usage révèlent des schémas généraux d'expérience spatiale, faisant écho à des conditions d'habiter au-delà des exceptions de chaque groupe d'enquêtés.

Le niveau d'usage de l'image tout au long de la recherche varie selon l'étude de cas, et en traduit les spécificités et les diverses réalités de l'expérience spatiale. Tout comme l'appropriation de l'espace répond à une quête d'équilibre entre différents capitaux en jeu (spatial, résidentiel, social, économique), le format de restitution des données en est également un reflet.

Pour les femmes qui habitent les bidonvilles du quartier *Sidi Moussa*, le capital résidentiel est la variable qui domine le plus la représentation de la population, et en est la lutte principale. La configuration spatiale et l'esthétique architecturale décalées du bidonville, forment un matériau riche qui se donne à voir. Les aménagements évolutifs, l'aspect continu de l'en-cours et les vestiges des unités résorbées, font partie du lexique spatial quotidien des habitantes. Mon recours récurrent aux scènes visio-narratives et aux relevés habités fait écho à la diversité des configurations organisées par les habitantes.

Les images aériennes, qui retracent l'évolution des trois principaux bidonvilles d'investigation, sont également une mise en perspective des dynamiques urbaines de ces quartiers, au croisement de l'initiative des résidentes et des réactions des experts de la ville (urbanistes, élus locaux, autorités).



Bien que les récits visuels composés dans les bidonvilles soient riches et foisonnants en information, ils sont impérativement accompagnés par ce qu'en disent les enquêtées, pour un traitement éthique de la réalité du terrain :

*« La sensibilité est ancrée dans une relation d'alliance plutôt que de contrat entre le chercheur et l'hôte. Un chercheur ne peut pas s'engager dans la relation réciproque requise par l'alliance sans faire des efforts pour comprendre les croyances, les valeurs et la vision du monde de ses hôtes. »*<sup>226</sup> (Gold, 1989 in Bailey & McAtee, 2003)

Pour les anciens combattants, l'enjeu est tout autre. Le capital social est celui qui fait le plus défaut à ce groupe migrant. Bien que leur quête de ressources sociales se traduise par des pratiques spatiales particulières (usage concentré de l'espace public), ce sont les récits de vie qui en racontent toutes les nuances. L'investigation et la restitution de la condition des anciens, invoque plus les mots que les images. Une part des récits visuels laisse place aux témoignages retranscrits, relatant des enjeux immatériels de l'expérience spatiale (solitude, isolement).

Pour les commerçants et entrepreneurs transnationaux, l'organisation professionnelle domine l'articulation du quotidien et des pratiques sociospatiales, et se traduit davantage par l'importance des réseaux multisitués. Les cartographies aux échelles de la ville et des lieux référentiels accompagnent les récits, et offrent une image d'ensemble des stratégies d'adaptation de ce groupe migrant protéiforme, combinant images et discours sur un même support. Les cartes mettent en avant la double ou la triple présence des enquêtés dans leur réseau transnational, et défient l'organisation linéaire traditionnellement associée aux parcours migrants lorsqu'appréhendés comme « trajectoires ».

Dans les trois cas, l'usage du visuel n'est jamais indépendant et s'adapte proportionnellement aux enjeux propres à chaque catégorie, répondant parallèlement à ma propre quête d'équilibre des connaissances.

L'image participe à mieux rendre compte de l'expérience spatiale en migration. Parmi les formats visuels mobilisés, le relevé habité est celui qui s'inspire le plus des outils de représentation architecturale. Comme l'explique Adam Sharr (2009), les relevés habités sont « des dessins

---

<sup>226</sup> Citation originale : « sensitivity is rooted in a covenantal rather than contractual relationship between researcher and host. .... A researcher cannot engage in the reciprocal relationship required by the covenant without making efforts to understand his or her hosts' beliefs, values and views of the world. »

d'experts, mais enregistrant une conception non experte »<sup>227</sup>, à la convergence des savoirs ethnographiques et du vocabulaire spatio-architectural :

« [A propos des relevés habités] *Bien que leurs représentations opèrent dans de nombreuses conventions de l'esquisse architecturale, elles sont admirablement autoréflexives. Elles manifestent une volonté de laisser de côté les hypothèses non vérifiées, et d'écouter les indices qui pourraient aider à comprendre les actions, les habitudes et les dispositions des autres.* »<sup>228</sup> (Sharr 2009)

L'analyse des espaces domestiques, à partir des relevés habités, permet l'identification de spatialités communes, et la définition de typologies d'usages et d'habiter (Pinson 2016). Le recours à un outil de représentation d'origine technique comme le plan architectural commenté, pour exprimer les subjectivités habitantes, est un élément de dialogue pertinent entre le monde de la conception et celui de l'habitant.

Proche de la pratique de dessin d'architecte, et largement utilisé comme méthode ethnographique, le croquis *in situ* (Figure 83) a révélé deux grandes vertus, en dépit de "l'imperfection" qu'un tel outil peut faire de la représentation réaliste du terrain<sup>229</sup>. Utilisé parallèlement à la photographie, le croquis a d'abord joué un rôle méthodologique majeur dans le processus de récolte de données. Le temps et l'inertie que demande le dessin en situation, forge ce que Sue Heath, Lynne Chapman et le *Morgan Centre Sketchers* (2018) qualifient de « *concentrated seeing* », le regard concentré :

« ... une forme d'examen intense et immersif qui fixe une image sur la rétine, sur la page et dans la mémoire d'une manière bien distincte de la prise d'une photographie ou de la rédaction d'une note de terrain. [...] le dessin exige des niveaux de concentration inhabituellement élevés, obligeant à « regarder vraiment » les éléments tangibles et intangibles de ce qui est dessiné. »<sup>230</sup>  
(Heath, Chapman, et Centre Sketchers 2018)

---

<sup>227</sup> Citation originale : « Expert drawings, but recording non-expert design. »

<sup>228</sup> Citation originale : « (About inhabited surveys) Although their representations operate within many of the conventions of architectural drafting, they are admirably self-reflexive. They display a willingness to leave aside unstated assumptions and to listen for clues that might help understand the actions, habits and dispositions of others. »

<sup>229</sup> Si la photographie est considérée comme plus réaliste, car représentant exhaustivement les éléments présents sur la scène, elle n'est pas pour autant objective. Les cadrages, la composition et l'angle de prise de vue, visant à accentuer, dramatiser ou à cacher des détails, sont autant de paramètres réglables. Aussi subjective que le croquis, la photographie demande une rigueur similaire dans la contextualisation (récit des enquêtés, grille d'analyse conceptuelle).

<sup>230</sup> Citation originale : « ...an intense and immersive form of scrutiny that fixes an image on the retina, on the page and in the memory in a way that is quite distinct from the taking of a photograph or the writing of a field note. [...] drawing requires unusually fierce levels of concentration, obliging one to 'really look' at both the tangible and intangible elements of what is being drawn. »

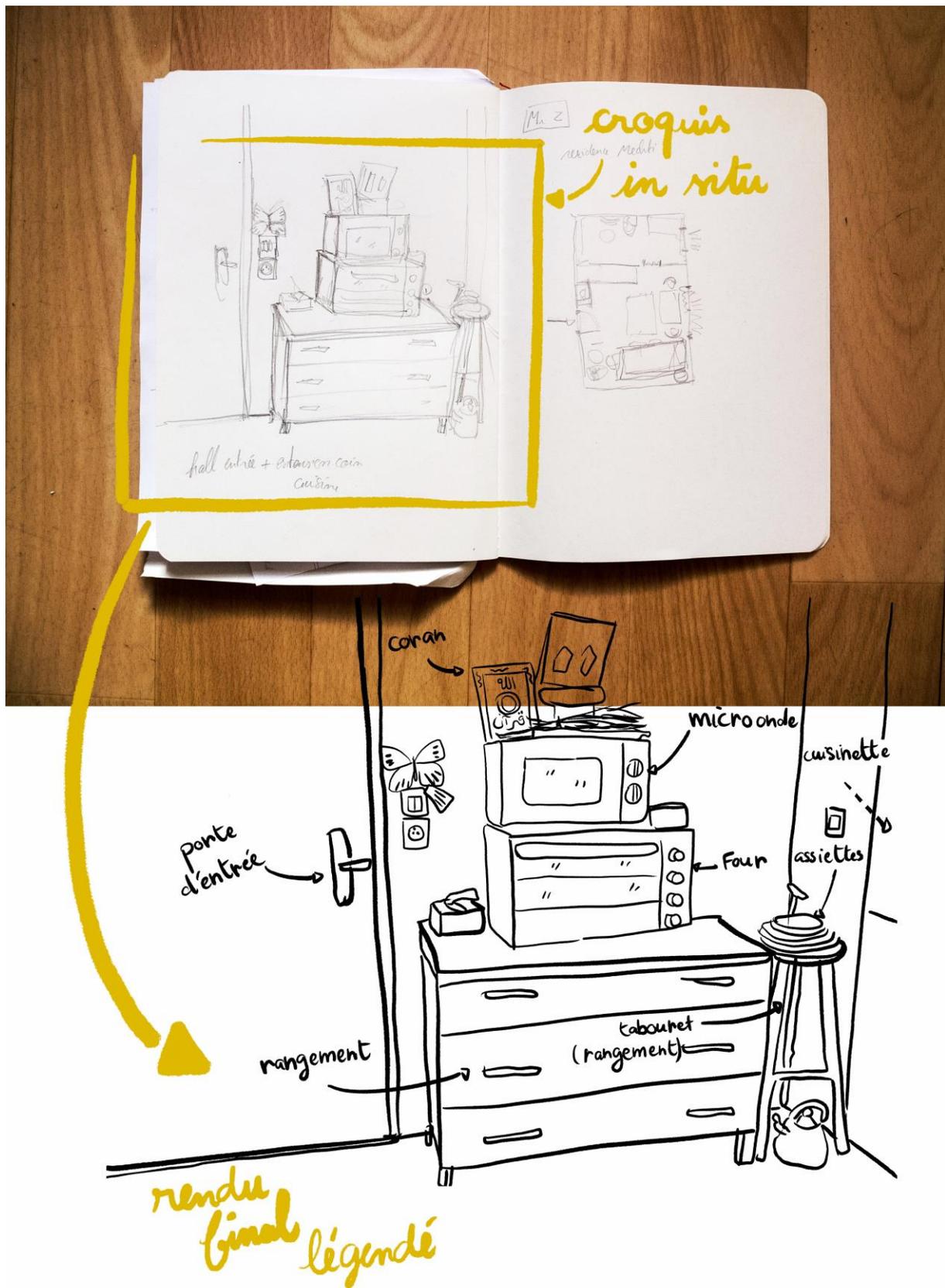


Figure 83 Exemple de croquis in situ dans un des studios de la Résidence Sociale Mohamed Mechti, mis au propre et légendé pour un rendu plus lisible. 2020 © Myriame Ali-oualla

Les apprentissages de dessin d'observation, acquis pendant mes études d'architecture et développés par une pratique régulière, ont été cruciaux dans mon engagement avec le cadre spatial que j'analyse. La concentration et la patience qui accompagnent l'exercice, font émerger des questions supplémentaires sur des détails qui auraient pu passer inaperçus lors de prises photographiques instantanées, enrichissant davantage le cadre analytique et le corpus de données. Comme l'explique Andrew Causey (2017), on dessine pour voir, on ne voit pas pour dessiner. Voir est le produit, et la ligne le processus pour y parvenir<sup>231</sup> (Causey 2017, 41). En cela, le dessin fait écho au texte et la prise de note, comme processus réflexifs, parce qu'il parle de l'objet, de son analyse et des conditions de son observation.

Le résultat "tracé" ne prétend jamais à une restitution objective, qui serait suivie en aval d'une interprétation. Il s'agit d'un « récit autobiographique de la découverte d'un événement [par la chercheure] »<sup>232</sup> (Berger 2007, 3), ancré dès le départ dans le cadre d'analyse. En tant que chercheuse, le rapport au dessin produit donne une autonomie à la subjectivité de l'expérience d'enquête, « remettant en cause la logique du travail scientifique, qui tend à effacer cette authenticité, tout en valorisant le rapport technique, et en produisant un récit "froid" des résultats »<sup>233</sup> (Kuschnir 2016, 128).

Le croquis *in situ* stimule l'interaction avec les enquêtés et amène à un aspect ludique dans la récolte de données. Il reflète l'attention que je porte – en tant que chercheuse – à l'objet de mon observation, notamment leur lieu de vie, et l'effort que j'y fournis est fortement apprécié au moment de l'enquête. Si la portée scientifique de la recherche n'est pas compréhensible dès le départ pour l'ensemble des enquêtés, la construction progressive du dessin à leur côté et son intelligibilité explicite au regard, le rendent plus accessible. Dans certaines circonstances, le croquis s'avère moins envahissant ou inquisiteur que la photographie, et plus empathique (Kuschnir 2016, 118).

La méthode visuelle dans l'observation, l'analyse et la restitution de l'habiter, apporte ainsi des éléments de compréhension supplémentaires de la réalité, mais le travail de terrain et l'immersion auprès des enquêtés démontre que la lecture de l'expérience spatiale ne peut être contenue

---

<sup>231</sup> Citation originale : « You are drawing to see, not seeing to draw. Seeing is the product, the line is the process to get there. »

<sup>232</sup> Citation originale : « autobiographical record of one's discovery of an event – seen, remembered, or imagined. »

<sup>233</sup> Citation originale : « questioning the logic of scientific work, which tends to obliterate this authorship while valuing the technical report, producing a 'cold' narrative of the results. »

uniquement dans ce qui est vu. D'autres dimensions sensorielles font partie du vécu de l'espace. Des chercheurs de l'Université de Cardiff (T. Hall, Lashua, et Coffey 2008) évoquent à ce sujet l'importance de la prise en compte des « *soundscape*s » – les *paysages* sonores – dans l'approche qualitative des études ethnographiques et de l'expérience du quotidien. Dans la mise en contexte des récits biographiques et spatiaux, il est souvent difficile de reproduire le cadre sonore qui fait partie aussi bien des composantes de l'environnement habité que des conditions d'entretien.

Dans l'exemple de l'étude des enjeux d'intimité dans le bidonville, le rapport aux bruits du quartier, la transition sonore du public au privé ou encore les variations de *voix* entre l'intérieur et l'extérieur de l'espace domestique, participent tous de la qualité et des dynamiques de l'habiter des lieux, traduisant tout à la fois le contrôle des seuils et les tensions de voisinage.

De même, la construction d'un réseau de lieux de pratique quotidienne n'est pas uniquement du ressort de choix sociaux, symboliques ou utilitaires. D'autres critères d'appréciation ou de dépréciation, liés à l'expérience sensorielle de l'espace, contribuent à l'établissement de ces choix. Edmund Husserl et, plus tard, Maurice Merleau-Ponty théorisent le rapport phénoménologique à l'espace dans lequel la perception et le vécu précèdent toute intellectualisation du rapport au lieu, et conditionnent ainsi l'expérience de l'habiter (De Faup 2013).

Dans le contexte migratoire, la perception de l'espace n'est pas sans effet sur l'élaboration de liens mentaux entre des lieux présents et les lieux passés du parcours migrant, bruits et sons pouvant créer des ponts nostalgiques et des liens subliminaux entre les lieux. Dans ma recherche, la pratique des anciens combattants du quartier Saint Michel, centralité interculturelle et multiethnique avec une présence représentative de communautés arabes et maghrébines, est guidée non seulement par la quête de ressources sociales, mais aussi par l'immersion dans une "ambiance", rythmée de bruits de rue et de langues et sons familiers, apportant du réconfort à l'appropriation du lieu.

L'expérience de l'entretien non seulement met en avant le rapport des enquêtés à leur environnement spatial, mais aussi la variation dans la situation d'entretien en elle-même. Les témoignages que j'ai recueillis grâce à l'enregistrement vocal sont ponctués d'une palette de bruits et de silences expressifs qui reflètent, autant que ce qui est vu, l'expérience de l'espace au quotidien. Lors de mes échanges avec les mères de famille dans le bidonville, elles sont fréquemment interrompues par la sollicitation des enfants, ou distraites par le sifflement de la soupape qui tourne sur le couvercle de la cocotte-minute et les rappelle à une pratique domestique quotidienne dont elles ont la charge. Si dans les scènes visio-narratives et les extraits du carnet de terrain, des précisions par les mots aident à faire sens des comportements des enquêtés et du ton de l'échange,

la restitution du son comme matériau de terrain permettrait de rendre compte des nuances et de ne pas les perdre dans la traduction verbale. Dans des circonstances de recherche plus favorables<sup>234</sup>, le format du film documentaire aurait été une alternative optimale, laissant toute sa place à l'image et au son :

« *Le film permet de rendre visible les sens (Pink 2011) et les émotions à travers la combinaison de sons et d'images : il permet de « rendre compte différemment des émotions, de la subjectivité, de l'intime, des troubles et des joies des individus et des populations. » (Sebag et al., 2018, p.9). » (Salzbrunn 2020)*

En intégrant l'expérience des sens dans la compréhension des formes d'habiter et la mise en perspective des conditions d'enquête, il est possible de restituer plus fidèlement un récit sociologique riche, sans effacer les nuances de l'expérience du terrain.

### **L'absence des « corps » de l'image, entre choix méthodologiques et impératifs empiriques**

L'appropriation spatiale, en plus de se manifester par la mise en sens symbolique du lieu et la mise en place d'aménagements matériels, engage un rapport entre le corps et l'espace pratiqué. Sur l'ensemble du matériau visuel de cette recherche, apparaissent rarement les enquêtés dans les cadrages restitués. Mis à part les scènes visio-narratives qui montrent des moments de pratique de l'espace public et la visibilité des anciens à Bordeaux, dans les trois terrains, l'approche indiciaire prédomine (Berthomière 2018), résultat d'une convergence de postures méthodologiques et d'impératifs de terrain.

En me basant sur l'analyse des traces d'appropriation spatiale et les principes des *Material Culture Studies*, je choisis de mettre l'accent sur la manifestation matérielle et les aménagements de l'espace. Je profite ainsi de ma maîtrise d'outils de pratique conceptuelle (le croquis et le relevé habité), et mes compétences d'analyse spatiale, pour « restituer les contrastes discrets et spectaculaires qui peuvent se nouer dans des espaces sociaux en mutation » (Chauvin 2017).

Rares sont les usages de l'espace qui ne se font pas dans le mouvement. Tout comme les outils classiques de la cartographie géographique tendent à fixer les mouvements migratoires en les représentant, la mise en image photographique de corps en mouvement ne rend pas compte de la réalité de l'usage, et en fixe l'action à un point dans le temps. La pratique spatiale est ici incarnée

---

<sup>234</sup> A rappeler que l'ensemble du travail de thèse est mené sans financement, mis à part la prise en charge ponctuelle de frais de déplacement, insuffisants à l'élaboration d'un matériau audiovisuel ou documentaire du terrain de recherche.

par le récit des enquêtés, qui guide l'interprétation des indices et leur recouvre leur dimension dynamique.

Un autre risque encouru par la restitution des pratiques et des corps en images, est celui de la mise en scène. Elle brouille la lecture du quotidien, interrompu par le nouveau rapport habitant-chercheur imposé par le cadre d'enquête. Les premières expériences exploratoires avec l'outil photographique ont révélé une tendance des enquêtés à changer subtilement de comportement en présence d'un objectif de caméra, réflexe par ailleurs fréquent et indépendant de la condition de mes enquêtés. Dans le bidonville en particulier, il y a tout un travail de lutte contre « l'image » de stigmatisation, imposée par le regard extérieur qui assoie des assignations identitaires essentialisantes en rapport à leur mode d'habiter « marginal ». Cela explique l'effort de contrôle de leur propre image, lorsque certaines enquêtées ont été confrontées au regard artificiel – mais pesant – de la caméra. Cette mise en scène de soi peut faire l'objet d'une analyse à part entière, servant d'autres postures épistémologiques car, comme la pratique « ordinaire », la mise en scène est à son tour révélatrice d'un ensemble de dispositions de l'individu par rapport à son environnement et à sa perception de soi. Dans un travail sur la représentation de et au sein de populations issues de l'immigration africaine, Monika Salzbrunn (2020) choisit de donner à voir la mise en scène des personnes filmées, comme une forme d'*empowerment*. Comme les habitantes du bidonville qui tentent d'améliorer la représentation de leur cadre de vie, en veillant à en garantir une propreté immaculée, un groupe de résidents d'origine africaine à Paris et à Gênes, réinventent leur « image » grâce à des processus créatifs de mise en scène dans les défilés de mode. Leur but est d'incarner le contre-point des images et discours médiatiques, qui dramatisent et généralisent des comportements déviants minoritaires sur l'ensemble d'une communauté.

Dans l'enquête de Salzbrunn, la représentation en images et l'analyse de la mise en scène du corps lors d'événements festifs, ses mouvements et ses pratiques, sont essentiels à l'investigation du terrain, pendant que dans ma recherche, ce sont les pratiques « ordinaires » et l'appropriation spatiale du quotidien qui organisent ma réflexion autour de l'expérience spatiale en migration.

Au-delà du risque de compromettre la spontanéité des pratiques du quotidien, en photographiant les enquêtés à l'acte, le respect de l'intimité et de la vie privée a été central dans l'établissement du rapport de confiance. Chaque groupe, voire chaque enquêté, a défini ses propres limites. Dès le départ, se sont posés les enjeux de « bonnes pratiques éthiques » dans l'usage du matériau visuel, comme l'expliquent ces chercheurs (Wiles et al. 2012) dans leur analyse des modes de régulation des méthodes visuelles au Royaume Uni :

*« La recherche visuelle remet en question les « règles » souvent utilisées par les comités d'approbation éthique pour définir les « bonnes pratiques éthiques » (Prosser et Loxley 2008). Par exemple, les méthodes visuelles qui produisent des images visuellement identifiables (ou potentiellement identifiables) de personnes, telles que des photographies et des films, lorsque l'intention est que ces images soient diffusées publiquement, soulèvent des questions éthiques particulières et distinctes en ce qui concerne l'anonymisation, le consentement et la confidentialité (Wiles et al. 2008). »<sup>235</sup> (Wiles et al. 2012)*

Dans ma recherche, le groupe des anciens combattants est celui qui a exprimé le plus le besoin d'anonymat, que ce soit dans les photographies, dans les enregistrements vocaux ou dans la restitution des récits. Cette méfiance est liée non pas à un embarras de leur condition de vie, mais à la crainte de la traçabilité de l'information. Leur volonté est en continuité avec le rapport parfois tendu aux différentes figures d'autorité qui conditionnent leur situation migratoire (les autorités de contrôle de séjour, les douanes). L'anonymat leur permet de se confier sereinement, sans risquer que l'information ne tombe entre de *mauvaises mains* :

*« [...] on pense spontanément qu'un regard ne laisse pas de trace, mais ce n'est justement pas le cas de la photographie à laquelle on attribue la capacité de retenir l'instant parce que le cliché pris ici et maintenant sera regardé ailleurs, plus tard et peut-être de nombreuses fois par un nombre indéterminé de personnes. » (Guinchard 2016)*

Auprès des femmes qui habitent le bidonville, il y a une pudeur à se présenter devant l'objectif de la caméra, sentiment que j'ai choisi, comme pour les autres groupes d'enquêtés, de ne pas mettre au défi par des demandes insistantes. Selon la situation, le changement d'outil visuel (de la photographie au croquis) aide à atténuer l'embarras qui peut accompagner l'exhibition de l'intimité domestique à mon regard étranger, malgré la confiance que nous avons progressivement mise en place. L'excès d'humilité dans le discours de certaines femmes, lorsqu'elles me font visiter leur lieu de vie, exprime le même sentiment de pudeur et de gêne, connaissant la disqualification que peut porter un regard extérieur sur leur condition d'habiter. L'hostilité dont j'ai fait l'expérience à l'occasion d'un échange avec les voisines d'une de mes enquêtées, qui ignoraient mes intentions

---

<sup>235</sup> Citation originale : « Visual research poses a challenge to the 'rules' often used by ethical approval committees to define 'good ethical practice' (Prosser & Loxley 2008). For example, visual methods that produce visually identifiable (or potentially identifiable) images of individuals, such as photographs and films, where the intention is that these images will be publicly disseminated, raises particular and distinct ethical issues in relation to anonymisation, consent and confidentiality (Wiles et al 2008). »

lorsque je prenais des photos d'une impasse au cœur du bidonville, résume à elle seule la tension que peut provoquer le recours à certains outils visuels. Le sociologue Christian Guinchard (2016) revient, dans un contexte similaire, sur les « expériences dans l'observation », lorsqu'il menait « une enquête multisituée sur la coproduction de la propreté des rues », en prenant des photos « des trottoirs, des caniveaux, des poubelles publiques etc., dans le but de recueillir un corpus d'images ainsi que des supports visuels utilisables comme catalyseurs de verbalisation au cours d'entretiens ». L'agacement exprimé par les passants des rues, qui les voyaient à l'exercice, a été la cause de contestation de ce que les chercheurs « choisissaient » de représenter en images, réduisant les pratiques des résidents du quartier à des actes dévalorisants :

*« Pour les riverains et les passants qui nous ont interpellés, nos prises de vues « visaient » finalement leurs qualités morales. Tout se passait, pour eux, comme si les photographes rendaient visibles, non seulement les salissures elles-mêmes, mais aussi – et peut être même surtout – leur attitude à l'égard de ces choses qui venaient de sortir de l'in/vu par l'insistance de ces visées photographiques répétées. » (Guinchard 2016)*

Le caractère furtif et secret de la prise photographique, avec ou sans l'accord d'informateurs et d'enquêtés, pousse instantanément à la méfiance, d'où l'intérêt d'outils visuels alternatifs.

Le travail de systématisation de l'usage des méthodes visuelles est au final remis partiellement en question par les aléas du terrain, et la spécificité de chaque contexte (le rapport à l'intimité et à la vie privée, le niveau d'affinité enquêté-chercheur établi), dont la condition *sine qua non* est le respect des limites posées par l'enquêté.

\*\*\*

De nombreuses images de la migration qui occupent l'espace public médiatique convergent vers des représentations dramaturgiques (Rigoni & Ali-oualla, 2020 ; Ritaine, 2010), suscitant la culpabilité, la pitié, la peur ou d'autres réactions renseignées par des discours étroits et univoques. A travers des images à valeur sociologique, les chercheurs en sciences sociales mettent en évidence d'autres aspects de l'expérience migratoire, loin des récits de crise et des discours incriminants à l'égard des migrants. La restitution visuelle de l'expérience spatiale du quotidien amène à une compréhension plus réaliste des espace-temps en migration qui ne se résument pas aux événements de tournant de vie (départs, franchissements, arrivées). Habiter en migration, c'est aussi ce qui est vécu entre la violence ou l'extase de ces moments charnières.

En m'inspirant de travaux pionniers à la croisée de la recherche ethnographique et de l'analyse architecturale (Navez-Bouchanine, 2002 ; Pinson, 1994, 2016 ; Sharr, 2009), j'ai construit un corpus de données « hybrides » et j'ai vu tout l'intérêt d'expérimenter méthodologiquement dans l'investigation des questions spatiales en sciences sociales. Experts de l'espace, programmistes, architectes, paysagistes et urbanistes utilisent déjà des méthodes empruntées à d'autres disciplines visuelles (cinéma, bande dessinée) pour développer ce que Troiani et Carless (2015) qualifient de « *'in-between' drawings* » – productions graphiques intermédiaires. Ce matériau rajoute des éléments de « *storytelling* » et plus d'intelligibilité (sociologique, expérientielle) à la production de représentations purement techniques des espaces conçus :

« [A propos de productions graphiques intermédiaires] *une piste potentielle pour libérer les projections architecturales car elle leur permet de contenir d'autres connaissances disciplinaires.* »<sup>236</sup> (Troiani et Carless 2015)

Dans le sens inverse, les sociologues qui mobilisent les outils visuels, continuent d'utiliser les médiums dominants de la tradition anthropologique (photographie et vidéographie) dans la restitution des données de terrain (Chauvin, 2017 ; Tilman, 2018) ou dans la conduite d'entretien à travers la photo-élicitation (Bigando, 2013 ; Meyer, 2017). L'exploration de l'expérience spatiale habitante étant propice à l'étude par le visuel, les chercheurs en sciences sociales gagneraient à expérimenter davantage d'outils, croisant le vocabulaire des concepteurs dont le domaine d'expertise les prédisposent à l'usage de l'image.

Dans le cas de cette recherche, à la photographie, je joins le croquis démonstratif *in situ*. Cet outil remplit tout d'abord un rôle méthodologique. Il fait un rapport visuel renseigné et cadré dès le départ par la grille conceptuelle (montrer essentiellement ce qu'on cherche), et réduit le surplus d'informations que peut contenir une photo. Puis, il remplit un rôle épistémologique, dans la mesure où le temps et la concentration que demande le dessin du croquis, renforcent le sens de l'observation, et suscitent de nouveaux éclairages sur un territoire qui peut par ailleurs sembler familier (Heath, Chapman, et Centre Sketchers 2018). Le croquis devient non seulement un objet, mais un processus réflexif. Enfin, il remplit le rôle de facilitateur de liens avec les enquêtés, stimulant plus que la photographie leur curiosité et leur réceptivité (Kuschnir 2016). Plus facile et rapide à appréhender qu'une démonstration classique par les mots, le croquis *in situ* rend tangible

---

<sup>236</sup> Citation originale : « [about in-between drawings] a potential avenue to liberate architectural projections because it allows them to contain other disciplinary knowledge. »

la portée scientifique de l'enquête, et rassure les enquêtés sur le respect de leur anonymat et de leur intimité.

La diversification des outils visuels pallie la difficulté de systématiser leur usage symétriquement sur l'ensemble des études de cas. Dans ma recherche, chaque terrain fait appel à un outil dominant, en accord avec le contexte et les enjeux déterminants du groupe en question. Pour les femmes issues du rural qui habitent le bidonville, les scènes visio-narratives priment, pendant que pour les anciens combattants c'est le récit biographique, et pour les entrepreneurs et commerçants transnationaux, la cartographie.

Au-delà de ce qui est donné à voir, l'habiter est l'expérience de tous les sens. Les sons et les bruits conditionnent le rapport au lieu et font partie des matériaux souvent négligés dans l'analyse des conditions spatiales. Éléments constitutifs de l'environnement des enquêtés, ils interviennent également dans le déroulement de l'enquête, lors d'entretiens statiques ou en mouvement.

La méthode multimédia est donc une piste prometteuse d'outils à expérimenter dans la recherche en sciences sociales, chaque média apportant sa propre contribution à l'élaboration du récit et à la compréhension du phénomène étudié. Comme l'explique Umberto Eco dans son traité de sémiotique générale (1975), le verbal est incapable de tout signifier. D'autres systèmes sémiotiques non verbaux détiennent l'exclusivité de certaines nuances d'information (Sartoretti et Manuelli 2020), intégrant dans l'intelligibilité de la réalité du terrain, la subjectivité des sens.

Sur le terrain, l'usage des outils visuels n'est pas uniquement du ressort des chercheurs et de leur effort de systématisation. Dans les trois études de cas, je choisis de ne pas représenter les enquêtés dans mon matériau visuel, et opte davantage pour une approche indicielle, renseignée par les récits de vie. L'image fixe de la « trace » spatiale est ainsi mise en mouvement par les mots des enquêtés. En les gardant visuellement absents des cadrages, mais présents par les extraits de carnet de terrain et les entretiens qui les contextualisent, j'écarte le risque de la mise en scène de soi. Cela permet de réduire au maximum l'impact du rapport chercheur-enquêté dans l'expérience du quotidien dont je veux rendre compte le plus fidèlement possible. Le but est d'éviter l'effet d'« événement » afin de relater l'ordinaire.

Enfin, ces choix sont avant tout conditionnés par les limites posées par les enquêtés eux-mêmes, sur ce qu'ils choisissent de donner à voir de leur intimité. De manière générale, le respect de la vie privée s'est traduit par un gage d'anonymat total ou relatif, selon la volonté de l'enquêté, garantissant ainsi la durabilité du rapport de confiance.



## Conclusion

La marche soutenue vers une croissance à tout prix dans l'ensemble des secteurs de développement, n'épargne pas la production de nos cadres de vie. De l'industrie du bâtiment, à la fabrique des villes et à leur gouvernance, nos sociétés sont engagées dans une course effrénée vers l'expansion et l'étalement, accompagnant la croissance naturellement de la population. Etant formée dans les rouages de ces mondes de production, et connaissant la vitesse à laquelle les concepteurs sont tenus de répondre aux impératifs de croissance, je me suis toujours interrogée sur la marge de manœuvre de l'habitant. Lorsque les individus se retrouvent dans des territoires de vie sans qu'ils aient eu l'opportunité de participer à leur production, comment y trouvent-ils leur place et leur capacité à habiter au quotidien ? Le cas des migrants est ainsi exemplaire, car justement représentatif de ce que c'est que de ne pas *se sentir à sa place*.

Lorsque je parle de l'habiter migrant, je parle plus généralement de l'« épreuve » que cela représente, une réalité commune à de nombreuses conditions sociospatiales dominées. Elle émerge de décalages entre lieux, cadres aux multiples conditionnements, et cultures, modes et aspirations d'habiter. Comme le rappellent Boltanski et Chiapello, l'épreuve est toujours une « épreuve *de force* », au cours de laquelle les individus « révèlent ce dont ils sont capables et même, plus profondément, ce dont ils sont faits » (Boltanski et Chiapello 1999, 73-74). Habiter et s'approprier l'espace puisent ainsi profondément dans l'identité, et la prolongent dans la réalité sociospatiale où se négocient reconnaissance et capacité de faire et d'agir.

L'objectif de mon travail a été de révéler des espace-temps de friction, et les stratégies habitantes grâce auxquelles les individus en migration tentent de rétablir un équilibre entre le besoin d'appropriation spatiale et les limites qui s'y imposent, dans un contexte où la sédentarité n'est pas l'ordre dominant :

« [...] là où « habiter » désigne et installe une « permanence » et un « demeurer », un habiter traversé par le transitoire et la mobilité ; là où « habiter » institue le tracé et la limite entre un dedans et un dehors, entre un chez-soi (un chez-nous) et un ailleurs étranger, un habiter où se brouillent les frontières du chez-soi et de l'en-dehors, un habiter de l'entre-deux, un habiter « en étranger ». » (Delory-Momberger et Schaller 2011)

### **Un rapport différencié à la mobilité, mais encore...**

La notion de mobilité s'invite inévitablement à l'équation lorsqu'on traite de migration. Mobilité nationale, régionale, internationale ou transnationale, elle en définit la particularité. Dans cette recherche, j'appréhende la mobilité comme posture épistémologique, comme capital de savoir-faire et comme créatrice de territorialité, et la définis comme variable principale dans le choix des trois études de cas.

Que ce soit le déplacement unique de l'exil, ou les pérégrinations transnationales de travailleurs saisonniers, le mouvement migratoire produit « une suspension de l'ordre connu, de la vie ordinaire » (Miranda 2012). Il chamboule les rôles des migrants entre les territoires qu'ils investissent et les communautés qu'ils mettent en lien, affectant respectivement la construction des territorialités et l'organisation des réseaux sociaux. Cette description peut s'appliquer à l'ensemble de notre condition en tant que société rythmée de mobilités ponctuelle (voyage, échange universitaire), résidentielle (déménagement), pendulaire, et d'autres qu'il reste encore à définir et à inventer. Adopter la mobilité comme entrée épistémologique (Leclerc-Olive 2013) permet d'appréhender le mouvement non pas comme anomalie, mais comme partie intégrante de notre *être-au-monde*. La sédentarité n'est pas un état de progrès culminant, et nos pratiques quotidiennes le prouvent en traduisant une quête d'équilibre entre fixité et itinérance.

Cependant, il est impératif de ne pas lisser toutes les expériences "sur-définies" par leur rapport à la mobilité (migration, exil, nomadisme, transnationalisation professionnelle), au risque d'effacer les inégalités socioéconomiques, la répartition déséquilibrée des ressources et les fossés entre les privilèges des uns et les manques des autres.

Dans cet effort de concentration sur un phénomène dominant, ici la migration, j'ai défini une constante principale : l'origine nationale. Motivée par des intentions sans doute égoïstes de comprendre plus en profondeur des communautés avec lesquelles je partage culture et condition (marocaine, vivant à l'étranger), j'ai rapidement constaté les avantages de ce choix lorsque j'ai établi les jalons de mon approche ethnographique. En tant que chercheuse co-ethnique, j'ai eu accès à une lecture plus renseignée des nuances culturelles, qui déterminent des aspects de l'organisation sociale. Ce rapport au terrain s'est révélé précieux jusque dans l'analyse lexicale des récits qui informent l'expérience spatiale des enquêtés.

Une fois la constante définie, j'ai choisi trois groupes migrants, distingués par des rapports différenciés à la mobilité : des femmes issues du rural, en immobilité dans les bidonvilles urbains à

Salé, au Maroc ; des anciens combattants, en sur-mobilité entre Bordeaux et le Maroc ; des entrepreneurs et commerçants transnationaux, utilisant la mobilité comme ressource entre la Bordeaux, le Maroc et ailleurs. Derrière l'étude de l'ordinaire et de la quotidienneté de trois situations migratoires d'exception, déterminées par l'articulation de la mobilité, il s'agit d'aller au-delà des particularismes des expériences-limites, pour y lire des enjeux sociospatiaux transversaux.

L'exploration des trois grands récits migrants révèle progressivement d'autres variables tout aussi déterminantes que la mobilité dans le vécu spatial. La génération, l'âge, le genre, le niveau d'éducation et la situation économique, pour ne citer que celles-ci, complexifient la catégorisation de départ. Cependant, la prise de conscience des effets de tels facteurs rajoute une épaisseur à la lecture de l'expérience de l'habiter, qui ne peut être contenue dans l'étude stricte d'espaces et d'usages décontextualisés.

L'analyse des récits de vie a montré que l'articulation des stratégies spatiales habitantes répond non seulement à la quête d'équilibre entre fixité et rythmes de mobilité, mais aussi à celle entre capitaux résidentiel, spatial, social et économique. Les trois groupes étudiés organisent systèmes résidentiels et modes d'appropriation spatiale, en réponse au manque ressenti au niveau de l'un des capitaux qui s'affaiblissent ou se consolident avec le temps, et changent ainsi l'articulation des stratégies habitantes.

D'autres capitaux peuvent être mis en jeu. Le capital culturel des migrants issus généralement de pays du Suds ou de régions « périphériques », subit régulièrement une dévaluation dès le franchissement des frontières, conduisant à une déqualification et un déclassement dans la société d'accueil (Erel et Ryan 2018). L'organisation de l'habiter, la construction d'une territorialité multisituée et le tissage d'un réseau de lieux-ressources efficace, sont autant de moyens pour rétablir l'équilibre des capitaux.

La variable de la mobilité est ainsi lue en tandem avec ces contraintes sociétales et les stratégies spatiales pour y répondre, en dehors de l'acte strict du déplacement. « Je peux changer ma condition en l'échangeant », disait Vilem Flusser (2012) dans « Pour une philosophie de l'émigration », et c'est en cela que la mobilité est un fait social total. En tant que variable principale, elle condense une vaste réalité sociale.

## **La transdisciplinarité pour l'étude de l'habiter en migration**

Partant du constat que l'individu n'habite pas un espace « absolu », et qu'il interagit toujours avec un espace de « situations » (sociale, économique, culturelle, politique), j'ai puisé dans un ensemble de disciplines sociales pour définir les concepts clés, et faire sens de la complexité de l'habiter en migration. Je m'inscris dans une approche *trans* plutôt que *pluridisciplinaire*, visant à dépasser la division des savoirs et les limites parfois rigides entre disciplines, en m'adaptant à ce que donne à voir la réalité de chaque terrain. L'ouverture bibliographique à des références scientifiques anglophones et anglo-saxonnes a participé à enrichir la réflexion, grâce à la diversité de postures, de méthodes et de terrains.

Après m'être inspirée de concepts d'« espace mobile » en géographie (Retailé 2009), et de « tournant de mobilité » au croisement de questions sociologiques et d'expérimentation méthodologique (Büscher & Urry, 2009 ; Sheller, 2014 ; Szymanowski, 2016), il a fallu investiguer les effets d'une entrée par la mobilité sur la réalité de l'expérience en migration.

Le mouvement des individus a de tout temps été l'opportunité d'apprentissage et de transmission de savoir-faire mobilitaire, en dépit des (et souvent grâce aux) défis de franchissement de frontières, de gestion des ressources, et de maintien de réseaux sociaux efficaces pour faire face à l'adversité. La communauté (familiale, filiale, socioprofessionnelle) intervient aussi bien au moment de l'élaboration du projet migratoire, avec un investissement collectif à son financement et un accompagnement d'étape en étape, qu'au moment de l'établissement territorial, conditionnant souvent le lieu d'ancrage résidentiel et/ou professionnel.

Le cumul de tels savoirs n'est pas sans effet sur le rapport des migrants aux territoires, circulatoires (Tarrus 1993) ou multisitués (Cortes & Pesche, 2013 ; Giraut, 2013), et à la construction de territorialités subjectives (Arnauld de Sartre & Gagnol, 2012 ; Di Méo, 2008), mêlant lieux référentiels et lieux de pratiques quotidiennes.

Pour ancrer davantage les théories de mobilité et de territorialité dans la réalité historique de mon terrain, j'ai fait une rétrospective sur l'émergence des trois groupes étudiés, en revenant sur les traditions migratoires marocaines dans lesquelles ils s'inscrivent. L'histoire de figures de la migration (migrant, immigré, transmigrant) démontre l'enchevêtrement d'enjeux de domination socioculturelle, de legs colonial et de transformation des systèmes économiques de production, nationaux et internationaux. La condition de subalternité, comme « attribut général de subordination » (Guha 1988, 44) dictant l'ordre social dans l'histoire de ces groupes migrants

marocains, continue à se lire en filigrane dans les récits des femmes rurales, et dans ceux des anciens combattants et des commerçants transnationaux actuels. Cependant, les rapports de force qui situent automatiquement les migrants en position de dominés ne les dépossèdent pas de leur *agency*, ce que l'analyse des stratégies d'appropriation spatiale individuelles et de mobilisation collective révèle sur le terrain.

Une fois le contexte (rapport à la mobilité) et les acteurs (figures de la migration marocaine) identifiés, il s'agissait de déterminer les contours de « l'habiter », au sens des appropriations, des pratiques et des représentations spatiales. Si des philosophes ont établi « habiter » comme « imaginer » et « rêver » (Bachelard 1961), ou dans un rapport plus existentiel, comme « être » (Heidegger 1979), je m'inspire davantage de travaux de sociologues, géographes et anthropologues de terrain pour construire une grille d'analyse au plus près de la réalité (Bruslé 2010; Dequierez 2010; Rapoport 1972; Veschambre 2004). Ayant pris comme objet d'observation l'espace, ses composantes et ses usages, je puise dans les méthodes des *Material Culture Studies* (Arcidiacono & Pontecorvo, 2019 ; Hodder, 2012 ; Meyer, 2012 ; O'Toole & Were, 2008 ; Pechurina, 2015) pour définir le matériel et l'immatériel de l'appropriation spatiale, depuis l'aménagement des espaces jusqu'aux objets et au mobilier qui les organisent.

Les questions d'organisation collectives, de mobilisation et de justice sociale par l'espace (Breviglieri 2006; Chombart de Lauwe 1982; Lefebvre 1967, 1974; Urry 2004, 2005) mettent les observations à l'échelle micro-individuelle en perspective avec des enjeux à l'échelle macro-sociétale, où se jouent droits à la citoyenneté et accès aux ressources urbaines.

La réalité spatiale et matérielle immédiate n'a de sens que par ce qu'en disent ceux qui la *font* et la *vivent*, sur les temps longs du parcours de vie. Elle s'inscrit dans un continuum de territoires et de repères spatiaux, ancrés eux-mêmes dans la continuité mémorielle du passé, et prospective du futur. En habitant, l'individu « choisit » la pratique d'un lieu plutôt que d'un autre, partant de référentiels spatiaux qu'il compose à travers son vécu et ses multiples cadres de conditionnement (social, économique, culturel). En migration, le choix puise beaucoup dans les lieux où se recréent de nouvelles appartenances et où s'accomplit la reconnaissance entière de l'individu qui le sort de l'altérité. Le lieu de l'exercice professionnel, les hauts-lieux de culte, et les territoires d'ancrage résidentiel (dans la société d'accueil et dans la ville ou pays d'origine) sont des lieux interstitiels (Niang-Ndiaye 2019), des trans-territoires (Cattan 2012) où se croisent les codes sociospatiaux d'*ivi*

et de *là-bas*, durables ou éphémères, « recréé[s] continuellement par les potentialités de rencontres » (Cattan 2012, 69).

L'appropriation des échelles intermédiaires du quartier et de la ville est structurante dans la construction des territorialités migrantes, car c'est dans la maîtrise des espaces partagés du quotidien que se jouent les rapports de force, et transparaissent les divisions entre groupes socioculturels et entre classes. Les conflits d'affirmation des identités sociospatiales se manifestent à leur paroxysme dans le territoire urbain, avec des conséquences majeures sur l'évolution des mentalités et des idéologies nationales (Yiftachel et Yacobi 2003).

### **Du récit de vie, aux récits des lieux**

L'accès à une telle réalité habitante, brouillée par les appartenances multiples, les pratiques recomposées et les parcours fragmentaires en migration, demande un recueil sensible et étoffé des expériences spatiales. En reposant sur l'approche ethnographique, j'ai privilégié la méthode qualitative, combinant entretiens semi-directifs et outils de recueil et de restitution visuels. Le résultat est au croisement du récit de vie, qui pose les cadres historique et référentiel renseignant la condition migratoire et le mode d'habiter, et de l'analyse spatiale et indiciaire (Berthomière 2018), représentée par des scènes visio-narratives, des relevés habités, des croquis démonstratifs, et des cartographies de réseaux de lieux référentiels et quotidiens. Recourir à ces méthodes qualitatives est en continuité avec le besoin, d'une part, de préserver l'authenticité de l'expérience spatiale des enquêtés, traversée inévitablement par des logiques sociales et des processus globaux (Collet et Veith 2013), et d'une autre, de raconter en filigrane ma propre expérience du terrain.

Traiter d'un phénomène aussi complexe que le parcours migrant, mettant à vif aussi bien l'exaltation de « la terre promise » que les échecs et les retours à la case départ, demande de faire preuve d'empathie lors des moments d'échange. Ainsi, le récit de vie permet de donner l'espace, le temps et la liberté à l'enquêté de raconter son parcours et d'en faire sens. La patience et l'oreille attentive qui lui sont prêtées renforcent la complicité et le rapport de confiance entre chercheur et narrateur. Puis, dans ses nuances, son authenticité, et parfois sa naïveté, sa crudité et son réalisme, le récit de vie parle à l'humanité de l'interlocuteur et du lecteur. Il revient sur des moments d'inconfort, de malaise ou de mal-être dans lesquels chacun peut se reconnaître, à travers sa propre subjectivité. Les enjeux de l'expérience spatiale en migration, les situations de l'« inter » (Wismann 2012) et de l'entre-deux mises en récit, raisonnent au-delà des limites de la condition migrante.

### **De l'analyse micro-logique à la mutation des territoires *vécus* et *conçus***

Malgré la divergence des parcours entre et parfois au sein même des groupes migrants (en particulier celui des commerçants et entrepreneurs transnationaux), j'ai choisi d'analyser les modes d'habiter tels qu'ils se manifestent dans les actes du quotidien, ainsi que les lieux dans lesquels ils se déploient. Des tâches domestiques aux pérégrinations urbaines, des intérieurs intimes à la rue et aux espaces publics, l'analyse des routines habitantes migrantes a été révélatrice de schémas d'action et de référentiels sociospatiaux communs, jonglant avec les mêmes impératifs de garantir un chez-soi, quel que soit l'intensité des mobilités.

Cette anthropologie de l'espace s'inscrit dans l'approche « micro-logique », reliant les détails, les pratiques, les aménagements et les objets les plus anodins du quotidien, « aux transformations sociales qui affectent en profondeur tous les aspects de la société, y compris la subjectivité des individus » (Sartoretti et Manuelli 2020). Un des résultats émergents de ces observations « à la peau » (Lapeyronnie 2008) est la transformation des paysages domestiques migrants. L'espace habité des femmes issues du rural dans les bidonvilles urbains, des anciens combattants dans les résidences sociales et des commerçants et entrepreneurs transnationaux dans le logement du droit commun, témoigne d'un changement de paradigme quant à la consécration de l'espace domestique comme support mémoriel aux identités ethnoculturelles d'origine. L'analyse de la culture matérielle domestique a révélé une mutation dans l'expression des appartenances par les objets et les aménagement de l'espace, du fait de l'évolution des modes de co-présence entre *ici* et *là-bas*, grâce à la plus grande facilité à se déplacer, et à la mise à disposition d'« espaces » connectés, dématérialisés. Cela ne signifie pas « la dilution des diversités dans une culture monolithique mais à la création de nouvelles configurations » (Miranda 2012) et d'équilibres dans les affirmations identitaires par l'espace.

Ce qui peut se confondre à des transformations insignifiantes des cadres de vie, limitées à des pratiques à petite échelle à l'initiative de l'individu, engage des processus de grande envergure sur des territoires urbains, dépassant les limites de la sphère domestique. L'analyse de la spatialisation des trois populations étudiées donne à voir l'influence de la présence durable de groupes migrants sur les stratégies des experts de la ville, et leur adaptation à la coexistence de multiples modes d'habiter, dans un même lieu (la ville). Seulement, cela prend du temps. En tant que groupe minoritaire dans la structure sociale locale, il est difficile pour les migrants d'avoir un impact conséquent et immédiat, en réponse à leurs besoins d'appropriation spatiale. Ainsi, de manière

progressive, les stratégies d'invisibilisation des populations migrantes dans la ville, laissent place à une adaptation plus inclusive de l'offre spatiale.

Dans cette recherche, l'évolution des réactions de l'Etat à l'habiter migrant a montré comment l'acte de "se faire sa place" devient durable et donne lieu à des transformations profondes, dans lesquelles il est moins question de négocier, et plus question d'« être » et de faire partie de ceux dont on anticipe les besoins.

### **L'outil visuel pour réduire le fossé entre *conçu* et *vécu***

Bien que je distingue dans ma démonstration récit de vie et récit visuel, les deux racontent ensemble une seule histoire. Les mots disent ce que les images ne permettent pas de lire, et les images incarnent ce que les mots ne peuvent totalement exprimer.

L'étude de l'expérience spatiale se prête particulièrement aux outils de représentation visuelle. Tout au long de la thèse, j'ai utilisé l'image comme donnée de terrain, comme mise en cohérence des propos recueillis et comme mode de réflexion.

L'image permet non seulement de restituer la réalité matérielle de l'habiter, mais va au-delà pour mettre en lumière rapports de force et divisions sociospatiales dans les territoires urbains. Dans ma recherche, j'ai représenté ces tensions à travers les cartographies de lieux. Par exemple, demander aux femmes habitant le bidonville de raconter leur territorialité subjective du quotidien, et la recomposer sous forme de carte mentale, a permis d'entrevoir des enjeux de disqualification et d'immobilités sociale, économique et genrée. Tout comme l'expérience habitante migrante défie la linéarité de la trajectoire, la carte illustrée et commentée pose, sur un seul support, le continuum spatiotemporel, où chaque lieu du réseau prend sens du rapport qu'il entretient avec les lieux d'*avant* et d'*après*, d'*ici* et d'*ailleurs*.

Les scènes visio-narratives, combinant photographies et extraits descriptifs de terrain, ont servi à donner le ton, à poser le cadre d'observation et à introduire les dynamiques d'interaction au moment de la prise de vue. Ce sont des temps d'immersion dans la peau de chercheur, dessinant avec l'image et les mots l'authenticité de la rencontre et de la présence sur le terrain, en plus des données spatiales que la scène donne à voir. L'image n'y a de sens que par l'extrait de carnet de terrain qui, comme l'explique Fatou Diop Sall (2018), « permet de constituer la mémoire vive de l'étude de terrain et de retrouver lors de l'analyse des données, l'atmosphère du site et de l'évènement ».

Le croquis de démonstration *in situ*, bien que servant des objectifs similaires à ceux de la photo, invoque un investissement supplémentaire lors de la production et encapsule d'autres types d'information. Puisant dans mon affinité avec la conception et l'analyse spatiales, et usant de l'attention aux détails à laquelle j'ai été formée en tant qu'architecte, je me suis prêtée à la restitution sélective des espaces que j'observais, cadrée par la grille conceptuelle et le récit des enquêtés. C'est un outil d'investigation à part entière, intégrant implicitement l'expérience de la découverte dans la scène recomposée. Dans son ouvrage *I Swear I saw This*, l'anthropologue Michael Taussig (2011) associe l'acte de dessiner (*drawing*) à celui de « tirer » sur un fil, de le dénouer d'un écheveau, et d'en recouvrir la visibilité et la lisibilité. Il fait l'éloge du croquis comme outil original, capable de s'adapter à de la « volatilité » et au flou de la réalité sociale, y compris celle de l'habiter :

*« Ils disent que la science comporte deux phases : la logique imaginative de la découverte, suivie de la rigoureuse discipline de la preuve. Pourtant, la preuve est insaisissable en ce qui concerne les affaires humaines. Un lien social n'est pas un laboratoire, les lois de cause à effet sont triviales lorsqu'il s'agit de l'âme, et le sens des événements et des actions se trouve ailleurs, comme dans le mélange d'émotion et de raisonnement qui a mené l'anthropologue dans ses voyages en premier lieu. J'ai donc senti qu'il était temps de réfléchir davantage à la première phase de l'enquête – celle de la logique imaginative de la découverte – qui, dans le cas des anthropologues et de nombreux écrivains et autres créateurs, tels que les architectes, les peintres et les cinéastes pour ne citer que ceux-là, réside dans des cahiers qui mêlent matière première d'observation et rêverie... »<sup>237</sup> (Taussig 2011, XI)*

Le relevé habité a été l'outil par excellence pour la compréhension des espaces vécus, et particulièrement les espaces domestiques. A la convergence du relevé architectural, de l'observation et de l'investigation ethnographique, il permet d'accéder « jusqu'à un certain point dans des intimités qui ne se donnent pas à être facilement exposées. Elles sont subliminales au discours de l'habitant qui accepte ainsi de dévoiler, dans le dit ou le travesti, ce qu'il fait et ce qu'il est » (Pinson 2016).

---

<sup>237</sup> Citation originale : « They say science has two phases: the imaginative logic of discovery, followed by the harsh discipline of proof. Yet proof is elusive when it comes to human affairs; a social nexus is not a laboratory, laws of cause and effect are trivial when it comes to the soul, and the meaning of events and actions is to be found elsewhere, as in the mix of emotion and reasoning that took the anthropologist on her or his travels in the first place. Thus I felt it was time to think a lot more about the first phase of inquiry—that of the imaginative logic of discovery—which, in the case of anthropologists and many writers and other creative types, such as architects, painters, and filmmakers, to name the obvious, lies in notebooks that mix raw material of observation with reverie. »

Le relevé habité, plus que tout autre mode de représentation visuelle, crée un pont direct avec le monde de la conception et de l'architecture, en empruntant le vocabulaire. L'architecte et le chercheur en sciences sociales s'intéressent chacun à un des deux versants de l'habiter, le *conçu* et le *vécu*, confrontant le récit de l'expert au récit « non-expert » de l'habitant. Mais le relevé n'est pas l'unique outil visuel qui ait le potentiel de créer des ponts entre ces champs d'action. Les experts de l'espace empruntent déjà d'autres formats iconographiques, inspirés de la bande-dessinée ou du cinéma, pour aller au-delà des aspects techniques du projet, et raconter une histoire. Fabio Quici (2017), spécialiste des études visuelles et de l'histoire de la représentation architecturale, revient sur les pratiques visuelles mobilisées en architecture « pour élargir le bassin de ses interlocuteurs et pour décrire des aspects sous-estimés de l'architecture et du processus de conception »<sup>238</sup> (Quici 2017). Le chercheur parle d'un usage visuel « transmédia » chez les concepteurs qui s'inspirent très tôt du cinéma, comme le Corbusier (Boone 2017), ou des collages, comme Charlotte Perriand et Mies van der Rohe, ou encore plus récemment de la bande dessinée, comme Bjarke Ingels. Ils aspirent ainsi à faire parler leurs projets et à rendre compte des spatialités et de leurs usages anticipés.

Chez les chercheurs en sciences sociales, le visuel a longtemps été discrédité pour sa subjectivité qui ne s'alignerait pas rigoureusement avec les canons de la recherche scientifique. Pourtant, l'image facilite la création de nombreux « ponts » de communication, avec le monde des concepteurs et experts de l'espace. Ainsi, au lieu de faire de l'étude géo, socio ou anthropologique de l'espace une discipline des mots, et de la conception urbaine et architecturale une discipline du trait et de l'image, composer avec les deux systèmes sémiotiques peut non seulement créer des passerelles réflexives, mais influencer concrètement la production de nos cadres matériels.

### **Et si l'architecture empruntait (plus) aux sciences sociales ?**

Je termine en revenant sur ce qui a motivé ma question de départ. Au-delà de mon intérêt pour la compréhension des frictions sociospatiales résultant de nos cohabitations multiples, c'est aussi pour questionner les pratiques d'experts de l'espace que j'ai pris un « recul » introspectif ces cinq dernières années. Derrière l'analyse des relevés habités, et l'usage de l'image comme matériau rendant compte de l'expérience spatiale, se cache une envie de créer davantage de surfaces de contact entre l'investigation du social et la production des cadres de vie.

---

<sup>238</sup> Citation originale : « The architect has integrated the traditional encoded drawing with more extensive narrative artifacts to expand the basin of its interlocutors and to describe underestimated aspects of architecture and design process. »

La rencontre entre les deux se fait déjà dans les cursus de formation aux métiers de l'architecture. Les sciences humaines et sociales s'imposent progressivement dans les programmes depuis les années 1970. Sociologues et anthropologues sortent de la marge des enseignements strictement « théoriques » pour accompagner et renseigner la conception du projet. Il s'agit de s'émanciper de la pensée fonctionnaliste en organigrammes, et esthétique en volumes et en architectoniques, pour qu'« entre les certitudes (relatives) de la résistance des matériaux et les caprices de l'art, trouvent place les incertitudes et/ou les aléas de l'usage » (Pinson 2007).

Ainsi, si l'architecte en formation, futur maître d'œuvre, est sensibilisé à « des outils, des méthodes, des « opérateurs de passage du savoir à l'action » (Ségaud 2007), notions et approches « hybrides » » (Chadoin et Claude 2010), que reste-t-il de tels procédés réflexifs une fois passé à la pratique réelle du métier ?

Dans son ouvrage fondateur et critique de la profession, Raymonde Moulin qualifie d'abstraite l'appropriation du paramètre « humain » par l'architecte (Moulin 1973, 249), qui semble être porteur d'une *sociologie spontanée*, plus idéologique et moins scientifique (Camus 2010). Il faut reconnaître que les délais serrés et les divers impératifs des appels d'offre, laissent peu de place aux enquêtes approfondies au cours desquelles l'architecte pourrait piocher dans la boîte à outils des sociologues et des anthropologues. Des rôles spécifiquement dédiés à la compréhension des usages habitants ont progressivement émergés, trouvant davantage leur place dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage, ou dans les directions spécialisées d'habitat et d'urbanisme au sein des mairies et des départements. Cependant, de grands pans de la production urbaine, notamment de l'habitat, continuent à se faire par le biais de la commande privée de particuliers ou de promoteurs immobiliers. Lorsque l'architecte ne collabore pas directement avec le client-usager, et qu'il intervient sur des opérations à grande échelle où la question du nombre et des surfaces prime sur celle des pratiques et des appropriations habitantes, il faut « une volonté d'agir, une volonté d'introduire la « question sociale » dans le traitement et l'aménagement de l'espace par les professionnels ; un volontarisme qui justifie les dépassements disciplinaires » (Chadoin et Violeau 2015). Cela concerne particulièrement la prise en compte d'usages et de besoins de populations minoritaires et marginalisées, comme l'ont prouvé dans cette thèse les exemples de relogement inadapté des habitants du bidonville ou d'hébergement de seniors étrangers.

Pour développer une pratique professionnelle consciente et au fait de la réalité sociale, il ne s'agit pas tant « de former des architectes-anthropologues (ce qui peut concerner quelques chercheurs) que des architectes ouverts à la dimension anthropologique de n'importe quel édifice, aussi bien du point de vue de sa destination que du point de vue de sa production » (Pinson 2012). Concrètement

sur le terrain, ce serait appréhender l'environnement d'intervention avec la « fausse naïveté » (Agier 2015, 12) et l'émerveillement de la découverte, en élaborant "l'anthropologie de l'espace contemporain" tel qu'il se fait, se vit et se transforme par l'usage.



## Bibliographie

- Abeles, Marc. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Payot. Paris.
- ACHAC. 2007. « 100 ans de migrations en Aquitaine. Sud-Ouest, porte des outre-mers ». <https://achac.com/immigration-des-suds/100-ans-de-migrations-en-aquitaine-sud-ouest-porte-des-outre-mers-3/>.
- Adam, Jean-Michel. 1996. « Qu'est-ce que le récit ? » In *Le récit*, Paris cedex 14, 9-20.
- Adoma. 2011. « Notre histoire ». *cdc habitat Adoma*. <https://www.adoma.cdc-habitat.fr/adoma/L-entreprise/Qui-sommes-nous-/p-82-Notre-histoire.htm>.
- Adoma, Groupe CDC Habitat. 2020. *Responsables de résidence : plus qu'un métier*. <https://www.youtube.com/watch?v=0XVun3p3Mmo>.
- Agier, Michel. 2009. *Esquisses d'une anthropologie de la ville : Lieux, situations, mouvements*. Louvain-la-Neuve: Academia Bruylant.
- . 2013. « Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires ». *Brésil(s) [En ligne]* (3). <http://journals.openedition.org/bresils/385>.
- . 2015. « Introduction. De l'ethnographie des marges à l'anthropologie de la ville ». In *Anthropologie de la ville*, Hors collection, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 11-33. <https://www.cairn.info/anthropologie-de-la-ville--9782130634805-p-11.htm>.
- Aldhuy, Julien. 2008. « Au-delà du territoire, la territorialité ? » *Géodoc*: 35-42.
- Alvir, Spomenka. 2016. « Cartographier des lieux pour saisir des liens : double regard de résidents étrangers sur la ville entre espace et imaginaire ». *Cahiers internationaux de sociolinguistique* 9(1): 75-96.
- Amar, Marianne. 2008. « Écrire l'histoire de l'immigration en images ». *Migrance. Images de migrations. Photographies et archives iconographiques* (30).
- . 2018. « Habiter en exil ». *Hommes & Migrations* 1323(4): 55-66.
- Amelina, Anna, et Kenneth Horvath. 2017. « Sociology of Migration ». In *The Cambridge Handbook of Sociology: Core Areas in sociology and the Development of the Discipline*, Cambridge, 455-64.
- American Academy of Political and Social Science. 1986. 485 *From foreign workers to settlers? Transnational migration and the emergence of new minority*.
- Amphoux, Pascal. 1995. « Mémoire collective et urbanisation ». In *Ville, espace et valeurs*, Paris: L'Harmattan, 245-54.
- Andreas, Peter. 2000. *Border Games: Policing the U.S.-Mexico Divide*. Cornell University Press. Ithaca and London.
- Appadurai, Arjun. 1995. « The Production of Locality ». In *Counterworks: Managing the Diversity of Knowledge*, éd. Richard Fardon. London: Routledge, 204-55.
- . 2005. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Payot. Paris.
- Arcidiacono, Francesco, et Clotilde Pontecorvo. 2019. « On Materiality: Home Spaces and Objects as Expanding Elements of Everyday Experiences ». *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research* 20(3).
- Argod, Pascale. 2018. « Carnet de terrain et carnet ethnographique : approche sensible et construction du territoire ». *Carnet de voyage - reportage*. <https://cdevoyage.hypotheses.org/1471> (22 janvier 2021).
- Arnauld de Sartre, Xavier, et Laurent Gagnol. 2012. « Les échelles de territorialités ». *Géographie et cultures [En ligne]* (81).
- Arnheim, Rudolf. 1976. *La pensée visuelle*. Flammarion. Paris.

- Arrif, Abdelmajid. 1992. « Le passage précaire du bidonville au lotissement. Anthropologie appliquée d'une mutation résidentielle. Le cas de Hay Moulay Rachid à Casablanca ». Thèse doctorale en Anthropologie. Université de Provence - Faculté des Lettres et Sciences humaines.
- . 2001. « Fragments d'une enquête dans un bidonville de Casablanca ». *Ethnologie française* 31(1): 29-39.
- Association française des anthropologues. 2007. « À propos de l'instauration d'un ministère "de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement" ». *Journal des anthropologues [En ligne]* (110-111).
- Atia, Mona. 2019. « Refusing a "City without Slums": Moroccan slum dwellers' nonmovements and the art of presence ». *Cities*. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S026427511830177X>.
- Attias-Donfut, Claudine, François-Charles Wolff, et Philippe Tessier. 2005. « Les transferts intergénérationnels des migrants âgés ». *Économie et statistiques* (390): 3-23.
- Augé, Marc. 2009. *Pour une anthropologie de la mobilité*. Payot&Rivages. Paris.
- Bachelard, Gaston. 1961. *La poétique de l'espace*. 3e éd. Paris: Les Presses universitaires de France.
- . 1969. « Préface ». In *Je et Tu*, Paris, 7-17.
- Bacon, Lucie et al. 2016. « Cartographier les mouvements migratoires ». *Revue européenne des migrations internationales* 32(3-4): 185-214.
- Bacqué, Marie-Hélène et al. 2005. « Libérale ou libérée ? la ville monde ». *Mouvements* 39-40(3): 5-8.
- Badie, Bertrand. 1995. *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*. Fayard. Paris.
- Bah, Thierno, Louis César Ndione, et Alexandre Tiercelin. 2015a. « Chapitre 3. Limites des récits de vie et "critiques des critiques" ». In *Les récits de vie en sciences de gestion*, Versus, Caen: EMS Editions, 129-60. <https://www.cairn.info/les-recits-de-vie-en-sciences-de-gestion--9782847698275-p-129.htm>.
- . 2015b. *Les récits de vie en sciences de gestion. Orientations épistémologiques et méthodologiques*. EMS Editions. Caen.
- Bailey, Janis, et Di McAtee. 2003. « "Another way of telling": The use of visual methods in research ». *International employment relations review* 9: 45-60.
- Bailleul, Hélène, et Benoit Feildel. 2011. « Le sens des mobilités à l'épreuve des identités spatiales : un éclairage par le récit de vie spatialisé et l'herméneutique cartographique ». In , 25-55.
- Bailly, Antoine, Hubert Beguin, et Renato Scariati. 2016. « Chapitre 2. La géographie humaine : objets, projets, démarches ». In *Introduction à la géographie humaine*, U, Paris: Armand Colin, 35-45. <https://www.cairn.info/introduction-a-la-geographie-humaine--9782200611552-p-35.htm>.
- Balutet, Nicolas. 2014. « L'identité au temps de la postmodernité : de l'usage du concept d'« hybridité » ». *Têtes chercheuses*. <https://teteschercheuses.hypotheses.org/1141> (17 septembre 2019).
- Baraud, Marie. 2016. « Dialogicité dans le récit de vie en psychologie : parcours migratoire et identité des médecins diplômés à l'étranger ». In Lyon: Association lyonnaise des étudiants chercheurs en sciences de l'information et de la communication (Alec'Sic). <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01277615>.
- Barnier, Martin, et Rémi Fontanel. 2012. « L'entrée en scène au cinéma ». *Agôn [En ligne]* (5). <http://journals.openedition.org/agon/2446>.
- Barou, Jacques. 1999. « Le rôle des communautés ». *Sciences Humaines* (96): 26-29.
- . 2016. « Où vivre sa vieillesse ? » *Vie sociale* 16(4): 115-22.
- Barthes, Roland. 1977. *Roland Barthes*. 1<sup>re</sup> éd. London: Macmillan.

- Barthou, Évelyne. 2013. « Les jeunes d'origine marocaine. Une nouvelle génération qui a "les pieds trempés dans l'ancienne" (Sayad, 1991) ». *Hommes & Migrations* 1303(3): 37-45.
- Bartoli, Sarah. 2011. « " Éliminer les bidonvilles = éliminer la pauvreté ", ou les charmes pervers d'une fausse évidence ». *L'Économie politique* 49(1): 44-60.
- Bastide, Loïs. 2013. « "Migrer, être affecté". Émotions et expériences spatiales entre Java, Kuala Lumpur et Singapour ». *Revue européenne des migrations internationales* 29(4): 7-20.
- Battegay, Alain. 1992. « L'actualité de l'immigration dans les villes françaises : la question des territoires ethniques ». *Revue européenne des migrations internationales* 8(2): 83-100.
- Baudry, Robinson, et Jean-Philippe Juchs. 2007. « Définir l'identité ». *Hypothèses* 10(1): 155-67.
- Bayat, Asef. 2017. *Revolution without Revolutionaries. Making Sense of the Arab Spring*. Stanford, California: Stanford University Press.
- Beauchemin, Cris, Christelle Hamel, et Patrick Simon. 2016. *Trajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France*. Ined.
- Beck, Ulrich. 2002. « The Cosmopolitan Society and its Enemies ». *Theory, Culture & Society* 19(1-2): 17-44.
- Béguin, Hélène. 2015. « Héberger des migrants ou gérer des logements ? : l'Aftam et ses "foyers d'Africains noirs" (1962-2012) ». Thèse doctorale en Aménagement et Politiques urbaines. Université Paris-Est.
- Bekkar, Rabia. 1999. « Chapitre X - Les lieux repères du quotidien ». In *Familles maghrébines en France : l'épreuve de la ville*, Le sociologue, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 187-200. <https://www.cairn.info/familles-maghrebines-en-france-epreuve-de-la-ville--9782130503316-p-187.htm>.
- Bekkar, Rabia, Nadir Boumaza, et Daniel Pinson. 1999. *Familles maghrébines en France : l'épreuve de la ville*. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/familles-maghrebines-en-france-epreuve-de-la-ville--9782130503316.htm>.
- Belbah, Mustapha, et Patrick Veglia. 2003. « Pour une histoire des Marocains en France ». *Hommes et Migrations* (1242): 18-31.
- Belfquih, M'hammed. 1978. *L'espace péri-urbain d'une capitale : la région au Sud-Ouest de Rabat*. Tours: CNRS.
- Belhedi, Amor. 2006. « Territoires, appartenance et identification. Quelques réflexions à partir du cas tunisien ». *L'Espace géographique* 35(4): 310-16.
- Belkacem, Recham. 2015. *Les combattants marocains de l'armée française. 1939-1956*. Bordeaux: RAHMI - Réseau Aquitain sur l'Histoire et la Mémoire de l'Immigration.
- Belmessous, Fatiha, et Elise Roche. 2018. « Accueillir, insérer, intégrer les migrants à la ville ». *Espaces et sociétés* 172-173(1-2): 7-18.
- Ben Attou, Mohamed. 2015. « Les entrepreneurs émigrés marocains et le réinvestissement dans la région d'Agadir ». In *L'entrepreneuriat transméditerranéen : les nouvelles stratégies d'internationalisation*, Hommes et Sociétés, Paris: IRMC-Karthala.
- Benjamin, Walter, et Asja Lacis. 1978. « Naples ». In *Reflections*, New York: Harcourt, Brace & Jovanovich, 163-73.
- Bennafla, Karine, et Montserrat Emperador Badimon. 2010. « Le "Maroc inutile" redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa ». *Politique africaine* 120(4): 67-86.
- Bennafla, Karine, et Michel Peraldi. 2008. « Introduction. Frontières et logiques de passage : l'ordinaire des transgressions ». *Cultures et Conflits [En Ligne]* (72).
- Bensoussan, Bernard. 2009. « Qualifier l'habitation. Déterminants socioculturels, propriétés de l'habitat, lexique de l'immobilier ». *Mots. Les langages du politique* 91(3): 85-99.
- Bentabahate, Mohamed. 2009. « Entretien RAHMI ».

- Bergeon, Céline. 2011. « Initiatives et stratégies spatiales. Le projet circulatoire face aux politiques publiques : l'exemple des Roms et des Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique) ». Doctorat. Université de Poitiers.
- Berger, John. 2007. *Berger on Drawing*. éd. Jim Savage. Aghabullogue: Occasional Press.
- Bernardot, Marc. 2001. « Le vieillissement des migrants dans les foyers ». In *Séminaire ADRI*,  
 ———. 2012. « 3. Invisibiliser par le logement. De Sonacotra à Adoma ». In *Les nouvelles frontières de la société française*, Poche/Sciences humaines et sociales, Paris: La Découverte, 79-100. <https://www.cairn.info/les-nouvelles-frontieres-de-la-societe-francaise--9782707174536-p-79.htm>.
- Berque, Augustin. 2000. *Écoumène, introduction à l'étude des milieux humains*. Paris: Belin.
- Berrada, Abdallah. 1998. « Répartition de la population, urbanisation et migration ». *Population et développement*: 1-73.
- Bertaux, Daniel. 1997. *L'enquête et ses méthodes : Le récit de vie*. Armand Colin. Paris.  
 ———. 2010. *Le récit de vie, 3e édition*. Armand Colin. Paris.
- Berthomière, William. 2018. « Esquisser les formes d'une présence. Usages et limites de l'image pour saisir les dynamiques migratoires contemporaines ». Présenté à Migrations en image[s], Bordeaux.
- Besse, Jean-Marc. 2013. *Habiter. Un monde à mon image*. Flammarion. Paris.
- Beurq, Julia. 2019. « Et si on regardait les bidonvilles autrement... » 389(4): 94-96.
- Bhabha, Homi. 2007. *Les lieux de la culture : une théorie postcoloniale*. Payot. Paris.
- Bhabha, Homi K., et Jonathan Rutherford. 2006. « Le tiers-espace ». *Multitudes* 26(3): 95-107.
- Bidart, Claire. 2006. « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques ». *Cahiers Internationaux de Sociologie* 120(1): 29-57.
- Bigando, Eva. 2013. « De l'usage de la photo elicitation interview pour appréhender les paysages du quotidien : retour sur une méthode productrice d'une réflexivité habitante ». *Cybergeo : European Journal of Geography [En ligne]*. <http://journals.openedition.org/cybergeo/25919>.
- Blunt, Alison, et Olivia Sheringham. 2018. « Home-city geographies : Urban dwelling and mobility ». *Progress in Human Geography* 43(5): 1-20.
- Boccagni, Paolo. 2014. « What's in a (Migrant) House? Changing Domestic Spaces, the Negotiation of Belonging and Home-making in Ecuadorian Migration ». *Housing, Theory and Society* 31(3): 277-93.  
 ———. 2017. *Migration and the Search for Home: Mapping Domestic Space in Migrants' everyday Lives*. 1<sup>re</sup> éd. New York: Palgrave Macmillan.
- Boer, René. 2013. « Architecture on the Move: Refugee Dwellings in Amsterdam ». *Failedarchitecture.com [En Ligne]*.
- Boltanski, Luc, et Eve Chiapello. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Boone, Veronique. 2017. « Le Corbusier et le cinéma : la communication d'une oeuvre ». <http://www.theses.fr/2017LIL30011/document>.
- Boulaïbel, Samira, et Nadjia El Saadi. 2011. *Migration interne, revue de la littérature*.
- Boumaza, Nadir. 1999. « Chapitre XIV - Organisation et pratique de l'habitat ». In *Familles maghrébines en France : l'épreuve de la ville*, Le sociologue, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 249-72. <https://www.cairn.info/familles-maghrébines-en-france-epreuve-de-la-ville--9782130503316-p-249.htm>.  
 ———. 2006. *Villes réelles, villes projetées. Villes maghrébines en fabrication*. Paris: Editions Maisonneuve et Larose.
- Bourdieu, Pierre. 1972a. *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de « Trois études d'ethnologie kabyle »*. Genève: Librairie Droz. <https://www.cairn.info/esquisse-d-une-theorie-de-la-pratique--9782600041553.htm>.

- . 1972b. « La maison ou le monde renversé ». In *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Travaux de Sciences Sociales, Genève: Librairie Droz, 45-59. <https://www.cairn.info/esquisse-d-une-theorie-de-la-pratique--9782600041553-p-45.htm>.
- . 1980. « Le capital social ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 31: 2-3.
- . 1986. « L'illusion biographique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* (62-63): 69-72.
- . 1993. « Effets de Lieu ». In *La misère du monde*, Point, Paris: Le Seuil.
- Brault, Marguerite, Hélène Daccord, et Julie Lenouvel. 2018. « Les lieux de l'insertion et de l'intégration sociale des réfugiés. Le cas de Dessau, ville en décroissance ». *Espaces et sociétés* 172-173(1-2): 55-72.
- Breviglieri, Marc. 2006. « Penser l'habiter, estimer l'habitabilité ». *Tracès - Bulletin technique de la Suisse romande* (132): 9-14.
- . 2010. « De la cohésion de vie du migrant : déplacement migratoire et orientation existentielle ». *Revue européenne des migrations internationales [en ligne]* 26(2): 57-76.
- Brochot, Aline, et Martin de La Soudière. 2010. « Pourquoi le lieu ? » *Communications* 87(2): 5-16.
- Bruneau, Michel. 2011. « Phénomène diasporique, transnationalisme, lieux et territoires ». *CERISCOPE Frontières [En ligne]*. <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/phenomene-diasporique-transnationalisme-lieux-et-territoires>.
- Bruner, Jerome. 1986. *Actual Minds, Possible Worlds*. Cambridge, MA & London: Harvard University Press.
- . 2010. *Pourquoi nous racontons-nous des histoires ? Le récit au fondement de la culture et de l'identité*. RETZ. Paris.
- Bruslé, Tristan. 2010. « Rendre l'étranger familier. Modes d'appropriation et de catégorisation de l'espace par les migrants népalais en Inde ». *Revue européenne des migrations internationales [En ligne]* 26(2): 77-94.
- Bruslé, Tristan, et Aurélie Varrel. 2012. « Introduction. Places on the Move: South Asian Migrations through a Spatial Lens ». *South Asia Multidisciplinary Academic Journal [En ligne]* (6). <http://journals.openedition.org/samaj/3439>.
- Bulot, Thierry. 2013. « Discrimination sociolinguistique et pluralité des normes identitaires. Linguicisme de référence et linguicisme d'action ». *Cahiers internationaux de sociolinguistique* 4(2): 7-27.
- Bulot, Thierry, et Vincent Veschambre. 2006. *Mots, traces et marques (Dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine)*. L'Harmattan. Paris.
- Burawoy, Michael. 1976. « The function and reproduction of migrant labour: Comparative material from Southern Africa and the United States ». *American Journal of Sociology* 82(5): 1031-42.
- Burret, Antoine. 2017. « Etude de la configuration en Tiers-Lieu : la repolitisation par le service. » Doctorat en Socio-Anthropologie. Université Lumière-Lyon 2.
- Büscher, Monica, et John Urry. 2009. « Mobile Methods and the Empirical ». *European Journal of Social Theory* 12(1): 99-116.
- Cabinet Roland Berger. 2018. *L'économie informelle : Impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d'intégration*.
- Cailly, Laurent. 2002. « Le lieu, une unité élémentaire et pertinente d'observation des processus de territorialisation ». In *Lire les territoires*, Tours: Presses François-Rabelais, 159-71.
- . 2007. « Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation ». *Annales de géographie* 654(2): 169-87.
- Caisse des Dépôts ARFS. 2019. « Fasicule d'information ARFS 2019 ». <https://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/arfs>.

- Calderón Bony, Frida. 2008. « L'espace d'habitation comme miroir identitaire. Le cas des migrants de Patamban (Michoacán, Mexique) aux États-Unis ». *Cahiers des Amériques latines [En ligne]* (59). <http://journals.openedition.org/cal/1109>.
- Camus, Albert. 1942. *L'étranger*. Gallimard.
- Camus, Christophe. 2010. « Pour une sociologie « constructiviste » de l'architecture ». *Espaces et sociétés* 142(2): 63-78.
- Cardi, François. 2016. « Les sociologues-photographes et leurs photographies : un corps à corps fécond ». *RT47.hypotheses.org*.
- Carpentier, Samuel. 2007. « Une analyse exploratoire des liens entre mobilité quotidienne et ancrage résidentiel. Vers une approche écologique de la mobilité ? » *Articulo - Journal of Urban Research [Online]* (3). <http://journals.openedition.org/articulo/619>.
- Carsten, Janet, et Stephen Hugh-Jones. 1995. *About the House. Lévi-Strauss and Beyond*. Cambridge-New York: Cambridge University Press.
- Cartillier, Jeanne. 2002. « Vieillesse nomades. Les migrants maghrébins de la première génération dans les va-et-vient ». Thèse de Master. Université Pierre Mendès France - Institut d'Études Politiques de Grenoble.
- Casanovas, Xabier. 2012. *Salé*. Barcelone: Col·legi d'Aparelladors, Arquitectes Tècnics i Enginyers d'Edificació de Barcelona.
- Castells, Manuel. 1977. *The Urban Question*. London: Edward Arnold.
- Castra, Michel. 2010. « Identité ». In *Les 100 mots de la sociologie, Que sais-je ?*, Paris, 72-73.
- Cattan, Nadine. 2012. « Trans-territoire. Repenser le lieu par les pratiques spatiales de populations en position de minorité ». *L'Information géographique* 76(2): 57-71.
- Casey, Andrew. 2017. *Drawn to see: Drawing as an ethnographic method*. Toronto: University of Toronto Press.
- Cazal, Raphaëlle. 2014. « Habiter ». *Études* juillet-août(7): 53-62.
- Cefai, Daniel, et Valérie Amiraux. 2002. « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales. Partie 1 ». *Culture & Conflits* 47(3): 15-48.
- Ceriani-Sebregondi, Giorgia. 2003. « Migrations Internationales : vers un nouvel habiter ? » *Travaux de l'Institut Géographique de Reims* 29-30(115-118): 59-74.
- Certeau, Michel de. 1990. 1 *L'invention du quotidien. Arts de faire*. Gallimard. Paris.
- Chabot, Caroline. 2018. « Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil ». Thèse doctorale en Sociologie. Université de Bordeaux ; Universidade federal do Paraná (Brésil).
- Chadoin, Olivier, et Viviane Claude. 2010. « Éditorial. Matériaux pour une sociologie de l'architecture ». *Espaces et sociétés* 142(2): 7-16.
- Chadoin, Olivier, et Jean-Louis Violeau. 2015. « Architecture et sociologie : matériau pour l'analyse d'un croisement disciplinaire ». *Revue d'histoire des sciences humaines [En ligne]* (26). <http://journals.openedition.org/rhsh/2303>.
- Chamkhi, Amine, et Aomar Ibourk. 2017. « L'immigration marocaine au prisme des recensements français : 45 ans d'histoire migratoire ». *Revue Africaine des Migrations Internationales* 1(1): 1-19.
- Chandler, Daniel, et Rodney Munday. 2011. *A Dictionary of Media and Communication*. 1<sup>re</sup> éd. Oxford: Oxford University Press.
- Charef, Mohammed. 2009. « Communication, Media and the Moroccan Migratory Field ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* 35(10): 1595-1608.
- Chatrou, Zoubir. 2000. *Migrations marocaines en Europe. Le paradoxe des itinéraires*. L'Harmattan.
- Chauvin, Pierre-Marie. 2017. « Mussafah Shots. Une expérience pédagogique de sociologie visuelle dans une petite ville industrielle des Émirats ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]*

- (1). <https://rfmv.fr/numeros/1/articles/une-experience-de-sociologie-visuelle-dans-une-petite-ville-industrielle-des-emirats/>.
- Chauvin, Pierre-Marie, et Fabien Reix. 2015. « Sociologies visuelles. Histoire et pistes de recherche ». *L'Année sociologique* 65(1): 15-41.
- Chaxel, Sophie, Cécile Fiorelli, et Pascale Moity-Maïzi. 2014. « Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action ». *revue ¿ Interrogations ? [En ligne]* (17). <http://www.revue-interrogations.org/Les-recits-de-vie-outils-pour-la>.
- Chekroun, Abd-El-Rahim, Thomas Quillerier, Olga Suslova, et Marin Tessier. 2019. *Les régimes de visibilité de la gentrification dans le quartier Saint-Michel à Bordeaux : une mise en regard des réalités médiatiques, spatiales et statistiques du processus*. Paris: Ecole Normale Supérieure de Paris. Rapport de stage de terrain.
- Chombart de Lauwe, Paul-Henri. 1982. *La fin des villes : mythe ou réalité*. Paris: Calmann-Lévy.
- Citton, Yves, et Saskia Walentowitz. 2012. « Habiter par le mouvement : portrait des transmigrants en tisserands ». *Multitudes* (49). <http://multitudes.samizdat.net/habiter-par-le-mouvement>.
- Coleman, James. 1988. « Social Capital in the Creation of Human Capital ». *American Journal of Sociology* (78): 1360-80.
- Collectif, EhEA. 2008. *Espaces habités, Espaces Anticipés. Module 1 : Qualification de l'espace*. [http://citeres.univtours.fr/compo.php?niveau=ipape&page=p\\_ipape/ipape\\_online](http://citeres.univtours.fr/compo.php?niveau=ipape&page=p_ipape/ipape_online).
- Collet, Beate, et Blandine Veith. 2013. « Les faits migratoires au prisme de l'approche biographique ». *Migrations Société* 145(1): 37-48.
- Collot, Michel. 2008. « Michel Collot, «De la géopoétique», in Augustin Berque, Alessia de Biase et Philippe Bonnin (dir.), *L'Habiter dans sa poétique première*. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle, Paris, Donner lieu, 2008, p. 322 ». In *L'Habiter dans sa poétique première. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle*, Paris: Donner lieu.
- « Conclusion ». 1999. In *Familles maghrébines en France : l'épreuve de la ville*, Le sociologue, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 273-88. <https://www.cairn.info/familles-maghrébines-en-france-epreuve-de-la-ville--9782130503316-p-273.htm>.
- Conord, Sylvaine. 2007. « Usages et fonctions de la photographie ». *Ethnologie française* 37(1): 11-22.
- Coquio, Catherine. 1999. « L'homme-sans. Poésie de l'indéterminé, histoire des exterminés ». In *Poétiques de l'indéterminé : le caméléon au propre et au figuré*, Clermont-Ferrand, 318-403.
- Cortes, Geneviève, et Denis Pesche. 2013. « Territoire multisitué ». *L'Espace géographique* 42(4): 289-92.
- Cowan, Gregory. 2002. « Nomadology in Architecture. Ephemerality, Movement and Collaboration ». University of Adelaide. Master's dissertation.
- Creswell, Tim. 2008. *Place: A Short Introduction*. Malden: Blackwell Publishing.
- Cuche, Denys, Liliane Kuczynski, Anne Raulin, et Élodie Razy. 2009. « Éditorial ». *Revue européenne des migrations internationales* 25(3).
- Da Cruz, Michaël, et Cristina Nizzoli. 2014. « Quand savoir migrer ne fait pas tout. Les limites à la mobilité dans deux contextes de migrations contemporaines aux États-Unis et en Europe ». *Migrations Société* 153-154(3-4): 165-80.
- Damon, Julien. 2010. « 9 – Quartiers sensibles et politique de la ville. Réflexions rétrospectives et prospectives ». In *Questions sociales et questions urbaines*, Quadrige, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 255-78. <https://www.cairn.info/questions-sociales-et-questions-urbaines--9782130581352-p-255.htm>.
- . 2016. « Peuplement, migrations, urbanisation. Où va la population mondiale ? » *Population & Avenir* 728(3): 4-7.
- Dassetto, Felice, et Jean Rémy. 2017. « La question de l'espace en sociologie ». *Recherches sociologiques et anthropologiques [En ligne]* 48(1).

- Datta, Ayona, et Katherine Brickell, éd. 2011. *Translocal Geographies: Spaces, Places, Connections*. London: Routledge.
- Daubeuf, Jean-Baptiste. 2018. « Jean-Baptiste Daubeuf. Le bidonville de “ La place ” : l'intégration en marge des institutions républicaines dans la France contemporaine. Sociologie. Université de Lorraine, 2018 ». Thèse doctorale en Sociologie. Université de Lorraine.
- David, Cédric. 2010. « La résorption des bidonvilles de Saint-Denis. Politique urbaine et redéfinition de la place des immigrants dans la ville (années 1960-1970) ». *Histoire urbaine* 27(1): 121-42.
- De Faup, Marine. 2013. « La phénoménologie architecturale comme tendance ». *darchitectures.com* [En ligne]. <https://www.darchitectures.com/la-phenomenologie-architecturale-comme-tendance-a1207.html>.
- Debarbieux, Bernard. 2003. « Haut lieu ». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, éd. Jacques Lévy et Michel Lussault. Paris: Belin, 448-49.
- Deboulet, Agnès. 2016. « Le rêve mondial d'un univers urbain sans “bidonvilles”. Discours, mobilisations et mythe ». *Multitudes* 64(3): 121-30.
- Deboulet, Agnès, et Michèle Jolé. 2013. *Les mondes urbains. Le parcours engagé de Françoise Navez-Bouchanine*. Karthala. Paris.
- Delaunay, Daniel, et Jean-Marc Fournier. 2014. « Mesurer le capital de mobilité pour évaluer les différenciations sociodémographiques et intra-urbaines de l'accessibilité. Le cas de la zone métropolitaine de Santiago du Chili ». *Revue Tiers Monde* 218(2): 131-49.
- Deleuze, Gilles, et Félix Guattari. 1980. *Mille Plateaux. Capitalisme et Schizophrénie*. Les Éditions de Minuit. Paris.
- Delory-Momberger, Christine, et Jean-Jacques Schaller. 2011. « Habiter en étranger. Lieux mouvements frontières ». *Le sujet dans la cité* 2(1): 49-53.
- Depaule, Jean-Charles. 2002. « L'impossibilité du vide : fiction littéraire et espaces habités ». *Communications* (73): 233-43.
- Dequizez, Gaëlle. 2010. « Processus d'appropriation et luttes des représentation dans le « Little Jaffna » parisien ». *Revue européenne des migrations internationales* [En Ligne] 26(2). <http://journals.openedition.org/remi/5143>.
- Desrumaux, Gilles. 2000. « “Aujourd'hui, loger ne suffit plus...” Entretien avec Serge Caquant (Sonacotra) ». *Écarts d'identité* (94): 64-66.
- . 2006. « Que sont les foyers devenus ? » *Plein droit* 68(1): 11-15.
- Di Méo, Guy. 2008. « Le rapport identité/espace. Eléments conceptuels et épistémologiques. » *HAL*.
- . 2016. « Une géographie sociale ». *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne].
- Di Méo, Guy, et Pascal Buléon. 2005. *L'espace social, lecture géograobique des sociétés*. Paris: Armand Colin.
- Dias, Pierre, et Thierry Ramadier. 2017. « Relations sociales et cartographie cognitive. Les points de référence comme noyau central des représentations spatiales ». *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale* Numéro 116(4): 319-49.
- Dibbits, Hester. 2009. « Furnishing the salon: symbolic ethnicity and performative practices in Moroccan-Dutch domestic interiors ». *International Journal of Consumer Studies* 33(5): 550-57.
- Diminescu, Dana. 2002. « Les migrations à l'âge des nouvelles technologies. » *Hommes et Migrations* (1240): 6-9.
- . 2009. « Chapitre 15 - Le migrant dans un système global des mobilités ». In *Les circulations transnationales*, U, Paris: Armand Colin, 211-24. <https://www.cairn.info/les-circulations-transnationales--9782200244606-p-211.htm>.

- Diop Sall, Fatou. 2018. « Chapitre 8. La méthode ethnographique ». In *Les méthodes de recherche du DBA*, Business Science Institute, Caen: EMS Editions, 140-57. <https://www.cairn.info/les-methodes-de-recherche-du-dba--9782376871798-p-140.htm>.
- Donzelot, Jacques. 2004. « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification ». *Esprit (1940-)* (303 (3/4)): 14-39.
- Doraï, Mohamed Kamel, et Marie-Antoinette Hily. 2005. « Du champ migratoire aux circulations : une lecture des migrations internationales ». *Géographes Associés, Association Française pour le Développement de la Géographie*: 19-26.
- Dortier, Jean-François. 1996. « La force des histoires, dossier « Le sens du récit » ». *Sciences Humaines* (60): 12-13.
- Dovey, Kim, et Ross King. 2012. « Informal Urbanism and the Taste for Slums ». *Tourism Geographies* 14(2): 275-93.
- Dris, Nassima. 2007. « Chapitre I. Les arrangements de visibilité dans les cheminements urbains. Du quartier proche au lointain dans la ville. » In *Adolescences méditerranéennes. L'espace public à petits pas.*, Débats Jeunesses, Paris: L'Harmattan, 63-76.
- Drot, Christophe. 2007. *Histoire et mémoires des immigrations en Aquitaine*. L'acsé.
- Du, May, et Michaël Meyer. 2008. « Photographier les paysages sociaux urbains. Itinéraires visuels dans la ville ». *ethnographiques.org* (17). <https://www.ethnographiques.org/2008/Du-Meyer>.
- Dubar, Claude. 2000. *La crise des identités*. puf. Paris.
- Dubucs, Hadrien, et Christophe Imbert. 2014. « 5 - La caractérisation spatio-temporelle des circulations ». In *D'une métropole à l'autre*, Recherches, Paris: Armand Colin, 229-64. <https://www.cairn.info/d-une-metropole-a-l-autre--9782200289201-p-229.htm>.
- Dumont, Guillaume. 2014. « Entre mobilité, virtualité et professionnalisation : éléments méthodologiques et conditions de réalisation d'une ethnographie des grimpeurs professionnels ». *Recherches qualitatives* 33(1): 188-210.
- Dureau, Françoise. 2002. « Les systèmes résidentiels : concepts et applications ». In *L'accès à la ville. Les mobilités en question*, Paris: L'Harmattan, 355-82.
- Duvivier, Émilie. 2010. « Le rôle du réseau social et familial dans l'expérience migratoire des jeunes migrants isolés ». *Lien social et Politiques* (64): 137-48.
- Eco, Umberto. 1975. *Trattato di semiotica generale*. Milano: Bompiani.
- Eickelman, Dale. 1980. « Formes symboliques et espace social urbain. Le cas du Maroc ». In *Systèmes urbains et développement au Maghreb*, Tunis: Cérès production, 199-218.
- El Ansari, Rachid. 2009. « Dynamique régionale et développement inégal au Maroc ». In Université de Galatasaray, Istanbul, Turquie, 1-18.
- El Maoula El Iraki, Aziz. 2009. « L'habitat non réglementaire au Maroc, un espace de négociation sociale ». In *La ville et l'urbain dans le Monde arabe et en Europe : Acteurs, Organisations et Territoires [en ligne]*, Tunis: Institut de recherche sur le Maghreb contemporain. <http://books.openedition.org/irmc/558>.
- Elias, Norbert. 1994. *Die Gesellschaft der Individuen*. Suhrkamp. Francfort.
- . 1996. *Du temps*. Fayard. Paris.
- Engasser, Timothée. 2016. « Appropriation scripturale et subversive de l'espace urbain à São Paulo ». *Les Cahiers de Framespa [En ligne]* (21). <http://journals.openedition.org/framespa/3822>.
- Erdi Lelandais, Gülçin, et Bénédicte Florin, éd. 2016. « Marges urbaines et résistances citadines ». *Culture & Conflits* (101).
- Erel, Umut, et Louise Ryan. 2018. « Migrant Capitals: Proposing a Multi-Level Spatio-Temporal Analytical Framework ». *Sociology* 53(2): 246-63.

- Escoffier, Claire. 2006. « Communautés d'itinérance et savoir-circuler des transmigrant-e-s au Maghreb ». Thèse doctorale en Sociologie. Université Toulouse II.
- Essahel, Habiba. 2011. « Politiques de réhabilitation des quartiers non réglementaires au Maroc et mobilisation(s) des habitants (Rabat, Témara, Skhirat) ». Doctorat en géographie. Université François Rabelais.
- Evrard, Camille. 2019. « La dé cristallisation des pensions des anciens militaires africains : et après ? » *Plein droit* 121(2): 40-44.
- Fassin, Didier. 2010. *Les nouvelles frontières de la société française*. La Découverte. Paris.
- Fathy, Hassan. 1999. *Construire avec le peuple : Histoire d'un village d'Égypte : Gourma*. 5ème. Sète: Actes Sud / Bibliothèque Arabe.
- Ferhi, Salah. 2013. « Immigration maghrébine au Québec : quelle intégration ? » *Migrations Société* 146(2): 29-48.
- Flusser, Vilem. 2012. « Pour une philosophie de l'émigration ». In *Paysages en migrations. Les carnets du paysage*, Les carnets du paysage, Arles Versailles: Actes Sud Ecole Nationale du Paysage Versailles.
- Fonds International de Développement Agricole. 2017. *Royaume du Maroc. Examen des résultats du COSOP Rapport principal et appendices*. FIDA.
- Fortier, Corinne. 2012. « Vulnérabilité, mobilité et ségrégation des femmes dans l'espace public masculin : point de vue comparé (France-Mauritanie-Égypte) ». *Égypte/Monde arabe [En ligne]* (9). <http://journals.openedition.org/ema/2999>.
- Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir*. Paris: Gallimard.
- . 1984. « Des espaces autres ». *Architecture, Mouvement, Continuité* (5): 46-49.
- Franques, Béatrice. 2004. « L'invention de la sédentarité rurale ». *EspaceTemps.net*.
- Frémont, Armand. 1976. *La région, espace vécu*. P.U.F.
- . 2010. « État des lieux. À propos de l'espace vécu ». *Communications* 87(2): 161-69.
- Frémont, Armand, Robert Herin, Jacques Chevalier, et Jean Renard. 1984. *Géographie sociale*. Paris: Masson.
- Friedman, Jonathan. 1990. « Being in the World: Globalization and Localization ». *Theory, Culture & Society* 7(2-3): 311-28.
- Friedman, Yona. 1978. *L'Architecture de survie. Une philosophie de la pauvreté*. Éditions de l'Éclat.
- Gadras, Mike. 2016. « Méthodologie d'une étude en recherche biographique portant sur les "migrations précaires" ». *e-Migrinter* (14).
- Galitzine-Loumpet, Alexandra. 2014. « Exil (Objets) ». In *Glossaire des mobilités culturelles*, Trans-Atlantico Literaturas, Bruxelles: P.I.E Peter Lang.
- Gans, Herbert J. 1979. « Symbolic ethnicity: The future of ethnic groups and cultures in America ». *Ethnic and Racial Studies* 2(1): 1-20.
- Gargiani, Roberto. 2012. *L'architrave, le plancher, la plate-forme: nouvelle histoire de la construction*. Presses polytechniques et universitaires romandes. Lausanne.
- Garneau, Stéphanie. 2006. « Les mobilités internationales à l'ère de la globalisation. Une comparaison sociologique des carrières spatiales et des socialisations professionnelles d'étudiants français et québécois ». Thèse doctorale en Sociologie. Université Lumière-Lyon 2. [http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2006/garneau\\_s#p=0&a=top](http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2006/garneau_s#p=0&a=top).
- Gastaut, Yvan. 2004. « Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les trente glorieuses ». *Cahiers de la Méditerranée [En ligne]* (69). <http://journals.openedition.org/cdlm/829>.
- Geldof, Dirk, Mieke Schrooten, et Mieke Withaekx. 2017. « Transmigration: The rise of flexible migration strategies as part of superdiversity ». *Policy & Politics*.
- Genèses. 2003. « Les mots de la ville ». *Genèses* 51(2): 2-3.
- George, Pierre. 1966. *Sociologie et géographie*. Paris: Presses Universitaires de France.

- Ghomari, Mohamed. 2001. « La logique symbolique de l'appropriation de l'espace public limitrophe ». *Insaniyat* / □□□□□□□□ [En ligne] (14-15). <http://journals.openedition.org/insaniyat/9633>.
- Giglio-Jacquemot, Armelle, et Jean-Paul Gehin. 2012. « Filmer le travail : chercher, montrer, démontrer ». *ethnographiques.org* (25). <http://www.ethnographiques.org/2012/Gehin-Giglio-Jacquemot>.
- Giraut, Frédéric. 2013. « Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ? » *L'Espace géographique* 42(4): 293-305.
- Glick Schiller, Nina, Linda Basch, et Cristina Szanton Blanc. 1995. « From Immigrant to Transmigrant : Theorizing Transnational Migration ». *Anthropological Quarterly* 68(1): 48-63.
- Godin, Christian. 2014. « Fin du territoire ou nouveaux territoires ? » *Cités* 60(4): 149-57.
- Goffman, Erving. 1975. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Les Éditions de Minuit. Paris.
- Gold, Steven. 1989. « Ethical Issues in Visual Field Work ». In *New Technology in Sociology: Practical Applications in Research and Work*, New Brunswick: Transaction Publishers, 99-109.
- Goldberg, Mackenzie. 2017. « S/P #61: Husos Architects Trace the Role of Remittances on Migratory Urbanisms ». *Architect*. <https://architect.com/features/article/150020570/s-p-61-husos-architects-trace-the-role-of-remittances-on-migratory-urbanisms> (16 octobre 2020).
- Gomez-Estern, Beatriz Macias. 2013. « Narratives of migration: Emotions and the interweaving of personal and cultural identity through narrative ». *Culture & Psychology* 19(3): 348-68.
- Goudichaud, Olivier. 2006. « L'interculturalité dans le quartier Saint-Michel à Bordeaux : pratiques et représentations d'un territoire vécu. » *Sud-Ouest européen* 22: 65-75.
- Graeme, Hugo. 2015. « Constructing Migration in South-East Asia ». In *Population in the Human Sciences: Concepts, Models, Evidence*, Oxford: Oxford University Press.
- Granotier, Bernard. 1980. *La Planète des bidonvilles : Perspectives de l'explosion urbaine dans le Tiers monde*. Seuil. Paris.
- Grieco, Margaret, et John Urry. 2011. *Mobilities : New perspectives on transport and society*. Ashgate. Farnham and Burlington.
- Guérin-Pace, France. 2006. « Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? » *Économie et statistique* (393-394): 100-114.
- Guha, Ranajit. 1988. « On some aspects of the historiography of colonial India ». In *Selected subaltern studies*, éd. Gayatri Chakravorty Spivak et Ranajit Guha. New York: Oxford University Press.
- Guilbert, Lucille. 2005. « L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance ». *Ethnologies* 27(1): 5-32.
- Guild, Elspeth, et Didier Bigo. 2003. « 1) Le visa Schengen : expression d'une stratégie de « police » à distance ». *Cultures et Conflits [En Ligne]* (49).
- Guillot, Fabien. 2009. « Frontière : une introduction à la notion ». *Géographie sociale et politique*. <http://www.géographie-sociale.org/frontiere-recherche.htm> (30 juillet 2019).
- Guinchard, Christian. 2016. « Observation photographique : disqualification et requalification de l'espace et des personnes ». *Espaces et sociétés* 164-165(1-2): 67-84.
- Gustafson, Per. 2001. « Roots and Routes: Exploring the Relationship between Place Attachment and Mobility ». *Environment and Behavior* 33(5): 667-86.
- Hadjimarkos-Clarke, Phoebe. 2013. « Une esthétique des bidonvilles. Dévoilement et dissimulation artistique. » Thèse de Master Esthétique. Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.

- Hage, Ghassan. 1997. « At Home in the Entrails of the West: Multiculturalism, “ethnic food” and migrant home-building. » In *Home/World: Communitarity, identity and marginality in Sydney's West*, Sydney: Pluto Press.
- Hall, Suzanne. 2012. *City, Street and Citizen: The Measure of the Ordinary*. Routledge. London.
- Hall, Tom, Brett Lashua, et Amanda Coffey. 2008. « Sound and the Everyday in Qualitative Research ». *Qualitative Inquiry* 14(6): 1019-40.
- Hancox, Dan. 2014. « Enough Slum Porn: The Global North's Fetishisation of Poverty Architecture must End ». *The Architectural Review* [Online].
- Hannam, Kevin, Mimi Sheller, et John Urry. 2006. « Editorial: mobilities, immobilities and moorings ». *Mobilities* (1): 1-22.
- Harris, John, et Michael Todaro. 1970. « Migration, unemployment and development : A two-sector analysis ». *American Economic Review* (60): 124-42.
- Harvey, David. 1989. *The Condition of Postmodernity*. Blackwell. Oxford.
- Haut-Commissariat au Plan. 1999a. *Dynamique urbaine et développement rural au Maroc*.
- . 1999b. « Les formes sociales de classification de l'espace au Maroc. La perception du “rural” et de “l'urbain” dans un milieu urbain. » In *Démographie : Dynamique urbaine et développement rural au Maroc*, , 248-86.
- . 2014. *Enquête nationale sur le secteur informel 2013/2014*. Rabat: Haut-Commissariat au Plan. Rapport de synthèse.
- Hauw, David. 2004. « Les opérations de relogement en habitat collectif à Casablanca, de la vision des aménageurs aux pratiques des habitants ». Thèse doctorale en Géographie. Université François Rabelais.
- Heath, Sue, Lynne Chapman, et The Morgan Centre Sketchers. 2018. « Observational sketching as method ». *International Journal of Social Research Methodology* 21(6): 713-28.
- Heidegger, Martin. 1979. *Essais et conférences*. Gallimard.
- Hily, Marie-Antoinette, et Lamia Missaoui. 2002. « Éditorial ». *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne] 18(3).
- Hodder, Ian. 2012. « The Interpretation of Documents and Material Culture ». In *SAGE Biographical Research*, éd. John Goodwin. SAGE Publications Ltd, 171-88.
- Husos. 2016. *Urbanismos de remesas*. Madrid: Caniche Editorial.
- Ingold, Tim. 2011. *Being Alive. Essays on Movement, Knowledge and Description*. Routledge. London.
- Iorio, Annalisa. 2013. « Espace pensé, espace rêvé. La relation à l'espace dans les projets émergents de cohabitat ». *Journal des anthropologues* 134-135(3-4): 129-52.
- Iraki, Aziz. 2006. « L'organisation des solidarités dans des territoires en construction : quartiers restructurés au Maroc ». *Espaces et sociétés* 4(127): 63-77.
- Iskander, Natasha. 2013. « Review of: Locating Migration: Rescaling Cities and Migrants. Nina Glick Schiller and Ayse Caglar ». *Urban Studies* 50(9): 1908-11.
- Jacquier, Claude. 2011. « Qu'est-ce qu'une communauté ? En quoi cette notion peut-elle être utile aujourd'hui? » *Vie sociale* 2(2): 33-48.
- Jormakka, Kari. 2004. *Genius Locomotionis*. Selene. Vienne.
- Joseph, Isaac. 1984. *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*. Librairie des Méridiens. Paris.
- Kastoryano, Riva. 2000. « Immigration, communautés transnationales et citoyenneté ». *Revue internationale des sciences sociales* (165): 353-59.
- Kharmich, Hassane, et Khalid El Harrouni. 2019. « Les bidonvilles au Maroc : entre résorption et résistance. » *African and Mediterranean Journal of Architecture and Urbanism* (1): 27-34.
- King, Russell. 2012. « Geography and Migration Studies: Retrospect and Prospect ». *Population, Space and Place* 18(2): 134-53.

- Kloppenburg, Joanna. 2016. « The Architecture of the Everyday: Husos Architects on the Emergence of Migratory Urbanisms ». *Journal*. <https://architizer.com/blog/practice/materials/plataforma-husos-architecture-of-care/> (19 octobre 2020).
- Kuschnir, Karina. 2016. « Ethnographic drawing: Eleven benefits of using a sketchbook for fieldwork ». *Visual Ethnography* 5(1): 103-34.
- La Rocca, Fabio. 2007. « Introduction à la sociologie visuelle ». *Sociétés* 95(1): 33-40.
- Laacher, Smaïn, et Abdelmalek Sayad. 1999. « Chapitre XIII. Insertion, intégration, immigration : la définition des mots est toujours un enjeu dans les luttes sociales ». In *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*, Education et formation, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 166-85. <https://www.cairn.info/les-jeunes-l-insertion-l-emploi--9782130489399-p-166.htm>.
- Lambert, Léopold. 2017. « Introduction : Colonialism As A Continuous Process. Architecture As A Spatial Apparatus ». *The Funambulist* (10): 10-13.
- Lamchichi, Abderrahim. 1999. « L'immigration marocaine en France, changements et ruptures ». *Confluences Méditerranée* (31): 147-68.
- Landais, Pierre. 2011. « Du « social » à l'« identitaire » ? La question de l'assignation identitaire des immigrants et de leurs descendants ». In *L'identité entre ineffable et effroyable*, Recherches, Paris, 50-61.
- Lapeyronnie, Didier. 2008. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris: Robert Laffont.
- Le Breton, David. 2004. *L'interactionnisme symbolique*. Presses Universitaires de France. Paris.
- Le Monde, et AFP. 2020. « Au Maroc, une vaste et retentissante arnaque immobilière ». *Le Monde.fr*. [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/02/au-maroc-une-vaste-et-retentissante-arnaque-immobiliere\\_6035299\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/02/au-maroc-une-vaste-et-retentissante-arnaque-immobiliere_6035299_3212.html) (16 octobre 2020).
- Le Run, Jean-Louis. 2006. « L'enfant et l'espace de la maison ». *Enfances & Psy* 33(4): 27-36.
- Leblanc, Patrice. 2007. « La migration des jeunes ruraux au Québec: impacts sur leur capital social, humain et spatial et apports au développement des régions ». *Revista do Desenvolvimento Regional* 12(1): 151-66.
- Leclerc-Olive, Michèle. 2013. « Expériences migratoires et épistémologies sédentaires ». In *Polarisation et enjeux des mouvements migratoires entre les deux rives de la Méditerranée*, Mondes méditerranéens,
- . 2015. « Au-delà des épistémologies sédentaires. Les changements urbains au miroir de l'exil ». *Parcours anthropologiques [en ligne]*: 24-45.
- Lee, Everett. 1966. « A Theory of Migration ». *Demography* 3(1): 47-57.
- Lefebvre, Henri. 1958. *Critique de la vie quotidienne. Tome I : Introduction*. L'Arche. Paris.
- . 1961. *Critique de la vie quotidienne. Tome II : Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. L'Arche. Paris.
- . 1967. « Le droit à la ville ». *L'Homme et la Société* (6): 29-35.
- . 1968. *Le Droit à la ville*. Paris: Anthropos.
- . 1974. « La production de l'espace ». *L'Homme et la société* (31)32): 15-32.
- . 1981. *3 Critique de la vie quotidienne. Tome 3 : De la modernité au modernisme, Pour une métaphilosophie du quotidien*. L'Arche. Paris.
- . 2000. *La production de l'espace*. Anthropos. Paris.
- Leroux, Nadège. 2008. « Qu'est-ce qu'habiter ? Les enjeux de l'habiter pour la réinsertion ». *VST - Vie sociale et traitements* 97(1): 14-25.
- Leroy, Delphine, et Amandine Spire. 2014. « Écrire la migration, écrire en migration(s) ». *Hommes et Migrations* 1306(2): 7-8.

- Leseco.ma. 2019. « Salon de l'immobilier. Vers une législation plus allégée pour les MRE ». *Leseco.ma [En ligne]*. <https://leseco.ma/salon-de-l-immobilier-vers-une-legislation-plus-allegee-pour-les-mre/> (30 juin 2020).
- Lévi-Strauss, Claude. 1955. *Tristes Tropiques*. Paris: Plon.
- Lévy, Jacques, et Michel Lussault. 2003. *Dictionnaire de la géographie*. Belin. Paris.
- Lévy-Vroelant, Claire. 2006. « Migrants et logement : une histoire mouvementée ». *Plein droit* 68(1): 5-10.
- Lewis, Camilla et al. 2018. « Researching the home using architectural and social science methods ». *Methodological Innovations* 11(2): 2059799118796006.
- Lewis, William Arthur. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ». *The Manchester School* (22): 139-91.
- Linde, Charlotte. 2000. « The Acquisition of a Speaker by a Story: How History Becomes Memory and Identity ». *Thos* 28(4): 608-32.
- . 2001. « Narrative and Socially Tacit Knowledge ». *Journal of Knowledge Management* (5).
- Lopez, Sarah Lynn. 2010. « The Remittance House: Architecture of Migration in Rural Mexico ». *Buildings & Landscapes: Journal of the Vernacular Architecture Forum* 17(2): 33-52.
- . 2011. « The Remittance Landscape: Space, Architecture and Society in Emigrant Mexico ». PhD in Architecture. University of California.
- . 2015. *The Remittance Landscape: Spaces of Migration in Rural Mexico and Urban USA*. Chicago: University of Chicago Press.
- Lorenzoni, Eva. 2009. « Appartenance identitaire en migration : marocaines en France et en Italie ». *Migrations Société* 123-124(3-4): 225-39.
- Lyotard, Jean-François. 1979. *La condition postmoderne*. Les éditions de Minuit. Paris.
- Maalouf, Maguy. 2003. « MAALOUF Maguy, Thèse : Socialisation et espace pluridimensionnel des interactions. Habitat et cadre de vie des enfants du Liban, Université Lumière Lyon ». Thèse doctorale en Psychologie Sociale. Université Lumière-Lyon 2.
- Mabogunje, Akin. 1970. « Systems approach to a theory of rural-urban migration ». *Geographical Analysis* 2(1): 1-18.
- MacDonald, John S., et Leatrice D. MacDonald. 1964. « Chain Migration Ethnic Neighborhood Formation and Social Networks ». *The Milbank Memorial Fund Quarterly* 42(1): 82-97.
- Malinowski, Bronislaw. 1922. *Les Argonautes du Pacifique occidental*. Paris: Gallimard.
- Manai, Bochra. 2015a. « La “mise en scène” de l’ethnicité maghrébine à Montréal ». Doctorat en études urbaines. Université du Québec.
- . 2015b. « Mise en visibilité de l’ethnicité maghrébine à Montréal. Le cas du Petit-Maghreb ». *Diversité urbaine* 15(1): 109-24.
- . 2019. « Chercheuse à l’intersection de ses appartenances ethniques et de genre ». *e-Migrinter [En ligne]* (18). <http://journals.openedition.org/e-migrinter/1737>.
- Mangeot, Philippe, Victoire Patouillard, et Isabelle Saint-Saëns. 2001. « Vingt ans après. Assane Ba ». *Vacarme* 16(3): 4-14.
- Martini, Manuela, et Philippe Rygiel. 2009. 9 *Genre et travail migrant. Mondes atlantiques, XIXe-XXe siècles*. Paris: Publibook.
- Massey, Doreen. 1991. « A Global Sense of Place ». *Marxism Today* (38): 24-29.
- Massey, Douglas. 1988. « Economic Development and International Migration in Comparative Perspective ». *Population and Development Review* 14(3): 383-413.
- . 1990. « Social structure, household strategies, and cumulative causation of migration ». *Population Index* 56(1): 3-26.
- Mata Barreiro, Carmen. 2004. « Identité urbaine, identité migrante ». *Recherches sociographiques* 45(1): 39-58.

- Mata-Codesal, Diana. 2014. « From " mud houses " to " wasted houses " : remittances and housing in rural highland Ecuador ». *REMHU: Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana* 22: 263-80.
- Math, Antoine. 2012. « Le contrôle par la résidence ». *Plein droit* (93).
- Mauss, Marcel. 1923. « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques ». *L'Année Sociologique* 1 (seconde série).
- . 2013. « Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimos. Étude de morphologie sociale ». In *Sociologie et anthropologie*, Quadrige, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 387-475. <https://www.cairn.info/sociologie-et-anthropologie--9782130608806-p-387.htm>.
- Mazzella, Sylvie. 2016. 2e éd. *Sociologie des migrations*. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/sociologie-des-migrations--9782130787273.htm>.
- McAvay, Haley. 2016. « Immigrants' Spatial Incorporation in France: Patterns and Determinants of Neighborhood and Housing Attainment ». Doctoral Thesis. Sciences Po - Institut d'études politiques de Paris. <http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/4rjupblnsm80595qgcquq79t00>.
- . 2018. « Quels logements et quels quartiers ? L'intégration résidentielle des immigrés en France ». *Population* 73(2): 351-80.
- McKay, Deirdre. 2004. « Everyday Places, Philippine Place-Making and the Translocal Quotidian ». In Perth: Murdoch University.
- Mekdjian, Sarah, et Anne-Laure Amilhat Szay. 2018. « Counter Cartographies of Exile. From France to Afghanistan ». *kollektiv orangotango+*.
- Meslin, Karine. 2010. « Des logements à part pour migrants âgés ? » *Espace Populations Sociétés [En ligne]* (1). <http://journals.openedition.org/eps/3974>.
- Mesnard, Isabelle. 2003. « La réhabilitation des logements sociaux à travers les processus d'appropriation de l'espace par l'habitant ». Thèse doctorale en Géographie, Aménagement et Urbanisme. Université Lumière-Lyon 2.
- Meyer, Michaël. 2017. « La force (é)vocative des archives visuelles dans la situation d'enquête par entretiens. Une étude par photo-élicitation dans le monde ambulancier ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]* (1).
- Meyer, Morgan. 2012. « Placing and tracing absence: A material culture of the immaterial ». *Journal of Material Culture, SAGE Publications* 17(1): 103-10.
- Mezzouj, Fatima. 2016. « Entre les allers et les retours : le choix rationnel des immigrés âgés ». *Vie sociale* 16(4): 103-14.
- M'hammedi, Mouna. 2016. « Quartiers bourgeois, quartiers populaires. Les ambiances dans ces quartiers comme facteur de sociabilité ou de ségrégation sociospatiale. L'exemple du Souissi et de EL Youssoufia à Rabat-Maroc ». In Volos, Grèce, 805-10.
- Micoud, André. 2007. « Territoires ». In *Espaces, savoirs et incertitudes*, Paris: Ibis Press.
- Miranda, Adelina. 2012. « Raconter son expérience migratoire. Les parcours de Halima, Salima, Fatima et Amina ». *Hommes & Migrations* 1300(6): 104-13.
- Miran-Guyon, Marie. 2016. « Le territoire de la prière. Grammaire spatiale des mosquées d'Afrique de l'Ouest ». *Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne]* (274). <http://journals.openedition.org/com/7805>.
- Missaoui, Lamia. 1995. « Généralisation du commerce transfrontalier : petit ici, notable là-bas ». *Revue européenne des migrations internationales* 11(1): 53-75.
- . 2014. « Pour une anthropologie du poor to poor apparenté au peer to peer. » *Espaces Temps.net [En ligne]*. <https://www.espacestems.net/articles/pour-une-anthropologie-du-poor-to-poor-apparente-au-peer-to-peer/>.
- . 2016. « Les transmigrants colporteurs souterrains du capitalisme marchand moderne ». *Lien social et Politiques* (76): 272-303.

- Missaoui, Lamia, et Alain Tarrus. 2006. « Villes et migrants, du lieu-monde au lieu-passage ». *Revue européenne des migrations internationales* 22(2): 43-65.
- Mohan, Brij, et Julia E. Clark Prickett. 2010. « Macro Social Work Practice with Transmigrants ». In *Transnational Social Work Practice*, éd. Nalini Junko Negi et Rich Furman. Columbia University Press, 191-204. [www.jstor.org/stable/10.7312/negi14448.14](http://www.jstor.org/stable/10.7312/negi14448.14) (22 juillet 2020).
- Moles, Abraham, et Elisabeth Rohmer. 1998. *Psychosociologie de l'espace*. L'Harmattan.
- Morel-Brochet, Annabelle. 2008. « Un point sur l'habiter. Heidegger, et après... » *EspacesTemps.net*. <https://www.espacestems.net/articles/un-point-sur-habiter-heidegger-et-apres/>.
- Moreno, Carlos. 2017. « La planète à l'ère des villes-monde ». *Latribune.fr*.
- Morrisette, Joëlle, Didier Demazière, et Matthias Pepin. 2014. « Introduction. Vigilance ethnographique et réflexivité méthodologique. » *Recherches qualitatives* 33(1): 9-18.
- Mouchard, Laure. 2017. « De l'habitat à la pratique : habiter ? » *SILAAM [En ligne]*.
- Moulin, Raymonde. 1973. *Les architectes*. Paris: Calmann-Lévy.
- Moursi, Manar, et David Puig. 2016. « Cairo Chairs: Notes from the Sidewalk Salons ». *The Funambulist* (6): 20-25.
- Murphy, Cristina. 2018. « The spatial impact of migration ». *The Journal of Public Space*: 159-70.
- Murphy-Lejeune, Elizabeth. 2000. « Mobilité internationale et adaptation interculturelle : les étudiants voyageurs européens ». *Recherche & Formation* (33): 11-26.
- Musterd, Sako, et W. J. M. Ostendorf. 1998. *Urban segregation and the welfare state, inequality and exclusion in western cities*. London: Routledge.
- Naciri, Mohamed. 1985. « Espace urbain et société islamique. Cas du Maroc ». *Hérodote* (36).
- Nair, Parvati. 2013. « Postcolonial theories of migration ».
- Naji, Salima. 2019. *Architectures du bien commun. Pour une éthique de la préservation*. Genève: Métis Presses.
- Navez-Bouchanine, Françoise. 1990. « L'enjeu limitrophe: entre le privé et le public, un no man's land? La pratique urbaine au Maroc ». *Espaces et sociétés* 62(2): 135-60.
- . 1991. « Modèle d'habiter et crise de l'urbain: la situation vue à partir du Maroc ». *Espaces et sociétés* 65(2): 85-108.
- . 2002. *Habiter la ville marocaine*. L'Harmattan. Gaëtan Morin.
- . 2007. « 13. Le quartier des habitants des villes marocaines ». In *Le quartier*, Recherches, Paris: La Découverte, 163-73. <https://www.cairn.info/le-quartier--9782707150714-p-163.htm>.
- Nedelcu, Mihaela. 2010. « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? » *Revue européenne des migrations internationales [en ligne]* 26(2): 33-53.
- Nessi, Hélène. 2015. « Le rapport à l'espace pour dépasser l'opposition entre ancrage et mobilité ». *Les Cahiers Scientifiques du Transport* (67): 3-32.
- Niang-Ndiaye, Mareme. 2019. « Les "territorialités migrantes" : un mode d'habiter en migration ». *Rhizome* 71(1): 34-41.
- Noiriel, Gérard. 1989. « Les jeunes "« d'origine immigrée »" n'existent pas ». In *Les Politiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration*, Paris, 211-21.
- Nouss, Alexis. 2017. « Le grain des littératures migrantes ». In *Littératures migrantes et traduction*, Presses Universitaires de Provence Aix-Marseille Université.
- Odden, Gunhild. 2010. « Migrants dans la ville. Une étude socio-anthropologique des mobilités migrantes à Salamanque ». Thèse doctorale en Sociologie. Université de Poitiers.
- Orihuela, Rosana. 2018. « Dire la « migrance » : quand l'écriture se fait migrante dans l'œuvre de José María Arguedas ». *Cahiers de l'événement [En ligne]*. [https://dire.hypotheses.org/489#\\_ftn5](https://dire.hypotheses.org/489#_ftn5).

- O'Toole, Paddy, et Prisca Were. 2008. « Observing places: using space and material culture in qualitative research ». *Qualitative Research* 8(5): 616-34.
- Oxfam. 2019. *Un Maroc égalitaire, une taxation juste*. Maroc. <https://oxf.am/2Lcc7el>.
- Palmero Gonzalez, Elena. 2014. « Dislocation/Déplacement ». In *Trans-Atlantico Literaturas*, Bruxelles: P.I.E Peter Lang.
- Panori, Anastasia, Yannis Psycharis, et Dimitris Ballas. 2018. « Spatial segregation and migration in the city of Athens: Investigating the evolution of urban socio-spatial immigrant structures ». *Population, Space and Place* 25(5).
- Paquot, Thierry. 2007. « Introduction. "Habitat", "habitation", "habiter", précisions sur trois termes parents ». In *Habiter, le propre de l'humain*, Armillaire, Paris: La Découverte, 7-16. <https://www.cairn.info/habiter-le-propre-de-l-humain--9782707153203-p-7.htm>.
- . 2012. « En lisant Georg Simmel ». *Hermès, La Revue* 63(2): 21-25.
- . 2019. « Habiter (l') ». In *Vocabulaire des histoires de vie et de la recherche biographique*, Questions de société, Toulouse: ERES, 87-89. <https://www.cairn.info/vocabulaire-des-histoires-de-vie-et-de-la-research--9782749265018-p-87.htm>.
- Paris, Magali et al. 2007. *Les dimensions émergentes de l'intimité au-dehors du chez soi dans les zones d'habitat individuel dense : la notion d'ambiance comme élément permettant de questionner l'Intimité*. Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain. Rapport de recherche.
- Park, Robert E. 1925. *The City: Suggestions for the Study of Human Nature in the Urban Environment*. University of Chicago Press. Chicago.
- Park, Robert E., et Ernest Watson Burgess. 1921. *Introduction to the Science of Sociologie*. Chicago: University of Chicago Press.
- Passeron, Jean-Claude. 1990. « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires ». *Revue française de sociologie* 31(1): 3-22.
- Pechurina, Anna. 2015. *Material Cultures, Migrations, and Identities. What the Eye Cannot See*. New York: Palgrave Macmillan.
- Pétonnet, Colette. 1987. « L'anonymat ou la pellicule protectrice. » *Le temps de la réflexion*: 247-61.
- Piché, Victor. 2013. « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs ». *Population* 68(1): 153-78.
- Pink, Sarah. 2011. « Images, senses and applications: Engaging visual anthropology ». *Visual Anthropology* 24(5): 437-54.
- Pinson, Daniel. 1989. *Modèles d'habitat et contre-types domestiques au Maroc*. Nantes: Ministère de la recherche; Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes. Ministère de l'équipement et du logement / Bureau de la recherche architecturale (BRA).
- . 1993. *Usage et architecture*. Paris: L'Harmattan.
- . 1994. « Maroc : un habitat "occidentalisé" subverti par la "tradition" ». In *Monde Arabe, Maghreb-Machrek*, Paris, 190-203.
- . 2007. « U comme usage ». In *L'espace anthropologique*, Cahiers de la recherche architecturale et urbaine, Paris: Editions du Patrimoine, 166-69.
- . 2012. « Du bon usage des sciences sociales en architecture... » In Porto: Faculdade de Arquitectura da Universidade do Porto. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01134021>.
- . 2016. « L'habitat, relevé et révélé par le dessin : observer l'espace construit et son appropriation ». *Espaces et sociétés* 164-165(1): 49-66.
- PNUD. 2009. *Rapport mondial sur le développement humain 2009*.
- Poinsot, Maris. 2013. « Marocains du monde, pionniers d'une communauté transnationale ». *Hommes & Migrations* [En ligne] (1303). <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2541>.

- Ponsford, Matthew. 2016. « Award-winning architect builds “half houses”, says slums should inspire ». *reuters.com*. <https://www.reuters.com/article/us-latam-housing-architecture/award-winning-architect-builds-half-houses-says-slums-should-inspire-idUSKCN0YI1JG>.
- Porée, Jérôme. 2013. « Les limites du récit ». *Études Ricœuriennes / Ricœur Studies* 4(2): 38-49.
- Portes, Alejandro. 1999. « La mondialisation par le bas ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (129): 15-25.
- Porto, Mari Bernadette. 2014. « Circulations urbaines ». In *Glossaire des mobilités culturelles*, Trans-Atlantico Literaturas, Bruxelles: P.I.E Peter Lang.
- Préteceille, Edmond. 2009. « La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? » *Revue française de sociologie* 50(3): 489-519.
- Price, Marie, et Lisa Benton-Short. 2008. *Migrants to the Metropolis: The Rise of Immigrant Gateway Cities*. New York: Syracuse University Press.
- Prosser, Jon, et Andrew Loxley. 2008. « Introducing Visual Methods ». *National Centre for Research Methods [Online]*. <http://eprints.ncrm.ac.uk/420/>.
- Prunier, Delphine. 2014. « Les socles de l'économie familiale et les ressources migratoires : savoir partir, revenir et circuler ». *Migrations Société* 153-154(3-4): 117-32.
- Quici, Fabio. 2017. « Architecture and Visual Narrative ». In *Proceedings*, Brixen: Multidisciplinary Digital Publishing Institute Proceedings.
- de Radowski, Georges-Hubert. 2002. *Anthropologie de l'habiter. Vers le nomadisme*. Presses Universitaires de France.
- Ragi, Tariq. 1999. « L'identité entre permanence et cohérence ». In *Les territoires de l'identité*, Villes Plurielles,
- RAHMI. 2010. « Anciens combattants marocains ». *RAHMI - Réseau des acteurs de l'histoire et de la mémoire de l'immigration*. <https://www.rahmi.fr/collecte-memoire-orale/anciens-combattants-marocains>.
- Raphaël, Freddy. 2008. « Le juif comme paradigme de l'étranger dans l'œuvre de G. Simmel ». *Sociétés* 101(3): 81-90.
- Rapoport, Amos. 1972. *Pour une Anthropologie de la maison*. Paris: Dunod.
- . 1978. « Nomadism as a Man-Environment System ». *Environment and Behavior* 10(2): 215-46.
- Raport, Lisa. 2019. « Bruxelles et le Rif : habiter en migration ». *CLARA 6 / Hors-série*(1): 44-63.
- . 2020. « Dessiner l'habitat. Usages des récits visuels comme outils de compréhension et de médiation des modèles et pratiques d'habiter au Rif ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]* (4). <http://rfmv.msha.fr/numeros/4/articles/09-dessiner-l-habitat/>.
- Raulin, Anne. 2001. *Anthropologie urbaine*. Paris: Armand Colin.
- . 2016. « Migrations et métropoles : visées photographiques ». *Revue européenne des migrations internationales* 32(3-4): 69-130.
- Rémy, Jean. 1990. « La ville cosmopolite et la coexistence interethnique ». In *Immigrations et nouveaux pluralismes. Une confrontation de sociétés*, Bruxelles: De Boeck, 85-106.
- . 2015. *L'espace, un objet central de la sociologie*. Toulouse: ERES. <https://www.cairn.info/l-espace-un-objet-central-de-la-sociologie--9782749248998.htm>.
- Retaillé, Denis. 1996a. « L'impératif territorial (partie 1) ». *Cultures et Conflits [En Ligne]* (21-22).
- . 1996b. « L'impératif territorial (partie 2) ». *Cultures et Conflits [En Ligne]* (21-22).
- . 2008. « Le continuum nomade sédentaire et l'espace mobile ». In *Continu et discontinu dans l'espace géographique*, Tours, 417-29.
- . 2009. « Malaise dans la géographie, l'espace est mobile ». In *Territoires, territorialités, territorialisation, controverse et perspective*, , 97-114.

- . 2011. « La transformation des formes de la limite ». *Articulo - Journal of Urban Research [Online]* (6).
- . 2014. « De l'horizon borné à l'horizon ouvert ». *Bulletin de la Société de géographie de Liège* 62(1): 7-14.
- Ricœur, Paul. 1985. *Temps et récit. Tome III : Le temps raconté*. Seuil. Paris.
- Ricœur, Paul, et Gwendoline Jarczyk. 1991. « Soi-même comme un autre ». *Rue Descartes* (1/2): 225-37.
- Rigoni, Isabelle. 2010. « Technologies de l'information et de la communication, migrations et nouvelles pratiques de communication ». *Migrations Société* 132(6): 31-46.
- Rigoni, Isabelle, et Myriame Ali-oualla. 2020. « Migration[s] en images. Renouveler le regard ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]* (4). <http://rfmv.msha.fr/numeros/4/introduction/01-migration-s-en-images-renouveler-le-regard/>.
- Ripoll, Fabrice, et Vincent Veschambre. 2005. « Introduction : L'appropriation de l'espace comme problématique ». *Noroi [en ligne]* 195(2).
- Ritaine, Evelyne. 2010. « Dramaturgie de l'intrusion migratoire. Teatro all'italiana ». In *L'identité en jeux. Pouvoirs, identifications, mobilisations*, Paris: Karthala, 201-21.
- Rivet, Daniel. 1999. « Les métamorphoses de la ville ». In *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du protectorat*, Paris: Denoel, 227-67.
- Rosenberg, Justin. 2011. « Globalization Theory : A Post Mortem ». *International Politics* (42): 2-74.
- Rosental, Paul-André. 2010. « Une histoire longue des migrations ». *Regards croisés sur l'économie* 8(2): 74-80.
- Rostaing, Corinne. 2015. « Stigmate ». In *Les 100 mots de la sociologie, Que sais-je ?*, Paris, 100.
- Rouleau, Linda. 2003. « La méthode biographique ». In *Conduire un projet de recherche. Une perspective qualitative*, Les essentiels de la gestion, Caen, 133-71.
- Roy, Ananya. 2011. « Slumdog Cities: Rethinking Subaltern Urbanism ». *International Journal of Urban and Regional Research* 35(2): 223-38.
- de Rudder, Véronique. 1987. *Autochtones et immigrés en quartier populaire. D'Aligre à l'îlot Chalon*. Paris: CIEMI-L'Harmattan.
- Rudofsky, Bernard. 1964. *Architecture without architects. A short introduction to non-pedigreed architecture*. New York: Doubleday and co.
- de Ryckel, Cécile, et Frédéric Delvigne. 2010. « La construction de l'identité par le récit ». *Psychothérapies* 30(4): 229-40.
- Sala Llopart, Blanca. 2000. « Anthropology and Architecture. Appropriation of living space ». *ELISAVA TdD*. <http://tdd.elisava.net/coleccion/disseny- tecnologia-comunicacio-cultura-2000/sala-llopart-en>.
- Salzbrunn, Monika. 2020. « La caméra comme forme d'empowerment dans la mise en scène de soi. Retournement des stigmates sur la migration par la mode mise en images ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]* (4). <http://rfmv.msha.fr/numeros/4/articles/05-la-camera-comme-forme-dempowerment-dans-la-mise-en-scene-de-soi/>.
- Samouelian, Annick. 2005. « Exode rural au Maroc : Insertion par l'activité économique. Opportunités et limites ». Université de la Méditerranée. Mémoire.
- Sampson, Robyn, et Sandra M. Gifford. 2010. « Place-making, settlement and well-being: The therapeutic landscapes of recently arrived youth with refugee backgrounds ». *Health & Place* 16: 116-31.
- Sanséau, Pierre-Yves. 2005. « Les récits de vie comme stratégie d'accès au réel en sciences de gestion ». *Recherches qualitatives* 25(2): 33-57.

- Sansot, Pierre. 1978. *L'Espace et son double. De la résidence secondaire aux autres formes secondaires de la vie sociale*. Paris: Champ urbain.
- Sartoretti, Irène, et Roberto Manuelli. 2020. « L'espace domestique comme fait social total. Penser avec la photographie ». *EspacesTemps.net* [En ligne]. <https://www.espacetemps.net/articles/lespace-domestique-comme-fait-social-total-penser-avec-la-photographie/>.
- Sayad, Abdelmalek. 1981. « Le phénomène migratoire : une relation de domination ». *Annuaire de l'Afrique du Nord* XX: 365-406.
- . 1991. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*. De Boeck / Editions universitaires. Bruxelles.
- . 1999. « Immigration et "pensée d'État" ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 129: 5-14.
- Schatzki, Theodore R. 2002. *The Site of The Social*. Pennsylvania University Press. Philadelphie.
- Schiff, Claire. 2010. « Les relations intra-communautaires en ligne. Confrontation et échanges entre les nouveaux migrants et les jeunes d'origine maghrébine en France ». *Migrations Société* 132(6): 63-80.
- . 2015. *Beurs & Blédards. Les nouveaux arrivants face aux Français issus de l'immigration*. Le Bord de l'eau. Lormont.
- Sebag, Joyce, Jean-Pierre Durand, et Luca Queirolo Palmas. 2018. « De la vie quotidienne à la sociologie par l'image ». In *Sociologie visuelle et filmique. Le point de vue dans la vie quotidienne*, Gênes: Genova University Press, 9-34.
- Secrétariat Général du Conseil National de l'Habitat. 2010. *Recueil de termes et concepts en usage au MHUAE*. Rabat: Ministère de l'Habitat de l'Urbanisme et de l'Aménagement de l'Espace. <http://www.mhpuv.gov.ma/wp-content/uploads/2018/07/Lexique-termes-et-concepts.pdf>.
- Ségaud, Marion. 2007. *Anthropologie de l'espace. Habiter, fonder, distribuer, transformer*. Paris: Armand Colin.
- . 2010. « Chapitre 3 - Habiter ». In *Anthropologie de l'espace*, U, Paris: Armand Colin, 70-103. <https://www.cairn.info/anthropologie-de-l-espace--9782200248154-p-70.htm>.
- Séhili, Djaouida, et Víctor Zúñiga. 2014. « Une lecture des migrations au prisme des savoirs et des ressources ». *Migrations Société* 153-154(3-4): 83-94.
- Serfaty-Garzon, Perla. 2003. « Appropriation de l'espace ». In *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris, 27-30.
- Sharr, Adam. 2009. « Drawing in Good Faith ». *Architectural Theory Review* 14: 306-21.
- Sheller, Mimi. 2014. « The new mobilities paradigm for a live sociology ». *Current Sociology Review* 62(6): 699-811.
- Silva Paranhos, Ana Lucia. 2014. « Dé-re-territorialisation ». In *Glossaire des mobilités culturelles*, Trans-Atlantico Literaturas, Bruxelles: P.I.E Peter Lang, 109-26.
- Simmel, Georg. 1988. « Pont et porte ». In *La Tragédie de la culture*, Paris.
- . 2013. « Excursions sur l'Étranger ». In *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris, 663-68.
- Simon, Gildas. 2006. « Migrations, la spatialisation du regard ». *Revue européenne des migrations internationales* [En Ligne] 22(2).
- Simon, Patrick. 2006. « Discriminations négatives. Pour une politique contre le délit de faciès ». *Mouvements* 44(2): 101-7.
- Spire, Alexis. 1999. « De l'étranger à l'immigré ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 129: 50-56.
- Spire, Amandine. 2014. « Migrations mises en récit ou quand l'espace ne cesse de se (re)construire" ». *Hommes et migrations* (1306).
- Spivak, Gayatri Chakravorty. 2005. « Scattered speculations on the subaltern and the popular ». *Postcolonial Studies* 4(8): 475-86.

- Stahl, Paul-Henri. 1974. « A. Rapoport, Pour une Anthropologie de la maison ». *L'Homme* 14(2): 166-67.
- Stambouli, Frej. 1995. « La Crise sémiotique de l'espace dans le Maghreb contemporain ». *Architecture & Comportement / Architecture & Behaviour* 11(3-4): 215-20.
- Stock, Mathis. 2006. « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. » *EspacesTemps.net*. <https://www.espacestems.net/articles/hypothese-habiter-polytopique>.
- . 2007. « 6. Théorie de l'habiter. Questionnements ». In *Habiter, le propre de l'humain*, Armillaire, Paris: La Découverte, 103-25. <https://www.cairn.info/habiter-le-propre-de-l-humain--9782707153203-p-103.htm>.
- . 2011. « Habiter avec l'autre : identités et altérités dans les styles d'habiter polytopiques ». *Le sujet dans la cité* 1(2): 54-65.
- Stour, Leila, et Ali Agoumi. 2008. « Sécheresse climatique au Maroc durant les dernières décennies ». *Hydroécologie Appliquée* (6).
- Streiff-Fénart, Jocelyne. 2013. « Penser l'Étranger ». *Revue européenne des sciences sociales [en ligne]* 51(1): 65-73.
- Strijdhorst dos Santos, Irène. 2003. « Discours d'appartenance, pratiques d'inscriptions sociales et territoriales : des descendants de migrants portugais de France ». *Recherches en anthropologie au Portugal* (1): 23-35.
- Sutherland, Thomas. 2014. « Intensive mobilities : figurations of the nomad in contemporary theory ». *Environment and Planning D: Society and Space* 32: 935-50.
- Szymanowski, Rafal. 2016. « The Mobility Turn in the Social Science ». In *Cultures of Motorway. Localities through Mobility as an Anthropological Issue*, Wielichowo, 183-93.
- Tai, Po-Fen. 2006. « Social Polarisation: Comparing Singapore, Hong Kong and Taipei ». *Urban Studies* 43(10): 1737-56.
- Tarrius, Alain. 1993. « Territoires circulatoires et espaces urbains : Différentiation des groupes de migrants ». *Les Annales de la recherche urbaine* (59-60): 51-60.
- . 2005. « Territoires circulatoires ». *germ / mondialisations.org*.
- . 2007. « Nouvelles formes migratoires, nouveaux cosmopolitismes ». In *Enjeux de la sociologie urbaine*,
- . 2010. « Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s ». *La Découverte* 8(2): 63-70.
- . 2012. « Des transmigrants en France. Un cosmopolitisme migratoire original ». *Multitudes* 49(2): 42-52.
- . 2015. *Étrangers de passage. Poor to poor, peer to peer*. L'Aube. La Tour d'Aigues.
- Tarrius, Alain, et Lamia Missaoui. 2012. « Quelques étapes urbaines des transmigrant(e)s en Europe ». In *L'urbanité des marges. Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Un lointain si proche, Paris, 141-50.
- Taussig, Michael. 2011. *I Swear I Saw This. Drawings in Fieldwork Notebooks, Nameby my Own*. Chicago & London: University of Chicago Press.
- Thomann, Laurence. 2004. « Archigram ou la rébellion pop de six architectes anglais ». *batiactu.com*.
- Tilman, Alexandra. 2018. « CADENCES. Retour sur la fabrique d'un film documentaire dans le cadre d'une thèse de sociologie ». *Revue française des méthodes visuelles [En ligne]* (2). <https://rfmv.fr/numeros/2/articles/03-cadences-retour-sur-la-fabrique-d-un-film-documentaire-dans-le-cadre-d-une-these-de-sociologie/>.
- Toutain, Olivier, et Virginie Rachmuhl. 2014. *Evaluation et impact du Programme d'appui à la résorption de l'habitat insalubre et des bidonvilles au Maroc*. Paris: Agence Française de Développement. Evaluation de l'AFD.

- Tribalat, Michèle. 1989. « Immigrés étrangers, Français. L'imbroglie statistique. » *Population et société* (241): 1-4.
- Trifanescu, Letitia. 2013. « “Le Je en migration” temporalités des parcours et nouvelles rhétoriques du sujet ». *Le sujet dans la cité* 4(2): 237-52.
- Troiani, Igea, et Tonia Carless. 2015. « “In-between”: Architectural drawing as interdisciplinary spatial discourse ». *The Journal of Architecture* 20.
- Trouillet, Pierre-Yves. 2012. « Overseas Temples and Tamil Migratory Space ». *South Asia Multidisciplinary Academic Journal [En ligne]* (6).
- Trouillet, Pierre-Yves, et Maud Lasseur. 2016. « Introduction ». *Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne]* (274).
- Urry, John. 2004. « The Sociologie of Space and Place ». In *The Blackwell Companion to Sociology*,  
 ———. 2005. « L'habiter ». In *Sociologie des mobilités*, U, Paris: Armand Colin, 135-62.  
<https://www.cairn.info/sociologie-des-mobilites--9782200262792-p-135.htm>.
- Véniat, Céline. 2018. « Se faire un platz dans la ville : décrire les pratiques d'appropriation de familles roumaines vivant en bidonville ». *Espaces et sociétés* 172-173(1-2): 127-42.
- Vertovec, Steven. 2004. *Trends and Impacts of Migrant Transnationalism*. Centre on Migration, Policy and Society. Oxford.
- Veschambre, Vincent. 2004. « Appropriation et marquage symbolique de l'espace : quelques éléments de réflexion ». *ESO Travaux et documents* (21): 73-77.  
 ———. 2005. « La notion d'appropriation ». *Norois [en ligne]* 195(2).  
<https://www.cairn.info/revue-norois-2005-2-page-10.htm>.  
 ———. 2008. *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*. Presses universitaires de Rennes. Rennes.
- de Villanova, Roselyne. 2007. « Espace de l'entre-deux ou comment la mobilité des immigrés recrée du territoire ». *L'Homme & la Société* 165-166(3-4): 65-83.
- Villechaise-Dupont, Agnès. 2000. *Amère banlieue. Les gens des grands ensembles* Grasset. « VIVRE BANLIEUE », 1995. *Dossier spécial, Le nouveau Politis, n° 10, p. 15-70*. Grasset-Le Monde. Paris.
- de Villedieu, Carole. 1998. « Le logement des immigrés isolés vieillissants en foyer de travailleurs migrants ». Thèse de Master en Sciences Politiques. Institut d'Études Politiques de Grenoble.
- Vincent-Geslin, Stéphanie, Emmanuel Ravalet, et Vincent Kaufmann. 2016. « Des liens aux lieux : l'appropriation des lieux dans les grandes mobilités de travail ». *Espaces et sociétés* 164-165(1-2): 179-94.
- Vincent-Ponroy, Julia, et Françoise Chevalier. 2018. « Chapitre 9. Les récits de vie ». In *Les méthodes de recherche du DBA*, Business Science Institute, Caen: EMS Editions, 158-75.  
<https://www.cairn.info/les-methodes-de-recherche-du-dba--9782376871798-p-158.htm>.
- Virilio, Paul. 1997. « Un monde surexposé ». *Le Monde Diplomatique*: 17.
- Vollaire, Christiane. 2014. « Politiques migratoires (effets du double langage) ». In *Glossaire des mobilités culturelles*, Trans-Atlantico Literaturas, Bruxelles: P.I.E Peter Lang, 109-26.
- Wacquant, Loïc. 2012. « Repenser le ghetto. Du sens commun au concept sociologique ». *Idées économiques et sociales* 167(1): 14-25.
- Waldinger, Roger. 2006. « « Transnationalisme » des immigrants et présence du passé ». *Revue européenne des migrations internationales [En ligne]* 22(2).
- Wihtol de Wenden, Catherine. 2010. « Enjeux autour des flux migratoires dans les décennies à venir ». *Revue internationale et stratégique* 80(4): 75-83.
- Wiles, Rose et al. 2008. « Visual Ethics: Ethical Issues in Visual Research ». *National Centre for Research Methods [Online]*.

- Wiles, Rose, Amanda Coffey, Judy Robison, et Jon Prosser. 2012. « Ethical Regulation and Visual Methods: Making Visual Research Impossible or Developing Good Practice? » *Sociological Research Online* 17(1): 3-12.
- Wismann, Heinz. 2012. *Penser entre les langues*. Albin Michel. Paris.
- Woodward, Sophie. 2015. « Object interviews, material imaginings and ‘unsettling’ methods: interdisciplinary approaches to understanding materials and material culture ». *Qualitative Research* 16(4): 359-74.
- Yiftachel, Oren, et Haim Yacobi. 2003. « Urban ethnocracy: ethnicization and the production of space in an Israeli ‘mixed city’ ». *Society and Space* 21: 673-93.
- Yousfi, Kenza. 2019. « La détresse des expulsés de Douar El Garaa ». *Telquel [En ligne]*.
- Yuval-Davis, Nira. 2015. « Situated Intersectionality and Social Inequality ». *Raisons politiques* 58(2): 91-100.
- Zaki, Lamia. 2005a. « L’action publique au bidonville : l’État entre gestion par le manque, « éradication » des kariens et accompagnement social des habitants ». *L’Année du Maghreb [En ligne]* II. <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/128>.
- . 2005b. « Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005) ». Thèse doctorale en Science Politique. IEP Paris.
- . 2006. « La négociation d’une identité stigmatisée. Les modes de gestion du discrédit au bidonville ». In *Villes réelles, villes projetées. Villes maghrébines en fabrication.*, Paris: Editions Maisonneuve et Larose.
- Zeneidi-Henry, Djemila. 2001. « Anciens combattants marocains, construction d’une nouvelle catégorie de migrants ». *Revue européenne des migrations internationales* 17(1): 177-88.
- . 2003. « L’errance des vieux marocains ». *Plein droit* 1(56): 26-28.
- Žižek, Slavoj. 2006. *The Parallax View*. MIT Press. Cambridge, MA.
- Znaniiecki, Florian, et William Isaac Thomas. 1918. 1 *The Polish Peasant in Europe and America*. Badger. Boston.
- Zouiten, Mounir. 1995. « Migration, réseaux familiaux et stratégies d’insertion urbaine des migrants ruraux au Maroc. Étude exploratoire du cas de l’agglomération de Salé. » Thèse doctorale en Aménagement. Université de Montréal.
- Zuppinger, Thibaud. 2009. « Humanisme et urbanisme ». *Implications philosophiques [En ligne]*. <http://www.implications-philosophiques.org/Habitat/Zuppinger1.html>.

## Entretiens cités

- A. 2017. « Récit de vie ».
- Aamara, Ahmed. 2009. « Entretien RAHMI ».
- Abdelkader. 2019. « Récit de vie ».
- Atiqa, D'har Laqraâ. 2018. « Récit de vie ».
- Boumaïza, Abdellah. 2009. « Entretien RAHMI ».
- Careil, Dominique. 2020. « Entretien ».
- D. 2018. « Récit de vie. »
- Driss. 2019. « Récit de vie ».
- Fatima, Cité Nour. 2018. « Récit de vie ».
- Fatima, D'har Laqraâ. 2018. « Récit de vie ».
- Fatima, Nouayel. 2018. « Récit de vie ».
- Fatima, Saniya Bouchnikha. 2018. « Récit de vie ».
- Hassan. 2019. « Récit de vie ».
- Hanane, D'har Laqraâ. 2018. « Récit de vie ».
- Izza, El Borj. 2018. « Récit de vie ».
- Kenza, D'har Laqraâ. 2018. « Récit de vie ».
- Khrouz, Aïcha. 2018. « Entretien ».
- Latifa, El Borj. 2018. « Récit de vie ».
- M. 2018. « Récit de vie ».
- M. Saint Michel. 2017. « Récit de vie ».
- Mohamed. 2019. « Récit de vie ».
- Rachida, Cité Saïd Hajji. 2018. « Récit de vie ».
- Rahma, D'har Laqraâ. 2018. « Récit de vie ».
- Tamou, Cité Nour. 2018. « Récit de vie ».
- Toueress, Halima. 2017. « Entretien ».
- . 2020. « Entretien ».
- Wahid. 2018. « Entretien ».
- . 2020. « Entretien ».
- Z. 2020. « Récit de vie ».
- Zahra, Nouayel. 2018. « Récit de vie ».

## Table des figures

|   |     |
|---|-----|
| Figure 1 New Babylon, 1963 © Constant Nieuwenhuys /Le mouvement comme élément structurel de la ville .....  | 45  |
| Figure 2 Maquette montrant les trois différents niveaux de la ville : Les circulations rapides au sol, la ville sociale faite de parterres et de terrasses et la ville bâtie. “New Babylon”, 1958 © Constant Nieuwenhuys.....   | 45  |
| Figure 3 Plug-in City: Maximum Pressure Area, project (Section),1964. © Peter Cook (Archigram) .....  | 46  |
| Figure 4 Walking City in New York, Ron Herron, Archigram, 1964. © Archigram Archives.....   | 46  |
| Figure 5 Maquette No-Stop City, Andrea Branzi & Archizoom, 1969. © www.flickr.com/photos/jsebmaur.....  | 46  |
| Figure 6 Carte postale du foyer de l’Avenue du Parc d’Argenteuil, série produite par la Sonacotra dans les années 1970 © Musée national de l’histoire et des cultures de l’immigration, CNHI .....  | 59  |
| Figure 7 Schéma explicatif de la cospatialité (1) et de la mise en lien du lieu par le réseau de mobilité (2), 2019 © Myriame Ali-oualla.....   | 116 |
| Figure 8 Photographie accompagnée d’un commentaire décrivant des aspects de l’usage urbain et de la dynamique de groupe au sein de la communauté de travailleurs migrants de la ville de Mussafah, 2017 © Pierre-Marie Chauvin.....   | 167 |
| Figure 9 Photos des mutations architecturales et spatiales dans les quartiers de migrants, à Tel Aviv. William Berthomière introduit les images en amont avec un texte analytique où il met en avant la démonstration des traces de et dans les façades d’un changement démographique et d’une apparition de modes d’appropriations spatiaux nouveaux. 2017 © William Berthomière.....  | 169 |
| Figure 10 Croquis intérieur, chez Fatima. Cette pièce a accueilli pendant 18 ans toute la vie domestique de la famille de Fatima. Aujourd’hui, elle représente un espace commun en journée, et la nuit, la pièce se transforme en chambre à coucher pour les trois filles. Elles reconquièrent chaque soir un “moment” d’intimité. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 171 |
| Figure 11 Portrait habité d’une des 25 maisons recensées, 1989 © Daniel Pinson, « Modèles d’habitat et contre-types domestiques au Maroc ».....   | 172 |
| Figure 12 « (a) Visual narrative: Nicola and David’s downstairs balcony and (b) Revised visual narrative: Nicola and David’s downstairs balcony. », collage combinant des extraits d’entretien et des visuels afin de mettre des mots sur le regard, et un regard sur les mots. 2018 © Lewis et al. ....  | 174 |
| Figure 13 Carte réalisée par S.H. Ateliers de cartographie, Grenoble, 2013 © « Carte à la une : les frontières vues du sol et du ciel, navigation dans un itinéraire migratoire » <a href="http://geoconfluences.ens-lyon.fr/">http://geoconfluences.ens-lyon.fr/</a> .....   | 176 |
| Figure 14 Travail collectif. Ateliers de cartographie, Grenoble, 2013 © © « Carte à la une : les frontières vues du sol et du ciel, navigation dans un itinéraire migratoire » <a href="http://geoconfluences.ens-lyon.fr/">http://geoconfluences.ens-lyon.fr/</a> .....  | 176 |
| Figure 15 Carte de lieux du quotidien de Hassan, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 177 |
| Figure 16 Carte de lieux référentiels de Hassan. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 177 |
| Figure 17 La région Rabat-Salé-Kénitra. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 186 |
| Figure 18 La ville de Salé. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 186 |
| Figure 19 Plan de situation. Le quartier Sidi Moussa est délimité au Nord par le quartier Saïd Hajji, à l’Est par Jnane Jbilou et le quartier Mekinssiya, au Sud par la Médina de Salé et à l’Ouest par l’Océan atlantique. Si les limites administratives du quartier sont définies au Nord par le carrefour du Mausolée Sidi Moussa et au Sud par les remparts, les habitants de Sidi Moussa estiment que le quartier s’étend au-delà de la muraille en bas, vers la Zaouïa de Sidi Ben Achir, et en haut avec une partie du quartier de Saïd Hajji. 2020 © Myriame Ali-oualla..... | 189 |

|   |     |
|---|-----|
| Figure 20 Le bidonville D'har Laqraâ se situe à la limite Nord du quartier Sidi Moussa, selon le découpage administratif. Ceci dit, les habitants du bidonville se considèrent comme faisant partie de Sidi Moussa, leur vie se déroulant au quotidien dans ce quartier. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla.....  | 192 |
| Figure 21 Carte de lieux référentiels de Zahra, habitant actuellement à D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 226 |
| Figure 22 Carte de lieux référentiels de Kenza, habitant actuellement à D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 229 |
| Figure 23 Carte de lieux référentiels de Tamou, habitant actuellement la Cité Nour. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 232 |
| Figure 24 Carte de lieux du quotidien de Izza, habitant El Borj. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 236 |
| Figure 25 Carte de lieux référentiels de Izza, habitant actuellement El Borj. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 237 |
| Figure 26 Carte de lieux du quotidien de Kenza, habitant actuellement D'har Laqraâ. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 239 |
| Figure 27 Carte de lieux du quotidien de Zahra, habitant actuellement Nouayel. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 241 |
| Figure 28 Carte de lieux du quotidien de Tamou, habitant actuellement la Cité Nour. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 243 |
| Figure 29 Images du mrah chez Rahma, D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 251 |
| Figure 30 Chez Fatima (G) et Kenza (D). La surface du grand mrah (1), temporise l'accès à l'espace domestique privé et permet aux visiteurs de s'annoncer. Un deuxième mrah (2) intérieur chez Fatima joue le rôle de séjour. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 251 |
| Figure 31 Images du mrah chez Fatima et Kenza, à D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 252 |
| Figure 32 Relevé habité et réaménagement de l'appartement de relogement chez Rachida, dans la Cité Saïd Hajji. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 253 |
| Figure 33 Relevé habité & schéma d'intimité (Latifa, El Borj). Intimité familiale préservée du voisinage, mais exposée à la voie publique. / Intimité individuelle compromise dans l'espace domestique de la baraque. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 265 |
| Figure 34 Croquis de l'intérieur de la baraque de Latifa. Vue depuis le mur latéral de la fenêtre. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 266 |
| Figure 35 Croquis intérieur. Cette pièce a accueilli pendant 18 ans toute la vie domestique de la famille de Fatima. Aujourd'hui, elle représente un espace commun en journée, et la nuit, la pièce se transforme en chambre à coucher pour les trois filles. Elles reconquièrent chaque soir un "moment" d'intimité. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 268 |
| Figure 36 Relevé habité & schéma d'intimité (Fatima, Saniya Bouchnikha). Intimité familiale mise à l'épreuve par la configuration spatiale de l'unité de voisinage et l'exposition directe à l'immeuble d'en face / Intimité individuelle améliorée par l'extension spatiale de l'espace domestique à l'étage. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 268 |
| Figure 37 Croquis du seuil. Fatima utilise un voile léger pour gérer l'intimité de l'espace domestique. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 269 |
| Figure 38 Relevé habité & schéma d'intimité (Atiqa, D'har Laqraâ). Intimité familiale préservée par l'émancipation de la famille élargie. Voile et porte d'entrée indépendante / Intimité individuelle domestique en cours d'amélioration. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 270 |
| Figure 39 Relevé habité & schéma d'intimité (Fatima, D'har Laqraâ). Intimité familiale assurée par la présence d'une cour intérieure qui fait office de zone tampon avec le voisinage extérieur. Une porte d'entrée et un voile viennent renforcer le dispositif d'intimité, partageant la cour avec la famille de Kenza, sa belle-sœur. / Intimité individuelle domestique assurée depuis l'extension à l'étage. Chambre parentale indépendante et une pièce réservée au fils aîné et à la future belle-fille. |     |

|  |     |
|--|-----|
| Les quatre filles de la famille sont obligées de se partager une seule petite pièce, qui leur assure cependant une intimité relative par rapport à la configuration spatiale initiale. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 273 |
| Figure 40 Relevé habité & schéma d'intimité. Intimité familiale assurée par la possible fermeture intégrale de l'espace de vie sur l'extérieur. / Intimité individuelle domestique nettement mieux assurée par la distinction des espaces réservés à chaque membre de la famille. L'absence de portes est remplacée par l'usage des rideaux qui occultent la vue mais pas l'ouïe. La mère de Tamou est celle qui bénéficie le moins d'intimité, étant obligée d'utiliser un espace commun (salon) comme espace nuit. 2018 © Myriame Ali-oualla ..... | 275 |
| Figure 41 Récit habité & schéma d'intimité de la maison rurale. Intimité familiale renforcée par une configuration introvertie, tournée vers la cour intérieure, avec très peu d'ouvertures sur l'extérieur de l'enceinte. / Intimité individuelle domestique pouvant être compromise, par l'appropriation collective des espaces privés (pour chaque famille nucléaire), mais traduisent également des valeurs socioculturelles situées. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 291 |
| Figure 42 Les repères sociospatiaux des anciens combattants marocains dans la ville de Bordeaux. 2020 © Snazzymaps / Myriame Ali-oualla .....  | 300 |
| Figure 43 Plan de situation de la ville de Bordeaux. 2020 © Snazzymaps / Myriame Ali-oualla.   | 302 |
| Figure 44 Bordeaux, une centralité pour les anciens combattants étrangers. Elle accueille très tôt de nombreuses structures juridiques et sociales qui concernent leur gestion. 2020 © Snazzymaps / Myriame Ali-oualla .....   | 302 |
| Figure 45 Exemple de la diversité du programme d'activités hebdomadaire proposé par Hom'âge. Ateliers musique, ateliers d'expressions, sorties et promenades urbaines guidées rythment la vie de l'association et de ses adhérents, et se diversifient d'une semaine à l'autre. 2015 © <a href="http://espacehomage.blogspot.com/">http://espacehomage.blogspot.com/</a> .....   | 327 |
| Figure 46 Carte de lieux référentiels de A., habitant entre Sidi Yahya et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 331 |
| Figure 47 Carte de lieux référentiels de M., habitant entre Marrakech et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 335 |
| Figure 48 Carte de lieux référentiels de M., habitant entre Rabat et Bordeaux. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 338 |
| Figure 49 La Résidence Mohamed Mechti bénéficie d'une grande centralité et communique avec de nombreux espaces-ressources des anciens combattants à Saint Michel. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla .....   | 340 |
| Figure 50 La résidence Adoma du Cours du Médoc est excentrée par rapport à la vie sociale et urbaine des anciens combattants. Il faut entre 15 à 20 minutes en tram pour faire le lien entre la résidence et l'espace public / espace-ressource des anciens. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla .....  | 340 |
| Figure 51 Carte de lieux du quotidien de A., entre Bordeaux et Sidi Yahya. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 343 |
| Figure 52 Carte de lieux du quotidien de M., entre Bordeaux et Marrakech. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 346 |
| Figure 53 Carte de lieux du quotidien de Z., entre Bordeaux et Rabat. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 349 |
| Figure 54 Série photographique « Benches » produite dans le cadre du « Instant Urban Ethnography Workshop » de Douglas Harper, organisé par l'Atelier Médias et Méthodes Visuelles du Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux. 2017-2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 356 |
| Figure 55 Images tirées du reportage « Du foyer à la résidence sociale », représentant un FTM à Bobigny, avant qu'il ne soit détruit et remplacé par une résidence sociale en 2011. 2016 © Adoma CDC Groupe Habitat .....  | 365 |

|  |     |
|--|-----|
| Figure 56 Exemple de plan de FTM tiré de la thèse de Hélène Beguin (2015) sur le logement dans les foyers de l'Aftam. Ici, une reproduction d'une section de plan RDC d'un FTM de Saint-Jean-Le-Blanc. Ce sont chambres collectives regroupées en « unités de vie communautaire » de cinq ou six chambres avec sanitaires et cuisines communs » (Béguin, 2015). 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 372 |
| Figure 57 Plan du studio de D., dans la résidence sociale Adoma Médoc. 2018-2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 372 |
| Figure 58 Le coin nuit du studio de Z., dans la résidence sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti. Bien que le studio permette une appropriation limitée de l'espace, Z. essaie de personnaliser au mieux les lieux en rajouter du mobilier léger (chaise pliable), quelques éléments de décoration (vase, fleurs en plastique) et de l'électroménager. Deux valises apparaissent entre les pieds en bois du sommier, leurs ances gardées à portée de main au nez du lit. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 374 |
| Figure 59 Près de la porte d'entrée du studio, Z. déborde de l'espace cuisinette sur la console en rajoutant un minifour, un micro-ondes et des objets d'usage quotidien. Sur le tabouret qu'il a rajouté dans le vide séparant la console de la cuisinette, il dispose des assiettes dépareillées. Derrière le tabouret, une canne en bois, et en dessous, une bouilloire. Un petit livret de Coran trône sur le micro-ondes à côté d'un fascicule. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 375 |
| Figure 60 Plan du studio de M., résidence sociale Adoma Médoc. A l'entrée, M. garde sa canne à côté de son parapluie, en cas de sortie. Le chauffage d'appoint est situé au milieu de la pièce principale pour distribuer la chaleur et accompagner les mouvements de M. dans le studio. Le lit est collé contre le radiateur pour se rapprocher au maximum de la chaleur (Image 75). Il utilise également le lit comme "canapé" pour regarder la petite télé que M. a rajoutée. La valise reste au pied du lit. Le tapis de prière qu'il utilise régulièrement pendant la journée (Image 76) est rangé sur le fauteuil. 2018-2020 © Myriame Ali-oualla..... | 378 |
| Figure 61 Les limites du terrain d'investigation, entre le Marché des Capucins et le quartier Saint Michel. 2020 © Snazzymaps / Myriame Ali-oualla.....  | 392 |
| Figure 62 Carte de lieux référentiels de Driss. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 423 |
| Figure 63 Carte de lieux référentiels de Hassan. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 426 |
| Figure 64 Carte de lieux référentiels de Abdelkader. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 429 |
| Figure 65 Carte de lieux référentiels de Mohamed. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 431 |
| Figure 66 Carte de lieux du quotidien de Driss, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 434 |
| Figure 67 Carte de lieux du quotidien de Hassan, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 437 |
| Figure 68 Carte de lieux du quotidien de Mohamed, entre Bordeaux et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 439 |
| Figure 69 Carte de lieux du quotidien de Abdelkader, entre Bordeaux, l'Espagne et le Maroc. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 441 |
| Figure 70 Devanture du magasin de Driss. 2019 © Myriame Ali-oualla .....   | 448 |
| Figure 71 Plan du magasin de Hassan, à Rue du Mirail. 2019 © Myriame Ali-oualla.....   | 448 |
| Figure 72 Relevé habité de l'appartement de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla.....   | 458 |
| Figure 73 Relevé habité. Les employés de la boucherie au rez-de-chaussée ont accès au reste de l'immeuble, et peuvent utiliser la cuisinette et la salle de bain / WC de l'étage. Abdelkader occupe uniquement une chambre au R+1 et partage les lieux communs avec les employés pendant la journée. 2019 © Myriame Ali-oualla.....  | 459 |
| Figure 74 La chambre de Abdelkader témoigne d'une altération minimale de l'aménagement préexistant. Seuls deux sacs de voyage se rajoutent au mobilier rudimentaire du lieu. Abdelkader ne se projette pas dans cet espace sur le long terme, rendant inutile tout effort de personnalisation. 2019 © Myriame Ali-oualla.....  | 460 |

|  |     |
|--|-----|
| Figure 75 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des femmes issues de la migration rurale dans le bidonville. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 479 |
| Figure 76 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des anciens combattants en migration pendulaire. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 487 |
| Figure 77 Schéma synthétique des liens interactifs entre les capitaux social, résidentiel et économique des commerçants et entrepreneurs marocains transnationaux. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 493 |
| Figure 78 Plan de situation du bidonville Sehb el Caïd en bas, et la cité de relogement dans le lotissement Saïd Hajji. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla .....   | 514 |
| Figure 79 Deux vues aériennes des configurations spatiales du bidonville Sehb el Caïd et de la Cité Saïd Hajji. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla .....   | 515 |
| Figure 80 Évolution du foyer Alfred Daney et de son quartier d’implantation. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla.....   | 520 |
| Figure 81 Carte établie par les services municipaux de Gennevilliers [PCF] en 1966. On y lit la séparation (invisibilisation) des communautés immigrées, essentiellement musulmanes et d’origine nord-africaine, du reste de la ville, logées dans des foyers et des cités de transit. Ce type de dispositif territorial a été interdit par la loi 6 janvier 1978 contre l’élaboration de statistiques ethniques. © TXKL / laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com..... | 528 |
| Figure 82 Des pages tirées de mon carnet de terrain lorsque j’ai effectué un séjour à Guelmim en 2016, dans l’oasis Tighmert aux portes du désert, pour observer le rapport à l’espace de communautés semi-nomades. 2016-2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 542 |
| Figure 83 Exemple de croquis in situ dans un des studios de la Résidence Sociale Mohamed Mechti, mis au propre et légendé pour un rendu plus lisible. 2020 © Myriame Ali-oualla .....  | 545 |

## Table des images

|  |     |
|--|-----|
| Image 1 Caravansérail (foundouk) transformé en ateliers de teinture, dans la médina de Marrakech. Des foundouks existent encore dans différentes villes au Maroc comme espaces commerciaux ou logements précaires © 3semaine.info.....   | 81  |
| Image 2 La façade atlantique du bidonville historique de Nouayel à Salé. Selon les habitants, sa création remonte aux années 1950-60 ce qui explique sa fortification remarquable. Le bidonville se situe stratégiquement au milieu d'un bassin d'activités informelles, entre le marché de fruits et légumes, le marché aux puces et la "joutia" d'artisanat. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 82  |
| Image 3 Juxtaposition de la trame 8×8 m d'Ecochard et le bidonville des Carrières Centrales, Casablanca © Photothèque du ministère de l'habitat marocain / www.thefunambulist.net .....  | 83  |
| Image 4 Immeuble Nid d'Abeilles de George Candillis, Alexis Josic et Woods Schadrac, Casablanca. En haut, état initial, en bas, en 2016 © Léopold Lambert / www.thefunambulist.net .....   | 83  |
| Image 5 Bindonville de Bizis, 1956. Exemple de logements de fortune de travailleurs immigrés. © Henri Salesse / MEDDE-MLETR .....  | 91  |
| Image 6 La largeur d'une chambre, foyer Karl Marx Sonacotra à Argenteuil, années 1970 © Coll. Génériques/Fonds Saïd Bouziri / www.generiques.org .....   | 92  |
| Image 7 Construction d'un foyer à Nanterre, 1967 © DR/Adoma / www.generiques.org .....   | 92  |
| Image 8 Place Meynard, dans le quartier Saint Michel de Bordeaux. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 104 |
| Image 9 « Les demandeurs d'asile qui ont épuisé toutes les voies de recours sont réunis dans l'église Saint-Joseph vacante et squattée, rebaptisée De Vluchtkerk pour l'occasion », 2012-2016 © ANP / www.ad.nl .....  | 123 |
| Image 10 « Saturation. Centre de São Paulo 2015. » © Timothée Engasser / Les Cahiers de Framespa.....  | 128 |
| Image 11 Scène de la rue du Faubourg Saint-Denis à la Chapelle. Les rez-de-chaussée commerciaux, avec une majorité tamoule, contrastent avec les étages haussmanniens qui les surplombent. 2011 © Des Coulam / soundlandscapes.wordpress.com .....   | 129 |
| Image 12 Des enseignes de la rue sont écrites en anglais, ciblant davantage la population concernée, et les éléments de reconnaissance débordent sur le trottoir. 2011 © Des Coulam / soundlandscapes.wordpress.com .....  | 129 |
| Image 13 Climbing into America (Ellis Island group), 1908 © Lewis Hine. <a href="http://www.theguardian.com">http://www.theguardian.com</a> .....  | 164 |
| Image 14 Depuis la voie principale qui longe la côte atlantique, des rues orthogonales rythment le passage des voitures et des taxis. Les unités d'habitat non réglementaire définissent l'identité architecturale du quartier. Des cafés populaires, des garages ou encore des commerces de proximité occupent les rez-de-chaussée et animent les rues. 2014 © Myriame Ali-oualla .....   | 189 |
| Image 15 L'avenue Sidi Moussa offre au regard l'histoire urbaine du quartier. La taille des ouvertures de cette façade et leur emplacement racontent l'usage et le fourmillement qui organisent la vie des habitants. 2014 © Myriame Ali-oualla.....   | 190 |
| Image 16 L'intervention sur la façade urbaine de Sidi Moussa s'inscrit dans le projet de revalorisation de l'embouchure du fleuve Bouregreg. De nouveaux aménagements paysagers bordent la côte sur le bord de la falaise, et depuis 2015, l'avenue fait l'objet d'interventions urbaines visant à améliorer l'aspect délabré des unités de logement, essentiellement en rafraichissant la peinture mais sans réelle action de restructuration sur les unités d'habitations loin d'être aux normes. 2015 © Myriame Ali-oualla..... | 190 |
| Image 17 Images satellites de l'évolution de D'har Laqraâ depuis 2004, année de lancement du programme national VSB, jusqu'à fin 2019. Le bidonville a très peu changé en 15 ans, mais son   |     |

|  |     |
|--|-----|
| voisinage se densifie et les « saniyat » disparaissent pour laisser place à des espaces publics non structurés. 2019 © Google Earth / Myriame Ali-oualla.....  | 198 |
| Image 18 L'entrée de D'har Laqraâ depuis l'avenue Mohamed Taïb El Alaoui. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 199 |
| Image 19 Dans les rues de D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 200 |
| Image 20 Images satellites de l'évolution de Nouayel depuis 2004, année de lancement du programme national VSB jusqu'à fin 2019. L'image de 2010 montre un début de résorption sur la façade urbaine de la corniche. L'opération stagne jusqu'en 2018-19 où l'on remarque une nette évolution sur le premier quart. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla.....  | 201 |
| Image 21 Vue sur la première tranche de résorption du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 202 |
| Image 22 Vue latérale sur le bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 203 |
| Image 23 Images satellites de l'évolution d'El Borj depuis 2004, année de lancement du programme national VSB jusqu'à fin 2019. Bien qu'il ne représente qu'un petit regroupement de baraques, le bidonville ne semble pas subir de changement en 15 ans (intervention des autorités), si ce n'est davantage de densification. Le remplacement de « saniya » au coin droit par un îlot d'habitation montre la valeur en hausse du foncier du quartier. 2020 © Google Earth / Myriame Ali-oualla..... | 204 |
| Image 24 L'atelier du tailleur de pierre. Depuis la cour intérieure densément végétalisée, on aperçoit s'élever l'étage supérieur de l'atelier, semblable aux autres constructions du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 205 |
| Image 25 Vue sur le bidonville El Borj, dont les limites réelles du bidonville sont difficiles à définir. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 206 |
| Image 26 En haut des marches, se trouvent du côté gauche, les chambres des enfants de Fatima, et du côté droit, la terrasse de Kenza. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 209 |
| Image 27 Nouayel, vu depuis la corniche. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 218 |
| Image 28 D'har Laqraâ, vu depuis l'avenue Mohamed Taïb El Alaoui. On peut remarquer, qu'en plus de cacher le bidonville par un mur, les autorités semble avoir effectué des travaux "d'embellissement", en habillant la clôture par une fresque murale qui dépeint les monuments et les centralités de la ville de Salé. 2020 © Myriame Ali-oualla .....   | 220 |
| Image 29 Le bidonville El Borj depuis l'avenue Sidi Moussa. Paradoxalement, cet endroit est l'un des plus végétalisés du quartier. Des palmiers, des arbres et des buissons denses tiennent compagnie aux habitants du bidonville, créant une zone tampon presque déconnectée du reste du quartier. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 221 |
| Image 30 Chez Fatima, à D'har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 249 |
| Image 31 Chez Fatima à Nouayel. Vue sur le séjour/salon/chambre à coucher. L'esthétique globale du lieu est semblable à ce que l'on pourrait retrouver dans les foyers classiques marocains, indépendamment du type d'habitat. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 255 |
| Image 32 Le meuble de rangement où sont stockées les draps et les duvets pour l'usage nocturne, lorsque la pièce se transforme en chambre à coucher. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 255 |
| Image 33 Chez Rachida, dans la Cité Saïd Hajji de relogement. Vue sur le salon/bît-eddiâf /chambre à coucher des enfants. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 255 |
| Image 34 Dans une impasse de D'har Laqraâ, l'espace limitrophe garde une trace encore fraîche du nettoyage matinal. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 256 |
| Image 35 Vue sur une rue de Nouayel. Chaque famille prend le soin d'entretenir le seuil son logement, créant un effet de gestion collective. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 256 |
| Image 36 Des seaux réutilisés comme pots de plantes contre le mur d'une baraque, sous un abri multifonctionnel. D'Har Laqraâ. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 257 |
| Image 37 L'usage de plantes à l'initiative des habitants balise un espace étendu au seuil d'une baraque. Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 257 |

|   |     |
|---|-----|
| Image 38 Vue depuis la cage d'escalier, Cité Saïd Hajji de relogement. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 258 |
| Image 39 Vue sur l'espace commun limitrophe, Cité Nour de relogement. 2014 © Myriame Ali-oualla .....   | 258 |
| Image 40 Vue sur le cœur d'îlot de la Cité Nour de relogement. Une rampe et un volet de marches sont aménagés devant une petite porte installée dans l'enveloppe du bâtiment, générant ainsi une entrée individuelle isolée. 2014 © Myriame Ali-oualla.....   | 259 |
| Image 41 Vue sur les bords de la Cité Nour de relogement. Une entrée est bricolée par un morceau de tôle ondulée, une bordure en maçonnerie et une clôture improvisée, menant vers ce qui était initialement une loggia pour la buanderie. L'entrée se fait désormais depuis la cuisine. 2014 © Myriame Ali-oualla .....  | 259 |
| Image 42 "Douwaya" ou fenêtre zénithale laissant infiltrer la lumière au cœur d'une baraque à Nouayel. 2014 © Myriame Ali-oualla .....  | 261 |
| Image 43 Vue depuis la chambre parentale, chez Atiqa à D'har Laqraâ. Pour un plus grand apport de lumière, un percement dessiné dans la cloison qui sépare la chambre à coucher du reste de la baraque aide à une meilleure ventilation de la pièce et à garantir un apport supplémentaire de lumière. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 261 |
| Image 44 En sortant de D'har Laqraâ, trois femmes discutent à l'ombre d'une baraque. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 263 |
| Image 45 Vue depuis la porte d'entrée. Chez Latifa, El Borj. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 265 |
| Image 46 La chambre à coucher parentale, chez Atiqa. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 271 |
| Image 47 Une impasse "semi-privée" qui dessert quatre baraques, à D'har Laqraâ. Les habitants continuent tout de même à utiliser des rideaux et des voiles pour se protéger du regard sans s'enfermer. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 273 |
| Image 48 A Nouayel. Les habitants exposent une part de leur intimité en donnant à voir leur linge sur le seuil de la porte. En laissant déborder leur intimité, des limites tacites se créent et conditionnent le rapport à l'extérieur. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 274 |
| Image 49 A Nouayel. Le drap tendu au soleil cache astucieusement la porte pendant la journée. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 274 |
| Image 50 Vue depuis la rue sur la Cité Nour de relogement. Les habitants font usage de différents dispositifs pour gérer ce qu'ils donnent à voir aux passants ou aux voisins. A gauche de l'image, du contreplaqué léger peint en blanc cache la moitié de l'ouverture. À droite, des briques combrent le vide entre les brise-soleils en maçonnerie. 2018 © Myriame Ali-oualla..... | 276 |
| Image 51 Cité Nour. Vue sur le couloir qui dessert deux chambres à coucher et la salle de bain transformée en débarras. 2014 © Myriame Ali-oualla .....   | 277 |
| Image 52 Devant le bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 279 |
| Image 53 Chambre à coucher du fils aménagée avec deux matelas, un tabouret en plastique et une petite table, ainsi qu'un meuble de rangement surmontée d'une télé 13 pouces hors champ. Les murs sont bruts, enduits uniquement de mortier en ciment pour lisser les irrégularités des briques. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 282 |
| Image 54 Une fenêtre a été rajoutée a posteriori dans la cuisine du haut. Elle s'ouvre sur la petite terrasse pour une meilleure circulation de l'air. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 282 |
| Image 55 Vue depuis les toits de D'har Laqraâ. Un paysage de briques rouges et grises trace une ligne irrégulière dans le paysage du bidonville. A quelques exceptions, seuls les rez-de-chaussée bénéficient d'une finition et d'un entretien continus, car c'est ce qui se donne à voir le plus au quotidien. 2018 © Myriame Ali-oualla .....                                       | 284 |
| Image 56 Vue depuis la voie sur les baraques faisant le périmètre du bidonville Nouayel. Sur les rez-de-chaussée en dur, stables et soignés, des structures plus légères poussent des toitures pour   |     |

|   |     |
|---|-----|
| remplir une fonction supplémentaire : héberger un fils et son propre ménage, séparer l'espace parental de l'espace des familles, etc. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 284 |
| Image 57 Dans la Cité Saïd Hajji de relogement, les transformations de l'enveloppe initiées par chaque foyer perturbent l'ordonnancement initial par un rythme saccadé. Sur l'image, chaque appartement a transformé la loggia voilée derrière le brise-soleil en maçonnerie à sa guise : les uns ont préféré installer une fenêtre avec grillage, réduisant ainsi la taille de l'ouverture telle qu'elle a été conçue. Les autres se sont limités au rembourrage partiel des vides par des briques ou de la maçonnerie, en laissant un petit espace pour une nouvelle fenêtre. Le fait que l'intégralité des loggias aient été remodelées signifie l'inadéquation d'un tel espace avec les pratiques des usagers. 2018 © Myriame Ali-oualla..... | 285 |
| Image 58 Vue aérienne de la place Meynard dans le quartier Saint Michel de Bordeaux. 2020 © Google Earth .....  | 299 |
| Image 59 Les photos des membres de l'espace Hom'âge légendées, avec le programme des activités du mois. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 312 |
| Image 60 Dans la rue des Faures, plusieurs enseignes réunissent des services téléphoniques et l'envoi de fonds à l'étranger. Les agences sont reconnaissables à leurs panneaux en jaune vifs qui débordent des façades. Leur concentration dans le quartier vient en réponse à la forte demande de la population d'origine étrangère. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 348 |
| Image 61 Sur le rebord de la place Meynard, un groupe de seniors maghrébins. 2020 © Myriame Ali-oualla.....   | 354 |
| Image 62 Cour intérieure de la Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti. Des bacs potagers sont aménagés pour encourager l'appropriation des lieux. 2017 © Myriame Ali-oualla .....  | 359 |
| Image 63 Cour intérieure de la Résidence Intergénérationnelle Mohamed Mechti. Un long banc est installé sur un des murs latéraux pour accommoder l'usage des anciens combattants et des autres résidents. 2017 © Myriame Ali-oualla .....   | 359 |
| Image 64 L'espace réservé aux ateliers, espace Hom'âge. Le lieu témoigne d'une appropriation spatiale remarquable de la part des seniors de l'association. Un panneau rempli de dessins de maisons, de quartiers et de paysages occupe tout le mur latéral, contre lequel vient s'appuyer un canapé et une bibliothèque accessible à tous. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 361 |
| Image 65 Scène d'un petit-déjeuner ludique offert par l'espace Hom'âge. La table compte aussi bien des anciens combattants que des seniors étrangers en provenance d'autres horizons et des stagiaires des métiers du social. L'image est représentative de l'ambiance amicale et chaleureuse encouragée par les animateurs de l'espace. 2018 © Myriame Ali-oualla .....  | 361 |
| Image 66 Vue depuis le jardin partagé de l'espace Hom'âge. Une petite terrasse marque au sol la transition de l'intérieur vers l'extérieur. Des chaises et une table de jardin sont mis à disposition de ceux qui souhaitent profiter de la fraîcheur, ou fumer leur cigarette en buvant leur café matinal. La totale transparence de la paroi donnant sur le jardin brouille les frontières et offre un effet de grandeur apprécié par les animateurs et les seniors de l'association. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 362 |
| Image 67 Vue le jardin de l'espace Hom'âge. Se situant en cœur d'îlot, il offre un coin paisible pour les seniors, à l'écart du brouhaha du quartier. Dès qu'il fait bon à l'extérieur, les anciens combattants marocains, en compagnie des autres adhérents de l'association, sont encouragés à faire différents usages collectifs du jardin et à prendre soin de leur culture. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 362 |
| Image 68 Un des seniors d'Hom'âge installe les premières chaises autour de la table, en attendant l'arrivée de ses autres camarades. Sur le mur, des photos du lycée abandonné avant qu'il ne soit réhabilité pour devenir la résidence sociale intergénérationnelle qu'il est devenu aujourd'hui. 2017 © Myriame Ali-oualla.....   | 363 |

|  |     |
|--|-----|
| Image 69 Les anciens combattants avec d'autres seniors se réunissent pour un goûter musical, co-organisé par l'espace Hom'âge et la résidence sociale intergénérationnelle Mohamed Mechti dans l'espace partagé. 2017 © Myriame Ali-oualla .....   | 367 |
| Image 70 La cour intérieure de la résidence sociale Adoma Médoc. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 369 |
| Image 71 D. assis sur le rebord de son lit dans son studio. Résidence Sociale Adoma Médoc. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 370 |
| Image 72 Le tapis de prière de D., gardé proprement sur un fauteuil qu'il n'utilise pas. Derrière, une seconde chaise, vide cette fois, s'adosse au coin du mur. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 373 |
| Image 73 Comme le reste du studio, le coin cuisine compte des objets et des ustensiles basics pour un usage individuel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 373 |
| Image 74 Chez M., dans la résidence sociale Adoma. La table à manger est réservée essentiellement aux soins. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 378 |
| Image 75 Le coin nuit. Sur le radiateur, M. garde une feuille en carton renforcé sur laquelle il a inscrit un verset de coran comme rappel pour le lire avant de dormir. Dehors, il pleut et fait trop froid pour sortir. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 379 |
| Image 76 Tout comme D., M. semble personnaliser son espace de vie essentiellement avec les objets utilitaires du quotidien. Le tapis de prière, accessoire inconditionnel pour M. qu'il soit en France ou Maroc, pour la pratique religieuse quotidienne, en intérieur ou à la mosquée. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 380 |
| Image 77 Vue aérienne depuis la flèche de Saint Michel vers les halles du Marché des Capucins. 2020 © Google Earth .....   | 392 |
| Image 78 Dans le magasin d'artisanat de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla .....  | 401 |
| Image 79 Devant l'agence de transport Asfar Al Janoub. 2020 © Myriame Ali-oualla.....  | 446 |
| Image 80 L'intérieur du magasin de Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla.....  | 449 |
| Image 81 Façade latérale d'une des nombreuses agences de transport de « bagages et de voyageurs » du quartier Saint Michel, « Assfar Marrakech » signifiant « Voyages de Marrakech ». Sur l'affiche lumineuse qui surplombe l'entrée de l'agence, le nom de l'agence est délimité par les deux drapeaux français et marocain, stipulant que les lignes régulières font Bordeaux-Espagne-Maroc et que l'agence s'occupe de la réception et de l'envoi. Le tout est étayé avec d'autres icônes et photos d'autocar et de bagages. 2020 © Myriame Ali-oualla..... | 451 |
| Image 82 Dans l'espace séjour, chez Hassan. 2019 © Myriame Ali-oualla .....  | 453 |
| Image 83 Le long couloir de desserte est recouvert d'affiches, de posters de concerts et de dessins des enfants. Seuls un plateau en bronze gravé à la main et la lampe au plafond suggèrent l'expression de la culture marocaine dans cet espace-là. 2019 © Myriame Ali-oualla.....   | 457 |
| Image 84 Sous la table basse du séjour, un petit tabouret artisanal en osier et un pouf faisant partie de la suite du salon marocain sont gardés à portée de main, au cas où Hassan accueille de la famille ou des amis. Les deux meubles sont utilisés pour leur praticité plus que pour leur qualité de marqueurs matériels de la culture marocaine. 2019 © Myriame Ali-oualla .....   | 457 |
| Image 85 Photo du carnet avec des tentatives de reproduction de plans de la maison de Guercif. 2019 © Myriame Ali-oualla.....  | 462 |
| Image 86 Chez Kenza, à D'har Laqraâ, on retrouve une esthétique spatiale et des objets décoratifs et fonctionnels communs à tous les foyers urbains. 2018 © Myriame Ali-oualla.....  | 502 |
| Image 87 Chez M., à Adoma Médoc, il y a peu de marquage en rapport avec les espaces « traditionnellement » marocains. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 502 |
| Image 88 La façade fraîchement repeinte d'une des baraques du bidonville Nouayel. 2018 © Myriame Ali-oualla.....   | 512 |
| Image 89 Quartier de recasement Sidi Larbi, Ain Aouda. 2014 © Olivier Toutain & Virginie Rachmuhl / AFD.....   | 516 |

|   |     |
|---|-----|
| Image 90 A droite, une des façades du bidonville Nouayel, pendant l'enquête. Chaque baraque se distingue de l'autre et les parcelles sont densément occupées. 2018 © Myriame Ali-oualla .....   | 517 |
| Image 91 Les logements de recasement de Nouayel en Décembre 2020. L'aspect du bidonville a radicalement changé en une masse homogène de maisons économiques individuelles, habitées sans finitions. Vu que chaque maison occupe l'espace de deux baraques (40m <sup>2</sup> ), il y a moins d'unités (certaines familles ayant été relogées dans le logement collectif). Seule une baraque tient debout, donnant sur la route côtière. 2020 © Abdelhamid Ali-oualla ..... | 517 |
| Image 92 Afflux d'investisseurs potentiels aux portes du SMAP IMMO Paris, lors de sa dernière édition en 2019. © www.smapgroup.com .....  | 523 |
| Image 93 Maquette démonstrative des produits immobiliers au cours du SMAP IMMO Paris 2019. © www.smapgroup.com.....   | 523 |
| Image 94 Modèle urbain autoconstruit, basé sur les transferts de fonds, dans le quartier Kennedy de Pereira. 2016-2017 © Husos (María García) / www.architect.com .....   | 525 |
| Image 95 Maisons de retour. 2015 © Najoua Saadi dans (Raport 2019) .....  | 527 |

## Table des matières

|   |     |
|---|-----|
| Introduction générale.....  | 13  |
| Habiter en migration, au croisement des disciplines .....                               | 15  |
| Pratiquer l'espace, s'ancrer, se mouvoir et raconter .....                              | 18  |
| L'urbain, un manifeste de l'habiter en mouvement .....                                  | 23  |
| Trois grands récits migrants .....  | 26  |
| Des outils ethnographiques au service du récit habitant.....                            | 29  |
| Plan de la thèse .....  | 32  |
| Partie I. Mobilités, territoires et spatialités mis en récit.....                       | 34  |
| Chapitre 1.    Les prismes de la mobilité migrante.....                                 | 36  |
| L'angle scientifique, le savoir-faire et le rapport au territoire .....                 | 36  |
| 1.1.    De l'épistémologie sédentaire à une lecture par la mobilité.....                | 37  |
| 1.2.    Le savoir-migrer, un apprentissage continu .....                                | 49  |
| 1.3.    La mobilité migrante, créatrice de territorialités .....                        | 61  |
| Chapitre 2.    Immigré, migrant et transmigrant marocains.....                          | 73  |
| D'un profil de rupture à une figure de mobilité.....                                    | 73  |
| 2.1.    Stranger in the city .....  | 74  |
| 2.2.    Un (im)migrant dans le bidonville .....   | 76  |
| 2.3.    L'immigrant-émigré, une rupture transfrontalière.....                           | 86  |
| 2.4.    Le transmigrant, une organisation en réseau socioprofessionnel .....            | 95  |
| Chapitre 3.    Habiter en migration.....  | 104 |
| Quelles appropriations pour quels lieux ?.....  | 104 |
| 3.1.    L'habiter en migration, définitions liminaires .....                            | 108 |
| 3.2.    Des mécanismes de l'appropriation spatiale .....                                | 120 |
| 3.3.    Ces lieux de la migration.....  | 134 |
| Chapitre 4.    Raconter l'expérience migrante.....                                      | 146 |
| Des mots et des espaces .....   | 146 |
| 4.1.    Récit(s) et construction d'identités migrantes.....                             | 148 |
| 4.2.    Récolter et restituer, l'approche méthodologique du récit.....                  | 157 |
| Partie II. Trois grands récits de l'habiter en migration.....                           | 181 |
| Chapitre 5.    Les immobiles du bidonville.....   | 183 |
| L'expérience spatiale des femmes dans les bidonvilles de Salé .....                     | 183 |
| 5.1.    Salé, bassin régional de l'immigration rurale .....                             | 185 |
| 5.2.    "Arrêt au bidonville", ou comment habiter une frontière.....                    | 207 |
| 5.3.    Du cheminement à l'immobilité, réalités migratoire et quotidienne .....         | 224 |
| 5.4.    Habiter le bidonville, des pratiques astucieuses face aux défis des lieux ..... | 248 |

|  |     |
|--|-----|
| Chapitre 6. Les sur-mobiles du Troisième Âge.....  | 296 |
| L'expérience spatiale des anciens combattants marocains en migration circulatoire.....               | 296 |
| 6.1. Bordeaux, centralité administrative et historique des anciens combattants.....                  | 298 |
| 6.2. Les épreuves pluridimensionnelles de la migration du troisième âge.....                         | 311 |
| 6.3. La migration pendulaire et la fragmentation des territorialités.....                            | 329 |
| 6.4. Loin de chez soi, l'habiter des anciens combattants isolés.....                                 | 353 |
| Chapitre 7. La mobilité comme ressource des agents de la transmigration.....                         | 388 |
| L'expérience spatiale des commerçants et entrepreneurs marocains de l'espace transnational.....      | 388 |
| 7.1. Le quartier "ethnique", épice de l'économie marocaine transmigrante.....                        | 390 |
| 7.2. La richesse des réseaux trans migrants et l'approvisionnement de la mobilité.....               | 400 |
| 7.3. Des territorialités transmigrantes versatiles.....  | 421 |
| 7.4. L'habiter transnational, ancrages professionnels et domestiques dynamiques.....                 | 444 |
| Partie III. Mutations habitantes, spatiales et méthodologiques autour de l'habiter en migration..... | 472 |
| Chapitre 8. Expérience spatiale et capitaux individuels.....   | 474 |
| Le spatial, le résidentiel, le social et l'économique.....   | 474 |
| 8.1. Fuir la dépossession matérielle et symbolique du bidonville.....                                | 476 |
| 8.2. Sortir de l'isolement social en migration pendulaire.....                                       | 484 |
| 8.3. Garantir des ressources alternatives pour un projet transnational durable.....                  | 490 |
| Chapitre 9. Expérience spatiale et dynamique des territoires de vie.....                             | 497 |
| De l'unité domestique au territoire urbain.....  | 497 |
| 9.1. "Autel de la nostalgie", mutation de l'habitat migrant contemporain.....                        | 498 |
| 9.2. Initiatives habitantes, réactions de l'État.....  | 510 |
| Chapitre 10. Décortiquer l'expérience spatiale.....  | 532 |
| Récits biographiques et visuels, perspectives méthodologiques.....                                   | 532 |
| 10.1. Un récit de vie, une superposition de lectures.....  | 533 |
| 10.2. Les récits visuels et l'adaptation au imprévu empiriques.....                                  | 540 |
| Conclusion.....  | 555 |
| Bibliographie.....   | 568 |